



La revitalisation de l'identité française à San Rafael, État de Veracruz, Mexique (1986-2012)

Noémie Pointeau

► To cite this version:

Noémie Pointeau. La revitalisation de l'identité française à San Rafael, État de Veracruz, Mexique (1986-2012). Littératures. Université Rennes 2, 2015. Français. NNT : 2015REN20033 . tel-01241288

HAL Id: tel-01241288

<https://theses.hal.science/tel-01241288>

Submitted on 10 Dec 2015

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



présentée par

THÈSE / UNIVERSITÉ RENNES 2

sous le sceau de l'Université européenne de Bretagne

pour obtenir le titre de

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ RENNES 2

Mention : Espagnol/Civilisation latino-américaine

École doctorale Sciences Humaines et Sociales

NOÉMIE POINTEAU

Préparée à l'Unité Mixte de Recherche
(N°6258)

CERHIO-Université Rennes 2

Centre de Recherches Historiques de
l'Ouest

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL, ÉTAT DE VERACRUZ, MEXIQUE (1986-2012)

Thèse soutenue le 25 novembre 2015
devant le jury composé de :

Luc CAPDEVILA

Professeur des universités, Université Rennes 2

Françoise MARTÍNEZ

Professeure des universités, Université de La Rochelle

Elisabeth CUNIN

Chargée de recherche (CR-IRD), Université Nice Sophia Antipolis

Evelyne SÁNCHEZ

Chargée de recherche (CR-CNRS), Université Toulouse - Jean Jaurès
Co-directrice de thèse

Gérard BORRAS

Professeur des universités, Université Rennes 2
Directeur de thèse

SOUS LE SCEAU DE L'UNIVERSITÉ EUROPÉENNE DE BRETAGNE

**UNIVERSITÉ RENNES 2
ÉCOLE DOCTORALE – SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES**

Unité de Recherche – CERHIO UMR 6258

**LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À
SAN RAFAEL, ÉTAT DE VERACRUZ, MEXIQUE
(1986-2012)**

THÈSE DE DOCTORAT

**Discipline : espagnol-section CNU 14
Spécialité : Civilisation latino-américaine**

**Présentée et soutenue par
NOËMIE POINTEAU**

Le 25 novembre 2015

**Directeur de thèse : Gérard BORRAS
Co-directrice de thèse : Evelyne SÁNCHEZ**

Jury :

Luc Capdevila, Professeur des universités, Université Rennes 2
Françoise Martínez, Professeure des universités, Université de La Rochelle

Elisabeth Cunin, Chargée de recherche (CR-IRD),
Université Nice Sophia Antipolis

Evelyne Sánchez, Chargée de recherche (CR-CNRS),
Université Toulouse - Jean Jaurès

Gérard Borrás, Professeur des universités, Université Rennes 2

Photographie de couverture © Noémie Pointeau, Traversée du fleuve Nautla, Mexique, 2007

REMERCIEMENTS

Je tiens à adresser mes sincères remerciements à/aux :

Mon directeur Gérard Borrás, plus d'une décennie à travailler à tes côtés ! Arrivée en 2003 à l'Université de Rennes 2, tu me donnes l'envie de connaître les Amériques, en 2007 tu acceptes de devenir mon directeur de mémoire et en 2009 tu me fais à nouveau confiance.

Ma co-directrice Evelyne Sánchez, un concours de circonstance extraordinaire ! En 2009, la Mtra. Lidia Gómez permet notre rencontre. Tu me donnes le goût d'étudier l'histoire et tu m'apprends comment travailler aux archives.

L'Université Rennes 2, la directrice du CERHIO Annie Antoine et la directrice de l'école doctorale SHS Gaïd Le Maner-Idrissi et son prédécesseur Vincent Dubreuil.
Les personnels administratifs du CERHIO et des écoles doctorales SHS/ALL de l'Université Rennes 2 pour leur soutien moral, leur aide précieuse dans la recherche de financement et pour d'autres démarches administratives.

L'Institut de Sciences Sociales et Humaines Alfonso Vélaz Pliego-BUAP (Mexique) pour son accueil et mes collègues du séminaire d'anthropologie « Poder, Clase y Cultura » de l'Institut Alfonso Vélaz Pliego-BUAP (Mexique) en particulier au responsable le Dr. Ricardo Macip.

Les institutions et organismes qui ont financé cette thèse :

La Secretaría de Relaciones Exteriores (SRE) du Mexique, l'Université Européenne de Bretagne (CDI), l'Institut des Amériques, les écoles doctorales SHS/ALL de l'Université Rennes 2 (programme Aires culturelles).

La directrice du CMI-Rennes/ UEB, Sylvie Durfort, et toute l'équipe, Emilie, Delphine, Julien, Luc et Matthieu. Travailler pendant trois ans au sein de cette équipe a été une expérience enrichissante et nécessaire pour vivre.

Les directeurs/rices des Archives consultés, à Nantes (MAE/DAD), à Xalapa (AGEV, AHX et RAN), à México (AGN), à Jalacingo (AMJ), à Martínez de la Torre (ARMTZV), à San Rafael (mairie) qui m'ont permis de consulter les documents nécessaires pour cette recherche.

Les habitants des lieux visités qui m'ont ouvert leurs portes et apporté leur aide, en particulier la Maestra Gloria, Soraya, Carlos, Lourdes, Carmen, Profe Lalo, Marta et leurs enfants. Les habitants et la Mairie de Champlitte, Haute-Saône pour leur accueil chaleureux.

Ma famille, en particulier mes parents, ma sœur et mon frère, mes grands-parents pour leur soutien moral. Merci Maman et Steph pour avoir contribué aux relectures de cette thèse.

Sans vous, je n'aurais jamais pu tenir le coup ! Merci !

Mes amis et amies, en particulier

Emilie, Iliana, Jesús, Nadège, Marine, Joanna, Karine et André.

MERCI À TOUS

Pour vos conseils, encouragements ou relectures attentives et votre soutien moral.

Sans vous, rien n'aurait été possible

SOMMAIRE

REMERCIEMENTS	7
SOMMAIRE	9
INTRODUCTION	11
PREMIÈRE PARTIE SAN RAFAEL : UN VILLAGE FRANÇAIS ?	31
CHAPITRE I : PRÉSENTATION DE L'ANCIENNE COLONIE RURALE FRANÇAISE	35
CHAPITRE II : L'ÉPOPÉE FRANÇAISE	73
CHAPITRE III : LA CRÉATION DU MUNICIPE* DE SAN RAFAEL : VERS UNE AUTONOMIE POLITIQUE	109
SYNTHÈSE PARTIE I	143
DEUXIÈME PARTIE : LES MÉCANISMES DE RECONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL	147
CHAPITRE IV : LE PRINCIPE DE SÉLECTION	153
CHAPITRE V : L'ÉDUCATION ET LA TRANSMISSION DE LA FRANCITÉ	189
CHAPITRE VI : MYTHE ET RÉALITÉ D'UNE FRANCITÉ MEXICAINE	225
SYNTHÈSE PARTIE II	267
TROISIÈME PARTIE : LES CONSÉQUENCES DE L'IMMERSION DE SAN RAFAEL DANS UN PAYS MULTICULTUREL : LOGIQUES ET APPLICATION	271
CHAPITRE VII : L'INTÉGRATION DE SAN RAFAEL DANS LE SYSTÈME NÉOLIBÉRAL MONDIAL	277
CHAPITRE VIII : ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » : LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE	301
CHAPITRE IX : LES CHANGEMENTS SOCIAUX : VERS DE NOUVEAUX HORIZONS	339
SYNTHÈSE PARTIE III	367
CONCLUSION	371
BIBLIOGRAPHIE	387
INDEX	405
INDEX BIS	419
LEXIQUE	423
ANNEXES	439
ANNEXE 1 : SOURCES PRIMAIRES ET AUTRES DOCUMENTS	441
ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DÉTAILLÉE	447
ANNEXE 3 : CHRONOLOGIE HISTORIQUE DE LA COLONIE FRANÇAISE DE 1833 A 1916 ET DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS SURVENUS A SAN RAFAEL DE 1914 A NOS JOURS	455
ANNEXE 4 : TRAVAIL DE TERRAIN DE 2007 A 2012	465
ANNEXE 5 : STATISTIQUES DES ENQUÊTES DE TERRAIN	471
ANNEXE 6 : PHOTOGRAPHIES VOYAGE DE CHAMPLITTE A SAN RAFAEL	483
TABLE DES MATIÈRES	507

INTRODUCTION

C'était une soirée au mois d'août. J'arrivais en bus depuis Puebla, étouffée par la chaleur et l'humidité et épuisée par le voyage. Je décidai donc d'attendre l'historien du village, Carlos Alberto Fernández Callejas¹, au restaurant « Le San Rafael », situé au bord du fleuve, pour prendre un café afin de m'hydrater un peu. Quand j'arrivai, il y avait un groupe d'hommes du village, vêtus d'une chemise blanche au style *veracruzano**, un pantalon bleu-gris comme ceux que l'on porte souvent le dimanche et un chapeau de paille. Ils parlaient entre eux, je le saluai cordialement. Mon arrivée n'était pas passée inaperçue. Lorsque Carlos arriva, il me présenta à ce groupe. L'un d'entre eux me demanda si je n'étais pas la nouvelle professeure de français. Je lui répondis que non et que j'étais une étudiante de l'Université de Rennes, mais il ne semblait pas savoir localiser cette ville.

Pour engager la conversation, je lui racontai donc que j'avais profité de la vue du paysage depuis Tlapacoyan² jusqu'à San Rafael mais que le climat était vraiment très différent de celui que je connaissais et qu'il était difficile de supporter cette chaleur, ces moustiques qui m'entouraient et cette humidité qui me collait à la peau. À cela, il me répondit avec orgueil : « Tu sais, nous sommes compatriotes, car nos familles sont venues de là-bas mais elles étaient si pauvres lorsqu'elles sont arrivées. C'est M. Guénou qui les a amenées ici en les trompant. Il avait promis à ces paysans monts et merveilles, mais la seule chose qu'ils ont trouvée ici ce sont des serpents, des tas de terre, pleins de moustiques et des petites baraques en feuilles de palmier³. » Les autres hommes, qui avaient écouté le commentaire, s'intéressèrent à la conversation. Un homme au teint pâle qui avait bien compris que je voulais en savoir davantage sur l'histoire de San Rafael rajouta : « Oui, et ce qui a pu les sauver c'est le travail. Ils n'allaient même pas à l'école, mais un professeur venait pour leur apprendre à lire, écrire et compter. Ils n'avaient pas le temps pour ça. Tout était fait à base de travail ici. Nos ancêtres nous ont appris que le travail est une valeur sûre pour le progrès de San Rafael. Sans les Français, San Rafael serait resté médiocre. Tu n'as qu'à regarder les villages aux alentours. Ils ne sont pas développés, les gens ne réussissent pas car ils ne sont pas assez entreprenants⁴. »

1 Cf. Index.

2 Cf. Index.

3 Notes Carnet de bord. Travail de terrain 2010. Conversations informelles.

4 *Ibid.*

Carlos ne semblait plus compter à leur yeux, alors je lui lançai un regard espérant ne pas avoir à répondre, lorsqu'un troisième intervint : « Et tu sais ce qu'il y a sur l'écusson de Champlitte ? "Rien sans travail", et c'est encore notre devise grâce à nos ancêtres. En ça nous sommes différents⁵. »

Ces commentaires ont permis de m'ôter de l'esprit certains préjugés causés par la lecture d'une littérature sur l'histoire de San Rafael et d'une certaine manière ma naïveté de débutante. Cette forme d'exaltation de leurs ancêtres et de dénigrement de l'Autre ont éveillé en moi une curiosité et ont attiré mon attention sur les circonstances et les raisons qui avaient déclenchées cette dichotomie sociale entre descendants et non descendants.

Pour commencer, les identités ressenties ou vécues par un individu peuvent fluctuer dans le temps et différer sensiblement selon le contexte et l'interlocuteur auquel il s'adresse. Par exemple, les Français de San Rafael avaient tendance à cacher leur origine française pendant la Révolution Mexicaine car, ils étaient parfois l'objet de stigmatisation de la part de la société. Pourtant, les descendants de français ont tenté de reconstruire une image du Français courageux, travailleur, honnête, fort et droit, en référence non pas à la devise du début de la Révolution Mexicaine qui disait « nous sommes une nation métisse » mais bien plus en référence à la nouvelle version qui dit « nous appartenons à une nation multiculturelle ».

Si l'on observe en quoi les descendants des Chanitois se sentent plus Français que leurs cousins restés en France, on découvre au premier abord qu'être Français à San Rafael tourne autour de la création d'un espace défini et structuré par et pour les descendants afin de consolider une identité. Il s'agit de représenter une identité symboliquement⁶ efficace, soit à travers la construction d'édifices, l'ajout de noms français à des commerces ou l'organisation de festivités, remémorant pour eux leur identité française. Ces intentions ne sont pas neutres puisqu'elles permettent également aux visiteurs de ne plus se sentir dans « un espace culturel mexicain »⁷. Cette tradition qui consiste à utiliser l'espace et se l'appropriier remonte à l'époque de la colonie agricole lorsque les colons ont construit le village de San Rafael vers 1874⁸.

Les constructions et représentations symboliques sont réalisées avec l'aide de la France et du gouvernement local. En 1999, la Maison de la Culture est construite, financée par le

5 Ibid.

6 Cf. Gímenez, 2000.

7 McDonald, James. H. « Formación de la identidad étnica entre los inmigrantes italianos en México » dans *Relaciones. Estudios de Historia y sociedad*. Vol XVIII-N° 71-Verano 1997, pp. 159-199. p.168

8 Cf. Chapitre I.

INTRODUCTION

Conseil Général de la Haute-Saône, ce qui redonne un nouveau souffle à la langue française, qui avait presque disparu après la Révolution Mexicaine. Puis, en 2003, San Rafael va construire une mairie en tuiles *escamas*, symbole de la France par excellence pour les descendants, car les colons l'utilisaient pour construire leurs maisons. En 2007, un musée est construit pour remémorer la vie des colons. La gastronomie à San Rafael puise, selon les descendants, son origine en France, et elle fait bien sûr partie de l'imaginaire collectif. Inévitablement, il existe des résidus culinaires autant dans le nom des recettes, par exemple comme dans « el pan de gato = un gâteau », que dans le goût. Depuis plusieurs années, les magasins de vins et liqueurs, fromages et crèmes, pains et gâteaux, les restaurants-crêperies et les hôtels aux noms français ont rapidement gagné l'espace public dans le centre-ville. Grâce à ce travail réalisé par les descendants, San Rafael est reconnue comme « communauté française » à l'intérieur et à l'extérieur du village car l'identité⁹ « est toujours le résultat de l'identification que les autres nous imposent et que chacun affirme¹⁰. »

De plus, comme le propose Stuart Hall¹¹, les identités ont comme base fondamentale la différence sans laquelle elles ne peuvent exister. En effet, l'identité n'implique pas uniquement l'identification et/ou le sentiment d'appartenance, mais aussi la différenciation et l'exclusion, c'est-à-dire que les identités réaffirment l'altérité. Les habitants de San Rafael insistent sur des représentations et sur des multiples « usages du passé¹² » pour marquer une différence.

Cette construction de l'identité qui sera abordée tout au long de la thèse s'insère dans une période contemporaine et commence avec la crise économique dans les années 80. Cette identité, objet de l'étude, correspond à un processus de réapparition, de « revitalisation¹³ » d'une francité*. Elle est historiquement marquée par les mouvements migratoires du XIXe

⁹ Précisément parce que les identités se construisent dans le discours et non pas en dehors, nous devons les considérer comme produites dans des univers historiques spécifiques à l'intérieur des formations et des pratiques discursives spécifiques à travers des stratégies énonciatives spécifiques. Hall S., « Who needs identity? » dans *Questions of Cultural Identity*, Editorial selection and matter edited by Stuart Hall and Paul du Gay, Grande Bretagne, 1ère publication 1996, 13ème publication 2003, p.18. Toutes les traductions présentes dans la thèse (citations, entretiens, extraits d'archives, documents, journaux etc.) sont des traductions personnelles.

¹⁰ Cuche D., Chapitre 6 « Cultura e Identidad » dans *La noción de cultura en las ciencias sociales*, Edición Nueva Visión, Buenos Aires, 1999, p. 120.

¹¹ Cf. Hall, Stuart. « The local and the Global: Globalization and Ethnicity » dans King, Anthony D. (ed.), *Culture Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Binghamton, University of New York at Binghamton, pp. 19-39. <http://www.cholonautas.edu.pe/biblioteca.php>, (en ligne), 1991, pp. 1-24.

¹² Cf. Habermas.

¹³ Cf. Taylor Mary N., « Crítica “folk”: antiliberalismo y el discurso del cambio de régimen robado en la Hungría contemporánea » dans *Bajo el volcán* Revista del Posgrado de Sociología del Instituto de Ciencias Social y Humanidades de la BUAP N°17, 2010. Elle analyse à partir du « mouvement de revitalisation “folk” » la construction du « sentiment ethno-nationaliste » dans le contexte post-socialiste en Hongrie. P.63

siècle. En effet, la formation historique de San Rafael ne peut se comprendre qu'à partir des projets politiques agraires, aux caractères raciste et libéral, entrepris par l'état mexicain au XIXe siècle, visant à peupler son territoire gigantesque, moderniser l'espace et à civiliser les populations.

Le Mexique essaya de mener à bien un projet de migration, qui consistait principalement à peupler le Mexique indépendant et, tenta de construire un État-Nation à travers les modèles européens et étasuniens affirmant que leur retard était dû en grande partie aux populations indigènes et paysannes. La nouvelle nation souhaitait d'abord développer, moderniser et peupler les territoires inexplorés ou encore vierges et utiles pour moderniser son agriculture et son industrie. Elle désirait s'incorporer dans la dynamique économique de l'époque et ainsi accroître ses échanges commerciaux avec l'Europe, et protéger ses frontières. Ensuite, elle souhaitait « blanchir » les populations¹⁴. Ce blanchiment était basé sur des critères moraux et intellectuels « européens » fortement enracinés par les idéaux français du XVIIIe siècle et issu des théories raciales¹⁵ du XIXe siècle.

Ces politiques de colonisation ont eu des répercussions en France mais, comme le signale Chantal Cramaussel, la migration vers le Mexique reste modeste en comparaison avec d'autres émigrations¹⁶. La recherche de C. Cramaussel a recensé environ 6000 à 7000 Français au milieu du XIX¹⁷ sur le territoire mexicain. La population française qui émigrerait au Mexique souhaitait améliorer ses conditions de vie, car la France vivait une instabilité politique et économique à cette époque, même si cette migration n'a pas été en majorité une émigration de la faim¹⁸. Les populations les plus influencées par ces projets provenaient d'un milieu rural, pourtant elles ne vivaient pas toujours de l'agriculture¹⁹. Pour d'autres migrants, comme les petits commerçants et les artisans, c'était aussi l'occasion d'investir et de générer un capital économique. C'est donc dans ce contexte de politiques migratoires que divers groupes étrangers majoritairement européens arrivèrent au Mexique.

14 Sánchez E., "Les enjeux territoriaux des politiques migratoires et de colonisation intérieure dans le Mexique postcolonial (1823-1880). Les colonies européennes dans l'Etat de Veracruz", (p 97-118) dans *Etat et Nation I (19ème siècle)* numéro coordonné par Enrique Fernández Domingo, Cahiers ALHIM, numéro 15, 2008, p. 100, 107 et 108.

15 Darwin et ses théories de l'évolution, H. Spencer par exemple.

16 Cramaussel, Chantal. « El Perfil del migrante francés a mediados del siglo XIX » dans *México-Francia* <http://www.mexicofrancia.org/articulos/p8.pdf>. Version antérieure dans Cahiers des Amériques Latines 47, IHEAL, 2006, pp.133-159. p.10-17.

17 *Ibid.* p.10-17.

18 *Ibid.* p.21.

19 *Ibid.* p.21.

INTRODUCTION

Les colonies rurales n'auraient pas pu se faire sans l'initiative privée des directeurs des colonies comme Stéphane Bonaventure Guénot²⁰, ex-militaire de l'Armée Impériale. Il a réussi à mettre en œuvre la politique de colonisation mexicaine à Jicaltepec, malgré la quasi inexistence de l'État mexicain qui pouvait rendre difficile la mise en place du projet. Ce militaire était arrivé au Mexique en 1826 et avait acheté les terres limitrophes avec la rive du fleuve Nautla²¹ à Jicaltepec. La nationalité de Guénot et le manque d'argent lui empêchaient d'acheter les terres, c'est pourquoi il demanda la nationalité mexicaine selon les lois de naturalisation de 1828²². Il sollicita des crédits pour acheter les terres qui devaient lui permettre d'obtenir des bénéfices, selon les lois de colonisation des terrains vagues²³ émises la même année. En revenant en France en 1832, il se dirigea vers ses compatriotes pour les convaincre d'investir et de participer au projet :

Le gouvernement français est disposé à favoriser la formation d'établissements coloniaux agricoles afin de développer l'agriculture au Mexique. Fort de cet appui et encouragé par huit années d'observation continue je viens engager les possesseurs de capitaux, les propriétaires et surtout les cultivateurs et les ouvriers à prendre part dans une entreprise qui consiste dans l'exploitation d'une terre encore vierge. La terre dont il s'agit porte depuis des temps immémoriaux le nom de Jicaltepec (terre d'argile) située entre Veracruz et Tampico. Elle est baignée par le Río Nautla et jouie d'un climat fort beau et très sain. On n'y connaît aucune maladie endémique ni contagieuse, l'air y est très pur et la chaleur modérée. Tous ceux admis comme colons seront logés, nourris et recevront un salaire annuel proportionné à l'importance de leurs services. Sachez que le succès de l'entreprise que je propose est infailible et que cette entreprise procurera des avantages bien plus grands qu'aucune autre²⁴.

De cette manière et avec l'aide de plusieurs fonctionnaires publics et propriétaires, il fonda une société civile sous le nom de *Compagnie franco-mexicaine*²⁵, dont l'activité principale avait pour vocation la création d'une colonie agricole destinée à l'exploitation des terres de Jicaltepec²⁶. La colonie qu'il proposa reposait sur le travail de quatre types d'employés : les

20 Cf. Index.

21 Cf. Index.

22 Article 12, 14 avril 1828.

23 « Ley de Terrenos Baldíos, 1828 ».

24 Documentaire de Carole Ferrand, *Proa a la tierra Prometida*. Vie des Hauts Production y France 3 Bourgogne Franche-Comté, 2006.

25 MAE/DAD Nantes México Fond B 1822-1922 Consulat et légation n°143 Compagnie Franco-mexicaine de Jicaltepec 1833-1834, 1842, 1845.

26 Cf. Index.

cultivateurs, les artisans, les femmes de plus de 18 ans et les jeunes de 12 à 18 ans, chacun rémunérés selon des critères, nourris et logés. Ils devaient s'engager à travailler pour la colonie pendant neuf ans. Celle-ci possédait une administration à Jicaltepec et une autre à Dijon appelée « Conseil de Correspondance ». Les actionnaires de la colonie étaient des notables de la société citadine française, ex-militaires, juges, médecins et rentiers. Cependant, le discours de Guénot ne correspondait pas à la réalité puisque à leur arrivée les terres n'étaient pas vierges et aucune baraque n'avait été construite. Cette situation a provoqué la colère des colons qui souhaitaient reprendre en main la gestion de la colonie mais pour cela ils devaient récupérer la propriété des terres, projet réussi quelques années plus tard après de nombreuses disputes dont il sera question dans le chapitre I.

Depuis cet instant, l'utilisation de la terre et l'obtention d'une propriété, à la différence des voisins paysans mexicains, sont devenues une priorité et un devoir à transmettre aux enfants. En effet, les Français de San Rafael qui sont majoritairement agriculteurs se considèrent comme les pionniers de l'élevage dans la région, comme l'avaient été leurs ancêtres avec la production de la vanille. Les Français de San Rafael se conçoivent historiquement comme des éleveurs-agriculteurs qui possèdent une petite propriété ou d'une manière générale qui ont toujours eu une relation étroite avec le travail de la terre. Ils estiment que celui qui a amené leurs parents, les a trahis, et gardent une image négative de cet homme. Selon eux, le gouvernement mexicain n'a rien fait pour les aider, ne leur a rien « offert » et ont dû travailler sans relâche pour obtenir ce qu'ils possèdent. De cette manière, la mémoire collective liée à la colonisation et le progrès des habitants se traduit par des idées enracinées comme des pratiques concrètes de travail, de mœurs, d'être et de paraître.

C'est donc en 1833 que 83 familles françaises provenant de la Haute-Saône, de la Côte d'Or²⁷ et de la Haute-Marne²⁸, pour la plupart paysans, producteurs agricoles et vignerons s'embarquèrent depuis le port du Havre à destination du port de Veracruz. Après deux mois de traversée, ils arrivèrent²⁹ au port de Nautla puis à Jicaltepec, là où ils s'installèrent. Tout au long du XIXe et au début du XXe, ce sont des dizaines de Français qui formèrent ainsi la colonie française de Jicaltepec-San Rafael³⁰, dans un cadre agricole idéal au milieu d'un espace extrêmement fertile.

27 Cf. Index.

28 Cf. Index.

29 Cf. Annexe 2: Cartes.

30 Jicaltepec existait bien avant l'arrivée des colons comme il sera précisé dans le chapitre II. Les Français s'y sont installés à partir de 1833. San Rafael n'existait pas comme nous le connaissons aujourd'hui. Les terres que l'avocat R. Martínez de la Torre a achetées, étaient comprises entre la hacienda de Pital et les plages du Golfe du

INTRODUCTION

Carte 1³¹

Localisation de l'état de Veracruz au Mexique



Légende : Carte du Mexique. L'état de Veracruz est indiqué en vert foncé. L'état de Veracruz est composé de 10 régions.

Mexique situées sur les bords du fleuve Nautla en face de Jicaltepec. La colonie française était composée de petits ranchos et villages (localités) comme Paso Telaya, Zopilotes*, Ojite et Mentidero. Certains existent toujours d'ailleurs et appartiennent au Municipio de San Rafael. Le nom de Zopilotes a disparu pour devenir San Rafael, cœur de la colonie au XIXe siècle, chef-lieu de l'actuel Municipio de San Rafael. Les colons ont souhaité donner le nom de San Rafael en hommage à l'avocat Rafael Martínez de la Torre qui avait acheté en 1874 ces terres à Don Francisco de Paula López pour les revendre aux colons. Le nom de San Rafael est devenu légal lorsque les habitants ont déclaré et reconnu la localité (=congrégation*) comme appartenant au Municipio de Martínez de la Torre en octobre 1882.

31 Élaboration de l'auteur à partir de (année 2008) :
http://upload.wikimedia.org/wikipedia/commons/f/f4/mexico_map_mx.ver.svg

Carte 2³²
Localisation de San Rafael, Veracruz



Légende : La région de la recherche est celle de Nautla (représentée par le cercle noir) composée de 11 municipes*. Zoom sur San Rafael (en vert), municipe 211, et les municipes limitrophes Tecolutla, Martínez de la Torre (102), Misantla (109) et Nautla (114). Tous appartiennent à la région de Nautla sauf Tecolutla qui fait partie de la région Totonacapan.

La chaîne migratoire chanitoise se compose de deux phases. Dans la première moitié du XIXe siècle, il s'agissait principalement de jeunes paysans et artisans qui commençaient à souffrir de la Révolution Industrielle. Peu d'ouvriers s'aventuraient car ils représentaient à cette époque une main d'œuvre en voie de développement. Dans la seconde moitié du XIXe siècle la configuration migratoire évolue. La plupart des personnes qui s'engageaient à cette époque étaient des hommes célibataires³³, comme par exemple entre 1854 et 1861, 20

32 Élaboration de l'auteur à partir de (année 2008) :

www.cedem.ver.gob.mx et www.e-local.gob.mx/work/templates/enciclo/veracruz/

33 *Op.cit.* Cramaussel C., 2006, p. 17.

INTRODUCTION

émigrants des Pyrénées ont migré à San Rafael pour cultiver la vanille³⁴. En effet, Chantal Cramaussel explique que pendant la deuxième moitié du XIXe siècle, les migrants français les plus présents étaient originaires du sud-ouest de la France, à cause de leur proximité avec les ports et les montagnes, qui avaient connus une diminution de son activité économique, comme dans les petites villes de France³⁵. De la même manière, les catégories professionnelles des migrants changent. Pour attirer de nouveaux venus avec des professions variées, le gouvernement français publia dans la presse des annonces comme en 1847 dans « Le Territorial – La France agricole³⁶ ». C'est donc à cette époque que des commerçants, négociants et artisans ont commencé à migrer. De plus, la mobilité était relativement plus facile car elle était garantie par le contact que les familles déjà installées avaient gardé avec leurs proches restés en France, ce qui s'estompa au fil du temps. Les contacts reprendront à partir de 1959, lorsqu'un descendant de français Paul Capitaine³⁷ voyage et revient en France à Champlitte et fait la rencontre d'Albert Demard, directeur du musée Arts et Traditions populaires du village. La famille Demard, originaire de la région, se révèle être parents d'une famille de migrants du Mexique. Par la suite, Jean Christophe, le fils d'Albert et historien, publie son premier livre sur l'histoire chanitoise en 1986, ce qui conclut au jumelage Champlitte-San Rafael.

Le changement migratoire a lieu pour trois raisons. D'abord, la stratégie du gouvernement mexicain de vouloir améliorer « la race » et moderniser le pays échoua car la population française était relativement endogamique* et car peu de migrants choisissaient le Mexique pour s'y installer. C'est pendant le *Porfiriato* que de nouveaux projets de colonisation³⁸ apparaissent grâce à l'arrivée d'un climat de confiance plus favorable. Deuxièmement, les autorités françaises implantées au Mexique réclamaient l'arrivée de commerçants, d'artisans et d'ouvriers car elles estimaient que la main d'œuvre mexicaine était peu qualifiée³⁹. De plus, la situation commerciale en France était devenue de plus en plus difficile et le contexte économique avait favorisé une certaine bourgeoisie industrielle et laissé de côté les petits commerçants. Troisièmement, c'est à partir de 1856 que la loi sur les colonisations fut

34 Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Editorial Dominique Guéniot, 1999. p. 96-100.

35 Op.cit. Cramaussel C., 2006, p. 25-26.

36 MAE/DAD Nantes – Archives des postes – México série B 111 Vice Consulat de Jicaltepec 1833-1864.

37 Ivol V., « Le grand voyage et la collection », *Mexique, le grand Voyage*. Catalogue achevé d'imprimer sur les presses de Selecta, France, en juin 2006, p. 7.

38 McDonald, James. H., « Formación de la identidad étnica entre los inmigrantes italianos en México » dans *Relaciones. Estudios de Historia y sociedad*. Vol XVIII-N° 71-Verano 1997. pp. 164.

39 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales.

planifiée⁴⁰, ce qui permit l'arrivée de plusieurs colons d'autres régions de France parce qu'il régnait une certaine sécurité même après l'échec de Tehuantepec⁴¹.

Au début du XXe siècle, les conflits armés de la Révolution Mexicaine et de la première guerre mondiale ont diminué considérablement les chaînes migratoires. Les Français appelés sous les drapeaux refusèrent de s'y rendre ce qui provoqua la rupture des relations diplomatiques entre la colonie et la France. Le gouvernement français révoqua le dernier Vice-Consul en 1916 pour haute trahison. Les Français ont donc dû renoncer à leurs privilèges et même parfois à leur nationalité. En d'autres termes, la colonie française abandonna progressivement sa francité. Après avoir entretenue plusieurs vagues de migration, la colonie semblait s'être arrêtée et avait fortement pâti des conflits armés. Même si l'on retrouve quelques élans de francité pendant la deuxième guerre mondiale et les années 50, la volonté politique et sociale dans les années 80 est bien la preuve d'une revitalisation d'une identité oubliée pendant plus d'un demi-siècle.

De ce contexte historique m'est venu l'idée de savoir si aujourd'hui la population qui réside à San Rafael avait continué à avoir des liens avec la France au cours de son histoire, et si ce cas était avéré de quelles manières, quand et pourquoi elle allait même jusqu'à revendiquer la nationalité française. L'objectif général de cette thèse est donc d'analyser et de questionner comment ce renouveau de l'identité française a vu le jour ? Comment se phénomène fonctionne-t-il et sur la base de quels critères, arguments, symboles et discours s'est-il construit ? Pourquoi San Rafael, a-t-il eu besoin de revendiquer ses anciennes origines françaises ? Qui défend cette identification et comment peut-on y appartenir ? Quels sont les enjeux et les conséquences politiques, économiques et culturelles sur la localité ?

Une première hypothèse est formulée selon laquelle cette revitalisation est l'œuvre des politiques économiques et culturelles néolibérales des années 80-90 au Mexique et a fragmenté le groupe de descendants français sur le plan économique et culturel. En effet, dans un contexte de crise, les années 80 ont fait l'objet d'un tournant académique et politique au Mexique. D'un côté, de grands travaux académiques aux tendances populistes et fortement orientés vers l'ethnicité ont vu le jour⁴². Ces travaux ont fait de l'ethnicité « le point de vue dominant pour comprendre les populations rurales et leurs changements⁴³. » Pour répondre

40 *Op. cit.* Sánchez E., 2008, p.111.

41 Maison H., et Debouchet C., *La colonización francesa en Coatzacoalcos*. Colección UV Rescate, UV, sans date. + Cf. Index.

42 Macip Rios R., *Somos un país de peones. Café, Crisis y el estado neoliberal en el centro de Veracruz*, BUAP, México, 2005, p. 33.

43 *Ibid.* Macip, 2005, p. 33.

INTRODUCTION

aux questions sociales, les anthropologues et les ethnologues de l'époque comme Bonfil Batalla, ont eu recours à l'ethnopolulisme en faisant de l'indien, la pièce maîtresse, l'essence même de la nation mexicaine.

« L'ethnopolulisme, comme le suggère son nom, est le mélange d'une vision essentialiste de l'ethnicité et du populisme. Le mélange n'est pas homogène et l'essentialisme ethnique est l'élément dominant. Dans ce cas, l'ethnie ne s'applique à aucun groupe mexicain qui se définit lui-même séparément du sujet national métis. Toute invocation d'origine non-américaine est exclue⁴⁴. »

En d'autres termes, un principe d'autochtonie est mis en avant pour caractériser l'ethnie. Les Français de San Rafael en tant que minorité européenne sur le territoire mexicain, seraient donc mis de côté car ils ne représenteraient pas en théorie « les standards ethnopolulistes⁴⁵ » et ne seraient donc pas « suffisamment ethniques⁴⁶ ». En conséquence, les Français de San Rafael ne peuvent pas demander leur autochtonie puisqu'ils ne sont pas descendants des ethnies de Mésoamérique*. Parler d'ethnie française semble donc peu envisageable mais nos recherches ethnographiques ont eu tendance à confirmer une capacité, une volonté politique et sociale de plusieurs groupes sociaux de San Rafael à revendiquer une langue, une culture, certaines coutumes, une couleur de peau, un territoire par exemple, ce qui ressemble fortement aux revendications faites par les populations dites « autochtones ».

De l'autre côté, dans les années 90, les États-Nations d'Amérique Latine⁴⁷ offrent aux villages « autochtones » une certaine autonomie (gestion économique et politique (en apparence)), dans un contexte économique basé sur le modèle néolibéral, en signant la *Convention 169 de l'OIT*, mais aussi et surtout une reconnaissance de leurs cultures. Les nations vont donc créer un cadre légal dans lequel les groupes sociaux auraient le droit de se développer, de se revendiquer, de s'affirmer et même de s'autodéterminer, en reprenant des formes de revendication liée à l'identité culturelle comme l'ethnicité, la communauté, la langue, l'origine, les rites et certaines coutumes. L'État multiculturaliste, comme le Mexique, tolère les différences culturelles qui existent et répond donc aux populations les plus

44 *Ibid.* Macip, 2005, p. 35.

45 *Ibid.* Macip, 2005, p. 35.

46 *Ibid.* Macip, 2005, p. 35.

47 Convention 169 de l'OIT concernant les peuples indigènes signée par Mexique (1990), Colombie (1991), Paraguay (1992), Pérou (1993), Argentine (1994), Bolivie (1994), Panama (1994), Nicaragua (1995), Equateur (1998). Entrée en vigueur le 6 septembre 1991. Cf. Arturo S. Bronstein, *Hacia el reconocimiento de la identidad y de los derechos de los pueblos indígenas en América Latina: Síntesis de una evolución y temas para reflexión*, Pueblos indígenas/Equipo Técnico Multidisciplinario, disponible en <http://www.oit.or.cr/mdtsanjo/indig/bronste.htm>, 13 de diciembre del 2005. Cité de: catarina.udlap.mx/u_dl_a/tales/documentos/Iri/.../capitulo3.pdf.

défavorisées, les indigènes et les paysans, en leur cédant le droit à l'autochtonie et à l'autonomie (partielle ou presque nulle dans la réalité) et se définit pluriculturel. Ce Mexique pluriculturel était dirigé vers les populations indigènes et n'était pas pensé au préalable pour que les populations ayant une origine européenne puissent eux aussi revendiquer leurs droits.

Par ailleurs, ma deuxième hypothèse tourne autour du fait que ce mouvement de revitalisation n'est en aucun cas homogène et se base sur des vieux discours politiques raciaux du XIX^e siècle et sur l'image d'une vieille France « invisible », qui n'existe plus, et le slogan révolutionnaire « liberté, égalité, fraternité ». Cette identité ne profite pas à tout le monde car cette revitalisation exclue de nombreuses personnes. Elle devient presque un « fantasme » d'une partie de la population et a pour conséquences de générer des conflits et de créer des catégories entre les individus. Pour y parvenir, les groupes les plus dominants utilisent un langage de « race » et de classe, ce qui finalement renforce en même temps la domination. Derrière ce processus de revitalisation de l'identité française, se cache une violence, car il devient un moyen pour justifier leur suprématie et les discriminations et pour défendre ou récupérer un statut dans l'attente d'obtenir quelque chose comme la nationalité ou des ressources par exemple. C'est certainement un outil de lutte contre d'autres Mexicains, autant indigènes que non indigènes et contre d'autres groupes d'origine européenne de leur région et d'autres régions. C'est également l'occasion pour eux de diversifier l'économie de San Rafael notamment dans le troisième secteur mais elle pourrait bien un jour être mise en danger par les effets de la globalisation.

Les images et les représentations données par ce groupe d'hommes à mon arrivée ne sont pas neutres. Ma recherche concernera l'analyse de l'identité des descendants de migrants à travers la mémoire collective et l'étude des discours politiques et culturels des chefs nationaux et locaux. J'étudierai également les formes que prennent leur identité, c'est-à-dire, les façons de se définir, les compréhensions et les relations sociales qui en découlent ainsi que les effets qu'elle a provoqués, notamment sur l'éducation, les mouvements sociaux et politiques et la pensée des habitants de San Rafael. Enfin, il me semble important de mettre en relation le local et le global afin de comprendre et analyser les processus historiques et sociaux qui ont conduit à cette situation. En d'autres termes, il s'agit aussi pour moi de comprendre en quoi le Mexique néolibéral a-t-il joué un rôle dans la reconfiguration de cette identité.

En tant que civilisationniste (spécialité Amérique Latine), cette thèse s'inscrit pleinement dans la section CNU-14. Cependant, ma liaison avec les écoles d'historiens et d'anthropologues depuis le début de ma recherche a été une révélation. Celle-ci s'inspire des

INTRODUCTION

outils et des méthodes de l'anthropologie historique car il était évident pour appréhender le sujet et répondre à la problématique de se nourrir des deux conceptions de travail et d'analyse. De nombreuses sources orales et écrites récoltées à partir de ces sciences viendront soutenir la réflexion.

J'étudierai les sources du XIX^e siècle que j'ai consulté tout au long de ma recherche entre 2009 et 2012 : aux Archives Diplomatiques à Nantes, aux Archives Historiques de l'état de Veracruz à Xalapa, aux Archives Générales de la Nation à México et aux Archives Historiques de Jalacingo, Veracruz afin de compléter l'histoire migratoire et comprendre les processus historiques. Comment l'histoire et le patrimoine sont utilisés aujourd'hui pour défendre une identité française ? De plus, les documents des archives agraires (R.A.N) à Xalapa, l'étude des articles 4 et 27 de la Constitution mexicaine de l'année 1992 et 2001, la déclaration du Municipio libre de San Rafael en 2003, recueillie aux archives municipales de Martínez de la Torre, et les différents articles de presse, qui concernent la municipalisation et la perte de terres de certains propriétaires descendants de français, permettront d'analyser la formation des groupes de pouvoir politique et économique locaux en relation avec la politique de l'état de Veracruz. J'ai également consulté les registres civiles (mariages) de la mairie de San Rafael (2004-2010) et de Martínez de la Torre (1883, 1885, 1889-1891, 1895-1899, 1900-1910). Enfin, lors de mes séjours à Champlitte en décembre 2008 et en octobre 2012, j'ai pu retrouver des articles de presse sur le jumelage franco-mexicain et la formation des associations.

Le travail de terrain s'est effectué rigoureusement sur plusieurs phases (un travail avait déjà été réalisé au préalable pendant le master I en 2007-2008 et II en 2009) : 5 séjours de 1 à 6 semaines de février à décembre 2010, j'ai procédé à une immersion pendant 6 mois de janvier à juin 2011 et de deux mois pendant l'été 2012. J'y suis retournée en décembre 2014 et avril 2015 pour étudier les changements éventuels et observer l'évolution. Certains entretiens, réalisés pendant la période de terrain de janvier à juin 2011 ont été accomplis avec l'anthropologue Lic. Jesús Bautista⁴⁸ et avec l'aide du chroniqueur et historien Lic. Carlos Fernández. Nous avons pu combiner nos méthodes ethnographiques : Carlos, originaire de San Rafael, a une connaissance remarquable du terrain et des habitants, qualité importante pour s'insérer dans la société, il m'a d'ailleurs souvent aiguillé et a été un informateur majeur. Jesús est un très bon observateur et pour ma part, j'ai « joué la carte » de la sociabilité et de la

48 Bautista Cid, Jesús Israel. Racismo e Identidad. *El proceso de reivindicación de la identidad francesa en la localidad de San Rafael Veracruz*. (Mémoire de licence inédit). Puebla, BUAP, Mai 2012.

curiosité. Je connaissais relativement bien le terrain depuis le master donc je pouvais rapidement prendre contact avec les acteurs locaux. Il s'agissait non seulement d'une convergence d'intérêts mais aussi de réussir à mettre en place des techniques d'anthropologie (entretiens, études de cas, histoires de vie). Les entretiens résultant de cette fusion seront identifiés avec un signe distinctif (') dans la thèse. Cette forme de recherche a généré un type d'informations nouvelles car j'ai pu comparer les interactions sociales (réactions, réponses, attitudes) lorsque j'étais avec eux ou seule. Les entretiens réalisés en leur présence, avec des journalistes et des employés de sexe masculin, ont facilité le dialogue, même si j'avais déjà au préalable rencontré seule plusieurs femmes journalières, et ceux accomplis avec des informateurs clefs, leaders de la production agricole et défenseurs de l'identité, m'ont permis d'observer les changements puisque je les avais interviewés avant sans leur présence.

D'autres expériences ont été faites pour évaluer les comportements et les réactions des habitants. Avec Mtro. Saúl Vargas⁴⁹, pendant le Carnaval de 2010 où j'ai pu noter que ma présence avait eu un effet positif sur l'accueil qu'il avait reçu de la part d'un habitant. Saúl m'avait fait part de ses difficultés à entrer en contact avec certains habitants, il avait ressenti à plusieurs reprises une forme de rejet. Pendant le carnaval, il avait besoin de prendre des clichés et souhaitait trouver un point assez haut. Je lui ai proposé d'accéder à un balcon qui donnait sur la place et m'a répondu « jamais je n'arriverai à rentrer dans cette maison ». Je l'ai mis au défi et nous avons sonné à la porte. La personne nous a gentiment ouvert sa demeure en disant « laissez passer ces sont des Français qui viennent prendre des photos » et Saúl a répondu très poliment « Bonsoir Messieurs dames » en français. Cette situation qui peut paraître comique est révélatrice car elle est représentative des tensions, des préjugés et des incompréhensions entre descendants de français et Mexicains. De même, avec le Professeur, Jean-François Campario, pendant nos promenades à bicyclette ou notre participation au Festival des Morts, où j'ai pu observer que plusieurs habitants descendants ou non appréciaient nos visites et notre enthousiasme. Mes interventions dans les écoles ont été particulièrement appréciées par les enseignants et élèves et surtout dans celles où ils n'avaient pas « l'habitude » de recevoir des visites de Français. Mon terrain et les rencontres qui vont avec ont permis d'une certaine manière d'ouvrir mon propre champ de vision, mais aussi le panorama à certaines personnes, qui avaient une idée tronquée de la France ou des Français et du Mexique ou des Mexicains, et d'ouvrir le débat sur l'identité.

49 Vargas González, Saúl. *Identidad, diseño y comunicación visual: Jicaltepec y San Rafael, un pedazo de Francia en México*. México D.F, UNAM, avril 2011 (Mémoire inédit).

INTRODUCTION

Les sources orales récupérées des entretiens structurés et semi-structurés (161 au total au Mexique et 8 en France) serviront à analyser comment les groupes sociaux transmettent et perçoivent leur réalité, leur expérience de vie et leur identité. J'ai pu rassembler des preuves qui me conduisent à dire que les différences qui sont générées dans un milieu où cohabitent des identités et des subjectivités toujours changeantes sont à mettre en relation avec le pouvoir, l'économie et l'histoire⁵⁰.

Des chercheurs comme W. Roseberry, S. Narotzky et F. Carpinteiro m'ont permis d'envisager une méthodologie historique et anthropologique, ici reprise. Le chercheur ne doit pas tomber dans l'analyse de « multiples histoires possibles » ou d'essayer de découvrir la vérité parmi toutes ces histoires⁵¹. Sachant que nous sommes tous imprégnés de subjectivité, les interlocuteurs peuvent nous donner des informations différentes selon leur âge, leur sexe, leur origine, etc⁵². Ces informations doivent être donc prises en compte. Il ne s'agit pas non plus de donner raison à quiconque mais bien plus de comprendre les processus qui ont conduit à cette situation d'où l'importance de l'analyse et de la compréhension des conflits. Il faut trouver dans « les narrations historiques » des éléments qui sont reliés entre eux par un modèle plus ou moins cohérent qui orienteraient les mouvements de la société⁵³. Il n'y a pas en ce sens de terrain authentique ou de sources authentiques. Il faut seulement pouvoir connecter « les multiples histoires et cultures dans *une* histoire⁵⁴ » pour comprendre les raisons des actions des acteurs sociaux, les causes économiques et sociales dans lesquelles se sont inscrites leurs décisions et qui les ont poussés à prendre position dans des actions politiques et idéologiques déterminées⁵⁵. J'analyserai les discours pour comprendre comment les langages de classe et ethnique renforcent la domination pro-française ? Les entretiens structurés ont été faits avec les groupes de pouvoir comme les membres des associations et ceux qui diffusent la culture française, les grands propriétaires ou agriculteurs, les classes dirigeantes et politiques locales. Les entretiens semi-structurés ont été surtout réalisés avec les entourages des groupes de pouvoir pour comprendre les relations sociales qui se sont établies autour de la défense de l'identité locale pro-française. Cependant, ces discours et ces actions ont bien eu lieu dans une conjoncture précise. Je n'ai pu nier l'imbrication de San Rafael dans

50 Ref. Gómez Carpinteiro, Francisco Javier. « Trabajo de campo. Notas sobre cánones y reorientaciones en la antropología contemporánea » dans *Alteridades*, 14 (27), 2004, pp. 149-157.

51 Narotzky S., « Una historia necesaria, política y responsabilidad en la práctica antropológica ». *Revista Relaciones* 98, vol. XXV, 2004, p. 111.

52 *Ibid.* p.123.

53 *Ibid.* p. 111.

54 *Ibid.* p.125.

55 *Ibid.* p. 130

un contexte économique et politique spécifique, représenté par le « multiculturalisme néolibéral ». Des efforts ont été faits partout dans le monde pour reconnaître les différentes identités et cultures, elles sont le résultat « d'actions présente et passé⁵⁶ ». Pourtant, comme le dit Roseberry, elles ont été « forgées dans des contextes inégaux et chargés de pouvoir⁵⁷ ».

J'ai également eu recours à l'observation participante* dans le village de San Rafael et de Jicaltepec. L'observation participante appelée aussi méthode de « l'observateur participant », est utilisée pour comprendre l'autre en partageant ses conditions de vie. En effet, elle consiste à étudier une société en partageant son mode de vie en se faisant accepter par les groupes et en participant aux activités quotidiennes comme un membre apparenté de la société étudiée.

Finalement, j'ai appliqué des enquêtes à des lycéens des établissements scolaires de San Rafael, à des étudiants adultes de la Maison de la Culture et aux membres des différentes associations de San Rafael. J'entendais expliquer à l'aide de questionnaires pourquoi dans cette commune rurale, isolée de la vie cosmopolite urbaine, à l'allure si soudée, cherche-t-on à défendre et à protéger cette identité ou au contraire à l'ignorer ? Comment l'identité pouvait (ou ne pas) être transmise au sein du système éducatif familial et scolaire ? L'intérêt s'est porté sur deux associations, nées de la première fondée en 1986/88 pendant le jumelage, ici nommées A et B. Le nombre exact d'individus dans chaque association ne sera pas communiqué, afin de respecter l'anonymat des personnes. 90 enquêtes ont été réalisées sur un total de 267 individus, soit 1/3. Le type de questionnaire utilisé était fermé, c'est-à-dire que les individus ne pouvaient répondre que par oui ou par non. La mise en place des enquêtes s'est révélée très difficile et les résultats obtenus insuffisants, mais l'analyse a pu mettre en avant les caractéristiques socio-économiques des acteurs locaux.

Les limites des enquêtes et des statistiques ont été présentes dès le début de la recherche pour plusieurs raisons. D'abord, le nombre d'habitants dans le municipe de San Rafael est important et les familles françaises ce sont étendues sur quatre municipes : San Rafael, Nautla, Misantla et Martínez de la Torre. Même si les observations ethnographiques et les enquêtes réalisées à Jicaltepec m'ont permis de comprendre les conflits et les relations qu'ils ont entretenus avec San Rafael, j'ai dû me limiter au chef-lieu de San Rafael et quelques villages (=localités)⁵⁸ comme Mentidero, El Ojite ou Paso Telaya. C'est là où il y a la plus

56 Roseberry W., *Antropologías e historias. Ensayos sobre cultura, historia y economía política*. Traducción de Atenea Acevedo. El Colegio de Michoacán, 2014, México. (+Leer a Roseberry por Gavin Smith y Leigh Binford) p.85.

57 *Ibid.* p.31.

58 Ils formaient l'ancienne colonie française sur les bords du fleuve et font actuellement partis du municipe de San Rafael.

INTRODUCTION

grande concentration de population d'origine française et qui le revendique ouvertement. Les populations à Jicaltepec⁵⁹ sont plus réservées sur le sujet.

De plus, dans un contexte comme celui de San Rafael, la présence du chercheur va avoir des répercussions sur les gens surtout s'il est de nationalité française. Il est très difficile de passer inaperçu ou de ne pas être considéré comme une sorte de trophée. Par exemple, je me souviens d'une femme qui me demandait toujours pourquoi je préférais rester dans une famille qui n'avait pas la moindre ascendance française et s'il était possible que je vienne vivre avec elle afin de parler français et de passer du temps en sa compagnie. Elle voulait toujours que je m'habille selon ces goûts et ces coutumes et me disait : « Tu serais vraiment superbe avec une robe et des bijoux ! » Elle rajoutait : « Surtout ne te laisse pas embobiner par les Mexicains ! » Elle détestait que je me promène avec mes tennis et un pantalon et surtout que je côtoie des ouvriers agricoles ou des femmes de ménage et que je vive à Jicaltepec. Pour elle, une Française n'avait clairement pas sa place dans une petite maison avec un toit en tôle ou avec des personnes non descendantes et devait représenter l'élégance et la beauté.

Enfin, la quantification des individus a été très difficile car être descendant ne veut pas dire avoir la nationalité française ; « se sentir Français » n'est pas une raison suffisante pour quantifier des individus ; certains sont descendants et ne le savent même pas ou ne ressentent pas le besoin de le dire ; et d'autres ne portent plus de noms de famille français, tout cela devient alors compliqué pour les identifier. J'ai parfois demandé à des descendants de définir la francité, et m'ont répondu : « Avoir un statut social, appartenir à une classe sociale, avoir un nom français, avoir la nationalité, être « blanc », avoir des coutumes particulières et enfin parler le français. » Ces marques restent très subjectives et il est encore une fois très difficile de les quantifier. Après avoir recoupé des entretiens, j'ai pu calculer le nombre de personnes qui ont déjà obtenu la nationalité. Il représenterait environ 600 individus, mais il en manquerait encore le double dans l'attente de l'obtenir ou de la demander. Ce chiffre ne représente pas la population descendante totale qui est difficilement quantifiable. La seule solution qui s'offrait à moi, a été de quantifier et de classer les individus, selon une appartenance individuelle à un groupe d'individus, par exemple les membres des associations, définis en fonction de certains critères distinctifs pour mieux comprendre leur vie sociale.

59 Les associations en France y sont très attachées. En effet, Jicaltepec est resté très pauvre après la construction de la route Tezuitlán-Nautla en 1942-43 (état de Puebla-Veracruz, centre-côte), qui passe par San Rafael. Elle a interrompu la croissance de Jicaltepec car beaucoup d'habitants, commerçants textile et marchands postés le long du fleuve, sont partis.

Le travail s'organisera donc en trois temps. Tout d'abord, il semble important d'effectuer un bilan de l'évolution de la francité et de son état aujourd'hui. Cela devrait permettre ainsi à la fois de mieux comprendre cette dichotomie mentionnée précédemment, d'élaborer un propre questionnement, et de justifier, aux travers de documents historiques et de l'histoire orale, un angle d'approche qui se veut, pour l'essentiel, inédit. Cette première partie sera divisée en trois grands axes, la fondation de l'identité des Français de San Rafael à travers l'histoire de San Rafael et l'économie agricole – Chapitre I ; La culture défendue par les Français de San Rafael et la création des associations à la suite du jumelage – Chapitre II ; La fondation du Municipipe de San Rafael et les relations politiques des Français de San Rafael – Chapitre III.

La deuxième partie, censée éclairer une approche nouvelle de l'identification française, devrait permettre d'analyser les mécanismes de fonctionnement de la (re)construction d'une « identité rêvée » et du patrimoine. Afin d'étudier les discours mis en place et les raisons profondes de cette résurgence de l'identité, l'analyse se focalisera sur trois points essentiels, les discours discriminatoires et l'utilisation de l'écriture sur la migration française – Chapitre IV ; Les institutions éducatives et la fonction de celles-ci pour diffuser les discours et convaincre activement les autres membres de la collectivité et les futures générations – Chapitre V ; Les raisons de la revitalisation issues du travail de terrain, c'est-à-dire le tourisme, la récupération de la nationalité française et le développement des produits labélisés français pour le commerce international – Chapitre VI.

La dernière partie sera l'occasion de réfléchir sur l'existence d'une « ethnicité française » dans un contexte où le Mexique se veut multiculturel. Il s'agira de comprendre l'identité française en faisant un parallèle entre les contextes (historique, économique et politique) nationaux (une visée plus globale) et régionaux (une visée plus locale). Cette identité sera analysée au regard d'un contexte précis pour mesurer les conséquences de celui-ci sur la localité et le municipipe de San Rafael et pour comprendre la réaction des acteurs locaux face à cette situation nationale, notamment la crise et les réformes structurelles. L'étude prendra en compte trois facteurs majeurs, Le multiculturalisme et sa relation avec l'identité française – Chapitre VII ; Les formes que prennent les relations sociales et professionnelles associées à une logique de « classe » et de « race » et cachées par des différenciations culturelles – Chapitre VIII ; Les groupes émergents défendant un nouveau San Rafael – Chapitre IX.

INTRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

SAN RAFAEL⁶⁰ :

UN VILLAGE FRANÇAIS ?

60 Cf. Index.

Plus d'un siècle et demi après l'arrivée des colons français, San Rafael et Champlitte renouent des liens, lors du jumelage entre les deux communes en 1986-1988, symbolisé matériellement par la création de l'Association franco-mexicaine *Haute-Saône – Martínez de la Torre*. Cette initiative a marqué le début de relations plus dynamiques et a ouvert une brèche pour construire d'autres projets à vocation culturelles et humanitaires principalement. Au même moment, à San Rafael un groupe s'unit sans réellement créer une association civile. Puis, en 2003, la plupart des mêmes acteurs défendent et mènent le projet *Patronato Pro-municipalización** afin de récupérer leur indépendance face au Municipio de Martínez de la Torre⁶¹. En 2007 et en 2010, des associations civiles, issues de l'éclatement du groupe, voient le jour, ainsi que de nouveaux projets culturels en étroite relation avec la politique locale et de l'état de Veracruz⁶².

Cette première partie propose de retracer les processus historiques et sociaux qui ont conduit les descendants de français à recouvrer une identité française. Ces processus seront étudiés selon trois grands axes, l'identité des Français de San Rafael à travers l'histoire de San Rafael et l'économie agricole – Chapitre I ; La culture défendue par les Français de San Rafael et la création des associations à la suite du jumelage – Chapitre II ; La fondation du Municipio de San Rafael et les relations politiques des Français de San Rafael – Chapitre III. Cette articulation autour des trois thèmes permettra de s'interroger sur les éléments tangibles et immatériels qui ont servi à une (re)construction de l'identité ainsi qu'à la création et à l'imagination d'un renouveau français à San Rafael. De même, cette analyse participera à la compréhension des facteurs et des raisons qui ont déclenché cette revitalisation. Celle-ci s'attachera à présenter les conditions dans lesquelles les habitants de San Rafael se trouvaient au moment où cette situation a eu lieu et son évolution au fil du temps.

61 Cf. Index.

62 Cf. Index.

CHAPITRE I :

PRÉSENTATION DE L'ANCIENNE

COLONIE RURALE FRANÇAISE

Les colons français, puis les descendants de français ont toujours eu un rapport privilégié avec le travail de la terre. Ils ont toujours fondé leur identité sur le travail de la terre prônant la réussite sociale du Français par le travail. L'installation des colons français à partir de 1833 a marqué l'histoire locale car elle a perpétré des conflits agraires. Cette situation signe le début d'une lutte acharnée pour l'obtention de propriétés individuelles. Elle reflète aussi des inconsistances légales et des inégalités profondes entre Français et Mexicains face à l'accès à la propriété privée provoquant des rancœurs et des incompréhensions entre les habitants.

Pourtant, le village de San Rafael s'est fondé à partir de ces déficiences légales et juridiques liées à l'obtention de la terre. Aujourd'hui, la plupart des habitants de San Rafael vivent grâce à l'agriculture. Celle-ci a connu des crises économiques et des heures de gloire, liées aux conjonctures économiques (chute des prix, changement de production) ou politiques (Révolution Mexicaine, 1^{ère} et 2^{ème} guerre mondiale, réformes agraires*), provoquant des césures au sein des descendants et entre habitants en général. La manière d'être et de vivre des descendants de français est en partie liée à l'histoire migratoire du XIX^e siècle et au développement économique que San Rafael a connu. Cette situation est aussi la cause d'un clivage partiel entre descendants et non descendants de français et source de nombreux conflits entre les habitants. Il s'agira donc de comprendre qui étaient et sont devenus ces Français du Mexique. Comment s'est construit San Rafael ? Comment ont-ils bâti leur identité ? Quel tournant historique a permis la réhabilitation de l'identité française ? L'identité française est-elle alors perçue comme une solution aux problèmes économiques causés par la crise de 1982 ?

A-SAN RAFAEL : ESPACE ET SOCIÉTÉ

Depuis les débuts de la colonie, les habitants de San Rafael, aujourd'hui majoritairement agriculteurs* et éleveurs, ont cherché à construire un village plus moderne et dynamique. L'objectif fondamental des Français de San Rafael, puis celui des descendants, a été d'accroître le commerce avec les villes aux alentours, de raccourcir les distances avec les populations vivant près des montagnes et de développer la région. L'organisation sociale a toujours été générée pour et par les colons français, puis par la suite les descendants de français se sont retrouvés rapidement en haut de l'échelle sociale.

Cependant, ce clivage entre descendants et non descendants, qui au premier abord semble très perceptible lorsque l'on discute avec les habitants, n'est finalement pas si évident ni affirmatif car la portion de la population française est très difficile à repérer. Certains descendants ne savent même pas qu'ils ont des origines françaises, d'autres ne souhaitent pas le revendiquer, ou encore plusieurs d'entre eux n'osent pas le dire. Au début de la recherche, la méthode la plus simple pour en savoir davantage sur cette population a été de s'arrêter sur la construction historique de San Rafael, l'organisation et la répartition de l'espace.

1- Une lutte pour un territoire

Le 17 novembre 1831, un certain Mr Nuñez avait acheté les terres de Jicaltepec à Antoine Montoya pour le compte de Stéphane Guénot Bonaventure. En même temps, Guénot avait emprunté à Mr Barcena, ex gouverneur de Veracruz, pour payer les acquéreurs et les créanciers, avec la condition de rembourser l'argent sous quatre mois. En 1831, Guénot, ayant obtenu la nationalité mexicaine, est devenu le propriétaire des terres, aidé par ses amis créanciers, les actionnaires de Dijon, ses frères, les futurs colons Jules Prudent et Auguste Grappin. Les colons ont débarqué comme prévu en 1833 mais ceux-là étaient de moins en moins satisfaits des conditions dans lesquelles ils devaient vivre.

En 1836, Guénot décida de quitter la colonie sous la pression des autres colons et des problèmes liés à la mauvaise gestion de la colonie. Le chef étant parti, plusieurs créanciers mexicains⁶³ qui avaient participé à l'achat des terrains de la colonie souhaitaient récupérer les

63 MAE/DAD Nantes – Archives de postes – México – Série B 111 – Vice consulat de Jicaltepec (1833-1864). Notes de Camilo Castagné pour défendre les droits des colons. *Il n'existe pas dans les archives de Misantla d'acte de vente de Nuñez à Guénot de la terre de Jicaltepec. L'acte d'hypothèque dit que S. M. Nuñez acheta et paya de son argent à lui Guénot la terre de Jicaltepec. Comment Nuñez pouvait-il avoir payé la terre de Jicaltepec avec l'argent de Guénot le 21 juin 1831 puisque la terre n'était payable que le 28 février 1831 et le 31 août 1831, ce dernier paiement ne devait échoir que 71 jours après la pastation (sic) de l'art d'hypothèque ?*

terres. En 1842, Mr Nuñez se présenta accompagné du maire de Misantla comme étant le propriétaire des terres.

Ce monsieur Nuñez avait acheté cette propriété le 17 novembre 1830 du sieur Antoine Montoya au nom et pour le compte de M. Stéphane Guénot, qui n'était point encore à cette époque naturalisé mexicain⁶⁴. (...) Dans l'espoir de terminer cette contestation à l'amiable, tous les colons convinrent avec le sieur Nuñez de lui payer les 1040 piastres qui lui étaient dues par le sieur Guénot, plus de 300 piastres pour les intérêts. Les colons demandaient en retour que M. Nuñez leur transfère les titres de propriétés de Jicaltepec. M. Nuñez avait d'abord accepté cet arrangement, mais il se reprit, en déclarant, qu'il n'était pas en son pouvoir de régler cette question⁶⁵.

Les Français avaient le soutien du Vice-consul à Veracruz et du gouverneur de l'état de Veracruz, mais cela n'empêcha pas S. Guénot de réapparaître le 10 août 1842 et de réclamer aussi ses terres.

J'ai appris que quelques français établis sur ma terre de Jicaltepec ont fait solliciter en leur faveur la protection de votre Excellence auprès du gouvernement mexicain au sujet de M. Joseph Nuñez, habitant de Misantla⁶⁶.

Guénot et les actionnaires n'eurent pas gain de cause, mais en 1851, Barcena, à son tour, souhaitait les récupérer. Sa demande se basait sur l'hypothèque des terres mais il y avait beaucoup de points d'ombre qui subsistaient autour de l'acquisition des terrains de la colonie.

Les colons français commencèrent alors à prendre possession des terres illégalement. La Compagnie franco-mexicaine⁶⁷, voyant ses intérêts s'envoler, devait lutter pour conserver et

Ainsi Nuñez n'avait pas payé 425 lors de l'hypothèque tout ce que l'acte dit est payé. D'ailleurs la terre fut payée que le 12 juin 1832. Le 14 mai 1834 (certificat de Misantla) : quittance de Montoya à Guénot du 12 juin 1832, dit que Guénot a payé la terre de Jic. Pourquoi ce certificat ne fait pas mention de l'hypothèque ? En février 1836 Guénot abandonne Jic., et se réfugie chez M. Barcena à Xalapa. Pourquoi à cette époque M. Barcena ne demandât-il pas aux colons le remboursement de 2800 (alors qu'il avait encore à la colonie alambre, un moulin à maïs, un ornement d'église, des marchandises...). Après le départ de Guénot, les colons écrivent à M. Barcena et lui demandent combien lui devait Guénot. Il répondit : « Je ne sais pas comté (sic) et M. Guénot ne me doit rien ». Guénot a déclaré formellement que les terres lui appartenait, que les titres de propriétés sont déposées à Paris (...) mais il n'a pas déclaré que sur terre il avait (un an avant de la payer) emprunté par hypothèque. Un certificat est fait à Misantla (1834) qu'il a bien payé la terre à Montoya le 12 juin 1832 et que la terre lui appartient. Il n'y a pas non plus de mention d'hypothèque. L'ayuntamiento (sic) de Misantla n'a pas regardé l'acte de vente, dessus il y avait en note de marge à la date du 3 juin 1831, que Guénot l'avait hypothéquée en juin 1831 pour 2800. Que s'est-il passé avec l'ayuntamiento de Misantla. La correspondance de Dijon ne savait pas qu'elles étaient hypothéquées non plus, sans quoi elle ne l'aurait jamais rachetée non plus. Il n'y a pas eu d'accord entre la France et le Mexique pour prouver quoi que ce soit.

64 MAE/DAD Nantes – México B 124 – Dépêche n° 171 – 20 juin 1842.

65 MAE/DAD Nantes – México B 124 – Dépêche n° 171 – 20 juin 1842.

66 MAE/DAD Nantes – México B 124 – Jicaltepec – 23 Mai 1842.

continuer à exploiter les terres de Jicaltepec. Devant cette situation qui pouvait mettre en danger les intérêts nationaux, le Ministre de la France à México, M. Levasseur, intervint et demanda au Vice-Consul, Camilo Castagné⁶⁸ (1850-1865), de nommer une commission qui représenterait tous les propriétaires des terres. C. Castagné fut nommé « Président Naturel » de la commission, composée de V. Meunier⁶⁹, N. Doignon, P. Ducos, F. Mulle. Les Français se plaignaient que certains colons, notamment Hébrard⁷⁰, auraient donné sans autorisation des terres aux Mexicains. Afin de contrecarrer ce phénomène, ils rédigèrent un règlement qui fut approuvé par la Légation de France et firent appel au gouverneur de Veracruz⁷¹, Miguel Palacio, pour rendre ce jugement légal et officiel. Celui-ci affirmait en 1852 que la compagnie franco-mexicaine de Dijon* était propriétaire des terres et la Commission des Terres légale et utile au bon développement de la colonie. Les colons français avaient donc déjà à l'époque d'importantes relations dans les hautes sphères du pouvoir et étaient décidés à conserver leurs biens.

Le problème des terres n'avait pas pour autant été réglé. Le 6 mai 1877⁷², le nouveau gouverneur reprenait l'étude du dossier sur la légalisation des terres et demandait aux colons la traduction de l'acte de la société de la Compagnie franco-mexicaine de Dijon. Ce document était introuvable car S. Guénot avait fui la colonie dans la nuit du 14 au 15 février 1836 en possession de celui-ci.

Au même moment, les autorités mexicaines de Misanthla⁷³ s'opposaient au nouveau Vice-Consul, Louis Mothelet⁷⁴ (1869-1889), représentant des Français, car il aurait réparti les terres de Jicaltepec, au nom du gouvernement mexicain. Ils déposèrent plainte auprès du Ministre de l'Industrie et des constructions publiques en 1886. Le ministre commença lui aussi à douter des capacités de Mothelet, car selon lui, il ne respectait pas les instructions.

67 Demard J.C affirme que les actions de la Compagnie agricole franco-mexicaine appartenant à des actionnaires de Dijon furent achetées ensuite par des actionnaires parisiens, et qu'ils continuèrent à exploiter les terres de Jicaltepec.

68 Cf. Index.

69 Cf. Index.

70 MAE/DAD Archives de postes – México série B 111 Vice Consulat de Jicaltepec 1833-1864. Lettre de Castagné au Ministre. 12 février 1852 : *Mr F. Hébrard, citoyen français et un des plus anciens colons, devenu notre nouveau juge de paix depuis le 1er janvier dernier, s'est permis de faire un acte qui n'a point de précédent depuis l'établissement de la colonie. 10 avril 1852 : F. Hébrard a agi surement au détriment de la colonie en faisant ces concessions des terrains devant les autorités de Misanthla; il s'est dit mexicain de cour, il a renié sa langue et son pays.* Frédéric Hébrard, arrivé en 1835, nommé lieutenant de justice par l'autorité mexicaine va distribuer des terrains sur le plateau de Jicaltepec à tous les Mexicains qui lui en demandaient en 1851. Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Ed. Dominique Guéniot, 1999, p.97.

71 MAE/DAD Nantes México B 125 – Dépêche n° 23 – 22 mars 1861.

72 Archivos del Estado de Veracruz (Xalapa). Gobernación, ramo "tierras", Caja 1 y 2, Jicaltepec.

73 Cf. Index.

74 Cf. Index.

Le 9 février 1887, l'avocat Daniel Guzmán⁷⁵ s'empara des terres, profitant des querelles. Le Ministre de la France expliqua cette situation au Ministre Pacheco⁷⁶ qui fit appel au Président de la République Porfirio Díaz⁷⁷, lequel lui conseilla de s'arranger directement avec l'avocat. L'arrangement entre les différents partis était de demander aux colons, lesquels travaillaient ces terres situées dans des lieux privilégiés, près du village, de payer un impôt de trois piastres par hectare. Cette situation provoqua la colère de Mothelet car il voulait que les terres soient reconnues comme déjà acquises depuis longtemps. Après de nombreuses discussions⁷⁸ entre les différents partis, le gouvernement fédéral avec l'aide du Général Pacheco autorisèrent les concessions et des accords furent signés en 1887-1889⁷⁹. Porfirio Díaz déclarait même être le « protecteur officiel » des colonies françaises de Jicaltepec et de San Rafael.

L'ancienne colonie de Jicaltepec, dans l'état de Vera Cruz est en pleine prospérité; son existence a été légitimée et des titres de propriété ont été délivrés à ses membres. Signé : Don Porfirio Díaz⁸⁰.

Dès les débuts de la colonie, l'identité française s'est forgée dans un contexte de constantes menaces sur la propriété des terres. Ce sont ces situations qui ont unis et désunis le groupe de colons car ils ne recevaient pas tous les mêmes traitements vis-à-vis de la naturalisation et de la propriété⁸¹. De surcroît, l'augmentation croissante de la multiplicité des lieux de provenance des colons et l'organisation de l'installation des colons selon leur région d'origine n'arrangeaient guère la situation.

Face à la précarité et aux problèmes de légalisation des terres, certains Français de Jicaltepec décidèrent de rentrer tandis que de nouveaux individus arrivèrent de la Louisiane, des Pyrénées, de Barcelonnettes⁸², de la Savoie etc. et les migrants déjà installés essayaient de

75 Cf. Index.

76 Cf. Index.

77 Cf. Index.

78 AGEV Gobernación y Justicia. Serie Tierras. Subserie : Repartos, Municipio de Nautla. N° Caja 1 y 2. (1877).

79 M. Guzmán, *fractionna les terrains selon les règles suivantes: il donna à chaque colon l'étendue des terrains qu'il avait au 1er janvier 1884 ; il répartit les terrains appelés « el Plan » « entre les colons d'honorable recommandation qu'ils soient Mexicains ou étrangers » ; à l'oreille du fleuve, un terrain fut réservé pour l'établissement de deux ports pour les barques et les goélettes, un autre pour l'établissement d'une école. Op. Cit, Demard, 1999, p. 173.*

80 *Op. cit*, Demard, 1999, p. 174.

81 Sánchez E., « Identidad, tierra y conflicto en la colonia francesa de Jicaltepec (Veracruz, México), siglo XIX » dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* (en ligne), Debates, Mis en ligne depuis le 27 octobre 2012. Cf. Tableaux.

82 Cf. Index.

déménager sur les terres qui bordaient l'autre côté du fleuve, actuellement San Rafael, laissant à l'abandon ceux de Jicaltepec. Les problèmes causés par la légalisation des terres de Jicaltepec, provoquèrent la demande immédiate des actes de propriétés des colons établis à San Rafael. Les colons firent à nouveau appel au gouverneur de Veracruz, Apolinar Castillo⁸³, en 1882. Sa visite cordiale prit l'allure d'une réunion de dénonciations des problèmes dont souffrait la colonie et des conflits qui avaient eu lieu à propos des terres, mais aussi ce fut l'occasion pour eux d'exalter leurs capacités et leurs valeurs. Il s'agissait également de gagner la confiance du gouverneur au cas où les conflits ne seraient pas résolus et c'était une manière de pénétrer dans la vie politique mexicaine.

Mieux que personne, Monsieur le Gouverneur, je connais votre désir de mettre un terme à nos maux et les vœux sincères que vous formez pour notre prospérité. Mes compagnons vous demandent quelques paroles qui leur rendent confiance, la paix et la prospérité ; ils ne demandent qu'une chose : des garanties pour leur existences et pour les quelques biens qu'ils ont acquis. La plupart d'entre eux ont été chassés de leurs propriétés qu'ils possédaient depuis plus d'un demi-siècle ; chaque jour on leur en arrache un tronçon et ils ont été dans la nécessité d'émigrer dans le canton de Jalacingo, où ils ont acheté de nouveaux terrains qu'ils fécondent de leurs sueurs. Nous défions nos constants ennemis de nous accuser de moindre délit. Mes compagnons sont laborieux, patients, malheureux et ne se plaignent que lorsque le supplice est intolérable. [...] ⁸⁴

Ainsi, les colons achetèrent les terres situées en face de Jicaltepec, correspondant aux villages de Zopilote(s), El Ojite, Paso de Telaya, Mentidero, La Poza, à l'avocat Rafael Martínez de la Torre⁸⁵ en 1874. Le fleuve Nautla sépare donc les deux rives, d'un côté Jicaltepec et de l'autre l'actuel San Rafael qui correspond aux nouvelles terres acquises. Un accord fut signé entre la France et le Mexique en 1884. Le gouvernement fédéral de Manuel González⁸⁶ souscrivit aux nouveaux propriétaires une autorisation spéciale afin qu'ils puissent conserver leur nationalité française⁸⁷. Ceux qui purent accéder à l'autre côté du fleuve étaient les colons les plus riches. Par exemple, François Bernot⁸⁸, qui arriva en 1858 à Veracruz, originaire de la Haute-Saône, cultivé, ami de l'avocat Martínez de la Torre acheta les lots à

83 Cf. Index.

84 *Op cit.* Demard, 1999. p147.

85 Cf. Index.

86 Cf. Index.

87 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, Sans date, p. 31.

88 Cf. Index.

son nom et était responsable des paiements. L'avocat vendait 7 hectares pour dix pesos, et les terrains qu'il possédait, pouvaient mesurer jusqu'à 188 hectares. De cette manière, les colons achetèrent des terrains assez grands et San Rafael se peupla rapidement.

Bernot, acheta un terrain de 120 hectares, contigu au nord avec le terrain de Nicolas Drouaillet, au sud avec celui d'Arnaud Oueilhé, à l'est avec le fleuve Nautla, et à l'ouest avec l'estuaire de Puntilla. Le terrain d'Arnaud Oueilhé mesurait 136 hectares, contigu au nord avec le terrain de Francisco Bernot, au sud avec celui de Vincent Meunier, à l'est avec le fleuve et à l'ouest avec l'estuaire. Le terrain de Juan Franois, mesurait 145 hectares, contigu au nord avec le terrain de Vincent Meunier, au sud avec celui d'Eduardo Guichard, à l'est avec le fleuve, et à l'ouest avec une clôture qui divise les terrains avec ceux de Pital. Le terrain de Francisco Roustan mesurait 50 hectares, contigu au nord avec celui de Vincent Meunier, à l'est avec le fleuve et au sud et à l'ouest avec les terrains que Monsieur Martínez n'avait pas encore vendu⁸⁹.

Après les épreuves difficiles occasionnées par une mauvaise gestion de Guénot, le groupe de français se séparait encore un peu plus, entre ceux qui pouvaient migrer et ceux qui devaient rester à Jicaltepec. En effet, les luttes pour la propriété des terres limitrophes avec les bords du fleuve Bobos entre les migrants français et les *caciques** locaux installés depuis longtemps suscitèrent des rancœurs, des incompréhensions, une intolérance vis-à-vis des uns et des autres allant même jusqu'à des relations violentes comme des menaces de mort ou pire encore des assassinats.

Dans la nuit du 19 août 1881, le français Jean Bourrillon⁹⁰ fut assassiné, dans sa maison située sur les bords du fleuve Nautla. Ce meurtre n'est évidemment pas un fait isolé, il est le résultat de la configuration que la colonie avait adoptée pour se gérer et se développer et également une des conséquences d'un nouveau mode de vie que les colons souhaitaient adopter et qui allait dans le sens de l'époque, celui de devenir propriétaire privé.

Jean Bourrillon avait reçu le 12 avril 1877, avec le consentement de Mothelet et de la *Junta* administradora* (la commission des propriétaires), autant de pouvoir⁹¹ qu'il lui était nécessaire pour exposer au gouvernement mexicain la situation sur les terres de Jicaltepec dans le but de régler les conflits⁹². Selon des sources orales, il aurait également réalisé les

89 *Op.cit* Bernot, sans date, p25-26. Écritures de la vente-achat – Ville de Jalacingo, 13 juillet 1874, devant le Juge du Tribunal de première instance.

90 Cf. Index.

91 Il était devenu *le mandataire général des actionnaires et des propriétaires des terrains où était située la colonie française*. Il avait formé une nouvelle commission des terres, reconnue par le Gouverneur de Veracruz et bénéficiait de *sa haute protection*. MAE/DAD Nantes, Veracruz 1875.

92 Archivos del Estado de Veracruz (Xalapa). Gobernación, ramo "tierras", Caja 1 y 2, Jicaltepec.

plans et le cadastre des terres de Jicaltepec et était un fervent défenseur de la colonie française de Jicaltepec. En même temps, des agriculteurs mexicains et certains Français se plaignaient de cette commission et accusaient les dirigeants de celle-ci d'avoir commis des abus.

Entre ceux qui arrivèrent à celle-ci (la colonie), une partie des terrains fut répartie et reconnue comme propriété de chacun, dont les acquisitions ont été vendues pour la plupart le triple de son prix. [...] Les plus avisés de cette époque se sont associés dans de nombreuses commissions de terres et ils accomplirent des abus, jusqu'à demander des amendes de 50 à 100 pesos, en oubliant les droits d'une autorité supérieure (gouvernement local). Ils ont commis tant d'abus. [...] Signé : Celso Acosta⁹³, P. Hébrard, H. Stivalet, Juan ..., Cirio Dominguez, Ygnacio Nora, Miguel Villa, ... Miette, Adolfo Miette, José MaVilla, Manuel Quijano, E. Balice⁹⁴.

Les terres communales* étaient habituellement gérées par le Municipipe⁹⁵. Par conséquent, les différentes commissions des terres et la *Junta administradora*, gérées par Mothelet et Bourrillon, menaçaient le pouvoir du Municipipe de Nautla⁹⁶ et donc s'accaparaient en quelques sortes du rôle de la mairie, ayant comme résultat l'accusation mutuelle des deux partis. L'objectif des colons de Jicaltepec⁹⁷ était de se défaire de la juridiction du Municipipe de Nautla et du canton de Misantla, terres contrôlées par le *cacique* local Celso Acosta⁹⁸ et ses alliés, lesquels ne souhaitaient pas voir leur pouvoir diminuer dans la région.

Le décès de Jean Bourrillon aurait donc été une occasion pour Mothelet et les colons de convaincre le gouverneur qu'ils souffraient d'agressions⁹⁹, car Bourrillon aurait été assassiné la veille du jour, où il devait se présenter devant le juge pour solliciter la restitution des terres que C. Acosta et ses amis s'était appropriées¹⁰⁰. Mothelet cherchait également à montrer la

93 Cacique mexicain. Son frère Grégorio Acosta dirigeait la Douane à Nautla et était Chef de la Sécurité.

94 Archivos del Estado de Veracruz (Xalapa). Gobernación, ramo "tierras", Caja 1 y 2, Jicaltepec.

95 Sánchez E., « Identidad, tierra y conflicto en la colonia francesa de Jicaltepec (Veracruz, México), siglo XIX » dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* (en ligne), Debates, Mis en ligne depuis le 27 octobre 2012. Paragraphes 32 à 45.

96 Cf. Index.

97 Jicaltepec, est actuellement situé dans le Municipipe de Nautla mais il a appartenu au canton de Misantla, alors que San Rafael appartenait au canton de Jalacingo, puis à partir de 1882 au Municipipe de Martínez de la Torre.

98 Cf. Index.

99 *Op.cit* Sánchez, 2012, paragraphes 32 à 45.

100 *Op. cit.* Demard, 1999. *Le même Frédéric Hébrard et Hippolyte Stivalet qui exploitaient depuis plus de 30 ans une terre appelée Zapotal se déclarèrent propriétaires auprès du juge de Misantla. Jean Darius Bourrillon les dénonça au Consul de la Veracruz car pour lui il privait la colonie d'une partie de son territoire (1875).* Demard, 1999, p. 130-136. *Frédéric Hébrard et Hippolyte Stivalet, devenus citoyens mexicains, avaient profité des circonstances pour s'adresser au juge de première instance de Misantla, afin de rentrer en possession de 140 hectares qu'ils occupaient depuis 30ans. Bien que ces terrains soient encore en litige, le juge Dominguez les mit en possession, ce qui compliqua encore la situation.* Demard, 1999, p. 141. MAE/DAD Archives de postes – México série B 111 Vice Consulat de Jicaltepec 1833-1864.

culpabilité morale de certains colons français, comme F. Hébrard et H. Stivalet¹⁰¹, car ils auraient passé un marché avec « l'ennemi », et accusait ouvertement Acosta et les autorités locales¹⁰². Il souhaitait surtout que les terres soient réparties en propriétés privées et individuelles comme à San Rafael, et être bien vu par ses supérieurs hiérarchiques qui commençaient à douter de lui.

La lutte des terres montre plusieurs choses. Premièrement, les deux privilèges que leur accordait le gouvernement mexicain, celui d'être propriétaire¹⁰³ dans un pays où régnaient des communautés agricoles*, leur permettait de s'alimenter et de créer un commerce et une production stable. Deuxièmement, le fait de pouvoir conserver sa nationalité, alors que les lois mexicaines l'interdisaient, alimentait les rancœurs. Ces privilèges accordés devenaient des sources de conflits avec les populations locales et entre colons. En revanche, les descendants de français l'ont toujours perçu comme une forme de tolérance et de reconnaissance de la part du gouvernement mexicain. Troisièmement, étant donné que les terres de Jicaltepec étaient gérées depuis 1833 par des actionnaires, il s'agissait en réalité « d'une propriété commune privée ». C'est pour cette raison, comme le mentionne E. Sánchez et les travaux de M. Ducey, que les terres de Jicaltepec n'ont jamais été menacées par les lois de la Réforme¹⁰⁴, qui avaient pour objectifs d'éradiquer les propriétés communales¹⁰⁵ et de développer la propriété privée. En fait, les colons luttait contre le poids de la propriété communale* et contre les autorités mexicaines de Nautla et de Misantla. Cependant, ils n'étaient pas disposés à laisser leurs terres, car ils avaient déjà payé des frais d'installation et leurs terres pendant les conflits. En parallèle, les autorités mexicaines ne supportaient pas d'être dirigées par des étrangers et les Français ne voulaient pas dépendre de celles-ci. Les Français préféraient continuer à garder leurs propres administrations (commissions des terres, vice-consulat et consulat) car elles leur assuraient une protection et leur permettaient de bénéficier de nombreux privilèges (douanes, taxes, impôts etc.). C'est-à-dire que leur organisation communautaire qui soutenait leur identité, était en partie illégale, ou du moins reposait sur une exception négociée avec le

101 MAE/DAD, México, série B, 110 bis, exp 15 Jicaltepec. Recherches sur la responsabilité morale et matérielle de Stivalet et Hébrard dans l'assassinat de Bourrillon.

102 *Op. cit* Sánchez, 2012.

103 MAE/DAD Nantes Archives de postes México série B 111 Vice Consulat de Jicaltepec 1833-1864. Carta del Ministro à Camilo Castagné el 23 de Mayo de 1851. Pour acquérir des propriétés foncières faisant partie du territoire mexicain il fallait que ces propriétés soient au moins à dix lieues des frontières maritimes et à vingt des frontières terrestres. Loi du 11 mars 1842 et de décembre 1855.

104 *Op. cit*, Sánchez, 2012. Paragraphe 44. Et Wolf E., *Las luchas campesinas del siglo XX*. Première édition en espagnol 1972. Siglo XXI editores. Première édition en anglais 1969, 1969 by eric r. wolf, par harper and row publishers (New York). Titre: "Peasant wars of the twentieth century", p. 34.

105 D'où la révolte d'un groupe indigène de Misantla, cultivateurs de vanille, réclamant le droit à la terre. Demard, 1999, p. 118.

gouvernement, en marge de la règle. Enfin, les problèmes de terres, la mort de Bourrillon et la migration vers San Rafael sont le résultat de l'idée nouvelle que le Mexique libéral avait adopté, c'est-à-dire, que chaque individu était libre de posséder une propriété individuelle. C'est évidemment cette nouvelle configuration qui a creusé un fossé entre les habitants de Jicaltepec et ceux de San Rafael, car certains voulaient rester indépendants, même si, San Rafael appartenait au canton de Jalacingo¹⁰⁶ et au Municipio de Martínez de la Torre.

En d'autres termes, la nouvelle génération de colons souhaitait refonder une nouvelle colonie plus indépendante mais où chaque individu serait libre d'avoir sa propre propriété, afin de créer non pas une communauté française mais un village français, ou elle estimait plus judicieux de s'identifier et de s'intégrer à la nouvelle nation en collaborant avec les Mexicains.

2- L'organisation et la croissance de la société franco-mexicaine d'hier à aujourd'hui

Les familles installées à San Rafael sur les terrains près du fleuve, à Zopilote(s), el Ojite¹⁰⁷, Mentidero¹⁰⁸, la Poza¹⁰⁹, Paso Telaya¹¹⁰ par exemple, étaient en majorité des Hauts-Saônois¹¹¹. En observant de plus près le cas de l'achat des terres exposé précédemment, on remarque qu'ils étaient originaires de Champlitte¹¹², sauf Meunier. Ils étaient assez jeunes (entre 20 et 30 ans) et la plupart d'entre eux étaient célibataires et migrants malgré eux. Très souvent, ils étaient des fils de migrants venus accompagnés leurs parents dans ce voyage. Ceux-là sont arrivés à la colonie entre 1843 et 1857, sauf Meunier, voisin de Guichard dans le chef-lieu* de Jicaltepec. J.C Demard¹¹³ explique que chaque migrant, selon sa provenance, s'installait d'une part et d'autre de la colonie de Chapachapa à Nautla (colonie de Jicaltepec) ou de la Poza à Paso Telaya (colonie de San Rafael) sur les bords du fleuve. Ils se répartissaient l'espace en fonction de leur origine. « Les premiers migrants de Jicaltepec partirent dans la zone de Chapachapa après 1845 en compagnie des nouveaux colons de la Haute-Saône, des Basses Pyrénées et de la Savoie. Dans le quartier des Deux Sœurs, autour

106 Cf. Index.

107 Cf. Index.

108 Cf. Index.

109 Cf. Index.

110 Cf. Index.

111 Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Editorial Dominique Guéniot, 1999, p. 101.

112 Cf. Index.

113 Cf. Index.

des deux collines, les Haut-Saônois étaient les plus nombreux. Ceux de Champlitte s'étaient installés progressivement le long de la rive gauche du fleuve Bobos à Zopilote(s) (San Rafael), à Mentidero, à el Ojite »¹¹⁴.

Il existait bien des réseaux familiaux et de voisinage, qui ont été préconçus avant ou pendant le périple migratoire, car les colons communiquaient avec la famille ou des amis restés en France¹¹⁵ ou durant leurs installations grâce au travail de la terre. Une fois installés, les colons ont accompli plusieurs projets à San Rafael. Ceux-là leur permettaient de structurer, développer et moderniser leur espace social. La modernisation de l'espace colonial passait par la création d'un espace de vie réalisé par eux. En reprenant l'idée de Carpinteiro cet espace s'appelle « l'espace public social¹¹⁶ » où les colons pouvaient construire leurs relations. Cette situation est à mettre en relation avec les avancées de l'époque, c'est-à-dire avec le contexte économique stable¹¹⁷, la relative modernisation, et enfin avec l'idée que les colons français se faisaient d'eux-mêmes tentant toujours de se différencier de la population locale.

Pour mener à bien leur projet, les colons organisaient une commission, la *Junta Directiva*, composée de V. Meunier (Président), A. Montcouquiol, L. Meunier, J. Désoche¹¹⁸ (Trésorier et premier régisseur de San Rafael), F. Bernot (Secrétaire et professeur de français), et chargée de développer et de construire le village.

Depuis la création de la colonie en 1833, le statut de celle-ci mentionnait la construction d'une école française à Jicaltepec¹¹⁹ afin d'assurer une éducation chrétienne et libérale aux enfants. Jean Bourrillon était le professeur de français de cette école primaire de Jicaltepec. L'enseignement du français était une autre source de conflit avec les Mexicains. Le Municipio de Nautla avait proposé en 1873¹²⁰ une école aux colons, mais comme les cours étaient donnés en espagnol, les Français l'avaient refusée et préféré financer la leur. À San Rafael, il

114 *Op.cit* Demard, 1999 p. 101.

115 Campario J.F., *Charles Couturier, l'impossible retour – Thônes/Jicaltepec (1888-1913-1922)*. Texte Inédit. Par exemple : Jean Desoche fit venir son cousin Théophile Couturier dès 1883 et envoya ses deux garçons suivre leurs études au collège de Thônes entre 1893 et 1899 pour le plus jeune. Puis toute la famille voyagea durant l'été 1912. p. 3 et 6.

116 Gómez Carpinteiro F. J., *Gente de azúcar y agua Modernidad y posrevolución en el suroeste de Puebla*. El Colegio de Michoacán, 2003.

117 Le Porfiriato* (1876-1880 et 1884-1911) désigne la longue période du gouvernement autoritaire du Général Porfirio Díaz mais aussi celle marquée par un développement économique important en favorisant les capitaux et l'effort personnel des étrangers.

118 Cf. Index.

119 MAE/DAD Statuts de la Compagnie Franco-mexicaine du 24 avril 1833 et du 5 Septembre 1834, Fond B 1822-1922 México Consulat et légation, n° 143 Compagnie Franco-mexicaine de Jicaltepec 1833-1834, 1842, 1845. Artículos 73 y 74.

120 Skeritt D., "A negotiated ethnic: San Rafael, a French community on the Mexican Gulf Coast (1833-1930)". *Can Sci. Hum.* 30 (3). 1994, p. 462-463.

était fondamental pour les colons de construire une école pour reproduire un modèle et assurer une stabilité coloniale. L'école fut construite en 1882, puis reconstruite en 1887¹²¹ sur un terrain donné par C. Luis Meunier¹²² et financée par *la Junta* et les habitants. Ensuite, ils bâtirent un cimetière en 1883¹²³ sur un terrain donné par Juan B Capitaine¹²⁴. Ils ont toujours voulu ériger une prison sur un terrain donné par L. Meunier, pour lutter contre ceux qui gênaient l'ordre de la colonie. En 1896, ils fondèrent la « Société de Secours Mutuels de Saint Raphaël » puis la « Société Mutuelle de téléphone de San Rafael »¹²⁵. Enfin, ils construisirent une église en 1899¹²⁶ sur un terrain donné par Arnaud Oueilhé¹²⁷ et la place centrale de San Rafael.

Ce développement de San Rafael et cette légère modernisation, conséquences de l'époque, représentent une volonté de s'affirmer en tant que groupe social. C'était également pour eux l'occasion de s'installer de manière concrète dans leur pays d'accueil en s'implantant physiquement dans la vie locale. Parallèlement, cette manière de fonder un village pour et par eux symbolisait leur détermination à défendre leur identité et leur patrimoine. Cependant, cette initiative n'a pas été sans conséquence. Elle a provoqué d'une part des frontières à l'intérieur même du groupe de colons, entre habitants de San Rafael et de Jicaltepec, et d'autre part elle a encouragé une division avec les populations voisines. L'exemple le plus révélateur a été la création de l'école et l'enseignement à caractère religieux donné aux enfants. L'école représente la marque d'un projet collectif d'éduquer d'une certaine manière leurs futurs descendants et de maintenir des coutumes*. Cette fondation est aussi liée à la croissance démographique de la colonie. De plus en plus de migrants s'étaient installés à San Rafael et ressentaient le besoin de donner une éducation à leurs enfants. Ainsi le nombre de participants, l'accroissement des collaborateurs et l'aide du gouvernement français leur permettaient de disposer de meilleurs moyens financiers et d'une autonomie éducative partielle. Par exemple, en 1912, la France avait envoyé l'enseignant Paul Mutin à San Rafael.

Cette croissance a permis la création de nombreuses œuvres publiques comme l'introduction des lignes téléphoniques, du bureau des télégraphes, de la poste, des banques, de l'électricité, d'un cinéma. Dans les années 1960-70, San Rafael était la localité

121 *Op. cit* Bernot, sans date, p. 32.

122 Cf. Index.

123 *Op. cit* Bernot, sans date p. 28 et 29.

124 Cf. Index.

125 *Op. Cit* Bernot, sans date, p. 37.

126 *Ibid.* p. 40.

127 Cf. Index.

(=congrégation*) la plus importante de Martínez de la Torre et l'ouverture de nouvelles routes a permis l'arrivée de la Compagnie d'autobus ADO. Tout a été fait au fur et à mesure du temps et des avancées technologiques pour que San Rafael s'agrandisse et se modernise.

L'existence de *la Junta* disparaît pendant les conflits armés de la Révolution Mexicaine et les deux guerres mondiales. Une nouvelle forme de *Junta*, ici nommée *M*, est introduite dans tous les villages du pays, nommée généralement par les gouverneurs de chaque état, sous le nom de *Junta de Mejoramiento Moral, Cívico y Material*¹²⁸. À San Rafael, elle est créée vers 1945. Elle était dirigée par Dr Miguel Medina (Président), Dr Roberto Herrera (Secrétaire), Gerardo Thomas (Trésorier), Julio Vaillard et Amado Thomas¹²⁹. Si la première forme de *Junta* avait pour but d'administrer les terres, la nouvelle avait pour objectif de développer le village. Celle-ci a entre autre ordonné la construction de l'école « Ávila Camacho », avec l'aide du gouvernement fédéral puis, la construction de la nouvelle église en 1947. En 1953, elle est de nouveau réorganisée avec Guillermo Thomas¹³⁰ (Président), Alfonso Couturier (Secrétaire), Pedro Blanco¹³¹ (Trésorier), Amado Thomas, Enrique Montcouquiol, Roberto Levet, Dr. Jorge Rivero, Pablo Capitaine et Ana Rosa Arellano de Salgado¹³². Elle a également dirigé la construction d'un marché appelé « Marco Antonio Muñoz », d'un Parque central, d'un Monument en l'honneur des drapeaux, d'un réseau de drainage et d'eau potable, du revêtement des rues, et a encouragé la fondation de murs pour renforcer les bords du fleuve. Les habitants ont aussi contribué à l'édification du nouveau San Rafael. En 1964¹³³, la *Junta M* a renforcé la construction de la clôture qui entourait tout le cimetière, et au mois de janvier 1965, l'école « Rafael Martínez de la Torre » a été inaugurée avec l'aide du gouvernement de l'état de Veracruz. Finalement en janvier 1969, elle a décidé de construire un Lycée à San Rafael afin que les jeunes s'éloignent le moins possible.

En effet, historiquement, les Français avaient l'habitude de gérer la construction d'un espace public social. Il s'agissait non seulement de s'approprier les projets, de montrer sa richesse et sa loyauté envers la communauté, mais ils devaient également bénéficier d'un avantage fiscal lorsqu'ils soumettaient des terres pour le bien-être collectif et cette générosité leur était fortement favorable lors des répartitions agraires et appréciée au sein de la société. De plus, ces constructions permettaient de renforcer les liens sociaux et/ou d'en créer de

128 *Op. cit* Bernot, sans date, p. 64.

129 Cf. Index.

130 Cf. Index.

131 Cf. Index.

132 *Op.cit* Bernot, sans date, p. 68.

133 *Ibid.* p. 74.

nouveaux entre les familles et/ou d'en exclure. En effet, l'espace public social a été construit grâce à des donations de terres que certains colons avaient « en trop », qui finalement se limitait à un groupe, les propriétaires et les membres politiques de *la Junta M* qui dirigeaient le village.

En revanche, les dernières constructions, comme la Maison de la Culture en 1993-1997, n'ont pas été l'œuvre de *la Junta M*, même si le terrain a été donné par un de ces membres car elle empiétait probablement sur d'autres intérêts personnels et collectifs, notamment celui des associations civiles¹³⁴. C'est donc ici que la revitalisation française devient importante :

« Le projet de la Maison de la Culture à San Rafael a commencé pendant le jumelage en 1986-88. Un accord entre les syndicats du bâtiment de la Haute Saône et le bureau de l'association en France a été signé. Le travail a continué en 1996 grâce à l'intervention de plusieurs maçons, carreleurs, électriciens et menuisiers. On faisait tous parti du chantier Maison de la Culture. On a même fait des meubles pour la Maison de la Culture. Il y a eu des échanges de documentations afin d'améliorer les techniques entres les artisans Mexicains et Français et on a travaillé en commun accord¹³⁵ ».

Cependant, certains membres de *la Junta M* ont participé à l'élaboration des nouveaux échanges avec la France un peu avant par moments succincts ou pendant le jumelage et ont collaboré dans des projets collectifs. Pedro Blanco, était l'agent municipal de San Rafael en 1986. Alfonso Couturier a protégé et diffusé la langue française et organisait les festivités, telles que le 14 juillet ou les carnivals entre 1950 et 1970. Pablo Capitaine¹³⁶ voyagea à Champlitte en 1959 à la recherche de son histoire familiale où il rencontra Albert Demard¹³⁷, le père de J.C Demard.

Il est donc plus prudent d'émettre un doute sur les raisons de *la Junta M* à se tourner vers la France. Selon les observations ethnographiques et les différentes discussions réalisées pendant cette étude, les nouveaux dirigeants cherchaient sans doute de nouveaux financements pour la construction des bâtiments publics et se dirigèrent alors vers la Haute-Saône. En effet, à San Rafael comme dans tout le pays, l'économie était très mauvaise, et surtout à partir de 1982 lorsque le Mexique se déclara en cessation de paiement et se retrouva

134 Cf. Chapitre II.

135 Entretien avec N°69, Artisan. Carnet de bord, travail de terrain mai 2010, San Rafael.

136 Cf. Index.

137 Cf. Index.

avec une dette extérieure de 81 milliards de dollars¹³⁸. Il semblerait alors que ce groupe de familles qui, dans une conjoncture économique difficile, aurait utilisé une structure – la *Junta M* – pour donner corps à un projet commun qui leur permettrait d'une certaine manière d'augmenter leurs possibilités de financement au moyen d'un discours sur l'identité française. Dans le chapitre II-Partie I, il sera question des conditions de création du jumelage et des différents rapports et stratégies de pouvoir au sein de cette structure et dans les associations. Pour l'heure, il est important de se focaliser sur les activités des descendants pour découvrir et comprendre les Français de San Rafael.

B-TRAVAIL ET MODES DE VIE

Les conditions de vie et de travail des descendants de français n'ont jamais été les mêmes au fil des années. Elles reflètent l'aspect perceptible de l'ascension sociale des Français de San Rafael, et aussi certaines raisons qui ont poussées les descendants à recouvrer une identité perdue.

1- La terre : un outil de travail

En analysant les discours des individus qui travaillent la terre, on peut identifier cinq types d'agriculteurs : l'éleveur, le producteur, le paysan, l'*ejidatario*, le journalier. Dans les discours recueillis, le terme agriculteur a en fait l'ancien sens de *latifundista**, grand propriétaire terrien¹³⁹. À San Rafael, l'éleveur représente un type spécifique d'agriculteur, toujours propriétaire, « qui définit son orientation productive avec sa relation ou sa proximité à un produit et ses relations politiques et commerciales qui en découlent¹⁴⁰ ». Il existe aussi des producteurs agriculteurs qui produisent en grande quantité des bananes, des oranges et des citrons principalement. Ces derniers sont également propriétaires.

La naissance de l'*ejidatario** est « une figure créée par le gouvernement mexicain, par la réforme agraire après la Révolution Mexicaine. Il s'agit de la transition entre *peón* et *ejidatario*, c'est-à-dire paysan au sens de posséder la terre¹⁴¹ ». Finalement, le mot paysan est

138 Cf. Covo-Maurice J., *La Révolution mexicaine. Son passé et son présent*, Ellipses/ édition marketing S.A., 1999, p.101.

139 Ceci montre en fait l'hispanisation des descendants : dans les recensements du XIX^e le terme agricultor signifiait propriétaire terrien relativement important (hacendado et ranchero).

140 Cf. Gómez Carpinteiro F., *Tanto que costó. Clase, cultura y nueva ley agraria en un ejido*, INAH, México, 1998, p. 15.

141 *Ibid.*

parfois utilisé par les *ejidatarios* pour se définir, car c'est le contraire d'agriculteur, soit le terme *campesino** qui est chargé de valeur historique et symbolique. Cette catégorie s'installe en tant que classe sociale particulière, « dans le sens de la lutte pour obtenir la terre et pour se libérer des formes d'organisation du travail, même s'il s'agit d'une forme de reproduction spécifique¹⁴² ». À San Rafael, le paysan, peut être producteur de vanille*, d'agrumes, de bananes, et à la fois *jornalero**, c'est-à-dire qu'il peut avoir une petite propriété mais celle-ci est bien souvent peu rentable, c'est pourquoi il doit travailler pour les agriculteurs propriétaires pour subvenir à ses besoins, ou il peut être seulement journalier donc non propriétaire. Afin de lever l'ambiguïté, j'ai divisé le groupe qui travaille la terre en agriculteurs-propriétaires (majoritairement descendants de français) ou en agriculteurs-*ejidatarios* et les journaliers.

2- Le développement de San Rafael

Sur les 161 entretiens réalisés, la quasi-totalité ont été faits avec des individus nés dans l'état de Veracruz et nés à San Rafael, à Mentidero, à Jicaltepec et à El Ojite. La plupart réside à San Rafael, à Mentidero, à El Ojite et à Potrero Nuevo (villages ou localités (=congrégations) du Municipio de San Rafael). L'âge moyen des individus est de 38 ans (34 ans pour les hommes et 45 ans pour les femmes). 97 sur 161 sont mariés. La fécondité est de 2.5 enfants par femme, mais elle varie selon les conditions sociales et les générations. Sur les 161, 92 sont des femmes dont 49 sont descendantes de français et 69 sont des hommes dont 49 sont descendants de français.

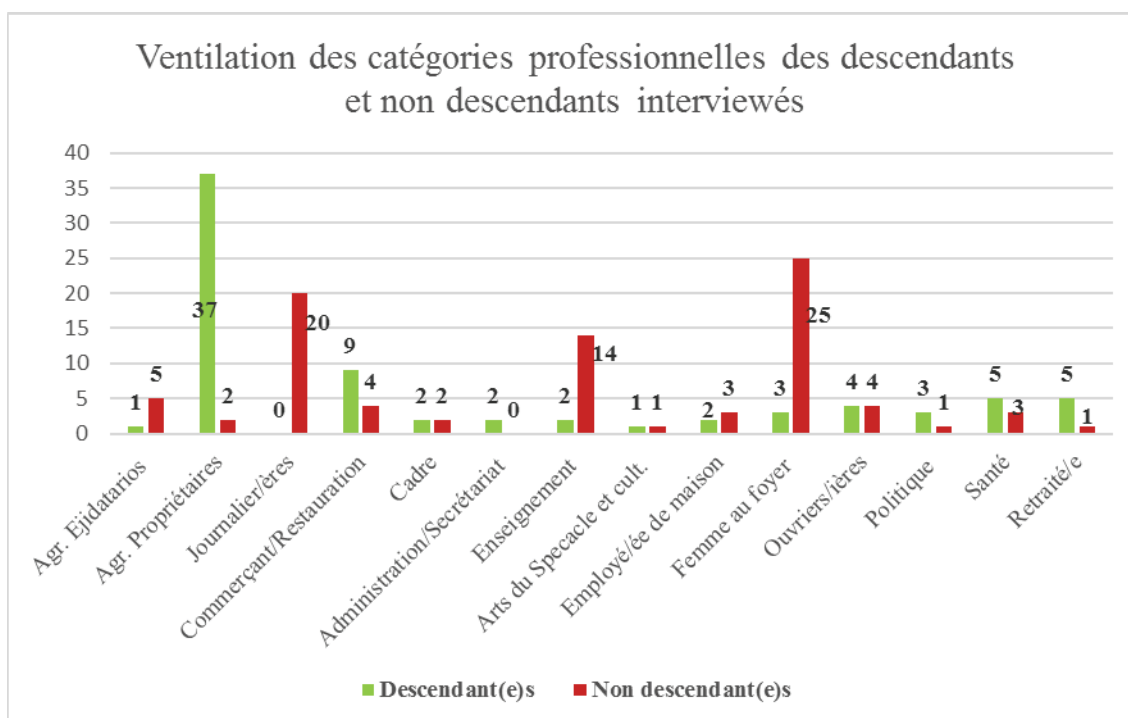
a- Les catégories socio-professionnelles

Des 161 individus, 98 sont descendants de français¹⁴³, dont 26 ont moins de 10 hectares, 17 ont moins de 50 hectares, 7 ont au moins de 100 hectares, 8 ont moins de 150 hectares, 6 ont plus de 150 hectares, et 2 ont 500 hectares ou plus. 32 individus n'ont pas voulu répondre à cette question. 63 sont non descendants, dont 28 ont moins de 10 hectares, les *ejidatarios*, et 2 ont moins de 50 hectares, les deux propriétaires. 33 individus n'ont pas voulu répondre à cette question.

¹⁴² *Ibid.*

¹⁴³ Cf. Annexe 5. Graphiques et tableaux sur les individus interviewés.

Graphique 1



Sources : travail de terrain 2007-2012, selon enquêtes et entretiens.

Les descendants de français sont majoritairement des agriculteurs propriétaires moyens mais il n'existe pas franchement de très grand propriétaire terrien. Les non descendants sont minoritairement propriétaires et possèdent des petites propriétés, mais travaillent surtout comme journaliers pour palier à leur maigre récolte. Les femmes descendantes sont majoritairement mères au foyer et les femmes non descendantes sont généralement journalières et femmes de ménage.

Il est important d'ajouter quelques limites à ces statistiques. Ils peuvent avoir menti sur le nombre d'hectares, nombreux sont ceux à avoir été mal à l'aise face à cette question, et la portion étudiée reste très petite en comparaison avec la population totale vivant à San Rafael. Les agriculteurs *ejidatarios* sont en train de disparaître depuis les dernières réformes agraires qui souhaitent atomiser les propriétés communales et à cause des migrations vers les États-Unis. Les femmes de ménage sont bien plus nombreuses dans les maisons de familles descendantes aisées que ce que représente le graphique, car elles s'identifient souvent bien plus comme femme au foyer. La proportion d'ouvrier est minime car il n'y a pas beaucoup d'usines, excepté celles qui produisent les jus d'agrumes et transportent celui-ci.

Afin de comprendre, les différentes activités des descendants de français, il est important d'examiner le développement économique de San Rafael, ce qui permettra par la suite de

mieux saisir les relations de pouvoir et les réseaux de domination liés à l'agriculture, établis dans cette commune, qui alimentent l'identité française.

b- De la vanille à l'élevage

Quelques années après l'arrivée des premiers colons, les Français étaient parvenus à obtenir une certaine stabilité économique. Au début, les Français avaient opté pour une production d'autoconsommation et d'autosubsistance (maïs, haricots rouges, légumes etc.) mais, régis par les lois du marché, ils adoptèrent ensuite une production destinée à la commercialisation. Selon la documentation de l'époque et les travaux réalisés sur l'histoire de San Rafael, la vanille a été un des produits le mieux exploité et le plus commercialisé par les colons.

La surface réservée à la culture de la vanille est d'environ 1400 hectares dans les deux cantons de Papantla et de Misantla. La colonie française de Jicaltepec est comprise dans ce dernier canton. Le chiffre approximatif de la production annuelle est de 14 millions de gousses dans les bonnes années. On compte que chaque hectare produit 10000 gousses qui donnent un rendement de 10 livres.¹⁴⁴

Selon le chroniqueur C. Fernández, J.C Demard et D. Skeritt, la vanille était consommée et récoltée de manière naturelle avant l'arrivée des colons. Pour féconder la fleur, les paysans devaient attendre qu'une mouche la féconde, c'est pourquoi la récolte était très maigre. Entre 1874 et 1877, un colon français¹⁴⁵ voyagea en France pour rendre visite à sa famille et fut au jardin botanique de Paris, où il vit comment féconder la vanille de manière artificielle. En France, cette technique avait été découverte en 1840 pour obtenir des récoltes plus abondantes. C'est donc entre 1860 et 1891 que les hommes de la colonie établis à San Rafael commencèrent à cultiver la vanille. En 1860, il y avait 127 planteurs¹⁴⁶ pour une population totale de 536 Français. Les paysans mexicains débutèrent également à cultiver la vanille, ce qui permettait aux Français de développer un intérêt pour le commerce car c'était plus rentable et moins risqué que de la produire. Ils pouvaient ainsi privilégier d'autres cultures au cas où la production de vanille ne serait pas suffisante.

144 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales. Informe mandado al Ministro sobre la situación del Estado de Veracruz en 1901.

145 MAE-DAD Nantes, Consulat Veracruz: 8. Document de Pierre Naudé qui a récupéré les notes d'Eugène Mahé et de François Lavoignet sur la fécondation de la vanille, écrit en 1901.

146 Chiffres rencontrés dans une recherche antérieure et données calculées avec les tableaux en annexes du livre de J.C Demard (1999).

De nombreux colons ont ouvert des commerces¹⁴⁷, même s'il existait encore des contrôles de la production et de la commercialisation pour qu'il n'y ait pas de fuite des capitaux et même si le libre commerce¹⁴⁸ était interdit. Pour autant, afin de régulariser le commerce et de le contrôler dans la région, les colons formèrent en 1896, une association de planteurs¹⁴⁹. Les Français avaient repris cette initiative des paysans vignerons qui avaient l'habitude de s'organiser pour réguler la production et la vente. Il s'agissait d'une sécurité en cas de surproduction, pouvant occasionner la dévaluation des prix, mais ils se protégeaient aussi des conséquences que pouvaient engendrer la monoculture¹⁵⁰. En effet, comme le climat dans le canton de Misantla était plus chaud, la gousse de vanille mûrissait plus vite, mais l'accord passé avec les planteurs de Papantla¹⁵¹, sur la date de la récolte, leur interdisait de les ramasser avant. En conséquence, une partie de la production venait à perdre par l'extrême maturité. Ils avaient donc besoin de diversifier leur production¹⁵² et de se consacrer à d'autres activités.

En parallèle, ils créèrent un « espace public régional¹⁵³ » à partir de la production. Cette espace créatif et source de revenus pour l'état fédéral et la France était en grande partie géré par le Vice Consul de Jicaltepec qui avait le rôle de protéger les intérêts des français et de la France, de négocier avec les autorités mexicaines et de développer l'économie de la colonie française. Le gouvernement fédéral, l'état de Veracruz et la France appuyaient fortement les démarches, afin de développer le commerce, mais le Vice Consul se heurtait parfois aux autorités mexicaines locales. L'un des exemples le plus démonstratif est le projet du Vice Consul Camilo Castagné¹⁵⁴, qui voulait construire une voie de communication directe entre México, Puebla et la Vallée de Nautla. Selon Castagné, il existait de nombreux avantages à la développer. Les habitants de la Vallée pourraient acheminer leur production entre l'Atlantique

147 AMJ, Tesorería, Caja 15, fondo independiente, número 106. 1895. Oficina subalterna del timbre de Jalacingo que escribe al agente de renta del timbre de Martínez de la Torre en 1895. Demandes de plusieurs colons de San Rafael pour obtenir l'autorisation d'ouvrir un commerce.

148 MAE/DAD Nantes Consulat Veracruz 8. Affaires consulaires et commerciales. 14 avril 1882, Ministre des finances (France) au Consul de France à Veracruz.

149 *Op. cit.*, Bernot, sans date, p. 40. Ils avaient produit cette année-là environ 2 millions de gousses, 60000 gousses pour le plus grand rendement (6 hectares) et 4000 pour le plus petit (0.4 hectares).

150 MAE/DAD Consulat Veracruz 8. Affaires consulaires et commerciales. Rapport envoyé à M. le Ministre sur l'état général de Veracruz pendant le 1er semestre 1901.

151 Cf. Index.

152 En 1880, pour 1000 gousses, la colonie gagnait 45 pesos et payait 5.25 pesos de transport mais à Veracruz ils gagnaient 50.2 pesos pour la même quantité. MAE/DAD Paris : correspondance politique, Mexique n°71. México 10 juillet 1882 annexe à la Dépêche n°48. Demard, 1999, p 151.

153 Cf. Carpinteiro, 2003.

154 MAE/DAD Nantes – México C 28-29 – Mémoire de Camille Castagné – 15 juillet 1849. Demard J.C., 1999, p 87. Et MAE/DAD Nantes Archives de postes México série B 111 – Vice consulat de Jicaltepec – 1833-1864. Cartas de C. Castagné.

et l'intérieur du pays par voies terrestres, car à cette époque, les Français transportaient par cabotage à l'aide d'un voilier qui traversait le fleuve Nautla, puis chargeaient un bateau à vapeur qui emmenaient la production jusqu'au port de Veracruz¹⁵⁵. De plus, la zone pourrait ainsi diversifier ses produits (tabac¹⁵⁶, café, vanille¹⁵⁷, canne à sucre, piments...) et cela développerait le port de Nautla. Évidemment, le point central de ce commerce serait Jicaltepec-San Rafael. Il voulait même construire une voie de chemin de fer qui irait de Tezuitlán à Puebla afin de réduire les coûts et le temps de trajet jusqu'à la ville de México comme nous le raconte un descendant de français :

Avant la Révolution, il n'y avait aucune route, seulement des chemins. Tout était transporté à dos de mule et par bateau ou par train. Une ligne traversait tout le pays jusqu'aux Etats-Unis et l'autre, le train inter-océanique reliait México, Puebla et Veracruz, Xalapa¹⁵⁸ et Perote et continuait jusqu'au Guatemala. Après, ils en ont fait une autre qui allait des monts de Maltrata jusqu'à México. Porfirio Díaz a commencé à développer le train, il a réussi à relier l'Atlantique avec le Pacifique, mais pour cela il dû faire appel à une compagnie américaine. C'était 180 kms de voies ferrées mais ça marchait bien. Elles étaient lourdes ces cargaisons qui arrivaient de l'Amérique du Sud jusqu'au Golfe du Mexique. De là, ils devaient les emmener jusqu'aux Etats-Unis. Tout passait par ici. C'était très bien organisé¹⁵⁹.

155 MAE/DAD Nantes Archives de postes México série B 111 – Vice consulat de Jicaltepec – 1833-1864. Cartas de C. Castagné.

156 Vers 1860, la production de tabac n'a jamais atteint les espérances voulues par Castagné.

157 La production de vanille à Jicaltepec a été plus faible car les terres étaient moins bonnes qu'à San Rafael (Histoire orale).

158 Cf. Index.

159 Entretien avec N°12, agriculteur propriétaire, carnet de bord, février 2009.

Photographie 1

Producteurs de tabac de Pital, San Rafael (1920)



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Nava García.

L'implication du projet de Camilo Castagné pour l'identité française est fondamental dans la mesure où il s'agissait d'une organisation sociale pour la colonie et d'un élargissement des réseaux sociaux extérieurs à la colonie dans le but de développer et contrôler le commerce et de générer des revenus plus importants. L'ensemble des activités agricoles proposées par les colons, la vanille mais aussi le tabac, avait pour but d'alimenter le marché français. La Régie Française souhaitait voir les quantités et la qualité du tabac de Jicaltepec s'améliorer au même titre que celui que produisait Cuba¹⁶⁰. C. Castagné a toujours voulu démontrer aux politiques mexicains l'importance de la colonie mais également obtenir de la Régie Française un accord solide pour vendre le tabac et développer la production.

160 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales. Carta del 14 de abril de 1882 el Ministro de las finanzas al cónsul de Veracruz. Carta de 1886 el Ministro de las finanzas al Vice Cónsul de Jicaltepec.

La colonie produit actuellement: eau de vie (1500 barils de 75 litres chaque année pour 6mois de travail), café (2000 quintaux par an. Cette denrée n'est qu'un commencement de culture ; la production pourra être augmentée en raison de son écoulement en Europe et aux Etats-Unis), vanille (400.000 livres mexicaines par en (min)), tabac (300.000 livres mexicaines chaque année ; cette quantité pourrait être augmentée considérablement), sucre (production considérée comme nulle). (...). Le transport de ces divers produits se fait au moyen de petites goélettes qui ont beaucoup de difficultés à franchir la barre de Nautla et qui par suite font payer fort cher (un centavo par livre) le fret de la colonie à Veracruz. Ce fret est plus élevé que celui de Veracruz en Europe¹⁶¹.

À partir de 1891, les 139 hommes¹⁶² (pour une population totale de 470 colons) se déclarèrent en tant qu'agriculteurs à cause de la chute du prix de la vanille entre 1873 et 1884¹⁶³. Vers 1891, la France avait trouvé un autre endroit pour alimenter la demande croissante des marchés, les Iles Bourbon, aujourd'hui la Réunion, et avait abandonné la quasi-totalité de leurs achats au Mexique.

La crise de la vanille donna lieu à un changement de production, comme par exemple la banane *Roatán*. Depuis le début du XXe siècle, les plantations de bananes étaient présentes, mais l'augmentation de la production eut lieu grâce à l'implantation de la compagnie nord-américaine, la Weimberger Banana Co. Elle cherchait de nouveaux territoires où la production et la main d'œuvre étaient moins onéreuses pour y acheter la banane du Golfe du Mexique, car cette zone était réputée pour être riche en agriculture, élevage, mine et pétrole. À partir de 1923, les principaux agriculteurs de San Rafael et de Jicaltepec se consacrèrent à la plantation de bananes, et formèrent un groupe appelé « Union des Planteurs de Bananes¹⁶⁴ » à forte majorité descendante de français, destinée à contrôler le marché.

161 MAE/DAD Paris – Correspondance politique, Mexique n° 71. Lettre de M. Fournier à M. Coutouly. México 10 juillet 1882 annexe de la Dépêche n° 48. (p 150) DEMARD Jean Christophe, *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Editorial Dominique Guéniot.

162 Chiffres rencontrés dans une recherche antérieure et données calculées avec les tableaux en annexes du livre de J.C Demard (1999).

163 *Op. Cit* Sánchez, 2012. p. 18, tableau 3.

164 *Op. cit* Bernot, p. 57. Liste des planteurs de banane associés: T. Hnos, T. Couturier, G. Stivalet, I. Mathieu, L. Stivalet, F. Proal, E. Vandala, C. Couturier, A. Artezán, A. Pérez Oroñoz, J. Parizot, V. Levet, H. Grappin, A. Stivalet, L. Capitaine, A. Islas, C. Arellano, M. Desoche, R. Lacombe, L. Meunier, A. Valverde, C. Ernesto Bernot, L. Belin, E. Maasberg.

PRÉSENTATION DE L'ANCIENNE COLONIE RURALE FRANÇAISE

Dans les années 1935, la plantation de banane s'intensifia dans la région, en signant des contrats pour la vente du fruit avec la Compañía Weimberger Banana Co. qui travaillait déjà dans la région du fleuve Tuxpan. Les producteurs durent s'assujettir à la disposition de la Secretaría de Economía Nacional, et créer une coopérative dans le but d'espérer obtenir les subventions qui leur étaient destinées, c'est-à-dire les bénéfices générés par l'exportation. Le 20 novembre 1935, 35 agriculteurs se réunirent à San Rafael (Manuel Acuña) pour former la Cooperativa Agrícola de Producción SAN RAFAEL S.C.L., sous le registre N°258. Peu de temps après, les Coopératives de Jicaltepec et Mentidero-Zaragoza furent fondées¹⁶⁵.

Les producteurs de bananes commencèrent donc à adapter leur production en fonction de l'offre et de la demande des compagnies* (Wember Co. et la Hight Standard Co.)¹⁶⁶. Elles demandaient aux producteurs de couper un tonnage précis de bananes pour chaque chargement. L'histoire orale raconte que la production de cet or vert, était tellement importante, que parfois, les producteurs jetaient dans le fleuve les plus petits régimes et privilégiaient les plus gros et que parfois les contrats pouvaient atteindre les 1000 tonnes.

¹⁶⁵ Ibid Bernot, sans date, p. 60.

¹⁶⁶ Wolf E., *Europa y la gente sin historia*. Fondo de cultura económica, México. Título original: *Europe and the People Without History*. 1982 The Regents of the University of California, Berkeley Publicado por acuerdo con la University of California Press, 2005. p. 392-394.

Photographie 2
Producteur de San Rafael, 1937

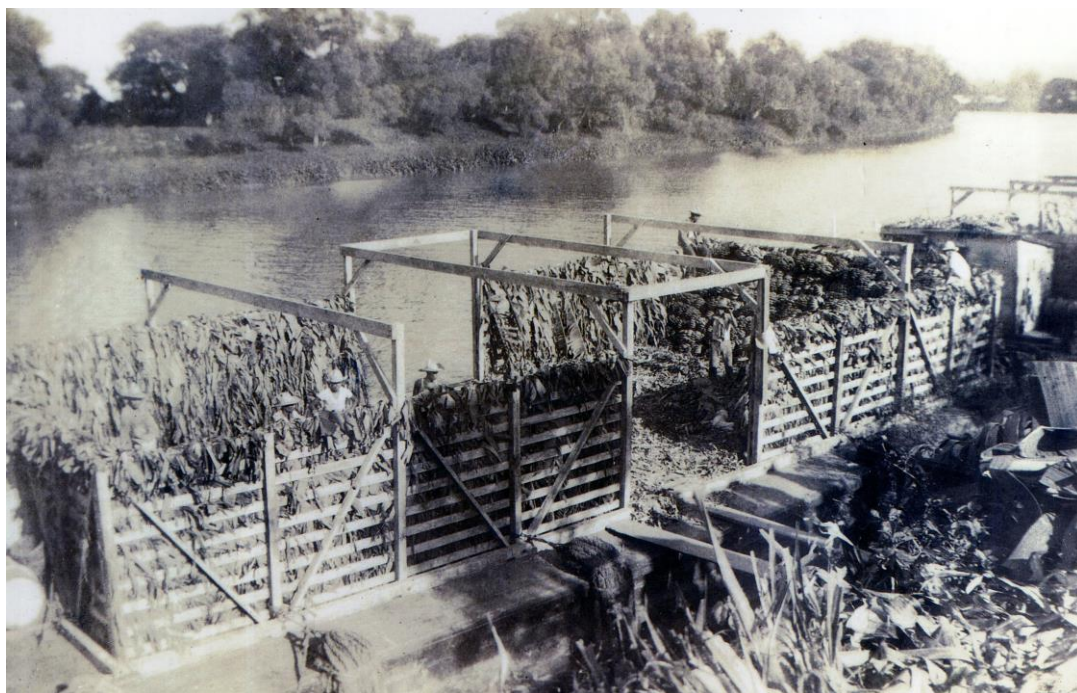


Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)

Après la rupture des relations avec la France pendant la 1^{ère} guerre mondiale et la Révolution Mexicaine – avec disparition du consulat – la France cesse d’être le partenaire économique privilégié des colons et est remplacé rapidement par le pays voisin, aux travers des Compagnies étasuniennes acheteurs de bananes. Cette époque de gloire économique liée à la production et la vente de bananes a éloigné davantage les descendants de français de leur l’identité française, qui sera mise en sommeil pendant des décennies.

Photographie 3

Embarcadère de San Rafael, chargement de bananes (1940)



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Alejandro Delón.

De même, les baisses successives du prix de la vanille comme en 1924¹⁶⁷, obligea les descendants de français à un changement d'agriculture, même s'il y a eu une production abondante de vanille pour certains producteurs jusqu'en dans les années 40-45. En effet, la même année, plusieurs agriculteurs¹⁶⁸, Thomas, J. Maitret, H. Grappin et L. Stivalet achetèrent du bétail de race Cebú, provenant du continent africain à Veracruz, dans l'espoir d'obtenir un meilleur bétail en croisant les races. Puis dans les années 40, les frères Thomas, C. Maitret, les frères Capitaine, et la famille Grappin et Stivalet achetèrent des nouvelles races provenant du Brésil¹⁶⁹, car l'élevage leur rapportait d'énormes bénéfices. Au même moment, dans les années 40, le gouvernement d'Ávila Camacho demanda la construction de la route Puebla-Nautla, ce qui provoqua un boom commercial sans précédent, mais affecta en même temps les compagnies qui venaient charger de la marchandise par bateaux.

167 Op. cit Bernot, p. 58 *Les produits de l'agriculture se vendait à des prix très bas. À cette époque, le café, le maïs et les haricots rouges se vendaient difficilement et à des prix très bas. Une fois la récolte d'haricots rouges se vendit à 3 centimes le kilo.*

168 *Ibid.* p. 58.

169 *Ibid.* p. 63.

La route fut construite entre 1941 et 1945. Grâce à celle-ci, il y a eu de nombreux changements dans la communication entre les personnes et le transport des marchandises. Avant tout ça, tout se faisait par voies maritimes, voies fluviales ou de mer. Le train avait ses avantages aussi, pour tous, parce qu'il allait de Puebla à Teziutlán jusqu'à Veracruz. La migration dans les villes par les voies routières n'a pas été immédiate, parce que les gens n'avaient pas le besoin de partir car il y avait du travail dans les campagnes. Les gens pêchaient, s'occupaient de leur ferme, construisaient des maisons et des routes etc. Après, à partir de 1948, quand le fleuve a commencé à être pollué tout a changé, et les gens ont commencé à partir. C'est Manuel Ávila Camacho qui a demandé qu'une route soit construite. Tandis qu'il n'y avait pas de route il n'y avait pas réellement de commerce, les gens produisaient également leurs légumes et leur maïs. Ils ont également commencé à abandonner d'une certaine manière la production de la banane, les paysans laissaient leur plantation parce que ce n'était pas très rentable, il y avait beaucoup de concurrence parce que les marchés étaient ouverts. En 1945, il y a eu beaucoup de changements : le village a commencé à grandir, les guerres en Europe ont eu beaucoup de répercussions économiques et sur la production ici. Les Etats-Unis nous ont envahis peu à peu pour nous exproprier le pétrole, en disant que les allemands avaient posé des bombes dans les ports du Mexique et qu'ils venaient pour nous aider. Avec la seconde guerre mondiale, le port de Veracruz a perdu le contact avec l'extérieur, mais la construction des routes donna beaucoup de travail aux gens, c'est pour ça que de nombreux habitants de San Rafael sont partis là-bas. Le Mexique était peu développé, peu modernisé, je n'avais même pas de tracteur comme les autres, mais certains ont profité de notre misère. Après quand même l'électricité est arrivée un peu après la construction de la route vers 1945 et aussi les moteurs et le combustible à grande échelle¹⁷⁰.

En 1937, la compagnie, ruinée, ne pouvait plus effectuer les chargements. Les producteurs réussirent à obtenir un nouveau contrat avec une nouvelle compagnie la Standard Fruit Co¹⁷¹., qui avait été créée en 1889 par un promoteur nord-américain qui développait les chemins de fer pour transporter les marchandises depuis l'Amérique Centrale. Elle monopolisait son pouvoir financier et commercial sur les transports terrestres et maritimes, mais elle avait également une influence sur les décisions politiques dans les pays où elle achetait la marchandise. La compagnie se retira en 1941, car le gouvernement des États-Unis avait réquisitionné leurs bateaux pour la guerre¹⁷². Les maladies proliféraient dans les plantations de bananes, menaçant la production, ainsi que les cyclones comme en 1954¹⁷³, dévastant 80% de la production. Pour compenser le manque, la *Compañía Platanera del Golfo de México*

170 Entretien avec N°12, agriculteur propriétaire, carnet de bord, février 2008.

171 *Op. Cit.*, Wolf, 2005.

172 *Op. cit.*, Bernot, sans date, p. 61.

173 Entretien avec N°13, ingénieur. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

venait aussi de temps en temps, mais le manque de la demande extérieure favorisa les producteurs à diversifier une fois de plus leur production.

En 1938, quelques descendants de français, commencèrent à introduire des orangers *agrios*¹⁷⁴, puis d'autres variétés connues dans la région comme *la valenciana* qui peut produire, selon certains agriculteurs, jusqu'à 30 tonnes par hectares, au milieu de leur terre, entre les bananes, les haricots rouges et le maïs. De la même manière, ils introduisirent le citron *persa*, qui peut produire jusqu'à 10 tonnes par hectares¹⁷⁵ et qui est destiné selon le calibrage à la consommation nationale ou internationale. La production d'agrumes a soutenu l'économie locale pendant les crises de la production de bananes et de vanille¹⁷⁶. Elle a également permis à des chef-d'entreprises étrangers d'installer leurs usines de jus de fruits entre 1965 et 1970. Il en reste aujourd'hui deux dont une qui gère la quasi-totalité du marché d'agrumes. Les producteurs affichent fièrement que San Rafael et Martínez de la Torre sont les principaux au niveau national et dans les meilleurs au niveau international, même si le Brésil tend à leur faire concurrence.

Dans les années 50 et 60, de nouvelles entreprises comme la « Productora Nacional de Semillas » fut inaugurée en 1951 par le Président de la République. De plus, l'élevage progressait grâce à l'introduction au Mexique de la race *Cebú* et de la charolaise importée d'Europe par Ernesto Pugibet et à San Rafael par Henri Gilly¹⁷⁷. Les descendants de français fondent alors leur propre Association d'éleveurs. Certains producteurs de bananes continuaient à développer la production de bananes grâce à une nouvelle variété le *Ron-Bao*¹⁷⁸, qui se répandit rapidement dans la région. Les descendants de français, planteurs de bananes ou éleveurs, exaltaient souvent leur production en participant à des concours ou à des expositions¹⁷⁹.

Le travail d'archives et de terrain mettent en évidence un développement économique favorable de San Rafael. Historiquement, les Français ont toujours eu un avantage sur les populations locales, car ils ont pu développer leur agriculture et commercialiser leur production. Cette situation a été possible grâce à un contexte favorable et grâce à l'aide des gouvernements français et mexicain qui ont su maintenir une situation économique plutôt

174 *Op cit*, Bernot, p.61.

175 Entretien avec N°29, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

176 Il y a eu de la production de vanille jusqu'en 1940, dans les années 50 il n'y avait presque plus de producteurs de vanille à San Rafael. Entretien avec N°38, agriculteur propriétaire, carnet de bord, mai 2011 (').

177 *Op. cit*, Bernot, p. 68.

178 Ibid. p. 73. Les 10 régimes présentés à l'exposition de Tuxpan pesaient 600 kilos (70 kilos par régime). Il reçut le 1er prix de la part de la Secretaría de Agricultura y Ganadería.

179 *Op. cit*, Bernot, p. 68.

stable et des conditions de vie agréables. Néanmoins, ce point de vue limite l'analyse. Afin d'élargir celle-ci, il est important d'expliquer l'hétérogénéité du groupe de descendants de français, et de comprendre les causes d'un éclatement partiel ou total du groupe notamment à travers les réformes agraires qui sont venues bouleverser l'équilibre social.

3- Fragmentation du groupe des descendants de français : la conséquence tragique des réformes agraires

À la suite de la Révolution Mexicaine en 1917¹⁸⁰, le gouvernement révolutionnaire entend rétablir la justice sociale afin que tout les paysans non propriétaires, appelés *ejidatarios*, aient le droit de cultiver une parcelle d'environ 8 à 10 hectares et puissent nourrir leur famille. En 1930, les parcelles de chaque *ejidatario* composent l'*ejido**, dont la vente et la location sont interdites, c'est-à-dire le terrain communal ou la communauté agraire (le propriétaire légal des terres) d'un village¹⁸¹.

La loi du 25 juin 1856 ordonna la disparition de l'*ejido*, moyennant son fractionnement en propriétés privées réparties entre tous les membres de la tribu, auxquels les terres appartenaient. Les indigènes furent totalement dépouillés de leurs biens. La réforme agraire fut partiellement amorcée par la loi du 6 janvier 1915. La Constitution de 1917, s'appuyant sur la loi du 6 janvier, tenta de résoudre intégralement le problème agraire dans l'article 27. La propriété de la terre et des eaux appartient originellement à la nation. L'article 27 stipule expressément que la propriété privée s'est formée et se formera grâce à une transmission de la terre faite par la nation en faveur des particuliers. L'article 27 ordonna le fractionnement de grandes propriétés et le respect de la petite propriété. L'Etat investit des sommes considérables dans l'irrigation des terres inexploitées¹⁸².

En grande majorité, les propriétés affectées pour construire les *ejidos* devaient être comprises entre 150 et 300 hectares selon l'utilisation qu'en faisait le propriétaire. Les dimensions de terres aliénables ont variées¹⁸³ selon les différentes réformes agraires mises en place depuis 1917. Entre 1915 et 1917 elles étaient comprises entre 40 à 70 hectares, entre

180 Le texte constitutionnel de 1917, pouvait être considéré comme le plus progressiste du monde à la veille de la révolution soviétique ; il innovait par ses articles 3 sur l'éducation, 27 sur la propriété de la terre et du sous-sol, 123 sur les droits des travailleurs et 130 sur les rapports entre l'Etat et l'Eglise. Covo-Maurice J., *La Révolution mexicaine. Son passé et son présent*. Ellipses/ édition marketing S.A., 1999. (p 71).

181 Del Rey, Alberto y Quesnel, André. *Les lois agraires de 1917 et de 1992 au Mexique : leurs implications intrafamiliales, intergénérationnelles et migratoires au Sud de l'état du Veracruz*. Colloque International « Les frontières de la question foncière », Montpellier, 2006. p.2.

182 MAE/DAD 56 México Consulat Série C. Documentation générale.

183 RAN Xalapa, Estado de Veracruz. Ejido San Rafael o Galvarino Barria Pérez (antes Santiago de la Hoz, ejido Manuel Acuña).

1920 et 1925 et les années 30 elles étaient de 150 hectares, en 1942 de 100 à 300 hectares (extension maximum de la propriété) et, entre 1971 et 1992 il s'agissait de 150 hectares pour le coton, 300 hectares pour les fruits, et une superficie suffisante pour 500 têtes de bétails.

De plus en 1935, les étrangers n'avaient plus le droit de devenir propriétaires sur le sol mexicain¹⁸⁴. Afin d'obtenir des terres, eaux, actions, concessions d'exploitations des mines etc., ils devaient s'enregistrer en tant que national mexicain à la SRA (Art 2). Les étrangers qui avaient reçu des terres avant la création de cette loi devaient se présenter à la SRA sinon, l'acquisition de ces terres était considérée postérieure à la loi, donc nulle (Art 7).

Il a été décidé de refuser l'autorisation d'acquérir des terres, des eaux et accessoires ou des concessions pour l'exploitation des mines (...). Dorénavant, toutes les personnes voulant effectuer de semblables opérations devront, sous serment, faire connaître la date et le lieu de naissance¹⁸⁵.

Il est donc facile de comprendre pourquoi San Rafael ne comptait plus ou presque plus de Français à cette époque.

Le développement de San Rafael a généré la création de territoires extensifs surtout pour l'élevage qui nécessite des terrains plus grands, mais également des tensions entre éleveurs propriétaires et journaliers qui commençaient par s'installer peu à peu à San Rafael. En effet, la croissance économique de la région avait provoqué l'arrivée de nombreux travailleurs migrants, originaires de l'état de Veracruz et de la zone montagneuse de l'état de Puebla principalement¹⁸⁶ et réclamaient eux aussi le droit à la terre.

La Commission, qui était chargée de récupérer les propriétés aliénables*, agissait pour réconcilier les propriétaires avec les *ejidatarios*, même si dans la pratique de nombreuses tensions demeuraient. En effet, à cette époque des abus ont été commis envers les *ejidatarios* et les petits propriétaires¹⁸⁷ mais aussi par les grands propriétaires¹⁸⁸, voyant leurs intérêts

184 MAE/DAD 31 México Consulat Série B. Politique Agraire. Ley Orgánica de la fracción i del Artículo 27 Constitucional y su reglamento con documentos anexos México imprenta de la Sre 1926.

185 MAE/DAD 31 México Consulat Série B. Politique Agraire. **Journal français 1er janvier 1935.**

186 Sur 63 non descendants 15 sont nés dans l'état de Puebla, ils sont presque tous journaliers. Il existe beaucoup plus d'individus originaires de l'état de Puebla, de Querétaro, d'Hidalgo, mais les statistiques ne reflètent pas cette quantité, car ces journaliers d'aujourd'hui sont descendants des personnes qui ont migré, donc ils sont parfois eux-mêmes nés à San Rafael ou dans les congrégations voisines. De plus, la construction de la route dans les années 40 a permis une mobilité des personnes et des marchandises. Enfin, dans les années 90, lors de conflits agraires, il est stipulé dans la presse que les personnes réclamant les terres à San Rafael étaient originaires de Puebla et de l'état d'Oaxaca. AGEV, Diario Xalapa, 14 décembre 1990.

187 RAN Xalapa. Departamento Agrario – Archivo General – Ejidos donaciones – Santiago de la Hoz – Martínez de la Torre, Ver.

188 RAN Xalapa, Estado de Veracruz. Ejido San Rafael o Galvarino Barria Pérez (antes Santiago de la Hoz, ejido Manuel Acuña) 1930-31.

s'envoler. Par exemple, à Jicaltepec ou à San Rafael, la Commission récupérait des terres alors que le propriétaire, descendant de français, affirmait que la moitié de son terrain était situé en zone inondable¹⁸⁹ et que plusieurs foyers vivaient de ce terrain ou que son terrain ne correspondait pas à la taille des terres aliénables.

« Il y a eu une affectation, sûrement parce qu'il s'agissait d'une propriété obtenue depuis la colonie française, de moins de 60 hectares. Politiquement parlant, ils n'avaient pas le droit d'enlever cette terre à mon père car il n'excédait pas le nombre d'hectares correspondant à une petite propriété. Par exemple, si tu avais une terre de plus de 300 hectares à ton nom, ils pouvaient récupérer tes terres jusqu'à ce qu'il ne reste plus qu'une petite propriété mais tout ça s'est prêté à [...] la politique ! ¹⁹⁰»

À l'inverse, certains propriétaires voyant leurs intérêts s'envoler, répartissaient leur propriété à leurs enfants avant l'arrivée de la Commission, ce qui la rendait dans l'incapacité de récupérer les terres car la grande propriété devenait des « petites propriétés non aliénables »¹⁹¹, mais restaient aux mains de la même famille. V. Contreras illustre avec l'exemple de la propriété *La Aurora*, la violence générée par ces conflits agraires :

Nous nous dirigeons vers vous pour vous remettre cette lettre afin de vous communiquer nos problèmes qui se sont générés depuis l'année 1932 jusqu'à aujourd'hui, par rapport au dossier de dotation des *ejidos* nommés, Santiago de la Hoz, propriété « La Aurora », qui avant était une propriété de Julio Maitret et maintenant des frères Thomas. Nous avons le droit de la posséder provisoirement par mandat du gouverneur constitutionnel, Miguel Alemán Valdés¹⁹², datant du 24 juillet 1937, étant en droit de la posséder nous avons procédé à la première récolte de maïs, et la deuxième était prête, lorsque se sont présentés le lieutenant Villareal et ses soldats pour bruler la maison avec tout le maïs que nous avons dans les granges y d'autres récoltes issus de nos champs... les mêmes demandeurs de cette époque et quelques-uns de nos fils sommes ceux qui promeuvent à nouveau la requête, comme aujourd'hui vous respectez la loi que requière le code agraire¹⁹³.

189 RAN Xalapa. Exp 16515 – Departamento Agrario – Archivo General – Expediente n°23 16515 – Ejidos donaciones – Santiago de la Hoz – Martínez de la Torre, Ver.

190 Entretien avec N° 32, agriculteur propriétaire, carnet de bord, travail de terrain mai 2011 (').

191 RAN Xalapa, Estado de Veracruz. Ejido San Rafael o Galvarino Barria Pérez (antes Santiago de la Hoz, ejido Manuel Acuña) 1930-31. Et, Contreras Velázquez V., *La colonización francesa de San Rafael, Veracruz*. Tesis. Universidad Veracruzana. Facultad de historia, Xalapa (Ver.). Marzo de 1993. p. 45. Et, Gutelman, Michel. *Capitalismo y reforma agraria en México*. Première édition en français en 1971. Titre original : *Réforme et mystification agraires en Amérique Latine. Le cas du Mexique*. François Maspero, Paris. 1974 pour la présente édition, ERA, S. A. Colección Problemas de México, p.108.

192 Cf. Index.

193 RAN Xalapa, Estado de Veracruz. Ejido San Rafael o Galvarino Barria Pérez (antes Santiago de la Hoz, ejido Manuel Acuña) 1930-31. Et, Contreras Velázquez V., *La colonización francesa de San Rafael, Veracruz*. Tesis. Universidad Veracruzana. Facultad de historia, Xalapa (Ver.). Marzo de 1993. p. 45.

Dans les années 80 et 90, un événement majeur vient remettre en question les politiques agraires qui avaient eu lieu jusqu'à présent. En effet, pour gérer au mieux la crise économique de 1982, la dette et sauver le pays, le Mexique comme d'autres pays d'Amérique Latine, négocia avec le Fond Monétaire International. Puis, il s'engagea dans la voie du néolibéralisme^{194*} en adhérant au GATT* en 1986 et en signant le Traité de libre commerce (TLC) en 1994. C'est alors que les entreprises qui appartenaient aux secteurs publics ou les services publics qu'offraient le gouvernement se sont converties peu à peu en des espaces réservés à l'initiative privée¹⁹⁵. Cependant, en période de crise, le FMI exige des garanties aux États-nations afin d'assurer le remboursement de la dette. Il s'ensuit une dévaluation monétaire et parfois le gel des salaires, la diminution des importations afin d'éviter les excédents commerciaux, et la réduction des dépenses publiques et sociales.

Ces politiques d'austérités ont eu des conséquences dévastatrices sur la société mexicaine, tant sur le plan social et familial que professionnel : modifications des aides sociales, augmentation des impôts, hausse du chômage, baisse des salaires, augmentation des inégalités sociales dans un pays où la couverture sociale était et reste quasiment inexistante, baisse de son niveau de vie et diminution du pouvoir d'achats car les denrées alimentaires de base, comme le maïs, devenaient de plus en plus chères en raison de la nouvelle politique agricole. Le gouvernement se désengagea de ses obligations et responsabilités envers les populations, en diminuant les soutiens sociaux et en les laissant seules face à la concurrence et les prix croissants du marché.

Pensant gérer la crise, l'État entreprend des réformes et modifie par exemple l'article 27 de la Constitution en 1992¹⁹⁶. Les réformes structurelles comme celle-ci annoncèrent le changement du projet économique et politique. R. Macip explique qu'il s'agit du passage d'un projet, basé sur « l'Industrialisation par Substitution d'Importations (ISI), création de marchés internes et du développement domestique¹⁹⁷ », que les gouvernements de l'État postrévolutionnaire* avaient instauré, à un projet fondé sur, la « concurrence dans le marché mondial basé sur les avantages comparatifs de la production dirigée à l'exportation¹⁹⁸. » Le

194 Cf. Romero Redondo I. Abraham; Acosta Barradas R., et Morales Carreto M., « El nuevo orden económico internacional a partir del modelo neoliberal y perspectivas de la sociedad mexicana (1982-2005) » dans *Estructura socioeconómica de México*. Secretaría de Educación de Veracruz, Xalapa, 2009.

195 Ibid. p.83

196 Lunes 6 de enero de 1992 – Diario Oficial – p 2-4.

197 Macip Rios R., *Somos un país de peones. Café, Crisis y el estado neoliberal en el centro de Veracruz*, BUAP, México, 2005, p.25.

198 Ibid.

Mexique rompt ainsi avec l'époque postrévolutionnaire et s'ouvre au capital privé et au libre marché.

La nouvelle réforme agraire a permis au gouvernement mexicain de réformer la forme d'acquisition de la terre et la conversion de la propriété *ejidal* en propriété privée. Par la suite, le gouvernement facilita « la mise en circulation des terres par les *ejidatarios* et par les communautés agraires¹⁹⁹ » grâce à la création du Programme de Certification des Droits de Terres *ejidales* (PROCEDE*). Ce programme était d'abord réservé aux terres travaillées, peu à peu il a été ouvert aux espaces utilisés pour construire les maisons²⁰⁰. C'est-à-dire que la terre en tant que « bien de production » devient un bien potentiellement commercialisable²⁰¹. En d'autres termes, la terre est entrée sur le marché et est régie par l'offre et la demande.

« Les affectations de terres ici, il y en a eu tellement. J'ai perdu 60 hectares, mon cousin et mon frère 100 hectares. Ils voulaient ces terres pour construire un ejido. Ils demandaient la terre, puis le vendaient ou la laissaient comme ça et ils allaient en solliciter ailleurs. Tout ça n'était que du commerce. En réalité, ceux qui demandaient la terre n'étaient pas des agriculteurs mais des marchands de tissus²⁰² »

À San Rafael et à Jicaltepec, la situation devient dramatique pour les *ejidatarios* qui avait bénéficié des réformes agraires depuis la Révolution car ils ne peuvent pas entrer en concurrence avec les grands propriétaires de la région et préfèrent vendre. En effet, la loi les autorise à céder leurs parcelles, soit à un autre *ejidatario* ou soit à un habitant de la localité. De nombreux paysans vont donc céder leurs terres pour migrer²⁰³ aux États-Unis et au Canada ou pour travailler à San Rafael comme journalier chez des grands propriétaires comme l'illustre cet agriculteur :

199 *Op. cit* Del Rey, Alberto y Quesnel, André, Montpellier, 2006. p.5.

200 RAN Xalapa, Estado de Veracruz. San Rafael s'inscrit au PROCEDE le 31 décembre 1993. Reconnaissance de chaque terrain occupé par une maison et récupération d'un titre.

201 *Op. cit* Del Rey, Alberto et Quesnel, André, Montpellier, 2006. p.6.

202 Entretien avec N° 32, agriculteur propriétaire, carnet de bord, travail de terrain mai 2011 (').

203 MAE/DAD 56 México Consulat Série C. Documentation générale. *L'immigration mexicaine aux EE.UU s'est toujours produite sous deux formes, l'une régulière et l'autre clandestine. Personne n'est en mesure de déterminer exactement le nombre d'entrées clandestines mais il est certain qu'elles dépassent par an, plusieurs centaines de milliers. En dépit des accords intervenus ces dernières années entres les gouvernements américain et mexicain, il est certain que cette immigration des « wet backs » ou « dos mouillés » risque de rester longtemps encore extrêmement importante. D'après Kinsley et Clarence Sr « Immigration from the Western Hemisphere » l'immigration aux EE.UU des illégaux mexicains atteignait une cadence de 20.000 par mois. En 1950, le total du nombre des travailleurs mexicains entrés régulièrement ou non, et ayant repassé la frontière soit à titre volontaire, soit comme expulsé, a atteint 565.000. Dans son discours du 13 juillet 1951, le Président Truman a cité le chiffre de 500.000. Ce chiffre n'a cessé d'augmenter au cours des années. En 2005, la Commission mondiale sur les migrations internationales estime à 10 millions le nombre de migrants en situation irrégulière aux États-Unis, et en 2000, 50% de la population d'origine mexicaine aux États-Unis était en situation irrégulière (4.8 millions). p. 94.*

Ici, par exemple, chaque ejidatario a reçu environ 8 hectares. 866 hectares furent affectés par la Commission Agraire dans les années 30-35 pendant le gouvernement de Lázaro Cárdenas²⁰⁴. Environ 10 à 15 propriétaires ont été affectés ici. Il y avait un Président ejidal et il formait un Comité. L'ejido devait payé une contribution sauf les propriétaires qui eux payaient directement à la Mairie. Vous savez maintenant, des 110 ejidatarios il en reste environ 50 ici. Je suis sûre que les propriétaires qui ont été affectés ont pu racheter leur terre aux ejidatarios. Mon frère et moi nous avons 70 hectares que l'on a racheté aux ejidatarios et ils continuent de vendre. Être agriculteur ce n'est plus rentable. Celui qui achète peut avoir plus mais celui qui ne peut pas ? Les ejidatarios ont 15 hectares, que voulez vous faire avec ça, personne ne les aide, en plus c'est trop coûteux de mettre des machines agricoles, ils n'ont pas d'autres choix que de vendre. Et ils partent aux États-Unis ou comme journalier chez les grands propriétaires²⁰⁵.

Les réformes structurelles* entreprises par le gouvernement ont provoqué des conséquences graves sur l'éducation et la santé des habitants par l'appauvrissement de certaines familles. Elles ont endommagé le noyau domestique qui s'est peu à peu décomposé à cause des migrations répétées, ayant comme conséquences directes une perte de la main d'œuvre et un découragement pour les membres de la famille restants, souvent contraints à vendre les terres sous la pression de l'incertitude (héritage, récolte, économie)²⁰⁶. Elles ont également modifié les relations entre propriétaires affectés et *ejidatarios*, générant des incompréhensions et des rancœurs dont il sera important de reparler par la suite.

Enfin, certaines familles de descendants ont vu leur conditions de vie diminuer considérablement et ont été obligées de changer d'activités ou de travailler en parallèle car les revenus issus de l'agriculture sont devenus insuffisants. En même temps, face à ces nouvelles réformes, les descendants touchés ont vu naître en eux un sentiment d'injustice et un abandon de la part des autres descendants de français.

Deux propriétaires affectés racontent leur colère envers le gouvernement qui leur a pris leurs terres car ils considèrent que celui-ci a offert, une partie d'eux-mêmes à des gens, des terres que leurs ancêtres français ont mis du temps à obtenir : « Comment est-ce possible que le gouvernement t'enlève tes propres terres pour les donner à untel, une personne qui n'a pas travaillé, qui ne sait rien²⁰⁷ ? ». Déçus également par leurs confrères français qui ne les ont

204 Cf. Index.

205 Entretien avec N° 52, agriculteur propriétaire, carnet de bord, travail de terrain avril 2010.

206 *Op. cit* Ref. Del Rey, Alberto y Quesnel, André, Montpellier, 2006.

207 Entretien avec N° 32, agriculteur propriétaire, carnet de bord, travail de terrain mai 2011 (').

jamais aidé dans ces moments difficiles. « Ceux qui n'ont pas subi la réforme en avaient rien à faire que j'avais perdu mes terres. J'ai pourtant lutté mais en vain²⁰⁸ ». Ils rajoutent que les descendants français les plus fortunés et grands propriétaires ont pu se relever des réformes tandis qu'eux ont dû s'en tenir à rester dans la misère, ruinés, et diversifier leurs activités professionnelles. « Les plus affectés n'ont pas pu survivre à ça, seuls les plus riches ont pu racheter des terres²⁰⁹ ». En effet, certains propriétaires se sont enrichis ou relevés en rachetant des terres aux *ejidatarios*. En d'autres termes, les petits propriétaires sont devenus plus pauvres et les grands propriétaires plus riches.

L'objectif du gouvernement était de conserver et de soutenir les agriculteurs les plus rentables, compétitifs afin de développer une production plus abondante. Ceux qui ont su maintenir leurs terres et en acheter des nouvelles ont pu continuer de combattre sur les marchés nationaux et internationaux. Pour autant, il ne faut pas nier que les propriétaires français se différencient pour avoir su habilement déjouer les réformes politiques et économiques qui font référence aux régimes de propriété, en restant propriétaires de petits terrains dispersés dans différentes congrégations ou en louant aux *ejidatarios* des petites parcelles. C'est pourquoi, on retrouve aujourd'hui des propriétaires moyens à San Rafael et non pas une majorité de *latifundistas*. D'autres propriétaires ont préféré laisser leurs terres à des commis qu'ils connaissaient pour ne pas être affectés tout en restant propriétaires, ce qui légalement a précarisé les employés car ils n'ont aucun droit sur les terres qu'ils travaillent.

Ces considérations mettent en évidence que les Français de San Rafael ont réussi à créer un espace social et productif pour et par eux. Ils ont su profiter des avancées technologiques et du commerce international. Pourtant, contrairement à ce que l'on pouvait présager au début de la recherche, le groupe de descendants français n'est évidemment pas homogène. Il est impossible de considérer une vision bipolaire de la société, uniquement des riches et des pauvres, ou de voir seulement des descendants et des non descendants. De plus, là où, le gouvernement faisait campagne pour augmenter la production, afin d'alimenter les villes, de manière efficace et peu coûteuse à cause de l'explosion démographique et de la croissance de celles-ci²¹⁰, et de commercialiser avec l'étranger, la misère se répandait indépendamment de l'origine des individus.

208 Entretien avec N° 33, ouvrier, carnet de bord, travail de terrain mai 2011.

209 Entretien avec N° 32, agriculteur propriétaire, carnet de bord, travail de terrain mai 2011 (').

210 Ref. Moguel, Julio. Robles, Rosario. Rubio, Blanca. « Historia de la cuestión agraria mexicana: Tomo 7 » dans *La época de oro y el principio de la crisis de la agricultura mexicana: 1950-1970*. Coordinateur du tome Julio Moguel. Siglo veintiuno editores, primera edición 1988, México.

Cette période de crise du début des années 80 est celle du développement des réformes néolibérales.

« La crise est un terme effectif avec lequel on peut s'approcher des changements que l'État mexicain a connu depuis 1982 avec les réformes. La notion de crise est appliquée à la notion de changements, de la formation d'un état à un autre ; dans ce cas de l'état révolutionnaire à l'état néolibéral²¹¹ ».

La crise économique a donc contraint les populations à trouver des formes de reproduction et donner un sens à cette reproduction de manière idéologique pour elles-mêmes. L'idéologie néolibérale* est pensée pour que les individus soient libres et qu'ils puissent s'autodéterminer et se gérer soi-même sans qu'ils puissent mettre en danger l'hégémonie* de l'État²¹². Les groupes sociaux doivent donc gérer seuls les problèmes en tant qu'individus autonomes, mais elle génère de nombreuses inégalités. En effet, les théories néolibérales se sont imposées auprès des travailleurs²¹³ mais elles n'ont fait qu'étouffer les revendications des salariés.

« Le néolibéralisme s'est proposé de résoudre la crise et a tenté de le faire en créant une société d'individus exclusivement responsable de soi-même. Par l'intermédiaire d'une sélection d'idéologies libérales, l'exaltation de l'individu a effacé les droits citoyens les plus importants - santé, éducation, travail et habitation – dans le but de stimuler un climat favorable pour le commerce²¹⁴ ».

Les problèmes économiques et de terres ont donc pour une part permis aux descendants français de montrer à nouveau leur attachement à la France et leur origine car la revitalisation française est imbriquée dans un contexte social et économique précis. Finalement la revendication de l'identité* ne servirait-elle pas plutôt les causes d'une population affaiblie par la crise économique ?

L'identité française que défendaient les colons français a certes été quasiment écrasée par l'éloignement de la France pendant la 1^{ère} guerre mondiale et la perte des relations diplomatiques et économiques entre celle-ci et les migrants. La pression des difficultés locales conséquences des conflits agraires et des crises économiques successives a provoqué des césures notables au sein du groupe des descendants. De surcroît, la substitution du meilleur

211 *Op. cit*, Macip, 2005, p.9.

212 Cf. Hale Charles R., *Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights, and the Politics of Identity in Guatemala?*, Cambridge University Press, Printed in the United Kingdom, 2002, p.490.

213 Cf. Harvey D., *A brief history of neoliberalism*, Oxford University Press, N.Y., 2005, p. 62.

214 *Op. cit* Macip, 2005, p.7.

client potentiel, la France, par le voisin étasunien a permis une ascension sociale de nombreux descendants et le développement économique et sociale de San Rafael pendant l'âge d'or de la banane. C'est sûrement cette réussite sociale qui a également éloigné les descendants français de leur identité, n'étant plus considérée comme un moyen d'apporter une solution à leur vie mexicaine. Cependant, la crise économique de 1982, a relancé le débat. Les descendants ravivent la flamme du « français travailleur, honnête, et, courageux ». Ils partent alors du travail pour défendre leur identité et l'alimentent de faits culturels et linguistiques en renouvelant les contacts avec la France et en créant des associations utiles au développement de la revitalisation* de l'identité.

Après avoir présenté la colonie française, il faut à présent s'intéresser à « l'épopée française », entendue comme une mise en scène du passé et une reconstruction de la mémoire collective*. Dans le chapitre suivant, le questionnement conduira à étudier comment la société de San Rafael a renouvelé ses contacts avec la France et quelles ont été et sont les natures de ces relations et quels projets ont-ils mis en place.

PRÉSENTATION DE L'ANCIENNE COLONIE RURALE FRANÇAISE

CHAPITRE II :

L'ÉPOPÉE FRANÇAISE

L'ancienne colonie française de San Rafael s'est développée économiquement grâce aux bénéfices générés par l'agriculture. Au moment où la situation des agriculteurs devenait de plus en plus compliquée, des relations personnelles et institutionnelles se sont multipliées de façon surprenante, entre San Rafael, l'Ambassade et le Consulat de France et Champlitte, après la création du jumelage* en 1986-88. Il semblerait que les réformes structurelles – expliquées dans le chapitre I-Partie I – n'ont fait que diviser et renforcer la fragmentation des groupes sociaux*. Parallèlement, elles ont favorisé la multiplication des demandes autour des us et coutumes, entre des associations civiles* et différentes organisations politiques existantes et en cours de construction. Cette situation récente suscite plusieurs interrogations. S'agit-il véritablement d'une solidarité franco-mexicaine ? Ne cherchent-ils pas – ces différents groupes associatifs, dont il sera question dans ce chapitre – à défendre des intérêts personnels ou à représenter ceux d'une section spécifique de la société dans l'espace public. Quelles stratégies et alliances ont-ils mis en place ? Quels discours utilisent les membres des associations pour défendre leur identité ?

Les enjeux et la construction des associations sont primordiaux car ces dernières renforcent une volonté de défendre la francophonie à San Rafael. Ces associations maintiennent un équilibre partiel du groupe des descendants car elles proposent un discours qui soutient la sauvegarde des us et coutumes. Pour mener à bien la revitalisation de l'identité, les associations avec l'aide d'autres habitants vont représenter le passé de leurs ancêtres aux travers de symboles auditifs et/ou visuels et de commémorations. L'identité française s'exprime alors à travers la redécouverte d'un patrimoine commun et la mise en scène d'éléments culturels ou historiques, dans le but d'être reconnus et de se reconnaître comme différents du reste de la population. Les descendants conçoivent porter en eux la caractéristique culturelle opposée à celle que portent les Mexicains. Les Français de San Rafael construisent et justifient leur identité autour d'un patrimoine et d'un passé communs, d'une histoire et d'une culture communes en opposition à ceux qu'ils considèrent comme différents. Cette image dresse alors une impression d'unité des Français de San Rafael.

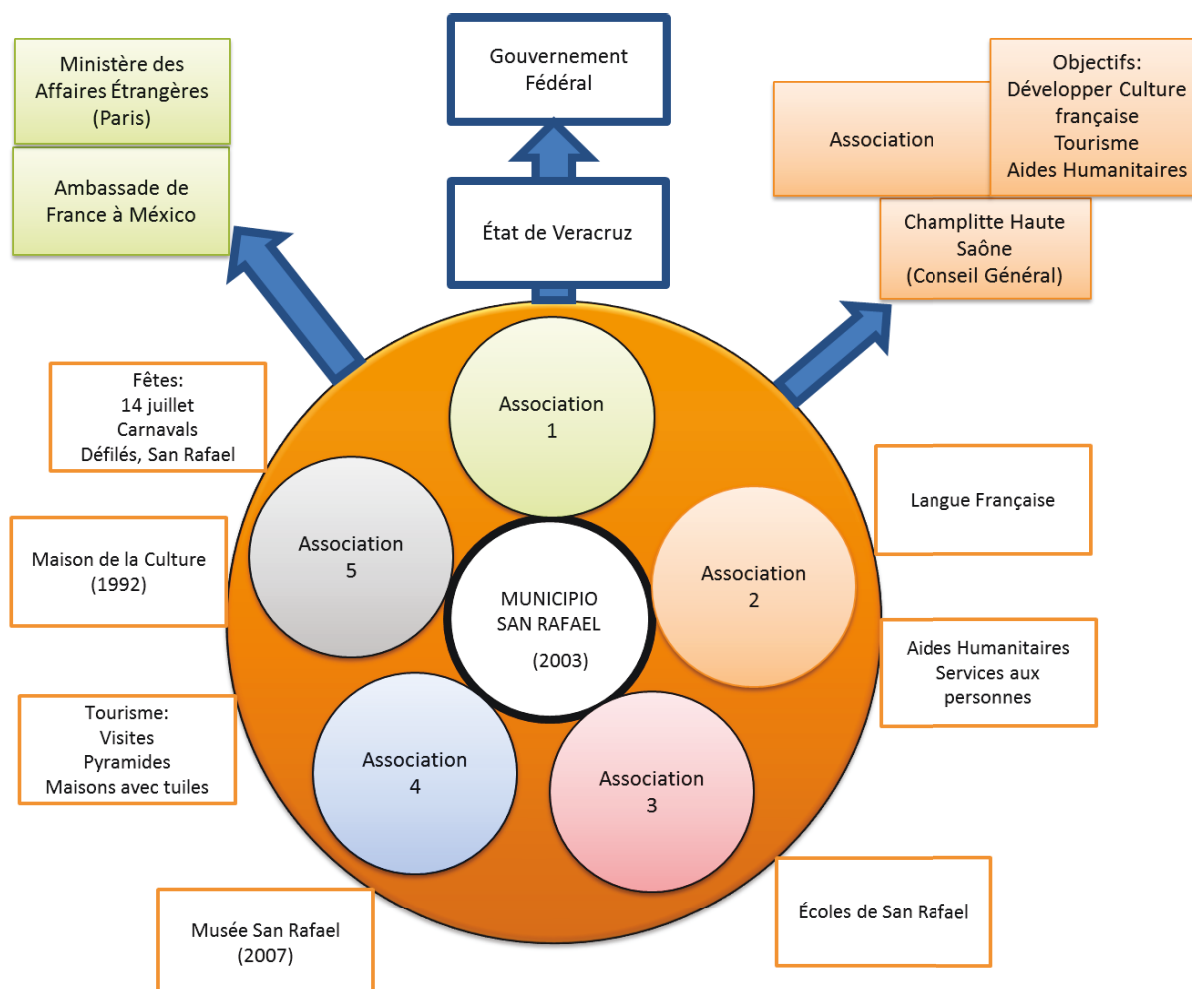
A-LE JUMELAGE ET LA CRÉATION DES ASSOCIATIONS

En France, et plus précisément en Haute-Saône est fondée une association franco-mexicaine pendant le jumelage en 1986. Celle-ci apporte chaque année des aides humanitaires pour améliorer les conditions de vie des habitants de San Rafael et de Jicaltepec et elle organise aussi des voyages touristiques. Au même moment, à San Rafael un groupe d'hommes et de femmes s'unissent sous une forme associative mais non officielle en 1988 lors du voyage retour des membres fondateurs du jumelage. Depuis le commencement de cette recherche sur le phénomène de revitalisation, d'autres associations issues de l'éclatement de la première ainsi que de nouveaux projets culturels en étroite relation avec la politique et l'économie ont vu le jour. Il sera question de la fondation du jumelage et de la création de ces associations qui mettent en évidence une certaine organisation sociale ne représentant évidemment pas l'ensemble de celle-ci. Elles sont liées à une organisation plus vaste aux travers de réseaux familiaux, politiques et administratifs œuvrant pour la défense de la francophonie. Quels sont leurs points communs, leurs divergences et leurs buts ? En parallèle, la *Junta M* – mentionnée dans le chapitre I-Partie I – en tant que structure sera abordée afin d'établir si oui ou non, elle entretenait des liens avec la France, les associations et les membres promoteurs du jumelage.

En d'autres termes, il s'agira d'établir les rapports de pouvoir au sein de ces différentes structures, de comprendre leurs rôles par la suite et l'impact de celles-ci sur l'identité française. Pour préserver l'anonymat des personnes impliquées, il est impossible de fournir les noms de familles. Il est également impossible de donner le nombre exact d'individus dans chaque association²¹⁵ car le nombre de membres est disproportionné et celles-ci seraient facilement identifiables. Il est donc nécessaire d'utiliser la catégorie de groupes pour ne pas avoir besoin d'identifier des personnes. Cette étude a réalisé 90 enquêtes sur un total de 267 individus soit 1/3, toutes associations confondues.

215 Cf. Annexe 5.

Schéma 1
Associations civiles de San Rafael et leurs relations culturelles et politiques



Sources : travail de terrain 2007-2012, enquêtes et entretiens.

1- Antécédents

Au XIX^e siècle, le gouvernement français était présent au Mexique et dans la colonie à travers son administration telle que le Ministère de la France à Mexico, le Consulat à Veracruz et le Vice-Consulat²¹⁶ à Jicaltepec. Ils étaient chargés de protéger les intérêts de la France et des Français, de développer le commerce et la production²¹⁷ malgré l'existence de conflits personnels²¹⁸ entre les membres diplomatiques. Le dernier Vice Consul de Jicaltepec, Alphonse Roussel, était un commerçant de vanille. Il a dû gérer les problèmes des nationalités, les assassinats²¹⁹ et conflits armés pendant la Révolution Mexicaine. En 1912, il ne comprenait pas pourquoi les colons voulaient conserver leur nationalité alors qu'ils rejetaient le tirage au sort pour se rendre en France pendant la première guerre mondiale et la carte militaire. A. Roussel n'a jamais réussi à les convaincre de se rendre en France pendant la première guerre mondiale et doutait de leurs sentiments d'appartenance à la France. En 1913, le Consul Brouzet²²⁰, rendit compte dans un rapport que de nombreux colons avaient accepté la nationalité mexicaine. Roussel fut renvoyé en 1916, accusé de trahison envers la France pour n'avoir pas su motiver ses troupes pendant la guerre. La Révolution Mexicaine, la première guerre mondiale et la révocation du Vice Consul ont fait disparaître les relations diplomatiques entre la France et ses migrants. De plus, les nouveaux enfants étaient de moins en moins répertoriés comme Français car pour se faire, ils devaient se déplacer jusqu'à Veracruz. C'est donc dans les années 1920 que le contact avec le gouvernement français s'est perdu.

Ce fut à partir de la France de De Gaulle, que les Français de San Rafael comme dans d'autres villes au Mexique, adhèrent au mouvement de la « France Libre » en

216 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz 8 – Affaires consulaires et commerciales. Projet de réorganisation des agences consulaires de France au Mexique en prenant pour base l'ancienne organisation avec les changements dont une étude faite sur les lieux ne révélerait la convenance. 20 mai 1882. Louis Mothelet changea l'Agence consulaire de Jicaltepec en Vice Consulat avec l'aide de la légation de France à Mexico et du Ministre Coutouly. Il était important selon le Consulat de Veracruz que l'agent consulaire jouisse d'un titre dans le but d'augmenter leur caractère et leur prestige auprès des autorités et de la population mexicaines et d'être reconnu et entendu.

217 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales. Carta del 14 de abril de 1882 el Ministro de las finanzas al cónsul de Veracruz. Carta de 1886 el Ministro de las finanzas al Vice Cónsul de Jicaltepec.

218 MAE/DAD Nantes – Veracruz Consulat – Attentats contre français de Jicaltepec (1910-1913) – Chancellerie. Carta del señor Brouzet, Consulado en Veracruz al señor Paul Lefavre, Ministro de Francia en México, el 7 de agosto de 1913.

219 MAE/DAD Nantes – Veracruz Consulat – Attentats contre français de Jicaltepec (1910-1913) – Chancellerie. Carta de A. Roussel para la Vera Cruz, 1913.

220 MAE/DAD Nantes – Veracruz Consulat – Attentats contre français de Jicaltepec (1910-1913) – Chancellerie. Carta de Brouzet al Ministro de Francia Paul Lefavre, el 16 de junio de 1913. +Cf. Index.

s'organisant²²¹ entre 1942 et 1946. Cette recherche n'a pas établi le nombre exact de participants par manque de sources. De plus, cette période ne concernait pas le cœur de cette étude même si cette analyse mériterait une attention particulière. Selon les habitants de San Rafael, ils aidaient financièrement et matériellement la France affectée par la guerre, dans le but de participer aux mouvements de résistance. En effet, en 1942, le gouvernement de Manuel Ávila Camacho²²² entra dans le conflit de la deuxième guerre mondiale aux côtés des Alliés en déclarant la guerre²²³ à l'Allemagne.

L'autre évènement marquant des années 1940-50, fut la célébration du 14 juillet 1947 – détaillée dans la Partie II, car la célébration du 14 juillet d'hier et d'aujourd'hui mérite une attention particulière. De nombreuses personnalités telles que le représentant du Président de la République Miguel Alemán Valdés²²⁴, le Maire de San Rafael, ainsi que le professeur Henri Argous²²⁵ de l'Institut Français de Mexico et le représentant de l'Ambassadeur de France, et également Elizabeth Couhins de Jancigny²²⁶, nommée par le gouvernement français, chargée de la section San Rafael et les alentours de l'Alliance française* étaient présents à cette cérémonie.

La 2^{ème} guerre mondiale et surtout l'après-guerre donna donc lieu à un regain d'organisations et de rencontres avec la France. Ce retour aux sources s'explique par la crise agricole dans les plantations de banane à la fin des années 40 et les réformes agraires de la post révolution. Même si pendant et après la Révolution Mexicaine, les Français n'ont eu d'autres choix que de dissimuler leur identité, il semblerait que les crises ont redonné des moments d'élans aux origines.

Dans les années 1970, des retours aux sources ont également eu lieu mais ces évènements sont très symboliques et ponctuels. Lors d'une visite officielle du Président français Charles De Gaulle à Mexico, quelques descendants lui envoyèrent des figurines de vanille ; une représentait un aigle, emblème de la nation mexicaine, décoré d'une banderole tricolore du

221 Sources : Documents archives (Bons d'adhésion au mouvement « France Libre » du Gl. De Gaulle, datés du 8 juillet 1942) donnés par des familles françaises de San Rafael. Les membres, de nationalité française ou non, devaient s'inscrire pour aider la France à redevenir une « nation indépendante », mais aussi favoriser au Mexique le développement des « connaissances sur la France et sa civilisation, son histoire, ses idées de liberté et de justice » et entretenir l'amitié franco-mexicaine.

222 Cf. Index.

223 L'Allemagne aurait refusé de payer des dommages et intérêts pour avoir coulé deux navires mexicains en 1942.

224 Archives municipales de San Rafael : Photographie des visites à San Rafael du Président.

225 Cf. Index.

226 Cf. Index.

drapeau mexicain ; l'autre était une croix de Lorraine, emblème de la résistance française, décorée avec les couleurs du drapeau français. Ils avaient ajouté une lettre à leur présent :

« Monsieur, Madame, Général De Gaulle, Président de la République française. Hommage de la colonie française de Jicaltepec-San Rafael, état de Veracruz. Les anciens colons ont participé au développement, à la production et à l'industrialisation de la vanille au Mexique. Ils importèrent le système de la fécondation artificielle des fleurs de vanille. Les descendants des anciens colons, ont l'honneur de vous présenter leur respect et leur admiration. La carte fut signé par des habitants de San Rafael, et portait l'adresse d'Alfonso Couturier, Restaurant « Tío Foncho », San Rafael, état de Veracruz, Mexique, le 18 mars 1964²²⁷ ».

Au mois de juin 1970²²⁸, l'Ambassadeur de France organisa un voyage à San Rafael, dans le but de remettre « Las Palmas Académicas* » à Alphonse Couturier²²⁹ pour avoir tenté de diffuser la langue française²³⁰.

Malgré les tentatives, les relations diplomatiques les plus développées et officiels recommencent dans les années 1980 après le jumelage puis continuent de nos jours. Auparavant les relations ont subi de nombreuses ruptures ou discontinuités par le manque d'attachement généralisé de la part des habitants et à cause de la nature des relations diplomatiques qui ne dépassaient pas les frontières du Mexique. C'est-à-dire que le jumelage et la création des associations ont marqué une règle et une continuité dans ces relations diplomatiques et une redynamisation concrète des projets culturels ainsi qu'un enthousiaste généralisé dépassant cette fois les frontières mexicaines.

227 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, Sans date, p. 73.

228 *Ibid.* p. 74.

229 Cf. Index.

230 *Op. cit* Bernot, sans date, p. 75.

2- La fondation du jumelage : l'éruption des projets culturels mis en sommeil

En 1986, Christian Bergelin²³¹, sénateur de la Haute-Saône et ministre des sports, demande à J.C Demard de partir avec lui au Mexique pendant la Coupe du Monde de football. Pendant ce voyage, ils visitent San Rafael et rencontrent les descendants. En rentrant le sénateur propose de monter une association²³². Elle est mise en place rapidement et le Conseil Général de la Haute-Saône* en devient le Président.

Photographie 4

Le jumelage en 1986, Haute-Saône



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie provenance Vezoul.

231 Cf. Index.

232 Entretien avec J.C Demard, historien. Carnet de bord, octobre 2012, Champlitte.

En novembre 1986, la confrérie entre les deux communes donna lieu à la signature par le Président du Conseil Général de la Haute-Saône d'un acte déclarant formellement ce jumelage, matérialisé par la création de l'Association Haute-Saône-Martínez de la Torre. Cette association a/avait pour vocation d'apporter chaque année des aides humanitaires afin d'améliorer les conditions de vie des habitants. Elle organise aussi des voyages touristiques et s'occupe du recrutement du professeur de français pour la Maison de la Culture. Elle se trouve en étroite relation avec le gouvernement local et régional de la Haute-Saône et l'Ambassade de France au Mexique. En parallèle, une association appelée ici « de base » se crée au Mexique mais elle n'a pas de statut légal, c'est-à-dire qu'elle est plutôt reconnue comme étant un groupement de personnes ayant des valeurs et des objectifs communs. Celle-ci s'occupait de la Maison de la Culture et gérait les cours de français. Entre 2005 et 2010, des conflits personnels et d'intérêts éclatent entre les membres, ce qui les obligea à se diviser et recréer des associations dont il sera question dans ce chapitre.

Les liens amicaux avec la Haute-Saône se sont noués pendant le jumelage, d'abord en 1986 à San Rafael puis en 1988, lorsque 75 descendants voyagèrent en France pour rencontrer les cousins français. Les différentes revues de presse locales²³³, *Le pays de Franche-Comté*, *L'Est Républicain*, *La Presse de Gray*, et journaux de la Bourgogne, retracent les journées du jumelage en France du 17 septembre au 25 septembre 1988.

Les cousins mexicains raconteront à leurs compatriotes [...].

S'il est folklorique que les cousins mexicains mangent toujours de la cancoillotte mais faite avec du lait de zébu, s'il est touchant qu'ils entonnent encore la Marseillaise [...].

Quelles embrassades pour les retrouvailles. Dimanche soir, un banquet de quelque 280 couverts a permis aux 75 cousins de refaire connaissance avec les Chanitois restés au pays.

Les cousins du Mexique ont été chaleureusement reçus [...].

Inauguration de la Place Saint Raphaël proche de la croix des Mexicains.

Le but de ce jumelage est de rapprocher les hommes et les femmes dans un élan de fraternité pour favoriser les échanges humains et commerciaux. Tous les espoirs sont permis.

C'est pour nous une grande satisfaction de voir d'où sont partis nos ascendants.

La délégation mexicaine a tenu à remercier ses hôtes en leur offrant une soirée typiquement à la couleur locale de leur pays ... cette entrée en costumes de fête avec bougies allumées à la main en chantant le fameux « Cielito lindo ».

233 Revues de presse données par un habitant de San Rafael. 37 Articles.

Bien que les descendants aient montré leurs connaissances et leur attachement à la France, aux travers de la Marseillaise et de la gastronomie, ils ont également montré pendant cette semaine-là, leur « double face », c'est-à-dire les traditions et coutumes du Mexique.

Pourtant, cette période marque le début d'un renouveau de l'identité, car il s'agit réellement d'une effervescence des deux côtés de l'Atlantique. La création de différentes associations issues de cette amitié reposent sur des liens ancestraux.

3- Les associations civiles : leurs relations diplomatiques et amicales

Les associations font parties de la « société civile* » et s'établissent sur plusieurs niveaux de la société. Elles représentent des individus qui sont capables de s'organiser. Les descendants de migrants français de San Rafael semblent être entrés dans une lutte effrénée pour recouvrer une identité. Leurs membres sont majoritairement des descendants de français ayant un pouvoir politique ou économique plus ou moins élevé ou des personnes mariées avec un/une conjoint(e) d'origine française. Les associations sont majoritairement composées de femmes. Celles-ci bien souvent femmes au foyer, s'adonnent à des activités en dehors de la maison pour se sentir actives et tisser des relations sociales. Elles participent aux associations, à des ateliers de peinture ou de couture, aux cours de français ou de cuisine, à des activités en lien avec la religion etc. Les catégories socio-professionnelles les plus répandues sont agriculteur propriétaire, commerçant et femme au foyer.

Pour contextualiser, il est important de rappeler qu'au moment du jumelage, la crise économique en 1982 a provoqué la fragmentation des classes sociales* renforçant les inégalités. Certaines familles ont alors été contraintes de diversifier leurs activités professionnelles. Par exemple des agriculteurs sont devenus artisans ou ouvriers, d'autres ont choisi de louer des parcelles agricoles ou des maisons secondaires et plusieurs femmes ont soudainement commencé à travailler en dehors du foyer familial.

Cette recherche a permis de répertorier deux groupes opposés : les associations civiles composées de familles ou liées par des relations amicales et les groupes exclus de ces alliances qui cherchent à créer de nouvelles coalitions. Ces groupes sont en étroite relation avec la classe politique (gouvernement local et régional mexicain, gouvernement régional français, l'Ambassade et le Consulat français) et la classe administrative. Il s'agira de connaître et de décrire la nature de ces groupes. L'intérêt s'est tourné principalement vers

deux associations, créée à l'issu de l'éclatement de la première, qui seront nommées 1 et 2. Il s'agit des plus influentes. L'étude a permis de classer 5 associations différentes.

L'association 1 est composée de descendants de familles migrantes, agriculteurs et ouvrières qui arrivèrent de la Haute-Saône et de la Côte d'Or dans la deuxième moitié du XIXe siècle (1844-1858). Les membres sont souvent en couple mais les femmes sont celles qui assurent l'organisation des événements culturels et conservent la langue et son apprentissage. Les hommes ont souvent étudié pendant de longues années et obtiennent un travail à responsabilité, bien rémunéré, relativement stable et les femmes sont actives. Elles s'adonnent à une activité professionnelle, assez variée, après avoir étudié longtemps ou pas. Tous possèdent un nom de famille français et presque tous ont récupéré la nationalité française. La moyenne d'âge des individus est de 48 ans. Elle a créé des relations plus diplomatiques avec l'Ambassade, avec les services qui gèrent les registres civils et la partie coopération culturelle ainsi qu'avec le Consulat français de Xalapa. Cette association souhaite développer la culture et le tourisme, en s'associant avec des investisseurs privés originaires de San Rafael mais la plupart du temps vivant à l'extérieur, comme des hôteliers ou des chefs d'entreprises.

L'association 2 est composée principalement de cinq familles françaises. Leurs familles, migrants vignerons et ouvriers, arrivèrent de la Haute-Saône et de la Côte d'Or vers 1856. Elle se caractérise par sa participation féminine. Ce sont surtout des femmes au foyer qui organisent les événements culturels même si, leurs maris, agriculteurs pour la plupart sont inscrits. Les hommes ne participent et ne se montrent que très peu et certains ne savent même pas qu'ils figurent en tant que membres. Les membres sont moins nombreux à conserver la langue et son apprentissage que dans l'association 1. Pourtant, ils souhaitent conserver un patrimoine et une culture commune. Leur projet a également pour vocation d'intégrer les non-descendants souhaitant s'intéresser à la culture française. Certains membres ne portent pas de noms de famille français et n'ont pas la nationalité. La moyenne d'âge des individus est de 59 ans. L'association 2 a fondé des relations plus amicales avec les partenaires associatifs et les familles de la Haute-Saône.

Les membres des associations 1 et 2 protègent amplement l'éducation de leurs enfants afin qu'ils bénéficient d'une meilleure position sociale. En effet, tous sans exception, envoient leurs enfants dans une des écoles de San Rafael. La plupart les inscrivent aux cours de français que proposent la Maison de la Culture, ce qui marque bien une différence de type économique, car bien que les cours soient moins onéreux qu'à l'Alliance Française, tous les habitants ne peuvent pas financer une telle éducation.

Les membres de l'association 3 sont principalement des descendants de familles françaises qui avaient migré en Caroline du Nord²³⁴ ou en Louisiane²³⁵ avant d'arriver à San Rafael ou de familles Haut-Saônoises qui ont migré entre 1850 et 1858. En effet, comme mentionné précédemment les familles de San Rafael avaient l'habitude de se regrouper entre elles dans des quartiers, mais l'agrandissement de San Rafael a changé cette coutume. Les descendants ont réussi par l'intermédiaire des associations à se réorganiser et se retrouver entre familles proches ou entre cousins éloignés. L'association 3 a été créée car elle se sentait exclue des recherches pour l'obtention de la nationalité française. Elle entend décrocher la nationalité française pour tous comme un droit, et considère que la récupération de la nationalité s'est faite selon des critères sociaux et clientélistes. Elle est également la collaboratrice de l'association 1 et soutient la diffusion de la langue française et la récupération des traditions françaises telles que la gastronomie et l'architecture. Elle reste malgré tout exclue des relations politiques car elle n'est pas très connue ni influente.

L'association 4, fondée dernièrement, défend le patrimoine commun franco-mexicain attachant de l'importance aux deux origines. Elle souhaite développer l'éco-tourisme, aider les plus démunis et protéger l'environnement. L'association 5 souhaite protéger l'architecture « vernaculaire* » et par la même occasion se rallie à la cause des agriculteurs pour défendre les produits locaux fromages, vins, liqueurs.

Les populations exclues qui subissent les alliances vont soit se rallier à une association pour essayer d'en tirer profits (reconnaissance sociale, demande de la nationalité), ou soit se rallier à d'autres type d'organisation, cette fois-ci politique (partis politiques ou organisations politiques mentionnées dans le dernier chapitre – Partie III). Les objectifs de ces associations tendent à montrer une volonté commune de défendre la culture et le patrimoine. La construction des discours relatifs à l'identité française de celles-ci semble homogène. En d'autres termes, elles véhiculent un intérêt commun, la culture et l'amour pour la France. En résumé, la société civile devient « le gardien des valeurs perdues ». Elle doit réactiver la communauté comme « l'agent efficace dans la reconstitution du sujet²³⁶ », et elle est le premier véhicule de cette modification entre l'État et les individus, c'est pourquoi elle met en place des relations, qui vont venir soutenir leurs demandes.

234 Cf. Index.

235 Cf. Index.

236 Hale Charles R., *Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights, and the Politics of Identity in Guatemala?*, United Kingdom, Cambridge University Press, 2002, p. 496.

Cependant, elles n'ont pas les mêmes relations pour atteindre leurs objectifs et elles n'appartiennent pas à la même classe sociale. Certains intérêts particuliers les opposent. De surcroît, des problèmes d'ordre personnel entre certains individus se sont accumulés au fil du temps. La jalousie, les rancœurs et le souhait d'une reconnaissance sociale n'ont fait que renforcer les disparités au sein du groupe des descendants.

4- Établissement d'un pouvoir local

Une attention toute particulière sera apportée à l'association 1 et 2, car elles symbolisent la dislocation de la première association « de base ». Ces créations de nouvelles associations seront perçues comme étant un travail de reconfiguration des relations de pouvoir entre groupes d'intérêts plutôt qu'entre familles. Il n'existe pas vraiment de luttes familiales comme celles vécues au XIX^e siècle, mais bien plus des intérêts personnels ayant rapproché des individus avec l'une ou l'autre association. En effet, les récentes conjonctures économiques, comme la crise de 1982, ont provoqué des différences socio-économiques profondes, unissant certains individus avec d'autres, mais il est difficile de faire un rapprochement entre les familles françaises du XIX^e siècle et celles de nos jours. Les familles qui défendent, actuellement, un patrimoine, une mémoire commune, une gastronomie, une langue, certaines coutumes, un système d'organisation particulier, une manière de travailler et d'interagir, ne sont pas les mêmes qu'au XIX^e siècle. Le métissage, la mobilité, la disparition des noms de familles rendent difficile une analyse comparative entre les deux époques. Il s'agira de comprendre les liens et les raisons qui les unissent à la classe politique et à la classe administrative ainsi que les intérêts et les différences qui les opposent.

D'un côté, chacune joue de la politique de la francophonie pour attirer l'attention des Institutions françaises au Mexique telles que l'Ambassade et le Consulat de Xalapa, mais aussi pour être reconnues par les hauts dirigeants de la Haute-Saône (Conseil Général de la Haute-Saône) et l'association située en France. De l'autre, les dirigeants politiques tels que les sénateurs et les représentants des Français de l'étranger* voient eux aussi un intérêt à défendre l'identité et promouvoir la culture française au Mexique pour des raisons économique et politique.

La fracture de la première association « de base » a lieu à cause de la gestion administrative de la Maison de la Culture – détaillée dans le chapitre IV – Partie II – et celle des cours de langue française. L'initiative du jumelage et la création de la première association a permis l'arrivée d'un professeur de français chaque année, à la Maison de la Culture de San Rafael et à Jicaltepec, financé par le Conseil Général de la Haute-Saône. Le

professeur doit être originaire de la Haute-Saône, avoir moins de 25 ans et avoir une licence. La Maison de la Culture a été construite entre 1993 et 1997 sous la direction de Michel Valet²³⁷ et de Patrick Ontani et grâce à l'aide d'artisans Français et Mexicains. L'association en France a investi une somme de 10000 francs²³⁸ pour l'achat de matériels audio pour une meilleure transmission du français. Celle-ci organise aussi des échanges d'étudiants pour que les jeunes puissent apprendre la langue et des voyages touristiques afin que les Haut-Saônois découvrent la culture mexicaine, faisant une escale à San Rafael et Jicaltepec, ce qui favorise le tourisme et l'économie de la région. Elle vota aussi en novembre 1995 la somme de 25000 francs²³⁹ pour aider les plus pauvres de la région qui subirent les tremblements de terre et de très grandes inondations.

En parallèle, les membres les plus actifs de l'association 1²⁴⁰ ont noué des liens avec d'autres associations françaises au Mexique et se sont rapprochés du Consulat français et de l'Alliance française de Xalapa. Leur souhait de voir un programme d'enseignement de langue française fondé sur les méthodes d'enseignements de l'Alliance française a provoqué quelques changements. Ces quelques membres fondateurs de l'association 1 ont récupéré la gestion de la Maison de la Culture évinçant alors d'autres membres, qui avaient participé au jumelage et à la création de l'association « de base ». Ces derniers ont alors souhaité reconstruire une association sur le modèle « de base » en la créant légalement, même si selon eux elle a toujours existé, formant ainsi l'association 2. Celle-ci prône un discours unificateur souhaitant intégrer l'ensemble de la population et s'est rapprochée davantage des membres de l'association située en Haute-Saône. Pour autant, la nouvelle administration de la Maison de la Culture a continué à accueillir l'enseignant de français envoyé par la Haute-Saône et a ensuite intégré un nouveau professeur pour les enfants, à travers le programme FLE/FLAM* géré par la section culturelle de l'Ambassade de France. Ce programme finance la diffusion de la langue française pendant 5 ou 6 ans jusqu'à ce que celui qui la demande puisse auto-financer la gestion des cours.

De plus, la Maison de la Culture prévoyait initialement la construction d'un musée, mais le projet n'a jamais abouti. Des membres de l'association 1, initient le projet de fonder un musée, ouvert aux publics en 2007, mais non pas à la Maison de la Culture. En 2008, comme ces mêmes membres récupèrent la gestion de la Maison de la Culture, ils imaginent alors

237 Cf. Index.

238 *Mexique/Haute-Saône 10 ans d'amitié*. Marc Paygnard et Olivier Hézard. Vesoul septembre 1996. p.8.

239 *Ibid.* p.9.

240 Entretien avec N°65, professeur. Carnet de bord, avril 2010, San Rafael.

déplacer le musée dans celle-ci, or la construction de la Maison n'a pas été l'œuvre de la *Junta M*, même si le terrain appartenait à l'un de ses membres. Ce propriétaire n'a jamais donné son accord pour agrandir la Maison afin de construire un musée comme c'était prévu initialement. Cependant, certains membres de la *Junta M* avaient l'habitude de collaborer avec les membres partisans du jumelage et les dirigeants locaux, agents-municipaux ou le maire dans des projets collectifs tels que la Maison de la Culture, chacun ayant ses propres intérêts mais se connaissant tous.

La dislocation de la première association a donné lieu à des remaniements. La *Junta M* a fini par perdre beaucoup de pouvoir au sein de la société et elle n'agit que très rarement sauf lors des événements culturels organisés par la mairie ou les fêtes telles que les carnivals, les cérémonies officielles et les défilés. Elle s'est pourtant rapprochée des membres de l'association 1 et la discussion autour du déplacement du musée vers la Maison est devenue à nouveau possible.

Les associations œuvrent également pour réactiver l'économie à travers le tourisme et promouvoir le développement social. Les visites annuelles de l'association Haute-Saône-Martínez de la Torre (les Français de Champlitte), sous prétexte des commémorations du jumelage ou autre anniversaire, font partie d'un séjour touristique. Il est proposé par l'association en France et organisé par une agence de voyage dans le but de faire découvrir le Mexique aux Français, mais aussi pour générer des profits aux habitants de Jicaltepec et de San Rafael. Ces occasions justifient les actes des associations de San Rafael et leur permettent d'être considérées comme des groupes socialement engagés favorisant les bénéfices pour la communauté. Elles leur permettent de promouvoir leurs actions, pour certains la défense d'un patrimoine autour de la création d'un musée, de la langue, pour d'autres la conservation de la culture à travers le souvenir, les commémorations. Ces réunions servent également à réaffirmer les liens politiques entre les différents leaders tels que les associations, le Conseil Général, le Consulat, les Représentants des Français de l'étranger, l'Ambassade, le gouvernement local et les élites économiques.

C'est-à-dire que l'instrumentalisation de l'identité française passe par des stratégies afin qu'une partie de la société de San Rafael réaffirme son pouvoir économique, récupère des ressources que la France propose et soit reconnue légalement par l'État mexicain en tant qu'association civile capable d'œuvrer pour le bien-être de la communauté.

Le projet de l'Ambassade française, du Ministère des Affaires Étrangères et Européennes, associée au Conseil Général de la Haute-Saône, avait pour projet depuis 1986 de :

« [...] mettre en œuvre une action de coopération culturelle avec le Mexique, en contribuant à la diffusion de la culture française et à l'enseignement de la langue française à San Rafael et Jicaltepec, dans l'Etat de Veracruz. Il a également soutenu l'association Haute-Saône - Mexique²⁴¹ ».

Puis à partir d'octobre 2008, le Conseil général de la Haute-Saône a souhaité :

« [...] élargir sa coopération au développement durable, par des actions concernant l'économie, le renforcement du lien social et l'environnement, dans la logique des politiques développées depuis quelques années en Haute-Saône, mais aussi plus largement en France et en Europe, pour rechercher une plus grande efficacité. Ainsi un programme de coopération « durable » a-t-il été élaboré dans cette optique²⁴² ».

Au début, le projet de coopération décentralisée « Conseil Général de la Haute-Saône/Municipio de San Rafael » avait plusieurs objectifs : poursuivre l'enseignement du français, aider les associations afin de renforcer les liens sociaux, accélérer et élargir la coopération sur place et protéger l'environnement. Entre le 10^{ème} et le 20^{ème} anniversaires du jumelage, des idées de projets se construisent : « développement de la production bovine (lait et viande) et d'une industrie agroalimentaire, implantation d'une fromagerie et d'usines de tuiles et de fruits et légumes, création d'une filière d'importation de vins de Champlitte, développement de partenariats économiques, renforcement des aides humanitaires pour les travaux publics, fabrication de pain, conservation de la gastronomie française, protection contre la pollution du fleuve Bobos etc »²⁴³. En somme, 50 000 euros²⁴⁴ sont débloqués pour le développement de la culture vivrière, l'artisanat local, l'aménagement du territoire, la formation des jeunes, le commerce extérieur et l'environnement.

Les associations se sont démultipliées au cours des dernières années afin de lutter pour ces ressources. Il existe bien un double enjeu, économique-culturel et environnemental. C'est-à-dire que dans un premier temps, la France débloque des fonds pour récompenser ces organisations qui promeuvent des droits sociaux ou culturels et dans un deuxième temps le Conseil Général de la Haute-Saône prend le relais. Les liens sont renforcés à travers la coopération directe entre les associations et la Haute-Saône. Leur proximité avec des familles

241 http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/bddprojet.asp?projet_id=63516.

242 *Ibid.*

243 *Ibid.*

244 *Ibid.*

françaises et l'association française créée en 1988, située en Haute-Saône, vont leur permettre de bénéficier de financements et de l'aide du Conseil Général (Haute-Saône) :

« On fait pleins de choses pour le Mexique, on n'organise pas seulement des voyages : on a déjà reçu des jeunes mexicains, on leur a offert le billet d'avion, l'hébergement dans des familles de Champlitte, on leur a offert des cours de français au CLA à Besançon, on a fait des meubles pour la Maison de la Culture de San Rafael, on a déjà acheté des ordinateurs, on a fait construire une digue le long du fleuve Nautla pour que Jicaltepec ne soit plus inondé, on a fini d'électrifier les rues à Jicaltepec, on a réparé le clocher, on a acheté pour les écoles des chaises avec des bancs, des télévisions, des jardins d'enfant etc. Maintenant on est un peu plus porté sur l'humanitaire, cette fois ci nous avons apporté des vêtements, des fournitures scolaires, des jeux, des petits bijoux pour les filles, on a apporté pour le dispensaire des appareils pour les reins, les genoux, des bas de contention, des médicaments etc. On a donné il y a deux ans de l'argent pour qu'ils s'achètent un appareil respiratoire. On a fait pleins de choses. Depuis la tempête de 1999 on a créé deux comptes, un pour Jicaltepec et un pour San Rafael. Il y a trois personnes qui ont signé et ce sont eux qui s'occupent des travaux. Personne ne peut avoir l'argent seul, car il y a trois signatures. C'est une sécurité. À chaque fois on nous envoie les photos quand même des travaux qui ont été faits. C'est bien réparti. En 2006, pour l'anniversaire du jumelage on a offert 10 billets d'avion. Suivant l'argent dont on dispose on offre 4 billets, 2 billets... tout dépend de ce que l'on a ! On est très content²⁴⁵ ».

En même temps, toutes les Institutions françaises ont un intérêt à jouer. Pourquoi les Français de la Haute Saône s'intéressent soudain à leurs cousins mexicains ? Il y a deux catégories d'Institutions françaises* : Ambassade et Consulat en relation avec les Représentants des Français de l'étranger, et le Conseil Général de la Haute-Saône (Sénateur et Association française). D'un côté, l'intérêt de la France est économique. Le Conseil Général souhaite créer de l'emploi pour les mexicains et développer les entreprises françaises au Mexique. De l'autre, des hommes et des femmes politiques ont aussi un intérêt à jouer. Les Français établis hors de France sont représentés par une Assemblée des Français de l'étranger. Les membres de l'Assemblée des Français de l'étranger (AFE) élus par les Français de l'étranger sont les députés et les conseillers²⁴⁶, les autres étant les sénateurs élus par l'Assemblée et d'autres membres désignés par le Ministre des Affaires étrangères. Les sénateurs et les Représentants des Français de l'étranger ont alors toujours encouragé les

245 Entretien avec N°70, employé de bureau. Carnet de bord, mai 2010, San Rafael.

246 Jusqu'en 2014, modification par la loi 22 juillet 2013 créant les conseillers consulaires auprès des ambassadeurs et des consuls généraux. Les conseillers consulaires et les députés élus par les Français de l'étranger élisent les sénateurs représentant les Français de l'étranger.

habitants de San Rafael pour qu'ils apprennent le français, défendent la francophonie et leurs droits (nationalité et passeport) en tant que Français, mais les Représentants se doivent aussi de leur expliquer leurs devoirs (vote). Lors des campagnes électorales, ils viennent régulièrement à San Rafael car depuis que les descendants ont récupéré leur nationalité ils ont le droit de voter pour élire leur représentant.

En somme, les différents groupes d'intérêt jouent leurs stratégies selon leurs propres besoins. La France et les hommes politiques peuvent voir un gain économique et politique. Les groupes associatifs, eux, s'organisent, négocient et cherchent à récupérer des financements en collaborant avec les pouvoirs diplomatiques et régionaux français, ce qui parfois génèrent des conflits d'intérêts entre eux. Pour démontrer leur capacité à s'organiser et justifier les ressources, elles s'appuient sur des représentations culturelles et un passé historique. L'intérêt des deux associations les plus importantes, 1 et 2, est de promouvoir la culture et la langue française. Pour cela, elles contribuent à la création de symboles culturels et historiques avec l'aide du Conseil Général de la Haute-Saône et l'Association des Français de Champlitte.

B-LES REPRÉSENTATIONS CULTURELLES ET LE PATRIMOINE FRANÇAIS

Les associations qui promeuvent la culture française représentent une image de ce que doit être et faire un Français à travers la construction de symboles visuels et auditifs. Ces représentations permettent à celles-ci de s'identifier et de se différencier du reste de la population. À l'inverse les discours des descendants tendent à exprimer une volonté de réaliser un projet hégémonique unificateur, comme si l'ensemble de la société devait se reconnaître à travers l'origine française de San Rafael et qu'aucune autre possibilité ne s'offrait à eux. En demandant aux descendants de décrire et de définir ce que représentait pour eux un Français, ils ont toujours fait allusion à la langue, à l'architecture, à la gastronomie, à la migration chanitoise et aux efforts fournis par les descendants de français. Ces représentations culturelles tangibles et ces multiples « usages du passé » renforcent le sentiment d'identité française mais elles permettent aussi de créer un patrimoine, géré et ordonné par les descendants de français.

1- Le musée et les monuments

Le musée de San Rafael a ouvert ses portes en 2007 sous l'impulsion de J.C Demard avec l'aide du Conseil Général et de l'association des Français de Champlitte, mais aussi grâce à l'organisation et au souhait de l'association 1. Celui-ci a été construit non pas à la Maison de la Culture mais créé dans une ancienne maison d'un descendant de français. L'association 1 a réuni des objets tels que : vaisselle, lits et meubles de l'époque, vêtements traditionnels alsaciens et bourguignons, outils de travail, photographies de famille etc., appartenant à des familles de descendants. Le musée de San Rafael raconte l'histoire de la migration française et présente les conditions de vie qu'ils ont rencontrées en arrivant. Il glorifie le passé des migrants français en exposant leur dur labeur et leur vie d'antan, les difficultés qu'ils ont rencontrées en arrivant alors que S. Guénou leur aurait promis le paradis. C'est comme si San Rafael n'avait jamais eu d'existence avant l'arrivée des colons français. Les images des colons français qui se répandent sont celles de migrants qui n'auraient jamais cohabité avec les « natifs » à leur arrivée, de colons qui auraient réussi seuls grâce à leur sueur de leur front malgré les maladies, les problèmes de terres, les vêtements et les outils agricoles inadéquats.

Photographie 5

Jicaltepec, Veracruz, 1900



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)

Le musée de San Rafael s'est conçu comme une sorte de réplique du musée d'ethnologie de Champlitte, racontant les aventures des Chanitois d'autrefois. Les images que les descendants ont de leurs ancêtres sont donc celles que racontent ce musée, telles que la venue des colons qui fut long et pénible dans le bateau, les nombreux maux et maladies dont ils furent victimes, le travail laborieux pour construire des baraques en feuilles de palmiers et en bois, leur lutte acharnée pour l'obtention des terres, la fabrication du pain avec le maïs et leurs vêtements non adaptés à un climat tropical.

Il existe également un musée entre Nautla et Jicaltepec, le « *Museo de la Peña*²⁴⁷ », qui est une véritable galerie familiale qui contient aujourd'hui plus de 1500 pièces.

Photographie 6

Le musée de la Peña, Nautla, Ver.



Sources : © Noémie Pointeau, 2008.

247 Cf. Index.

Photographie 7
Le musée de San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2015.

Ces pièces sont d'origines françaises, allemandes ou mexicaines. Les dates de ces objets varient entre 1810 à nos jours. On peut voir dans le petit musée familial des boulets de canons, des couteaux, des vases, des chandeliers du XIX, des lampes à pétrole, des tire-bouchons, des moulins à café, des poêles, des harpons, des balances pour les mesures de l'époque (almú, medio almú...), des aiguilles, des marmites en terre cuite, des mortiers, des fers à repasser (1833), des documents officiels de l'époque de l'arrivée des colons (actes de naissances, de décès, appels sous le drapeau français pour la guerre 14-18...), des vêtements, des livres de français du primaire qui sont datés de 1898 et du 1er Mai 1916, de la monnaie française, des fusils, des photos de famille, des appareils photos, des briques, des tuiles dont l'une d'entre elles date de 1866, des moules à beurre ou à sucre (panela), des bouteilles de parfums et bien d'autres choses encore que les colons français auraient emmené avec eux. La conservation du musée devient difficile car la gérante n'a pas les moyens d'entretenir les pièces présentées, ni de rénover le musée qui est une ancienne maison à tuiles.

Le discours historiographique que propose J. Monnet²⁴⁸ sur les représentations de l'espace tend à démontrer qu'il se créait à partir de stratégies et d'intérêts de ceux qui le contrôlent. Cependant, dans sa critique, Bernard Petit²⁴⁹ insiste sur le fait qu'il est risqué de distinguer l'espace selon deux angles, d'un côté « les dominants capables d'agir sur la disposition des pierres et sur la symbolique²⁵⁰ » et de l'autre, « des dominés seulement capables d'usages interstitiels d'un espace urbain imposé²⁵¹ ». C'est pourquoi, il est préférable de proposer que ces lieux de souvenirs contribuent à forger la mémoire collective. Ici, il ne s'agit pas d'un espace urbain mais d'un musée²⁵² qui a la particularité de représenter des scènes du passé, car comme le dit Boursier, le muséographe organise et oriente l'exposition de manière consciente dans le but de laisser un message.

Le musée de San Rafael a donc été construit dans le but de récupérer des objets pour que les nouvelles générations puissent connaître l'Histoire et garder un contact avec leur passé. Il sert également de salle de réunion lorsque les représentants du Consulat viennent. Les listes des personnes ayant droit à la nationalité française étaient envoyées au musée afin que les habitants concernés puissent y avoir accès.

Cependant, l'avancée considérable vers une acceptation d'un passé avant l'arrivée des colons français se reflète dans l'arrivée de pièces archéologiques, répertoriées par l'INAH*, des zones archéologiques de *El Pital* y du *Cerro del Gallo*, congrégation de Pital²⁵³, San Rafael. Leurs entrées au musée, proposition faite par le chroniqueur historique de San Rafael, ont parfois suscité des réactions vives, mais les habitants n'ont eu d'autres choix que d'accepter le passé préhispanique de Jicaltepec et de San Rafael.

248 Monnet J., *La ville et son double. Images et usages du centre : la parabole de Mexico*. Paris, Nathan, 1993, 224p.

249 Lepetit B., *Compte rendus de Jérôme Monnet La ville et son double. Images et usages du centre : la parabole de Mexico*. Annales. Histoire, Sciences sociales, Année 1995, Volume 50, Numéro 6 p.1380-1381. <http://www.persee.fr>

250 *Ibid.*

251 *Ibid.*

252 Le terme « musée » signifie théoriquement collection d'objets, rassemblement et exposition au public d'un patrimoine, de ce qui est constitué comme tel. En effet, la muséologie met en scène, donne à voir des objets devenus des « expôts » [...]. L'objet y est pensé en terme de décor, l'objet est décor comme le décor est lui-même objet d'exposition. Bonniol J.L., Crivello M., *Façonner le passé. Représentations et cultures de l'histoire XVIe-XXIe siècle*, Publications de l'Université de Provence, 2004, p. 204. (Texte de Boursier, 2004 : 203-217).

253 Cf. Index.

Photographie 8

Vue panoramique de la zone archéologique de Pital, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2008.

Jicaltepec (signifiant en langue náhuatl *Xicalli*, *Jicara* = bol ou jatte et *Tepetl*, *cerro* = colline ou petite montagne, c'est-à-dire *Cerro de las Jicaras*, la Montagne des Calices²⁵⁴) est fondé selon les archéologues pendant les XVe et XVIe siècles car à cette époque la région était dominée par les Aztèques et ils avaient imposé le tribut²⁵⁵. Les populations se dédiaient à l'agriculture et à la pêche et utilisaient le fleuve comme voie de communication pour atteindre le port préhispanique, Nauhtlan, actuellement Casitas, et les villages alentours le long du fleuve. À l'arrivée des colons français, les terres étaient donc peuplées par des indigènes provenant de Misantla et de Quiahuixtlan, Cempoala qui avaient fui à cause des épidémies propagées par les espagnols²⁵⁶. Selon David Ramírez Lavoignet²⁵⁷, ils seraient arrivés dans la région de Naulta en marchant le long du fleuve Bobos (depuis la partie haute du fleuve) et de

254 Selon les recherches du chroniqueur et historien de San Rafael, Carlos Fernández, ce nom fait allusion à la production de céramique en terre, qui abondait dans la région pendant l'époque préhispanique, car le village est situé aux portes des Monts de Misantla sur la rive du fleuve Nautla ou Bobos.

255 Dans le «Códice de Tributos» ou le «Códice Mendocino» on peut apprécier la charge tributaire aztèque, qui par la suite sera reprise par les espagnols. Díaz Barriga R., *Martínez de la Torre "Joven en su historia, grande por su gente" a 125 años como municipio México 2006*, Puebla, Mexique, L'Anxaneta Ediciones S.A, 2006, p. 37.

256 Fernández Callejas C., *Evidencia de población indígena en Jicaltepec a la llegada de los colonos franceses*, Mexique, 2007.

257 *Ibid.* Fernández, 2007.

nombreuses personnes seraient mortes pendant le voyage à cause des maladies contractées. De ce fait, pour rester près de leurs morts, les groupes se seraient installés au fur et à mesure le long du fleuve en formant des petits hameaux. Aujourd'hui, nous pouvons encore distinguer les différents monticules préhispaniques le long du fleuve sur le côté gauche de la route en direction de Tlapacoyan ainsi que dans la région de Misantla. Cette partie historique est peu racontée mais elle a été intégrée à l'écusson de San Rafael.

Les quatre parties qui composent l'écusson représentent les moments historiques²⁵⁸. « Dans la partie supérieure gauche, s'illustrent les origines préhispaniques, représentant le paysage des anciens habitants indigènes de la région Totonacapan dont les monts « Les Deux Frères » dominant « Le Mont de la Croix », monticule principal de la zone archéologique de *El Pital*. Entre les deux monts, se distingue le symbole de Jicaltepec, qui apparaît dans le *Codex Mendocino* ». Plusieurs raisons peuvent expliquer cette décision. Les descendants de français ne portent pas spécialement un attachement profond à ce passé préhispanique, mais la France ou du moins les Français ont toujours une espèce d'attirance par ce côté folklorique et traditionnel du Mexique. J.C Demard avait lui-même commencé ses recherches non pas à San Rafael mais dans les villages indigènes : « J'étais motivé pour rencontrer le monde indigène²⁵⁹ ». Les Français qui viennent de la Haute-Saône en vacances au Mexique ont également cette curiosité pour les « locaux » comme ils les appellent ou le métissage. Ils cherchent du dépaysement. C'est-à-dire que l'intégration des origines préhispaniques séduit les touristes, il y a donc ici un enjeu économique car la région est entourée de petites pyramides.

« Dans la partie supérieure droite, sont dessinées les silhouettes de la France et du Mexique avec au centre l'année 1833, qui symbolise l'arrivée des colons ». « En bas à gauche, est inscrite l'année 1874, date à laquelle les colons ont acheté les terres de San Rafael à l'avocat R. Martínez de la Torre. Grâce à ces terres, la région a connu le développement d'une économie agricole, agriculture et élevage, symbolisée par les bananes, les agrumes et la vache *cebu*. Les liens culturels avec la France sont symbolisés par la maison en tuile, qui représente l'architecture ancienne des maisons de Jicaltepec et de San Rafael ». « Dans la partie inférieure droite, on distingue la forme du fleuve Bobos ainsi que celle de la localité de San

258 « *San Rafael* » - Veracruz de Ignacio de la Llave – Gobierno del Estado. SEGOB Año 2 número 3, octobre 2006. Magazine mensuel édité et publié par la Coordinación Estatal de Juntas de Mejoras, dépendante de la Secretaría de Gobierno del Estado de Veracruz, Xalapa, Ver.

259 Entretien avec J.C Demard. Carnet de bord, octobre 2012, Champlitte.

Rafael, qui apparaît avec le n°211 », symbole de l'indépendance de San Rafael en tant que Municipipe libre depuis 2003.

L'écusson de San Rafael



Sources : Mairie de San Rafael, Veracruz

Un autre élément du patrimoine français a été symbolisé dans des sculptures. Elles symbolisent une volonté de se représenter comme différents. Celle en forme de blé apposée sur le zócalo* de Jicaltepec en est un exemple car le blé est la base d'alimentation du Français, et s'oppose au maïs, alimentation favorite des Mexicains. Le buste de J.C Demard posé sur la place de *Las Maravillas*, au milieu d'un quartier assez aisé, est un hommage à l'homme qui a œuvré aux renforcements des liens culturels.

Photographie 9

Le monument en forme de blé, Jicaltepec



Sources : © Noémie Pointeau, 2015.

Photographie 10

Le buste de Jean-Christophe Demard



Sources : © Noémie Pointeau, 2012.

Au contraire, jamais les descendants n'auraient pu honorer un buste de Stéphane Guénot. La place de l'horloge construite avec un toit en tuile et similaire à celle qui existe à Champlitte²⁶⁰ est également le signe d'une volonté de ressembler à son pays d'origine, une sorte de clin d'œil architectural qui est connu de tous les habitants. Le musée, les monuments ou sculptures sont autant de symboles qui rappellent l'histoire des colons français.

Photographie 11 et 12

La place de l'horloge à San Rafael et une tuile « teja escama* » datée de 1871



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

Le patrimoine est choisi par les descendants et surtout par les associations de manière sélective, retraçant une histoire préparée, triée, et une mémoire fractionnée dans le but de convaincre les touristes, de se faire connaître par les Institutions Françaises et d'être reconnus comme différents par les autres Mexicains. Les descendants et notamment les associations ont créé un discours homogène sur l'identité française, pourtant, leurs relations et leurs intérêts ne sont pas les mêmes. C'est pourquoi, le groupe de descendants est hétérogène. Ils ne forment pas un seul bloc uni. Les leaders politiques en France et au Mexique contribuent aussi à ces

260 Cf. Annexe 6 : Photographie de Champlitte « Place de l'église ».

discours et à la création de ce patrimoine local car ils ont eux-aussi leurs propres intérêts à jouer. Enfin, l'histoire orale a mis en avant des héros historiques qui vont être reconnus par tous et intégrés dans la mémoire collective des habitants de San Rafael.

2- Les personnages historiques et leurs légendes

Les personnages historiques ont été mis en avant comme des symboles de l'identité française à San Rafael et de la réussite des Français. Les habitants s'identifient à ces héros nationaux ou locaux qui les ont aidés et leur attribuent le rôle de sauveurs de la colonie et défenseur de la culture « française ». Ils contribuent donc à forger la mémoire collective et à la reconstruction d'un passé, d'une Histoire.

En premier lieu, l'histoire véhiculée autour du Général Santa Anna²⁶¹ représente l'intégration française au Mexique des colons français. Selon l'histoire orale²⁶², il fut un homme « bon ». Il décida de laisser les colons vivre en paix et de ne pas les expulser pendant la période conflictuelle entre la France et le Mexique en 1838, connue sous le nom de la « Guerre des Gâteaux », même si, le gouvernement mexicain avait donné l'ordre d'expulser les citoyens français qui vivaient sur le territoire²⁶³. Le Général avait certainement ces raisons personnelles stratégiques pour accorder ce privilège seulement aux colons de Jicaltepec, favoriser et maintenir des relations fondamentales ou rediriger la colonisation à Veracruz pour conserver son autorité.

Quand eut lieu l'Intervention française, les français furent voir le Général Santa Anna... ils y allaient vaincus, si pauvres, que lorsque le Général Santa Anna les vit, il compatit.

Santa Anna : Eh bien, et vous, qui êtes-vous ?

Les français : Nous voulons savoir ce qui va se passer pour nous.

Santa Anna : vous voulez vous battre ?

Les français : Non, nous ne sommes pas des militaires, nous sommes des agriculteurs.

Santa Anna : Que faites-vous ici alors ? Retournez dans vos champs, rentrez chez vous et allez cultiver vos terres, ça c'est une guerre politique, cela n'a rien à voir avec vous.

261 Cf. Index.

262 Documentaire de Carole Ferrand, *Proa a la tierra Prometida*. Vie des Hauts Production y France 3 Bourgogne Franche-Comté, 2006. Et entretien avec N° 12, agriculteur-propriétaire carnet de bord, travail de terrain mai 2008.

263 Demard a recensé 18 anciens colons de la Compagnie Franco-Mexicaine vivant à Veracruz ou dans d'autres villes expulsés du Mexique en 1838. Demard, 1999, p.69.

Ce discours à l'allure presque théâtrale donne l'impression d'une atmosphère sereine et amicale. Pourtant, selon les archives diplomatiques de Nantes, la situation était beaucoup plus pénible et dangereuse pour les colons lors des conflits opposant la France et le Mexique. Plusieurs colons souhaitaient une intervention et étaient prêts à soutenir la France.

De 1837 à 1867, des conflits ont opposé la France et le Mexique. En 1837, le gouvernement français demandait au gouvernement mexicain de rembourser sa dette, puis en 1838, elle envoya un ultimatum. Le Mexique déclara la guerre à la France et ordonna en décret d'expulsion des Français résidents sur son territoire. Une lettre écrite par le Vice Consul, Camille Castagné corrobore les propos de l'histoire orale :

« Les colons de Jicaltepec par un acte arbitraire d'un chef d'arbitraire d'un chef militaire de Nautla furent violemment expulsés à la fin de décembre 1838, mais leur absence ne dura que huit jours car le Général Santa Anna, auprès duquel, dès leur arrivée, ils députèrent quelques-uns des leurs, les renvoya à la colonie avec un sauf-conduit signé de sa main. [...] Ces colons étaient donc regardés comme Mexicains par le gouvernement du Mexique puisque comme tels ils étaient rentrés dans leur foyer au lieu d'embarquer comme les autres Français²⁶⁴ [...]. »

À partir de 1862, lorsque les troupes napoléoniennes débarquèrent au Mexique, les problèmes s'envenimèrent. Les colons devaient payer un impôt, pour le commerce car les mexicains contrôlaient le port de Veracruz et pour les dépenses de guerre :

Selon un décret gouvernemental en date du 26 décembre 1861, il était établi dans toute sa république une contribution générale de guerre de deux cent sur tout le capital s'élevant à cinq cents piastres²⁶⁵.

En revanche, les Français n'étaient pas si mécontents de voir débarquer les troupes françaises, car ils pensaient pouvoir être protégés et en avoir fini avec les querelles des terres et de ce fait commercialiser sans embuche la vanille et le tabac. C'est donc pendant l'intervention française que les migrants ont su profiter des privilèges légaux et augmenter leurs recettes.

264 MAE/DAD Nantes México B 52 – Lettre de Camille Castagné à M. Levasseur, Ministre de la France à México – 5 juin 1851. Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Ed. Dominique Guéniot, 1999, p. 68.

265 MAE/DAD Nantes México B 46 – Jicaltepec – 20 janvier 1862. Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Ed Dominique Guéniot, 1999, p. 111.

« Le but de l'expédition ayant pour principal objet la protection des nationaux français, le libre exercice de leurs industries et la consécration des propriétés acquises légitimement, j'espère que je ne serai point trompé dans mon espérance²⁶⁶. » (Propos d'un agriculteur)

« Le nouvel an nous a vu sous les lois de l'Empire ; nous avons été conquis ces jours passés ; nous avons reçu les officiers autrichiens du mieux que nous avons pu ; le règne des impôts et des exactions est passé [...]. Jicaltepec appartient à l'Empire. Nous voilà donc délivrés des contributions forcées et autres tuiles du même genre que l'on nous prodiguait depuis quatre ans ; c'est déjà beaucoup et nous ne saurions trop nous en réjouir de cet heureux évènement, mais ce serait toutefois se bercer d'une illusion que de croire que le seul fait de l'occupation va nous donner la richesse et la prospérité en un seul jour²⁶⁷. » (Propos du Vice Consul Mothelet)

Les Français de Jicaltepec n'étaient pas si neutres et n'attachaient pas seulement de l'importance à leurs champs²⁶⁸. Ils dénonçaient fort bien les autorités mexicaines d'abus et critiquaient leur manière de diriger. Ils faisaient l'éloge de l'Empire dans le but d'obtenir la légalisation officielle des terres de Jicaltepec et de pouvoir continuer leur commerce. Ainsi cette prise de position est bien une volonté et une stratégie politique et commerciale des colons français.

...Heureuse encore se fut considérer la population européenne fixée dans ce pays, si cette antipathie du Mexicain pour tous ceux dont la nationalité n'est pas la sienne ne s'était traduite au dehors que par l'indifférence, malheureusement, elle ne s'est pas astreinte à ce rôle passif.

Toujours et surtout depuis cinq ans, le mauvais vouloir du gouverneur indigène n'a cessé de nous poursuivre et de nous faire ressentir les effets de sa malveillante influence. Soit à son instigation, soit qu'il l'ait toléré sans être le moteur direct, ses agents ont rarement écouté le cri du devoir les rapports judiciaires qu'on eut avec eux vos nationaux. Plusieurs d'entre nous, que les circonstances ont obligés à réclamer la protection des lois, en matière civile comme criminelle, ont eu à se plaindre de l'insolence de la partialité de la justice.

266 MAE/DAD Nantes México C 28-29 - Lettre au Ministère des Affaires Étrangères- 12 août 1863. Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Ed Dominique Guéniot, 1999, p. 114.

267 MAE/DAD Nantes México B 126 – Consulat de France à Veracruz – Lettre au ministre de la France – Veracruz – 13 Janvier 1865. Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Ed Dominique Guéniot, 1999, p. 117.

268 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, sans date, p. 18-19. *Français et Mexicains étaient satisfaits du bien-être dont ils profitaient à Jicaltepec et les relations entre les deux étaient profondément cordiales. [...] À Jicaltepec, le chef des troupes le Général Alatorre installa son quartier général, il sut apprécier la neutralité que les colons avaient adopté, qui se préoccupaient plus pour leurs champs que par les évènements politiques ; il compatissait des mauvaises conditions dans lesquelles se trouvaient les travailleurs dans les campagnes et à plusieurs reprises il les sauva du pillage et de la ruine.*

Je suis toutefois heureux de pouvoir constater qu'une amélioration s'est produite dans notre situation politique depuis l'occupation du pays par les troupes de l'Empire.

...En effet, c'est avec de justes motifs d'inquiétude et de secret (sic) mécontentement que nous avons vu revenir parmi nous ces mêmes chefs qui n'ont cessé, soit par leur exemple soit par leurs conseils, d'attiser la haine des populations indigènes contre la population étrangère, harcelant l'agriculture et le commerce par des mesures vexatoires chaque jour renouvelées, ne connaissant (sic) d'autre règle que l'arbitraire dans leurs actes de prétendue légalité, tolérant le désordre quand ils ne le fomentaient pas eux-mêmes, et que nous connaissons (sic) tous pour avoir toujours entravé la marche de notre colonie.

...il faudrait, à mon avis, dans ce canton un choix d'autorités prises en dehors, qui offrissent une responsabilité suffisante, un contrôle sévère de leurs actes dont la surveillance les maintiendrait dans les limites du devoir et pendant quelques temps, une troupe armée qui leur prêterait main forte ; je ne doute point, que (si minime qu'elle fût) une station militaire suffirait pour garantir à nos droits le respect et la justice.

...Nous avons aujourd'hui dans le village un détachement de soixante hommes appartenant au contingent autrichien, mais la durée du séjour qu'il doit y faire nous est inconnue ; la seule chose que nous ait apprise la voix (sic) publique c'est que la population française ne tarderait pas à recevoir un envoi d'armes et de munitions.

...L'avenir de la colonie est dans les mains de l'Empereur qui peut par son appui, la rendre prospère et florissante ; nous attendons qu'il se mette à l'œuvre.

...Ne vous semblerait-il pas opportun de demander au gouvernement mexicain, (chose que naguère il a été fait à Cordova (sic)), la mise en vente de ces terres pour cause d'utilité publique ? Il y trouverait son bénéfice, la position d'un grand nombre de vos nationaux en deviendrait meilleure et j'en suis persuadé une efficace impulsion serait donnée à l'agriculture et à l'immigration européenne²⁶⁹.

Les descendants de français racontent que les colons n'ont jamais pris parti pendant les problèmes entre la France et le Mexique, il est évident qu'ils en étaient les bénéficiaires, car ils étaient protégés et ils pouvaient ainsi développer leur production et leur commerce. L'utilisation de l'empathie pour l'ancêtre est une récurrence chez les descendants français, qui permet d'étouffer certaines « vérités », ce qui favorise le nationalisme à l'échelle locale.

Le deuxième héros local est l'avocat Rafael Martínez de la Torre qui leur facilita les acquisitions de terres. En effet, la fondation historique justifie toujours leur « francité », car

269 MAE/DAD Nantes – México – A 21. Carta de Sempé sobre la situación de la colonia a la Veracruz, el 2 de febrero de 1866.

les descendants de français racontent que leurs ancêtres ont été les créateurs de Jicaltepec-San Rafael imaginant des villages vierges à leur arrivée, ce qui n'est pas du tout le cas pour Jicaltepec, un peu plus vrai pour San Rafael. L'histoire orale est parfois romancer en racontant que les colons ont dû débroussailler toutes ses terres sauvages pleines de bosquets et de monts denses, et apprendre à se défendre contre toutes sortes d'animaux, serpents et moustiques. On relate²⁷⁰ également que les terres appartenaient à un propriétaire venu de Teziutlán, Pue, qu'il possédait une hacienda* de *El Pital* jusqu'à la mer. L'avocat, originaire de Mexico, a donc racheté à cet homme les terres de San Rafael pour les revendre aux colons. Cependant, selon les lois du 11 mars 1842 et de décembre 1855, les étrangers ne pouvaient pas être propriétaires sur le sol mexicain à moins de s'établir à cinq lieues de la mer. Or, San Rafael est situé très près du Golfe du Mexique. R. Martínez de la Torre qui avait défendu dans les années antérieures Maximilien d'Autriche²⁷¹, participa donc à l'acquisition des terres de San Rafael. En sa mémoire, les descendants de français donnèrent donc à leur village le nom de l'avocat qui lutta pour leur cause, Rafael Martinez de la Torre.

Enfin, le troisième personnage historique est un descendant de français surnommé Tío Foncho. En 1945, « le seul » participant des deux guerres, Alfonso Couturier Bernot revient au pays. Alfonso Couturier, qui aurait participé aux deux guerres et se serait réfugié dans les maquis de la résistance avant de rentrer au Mexique pour défendre la culture et la langue française. L'histoire orale raconte deux versions : la première raconte qu'il aurait seulement été cuisinier dans un bateau de guerre ce qui est moins héroïque, et la deuxième affirme que cet homme a participé dans les tranchées pendant la première guerre mondiale, alors qu'en 1914 il n'était âgé que de 16 ans, puis dans les maquis de la résistance pendant la deuxième guerre.

Il se serait également mis au service des gens pour organiser la célébration du 14 juillet et les carnavals bien plus célèbres à l'époque que ceux de Veracruz, et pour donner des cours de français, car il considérait la langue française comme indispensable. Il créa un petit groupe composé de jeunes femmes du village qui souhaitaient apprendre le français. En effet, la langue s'était perdue au fil des années et les parents ne l'avaient pas enseigné aux enfants car elle servait à cacher des informations aux plus jeunes, mais également car ils pensaient que leur intégration serait ainsi plus facile.

270 Entretien avec N°12, agriculteur-propriétaire. Carnet de bord, décembre 2007, San Rafael.

271 Cf. Index.

En 1966, une revue française « La Vie Catholique Illustrée²⁷² » mentionne que le gouvernement français a eu connaissance de l'œuvre de Tío Foncho, et c'est pour cela qu'il lui aurait remis « Las Palmas Académicas ». Lors de la remise de son titre, son discours est patriote mais défend l'idée d'une identité moitié mexicaine et moitié française. Celui-ci a marqué les descendants, car cette manière de penser, de regarder le passé, de considérer la francité apparaît clairement dans les entretiens faisant référence au lien du sang, à la loyauté et au travail. C'est également l'image d'une vieille France qui est resté dans la mémoire des Français de San Rafael, une France rurale et conservatrice, mais aussi une France révolutionnaire où les citoyens sont libres et égaux en droits, et enfin une France utopique où tout est beau, sans problème, une sorte de France paisible et idyllique.

« Monsieur l'Ambassadeur, Monsieur le Conseiller, mes chers amis.

Je ne trouve pas les mots pour exprimer cette émotion qui m'envahit ; je reçois de votre main, votre Excellence, cette grande récompense avec laquelle le gouvernement français m'honore, elle a une valeur encore plus grande que mes actes ; l'œuvre que j'ai commencé en est à ses débuts, il reste beaucoup de choses à faire et encore plus que jamais je continuerai avec encore plus de ferveur et de foi.

Ce petit coin du Mexique, votre Excellence, est honoré de vous recevoir, il a été fondé en 1833 par des Français, nos ancêtres, qui arrivèrent d'abord de la Bourgogne et plus tard de la Savoie et des Pyrénées. Cette création a eu lieu grâce à la généreuse hospitalité de la nation mexicaine et grâce à l'aide de ses dirigeants. Ces pionniers, avec des efforts considérables, avec une constance à toutes épreuves, animés par la foi et la confiance absolue en ce pays qui les avait reçus si généreusement, ils réussirent cette œuvre admirable, qu'ils nous ont légué. C'est ainsi que nous avons le devoir sacré de ne jamais oublier leur exemple et de toujours servir avec la même loyauté ce pays, cette nation qui est la nôtre maintenant.

En tant que citoyen mexicain, je reçois les Palmes, voyant en elles un des actes qui consolident les relations culturelles entre nos pays, la France et le Mexique. Humble serviteur de cette noble cause, j'essayerai de faire encore et toujours mieux. Je n'ai pas de mérite à le faire. J'ai eu le privilège d'étudier en France et de vivre là-bas de nombreuses années. Quiconque connaît ce peuple admirable, cette France immortel, reste séduit par sa culture, et son histoire glorieuse.

Je suis revenu dans mon coin chéri, dans mon pays natal, et j'ai été déçu de voir qu'ici on ne connaissait pas la véritable France. C'est pour cela que j'ai commencé cette œuvre, faire connaître la véritable identité de la France, son ciel bleu, le chant de l'alouette, les rides et les mains âpres des

272 *Op. cit.*, Bernot, p. 74-75.

paysans qui arrosent la semence, ses granges dans lesquels sont entreposés les futures récoltes, ses musées, ses bibliothèques, ses laboratoires. La France de Roland, de Voltaire, de J.J Rousseau, de Diderot, de Molière et beaucoup d'autres. La France de 1789, avec ses sublimes mots parfaitement français : Liberté, Égalité, Fraternité, qui ont changé la phase du Monde. C'est cette France-là que je veux faire connaître et pour cela il est indispensable de connaître la langue.

Nous sommes tous citoyens mexicains, dont nous sommes fiers, mais nous ne pourrions pas oublier que plusieurs d'entre nous sommes unis par le sang de cette noble et glorieuse famille française.

Personnellement, en ce qui me concerne, dans mon cœur, se confond un même et seul amour : France-Mexique, Mexique-France. Une fois encore je vous remercie, votre Excellence, et pour conclure ce cri d'amour, Vive la France, Vive le Mexique !²⁷³ »

Tous ces éléments permettent aux descendants de français de justifier une identité : leur identité imaginée et imaginaire et de la faire réalité. La mémoire et la représentation d'un passé est une arme puissante à San Rafael. Elle s'est basée sur des éléments tels que l'Histoire écrite dans les musées et l'Histoire des héros historiques qui corroborent un passé glorieux et une histoire émouvante, des traditions et des coutumes. En revanche, la mémoire est aussi parsemée de silence et d'oubli, qui seront exposés par la suite, des moments qui vont à l'encontre d'un passé illustre, des zones d'ombres de l'histoire qui remettent fortement en question la transparence des Français de San Rafael et leur réussite sociale.

« La mémoire collective a été un enjeu important dans les luttes des forces sociales pour le pouvoir. Se rendre maître de la mémoire et de l'oubli est une des grandes préoccupations des classes, des groupes, des individus qui ont dominé et dominent les sociétés historiques. Les oublis, les silences de l'histoire sont révélateurs de ces mécanismes de manipulation de la mémoire collective²⁷⁴ ».

²⁷³ *Ibid.*

²⁷⁴ Le Goff J., *Histoire et Mémoire*, Editions Gallimard, 1988, pour la présente édition.

La galerie des héros que nous donnent à voir les descendants est tout de même représentée par deux Mexicains et un Français. Les deux premiers sélectionnés en raison de leur rôle en faveur de l'enracinement local des migrants et de leurs descendants. L'identité construite n'est donc pas seulement une identité française mais bien une identité de Français du Mexique, autrement dit une identité qui se revendique comme une minorité.

Dans le chapitre suivant, le questionnement poussera l'étude vers la nature des relations de la classe politique locale et de son projet d'émancipation ayant favorisé le développement d'une Histoire et d'une culture locale, pour se différencier des municipes voisins, étant donné que San Rafael devient en 2003, un nouveau Municipe libre de l'état de Veracruz.

CHAPITRE III :

LA CRÉATION DU MUNICIPE*

DE SAN RAFAEL :

VERS UNE AUTONOMIE POLITIQUE

Si les associations civiles ont été reconnues dans le chapitre antérieur comme le signe d'une initiative collective pour défendre la culture française, la mémoire et le patrimoine commun, la lutte politique pour l'autonomie, elle, tend à protéger un territoire, une sorte d'espace essentiel espéré et attendu, depuis l'arrivée des colons au XIXe siècle. Il s'agira ici, d'exposer la nature des relations politiques entre les différents pouvoirs locaux, régionaux, fédéraux et internationaux afin de saisir le projet d'émancipation territorial favorisant le développement d'une histoire locale. En 2003, San Rafael, Veracruz se sépare du Municipio de Martínez de la Torre et devient Municipio libre²⁷⁵. Cette autonomie partielle va permettre à San Rafael d'être plus présent dans la vie politique de l'état de Veracruz et d'avoir un poids sur l'extérieur notamment avec les représentants et les diplomates Français dans le but d'une collaboration internationale.

Pour expliquer ce que la « municipalisation* » en tant que nouveau territoire apporte à la compréhension de l'histoire locale et de l'identité des habitants de San Rafael, l'étude mettra en perspective deux points essentiels. D'abord, l'analyse du recouvrement de l'ancienne colonie française, symbolisé par l'écrasement des contrées voisines, et l'étude des discours prononcés et perçus par les habitants autour de cette affaire permettront de comprendre les processus historiques de cette émancipation et les véritables raisons de ce besoin. Ensuite, l'examen des luttes, des alliances politiques et des conflits d'intérêts qui ont débouché sur la création du *Patronato pro-Municipalización** et ont abouti à la division des groupes de pouvoir démontrera les rapports existants entre la construction du Municipio et l'identité française.

275 AGEV Xalapa. H. Congreso del Estado libre y Soberano de Veracruz de Ignacio de la Llave /LIX Legislatura 2000-2004 Diario de Debates Primer periodo de Sesiones Año 4 Volumen I Tomo 2.

A-LA RÉCUPÉRATION DE L'ANCIENNE COLONIE FRANÇAISE

Depuis le début de la colonie, les Français installés à Jicaltepec puis à San Rafael ont toujours souhaité se démarquer des contrées voisines, se différencier de la politique locale et surtout ne pas se soumettre aux modes de fonctionnement des *caciques* locaux.

1- De la victoire à l'échec

Les colons ont résisté contre le poids de la propriété communale à Jicaltepec. Ils ne se sentaient pas concernés par les lois de la Réforme parce qu'ils avaient déjà payé les frais d'installation et les terres pendant les conflits agraires. Ils continuaient à payer une location²⁷⁶ pour certaines terres mais les autorités mexicaines de Nautla et de Misantla mettaient en péril leurs ambitions. Ils se sont ainsi opposés à une exploitation collective des terres, mise en place par Guénou, pour lui préférer la propriété et le travail individuels. Les colons avaient créé une commission des propriétaires dont les membres formaient l'élite de la colonie, ayant pour objectifs d'administrer et répartir les terres ou régler les conflits, pour se libérer de l'autorité du municipe de Nautla et du canton de Misantla. Se sentant exclus des relations de pouvoir, des tensions avaient éclaté entre colons au sujet des terres²⁷⁷. Les plaignants avaient trouvé un soutien auprès des *caciques* locaux. Par la suite, la Révolution Mexicaine est venue perturber l'organisation de la colonie.

Pour comprendre l'évolution de leur désir d'indépendance, il est important de rappeler que Jicaltepec faisait partie de la juridiction du Municipe de Nautla y du canton de Misantla tandis que San Rafael faisait partie de la juridiction du canton de Jalacingo puis à partir de 1882, du Municipe de Martínez de la Torre. Ce qui nécessitait donc une certaine cohabitation entre Français et Mexicains, même s'il n'y avait pas formellement une division entre les deux nationalités, ni de groupes exclusivement homogènes.

276 MAE/DAD Nantes – México A 21. Réf. au texte d'Edouard Sempé le 2 février 1866 à M. Le Consul.

277 Le cas Stivalet et Hébrard, Chapitre 1.

Dans un texte inédit²⁷⁸, Evelyne Sánchez mentionne une lettre datant de 1866, signée par le Vice-Consul de Jicaltepec et les colons français ; elle est adressée au Préfet de Xalapa. Ces derniers refusent de former un Municipio mais souhaitent que le village conserve le statut de « congrégation* », localité sous la tutelle du Municipio de Nautla ou de Misantla. Ils argumentent qu'ils ne pourraient pas assumer les dépenses dont un Municipio a besoin :

Il nous semble que si le village de Nautla veut, comme il a pu le manifester, devenir congrégation, il est naturel qu'il soit rattaché au Municipio de Misantla, ce qui paraît être le plus logique, pour ainsi ne pas rejeter sur nous les dépenses que nous ne pouvons pas assumer. Nous restons sur la position que nous avons toujours eue, qui est celle de rester congrégation dépendante de Nautla ou de Misantla²⁷⁹.

Cependant, les colons réaffirment que les dépenses prévues pour le village de Jicaltepec sont déjà gérées par eux-mêmes (administration, propreté, chemins, et sécurité) et qu'ils ont la ferme intention de fonder une école gratuite à Jicaltepec. Quelque soit leur souhait de rattachement administratif, on comprend que les colons aient souhaité rester maîtres de leurs finances et ainsi garder leur indépendance. Celle-ci existait de fait car ils géraient toutes les formalités administratives avec le vice-consulat et ce jusqu'en 1916. On est en présence d'une relation particulière entre le « village-sujet » et le chef-lieu quelle que soit l'identité de ses habitants, Français, Métis ou indigènes.

Si la colonie de Jicaltepec faisait son maximum pour ne pas se lier à une administration mexicaine, le contexte de San Rafael était un peu différent car les colons français, installés sur l'autre rive, dépendaient depuis 1882 du Municipio de Martínez de la Torre. Ceux qui ont migré à San Rafael, en 1874, ont pu rapidement devenir propriétaires et contribuer aux dépenses publiques du Municipio, mais les colons n'étaient pas pour autant toujours d'accord de payer des impôts. Deux exemples pris dans des périodes différentes serviront de support à l'analyse : l'histoire des dépenses publiques et les luttes politiques internes pour la gestion du territoire. Ces processus historiques permettent de rendre compte de la séparation de San Rafael avec le Municipio de Martínez de la Torre, principal intérêt de ce chapitre.

278 Sánchez E., "Chapitre 3: La colonia francesa de Jicaltepec – San Rafael: tierra, conflictos e identidad" dans *La colonización interna en México desde la independencia hasta los años 1920. Colonias europeas en el Estado de Veracruz*. Document inédit, 2011, pp. 1-38.

279 MAE/DAD México, expediente en clasificación. Colonie française de Jicaltepec, pétition contre le rattachement de Nautla. 1866.

a- *Impôts et dépenses publiques au XIXe siècle*

Les Français de San Rafael comptaient sur une entraide mutuelle grâce à la « Société de Secours Mutuels de Saint Raphael » fondée en 1896²⁸⁰, mais aussi à travers différentes *Juntas*. La *Junta Protectora de Instrucción Pública* dirigea la construction d'une école dès 1887 et la *Junta Directiva* mena à bien différents projets comme la construction du cimetière en 1883 ou celle du pont de la Puntilla qui reliait San Rafael au cimetière²⁸¹. Ces œuvres publiques étaient approuvées par les autorités municipales de Martínez de la Torre²⁸² et négociées par les politiques locaux de San Rafael, le *sub-regidor** de la congrégation, qui était représenté en 1884 par la personne de Juan Desoche, personnage reconnu et influent de la colonie. De plus, à la même époque les anciens *ranchos** ou lieux-dits situés aux alentours de San Rafael s'agrandissaient et devenaient petit à petit des « congrégations* », comme par exemple Paso de Telaya ou Mentidero, où se concentraient une partie de la population française.

Cela dit, malgré le pouvoir local et l'envie d'agrandissement, les Français de San Rafael contribuaient aux impôts locaux au même titre que les Mexicains. Dans un tableau de 1891, présenté dans le même texte inédit d'Evelyne Sanchez (recopié ci-dessous), retrouvé aux archives municipales de Jalacingo, est indiqué le nombre de contribuables et le taux d'impôts que les habitants devaient payer, 12, 25, 38, en fonction de leur revenu.

280 Chapitre I-Partie I.

281 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, Sans date, p. 29-30.

282 Ibid. p.31 « Janvier 1887, se réunissaient à San Rafael, le maire de Martínez de la Torre, les membres de la Junta (...) pour décision de la construction d'une maison qui servira d'école primaire ».

Tableau 1

Titre : Pago de la contribución personal al municipio Martínez de la Torre en 1891 y perfil profesional en 1895/Paiement des impôts (contribution personnelle) à la Mairie de Martínez de la Torre en 1891 et profil professionnel en 1895

<i>Lugar</i>	<i>Núm. de contribuyentes *</i>	<i>% 12 pesos *</i>	<i>% 25 pesos *</i>	<i>% 38 pesos *</i>	<i>% Jornaleros **</i>	<i>% Labradores* *</i>	<i>% Artesanos **</i>	<i>% Comerciantes**</i>
<i>Martínez de la Torre</i>	295	95	5	0	45,5	8	17,4	15
<i>Independencia</i>	133	98	2	0	74	17	0	3
<i>Palmar</i>	115	100	0	0	85,6	11,4	1,8	0,6
<i>Paso de Telaya</i>	101	96	1	3	89,3	8,7	0	3
<i>Arroyo del Potrero</i>	49	100	0	0	77,3	20	0	0
<i>San Marcos</i>	104	99	1	0	95	4	0	0,8
<i>Pital</i>	94	99	1	0	84,2	10,5	0	0
<i>Balsas de Agua</i>	89	99	1	0	92	8	0	0
<i>San Rafael</i>	159	72	28	0	60	36	0	4
<i>Mentidero</i>	115	67	33	0	48,4	50	0	0,8
<i>Cañizo</i>	133	99,3	0,7	0	78,5	3,6	0	3,6

Sources: *AMJ, Tesorería, Caja 14, exp. 34. 1891. **AMJ, Tesorería, exp. 58. 1895.

Si l'on additionne la population française, car la plus forte concentration se situait à Paso de Telaya, à San Rafael et à Mentidero, le nombre de contribuables atteint 375. Si on prend en compte cette information, il y avait donc plus de contribuables dans la partie qui correspond au Municipio actuel de San Rafael que dans celui de Martínez. La liste de l'agence consulaire de France datant du 20 mai 1891²⁸³ indique que la majorité des Français de Jicaltepec et de San Rafael étaient des cultivateurs (=labradores*), 86 au total. Par contre, on ne trouve trace que d'un seul journalier (=jornalero). Il est possible de penser que sur les 86 cultivateurs que la liste consulaire a classifiés, une majorité vivait à San Rafael et à Mentidero. Or, les habitants de Mentidero et de San Rafael sont les plus nombreux en pourcentage à payer un

283 Liste que J.C Demard a publiée dans son ouvrage *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*.

impôt plus élevé, cela signifie donc que ces derniers – une majorité de Français – avaient un revenu plus important que les autres habitants du Municipio. C'est-à-dire que les habitants d'une partie de l'actuel Municipio de San Rafael payaient à cette époque plus d'impôts que les autres membres, car ils étaient plus nombreux et gagnaient mieux leur vie.

Ces informations nous mènent à deux hypothèses opposées. D'un côté, la pression financière inégale sur les populations mexicaines et françaises a pu amplifier les rancœurs et accroître ainsi la mobilisation en groupes d'intérêt et de pouvoir locaux avec la volonté de s'écarter des politiques économiques mexicaines. De l'autre, il est possible d'imaginer que les Français acceptaient de payer l'impôt à la collectivité comme un dû. Cependant, la justification du besoin de municipalisation dans les années 2000, reprend des éléments de la première hypothèse. En d'autres termes, c'est comme si les descendants avaient repris un discours du passé pour justifier leurs actes.

2- Le Municipio de Santiago de la Hoz

L'histoire de la fondation du premier Municipio de San Rafael, appelé Santiago de la Hoz, est très peu connue. Les diverses demandes pour avoir accès aux actes du conseil municipal* des Archives municipales de Martínez de la Torre n'ont pas abouti. Les autorités locales ont seulement autorisé la consultation du décret de 2003, et ce, grâce au chroniqueur historique de Martínez de la Torre. Les analyses sur la constitution du Municipio de Santiago de la Hoz²⁸⁴ seront malheureusement incomplètes, mais illustrées par quelques entretiens et des sources secondaires. Il est nécessaire de rappeler certains faits historiques pour comprendre la volonté d'indépendance des descendants de français.

En 1930, le décret numéro 298 du 8 juillet créait le Municipio de Santiago de la Hoz, avec les « congrégations » suivantes : El Pital, Paso de Telaya, San Marcos²⁸⁵, Tres Bocas et San Rafael devient le chef-lieu du Municipio en se séparant de Martínez de la Torre. Le décret du 15 janvier 1931 déroge le décret numéro 298. En 1933, San Rafael réincorpore le Municipio de Martínez de la Torre. En 1932, le gouverneur, Miguel Aguillón Guzmán²⁸⁶, signe un décret daté du 5 novembre, afin de changer les noms de différents villages et Municipios de l'état de Veracruz. San Rafael reçoit le nom de Manuel Acuña²⁸⁷, au grand regret de sa population, avant de redevenir San Rafael en 1942.

284 Cf. Index.

285 Cf. Index.

286 Cf. Index.

287 AGEV Xalapa. *Gaceta Oficial* du 29 de novembre 1932. + Cf. Index.

Selon un informateur²⁸⁸, le municipe de Santiago de la Hoz est formé pendant un an seulement. Le maire renonce rapidement avant de rejoindre Martínez de la Torre. Les causes de l'échec seraient une instabilité politique due à l'époque postrévolutionnaire et à des problèmes économiques en raison d'une mauvaise gestion, qui auraient ruiné le Municipe. Dans son livre dédié à la Révolution Mexicaine, Alan Knight²⁸⁹ évoque cette période tumultueuse à Veracruz et dans d'autres états du Mexique. L'époque postrévolutionnaire est parsemée de conflits politiques et déborde d'histoires violentes, d'affrontements. Knight affirme que le gouvernement libéral qui s'est établi en 1917, se caractérise par des élections manipulées ou violentes et un régime soutenu par un système corporatif*.

« Le municipe était en règle générale dirigé par un chef-militaire et ses alliés, qui ne toléraient pas la concurrence, – mais l'État était assez grand pour exercer un pouvoir personnel – de ce fait, deux ou trois ou plusieurs généraux et sa clientèle pouvaient s'affronter les uns contre les autres. (...) C'est pour cette raison que dans plusieurs villes importantes et dans beaucoup d'états les inimitiés politiques se sont converties en des conflits électoraux violents²⁹⁰ ».

a- Configuration des groupes de pouvoir locaux : San Rafael en développement

Depuis la période postrévolutionnaire et jusqu'en dans les années quatre-vingt-dix, le Mexique est dirigé par le parti politique du Parti National de la Révolution *PNR*, fondé en 1929, puis par le *PRM*, transformé ensuite en Parti Révolutionnaire Institutionnel, le *PRI**. Un des bastions du *PRI* s'est formé à Martínez de la Torre. Le pouvoir du *PRI* agit en son nom, avec la plupart des forces économiques et sociales du pays, à travers le corporatisme – détaillé dans le chapitre VIII-Partie III. Le *PRI* est finalement considéré comme un mécanisme électoral car il utilise les syndicats et les agents locaux (*los caciques* et les instituteurs par exemple). Celui-ci prône le rassemblement de tous les acteurs sociaux, politiques et idéologiques en faisant sans cesse référence à la Révolution²⁹¹. Cependant, le *PRI* des années 40 avait remplacé le soutien des classes les plus défavorisées par le désir d'unité sociale et diminué considérablement les distributions des terres, et prônait un rassemblement national en se basant toujours sur le corporatisme*. À la même époque, le Président de la République

288 Entretien avec N°160, retraité. Carnet de bord, août 2012, San Rafael.

289 Knight A., *La Revolución Mexicana. Del porfiriato al nuevo régimen constitucional. Volumen II. Contrarrevolución y reconstrucción*. Titre original: *The Mexican Revolution* (traducción Luis Cortez Bargalló de la edición de Cambridge University Press, Gran Bretaña, 1986). 1986 Editorial Grijalbo, México. p.905-1076
290 *Ibid.* p.1033.

291 Covo-Maurice J., *La Révolution mexicaine. Son passé et son présent*. Ellipses/ édition marketing S.A., 1999, p.92.

visita régulièrement²⁹² San Rafael, prétextant la construction de la route et le besoin d'unité nationale. Le gouvernement avait sûrement d'autres objectifs politiques comme par exemple trouver des alliés dans son engagement pour la guerre mondiale 39-45 mais aussi négocier les distributions des terres en échange du soutien des agriculteurs propriétaires français de San Rafael. De même, les agriculteurs locaux pouvaient eux aussi chercher un soutien auprès du gouvernement pour ne pas être affectés par la répartition des terres.

Photographie 13

Visite de l'ex-Président Ávila Camacho à San Rafael, 1950



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Alejandro Delón.

Selon plusieurs informateurs interviewés tout au long du travail, un groupe de propriétaires aisés descendants de français contrôlaient les négoce de la zone étudiée, notamment la vanille et le maïs, puis l'élevage. Ce même groupe de pouvoir local faisait partie soit d'un comité d'action que l'on nommera ici *Junta X*, d'où finalement se décidait la plupart des actions économique-sociales et politiques de San Rafael, ou soit des associations commerciales et agricoles de San Rafael.

La *Junta X* générait des bénéfices et les investissait pour le bien-être de la communauté à travers l'organisation de fêtes. De nombreux artistes venaient à San Rafael, comme Luis

292 Archives municipales de San Rafael : Photographie des visites à San Rafael du Président, pas toujours les dates, l'une date du 15 janvier 1950 (après son mandat présidentiel) ci-joint.

Aguilar ou Vicente Fernández²⁹³. Des courses de chevaux, des combats de coqs, des carnivals, des fêtes religieuses pour Noël ou la Toussaint, des tombolas etc. étaient organisés pour récupérer des fonds. Selon différents entretiens, la *Junta X* en collaboration avec le Municipe de Martínez de la Torre décidait en partie de la nomination de l'agent municipal de San Rafael. Il n'existait pas à proprement parler d'élection. L'agent municipal n'avait que peu de pouvoir de décision et ne recevait pas ou du moins peu de rétribution. Nombreux étaient les habitants de San Rafael à se plaindre d'une mauvaise gestion de Martínez de la Torre qui n'offrait pas suffisamment d'infrastructures pour le village comme par exemple le revêtement des rues, qui était effectué par les populations elles-mêmes.

La *Junta X* avait également pour but de créer un espace agricole et commercial. Elle s'adonnait à développer San Rafael en un centre financier important de la région. Ses gestionnaires faisaient partie des plus influents de la région et se mêlaient conjointement aux affaires politiques de l'état de Veracruz. En effet, des réunions privées²⁹⁴ étaient organisées à San Rafael entre les différents dirigeants politiques locaux et régionaux et les acteurs économiques locaux, ce qui a favorisé le développement massif du village entre les années d'après-guerre jusqu'aux années 60. Plusieurs informateurs se rappellent que San Rafael a eu pendant plusieurs années un boom commercial sans précédent et une vie aisée et festive. La construction de la route Tezuatlán-Nautla a favorisé le développement ainsi que la motorisation de l'agriculture et des transports. Il y avait trois agences de tracteurs et de voitures, des banques, un cinéma, des petites usines en pleine expansion, de nombreux commerces et restaurants-bars ou autres lieux festifs comme les *cantinas**.

Ces éléments corroborent la théorie d'une gestion économique de San Rafael par la *Junta X*. L'objectif réel de cette *Junta X* reste plus difficile à prouver. Souhaitait-elle devenir complètement indépendante en défendant la municipalisation de 1929 ? Ne préférait-elle pas finalement faire annuler celle-ci afin de ne pas perdre son pouvoir légitime de décision ? Il est probable qu'une partie des leaders locaux ont interrompu l'élan d'une volonté de municipalisation dans le seul but de défendre leurs intérêts et de garder une position de force.

293 Luis Aguilar (1918-1997), originaire de l'état du Sonora, acteur (âge d'or du cinéma mexicain) et chanteur (música ranchera). Vicente Fernández (1940-), originaire de l'état de Jalisco, chanteur et compositeur (música mariachi et ranchera). Les deux chanteurs sont très connus et réputés au Mexique.

294 Elles continuent toujours d'exister. Presse.

b- Les problèmes de violence

La *Junta X* composé par un groupe influent économiquement, contrôlait le pouvoir local. Ce monopole a pu conduire les habitants à vivre dans un climat de violence, de jalousie et d'agression. Les informateurs interviewés n'ont pas souhaité que leurs récits sur les actes de violence soient divulgués, c'est pourquoi, afin de respecter la confidentialité, les faits exposés ici seront tirés des livres de Bernot et de Contreras.

Bernot fait état des funestes effets des problèmes politiques²⁹⁵ et de la violence qui existait pendant la création du Municipio de Santiago de la Hoz. En 1929, de nombreux assassinats et délits de vols sont commis et un nouveau mouvement révolutionnaire éclate dans la région. Il est manifeste que la situation était moins évidente pour les anciens colons car depuis 1916, ils n'étaient plus protégés par le Consulat français.

V. Contreras raconte elle aussi ces actes de violence²⁹⁶ entre les habitants de San Rafael. En 1938, le village ne possédait qu'une seule rue, celle qui longeait le fleuve. Quelques habitants et un professeur originaire de Xalapa, Gustavo del Valle²⁹⁷, avaient fondé un comité, qui avait pour but de développer le village, notamment les quartiers excentrés. Ils souhaitaient construire des routes en récupérant des terrains. Pour ce faire, ils demandèrent au gouverneur de Veracruz, qui les dirigea directement vers le Président de la République, Lázaro Cárdenas, qui leur donna son accord. Mais apparemment, cette situation ne plaisait pas à tout le monde, car Gustavo et un des membres du comité, Enrique Wittenez²⁹⁸, furent menacés, puis assassinés, mais aucun coupable n'a été arrêté. Ce projet fut malgré tout réalisé quelques années plus tard. Selon Bernot, le même Wittenez, faisait partie d'une association de planteurs de bananes²⁹⁹, qui fut créée à Jicaltepec en 1923. Plusieurs planteurs de San Rafael, Paso de Telaya, Jicaltepec et Mentidero s'étaient associés à cette coopérative pour lutter contre les grands producteurs de la région.

À partir de ces informations, il est possible d'émettre plusieurs hypothèses brèves. Il est probable que la *Junta X* ne souhaitait pas voir la création de nouveaux collectifs, comités ou associations qui avaient pour ambition de diriger des travaux comme ici la route. De plus, s'ils

295 *Op. cit.*, Bernot C.E., p. 59-60.

296 Contreras Velázquez V., *La colonización francesa de San Rafael, Veracruz*. Tesis. Universidad Veracruzana. Facultad de historia, Xalapa (Ver.). Marzo de 1993. p. 34-36.

297 Cf. Index.

298 Cf. Index.

299 *Op. cit.*, Bernot C.E., p. 57.

ont essayé de récupérer des terres pour la construire, cette situation a forcément provoqué des tensions. En d'autres termes, soit le groupe de la *Junta X* voulait devenir Municipio pour gérer l'ensemble des décisions et avoir les pleins pouvoirs. Soit un autre groupe issu de « congrégations » voisines a voulu municipaliser San Rafael dans le but de se défaire de l'influence de la *Junta X*, mais celle-ci a fait échouer le projet pour garder ses intérêts et le monopole, et a préféré continuer à négocier avec Martínez de la Torre. Il est difficile de savoir ce qui s'est réellement passé. Des questions restent en suspens: pourquoi les pouvoirs locaux et régionaux auraient accepté un Président Municipal originaire de San Rafael dans les années 40 ? Comment une route a-t-elle pu être construite également dans les années 40, si quelques années auparavant une partie de la population ou du moins des personnes malveillantes, ou peut-être celles à qui on prétendait enlever les terres, s'y étaient farouchement opposées ?

En 1955, un violent ouragan, Janet, s'abat sur San Rafael détruisant toutes les récoltes et faisant d'importants dégâts matériels. C'est à ce moment-là que la *Junta X* perd de son pouvoir et qu'une reconfiguration des groupes de pouvoir locaux apparaît à cause de cette crise agricole. De nouveaux leaders, éleveurs et producteurs de maïs, commencent à opérer sous la botte d'un puissant agriculteur descendant de français, ayant un réseau politique influent à Xalapa. Parfois, ce nouveau groupe s'associait avec les membres de la *Junta X* pour des affaires de terres et d'autres fois, les deux blocs s'opposaient complètement pour conserver le monopole du pouvoir. Les deux chefs des deux bandes étaient des descendants de français appartenant à des familles très anciennes de San Rafael. Celles-ci ont toujours œuvré pour la collectivité, appartenu au rang du pouvoir et développé leur économie très rapidement. En d'autres termes, la compétition entre ces deux familles a toujours été forte, même si parfois ils ont dû s'associer pour mieux régner. En effet, certains anciens de la *Junta X* se sont associés avec eux voyant leurs privilèges diminuer. D'autres restèrent isolés pour ne pas avoir à faire de pacte avec de nouveaux « amis » – n'ayant jamais eu d'affinité particulière avec les nouveaux leaders – Leur économie avait considérablement baissée et ils ne pouvaient plus rentrer dans le jeu des pouvoirs ou bien car, ils avaient vieilli et préféraient céder la place à leur descendance.

C'est ce nouveau groupe issu de la nouvelle génération, ayant créé des alliances entre nouveaux leaders et anciens leaders, qui va lutter pendant 30 ans pour fonder le *Patronato pro municipalización*, qui n'aboutira qu'en 2000 et qui va donner lieu à la création du Municipio de San Rafael en 2003, mettant en perspective la défense d'un territoire et d'une identité locale, et qui va bénéficier de l'aide de la France.

B-SAN RAFAEL ET SES RELATIONS POLITIQUES : CONFLITS POUR LE POUVOIR

À San Rafael, plusieurs groupes sont entrés en lutte pour la gestion du pouvoir. La dispute principale, présentée ici, tourne autour de la création du municipe, remettant en cause la configuration des pouvoirs existant depuis de nombreuses années et menaçant la survie de certains groupes d'intérêt. À cette querelle, s'ajoute les discours sur l'identité que les membres en faveur du municipe utilisent pour défendre un territoire, mais aussi un mode de vie, une culture, une origine. Est-il alors possible d'imaginer que la création du municipe en 2003 a servi la revitalisation française ou l'inverse ?

1- Le Patronato pro-municipalización et la victoire

En novembre 2000, le *Patronato pro municipalización* de San Rafael sollicite la création du Municipe libre de San Rafael, état de Veracruz au Congrès législatif* de Xalapa, capitale de Veracruz. Selon le Journal des débats du Congrès de l'état de Veracruz*, les faits ont été organisés suivant un dispositif légal ici rapporté dans un tableau.

Tableau 2
Titre : Récapitulatifs des événements liés à la municipalisation 2000-2003

Novembre 2000	Demande du <i>Patronato Pro-Municipip.</i>
18 janvier 2001	Envoyé devant le Congrès de l'état
2 mai 2001	Autorisation d'ouvrir une commission pour étudier la demande
2 octobre 2001	Étude de terrain à San Rafael par la commission
4 juillet 2001	Étude de l'INEGI pour calculer le nombre exact d'habitants que le projet intègre. Selon l'INEGI, si le Municipio avait lieu, S.R se composerait de 36 925 habitants (soit 29 972 de Martínez et 6953 de Tecolutla)
30 juillet 2002 (session du Conseil Municipal du 7/09/2002)	Avis demandé à la Mairie de Martínez et de Tecolutla
18 octobre 2002	Réponse négative des mairies de Martínez et de Tecolutla
8 janvier 2003	Étude réalisé par <i>Finanzas*</i> (impôts) sur la fiabilité économique du projet
10 octobre 2003	Avis demandé au Gouverneur Alemán
17 novembre 2003	Le Gouverneur donne une réponse favorable et accepte le projet avec 47 localités appartenant à Martínez. La Commission des Limites territoriales donne aussi une réponse favorable
8 décembre 2003	Vote au Congrès de l'état de Veracruz
29 décembre 2003	Publication du décret dans la <i>Gaceta Oficial</i>
1 er janvier 2004	Prise des fonctions du Conseil Municipal de San Rafael
Novembre 2004	Les autorités municipales de Martínez envoient la Controverse Constitutionnelle à la Cour Suprême de Justice de la nation
20 septembre 2005	La Cour Suprême de Justice réaffirme la décision du Congrès de l'état de Veracruz et la validité de l'article 33

Photographie 14

Manifestation pour la municipalisation, 2000-2003



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Carlos Alberto Fernández Callejas.

Le *Patronato* a été formé par 26 membres dont essentiellement des descendants de migrants français³⁰⁰ agriculteurs³⁰¹. Selon plusieurs membres fondateurs³⁰², le fait d'être d'origine française aurait aidé et facilité leur capacité d'organisation, leur volonté de créer un Municipio et le faire prospérer. Cet argument un peu discriminatoire, sous-entend que les Mexicains n'auraient jamais eu l'aptitude de mener à bien un tel projet. À cela, les personnes qui ont défendu la municipalisation rétorquent que de toute façon, tous les domaines économiques de San Rafael, agriculture, commerce, services, sont gérés et dominés par des descendants. Ce sont surtout des agriculteurs qui sont à l'origine du mouvement de municipalisation car ils ont plus de relations sociales avec les différents dirigeants. Ils représentent également un poids économique sur la région, générant des emplois et la grande partie des ressources qui soutient l'économie de San Rafael. De ce fait, le projet de « municipalisation » a été entrepris par des personnes fortunées et, elles ont pu ainsi ouvrir une brèche pour que le municipio fleurisse. Il est important de rajouter que depuis sa création

300 Entretien avec N° 155, politique. Carnet de bord, août 2012, San Rafael.

301 Entretien avec N° 157, politique. Carnet de bord, août 2012. San Rafael.

302 Travail de terrain 2012.

jusqu'aux dernières élections de 2013, les maires qui se sont succédés ont toujours été des descendants de français. Le mythe de la réussite sera abordé dans le chapitre VIII, mais ce qui est intéressant ici est la manière dont l'économie et les relations ont influé sur la « municipalisation ». Les descendants affirment, très fièrement, que les relations que les habitants de San Rafael ont eues avec les gouvernements de l'état de Veracruz et fédéraux ont toujours été bonnes, ce qui a permis aux différentes générations de descendants d'assurer la continuité des projets économique-sociaux pour le bien-être des populations. Les mouvements de séparation de *pueblos** sont toujours menés par leurs élites, mais dans ce cas qu'avaient-elles à y gagner ? Leur liberté face à Martínez de la Torre ? Une reconnaissance sociale ? Obtenir et gérer des ressources financières pour San Rafael ?

Le projet incluait des congrégations du Municipio de Martínez de la Torre³⁰³ et de Tecolutla³⁰⁴. Dans le document du *Patronato* datant de 2000, des feuilles de pétitions sont classées et signées en faveur de la création du Municipio par des écoles, des agents et sous-agents municipaux*, des associations de travailleurs ou culturelles des différentes congrégations qui étaient susceptibles d'intégrer le Municipio.

Dans la presse du *Diario Xalapa* de novembre-décembre 2003 et janvier 2004, on assiste à un revirement de situation. Des agents municipaux, des associations se disent opposées à la création du municipio de San Rafael :

La majorité des agents et sous-agents municipaux ont présenté leur désaccord car ils considèrent que l'on a outre passé leur opinion (...). Plus de 90% de la population de Martínez, y compris la population concernée par le projet de municipalisation, est contre la création du Municipio (de San Rafael)³⁰⁵.

Les opposants démontrent leur mécontentement à plusieurs reprises lors de manifestations³⁰⁶ comme celle du 14 octobre 2003³⁰⁷, et affirment même qu'ils ne comprennent pas pourquoi les habitants de San Rafael se disent marginalisés si les autorités municipales leur avaient donné 40% du budget annuel³⁰⁸. Dans la *Controverse Constitutionnelle**, il est même indiqué que ces agents et sous agents municipaux auraient

303 Relaciones de adhesiones al proyecto del Municipio de San Rafael correspondientes al Municipio de Martínez de la Torre, Volumen 2/3, noviembre del 2000. Document prêté par un des fondateurs.

304 *Ibid.* Tecolutla, Volumen 3/3, noviembre del 2000. + Cf. Index.

305 Archives Historiques Municipales de la ville de Xalapa. Diario de Xalapa. 5 décembre 2003.

306 *Ibid.* *Diario de Xalapa*. 28 novembre 2003.

307 *Ibid.* *Diario de Xalapa*. 23 octobre 2003.

308 *Ibid.* *Diario de Xalapa*. 23 octobre 2003.

publié un article dans le *Gráfico de Martínez*, le 30 juillet 2002, pour manifester leur fierté d'appartenir à Martínez et leur volonté de continuer à l'être.

On estime qu'entre 2000 et 2003, les agents municipaux ont pu changer ainsi que les enjeux politiques et économiques locaux. De plus, le pouvoir de décision de l'agent municipal et des sous-agents municipaux est minime. Il est nommé constitutionnellement mais n'a qu'un statut honorifique. Il peut être élu, nommé lors d'une commission dans la communauté ou par courrier. C'est le bras droit de la Mairie, qui va permettre d'établir une relation entre les habitants d'une congrégation et le Maire. Il doit s'occuper de la santé, l'éducation et de la sécurité de la population. Selon un informateur politique³⁰⁹ qui a été au cœur du conflit, seulement deux agents municipaux étaient d'accord pour intégrer un nouveau Municipio. Pour lui, même si la loi obligeait le Congrès à demander un avis à la Mairie et aux agents municipaux, ils avaient seulement le droit de donner leur opinion, mais n'avaient en aucun cas un pouvoir de décision. « Il ne s'agit pas de convaincre mais de s'exprimer, c'est le Congrès qui décide³¹⁰ ».

En examinant la presse du *Diario Xalapa* de 2000 à 2003, les travaux publics et les manifestations culturelles se succèdent à cette époque dans le Municipio de Martínez de la Torre. Le Maire et ses conseillers proposent différents projets d'infrastructures : nettoyage du fleuve, traitement des eaux usées, amélioration de l'éclairage public, agrandissement des voies publiques, construction de ponts ; et des aides sociales : bourses scolaires et aides alimentaires. Pour faire pression sur les membres du *Patronato* et les habitants de San Rafael, le Municipio de Martínez alla même jusqu'à retirer le passage des camions d'éboueurs et à diminuer les effectifs de police à San Rafael³¹¹.

Il est possible de supposer que les agents municipaux à cette époque ont subi une forte pression autant de la part des dirigeants et agents locaux de Martínez que de ceux de San Rafael. L'ampleur du projet était trop important tout comme les répercussions économiques et territoriales. San Rafael demandait tout de même 35% du territoire³¹² de Martínez de la Torre pour constituer son Municipio, ce qui représentait entre 22 et 43 congrégations selon les différentes sources, soit environ 38 mille hectares³¹³. Selon l'INEGI*, si le Municipio avait

309 Entretien avec N° 159, politique. Carnet de bord, août 2012. San Rafael.

310 *Ibid.*

311 Entretien avec N° 159, politique. Carnet de bord, août 2012. San Rafael. Archives Historiques Municipales de la ville de Xalapa. *Diario de Xalapa*. 21 décembre 2003.

312 AGEV/Xalapa H. Congreso del Estado libre y soberano de Veracruz Ignacio de la Llave, LIX Legislatura 2000-2004, Primer periodo de sesiones ordinarias, año 4, volumen I, Tomo 2.

313 Archives Historiques Municipales de la ville de Xalapa. *Diario de Xalapa*. 17 décembre 2003.

lieu, S.R se composerait de 36 925 habitants (soit 29 972 de Martínez et 6953 de Tecolutla) ce qui représentait une perte de subventions et une perte d'électeurs et de contribuables pour Martínez de la Torre. En 2003, le Municipio de San Rafael se compose de 60 congrégations ayant pour chef-lieu San Rafael³¹⁴.

Cependant, malgré les manifestations, pressions, et après une étude réalisée et de forts débats au Congrès ainsi que l'avis favorable donné par le gouverneur de Veracruz, Miguel Alemán Velasco³¹⁵, le Congrès vota : 4 députés ne donnèrent pas leur avis, 9 étaient contre et 33 étaient pour³¹⁶. San Rafael fut déclaré Municipio le 8 décembre 2003 et le gouvernement local provisoire désigné prit ses fonctions³¹⁷ le 1^{er} janvier 2004 jusqu'au 31 décembre 2004, puis des élections furent organisées. La superficie du Municipio est de 29 114 hectares environ et se situe entre les Municipios de Tecolutla³¹⁸ (il n'a finalement pas été affecté), Martínez de la Torre, Misantla et Nautla (cf. la carte). San Rafael se composait de 28 883³¹⁹ habitants, représentant environ 25% de la population de Martínez de la Torre en 2003.

314 AGEV/Xalapa Gaceta Oficial, 29 décembre 2003, dossier 1373.

315 Cf. Index.

316 AGEV/Xalapa H. Congreso del Estado libre y soberano de Veracruz Ignacio de la Llave, LIX Legislatura 2000-2004, Primer periodo de sesiones ordinarias, año 4, volumen I, Tomo 2.

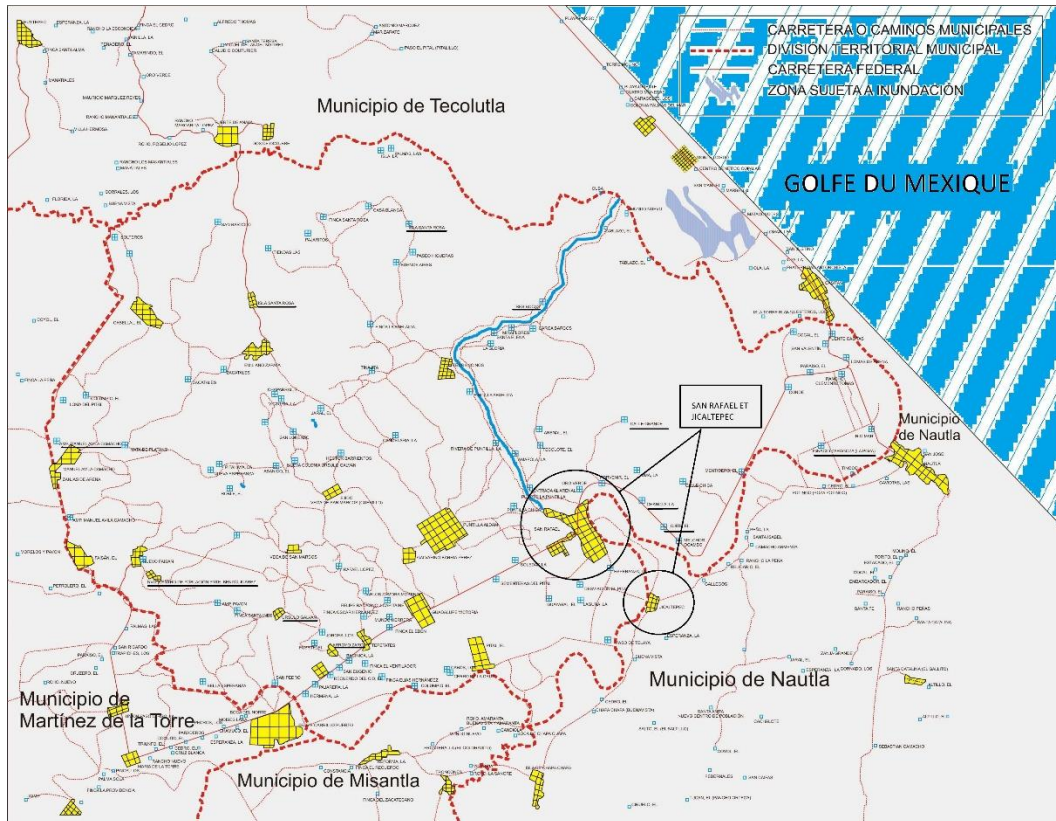
317 Archives Historiques Municipales de la ville de Xalapa. *Diario de Xalapa*. 6 janvier 2004.

318 Cf. Index.

319 AGEV/Xalapa H. Congreso del Estado libre y soberano de Veracruz Ignacio de la Llave, LIX Legislatura 2000-2004, Primer periodo de sesiones ordinarias, año 4, volumen I, Tomo 2.

Carte 3

Limites actuelles du municipe de San Rafael (pointillé en rouge)



Sources : Élaboration de l'auteur à partir de : Document donné par la Mairie de San Rafael, 2008 (service chargé des cadastres). Grand rond noir : San Rafael / Petit rond noir : Jicaltepec.

Photographie 15

La mairie de San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2007.

2- « Le caprice de la bande de Français de San Rafael » ?

Après avoir décrit le contexte global dans lequel s'est passé la municipalisation, il est important de revenir sur certains points, de détailler les faits pour comprendre l'ensemble du conflit et le mettre en relation avec l'identité française. La municipalisation permet de saisir les conflits locaux, les relations sociales qui se sont tissées entre différents groupes de pouvoir et la volonté assumée de défendre un territoire et une identité. Une analyse minutieuse, grâce aux entretiens réalisés avec les politiques du Municipe de San Rafael, et les agents locaux et témoins de l'époque et certaines sources provenant des archives de l'état et des archives municipales de Martínez de la Torre, sera présentée dans le but de comprendre les relations de pouvoir et d'interpréter la récupération d'un territoire par les descendants de français.

Les relations de pouvoir entre les différents acteurs sociaux de l'époque, ici présentés, se croisent et interagissent sur plusieurs niveaux : local (San Rafael), régional (état de Veracruz) et national (état fédéral) ; ils sont liés directement ou indirectement. Des conflits d'intérêts naissent sur plusieurs plans, mais ils seront étudiés du particulier au général.

Tableau 3
Titre : Résumé de la situation politique entre 2000 et 2003

<p>Zone régionale:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partis politiques dominants <p>Martínez de la Torre: <i>PAN*</i> San Rafael: <i>PRI</i> Tecolutla: <i>PRI</i></p>	<p>Zone nationale :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Partis politiques <p>Rupture avec le <i>PRI</i> : Gouvernement National de Vicente Fox en 2001 devient le <i>PAN</i> (réformes structurelles : <i>PROCEDE</i> et article 2)</p>
<p>Zone du Veracruz (état) :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Parti politique dominant <p>État de Veracruz : <i>PRI</i></p> <p>Relations étroites avec San Rafael : haute sphère du pouvoir qui a des relations avec des descendants de migrants français de San Rafael</p>	<p>Zone locale:</p> <p>San Rafael :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Institution formelle <p>-<i>Patronato pro-municipalización</i>: défend la municipalisation depuis 30 ans</p> <ul style="list-style-type: none"> • Structure <p>-<i>Junta X</i> : perd du pouvoir</p> <ul style="list-style-type: none"> • Groupe de pouvoir local <p>-<i>Caciques</i> locaux: dominant la zone, très influents, s'opposent à la création du Municipio</p>

a- Le conflit local avec les autorités de Martínez de la Torre

Le premier conflit est d'ordre local. Depuis les années 50, deux pouvoirs politiques dominant à San Rafael, l'agent municipal et son conseil qui dépendent encore de Martínez de la Torre et la *Junta X* qui ont le rôle d'assurer le bon développement du village. Il existe aussi un autre pouvoir politique, les *caciques* locaux. Ils sont capables de contrôler le vote lors des élections en motivant leurs troupes, mais à San Rafael ils exercent aussi une domination financière grâce à leurs richesses. Ils peuvent donc faire pression sur le pouvoir politique et sur les décisions de la *Junta X* ou même parfois en être les membres dirigeants. Or, depuis les petites crises économiques parvenues après l'ouragan Janet autour des années 58-60, puis la grande crise économique nationale des années 80 ainsi que les réformes structurelles des années 90, s'opère à San Rafael un repositionnement des groupes politiques et une

articulation d'intérêts différents. Au sein de la société *sanrafaelense*, l'ordre des choses est bouleversé car la *Junta X* ne proposait plus aucune alternative économique ni politique aux habitants car elle n'en avait plus les moyens³²⁰ et ses recettes n'absorbaient plus les nécessités dont la localité avait besoin³²¹. C'est alors qu'un groupe, majoritairement d'origine française, et pour la plupart qui a participé au jumelage en 1986-1988 et a défendu le patrimoine culturel et l'héritage culturel français, met en œuvre le *Patronato pro municipalización*, qui aboutit en novembre 2000 à la demande d'indépendance vis-à-vis de Martínez de la Torre³²². Cette requête va provoquer de nombreux conflits et des oppositions. Nous tenterons de comprendre dans un premier temps ce qui est remis en cause au niveau local et pourquoi ?

Le règlement intérieur, selon l'article 33 (XI, b) de la Constitution Politique Locale* et l'article 5 de la *Loi Organique du Municipio libre*, indique les obligations suivantes³²³ pour obtenir le droit de constituer un municipio : le congrès composé de députés a le droit de décider par vote (2/3 des membres) de la création de nouveaux municipios, de la suppression ou de la fusion de un ou plusieurs municipios, de la modification de l'extension des municipios et de résoudre les questions qui surgissent entre les municipios sur les limites territoriales, avec une demande préalable aux mairies concernées et au gouverneur de l'état. La population du Municipio doit être supérieure ou égale à 25 000 habitants, le Municipio doit disposer de ressources suffisantes, de locaux adéquats pour la mairie, de bonnes infrastructures urbaines et de bons moyens de communication, des réserves de territoires suffisants pour construire des logements afin de satisfaire les besoins d'une population croissante. Tous ces éléments ont été remplis selon le vote du Congrès en 2003.

Cependant, les pouvoirs locaux de Martínez étaient farouchement opposés à la demande du *Patronato*. Le Conseil Municipal, le Maire, le syndicat, et presque tous les régisseurs, ont voté contre³²⁴. N'ayant plus aucun recours possible devant le Congrès de l'état de Veracruz, les autorités de Martínez envoyèrent une requête appelée *Controversa Constitucional*³²⁵ en

320 Entretien avec N° 49, commerçant. Carnet de bord, août 2012, San Rafael.

321 Entretien avec N° 155, politique. Carnet de bord, août 2012, San Rafael.

322 AGEV/Xalapa H. Congreso del Estado libre y soberano de Veracruz Ignacio de la Llave, LIX Legislatura 2000-2004, Primer periodo de sesiones ordinarias, año 4, volumen I, Tomo 2.

323 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

324 Entretien avec N° 159, politique. Carnet de bord, août 2012. San Rafael.

325 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

novembre 2004 à la Cour Suprême de Justice de la Nation* à México DF. C'est le seul document qui a pu être consulté dans les archives municipales de Martínez.

En réalité, le débat tournait autour de la question du territoire, des impôts et des dépenses publiques. La polémique provenait de la relation qui a été entretenue entre le gouverneur de Veracruz et les descendants.

Les membres du *Patronato* allèguent dans la presse du *Diario Xalapa*, le 18 novembre 2003, que la création du Municipio permettra un meilleur développement de la zone en tant que micro-région, car elle bénéficiera de deux municipes puissants³²⁶. Les opposants à sa création n'entendent pas cette initiative de la même manière et affirment le contraire dans la même presse le 28 novembre 2003, en ajoutant que cette création sera plutôt une source de division³²⁷ et de pauvreté³²⁸. Cette division ne convenait pas aux autorités de Martínez, car en perdant une partie de son territoire, elles allaient perdre une partie de leur budget. La population allait se réduire et donc la participation économique des contribuables aussi. Selon les sources orales, Martínez n'a perdu en réalité qu'une partie de son territoire mais la municipalisation n'a pas eu de conséquences directes sur son budget.

Dans la *Controverse Constitutionnelle*, les autorités de Martínez estimaient que San Rafael ne comptait pas la population requise. De nombreuses congrégations ne voulaient pas intégrer le nouveau Municipio et préféraient rester dépendants de Martínez. San Rafael n'avait pas la capacité financière pour devenir Municipio, n'avait pas de local pour créer la mairie, n'avait pas les infrastructures urbaines adéquates, ni les réserves territoriales suffisantes pour accueillir une population croissante. Ils accusaient les leaders du projet de vouloir diviser la population. Il y a donc une question de négociation qui transparaît en arrière-plan. Ceux qui à San Rafael ont défendu la municipalisation ont alors pu aller négocier pour unir à leur projet les congrégations qui allaient leur permettre d'atteindre le nombre de 25000 habitants. Les agriculteurs les plus aisés étaient les plus en mesure que les autres de mener ces négociations. Ils pouvaient facilement offrir du travail aux habitants des villages, proposer la construction d'infrastructures dans les villages si le municipe aboutissait, ou encore négocier avec les petits paysans ou les *ejidatarios* des collectes de différentes récoltes vendues ensuite à des grossistes.

326 Archives Historiques Municipales de la ville de Xalapa. *Diario de Xalapa*. 18 novembre 2003.

327 *Ibid.* *Diario de Xalapa*. 28 novembre 2003.

328 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

San Rafael ne répond pas aux critères qu'exige la loi pour être Municipio et maintenant on dirait qu'il s'agit d'un caprice (...). Pour qu'une congrégation s'élève au rang de Municipio, elle doit être composée de 25000 habitants, et San Rafael, à elle seule, compte 12000 habitants, et c'est pour cela qu'ils ont intégré des communautés avoisinantes comme Potrero Nuevo, Pital, Puntilla Aldama et d'autres, pour compléter [l'effectif manquant]³²⁹.

En résumé, pour les opposants, il s'agissait d'affirmer dans la Controverse que les articles 5 et 6 de la *Loi Organique du Municipio libre**, les articles 115 et 116 de la Constitution Fédérale*, la décision des habitants³³⁰ du Municipio de Martínez, l'opinion des agents, celle des sous agents municipaux et des chefs de quartiers* avaient été bafoués et violés.

L'article 115 ne permet pas la création de nouveaux municipios et encore moins que ces derniers puissent prendre dans un pour en constituer un autre, ce qui fragilise la division territoriale des municipios existants (...). L'article 116 ne le permet pas non plus. La législature de Veracruz a outrepassé son pouvoir de décision, en violant l'article 41 constitutionnel, qui indique que le peuple exerce une souveraineté grâce aux pouvoirs de l'union, pour les sujets qui sont en relation avec le fonctionnement intérieur (...). Le congrès de l'état n'a pas le droit de nommer le Conseil Municipal qui émane de la création du nouveau Municipio³³¹.

Les autorités de Martínez reprochaient également au gouverneur d'avoir violé lui-même la loi.

Le gouverneur de l'état de Veracruz, avait connaissance de l'opinion de la Mairie de Martínez, il dû se soumettre à la volonté du peuple en accomplissant la Constitution Fédérale, locale et la Loi Organique du Municipio libre de l'état, en le faisant il se serait opposé à la promulgation et à la publication du Décret, en ne le faisant pas il a violé l'article 128 de la Constitution Fédérale³³².

Celui-ci rétorque aux autorités de Martínez d'avoir exprimé leur mécontentement par des voies légales inadéquates, comme la lettre publiée dans le journal régional par les agents et sous-agents municipaux³³³.

329 *Ibid.*

330 *Ibid.* En 2001, un débat avait eu lieu au sein du Municipio, et un plébiscite avait été organisé. La commission des surveillances des votes avait affirmé : 37 680 bulletins, dont 35 645 contre et 1744 pour, 300 nuls.

331 *Ibid.*

332 *Ibid.*

333 *Ibid.*

De surcroît, c'était également l'origine des personnes qui revendiquaient ce projet qui posa un problème de manière indirecte dans les débats. Cette demande a pris de l'ampleur et certains opposants vont même jusqu'à dire qu'il s'agissait d'une « folie ou d'un caprice de la bande de Français de San Rafael³³⁴ » ou encore que « quelques personnes d'origine française ont créé une fondation pour diviser le Municipio³³⁵ ». Effectivement, même si la municipalisation a été un enjeu très important pour la localité et les acteurs impliqués, il ne faut pas nier le rôle que les relations socio-culturelles entre San Rafael et la France ont joué pendant le conflit politique lors de la création du municipio. Le soutien de plusieurs membres de l'association franco-mexicaine de Champlitte apporté aux affiliés du *Patronato pro municipalización* a été décisif, légitimant les groupes dominants mais écartant par la même occasion d'autres pouvoirs locaux. Ce rapprochement France-Mexique a ouvert une brèche pour que certains Français de la Haute-Saône adhèrent au mouvement : « je trouvais que c'était un beau combat de la vitalité d'une région³³⁶ ». Les défenseurs du projet de municipalisation ont ainsi pu jouer de l'identité française pour appuyer leur demande.

b- La réponse de la Cour Suprême de Justice

La Cour Suprême de Justice réaffirme en 2005, la véracité du Décret 598 du 15 décembre 2003 qui créait le Municipio libre de San Rafael. La législature récuse les affirmations selon lesquelles les articles 5 et 6 n'auraient pas été respectés.

L'article 5 de la loi, autorise le Congrès de l'état à créer des nouveaux municipios à travers un vote des 2/3 de ses membres, et en ayant préalablement entendu l'opinion du gouverneur et de la mairie des municipios concernés. (...) L'INEGI a informé, le 10 avril 2002, que la population totale des localités était de 36 925 habitants, desquels 29 962 appartenaient à Martínez et 6953 à Tecolutla³³⁷.

Elle rajoute que même si la loi impose d'écouter l'opinion émise par les mairies et le gouverneur, elle n'oblige pas à entendre la voix des agents et sous agents municipaux, car cette dernière sera intégrée à celle que donnera la mairie. De plus, le Congrès n'est en aucun

334 Entretien avec N° 157, politique. Carnet de bord, août 2012. San Rafael.

335 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación. Lettre écrite à la député Présidente de la « Comisión Permanente de la Quincuagésima Novena Legislatura del Estado » (27/08/2002).

336 Entretien avec N°158, écrivain. Carnet de bord, octobre 2012. Champlitte.

337 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación. Accord du 30 juin 2002.

cas soumis à la décision du gouverneur, et décidera selon les faits qui lui sont rapportés et non pas en accord avec eux.

Elle rejette ensuite les affirmations qui indiquent que le Municipio n'avait pas les ressources ni les infrastructures urbaines suffisantes, et ne comportait pas de locaux adéquats ni d'un réseau de communication suffisant car elle estime qu'une commission a été ordonnée pour vérifier ces informations dans la localité et qu'un rapport du Ministère de l'économie et des finances a été rendu. Elle certifie que la création du Municipio n'affecte pas de manière significative la mairie de Martínez car la population concernée ne représente pas plus de 25% de la population totale. En d'autres termes, le parti du *PAN* au niveau fédéral n'a pas envie de provoquer une dispute avec le *PRI* de Veracruz pour une affaire locale. L'autre raison possible pour laquelle la Cour Suprême n'a pas voulu faire jurisprudence est due au fonctionnement même d'un État fédératif. Revenir sur une décision d'un état n'était pas réellement possible pour l'Etat fédéral car il risquait la foudre des autres états, uniquement pour la cause de Martínez de la Torre. Il n'y avait pas de raison suffisante pour l'État fédéral de défendre le cas de Martínez.

Elle atteste que « même si c'est vrai que l'article 115 constitutionnel n'affirme pas que les législatures locales puissent fonder des municipes³³⁸ », les états ont bien le droit de faire leur propre Constitution Locale sans affecter la cohésion nationale. « Selon l'article 124, ces facultés – le droit de créer des municipes – ne sont pas expressément conférés par la Constitution Fédérale aux fonctionnaires fédéraux (articles 73 à 76 de la Constitution Fédérale) mais sont attribuées aux états dans une Constitution locale³³⁹ ».

Elle démontre également que le Congrès de l'état a le droit de désigner les membres du Conseil Municipal lorsqu'un accord entre les 2/3 des membres de celui-ci et les voisins du Municipio qui intègrent le Conseil Municipal a été passé. De ces faits, ni l'article 115 et 116 n'auraient été violés, et la division des pouvoirs aurait bien été respectée.

Le gouverneur manifeste qu'accepter un argument [=aucune législature locale a le droit de créer des nouveaux municipes] reviendrait à nier l'existence du bon droit et de promouvoir le retard du développement de l'état de Veracruz.

338 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

339 *Ibid.*

Même si l'article 115 ne prévoit pas la création d'un nouveau municipe, les articles 117 et 118 de la « Carta Magna » ne l'interdisent pas. Les articles 40 et 41 constitutionnels établissent que les états sont autonomes par rapport à leur règlement intérieur³⁴⁰.

c- Le conflit au niveau régional entre les partis politiques

Le deuxième conflit intéressant se situe au niveau régional. Il s'agit bien plus d'un problème de partis politiques, c'est-à-dire une opposition politique entre la mairie de Martínez de la Torre dite *panista* et celle de San Rafael dite *priista*, qui a joué un rôle important dans la séparation du Municipe. Le *PRI* domine complètement l'état de Veracruz et, jusqu'à 2000, l'Etat fédéral. Or, le *Patronato* a fait la demande de municipalisation en 2000, pour se séparer de Martínez de la Torre, berceau du *PRI* mais devenu *PAN*. Les élites de San Rafael ont donc utilisé une conjoncture politique pour impulser leur projet politique local.

Lors du débat au Congrès de l'état, deux avis sont énoncés entre les membres du *PAN* et ceux du *PRI* au sujet de la municipalisation, et on comprend également que cet antagonisme a été provoqué par les relations politiques que le gouverneur entretenait avec les membres du *Patronato* et par l'origine de ces derniers. Dans les débats³⁴¹, on assiste donc à l'évaluation des implications socio-politiques et juridiques que représentait une séparation.

Miguel Alemán Velasco, gouverneur de Veracruz, partisan et membre du parti du *PRI*, ami de nombreux habitants de San Rafael et des adhérents du *Patronato*, donne un avis favorable³⁴² à la création du Municipe. Les politiques de San Rafael s'accordent à dire que la décision favorable du gouverneur a joué un rôle dans la décision du Congrès, même si la loi n'imposait en aucun cas d'écouter la décision du gouverneur. C'est-à-dire qu'il s'agit bien d'une relation de force, quel que soit le cadre juridique. L'importance stratégique de la revendication de l'identité française et de l'origine française des membres fondateurs, dans ce contexte précis, a joué un rôle essentiel. Non seulement les fondateurs pouvaient revendiquer un territoire et une identité commune, sous la forme de discours « unificateur » utiles pour créer le municipe mais, ils avaient aussi leurs relations avec les dirigeants de l'état de Veracruz depuis très longtemps pour soutenir leur demande. Leur origine a pu leur donner une plus-value pour négocier et pour trouver des alliés grâce à leurs amitiés franco-mexicaines au Mexique et en France.

340 *Ibid.*

341 AGEV/Xalapa H. Congreso del Estado libre y soberano de Veracruz Ignacio de la Llave, LIX Legislatura 2000-2004, Primer periodo de sesiones ordinarias, año 4, volumen I, Tomo 2.

342 Archives Historiques Municipales de la ville de Xalapa. *Diario de Xalapa*. 17 décembre 2003.

Le gouverneur de l'état, Alemán a été une pièce fondamentale à cette époque, un détonateur, pour que la législature tende vers un vote favorable à la création du Municipio de San Rafael. Définitivement, sans l'intervention de celui-ci, tout cela aurait été quasiment impossible. Le rôle de sa femme, Christiane Magnani³⁴³, qui avait un lien particulier avec San Rafael, et le rapport avec la France ont effectivement dû influencer sur les événements³⁴⁴.

« Profitant de cette célébration des habitants de San Rafael, je veux rendre hommage à celui à qui nous devons la municipalisation (référence au Gouverneur), c'est important de le rappeler mais c'est aussi important de le remercier³⁴⁵. »

Depuis sa création le Municipio de San Rafael a eu des tendances *priistas*, ce qui a été aux yeux des politiques très convenable, dans le sens où le gouvernement de l'état de Veracruz l'était aussi. D'une manière très discrète, les politiques actuels et de l'époque expliquent que de cette manière, les accords passés sont plus faciles à concrétiser et qu'en effet, appartenir au même parti permet des avantages.

Ils estiment également que la municipalisation a été utilisée par les partis politiques pour s'affronter. « Bien sûr que la municipalisation a été une lutte de partis, si pendant la première votation à Xalapa, le parti du *PAN* n'a pas cédé. (...) Si l'on regarde la décision finale, le Municipio de Tecolutla n'a pas été affecté, étant alors en poste un membre du *PRI*³⁴⁶ ».

Lors des débats qui ont eu lieu au Congrès, les députés *panistas* s'opposent à la création car selon eux, la loi n'aurait pas été respectée³⁴⁷, notamment celle sur le nombre d'habitants. San Rafael ne disposerait pas des infrastructures et des ressources adéquates, les agents et sous-agents municipaux n'auraient pas été consultés préalablement, et ces derniers seraient nombreux à ne pas souhaiter intégrer le nouveau Municipio. « À quoi sert de demander l'opinion de l'autre si de toute façon, elle ne sera pas prise en compte. (...) Ce qui a été émis sont les décisions favorables des agents et sous agents municipaux antérieurs et non pas celles

343 Cf. Index.

344 Entretien avec N° 157, politique. Carnet de bord, août 2012. San Rafael. Cet ancien gouverneur et sa femme ont régulièrement fait des apparitions à San Rafael, notamment le 1er mai 2011, lors d'une exposition de photographies anciennes sur la Haute-Saône, l'inauguration d'une rue qui porte le nom de Christiane Magnani et lors de la célébration du 25 anniversaire du Jumelage entre la Haute-Saône et San Rafael-Jicaltepec. Journal *Gráfico de Martínez de la Torre*, 2 mai 2011. Discours de l'ex-gouverneur : *San Rafael est comme notre maison, et quand il y a eu cette demande pour qu'il soit reconnu comme Municipio libre, nous avons vu que s'il existait des gens qui souhaitaient travailler pour la population, c'était bien San Rafael.*

345 Journal *Gráfico de Martínez de la Torre*, 2 mai 2011. Discours du Maire.

346 Carnet de bord, Travail de terrain, août 2012. Discussions avec des politiques.

347 AGEV/Xalapa H. Congreso del Estado libre y soberano de Veracruz Ignacio de la Llave, LIX Legislatura 2000-2004, Primer periodo de sesiones ordinarias, año 4, volumen I, Tomo 2. p.141

des membres actuels³⁴⁸ ». Les députés reprochent également que la création d'un nouveau Municipio fera plus de dépenses publiques et relève seulement d'un caprice de certaines personnes qui ont de l'influence à l'intérieur du gouvernement. « Plus de territoires, plus de conseils municipaux, ne feront pas nécessairement plus de développement, de progrès ou plus d'autonomie. Bien des fois, il s'agit seulement de plus de bureaucratie³⁴⁹ ».

Au contraire, les députés du *PRI* insistent sur le fait que la mairie de Martínez aurait délaissé les congrégations et les contributions financières seraient devenues de plus en plus pesantes et seraient donc à l'origine d'une envie d'indépendance. « Elle n'a jamais rien fait pour créer la moindre indispensable infrastructure dans les communautés voisines³⁵⁰ ». Ils réaffirment que toutes les conditions nécessaires auraient été parfaitement remplies et que les plaintes ne seraient donc pas justifiées.

Pour tempérer la situation, le parti des verts avait lui d'autres arguments à apporter qui tournent autour de l'histoire de San Rafael. Un des députés donne son accord en faisant référence à la population de San Rafael qui aurait beaucoup travaillé, et fait allusion à son passé et à ses racines sans jamais mentionner l'origine ni la nationalité de certains habitants. « À la fin du XIXe siècle, ils ont commencé à former des communautés et ont travaillé, surtout, dans le développement économique et en particulier dans le développement de l'élevage³⁵¹ ». Il s'agit finalement pour lui, de leur donner plus de pouvoir de décision afin que les habitants continuent à développer leur région, sans qu'il ait de mauvaises intentions politiques ou que des intérêts économiques ou personnels viennent bouleverser la demande. En d'autres termes, même au niveau régional, les Français de San Rafael sont considérés comme des leaders économiques et comme une population bienfaisante qui assure, selon eux, le développement de l'état, depuis le XIXe siècle.

Il existe toujours des conflits d'intérêts et chacun a essayé de tirer son épingle du jeu, c'est pourquoi le *PAN*, parti d'opposition³⁵² de Veracruz ne pouvait pas être en accord avec cette promulgation. Pour autant, à cette époque le *PAN* était le parti sortant au niveau national.

348 *Ibid.* p. 149.

349 *Ibid.* p. 145. p. 149-150.

350 *Ibid.* p.151.

351 *Ibid.* p.146.

352 Archives Historiques Municipales de la ville de Xalapa. *Diario de Xalapa*. 5 décembre 2003.

d- Le conflit au niveau national : autonomie et réformes structurelles

En 1939, le *PAN* (Parti d'Action National) est fondé afin de s'opposer aux réformes cardénistes, et devient parti d'opposition en 1973. C'est un parti situé « plus à droite », plus libéral, et assez conservateur. En 2001, le 1er Président *panista*, Vicente Fox, est élu, ce qui change complètement la politique nationale mais aussi les logiques d'actions dans le système politique. C'est tout un système mis en place depuis 70 ans qui s'écroule. Les dirigeants locaux vont devoir trouver d'autres manières d'agir et de nouvelles alliances pour se repositionner et pour négocier avec le nouveau pouvoir du *PAN*. Le projet du *Patronato* intègre parfaitement cette démarche de négociation et de repositionnement des pouvoirs locaux, car ces membres, pour la plupart descendants de français, assurent par ce biais un pouvoir légitime et accèdent à l'autonomie partielle.

D'autres expériences du même type ont déjà eu lieu dans d'autres états du Mexique car le contexte des années 90 était favorable pour ce genre de projet. De nombreux municipes ont été créés de la même façon dans plusieurs états, notamment à Tlaxcala³⁵³. De façon générale, le contexte ayant favorisé la municipalisation au Mexique relève de la politique et de l'économie. Les villages ont cherché une certaine indépendance territoriale pour agir sur les décisions politiques et économiques qui les affectaient, en partie dues à la crise de 1982 et aussi à la globalisation. La recherche de l'autonomie territoriale³⁵⁴ est liée à la volonté de s'insérer dans les structures politiques de l'État pour obtenir des ressources et pour maintenir les « us et coutumes* » dans certains espaces de la vie quotidienne. Au niveau local, les villages recherchant l'autonomie ne supportent plus la pression, la marginalisation et la soumission exercées sur eux par le chef-lieu. De ce fait, ils cherchent des nouveaux espaces de pouvoir politique afin d'être représentés au sein de l'État, fragilisé après la crise économique³⁵⁵ et incapable de résoudre les problèmes régionaux³⁵⁶. Ces opportunités leur permettent de créer de nouvelles dynamiques politiques et sociales, de devenir responsables³⁵⁷ ou du moins de se sentir responsables de leur développement grâce à leur fort sentiment

353 Cf. Macip Bazán R., *Autonomía y federalismo horizontal. La remunicipalización en el estado de Tlaxcala como estrategia de desarrollo regional*. Universidad Autónoma de Tlaxcala, 2004.

354 Cf. Macip Bazán R., *Autonomía y Descentralización de los servicios públicos. Los juegos del desarrollo en Tlaxcala en la remunicipalización de 1995*. Universidad Autónoma de Tlaxcala, 2002.

355 Cf. Macip Bazán R., « La teoría de los juegos y el cambio social » dans *Aplicaciones del Neoinstitucionalismo a problemas públicos locales en México*. (Fabio Rodriguez Korn y Sylvia B. Guillermo Peon coord.). BUAP, 2006

356 Macip Bazán R., *Autonomía y Descentralización de los servicios públicos. Los juegos del desarrollo en Tlaxcala en la remunicipalización de 1995*. Universidad Autónoma de Tlaxcala, 2002.

357 *Op. cit* Macip Bazán, 2006. p.153

d'identité partagée et leurs traditions communes. R. Macip Bazán insiste sur le fait que « ce changement de structure territorial et politique est le reflet de la nécessité des communautés de conserver leur identité et d'être acteurs de leur propre développement grâce aux espaces qu'elles gagnent par l'autonomie³⁵⁸ ». Cependant, l'identité a pu être utilisée de manière stratégique dans ces processus de développement et d'autonomie territoriale car elle est utilisée comme un moyen justifiant la création de nouvelles municipalités. Le changement économique a aussi provoqué un changement de revendications. Le caractère ethnique d'un village devient utile pour proposer un projet territorial plus ample. L'ethnie acquière de l'importance par la revendication de droits associés à l'espace.³⁵⁹

Cette stratégie va être utilisée autant par les populations d'origine européenne – exemple des habitants de San Rafael – que d'origine indigène – même si au Mexique la plupart des *pueblos* qui se séparent de leur chef-lieu se disent indigènes, étant plutôt métis. C'est donc un processus qui a lieu dans tout le Mexique³⁶⁰ et un chemin en réalité très mexicain que les descendants de français de San Rafael ont suivi.

Les élections de 2001 ont mis l'accent sur la démocratie, sur les décisions du peuple et sur les libertés individuelles. Les réformes structurelles multiculturelles³⁶¹ ont accompagné le projet politique mené par le *PAN*, à travers notamment la réforme de l'article 2 de la Constitution Fédérale en 2001. Celle-ci légalisait les « us et coutumes » des populations indigènes et a finalement servi aux populations non indigènes.

Pourtant, les réformes de l'article 4 en 1992 puis de l'article 2 en 2001, n'étaient pas pensées au préalable pour les populations d'origine européenne, mais ils ont pu bénéficier, au même titre que les populations indigènes, d'un droit de revendication qui passe par la consolidation du projet politique d'autonomie. En effet, dans le débat sur la municipalisation, l'article XV dit clairement :

358 *Ibid.* p.153

359 Cf. Macip Bazán R., *Autonomía y Descentralización de los servicios públicos. Los juegos del desarrollo en Tlaxcala en la remunicipalización de 1995*. Universidad Autónoma de Tlaxcala, 2002. p.23

360 *Ibid.* Cf. Textos de R. Macip Bazán.

361 Analysées dans le chapitre VII-Partie III.

En comptant sur des ressources majeures, et surtout sur la connaissance directe des besoins des populations, de par sa proximité avec celle-ci, les autorités respectives, en exerçant l'attribution constitutionnelle d'administrer librement l'impôt sur le revenu, ils seront aptes, sur la base de la participation démocratique, de planifier le développement du Municipio, et de construire des œuvres qui permettent d'une part, de récupérer le retard, et d'autre part, de conduire vers un renforcement de l'égalité entre toutes les localités intégrantes du nouveau territoire municipal/communal³⁶².

En d'autres termes, l'idéologie néolibérale, que propose l'état-nation mexicain, ne donne pas le droit à l'autonomie complète qui reste presque nulle dans la réalité. Cependant, il cède aux communautés indigènes ou locales paysannes le gouvernement local afin de les maintenir isolés et de les laisser gérer seuls les problèmes, en faisant d'eux des individus autonomes qui agissent pour le bien de tous. En même temps, il se refuse de laisser de côté l'unité nationale, en sachant que ces processus de municipalisation auront « une incidence sur la citoyenneté, car la municipalisation redéfinit les populations en tant que sujet politique³⁶³ », car elles seront soumises à des normes et à des autorités partiellement nouvelles. Par exemple, pendant les débats, la Cour Suprême de Justice insiste sur le fait que San Rafael se soit organisé librement pour la protection et le bien-être des populations et exprimé à travers « son droit d'autodétermination* contenu dans l'article 39 de la Constitution Fédérale³⁶⁴ ».

L'article 115 consacre au plus haut niveau le caractère autonome du municipio libre et établit une série de mesures d'ordres, organiques et financières, destinées à assurer que cette autonomie puisse se dérouler pleinement et de manière efficace. (...) La création d'un nouveau municipio a un impact indiscutable sur le plan politico-juridique de la nation. (...) Il est fondamental que les aspects les plus basiques ou essentiels du processus de création d'un municipio soient gérés par la Constitution Locale³⁶⁵.

362 AGEV/Xalapa H. Congreso del Estado libre y soberano de Veracruz Ignacio de la Llave, LIX Legislatura 2000-2004, Primer periodo de sesiones ordinarias, año 4, volumen I, Tomo 2. p.137.

363 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación. « Normes et autorités partiellement nouvelles ».

364 Archives Municipales de MTZ, Veracruz Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

365 *Ibid.*

Les anciens dirigeants locaux et les nouveaux groupes politiques locaux comme celui du *Patronato* ont donc été attirés pour lutter pour des ressources et résoudre leurs problèmes de types matériels, que d'une manière générale les populations dans le nouveau cycle néolibéral sont en train de vivre. Cette reconnaissance des coutumes et de l'autonomie partielle va permettre à San Rafael d'être plus présent dans la vie politique de l'état de Veracruz et d'avoir un poids sur l'extérieur notamment avec les représentants et diplomates français, afin de développer son projet sur l'identité française, car elle aura enfin un représentant légal et légitime.

L'étude de la municipalisation permet de comprendre la configuration et la prise du pouvoir des élites économique-politiques, d'origine française, et comment elles sont amenées un discours d'unité locale à travers la lutte pour un territoire, mais aussi comment à travers ce discours politique elles réaffirment leur identité française.

Il s'agit donc pour eux d'une double reconnaissance, celle de leur indépendance économique-politique en tant que territoire libre mais aussi celle de leur « francité ». Cette dernière va poser problème et engendrer des conflits d'intérêts entre les élites locales descendantes et non descendantes, car tous les habitants ne se reconnaissent pas dans cette identité locale. Les mairies, les associations, les historiens ont alors essayé de (re)fabriquer cette identification* locale à l'aide de moyens notamment l'école – détaillé chapitre V – Partie II.

Il est fascinant de voir les relations qui se sont tissées entre les groupes de pouvoir pour convaincre la société divulguant un discours sur l'identité similaire et répété à chaque occasion comme les rassemblements, les réunions, les fêtes. La relation entre le municipale et les associations civiles est devenue importante, même si celui-ci les laisse gérer leurs affaires, comme la Maison de la Culture, et donne son autorisation pour l'organisation d'événements culturels – détaillé chapitre IV – Partie II. En se rapprochant des associations civiles, les groupes de pouvoir conformant le municipale sont de plus en plus présents lors des cérémonies officielles avec la France et participent à des réunions privés. Leurs discours, autant ceux des dirigeants Mexicains que des Français insistent sur la bienfaisance de ces relations et de l'importance de les prolonger pour augmenter les échanges commerciaux et culturels – détaillé chapitre VI – Partie II. Cette situation est accompagnée de discours discriminatoires, d'inégalités sociales et d'exclusions entre les habitants mettant en péril le projet de revitalisation des descendants de San Rafael, à vocation « unificatrice » du moins dans les discours – détaillé chapitre IV – Partie II.

LA CRÉATION DU MUNICIPE DE SAN RAFAEL

SYNTHÈSE PARTIE I

San Rafael s'est fondé à partir de déficiences légales et juridiques liées à l'obtention de la terre au XIX^e siècle. Au fil du temps, la croissance de la localité s'est fondée sur l'agriculture, production de la vanille, de la banane, du citron, et de l'élevage, malgré les différentes crises agricoles.

Les migrants français puis les descendants ont construit un espace social pour eux et basé sur les valeurs d'identité française, d'effort, de persévérance et d'acharnement au travail. La 1^{ère} Guerre mondiale, puis la révocation du vice-consul en 1916 ont mis fin aux relations avec la France, à la protection que le pays accordait aux colons et aux registres administratifs des Français de San Rafael. La Révolution Mexicaine et les changements idéologiques, c'est-à-dire le passage d'une construction nationale basée sur le blanchiment de la « race » à une nation métisse, sont venus bouleverser l'équilibre de la colonie, mais les descendants ont continué à diversifier leur production. Ils se sont organisés sous différentes formes, comme par exemple à travers la construction des *Juntas* ou celle du premier municipe libre de Santiago de la Hoz. Les descendants ont également essayé de conserver des traditions comme la fête du 14 juillet. Ces résurgences et ce goût pour la France n'a pas pu se mettre en place avant les années 80, lors de la rencontre entre les franco-mexicains, matérialisée par la création du jumelage en 1986-1988.

La crise économique des années 80 et la montée du néolibéralisme ont reconfiguré les relations de pouvoir entre plusieurs groupes d'intérêts. Ce retour au régionalisme en pleine phase de crise économique et du néolibéralisme pose de nombreuses questions. Cette revendication identitaire*, vécue et organisée par les groupes d'intérêts, va s'articuler entre le consensus et la coercition. Pour arriver à proposer une revitalisation française, les groupes d'intérêts mettent en perspective des éléments tangibles et immatériels tels que la reconstruction de l'histoire migratoire, la défense d'un territoire ou d'un patrimoine commun, autant de symboles nécessaires à leurs discours.

L'élite s'appuie aussi sur la fondation des associations civiles. Elle représente une partie de la « société civile » oeuvrant pour la conservation du passé afin de récupérer des ressources. Chacune d'entre elles joue de la politique de la francophonie pour convaincre activement les Institutions françaises. Elles cherchent à récupérer des financements en collaborant avec les pouvoirs diplomatiques et régionaux français. Ces derniers tentent de trouver des alliés pour

assurer la présence française sur le territoire. La France souhaite être reconnue pour ses actions au niveau international. Elle y voit aussi un gain personnel, économique et politique.

Pour renforcer et appuyer la revitalisation, l'élite ne s'arrête pas là. Elle sollicite et fait fonctionner une économie, mais elle soutient aussi une autonomie territoriale. Les crises économiques et les réformes agraires ont modifié les richesses de certains habitants, ce qui provoque des ruptures ou des divisions entre des groupes associés ou des membres d'une famille. Pour survivre, l'élite renforce et s'appuie sur des relations politiques. Pendant le conflit politique sur la création du municipe de San Rafael et le renforcement solidaire du *Patronato pro municipalización*, les jeux du pouvoir ont écarté d'autres groupes dominants. Les descendants de français ont su s'approprier le territoire en le contrôlant économiquement et politiquement grâce au contexte national. En même temps, ils se sont emparés stratégiquement de leur passé et de leur histoire glorieux pour résoudre leurs problèmes liés à la crise économique et s'introduire au sein des sphères de l'État.

Dans la partie suivante, nous chercherons à mettre en évidence le processus par lequel cette revitalisation a pu émerger, comprendre son fonctionnement et les démarches des institutions qui la soutiennent, analyser les arguments et les discours sur lesquels ce renouveau s'est fondé, et enfin, interroger les raisons profondes de celle-ci.

SYNTHÈSE PARTIE I

**DEUXIÈME PARTIE :
LES MÉCANISMES
DE RECONSTRUCTION
DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE
À SAN RAFAEL**

LES MÉCANISMES DE RECONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

La partie précédente a mis en évidence les caractéristiques socio-professionnelles des descendants de migrants français, l'organisation des associations culturelles défendant le patrimoine historique et culturel, et l'accomplissement du projet d'expansion pour la sauvegarde d'un territoire permettant le développement d'une microrégion, économiquement productive. L'affirmation du désir d'identité française par les descendants et du souhait d'être reconnus en tant que Français, sont présents sur le plan culturel, économique et politique. Cette volonté est pourtant répartie de manière différente selon les catégories de populations et n'a pas la même force selon les relations qui ont été mises en place par les descendants de français.

Dans cette deuxième partie, notre étude poussera vers une analyse des mécanismes du processus de reconstruction de l'identité française. Il s'agira de comprendre la manière dont l'identité défendue par cette élite rurale a été reconstruite, à travers l'étude des discours et la création d'institutions publiques/privées, pour convaincre activement une société. Nous proposons ici l'examen complet des références culturelles et des discours mis en place, ayant pour objectifs de diffuser largement la vision du monde des élites sociales. Comment les descendants se définissent eux-mêmes? Quel vocabulaire utilisent-ils pour décrire leur identité française? Cette réflexion permettra de saisir « le sentiment de francité » et les oppositions créées par l'élite pour se différencier des autres.

La propagation de l'identité se fait par l'intermédiaire d'un consentement mutuel entre les élites afin de définir, sur la base de critères moraux, culturels, raciaux et socio-économiques, les membres du groupe des Français de San Rafael, mais aussi par un consentement des habitants. Ces derniers se trouvent souvent devant des alternatives minces, mais comme nous le verrons, le consensus est difficile à obtenir entre tous les membres actifs, et de petits groupes peuvent apporter des changements tant sur le plan culturel que politique³⁶⁶. Pour reconstruire cette identité et la diffuser la plus largement possible, cette élite se réserve le droit de « sélectionner » non seulement une culture qui leur paraît être la meilleure mais aussi les membres du groupe considérés comme étant des « vrais Français ».

366 Cf. Chapitre IX-Partie III.

Cette situation génère des discours discriminatoires et des distinctions au sein de la société, qui peuvent être révélateurs de conflits entre la population. Pour perpétuer l'identité, elle a recours à l'éducation privée, devenue primordiale pour consolider et régénérer l'élite. La réussite ou l'échec de la construction identitaire dans les familles devient la responsabilité de la femme en charge des enfants. Les réseaux de domination intra et extra familiaux ainsi que l'économie locale sont également mis à contribution pour articuler cette identité. La satisfaction ultime reste l'obtention de la nationalité française, marquant la différenciation* entre les descendants de français.

Le travail que les descendants ont fait sur leur identité (récupération de leur passé, création des associations, réalisation du jumelage, défense de la langue et de certaines traditions etc.) n'aurait pu avoir lieu sans l'aide des anthropologues et des historiens, tels que J.C Demard, W. Capitaine, C. Bernot, C. Ferrand, entre autres. Ils ont été utilisés afin de parfaire une mémoire, mettre en œuvre le patrimoine commun que les descendants ont décidé de conserver pour le bien-être des générations futures. Pouvons-nous penser qu'il s'agit de défendre une « identité rêvée » ou de faire réalité le mythe de l'eldorado mexicain dont rêvait Humboldt³⁶⁷ ?

Cette deuxième partie, découpée en trois axes, permettra d'analyser les mécanismes et les raisons de la reconstruction de l'identité française : la culture réservée à l'élite et les discours discriminatoires mis en place pour se décrire soi-même et se différencier de l'autre – Chapitre IV ; L'éducation des descendants de français à l'école et en famille avec l'aide de l'histoire écrite sur San Rafael – Chapitre V ; Les raisons profondes du renouveau de l'identité et son utilité pour San Rafael – Chapitre VI.

367 Cf. Index.

***LES MÉCANISMES DE RECONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ
FRANÇAISE À SAN RAFAEL***

CHAPITRE IV :

LE PRINCIPE DE SÉLECTION

Les groupes de pouvoir de San Rafael que nous nommerons ici « élite », vont réserver un espace culturel à leur profit, construire une image et un discours plus au moins négatif de l'autre pour maintenir le contrôle sur les Institutions qu'ils dominent dans le but d'assurer la diffusion et la continuité d'une identité « pure ». Nous souhaitons analyser ici comment l'identité culturelle pro-française est diffusée et assimilée ou comprise par la société de San Rafael à travers l'étude des discours de plusieurs habitants. Nous voulons aussi comprendre pourquoi de nombreuses personnes se sentent non intégrées, parfois même exclues, au (du) groupe appartenant aux Français de San Rafael et donc éloignées de l'identité française.

A-LA CULTURE RÉSERVÉE AUX ÉLITES

Un employé au service culturel de la mairie de San Rafael, explique lors d'un entretien que l'état de Veracruz gère une partie des financements liés aux activités culturelles de chaque municipe. Ce dernier est ensuite libre de l'administrer selon ses propres critères et intérêts. L'entretien a permis de comprendre la relation qu'entretiennent le service culturel de la mairie et la Maison de la Culture, appartenant normalement au municipe, c'est-à-dire aux citoyens. Cet employé répond alors que la Maison a ses propres activités et qu'elle se gère seule. Il finit par ajouter que la mairie est disponible et prête à les aider lors d'organisations d'évènements culturels, comme elle le fait déjà avec les différentes organisations et associations civiles du municipe. Quelles sont alors les structures culturelles du municipe de San Rafael et par qui sont-elles gérées ?

1- Le contrôle des structures dites culturelles

Pour analyser ce que les élites de San Rafael (celles entretenant un rapport étroit avec la France et défendant la culture française) recherchent et leur mode de fonctionnement, il a fallu identifier les structures culturelles. Il s'agit en réalité d'une structure principale qui est très convoitée, la Maison de la Culture*, indépendante du Secrétariat de la Culture et de l'Éducation du municipe de San Rafael. Dans un deuxième temps, à travers cette analyse, il est possible d'apprécier les dynamiques culturelles qui sont promues ainsi que les relations de pouvoir qui se sont mises en place autour de la culture. Cela renforce le statut social des élites car elles deviennent d'une certaine façon des personnes importantes de la collectivité.

Le projet de la Maison de la Culture est né à la suite du Jumelage en 1986-88. Pour sa construction, un agriculteur, descendant de français, propose un terrain qui permet l'achèvement du projet entre 1992-1996. En effet, historiquement, les colons français avaient l'habitude de gérer la construction d'un espace public. Il s'agissait non seulement de s'approprier les projets, de montrer sa richesse et sa loyauté envers la communauté, mais ils devaient également bénéficier d'un avantage fiscal lorsqu'ils soumettaient des terres pour le bien-être collectif. Cette générosité leur était fortement favorable lors des répartitions agraires et était appréciée au sein de la société.

Il est important de se demander qui parle le français et à qui profite les cours. Dans les enquêtes, il a été possible de rencontrer au maximum trois à quatre personnes qui le parlent depuis leur enfance grâce à l'héritage culturel de la famille. En revanche, la majorité des personnes ayant des connaissances en langue française sont celles qui ont eu l'occasion de l'apprendre à la Maison de la Culture. 99 personnes interviewées sont descendants de français dont 26 parlent le français et 63 ne le sont pas dont 14 parlent le français.

Photographie 16
La Maison de la Culture



Sources : © Noémie Pointeau, 2008.

Le projet de la Maison de la Culture à San Rafael a commencé pendant le jumelage. Un accord entre les syndicats du bâtiment de la Haute Saône et le bureau de l'association en France a été signé. Le travail a continué en 1996 grâce à l'intervention de plusieurs maçons, carreleurs, électriciens et menuisiers. On faisait tous parti du chantier Maison de la Culture. On a même fait des meubles pour la Maison de la Culture. Il y a eu des échanges de documentations afin d'améliorer les techniques entre les artisans Mexicains et Français et on a travaillé en commun accord³⁶⁸.

La construction initiale de la Maison de la Culture prévoyait deux bâtiments : un premier comportant deux salles de classe pour les cours de français³⁶⁹ et pour divers événements ainsi qu'un musée ; Un deuxième permettant l'élaboration d'un théâtre à l'air libre et une bibliothèque municipale. Lorsqu'une partie a été construite, le gouvernement français a envoyé des personnes et des fonds pour construire les deux salles de classe. La Maison de la Culture est un bâtiment défini de « style français » car sa toiture est composée de tuiles que les colons français ont utilisées pendant de nombreuses années.

368 Entretien avec N°69, Artisan. Carnet de bord, travail de terrain mai 2010, San Rafael.

369 Les premiers cours de français ont eu lieu en 1986 à l'école Marco Antonio Muñoz qui prêtait des salles, puis à partir de 1991 à la Maison de la Culture.

Lors du Jumelage, les membres voulaient conserver la culture française mais aussi l'architecture³⁷⁰ « à la française », car elle représente « le symbole de l'héritage français à San Rafael³⁷¹. »

À l'époque, c'était une rue. Si tu regardes où est située la Maison de la Culture, tu te rendras compte qu'il s'agit du prolongement d'une rue. D'un côté, il y a l'école Marco Antonio Muñoz, et de l'autre les terrains de football. Tout cela était une rue au cas où le village souhaite un jour s'agrandir. Un certain nombre de personnes souhaitaient sa construction pour qu'il y ait un lieu culturel ici. Donc, avec l'aide du village, grâce aux dons de tuiles, de sacs de ciment, de meubles, de portes etc., aux tombolas, aux ventes de nourriture, aux carnivals etc., l'argent a été réuni et c'est à cette époque que la rue est devenue la Maison de la Culture³⁷².

La Maison de la culture a été construite pour que les habitants de San Rafael puissent redécouvrir la langue française comme elle avait pu être enseignée auparavant. En 1986, le premier professeur de français envoyé par la Haute-Saône est arrivé à San Rafael, mais les cours à la Maison de la Culture n'ont commencé qu'en 1991. La première tension apparaît à partir du moment où la Maison de la Culture est considérée comme étant élitiste par une partie de la population, n'ayant pas les moyens financiers d'accéder aux cours.

C'est beau de conserver la culture, même s'il y a toujours des gens qui diront « à ces Français-là ! » comme s'ils ne nous aimaient pas. J'ai toujours lutté contre ça quand les gens disent « les Français de San Rafael » d'une manière péjorative. Malheureusement, l'idée qui a toujours circulé est que la Maison de la Culture est élitiste parce que les cours sont payants. C'est comme si c'était une école privée. Tout est payant : cours de langues, de danse, de cuisine etc. L'idéal serait que le gouvernement mexicain lui-même paye les professeurs et les locaux pour que les cours soient totalement gratuits mais ça ne marche pas comme ça.³⁷³

370 L'architecture à tuiles appelées *escamas* ou maisons « bourguignonnes » est défendu par de nombreux descendants. Cf. Lafarge P., et Jiménez J., « Riberas del río Nautla » dans *México Desconocido* de Junio 1999, numéro 268/año XXIII et « Bajo los techos » dans *México Desconocido* de Junio 2001, numéro 292/año XXV. Or, la plupart vivent bien plus dans de grandes maisons au style nord-américain que l'on voit dans toutes les séries TV, que dans des maisons à tuiles qui menacent de tomber à chaque instant et qui nécessitent un entretien permanent. Le coût considérable que représente la rénovation de ces maisons conduit finalement les propriétaires à détruire et à vendre les tuiles à des entrepreneurs aisés de la région.

371 Entretien avec N° 62, Professeur. Carnet de bord, travail de terrain avril et juillet 2010, San Rafael.

372 *Ibid.*

373 *Ibid.*

À l'inverse, ceux qui défendent la Maison de la Culture s'insurgent en argumentant que les cours proposés sont beaucoup moins chers qu'à l'Alliance Française³⁷⁴, que des bourses sont offertes chaque année. Selon eux, le problème proviendrait des personnes elles-mêmes – celles qui critiquent la Maison – car elles ne souhaiteraient pas s'intégrer.

Il y a trois professeurs, un à temps complet, un pour les enfants qui est financé par le programme FLAM et un qui est financé par le Conseil Général de la Haute Saône. Il y a aussi deux autres personnes qui travaillent pour la Maison de la Culture. Le but est d'offrir aussi d'autres types d'activités, comme des cours de cuisine, des cours de travaux manuels etc. La Maison de la Culture compte environ 100 élèves. Les gens viennent pour leur culture. La majorité des élèves sont des personnes de descendance française. On lance l'appel en début d'année dans toutes les écoles de San Rafael. C'est cher peut-être, mais en tout cas bien moins cher qu'à l'Alliance Française. Les plus démunis ont des possibilités de bourses ou d'une demi-bourse pour étudier le français. À San Rafael, la langue française est un héritage. C'est pour cela que les parents envoient leurs enfants pour suivre des cours. À Jicaltepec, les enfants suivent les cours de manière gratuite. Ils y vont comme s'ils allaient à n'importe quelle activité de l'après-midi. Certains font du sport d'autres prennent des cours de français. Ils n'ont rien d'autre à faire de toute façon ! Les adultes y vont pour apprendre. Les élèves sont en majorité des femmes. À San Rafael, seulement 4 hommes suivent les cours. Je pense qu'il y a une différence entre les écoles privées et publiques de San Rafael. Ceux qui vont à l'école privée ont davantage les moyens de payer et donc les parents poussent leurs enfants à venir à la Maison de la Culture. Les autres n'ont peut-être pas l'argent mais comme je vous le dis il y a la possibilité de bourses. Ce sont eux qui restent avec cette même mentalité « ce ne sont que des descendants qui vont à la Maison de la Culture alors nous on n'y va pas »³⁷⁵.

Il est sûrement vrai que tous les gens n'ont pas accès à ces cours, car le facteur économique empêche certaines personnes de s'inscrire, même s'il existe des bourses et si le coût reste moins élevé qu'à l'Alliance Française. Cela dit, le professeur de français payé par la Haute-Saône a l'obligation de se rendre à Jicaltepec pour y enseigner le français et les cours sont gratuits pour les habitants et les personnes souhaitant y participer.

374 Organisation française dont l'objectif est de promouvoir la culture française à l'extérieur de la France.

375 Entretien avec N°56, professeur. Carnet de bord, avril 2010, San Rafael.

La distinction n'a pas lieu qu'entre inscrits et non-inscrits mais également au sein des jeunes élèves ou étudiants adultes inscrits dans les cours. Les interviews des étudiants adultes de la Maison de la Culture, faisant référence à l'identité, à la francophonie, aux raisons de l'apprentissage personnel et de celui de leurs enfants de la langue française, indiquent que leur choix a été influencé par un sentiment d'appartenance à la France ou aux groupes de Français, par leur origine ou leur double nationalité. Cependant, il existe d'autres facteurs. Les parents descendants, et plus particulièrement les mères de famille, participant aux cours pensent qu'il est important de savoir écrire et parler le français pour communiquer avec les Français lors des visites officielles mais aussi pour l'inculquer à leurs enfants. Il s'agit donc d'une tradition familiale qu'il faut perpétuer. La langue française fait partie de leur histoire familiale et de leur mémoire. Les parents non descendants voient dans l'apprentissage du français une chance, la garantie d'une réussite sociale et professionnelle. Ils apprennent le français pour encourager leurs enfants à le faire également dans l'espoir de voir leurs conditions de vie s'améliorer. D'un côté, les discours sur l'apprentissage et l'identité française des élèves de la Maison de la Culture tournent autour d'un héritage collectif mais ils sont aussi influencés par la classe sociale. De l'autre côté, le fait de suivre des cours de français ressemble à un privilège puisqu'il faut pouvoir les payer (sauf à Jicaltepec), mais aussi à un signe de distinction car cela symbolise un héritage culturel et une réussite sociale.

Un autre exemple de distinction au sein des jeunes élèves ou étudiants adultes passe par le voyage en France. Il est évident qu'un séjour à l'étranger favorise l'apprentissage d'une langue mais tous les élèves jeunes ou moins jeunes ne pourront pas le financer. De là, une première distinction entre les étudiants apparaît, d'abord sur la connaissance de la langue, puisque les niveaux de langue auront changé après un séjour linguistique, puis une deuxième sur le plan social, car l'un a pu aller en France et pas l'autre. Celui qui a pu y aller ou pourra y aller le voit comme une réussite personnelle et une réalité effective, alors que celui qui ne peut pas atteindre cet objectif imaginera le fait comme potentiellement réalisable, incertain. Des sentiments peuvent alors naître : jalousie ou doutes « qui paye ton voyage ?, la France aide toujours les mêmes », fierté ou orgueil « moi je peux mais pas toi », impuissance, manque de confiance ou fatalisme « je n'y arriverai jamais, c'est comme ça » etc. Ces parcours personnels liés à l'origine ou à l'économie familiale vont perturber les relations sociales au sein des étudiants et des gestionnaires de la Maison de la Culture. Peu importe si les cours sont chers ou moins chers qu'à l'Alliance Française, l'économie peut être un frein à l'apprentissage de la langue et une marque d'inégalité considérable.

L'institution qui gère l'apprentissage de la langue peut donc parfois générer des sources d'inégalités sociales, des jalousies ou des sensations d'injustices, mais aussi des conflits personnels ou d'intérêts. Plusieurs groupes d'individus souhaitent en avoir le contrôle, car elle symbolise et garantit un statut social prestigieux au sein de la société. La Maison de la Culture a toujours été associée à la langue française car c'était un des objectifs principaux du Jumelage. Toutes les tentatives d'enseignement du français dans une école de San Rafael n'ont pas duré. Il n'y avait pas au début un comité pour la défense de la culture et de la langue française. L'agent municipal devenait en quelque sorte le Président de la Maison même s'il existait des gestionnaires et un représentant, mais elle n'était pas cogérée ni cofinancée par le municipe de Martínez. Cependant, la construction de la Maison a abouti grâce à des accords passés entre la *Junta M*, l'Agent Municipal en collaboration avec le Président Municipal de Martínez, le gouvernement régional de la Haute-Saône par l'intermédiaire de J.C Demard et de l'association franco-mexicaine Champlitte-San Rafael. De ce fait, il est supposé que la Maison de la Culture appartienne à tous les citoyens et qu'elle est et reste un service public.

Or, une première question se pose quant à la gestion de la culture dans les municipes et à l'acquisition du terrain pour la construction d'une Maison de la Culture. Comme indiqué précédemment, le terrain appartient à un propriétaire. Certains disent qu'il a été vendu, d'autres offert. Le problème est qu'il a été mis au nom d'une personne physique et non pas au nom de la commune, ni au nom d'une association, ce qui est dérangeant pour les gestionnaires car ils ne peuvent pas agrandir la Maison pour construire un musée ou des salles, sans l'accord de cette personne, ce qui privatise d'une certaine manière la Maison. Logiquement, l'état de Veracruz donne des fonds aux municipes pour la culture et l'éducation. L'administration gouvernementale est libre de l'administrer selon ces propres critères. Après la municipalisation de San Rafael, la bibliothèque est à nouveau gérée par la mairie, ayant construit un nouveau bâtiment pour recevoir les lecteurs. Celle-ci avait été installée à la Maison de la Culture en 1993.

Un deuxième point intéressant concerne la gestion et l'organisation de la Maison. En effet, entre 1988 et 2008 un groupe de femmes descendantes de français – plusieurs membres de l'association 2 – partisans du Jumelage, sont les représentantes de la Maison de la Culture. À partir des entretiens, plusieurs informations circulent. Initialement, les adultes payaient une inscription pour payer le professeur descendant de français. Celui-ci collaborait pour aider l'enseignant de français envoyé par la Haute-Saône. La Maison devait aussi régler les factures d'eau et d'électricité, et celles de l'appartement où logeait le professeur de français provenant de la Haute-Saône.

Avant la municipalisation, il n'y aurait eu aucun budget prévu par la commune pour l'enseignant, ni les dépenses liées aux cours. Les charges auraient donc été ensuite absorbées par le municipe à partir de 2003, puisque la mairie aurait souhaité créer un projet « Maison de la Culture » et une bibliothèque municipale pour tous.

Ce qui a diminué le niveau et la réputation de la Maison de la Culture ce sont les disputes, il devrait y avoir un arrangement plus convenable entre San Rafael et la Haute-Saône³⁷⁶.

À partir de 2008, un autre groupe de descendants – plusieurs membres de l'association 1 – très intéressés par la culture et la langue française, actifs dans les associations culturelles de San Rafael, récupèrent la gestion de la Maison de la Culture et « offre en compensation » au municipe la gestion de la bibliothèque.

La première querelle entre les deux administrations, tourne autour de la gestion économique des cours. Les frais d'inscription seraient passés de 100 à 200 pesos par mois. La deuxième administration argumente que les cours sont beaucoup moins chers que dans n'importe quel autre endroit. Leur objectif est qu'il ait plus d'enfants à parler le français afin de conserver la langue pour les générations futures³⁷⁷.

Il y a toujours eu un appartement à payer pour les professeurs, l'électricité et le gaz pour les salles de cours par exemple. Mais tout de même avant les inscriptions coûtaient seulement 100 pesos par adulte, et c'était gratuit pour les enfants. L'argent était utilisé pour la maintenance et pour rémunérer les professeurs mexicains qui aidaient. En revanche, aujourd'hui, ils reçoivent des aides qui proviennent de la Mairie, de l'Ambassade et de la France car le gouvernement français envoie et rémunère deux professeurs de français, un pour les adultes et un pour les enfants, et les inscriptions coûtent le double. Elles n'ont fait qu'augmenter alors qu'il y a bien moins de frais qu'avant. Les élèves doivent même payer le matériel scolaire. Heureusement, à Jicaltepec, c'est toujours gratuit. Si tu regardes bien là-bas, les gens ont un niveau de vie plus bas que les gens de San Rafael. Donc, le gouvernement français et San Rafael s'est mis d'accord. San Rafael devait absorber les aides et les dépenses mais le professeur de français s'engageait à y aller pour donner des cours. Ça a toujours fonctionné comme ça³⁷⁸.

376 Entretien avec N°6, Commerçant. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

377 Entretien avec N° 65, Professeur. Carnet de bord, travail de terrain avril 2010, San Rafael.

378 Entretien avec N° 62, Professeur. Carnet de bord, travail de terrain avril et juillet 2010, San Rafael.

LE PRINCIPE DE SÉLECTION

La deuxième querelle tourne autour de la récupération des fonds publics. En effet, aucune personne physique ne peut percevoir des subventions de l'État. Les premiers gestionnaires et le représentant qui ont formé par la suite un comité avec l'Agent Municipal géraient la Maison de la Culture, mais il ne s'agissait pas d'une association « officielle ». C'est pourquoi, selon la deuxième administration, celle-ci ne pouvait pas continuer à gérer la Maison puisqu'elle ne pouvait pas bénéficier de fonds publics. La deuxième administration aurait demandé à percevoir « des ressources supplémentaires »³⁷⁹ auprès de l'Ambassade à travers leur association civile³⁸⁰. Selon les membres, elle était la seule association civile connue à pouvoir bénéficier des fonds et à bénéficier du programme FLE/FLAM. Celui-ci a été créé pour l'enseignement du français aux enfants. Cependant, la Haute-Saône ne voulait pas que les cours adultes/enfants soient séparés. Ce serait donc pour cette raison que des membres de cette même association auraient pris la direction de la Maison de la Culture, fondant la deuxième administration avec l'appui de l'Alliance française. Il est très courant de retrouver les mêmes membres à la tête des structures culturelles, défendant le patrimoine commun et la langue française, et de surcroît gérant les fonds et les aides publiques.

La troisième querelle traite de l'enseignement pédagogique du français. La nouvelle administration reproche « le manque de continuité dans les cours »³⁸¹ d'une année sur l'autre. Les élèves auraient eu l'impression de refaire les mêmes choses. L'Alliance française a soutenu la nouvelle administration, car cette dernière a mis en place des classes par niveau selon les normes de l'enseignement du FLE à l'étranger comme dans les Alliances françaises. Il s'agit donc d'une coalition économico-éducative car plus la langue est enseignée, plus l'image de la France à l'étranger est embellie. L'achat de livres, le paiement des examens par exemple deviennent des sources de revenus pour l'Alliance.

Il y a une relation avec l'Alliance Française de Xalapa afin d'utiliser les mêmes livres qu'eux. Ces livres sont aux normes européennes. Chaque année sont délivrés des diplômes aux élèves. Ils peuvent se présenter au DELF chaque année à Xalapa (environ 1000 pesos l'examen).

L'enseignement du français est donc conflictuel au sein de la commune et un enjeu économique, mais la langue symbolise aussi la réussite sociale.

379 Entretien avec N° 65, Professeur. Carnet de bord, travail de terrain avril 2010, San Rafael.

380 Déjà mentionnée dans le chapitre II – Partie I.

381 Entretien avec N° 65, Professeur. Carnet de bord, travail de terrain avril 2010, San Rafael.

Enfin, la langue française a surement eu une influence sur la manière de parler des habitants. Le linguiste Antonio Neme Capitaine, originaire de San Rafael, défend cette idée. Originellement, il existait « un patois » qui a disparu ou qui s'est transformé. Il explique entre autre comment un savoureux gâteau a fini par s'appeler « el pan de gato* », le substantif « gato » faisant référence au mot « gâteau » français. La langue symbolise également le prestige car savoir parler français est un signe distinctif d'honneur. Les habitants ont l'habitude d'utiliser des mots français pour nommer les boutiques du centre-ville, ce qui renvoie à un cliché de qualité et de glamour que l'imaginaire collectif pense de la France et a fini par être absorbé par l'ensemble de la société. Le deuxième moment où l'on retrouve ces mêmes élites est la cérémonie du 14 juillet. Celle-ci leur permet de réaffirmer leur statut social et à nouveau leur francité.

2- Le 14 juillet : fête populaire ou privée ?

Depuis 2009, le 14 juillet est à nouveau célébré à San Rafael. Il y a deux événements, un public et un privé qui sont intimement liés. En fin d'après-midi, lorsque le soleil tombe, une association organise sur la place du *zócalo* un 14 juillet dit « populaire » où tout le village y est invité. Des plats français comme des crêpes ou des gaufres avec leur emballage tricolore y sont vendus. Puis, les convives chantent la Marseillaise et l'hymne national mexicain. Des jeunes filles du village portent la banderole tricolore, bleu, blanc, rouge ou vert, blanc, rouge et entonnent une marche solennelle militaire. Une délégation de l'Ambassade française, des représentants du Consulat de Xalapa ainsi que des associations françaises de Mexico³⁸² sont présents. Ils prononcent à tour de rôle un discours. Tout cela se fait dans un décor féérique, pleins de symboles visuels et auditifs français, comme la Tour Eiffel, la musique de la célèbre chanteuse Edith Piaf ou encore la musique populaire de la chanteuse française Alizée, très appréciées des Mexicains. À la fin de la cérémonie, un reportage sur la fête annuelle de Champlitte « la St Vincent » est proposé aux invités.

382 Cf. Index.

Certains d'entre eux, se dirigent vers un hôtel de San Rafael pour continuer la soirée où un repas est proposé à un prix avoisinant les 10 euros. De ce fait, seulement les plus aisés ont pu s'inscrire à cette soirée. Quelques associations ont participé à l'élaboration de cette fête privée mais elle reste le fruit d'une initiative personnelle des gérants et patrons de l'hôtel. Une fois de plus, la marseillaise est chantée, et des jeunes filles habillées en alsaciennes portent le drapeau français. Comme en début de soirée, les représentants des Français sont présents. Les tables mises en place à l'extérieur pour l'occasion sont également décorées de cocardes et de drapeaux tricolores. Le repas proposé en 2010 était une *paella*. Les invités devaient venir vêtus d'un habit de marin. Puis, un feu d'artifice et un bal aux musiques plus contemporaines, comme le *reggeatón*³⁸³, étaient offerts aux convives.

Cependant, l'observation participante a permis de mesurer comment l'élite souhaite l'exclusivité de l'attention que les regards extérieurs leur portent. Elle ignore les personnes non descendantes ou celles qui n'appartiennent pas à leur statut social, rejetant même parfois leur présence.

Ce soir-là, je me trouvais avec un ami originaire de l'état de Puebla. Quand nous sommes arrivés à la soirée, nous n'avions plus de place réservée. Nous avons été obligés de nous asseoir auprès des journalistes et des photographes autour d'une toute petite table où finalement nous sommes restés que tous les deux toute la soirée. J'ai quand même envisagé le dialogue avec les autres convives en faisant un tour de salle. À chaque fois, j'écoutais les mêmes répliques : « c'est qui lui là ? », « laisse-le seul et viens donc avec nous », « il n'est pas très important de toute façon », « tu dois te méfier des Mexicains ». J'ai remarqué ce jour-là la difficulté d'intégrer cette société si l'on n'est pas de nationalité française ou si l'on ne représente pas une « apparence européanisée »³⁸⁴.

Ces caractères, public et privé ou ouvert et fermé, de la célébration du 14 juillet pose des questions essentielles. Qui peut réellement appartenir à ce groupe pro-français ? Pourquoi fêter le 14 juillet au Mexique et quels symboles mémoriels représentent cette fête ? Et enfin, à qui profite ces soirées ?

383 Musique populaire à la mode au Mexique et ailleurs.

384 Notes Carnet de bord. Travail de terrain 2010.

a- Le 14 juillet : d'hier à aujourd'hui

La mémoire collective des descendants de français a le souvenir de la fête du 14 juillet organisée dans les années 50. Elle représente pour eux une belle époque, c'est pourquoi ils ont essayé de reproduire à nouveau cette commémoration à l'image de celle vécue autrefois.

Le 14 juillet 1947, les habitants de San Rafael organisèrent la fête nationale avec la présence de Nemesio Garduño³⁸⁵ (envoyé par le Président de la République Miguel Alemán³⁸⁶), du Président Municipal de Martínez de la Torre, et autres personnalités, ainsi que les professeurs Henri Argous de l'Institut Français de México et représentant de l'Ambassadeur de France, et Elizabeth Couhins de Jancigny nommée par le Gouvernement français, chargée de la section San Rafael et de l'Alliance française. Un journal de l'époque³⁸⁷ publie les discours que prononcèrent les deux professeurs :

(...) J'ai aujourd'hui l'immense privilège de célébrer la glorieuse date du 14 juillet dans un lieu comme celui-ci, San Rafael, qui est le symbole d'une amitié franco-mexicaine; une grande île de la France au milieu de la belle terre mexicaine qui est pour les Français une seconde patrie.

(...) À peine, le peuple mexicain avait réussi à renverser ses despotes et substituer à la domination d'une oligarchie sans scrupule, les nobles concepts de la démocratie, quand une poignée de Français courageux, attirés autant par la beauté de la terre mexicaine, que par la sympathie que les exploits des héros mexicains suscitaient en France, débarquèrent à Veracruz, non pas pour établir une nouvelle sorte d'esclavage, mais pour partager avec les glorieux descendants des Mayas et des Aztèques ces idéaux de fraternité universelle et de justice sociale dans lesquels avaient partagé les cœurs des hommes libres d'Allende el Atlántico et des Américains les plus authentiques.

(...) Nous ne pouvons pas arrêter de rendre un fervent hommage à ces courageux qui, avec la seule force de leur volonté et de leurs bras, entreprirent donc la tâche surhumaine de s'imposer face à une nature hostile et splendide, en ouvrant le chemin avec la machette, en construisant leurs humbles baraques au milieu de la forêt tropicale, en se battant contre des tigres pour sauver leurs vies et leur campement primitif, dans ce coin sauvage et paradisiaque, ils furent les pionniers de la civilisation, de cette civilisation française qui, en surmontant les haines et les rancœurs stériles, les substitua en supérieurs et généreux concepts de l'égalité sociale et de la fraternité humaine, en étant toujours la première dans le champ de la liberté, en faisant d'elle l'indispensable condition de toute dignité, de toute culture.

385 Cf. Index.

386 Archives municipales de San Rafael : Photographie des visites à San Rafael du Président, sans date.

387 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, Sans date, p. 65.

(...) En ce glorieux anniversaire, je veux vous témoigner à tous ma gratitude et mon affection. Je ne peux pas arrêter d'associer à leurs noms l'unique représentant de l'armée française à San Rafael, Don Alfonso Couturier, dont la modestie ne lui a jamais permis de faire l'étalage de ses exploits, mais qui, dans les files courageuses des maquisards de la Résistance Française, il mit le nom du Mexique très haut, en ayant l'honneur d'être citoyen mexicain et français. Lutter pour un idéal, mourir pour lui tel a été à travers les siècles, la devise du Mexicain et du Français. L'idéalisme de la France a été la lumière qui guida les peuples opprimés vers la liberté, et comme le disait le Président Ávila Camacho en septembre 1943 : « L'idéalisme du Mexique a toujours été sa défense plus pure et sa force plus haute ». Je porte un toast pour les idéaux qui ont consolidé l'amitié franco-mexicaine. Vive le Mexique, Vive la France³⁸⁸.

Tout d'abord, nous avons à faire ici à une véritable mise en scène du passé. La figure mythique du « Français civilisateur », guidant les peuples en soif de liberté, fait évidemment référence aux idées de l'époque des Lumières et aux Indépendances des Amériques. Elle s'oppose à l'image des colons espagnols, qui n'auraient propagé que l'esclavage et la barbarie. Dans un deuxième temps, la figure du Français travailleur et courageux, celui qui a su développer le village de San Rafael est mis en avant. La migration française elle-même est réduite à simple voyage touristique. Il est mentionné que ces migrants ont rejoint le Mexique pour la beauté des paysages mais ont su finalement dominer cette nature hostile. Ce discours nous montre également comment la figure indienne (Mayas et Aztèques) est récupérée pour l'assimiler à la nation mexicaine alors que la région de Veracruz est supposée avoir une origine totonaque*. En d'autres termes, les références aux Mexicains d'aujourd'hui sont très peu évoquées pour ne s'attacher qu'à un indien « mort » et « disparu » depuis très longtemps, fascinant toujours autant les européens.

Après le décès de Don Alfonso Couturier, les célébrations du 14 juillet ont été abandonnées. L'engouement pour cette célébration est devenu moins présent chez les descendants. Ce n'est qu'en 2009 que les gérants et propriétaires de nouveaux établissements hôteliers ainsi que les associations civiles décident de réintroduire cette fête au sein de la communauté de San Rafael, avec l'aide du nouveau Muncipe. Au fil des entretiens et des observations ethnographiques, il est possible de mesurer la signification de cette fête. Le 14 juillet représente pour les descendants le symbole de la liberté. Ils l'expriment aux travers de rituels musicaux, de cris de joie et de marches de guerre, où l'on distingue la Marseillaise et la devise Liberté, Égalité, Fraternité.

388 Journal *Oriente* édité à Teziutlán, Pue. Numéro 855. 27 juillet 1947. Extrait du livre de Bernot p. 64-66.

Des discours y sont prononcés faisant référence à la Révolution, aux Indépendances des Amériques. Ils reprennent les mêmes discours qui étaient déjà prononcés pendant les célébrations du 14 juillet dans les années d'après-guerre.

Fêter ici le 14 juillet : c'est qu'en 1789 c'est là que sont nés les droits de l'homme et c'est ce que je défends les droits des Français au Mexique. Vive la France. Vive le Mexique. Vive San Rafael³⁸⁹.

(...) La finalité de cet acte civique et culturel est de récupérer les histoires locales et faire de la population un participant en revalorisant les idéaux de Liberté, Égalité et Fraternité. Ces préceptes de la Révolution Française de 1789 furent repris pour commencer le mouvement d'Indépendance dans plusieurs pays d'Amérique Latine. Grâce à cet acte on réaffirme l'intégration entre les Français et les Mexicains en ce lieu dans une sincère convivialité avec les citoyens gaulois³⁹⁰.

(...) La Prise de la Bastille, la France de 1789 avec ses mots si sublimes parfaitement français: Liberté, Égalité, Fraternité, ont changé la paix dans le monde. Avec des efforts incroyables, avec une constance à toute épreuve, animés par la foi, et une confiance absolue dans le pays qui les avait accueillis si généreusement, ils menèrent à bien cette œuvre admirable, San Rafael. Ils nous ont légués cet héritage, nous avons donc le devoir sacré de ne pas oublier leur exemple et de servir toujours avec la même loyauté ce pays, cette nation, c'est la nôtre maintenant, notre Mexique. Tous nous sommes citoyens mexicains, dont nous sommes fiers mais nous ne pouvons pas oublier que certains d'entre nous sommes unis par le sang de la noble et belle famille française. Nous sommes descendants de ces hommes courageux, entreprenants, honnêtes qui fondèrent la colonie de Jicaltepec, le San Rafael d'aujourd'hui. Nous devons conserver le souvenir desquels nous faisons partis dans cette grande œuvre. Nous devons continuer à travailler avec courage pour le progrès de San Rafael et pour l'accroissement de tout le pays, en suivant l'exemple que nous ont laissé nos ancêtres. Notre legs c'est la culture, notre objectif la conserver³⁹¹.

389 Prise de notes des discours prononcés. Carnet de bord, juillet 2010, San Rafael.

390 *Ibid.*

391 *Ibid.*

La différence des discours avec les années 50, tourne autour du nouveau San Rafael, celui qui a récupéré ses liens sacrés avec la France et le partenariat qui s'est créé suite au jumelage. C'est donc l'occasion pour eux de réaffirmer leur appartenance à la France par les liens du sang, de maintenir une certaine cohésion sociale en exposant une amitié parfaite et profonde entre tous « c'est une fête pour tous, ce n'est pas une fête des Français, c'est une fête des Mexicains, c'est une fête des Français et des franco-mexicains, c'est une fête qui nous appartient à tous³⁹² ». Malgré ces apparences parfois trompeuses d'une entente parfaite, aux travers des discours, il est possible d'appréhender les marqueurs de différenciations entre Mexicains, Français et Franco-mexicains. Cette fête permet aux descendants d'exhiber une différenciation physique et morale avec les autres Mexicains en faisant l'éloge du français migrant, celui qui a traversé tous les maux mais qui a réussi par la seule force de ses bras et de son courage.

La célébration est utilisée par les milieux associatifs³⁹³ afin de raviver la flamme bleue, blanc, rouge. Elle est aussi importante pour les politiques car ils peuvent évoquer, lors de réunions privées, la possibilité de financements futurs ou passer des accords. Elle intéresse aussi les représentants de la France pour former des activités de propagandes, des sortes de meetings politiques, afin de donner des informations sur les nationalités en cours ou sur les élections des représentants des Français de l'étranger. « Nous devons connaître nos origines, c'est pourquoi nous avons travaillé conjointement avec les membres actifs qui s'occupent des nationalités. Certains d'entre vous ont reçu un « non » mais nous allons continuer à lutter car il s'agit d'un travail de longue haleine. Nous défendons vos droits et nous continuerons à le faire³⁹⁴ ». En parallèle, cet événement permet à quelques habitants descendants isolés de s'informer sur les demandes de nationalités.

392 *Ibid.*

393 *Diario Martinense*. 15 juillet 2010. San Rafael, Veracruz « Festejan la Toma de la Bastilla ».

394 Prise de notes des discours prononcés. Carnet de bord, juillet 2010, San Rafael.

Les membres du gouvernement local interviennent pour montrer leur sympathie aux descendants mais aussi aux représentants du gouvernement français dans le but de créer des coopérations internationales, plutôt dans le secteur de l'économie et du commerce, dont je reparlerai plus en détails dans un prochain chapitre. D'autres, comme les moteurs efficaces de l'économie de San Rafael, se servent de « la commémoration politico-culturelle comme tremplin³⁹⁵ » devant les représentants étrangers et la presse pour montrer leur pouvoir économique.

Photographie 17
San Rafael « 14 juillet 2010 »



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

395 Rolland D., *Mémoire et Imaginaire de la France en Amérique Latine*, L'Harmattan, 2000, p. 66.

b- L'impact de la construction identitaire sur la population

La presse locale est mise à contribution pour divulguer cet évènement qui se veut pour tous.

Pendant cet évènement, des actes civiques ont été présentés, comme l'interprétation des hymnes nationaux français et mexicain, ainsi que des activités culturelles, un intéressant discours, proposé par le chroniqueur de San Rafael, sur l'histoire de la ville, pour favoriser la reconnaissance et la valorisation de l'histoire et les traditions de celle-ci et pour encourager l'unité sociale. (...) Il est important de recouvrer cette tradition pour que les nouvelles générations la connaissent, et les aide maintenant à renouer avec ce sentiment d'identité que ces deux cultures ont³⁹⁶.

Le rôle et les objectifs de cette célébration sont donc double, recouvrer un sentiment d'appartenance et renforcer les relations France-Mexique ou Haute-Saône-San Rafael. Cependant, le 14 juillet et les fêtes françaises sont trop souvent sélectifs et réservés à l'élite locale. Cet évènement leur permet de défendre leur identité de trois manières. Les partenaires associatifs participent à travers une association culturelle qu'ils représentent. Ils exhibent l'amitié française et l'attachement profond qu'ils ont pour la France, mettant de côté leurs rancœurs pour le temps d'une journée. Les discours politico-culturels des différents membres, politiques, associatifs et des représentants étrangers, permettent d'arborer leurs différences avec les autres en la cachant sous la présentation d'une union collective. Cette journée donne à cette élite une visibilité sur la scène sociale, ce qui renforce leur statut au sein de la société. Les membres actifs sont très souvent des femmes, elles sont identiques à celles présentées dans le chapitre II-Partie I sur les associations. Elles représentent leurs maris, les acteurs efficaces de l'économie de San Rafael, et jouent le rôle de conservatrice de la culture et de gardiennes de la transmission de l'identité. Enfin, cet évènement facilite la négociation des ressources car tous les membres actifs mentionnés ci-dessus sont présents. Cette fête permet également à l'élite politique de diffuser des idées politiques sur la scène publique et à satisfaire l'électorat.

Comment les Mexicains non descendants pourraient se sentir impliquer ou se reconnaître dans cet évènement ? Il n'y a rien de pertinent pour eux, aucune interpellation. Cette fête ne signifie rien, elle fait référence à un « vide mémoriel* ». D'autant plus que lorsqu'ils essayent de s'y intéresser, ils perçoivent un sentiment d'inégalité sociale et de rejet, mais également d'exclusion économique – les frais demandés pour aller manger avec les convives Français

396 *Diario Martinense*. 15 juillet 2010. San Rafael, Veracruz « Festejan la Toma de la Bastilla ».

sont démesurés par rapport aux salaires des habitants. Les descendants de français ne comprennent pas comment des habitants de San Rafael ne peuvent pas s'intéresser à leur histoire. Ils les considèrent même parfois comme des incultes, mais en réalité, il ne s'agit pas de leur histoire, de leur passé ou de leur mémoire, car nombreux sont les habitants de San Rafael à s'être installés que récemment pour y travailler³⁹⁷. Des situations comme celle-ci provoquent de l'incompréhension au sein de la société pouvant mener à une discrimination profonde.

B-RACISME ET EXCLUSION SOCIALE

Parler de l'identité ne pouvait se faire sans évoquer le thème du racisme et des discriminations. Racisme et identité sont liés. Comme l'a défini Stuart Hall, l'identité d'un groupe « s'affirme à travers la différence en se comparant aux autres, en excluant ou en absorbant ceux qui conviennent (ou pas) »³⁹⁸ à la création de ce groupe. Ce processus appelé d'identification a pour conséquence la réaffirmation de distinctions et de similitudes, mais aussi la création de phases de rejet et d'acceptation, c'est-à-dire la formation d'un moi identique et de son contraire.

En ce qui concerne San Rafael, il est important de traiter deux types de discriminations, raciale et sociale. Dans cette partie, il sera surtout question de la discrimination raciale, et le chapitre VIII-Partie III sera consacré à la discrimination sociale à travers les relations professionnelles (différenciation par la classe sociale). Le racisme sera analysé et entendu aux travers de discours et de comportements affirmant une existence de « races* », allant parfois jusqu'à exposer, supposer ou induire une supériorité biologique et très souvent une suprématie culturelle et une distinction économique. En d'autres termes, comme l'a défini Albert Memmi³⁹⁹, le racisme est « la valorisation, généralisée et définitive, de différences, réelles ou imaginaires, au profit de l'accusateur et au détriment de sa victime, afin de légitimer une agression ou un privilège ».

397 Cf. Chapitre IX-Partie III : enjeu majeur des migrations récentes.

398 Cf. Hall, Stuart. « The local and the Global: Globalization and Ethnicity » dans King, Anthony D. (ed.), *Culture Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Binghamton, University of New York at Binghamton, pp. 19-39. <http://www.cholonautas.edu.pe/biblioteca.php>, (en ligne), 1991, pp. 1-24.

399 Définition d'Albert Memmi, mentionné dans son livre *Le Racisme*. Éditions Gallimard, 1982. P. 99.

1- Les origines des discriminations à San Rafael

Dans son livre *Peau Noire, Masques Blancs*, Frantz Fanon dit « ce n'est pas parce que nous nions aux noirs toute valeur mais vous savez bien qu'il vaut mieux être blanc⁴⁰⁰ ». En effet, la caractéristique phénotypique de la blancheur est pleine de symboles marqués historiquement et socialement dans beaucoup de pays et surtout dans ceux qui ont endurés la colonisation comme le Mexique.

a- Au XIXe siècle

En reprenant brièvement l'histoire mexicaine du XIXe siècle, il est important d'avoir en mémoire que les états de la côte et du nord du Mexique ont été considérés comme de véritables laboratoires de colonisation dans le but notamment de blanchir les populations⁴⁰¹. Même si les Français de San Rafael ont connu l'endogamie pendant la première moitié du XIXe siècle, le métissage a fait son chemin. Malgré toutes ces années, il est fort de constater que la couleur de peau à San Rafael, comme dans d'autres contrées du Mexique, reste et demeure, un trait de qualité significatif. Elle provoque des conflits, des discriminations raciales et sociales, des clichés et des amalgames de tous genres. Afin de saisir un deuxième caractère de sélection qui est utilisé à San Rafael, dans les discours et dans les pratiques sociales, pour se reconnaître et s'identifier comme Français, il est important de comprendre que cette discrimination raciale prend racines dans le Mexique du XIXe siècle.

« Le XIXe siècle a bien été l'époque des "conceptions du monde", de ces nouvelles gnoses où le savoir scientifique vient habiller des mythes, religieux ou politiques, et devient lui-même mythologie, discours scientiste à prétention prophétique⁴⁰² ». Ces doctrines fondées sur l'idée de la « race », que Taguieff nomme « raciales », ont selon lui, bouleversées la manière même du racisme. Il se constitue à cette époque dit-il « en vision du monde, en métaphysique de l'Histoire et en idéologie politique⁴⁰³ ». Les intellectuels de l'époque, souhaitaient réellement au nom de la « science de l'Homme » classer les humains en « races humaines » mais aussi les différencier selon leurs traits phénotypiques et physiologiques,

400 *Escucha Blanco*, primera edición en 1952 by Editions du seuil, Paris, título original *Peau Noire, Masques Blancs*, edición de 1966 by Editorial Nova Terra, Barcelona. p.76.

401 Sanchez E., « Nacionalismo y racismo en el México decimonónico. Nuevos enfoques, nuevos resultados », dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. 2007-N° 7, mis el ligne le 30 janvier 2007. URL: <http://nuevomundo.revues.org/document3528.html>.

402 Taguieff P-A., *La couleur et le sang. Doctrines racistes à la française*. Mille et une nuits, département Arthème Fayard, janvier 1998-février 2002. p. 17.

403 *Ibid.* p. 18.

leurs capacités et leurs coutumes. La théorie « racialisée », dont parle Taguieff, qui semble la plus proche des discours analysés dans cette étude, est la suivante : il parle d'une théorie de races, fondée sur le principe du « déterminisme biologico-racial ("telle race, telle culture" ou "telle race/tel ensemble d'aptitudes")⁴⁰⁴ ».

En revanche, avant la classification de l'échelle humaine en termes de « races », les membres de la noblesse ou de la haute-bourgeoisie avaient recours aux classements par « le sang », faisant référence au lignage. De ce fait comme l'explique Taguieff, le terme « race » est également utilisé de cette manière, lorsqu'il désignait à une certaine époque, « un groupe d'individus ayant une origine commune⁴⁰⁵ ». Il ajoute que cette terminologie a été utilisée par exemple en Espagne et au Portugal et par les aristocrates français, ou encore aux Antilles et dans les deux Amériques, pour expliquer le phénomène du métissage. Une seule goutte de « sang juif ou maure », de « sang gallo-romain » ou de « sang noir » pouvait tâcher l'image et la lignée de toute une famille comme un venin.

Les preuves d'un racisme issues du XIXe siècle à San Rafael, trouvées dans les archives diplomatiques à Nantes, concernent plus précisément la période du *Porfiriato* (1876-1910). Les livres d'Humboldt ont laissé une image positive et légendaire du Mexique, l'ancien Royaume de la Nouvelle-Espagne, tel un jardin d'éden ou le meilleur endroit du monde pour faire fortune et investir dans les ressources agricoles⁴⁰⁶. Cette réputation donna lieu à des projets de commerce, agricole, et d'infrastructures de la part des colons et des gouvernements mexicain et français pendant tout le XIXe siècle. L'époque du *Porfiriato* est donc celle de la croissance économique de San Rafael mais aussi celle des politiques raciales dans la continuité des idées du XIXe siècle.

Porfirio Díaz arriva au pouvoir en 1876 avec le même objectif que ses prédécesseurs, celui de remédier à cette « plaie nationale » qui nuisait à la modernisation et au développement du pays, *el indio**. Les libéraux et les théoriciens de l'époque appelés *los Científicos**, mais encore et surtout le cabinet ministériel avec à sa tête l'économiste Jean-Yves Limantour⁴⁰⁷, pensaient donc y remédier à travers la colonisation, en aboutissant par ce biais au métissage de la population.

404 *Ibid.* p. 29.

405 *Ibid.* p. 19-20.

406 Hernández Elizondo Roberto C., « Visión Francesa del Porfiriato y la Revolución Mexicana » dans *Viajeros y migrantes franceses en la América española y portuguesa durante el siglo XIX*. Chantal Cramaussel y Delia González Editorias. Volumen I y II. El Colegio de Michoacán 2007, México. pp. 265-287 et pp. 291-337. p. 269. Olveda J., « Proyectos de colonización en la primera mitad del siglo XIX » dans *Relaciones. Estudios de Historia y Sociedad*. Vol XI-N° 42-Primavera 1990. (p 23-47), p.24.

407 Cf. Index.

Ces nouveaux projets migratoires étaient soutenus par le gouvernement français. Il a longtemps fait des rapports⁴⁰⁸ sur la production au Mexique ou des études sur la population, présentée de manière négative et sous-qualifiée, ce qui justifiait le projet colonial français, celui d'améliorer la situation des Mexicains.

Haute main d'œuvre en générale – cause et effet simultané du manque de développement industriel et agricole – manque des ambitions des Mexicains en générale. La main d'œuvre est rare sur toute l'étendue des côtes tant du Golfe que du Pacifique et entre autre elle est de qualité inférieure. L'instruction primaire est obligatoire et gratuite de par la loi mais dans la pratique à Veracruz, Xalapa et Orizaba on n'admet dans les écoles cantonales que les enfants ayant des chaussures – peu importante d'ailleurs et vu dans quel état elles se trouvent – il est certain que ceux auxquels l'accès des écoles est refusé ne peuvent pas grand-chose. En générale, le mexicain a un certain degré d'intelligence. Les considérations qui précèdent n'ont pu trouver leur place dans un travail sur la main d'œuvre, car elles donnent une idée de moleur (sic) autant dans lequel vit le prolétariat mexicain. En effet, une migration française tiendrait la meilleure acceptation sur toutes les autres nationalités⁴⁰⁹.

Les colons Français de San Rafael envoyaient régulièrement des rapports au gouvernement français, afin d'expliquer la situation du pays. La description faite pour qualifier les Mexicains n'est pas plus positive que la précédente, car ils sont réduits au rang d'incapables et d'intolérants⁴¹⁰.

Il a souvent été répété que les ressources naturelles au Mexique n'étaient pas toutes exploitées. Cette assertion est d'une exactitude rigoureuse : mais il y a à cela plusieurs raisons, dont la principale est l'intolérance naturelle des indigènes, à cela il faut ajouter le manque de bras et le manque d'ambition qui fait qu'ils se contentent de presque rien⁴¹¹. (...) Elle (la femme) fera des « tortillas* » qu'elle vendra aux voisins et il est probable que si elle gagne un peu plus qu'il n'en faut pour qu'elle et ses enfants ne meurent pas de faim. Son protecteur le lui prendra pour s'enivrer et la battra en guise de

408 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales. Lettre du 14 avril 1882. Le Ministre des finances au Consul de Veracruz. Lettre de 1886. Le Ministre des finances au Vice Consul de Jicaltepec. Ex de rapport: La surface réservée à la culture de la vanille est d'environ 1400 hectares dans les deux cantons de Papantla et de Misantra. La colonie française de Jicaltepec est comprise dans ce dernier canton. Le chiffre approximatif de la production annuelle est de 14 millions de gousses dans les bonnes années. On compte que chaque hectare produit 10000 gousses qui donnent un rendement de 10 livres.

409 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales.

410 Le terme « intolérant » prend le sens de « refus » (nier dans l'indifférence et la paresse) des indigènes à vouloir exploiter les ressources naturelles. Les colons français les voyaient comme des personnes entêtées qui préféreraient ne pas développer.

411 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales. Rapport envoyé au Ministre sur la situation de l'état de Veracruz en 1901.

récompense⁴¹² ». (...) On ne trouve ni bon forgeron, ni bon maçon, ni bon cordonnier... Ceux qui font ces métiers sont d'une incapacité... ils gagnent 2 pesos par jour. Des bons ouvriers gagneraient au moins 3 pesos et auraient du travail qu'ils ne pourraient faire⁴¹³.

Le gouvernement français utilisait comme informateurs, les représentants de la France au Mexique ou les voyageurs tels que Ludovic Chambon⁴¹⁴, pour se faire une opinion des populations. Cette vision euro-centrique du colonisateur lui donnait une longueur d'avance afin d'assurer de bonnes négociations en sa faveur. La France voyait en la colonisation une manière de s'enrichir.

« Nombreux sont encore au Mexique ces petits villages dans lesquels l'aversion pour l'inconnu, le blanc, l'envahisseur, n'a pas changé depuis la conquête (...) ces pauvres indiens ne connaissent rien au-delà de leur horizon et transmettent à leurs enfants, face à l'étranger, la même haine qu'ils ont reçue de leurs ancêtres (...). Nous avons les qualités que requiert un colonisateur (...). L'argent ne s'acquiert pas sauf par le commerce et surtout par le commerce avec l'étranger (...). Les civilisations en Amérique n'apparurent pas avant les VIIe et VIIIe siècles de notre ère ; il faut voir dans cette éclosion tardive la preuve de leur personnalité, totalement soustraite aux influences du vieux continent⁴¹⁵. »

L'idéologie raciale qui circulait autour du mexicain, catalogué péjorativement d'indien « sale », « ignorant », « fainéant » ou « alcoolique violent », a toujours été présente au XIXe siècle.

412 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz – 8 – Affaires consulaires et commerciales.

413 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz : 8 – Affaires consulaires et commerciales.

414 Cf. Index.

415 *Cien viajeros en Veracruz*. Crónicas y relatos tomo VII – 1874-1896. 1992, Gobierno del Estado de Veracruz. Traducción del francés, que la imprenta de Paul Dupont, publicó en París en 1892. (p227-248). « Ludovic Chambon: Un gascon en México ».

b- La Révolution Mexicaine : le tournant idéologique*

Cependant, il est important de préciser que le racisme opéré à l'encontre des Mexicains n'a pas été le seul. Une période particulière le montre, celle de la Révolution Mexicaine. Celle-ci est particulière car, elle représente « une rupture sociale brutale, une transformation complète de l'ordre social et moral⁴¹⁶ ». Pendant cette période, les tensions et le climat de violence sont vécus par les descendants de migrants comme des actes xénophobes envers leurs parents comme le raconte l'un d'entre :

Comme le pays était en pleine révolution mes parents se sont liés d'amitié avec un général mais un de mes oncles était contre lui, alors il décida de se venger. Il attrapa plusieurs membres de ma famille dont deux enfants et il les fusilla derrière l'église de Jicaltepec. L'un d'eux réussit à s'échapper mais il lui tira dessus lorsqu'il sortit du fleuve... Nos parents nous racontaient aussi que l'on cachait les femmes dans les montagnes et les aliments sous les lits. Ils enterraient aussi l'or et les bijoux dans les prairies. Il y a eu beaucoup d'haciendas et de fermes qui furent attaquées. Ils en voulaient aux Français⁴¹⁷.

J.C Demard et D. Skeritt affirment que depuis le XIX^e siècle l'ascension économique et sociale de certaines familles françaises provoqua des jalousies et des rancœurs dans le canton de Nautla et de Misanla. J'ai recensé aux archives diplomatiques de Nantes⁴¹⁸, quatre cas d'attentats ou d'agressions envers la population française dans un village (Paso de Telaya) à quelques kilomètres de San Rafael entre 1912 et 1915. Ces actes de violence recensés ont été commis sur des membres d'une même et seule famille qui avait réussi une ascension économique et avait toujours gardé des contacts avec leurs proches restés en France. Il est curieux de voir que le Vice Consul n'ait pris la peine de ne dénoncer uniquement ces meurtres⁴¹⁹, ces vols commis durant cette époque et, de ne recenser que cette famille. Il est donc probable que celle-ci était très influente à San Rafael.

Cependant, il est difficile de prouver que ces actes soient directement liés à la Révolution. Il s'agirait bien plus d'actes de banditisme qui ont d'ailleurs toujours eu lieu dans cette région, conséquences d'un climat national tendu. En effet, la Révolution est née d'une objection

416 Covo-Maurice J., *La Révolution mexicaine. Son passé et son présent*, Ellipses/ édition marketing S.A., 1999, p.8.

417 Entretien avec N° 54, carnet de bord, agriculteur, travail de terrain avril 2010.

418 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz 23. Attentats contre des Français de Jicaltepec (1913). Consulté en janvier 2010.

419 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz 23. Attentats contre des Français de Jicaltepec (1913).

contre la réélection de Díaz, puis par la suite a pris un caractère revendicatif et violent de par les luttes armées. Elle a été aussi une manière de stopper les concessions ou autres privilèges accordés aux étrangers. Elle a provoqué certains mouvements anti-étrangers et/ou xénophobes. Le discours politique révolutionnaire visait surtout à légitimer le mouvement mais reposait aussi sur de nombreux mensonges⁴²⁰. Ce discours marque surtout le passage à un nationalisme xénophobe et revanchard pour s'attirer les foules des paysans sans terre.

La Révolution se vend comme la réhabilitation de l'indien et l'élimination du racisme. Le point important de la Révolution se base sur la revendication des indiens et des communautés indiennes. Le discours révolutionnaire a cherché l'émancipation et l'intégration des groupes indiens exploités à la nation mexicaine et à l'état révolutionnaire, et à s'opposer à la vieille oppression des grands propriétaires, des « caciques » et des ecclésiastes⁴²¹.

En même temps que les révolutionnaires critiquaient la présence étrangère sur le territoire mexicain, ils arguaient un discours contradictoire. L'article 27 de la Constitution mexicaine de 1917 a été effectivement pensé pour « redéfinir les relations de propriétés⁴²² » et l'article 123 pour créer une législation sur les droits du travail mais ils n'ont jamais été créés pour diminuer les investissements et la production des populations étrangères, bien au contraire :

Le capital étranger sera toujours le bienvenu pourvu qu'il reconnaisse les droits économiques des ouvriers et qu'il n'aspire pas à posséder d'autres privilèges que ceux du capital mexicain⁴²³. » Le résultat de ce processus révolutionnaire a été : « la création d'un pouvoir exécutif central qui stimule le développement capitaliste et qui est capable de négocier les demandes paysannes et celles des travailleurs industriels avec les chefs d'entreprises et les groupes de classe moyenne⁴²⁴.

420 Knight, A., « Racismo, Revolución e Indigenismo México, 1910-1940 » dans *Cuadernos del Seminario de Estudios sobre el Racismo en/desde México*, Número I, José Jorge Gómez Izquierdo (coord. Y editor de la serie). Instituto de Ciencias Sociales y Humanidades Puebla, México, 2004.

421 *Ibid.* Knight, A., 2004, p.20.

422 Knight A., *La Revolución Mexicana. Del porfiriato al nuevo régimen constitucional. Volumen II. Contrarrevolución y reconstrucción*. Titre original: *The Mexican Revolution* (traducción Luis Cortez Bargalló de la edición de Cambridge University Press, Gran Bretaña, 1986). 1986 Editorial Grijalbo, México. p. 1026-1030.

423 Paredes A., « L'intégration des étrangers dans la « république métissée » : le Mexique », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 12 | 2006, [En ligne], En ligne depuis le 21 septembre 2007. URL : <http://alhim.revues.org/index1292.html>. Consulté le 04 février 2010. p.7.

424 Wolf, Eric R., *Las luchas campesinas del siglo XX*. Première édition en espagnol 1972. Siglo XXI editores. Première édition en anglais 1969, 1969 by eric r. wolf, par harper and row publishers (New York). Titre: "Peasant wars of the twentieth century". pp. 13-76. p. 76

L'union d'hommes aux origines culturelles diverses provoquée par la révolution (pouvoir travailler et vivre dans un état de droit), lutte commune pour la terre et le droit au travail, scella ce que Demard appelle « l'intégration politique des Français du Mexique ». Il s'agirait donc de la « mexicanisation des colons français » ? Non,

Il s'agit d'un processus à caractère essentiellement économique et politique, déclenché d'un côté par la préservation d'un territoire-espace vital, représenté par la défense des propriétés ou du patrimoine accumulé pendant le séjour dans le « pays d'accueil » ; de l'autre, par le maintien d'une bonne entente avec certains des autochtones qui, friands de nationalisme et/ou xénophobes (*los revolucionarios*), attribuent la cause des maux du pays aux étrangers et à leurs descendants « mexicains »⁴²⁵.

De plus, les français devaient faire face à un deuxième problème, la première guerre mondiale. Ils ont fini par renoncer à aller combattre en France. « Certains français déclaraient s'être engagés dans la politique du Mexique et ils ne pouvaient pas servir deux pays à la fois⁴²⁶ ». De ce fait, le gouvernement français révoqua le dernier vice consul de Jicaltepec en 1916⁴²⁷ et abandonna la colonie pour haute trahison. La situation critique du pays, les obligea en quelques sortes à respecter les nouvelles règles mexicaines, et donc à prendre part aux changements politiques et sociaux pour leur propre survie. En effet, à cette époque les lois étaient de plus en plus propices au rejet et à l'exclusion de l'étranger comme par exemple dans le « programme *carrancista* » : « On rendra aux paysans les terres dont ils ont été injustement dépouillés par les *caciques* nationaux et étrangers et l'on rabattra l'insolence insupportable de l'élément étranger au Mexique⁴²⁸. » La presse⁴²⁹ aussi corroborait les idées révolutionnaires :

425 *Op. cit* Paredes, Armando, 2006, p.6.

426 Demard, J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Editorial Dominique Guéniot, 1999.

427 MAE/DAD Nantes Veracruz Jicaltepec – San Rafael Roussel (Alphonse) – Carta en La Veracruz.

428 MAE/DAD Nantes – México Consulat Série B. Réclamations 1910-1916. Le Vice Consul de la France à la Veracruz, Mr Brouzet, à Mr Ayguesparss, Chargé d'Affaires de la République Française au Mexique.

429 MAE/DAD – México Consulat Série C. Troubles révolutionnaires 1913-1915. *El mexicano*. Veracruz, février 1915. *México y los extranjeros*.

Il existe entre les étrangers qui résident au Mexique la croyance erronée et insensée de se croire supérieur aux autres et jusqu'à sentir le droit d'exercer une censure à nos actions, seulement parce que parfois ils nous considèrent comme mal habillés, négligés et affamés (...). Mais se croire supérieur à l'autre, seulement parce que les richesses permettent de s'habiller à la mode européenne, est une aberration inconcevable à notre siècle et encore plus quand l'on connaît l'origine de certaines richesses. Ils doivent savoir ces respectables messieurs, que le schéma traditionnel dans lequel s'est passé le régime ignominieux et tyrannique de Porfirio Díaz, s'est rompu le jour où le dictateur (...) a renoncé au poste qu'il a occupé durant trente ans sans la volonté du peuple. Maintenant, les choses ont changé.

Toutes ces raisons impliquèrent les Français à se nationaliser et/ou à participer aux mouvements révolutionnaires. En effet, Jicaltepec et San Rafael devaient affronter les guérillas⁴³⁰, mais les deux clans n'étaient pas alliés. À Jicaltepec, les *carrancistas** contrôlaient la zone et de l'autre côté de la rive, à San Rafael, les *zapatistas** agissaient au côté de la famille Arellano⁴³¹, personnes très habituées à l'organisation armée, éleveurs et amis des colons grâce à des mariages entre des membres de leur famille et des Français, qui devait assurer la protection des colons et du bétail. Un peu plus tard, ce fut le tour des *obregonistas** et des *delahuertistas**. En 1923, certains descendants de français réussirent à fonder un « Comité de Défense Sociale⁴³² », destiné à repousser les groupes armés. Pour les colons, l'objectif de ces groupes armés n'était pas réellement politique mais il s'agissait surtout de défendre leurs propriétés et de garder une certaine distance vis-à-vis des révolutionnaires⁴³³.

À la fin de la Révolution, le Mexique en vint donc à se concevoir métis après un long siècle d'exaltation du blanchiment* de la population. Comme l'explique Michel Bertrand, surgirent alors de nouvelles revendications⁴³⁴ comme par exemple, l'abolition des frontières ethniques ou le rejet du modèle européen prédominant et apparurent de nouveaux intellectuels, tels que José Vasconcelos⁴³⁵ qui défendait la « Race Cosmique* ». Même si la notion de métissage était déjà employée bien avant la Révolution, il s'agissait alors de créer

430 *Op. cit* Demard, 1999, p. 231.

431 *Ibid.*

432 *Op. Cit* Demard, 1999, p.246.

433 *Op. cit* Demard, 1999, p. 231.

434 Bertrand M. et De Roux R. (dir.), *De l'un au multiple. Dynamiques identitaires en Amérique Latine*. Presses Universitaires du Mirail, 2008. Université de Toulouse-Le Mirail. p. 246.

435 Cf. Index.

un nouveau Mexicain, ni indien, ni espagnol, mais un métis représentatif de la nation mexicaine⁴³⁶.

Le métissage apparaît comme mythe fondateur de la nation, (...) le métissage est dans le plus strict sens du terme une invention idéologico-politique de la Révolution Mexicaine. (...) Cette notion de métissage de Vasconcelos s'inscrit dans un progrès civilisateur. Le métissage est un concept transdisciplinaire et lié à divers champs alors que l'indigéniste se retrouve cloîtré dans un milieu institutionnel, encadré par une politique sociale d'assistanat⁴³⁷.

Cette nouvelle idéologie révolutionnaire et ces luttes d'intérêts ont bouleversés l'identité française de la colonie. Les conséquences des réquisitions et pertes de terres, de la nouvelle idéologie révolutionnaire prônant le métissage, des crises agricoles successives, des circonstances de la première guerre mondiale ont fait émerger chez les descendants une reconsidération de l'identité française. Ils ne pouvaient plus se revendiquer comme appartenant à la France, sinon ils risquaient d'être discriminés ou rejetés. Ils n'étaient plus identifier comme français car l'idéologie nouvelle imposait une population mexicaine définie comme « métis ». Isolés, sans l'aide et le soutien de la France, il était compliqué pour eux de continuer à faire vivre ce « rêve français ».

Il est important de mesurer l'impact des processus historiques et des idéologies raciales et politiques qui ont conduit San Rafael à une certaine dichotomie visible ou invisible entre Français et Mexicains et à un goût particulier pour « la blancheur ». Ces deux « mondes » qui ont dû cohabiter ne se comprenaient pas toujours. Les Mexicains et les Français sont entrés dans une démarche raciste qu'Albert Memmi nomme « la peur et l'agression, l'une engendrant l'autre⁴³⁸ ». Après la Révolution, l'état-nation mexicain a essayé de gommer les différences ethniques par la promotion d'un discours sur le métissage, provoquant malgré l'effort un rejet mutuel⁴³⁹, dans le but d'intégrer politiquement toutes populations confondues. À San Rafael, cette idéologie n'a pas réussi à effacer la mémoire collective. Les anciens colons sont restés impuissants devant l'Histoire. La revitalisation de l'identité française,

436 « L'État-nation mexicain n'est pas issu d'un métissage culturel mais d'une union idéologique des habitants du Mexique. Nous pensons que c'est l'idéologie de la classe dominante créole qui a provoqué ce métissage culturel pour le bien selon eux de la nation ». *Op. cit* Paredes, 2006, p. 5.

437 Zermeño G., « Du mestizo au métissage : archéologie d'un archétype de la mexicanité » dans *De l'un au multiple. Dynamiques identitaires en Amérique Latine*. Bertrand M. et De Roux R. (dir.) Presses Universitaires du Mirail, 2008. Université de Toulouse-Le Mirail. p. 269 et p. 291.

438 *Op. cit* Memmi A., 1982, p. 101.

439 Cf. Gómez Izquierdo J., « Racismo y nacionalismo en el discurso de las élites mexicanas : Historia Patria y Antropología Indigenista » dans *Los caminos del racismo en México* (José Jorge Gómez Izquierdo coord.). Buap, 2005. Plaza y Valdés Editores.

aujourd'hui défendue, fait ressortir un ressentiment et une nostalgie de la vie d'avant. Les générations les plus anciennes des descendants de français de San Rafael expliquent encore ces rejets de l'élément étranger parfois avec une pointe d'humour, d'autres avec nostalgie des années qui ont passées.

Ma grand-mère me racontait que lorsqu'elle allait à l'école, les enfants mexicains se moquaient d'elle parce qu'elle parlait français et lui disait « Allez-vous en les Français ! » C'est pour ça qu'ils ont arrêté de parler le français⁴⁴⁰.

Quand j'étais petite, on nous disait souvent « française molle ! » (= qui ne sait rien faire). Avant les Mexicains n'étaient pas si commodes avec les Français⁴⁴¹.

2- Peur et rejet de l'Autre

Les discours et les comportements racistes font trop souvent référence à « l'homme blanc⁴⁴² » comme être suprême de la race humaine. Cette différenciation suppose une classification des humains et une multitude de « races humaines ». Dans l'histoire du monde et dans différentes sociétés, cette affirmation a été et est souvent répétée, c'est pourquoi le racisme n'est pas réservé à un seul groupe d'individus. Ces idées se sont fondées socialement et se sont transportées historiquement au fil du temps. Dans le cas de cette recherche, le racisme évoqué fait bien référence au désir de s'assimiler à « l'homme blanc », autour de comportements et de discours. Ces manières de dire ou de faire montrent un rejet et parfois une haine de l'autre, du différent, dans ce cas présent « les non blancs ». En même temps, cela implique de la part de cet autre un rejet de lui-même pour ressembler et s'assimiler à « l'homme blanc », car l'idée qui persiste est celle de la grandeur de la blancheur⁴⁴³.

440 Entretien N°31, Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, décembre 2007. San Rafael.

441 Entretien avec N°71, Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2008. San Rafael.

442 Cf. Fanon.

443 *Ibid.* Fanon, 1966, p.34.

a- L'exaltation du « blanchiment »

Il n'est pas rare d'entendre certains descendants de français faire l'éloge de leur « race » et de se qualifier de « race française ». En espagnol le mot *raza* est utilisé pour distinguer des origines différentes. De cette manière, de nombreux descendants de français se hiérarchisent eux-mêmes en termes de « race ». Ils conçoivent porter en eux certaines caractéristiques culturelles et raciales différentes de celles que portent les Mexicains. Ils justifient une partie de leur identité autour de la couleur de peau « blanche ». Un double sentiment naît de cette pigmentation et de cette origine, d'abord un élan de supériorité, puis un moment d'infériorité par rapport aux habitants de la France ou comme les descendants le disent « aux vrais Français », « *eres una verdadera francesa, los verdaderos franceses, los de allá* ».

Ici, on distingue les personnes par leurs couleurs, ce n'est pas que nous sommes racistes, mais bon toi tu es une jeune fille blanche et donc tu es française. Il y a aussi des blancs ici, mais les natifs, parce que nous, nous descendons des français, c'est la « race » qui abonde le plus ici dans la région, les français⁴⁴⁴.

Nous nous rendons compte que... parce qu'il peut exister plusieurs « races » mais bon, c'est que le mexicain, non, non, nous sommes d'ici et nous connaissons parfaitement bien les gens d'ici. Oui c'est vrai qu'il existe des gens avec qui tu peux d'intégrer mais il y a des gens avec qui ce n'est pas si simple⁴⁴⁵.

444 Entretien avec N°66 Agriculteur. Carnet de bord, travail de terrain, juillet 2010. Jicaltepec.

445 Entretien avec N°57 Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2010. San Rafael.

La couleur de peau n'est pas seulement associée à la francité, mais également au statut social et à la richesse.

Les français descendants sont plus riches que les mexicains. Ici, il y a des cercles sociaux, celui qui a de l'argent a ses propres cercles sociaux, et celui qui n'en a pas possède d'autres cercles sociaux⁴⁴⁶.

La discrimination existe et elle a été de toute évidence bien plus forte avant, c'était très fort, mais bon... Les gens de « sang français » ont généré des ressources, et grâce à cela, ils donnent du travail aux gens modestes. C'est la vérité, tous ceux qui ont des plantations de bananes et des grandes maisons donnent du travail aux gens d'ici qui n'ont rien⁴⁴⁷.

Ce n'est pas que nous nous n'entendons pas ou mal avec les gens de San Rafael, mais j'ai l'impression que pour eux, la classe sociale compte beaucoup. Ce n'est pas parce qu'une personne a plus d'argent qu'une autre, qu'elle est mieux. Nous sommes tous les mêmes dans le fond. (...) Je ressens du racisme de leur part. C'est pour ça que c'est mieux chacun de son côté. C'est comme ça, nous ne pouvons rien y faire⁴⁴⁸.

Chaque groupe se connaît, est en relation plus ou moins bonne, mais si un groupe est de classe sociale plus basse, alors il n'a pas accès aux autres groupes appartenant à une classe plus haute parce qu'il n'a pas d'argent. Si un descendant de français n'a pas d'argent et qu'en plus il est identifié comme « laid » et/ou « avec un peau mate », il ne sera jamais accepté alors que s'il est considéré comme « beau » et « blanc » peut-être que oui. La couleur de peau est utilisée pour discriminer et pour identifier un individu d'un autre. Ici, nous distinguons les traits physiques entre Français et Mexicains⁴⁴⁹.

Selon A. Memmi, ces actes de racisme sont « doublement socialisés » dans le discours et dans la cible. Ces discours sont énoncés par un groupe et dirigés vers un autre, aussitôt généralisés à l'ensemble du groupe, car à ce moment l'individu n'existe plus en dehors du groupe⁴⁵⁰. Ils sont tous identifiés de la même manière, avec des traits de figure ou des caractères physiologiques, mentales ou des manières d'être, qui s'imposent à l'ensemble du groupe rejeté, ici les mexicains, les « non blancs ». Non seulement, des traits de caractères

446 Entretien avec N°124, Femme au foyer. Carnet de bord, février 2008, San Rafael.

447 Entretien N°31, Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2011. San Rafael (').

448 Entretien avec N°23. Commerçant, Carnet de bord, travail de terrain novembre 2010. Jicaltepec.

449 Entretien avec N°50. Enseignant, Carnet de bord, travail de terrain mars 2010. San Rafael.

450 *Op. cit* Memmi A., 1982, p. 111.

physiques et mentaux leurs sont attribués pour les reconnaître et se différencier d'eux mais en plus, ils sont « définitifs »⁴⁵¹.

Aujourd'hui, les descendants utilisent la classification par la « race » pour décrire et désigner des groupes spécifiques, comme le ferait la plupart des sociétés pluriethniques ou multiethniques, où il est possible de revendiquer le droit à la différence. Le problème de ces descriptions, souvent utilisées, est la ressemblance ou le lien avec les idées du XIXe siècle. En effet, le statut social et les descriptions racistes (comportements sociaux et qualités spécifiques physiques ou mentales), restent inscrits dans la chair et dans le sang. Les descriptions faites autour des supposées « races » induisent une hiérarchie admettant un clivage entre « peau claire, riche, beau » et « peau mate, pauvre, laid ». Ces différences qui définissent la manière d'être et l'apparence physique proviendraient d'un héritage français.

San Rafael était un très beau village parce que nous nous connaissions tous. Il y avait le minimum de mélange, tout était en ordre, tout était que joie, tout était beau. J'ai l'impression que les personnes en ce temps-là étaient si belles à l'intérieur comme à l'extérieur⁴⁵².

Les descendants insistent sur la blancheur et exaltent le temps passé où tout était pour eux si merveilleux. La francité est identifiée à travers la blancheur, la perfection, la beauté, l'ordre et le bonheur. L'étude des discours des descendants démontrent une nostalgie pour le passé où le bien-être collectif aurait disparu avec l'arrivée du métissage et les migrations successives. Comme A. Memmi l'a démontré, il est possible de dire que le racisme prend racine dans les profondeurs émotionnelles et affectives, expliquées par des formulations sociales, par les différents groupes sociaux qui les utilisent pour démontrer une supériorité mais aussi une peur de l'autre.

Le racisme est aussi une proposition culturelle, que le candidat raciste trouve depuis, son enfance, dans l'air qu'il respire, dans les réflexions de sa parentèle, dans ses traditions culturelles, puis à l'école et dans la rue, dans les journaux et jusque dans les écrits d'hommes qu'on propose à son admiration et qui sont, par ailleurs, admirables⁴⁵³.

451 *Op. cit* Memmi A., 1982, p. 112.

452 Entretien avec N°57, Femme au foyer. Carnet de bord, novembre 2010, San Rafael.

453 *Op. cit* Memmi A., 1982, p. 110.

b- Se décrire soi-même et décrire l'autre

En parallèle, certains descendants de français utilisent un discours qui s'oppose à l'homogénéité du « nous », en tant que communauté de San Rafael, afin de démontrer qu'il existe des groupes d'individus différents. Ceux-là insistent sur les caractéristiques telles que la langue, la culture, les coutumes, la gastronomie ou la religion etc. Les Français seraient alors prédisposés à avoir une vie plus saine et équilibrée que les Mexicains.

De plus, le discours sur la nationalité et la langue des descendants de français, consistant à dire « je suis français ou du moins d'origine », permet de maintenir une différence avec le reste de la population, car cette description est mise en relation avec un héritage commun entre Français et un lien de parenté par le « sang français ».

Nous nous sommes une colonie française. San Rafael, village, petite ville mexicaine avec des descendants français d'origine française. Nous sommes mexicains, mais nous avons du « sang français », nous aimons la France⁴⁵⁴.

La différence est très importante, parce que j'ai vécu avec de la famille française, mes oncles et tantes parlaient entre eux le français, tous étaient français. Donc ça tu l'adaptes, tu comprends ? Ça fait partie de notre intégrité et tu te sens moitié français⁴⁵⁵.

Cependant, les tournures ou les qualifications racistes ont évolué avec le temps. Le discours raciste est enfermé et arrangé autour d'expressions et de comportements qui symbolisent la préférence pour la blancheur, pour la nationalité française, pour la supposée qualité du Français et sa beauté, maintenant une opposition et une distinction entre les individus, mais tout en étant obligé à tolérer l'autre. Le terme « race » est utilisé dans les discours pour s'identifier ou se différencier à des/entre groupes appelés ethniques pouvant exister au Mexique, mais ceux-là sont remplacés par « race indigène, métisse, française », autant d'expressions utilisées pour diviser. Ces multiples utilisations sont parfois imbriquées dans un terme plus vaste et fédérateur, la « culture ». Les discours officiels affirment que la culture des Français est différente de celle des Mexicains car les descendants sont unis par le sang aux Français. Ils supposent alors que plusieurs cultures existent en fonction de l'origine, l'ethnie, les liens de consanguinité ou la nationalité. À travers le mot « culture », les discours des descendants français différencient les individus appartenant ou pas au groupe appelé « les

454 Entretien avec N°31, Femme au foyer. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

455 *Ibid.*

Français de San Rafael ». Le mot « race » et « culture » ont alors quasiment la même signification pour eux, mais ils ne sont pas utilisés dans les mêmes contextes, le premier ayant une image politiquement incorrecte et peut-être connoté péjorativement. Le mot « culture » est repris lors d'événements publics dans les discours officiels des membres des associations et des dirigeants locaux et la « race » est en permanence mentionnée dans le cadre de la vie privée. Rappelons-nous des discours du 14 juillet : « Nous ne pouvons pas oublier que certains d'entre nous sommes unis par le sang de la noble et belle famille française (...). Notre legs c'est la culture, notre objectif la conserver », et des témoignages sur « le minimum de mélange », « la beauté extérieure », « la race française ».

La majorité des descendants affirment qu'ils sont Français car ils ont du « sang français » qui coule dans leurs veines, car ils ont vécu entre Français depuis toujours, avec de la famille française qui leur parlait en français, ici la référence à la langue. D'autres affirment qu'il s'agit d'un élément pertinent de leur intégrité. Paradoxalement, ils revendiquent aussi une moitié mexicaine, en affirmant qu'il n'y a ni Mexicains, ni Français mais plutôt un franco-mexicain. De ce fait, ils soutiennent la devise « nous sommes tous égaux » mais par la même occasion, ils se différencient du Mexicain et supposent qu'il existe plusieurs types d'humains, des Mexicains et des franco-mexicains.

Ces allégations provoquent deux conflits. Un premier divise les descendants entre eux puisque des catégories à l'intérieur du groupe de descendants de français sont également faites grâce à des critères : la possession d'un ou deux noms français, l'obtention de la nationalité, la connaissance de la langue française et de la France, le niveau de richesse, ou encore la couleur de peau. Tout est fait pour hiérarchiser et faire en sorte de ressembler ou d'être plus Français que le voisin. Par exemple, un descendant discriminé à cause de son appartenance à une classe sociale moins aisée ou à cause d'un mariage avec une Mexicaine pourra, à son tour, se distinguer de son voisin Y qui n'a ni origine française, ni ressource économique élevée. Mais à l'inverse, un descendant riche qui ne possède qu'un nom de famille français pourra se réclamer plus descendant qu'un autre moins riche qui en possède deux, car le premier a un statut social plus élevé au sein de la commune que le deuxième. Autre cas, un descendant possédant un salaire minimum, mais ayant la nationalité française, pourra se différencier d'un descendant plus riche, n'ayant pu récupérer la nationalité, car le premier a un avantage sur le deuxième, la reconnaissance d'une nationalité et l'obtention du passeport français, même si souvent cette situation sera vécue comme une injustice auprès de la communauté française et ce descendant pourra être écarté.

S'il y a de la discrimination entre nous, rien ne pourra s'organiser correctement. Mais les gens de San Rafael considèrent les habitants de Jicaltepec comme des individus « d'occasion ». Ça n'a rien à voir avec la question du nom de famille parce que par exemple ceux qui font ça, n'ont qu'un seul nom français⁴⁵⁶.

Le deuxième conflit segmente la population descendante de français de celle non descendante. Cette dernière perçoit particulièrement les rejets et l'exclusion car même si elle réussit professionnellement elle se sent prise pour cible d'attaques ou de moqueries. Elle doit sans cesse redoubler d'efforts pour montrer ses capacités et sa loyauté. C'est pourquoi, un sentiment d'infériorité naît en eux confirmant la phrase « vous savez bien qu'il vaut mieux être blanc ». Ce témoignage, présenté ci-dessous, est un exemple d'expression de sentiments d'infériorité et de colère, que peu de gens osent dire par peur de représailles ou d'être licencié.

Un problème des familles franco-mexicaines qui existent à San Rafael, c'est la discrimination qu'ils font subir aux citoyens Mexicains de la même communauté. Ce sont des personnes qui vivent dans un autre monde, même si on le remarque peu. Ils ont une idéologie, la leur, et la transmettent à leurs enfants. Ils se croient différents. Ils pensent que nous ne sommes pas dignes de respirer le même air qu'eux. Nous ne l'expliquons pas, mais nous le sentons et ça provoque des gênes. La cohabitation doit être possible, car chacun a le droit de vivre dans un même espace⁴⁵⁷.

Enfin, il est important de mentionner que les élites sociales influencent la pensée et la description faite sur le Mexicain. Ce qui conduit au maintien d'un clivage absurde « peau claire = riche et bien », et « peau mate = pauvre et mauvais ». Elle réitère les anciennes pensées « racistes », la conservation ou la création de stéréotypes racialement et socialement marqués. Ces discours vont avoir un impact en fonction du degré de suprématie exercée par l'élite, de ses prises de décision et de pouvoir dans des domaines variés (éducation, culture, recherche, emploi, communications, administration, politique etc.). C'est-à-dire que « le rôle des élites dans la production et reproduction du racisme est central⁴⁵⁸ ». Ici, il a été question de la gestion des institutions culturelles et des festivités qu'elles dirigent ou organisent, provoquant des conflits, des incompréhensions et des exclusions permanentes ; Mais c'est à travers ces événements qu'elles redéfinissent qui peut ou pas appartenir aux

456 Entretien avec N°25. Domaine de la santé, Carnet de bord, travail de terrain mai 2010. San Rafael.

457 Entretien avec N°14 Agriculteur. Carnet de bord, travail de terrain février 2009. San Rafael.

458 *Op. cit* Gómez Izquierdo J., 2005, p. 122-123.

groupes de Français de San Rafael. À partir de ce moment, la volonté de créer une revitalisation de l'identité pour tous devient compliquée.

Les élites sociales propagent aussi des différences en mettant l'accent sur la culture. Cependant, elles ne font pas toujours référence à de simples moments historiques, mémoriels ou aux coutumes françaises, mais elles font bien allusion au « sang français » et à la « chair française ». Les descendants français auraient donc hérité des ancêtres migrants plusieurs caractéristiques physiques et mentales. D'un côté, les discours sur l'identité prônant le rassemblement de toute une population cachent bien souvent les différences entre les descendants de français. Ils ne sont pas tous considérés de la même façon. Cela provoque une hiérarchie entre les populations. De l'autre, les discours délaissent une partie de la population, les non-descendants. Or, les différents acteurs sociaux ont besoin l'un de l'autre pour exister⁴⁵⁹.

Les espaces culturels utilisés par l'élite ont souvent tendance à rejeter l'autre et les discours discriminatoires compromettent l'identité française. Pourtant, l'élite s'adonne à diffuser et à défendre la francophonie aux travers de l'éducation intra et extra familiale et de l'histoire écrite pour que les jeunes générations puissent reproduire un modèle.

459 Cf. Chapitre VIII/IX-Partie III.

CHAPITRE V :

L'ÉDUCATION ET

LA TRANSMISSION DE LA FRANCITÉ

Après avoir étudié les espaces culturels des élites sociales et les discours discriminatoires compromettant l'homogénéisation d'une « identité rêvée » à l'ensemble de la société, il est important d'analyser les domaines dans lesquels ces élites sociales exercent des prises de décision. L'éducation est et reste « un terrain de chasse » privilégié pour diffuser et protéger la francophonie. Les Institutions éducatives sont utilisées comme des mécanismes d'endoctrinement et de prise de conscience de l'identité pour que les jeunes générations découvrent ou perpétuent la culture et les traditions. Dans le but de poursuivre cette fierté d'être Français, elles diffusent leur identité et interpellent la société, par l'intermédiaire à nouveau d'un discours, cette fois-ci au niveau scolaire et familial. La production de connaissances sur l'histoire, le patrimoine et la mémoire française vient soutenir les discours, servant de modèle pour les futures générations.

A-L'ÉDUCATION DES « NOUVEAUX » FRANÇAIS DE SAN RAFAEL

Cette partie sera consacrée à l'éducation des jeunes, plus particulièrement à la diffusion de l'identité et la conservation de la langue au sein de l'école ou de la famille mais aussi à la reproduction de certains discours visant à protéger et maintenir en haut de l'échelle sociale une élite.

1- L'école à San Rafael

Au XIX^e siècle, les colons français ont défendu l'enseignement du français à Jicaltepec dans leurs écoles et protégé l'éducation de leurs enfants. À cette époque, il n'était pas réellement question d'intégration mais d'un resserrement des liens entre colons puisqu'ils ont longtemps pratiqué l'endogamie. Beaucoup plus tard, dans les années d'après-guerres mondiales, l'apprentissage du français est redevenu important mais la réussite la plus probante a eu lieu après la fondation du Jumelage et la construction de la Maison de la Culture, événements majeurs pour la redécouverte de cette langue avec tout ce qu'elle symbolise. Aujourd'hui, San Rafael compte de nombreuses écoles primaires, collèges et lycées. L'école, lieu privilégié pour protéger et diffuser l'identité, est un terrain idéal pour comprendre les conflits sociaux, une sorte de « guerre des identités » qui traduit des problèmes allant au-delà de l'identité même.

a- Une volonté profonde de conserver la langue

Pendant l'époque de la colonie, les Français de Jicaltepec et de San Rafael ont toujours eu le besoin et l'envie d'enseigner et de faire perdurer la langue française, en somme, de rester indépendants des institutions éducatives mexicaines. L'enseignement du français a d'ailleurs toujours été un motif de tension entre les Municipales et la colonie⁴⁶⁰. Par exemple, une école avait été fondée à Nautla en 1873, mais les colons de Jicaltepec avaient refusé d'y scolariser leurs enfants, car ils souhaitaient former une école primaire dans le village où le français serait enseigné. Ils n'avaient donc pas réellement l'intention de s'intégrer, mais plutôt de favoriser un apprentissage selon l'éducation française. D'ailleurs le statut de la Compagnie franco-mexicaine de Dijon avait prévu la construction d'un établissement éducatif « chrétien et libéral » à Jicaltepec pour les enfants de la colonie où les deux langues devaient être enseignées. Bourrillon a été un des maîtres d'école à Jicaltepec. Des prêtres aussi venaient donner une éducation chrétienne aux enfants, comme le curé Charles Melot⁴⁶¹ de passage à la colonie au cours de l'année 1834.

460 Sanchez E., « Identidad, tierra y conflicto en la colonia francesa de Jicaltepec (Veracruz, México), siglo XIX », dans *Nuevo Mundo, Mundos Nuevos* (en ligne), Débats, mis en ligne le 27 octobre 2012. URL : <http://nuevomundo.revues.org/64269>.

461 *Op. cit* Demard, 1999, p.31.

Photographie 18

L'école rurale de San Rafael, (sans date)



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Edmundo Pescador

Par l'intermédiaire des différentes *Juntas* qui se sont succédées, les descendants de français ont continué à construire des écoles. Ils ne pouvaient plus agir sans l'aide du gouvernement local de Martínez de la Torre et celui de l'état de Veracruz puisque San Rafael faisait partie du municpe de Martínez. En 1882, la première école primaire fut construite à San Rafael, puis la deuxième en 1887. Le colon Francisco Bernot était l'instituteur. Non seulement, les colons payaient une souscription pour la réalisation des travaux et l'achat des matériaux dont l'école avait besoin, mais ils proposaient également leurs services pour la construction de celle-ci. Dans la liste des membres fondateurs, que Bernot a mentionnée dans son ouvrage, la plupart d'entre eux sont Français mais il y a quelques pères de famille mexicains qui se sont joints pour collaborer et aider économiquement et/ou physiquement à la construction de la Maison-école de San Rafael. C'est pourquoi, il ne faut pas nier une collaboration et une entente partielle entre les habitants, et il est donc important de mesurer les désaccords et les conflits, qui n'étaient évidemment pas permanents. Cependant, le tableau⁴⁶² que Bernot nous présente « compte de l'école de San Rafael », rempli de noms et de chiffres à l'appui, correspondant au montant payé ou reçu pour les travaux et le matériel, peut être questionné. Il

462 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, Sans date, p.32-34.

est possible de penser qu'en réalité, il s'agirait de la main d'œuvre mexicaine utilisée par les colons pour la construction de bâtiments destinés au bien-être de la nouvelle colonie française, ou alors, étant donné que l'école était aussi financé par le municipale et l'état de Veracruz, les colons étaient obligés de collaborer avec les Mexicains et donc d'accueillir dans leur école des enfants mexicains. Encore dans les années 1900, des enseignants de nationalité française étaient envoyés à la colonie de Jicaltepec-San Rafael comme l'instituteur Paul Mutin⁴⁶³, originaire de Dijon. Sur une photo datant de 1909 où il pose avec ses élèves⁴⁶⁴, 26 élèves sur 30 ont pu être identifiés⁴⁶⁵. Seulement huit ne possèdent pas de noms de famille français provenant de la migration française. Cependant, il est difficile de prouver s'il s'agit bien d'enfants non descendants car le métissage était déjà présent au début du XXe siècle. Il existait en tout cas à cette époque une volonté de promouvoir et de diffuser une éducation « à la française » à San Rafael.

Les Français avaient l'habitude d'offrir ou de vendre un ou plusieurs terrains pour le bien-être collectif et l'agrandissement urbain de la colonie. Cette famille (ci-dessous) par exemple avait offert deux terrains pour la construction des deux premières écoles.

« Le 3 février (vers 1887), les membres de la Junta Protectrice de l'école se réunirent, Luis Meunier prit la parole, déclarant avoir accordé à perpétuité et gracieusement un lot de terre en forme rectangulaire, long de 18 varas (unité de mesure espagnole équivalent à 3 pieds, soit 0.835905 m) et large de 12 varas, c'est-à-dire une superficie de 216 varas au carré. (...) Cette concession annule la précédente, celle que Vicente Meunier avait faite 5 ans auparavant pour les mêmes faits⁴⁶⁶ ».

Au fur et à mesure que San Rafael s'agrandissait, les nouvelles générations continuaient de générer des projets pour l'éducation des enfants. Par exemple, dans les années d'après-guerres mondiales, vers 1947, la *Junta* de San Rafael, ayant pour mission d'organiser et de développer le village, nommée par le gouverneur de Veracruz de cette époque, avait fondée l'école publique Ávila Camacho avec l'aide du gouvernement fédéral. Un professeur de français était également envoyé par l'alliance française de Mexico pour y donner des cours de langue française. L'objectif était de conserver et de cultiver la langue des anciens colons. Cependant, ces cours ne fonctionnèrent que très peu de temps. Selon les propos de Bernot, les raisons de

463 Cf. Index.

464 Auvinet Gabriel. « Crónica de la Comunidad Francesa de Jicaltepec - San Rafael ». *Los Cuadernos de RFM (Racines françaises au Mexique)*. N° 4, décembre de 2007. p.24.

465 Document prêté par un habitant en 2010.

466 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, Sans date, p. 32.

cet échec auraient été le départ de « plusieurs enthousiastes » de San Rafael, sous-entendu de plusieurs descendants de français motivés, le changement « des coutumes et des sentiments », ainsi que la venue de nouvelles pensées⁴⁶⁷ dans les villages.

Photographie 19

Professeur de français envoyé à San Rafael, 1950



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Edith Capitaine

En 1965, une nouvelle école fut construite sous le nom de *Rafael Martínez de la Torre*, avec l'aide du gouverneur de Veracruz, qui exprima dans un journal local de l'époque « que l'école qu'il offrait aux enfants de San Rafael était très méritée, car les hommes de ce lieu, grâce à leur dévouement au travail, étaient dignes de recevoir les meilleures stimulations⁴⁶⁸ ». Enfin, selon l'histoire orale, Alfonso Couturier aurait donné des cours de français aux jeunes dames de San Rafael et il y aurait également eu une école à Mentidero, où de nombreux descendants auraient étudié, faute de pouvoir venir directement à San Rafael.

467 *Op. cit* Bernot C.E., Sans date, p. 67.

468 *Ibid.* p.74.

Aujourd'hui, à San Rafael, il existe cinq crèches (deux privées), quatre écoles primaires (deux privées), trois collèges (un privé) et trois lycées (un privé). Les enquêtes réalisées à San Rafael ont été faites au sein de trois établissements, dont je ne mentionnerai ni le nom, ni le niveau pour des raisons de confidentialité. Elles seront appelées ici A (29 questionnaires), B (27 questionnaires) et C (22 questionnaires). Quel bilan peut-on faire aujourd'hui sur les écoles de San Rafael ? Quels sont les liens entre l'identité française, la langue française et les écoles ? Quelles stratégies sont utilisées par les élites pour défendre la francophonie ?

*b- La divergence des discours sur l'identité et la culture
dans les écoles de San Rafael*

L'intérêt de cette étude est de comparer les discours des jeunes sur la culture et l'identité française prônée à San Rafael, puis de comprendre comment opère la défense ou le rejet de celle-ci, dans le but d'appréhender l'étendue de l'influence de l'identité française. En d'autres termes, il s'agira de percevoir la manière dont l'identité est diffusée à travers les institutions éducatives et réutilisée par les jeunes générations.

Les résultats ressortant des enquêtes ne seront pas chiffrés mais analysés globalement. Elles démontrent que de nombreux élèves de l'école A et C vivent en dehors du chef-lieu de San Rafael et doivent travailler pour aider leurs parents à payer leurs études. Ils sont peu nombreux à avoir la nationalité française ou même un nom de famille d'origine française. Leurs conditions de vie sont modestes car nombreux sont ceux à être issus d'une famille nombreuse (plus de 4 frères ou sœurs). La majorité des pères de famille sont des ouvriers, des paysans et des journaliers ou des petits commerçants, et les mères de famille sont des femmes au foyer ou employées comme femmes de ménage, cuisinières, ouvrières ou journalières. L'enquête ne mentionne aucun élève poursuivant des cours de français à la Maison de la Culture*.

En revanche, de nombreux élèves de l'école B vivent dans le chef-lieu de San Rafael et peu nombreux sont ceux à devoir travailler pour financer leurs études. La plupart possède la nationalité française ou porte au moins un nom de famille d'origine française. Leurs conditions de vie sont plus confortables car la majorité des pères de famille sont des négociants, des éleveurs, des ingénieurs ou des médecins, et quasiment toutes les mères de famille sont des femmes au foyer. Quelques élèves étudient le français à la Maison de la Culture ou en famille.

L'enquête révèle que les élèves des trois établissements souhaitent continuer à étudier et intégrer une université. Cependant, il est important de remarquer que les jeunes générations

étudient plus longtemps qu'avant, mais cela ne signifie pas qu'ils auront tous les mêmes opportunités de choisir les universités où ils veulent aller. Selon un professeur qui a travaillé dans différentes écoles, il est possible d'observer les différences économiques entre les élèves des trois écoles⁴⁶⁹. De ce fait, ils n'auraient pas les mêmes possibilités pour étudier ni pour trouver du travail. En effet, l'école B garantit aux parents que leurs enfants pourront intégrer des universités nationales de prestiges⁴⁷⁰ et de qualités alors que les élèves de l'école C iront dans les universités locales de Martínez de la Torre, de Misantla, de Tezuitlán ou au mieux à l'Université Veracruzana de Xalapa (UV). Ce même professeur raconte⁴⁷¹ qu'il est parfois difficile de retenir les élèves, provenant d'un milieu modeste, jusqu'au lycée, car certains travaillent, se marient ou ont des enfants. Selon lui, environ 1/15 ne termine pas le lycée. Il observe aussi depuis plusieurs années que les études ne profitent malheureusement pas toujours aux étudiants car elles ne leur garantissent plus un travail sûr et bien payé, conséquence des crises économiques et de la concurrence sur le marché du travail.

La première différence entre les écoles se joue donc au niveau économique selon la classe sociale des parents d'élèves. Cette différenciation économique va creuser l'écart entre les élèves issus de milieux sociaux différents, mais elle va s'argumenter et se discuter entre les élèves non pas par la classe sociale mais par l'origine et la descendance ou la non descendance. C'est-à-dire que les élèves issus de milieux modestes ont assimilé leur situation sociale en référence à la non descendance, alors que certains sont descendants mais ne se sentent pas reconnus comme tels, et reprochent aux descendants de français de les spolier et de les discriminer. De ce fait, ils s'identifient plutôt à une origine indigène. De la même manière, les élèves issus de milieux aisés ont associé leur supériorité sociale par la descendance, alors qu'ils ne le sont pas tous mais ils recherchent une origine par le biais d'un membre éloigné, et incriminent aussi les élèves moins aisés, en les associant à la non descendance et en les qualifiant négativement. De ce fait, certains s'identifient par le métissage franco-mexicain, prônant donc l'idée du « nouveau Mexicain », et d'autres invoquent la francité comme marque de différenciation à travers les coutumes, les traditions ou les noms de famille. Au sein des jeunes générations se créaient alors des différenciations entre descendants et non descendants à travers des modèles pour se reconnaître ou se

469 Entretien avec N°22, Enseignant. Carnet de bord, travail de terrain juin 2010, San Rafael.

470 Entretien avec N°58, Enseignant. Carnet de bord, travail de terrain avril 2010, San Rafael.

471 Entretien avec N°22, Enseignant. Carnet de bord, travail de terrain juin 2010, San Rafael.

différencier tels que descendants riches, méprisants, racistes, supérieurs et non descendants pauvres, incultes, paysans, métis (voir exemple ci-dessous).

1/Le simple fait que San Rafael soit un village ayant reçu des colons français autorise certains habitants et encore plus les descendants à se sentir très importants et supérieurs. Pourtant, des coutumes et des traditions se sont combinées. Je suis d'ici parce que je suis né ici mais je ne suis pas descendant et très souvent ceux-là (les descendants) croient être dans leur monde⁴⁷².

2/Je pense qu'être originaire de San Rafael est très bien car c'est un village où les Français sont venus se mélanger avec les gens de notre village.

3/Je suis très fière de mon village, mais ce que je n'aime pas c'est que certaines personnes sont racistes et discriminent les gens de milieux modestes, mais moi, je suis fière d'être mexicaine indigène.

4/Avant les Français, se mariaient entre eux parce qu'ils étaient racistes, et ne supportaient pas l'idée que leurs enfants se marient avec des métis ou des paysans et parce qu'ils ne voulaient pas que leurs noms de famille disparaissent.

5/Les Français sont arrivés ici pour coloniser Jicaltepec et ils ont récupéré des terres. Ensuite, ils se sont mélangés avec les gens d'ici, et ils sont devenus Mexicains. C'est pourquoi, mon village a une culture franco-mexicaine.

6/Les Français sont venus pour obtenir une meilleure qualité de vie et le Mexique leur a donné beaucoup de facilités pour acquérir des terres.

7/J'aime que mon village ait une descendance française car cela nous différencie. Je suis très fière de mon village, nous nous identifions avec les noms de famille.

8/San Rafael est un village très tranquille avec beaucoup de coutumes et de traditions françaises et mexicaines. C'est très important d'avoir des descendants de français et de ne pas oublier la langue et les traditions.

9/Pourquoi les Français se sentent-ils supérieurs ? Je pense qu'ils sont hautains et eux pensent que nous sommes des retardés. Ils sont pénibles. Les Français de France sont riches et quand ils viennent ici, ils ne nous parlent pas, ne nous regardent même pas. Ils vont toujours avec les mêmes personnes. Moi, je suis fière d'être de sang pur indigène.

10/Les Français sont venus pour envahir notre pays, ils ont transformé de nombreuses choses, certaines ont été très bonnes et d'autres très mauvaises.

472 Tous ces commentaires (1-10) sont extraits des enquêtes réalisées dans les écoles de San Rafael. Carnet de bord, travail de terrain avril et octobre 2010, San Rafael.

Ces discours sont en partie dus à deux formes d'éducation, d'abord au sein de la famille, où les enfants se sont construits, puis celle provenant de l'école elle-même. Les écoles désirent toutes inculquer la tolérance et le respect d'autrui. Cependant, les processus historiques et les conditions économiques dans lesquelles ces écoles ont été construites ont parfois influencé la pensée et le fonctionnement des écoles. De plus, les acteurs sociaux, parfois leaders politiques ou économiques ou membres des élites sociales, ayant contribué à la construction de celles-ci, ainsi que le milieu enseignant pris dans la toile syndicale et associative ont largement participé à la progression éducative de celles-ci. Les élèves en se construisant réinterprètent les discours selon leur statut social, leur éducation en famille, leur vécu etc.

Des exemples de projets éducatifs démontrent comment certaines écoles ont réussi à enclencher elles-mêmes ces processus favorisant le développement des identités. Il s'agit de comprendre les mécanismes éducatifs et d'analyser les discours pédagogiques, servant ou desservant l'élite pro-française, qui permettent aux jeunes générations d'appréhender ou d'interpréter la société dans laquelle elles vivent et de s'intégrer à celle-ci.

L'école A se veut traditionnelle et très exigeante, prône une éducation humaniste et garantit un enseignement de qualité. Elle a vu le jour dans le but de donner aux générations futures une meilleure éducation et ainsi ne plus laisser partir les matières grises de San Rafael. Elle souhaite développer les compétences basiques des élèves « comme apprendre à apprendre, à faire, à être, à connaître, à vivre avec les autres ». L'objectif est que les élèves intègrent une université renommée. Pour cela, elle impose l'ordre et la discipline, les valeurs fondamentales comme le respect, la responsabilité et surtout le patriotisme, l'amour de son pays, l'amour de ses origines.

L'identité est très importante. Si tu sais qui tu es, à qui tu appartiens, que tu as le sentiment d'appartenance, tu appartiens à une famille, à un village, à une société, à une culture, à un pays, tu fais donc partie de. (...) Un enfant doit acquérir non seulement des connaissances mais aussi des valeurs morales et civiques. Les enfants doivent aimer leur patrie et connaître l'histoire. Les parents ont également leur part de responsabilité⁴⁷³.

L'école veut également diversifier les catégories sociales dans son établissement et donner la même opportunité à tous ; même si l'effort financier demandé aux parents est élevé, elle ne

473 Entretien avec N°58, Enseignant. Carnet de bord, travail de terrain avril 2010, San Rafael.

souhaite pas créer de différences. C'est pourquoi, elle offre quelques bourses par an aux familles les plus défavorisées.

En revanche, le projet de l'école B tourne autour de la lutte sociale et est alimenté par les idées d'organisations politiques locales et nationales. Le projet éducatif prône une éducation intégrale depuis l'école primaire pour que l'enfant puisse selon ses capacités réussir sa vie et se veut équitable entre tous. Elle souhaite développer les connaissances d'une manière générale pour que les élèves s'intéressent à toutes sortes d'activités et de milieux. Elle affectionne tout particulièrement l'idée que les enfants doivent lutter pour leurs propres nécessités mais également réclamer au gouvernement les choses promises pour l'éducation et le bon développement des enseignements. Elle ne conçoit pas qu'un enfant puisse rester sans éducation et affirme lutter contre les injustices sociales et pour une société plus juste. C'est pourquoi, elle atteste faire le maximum pour aider les enseignants à obtenir une sécurité de leur emploi et ne demande aux familles qu'une légère contribution.

La francité y est parfois perçue comme un moyen de se penser différents, d'affirmer la supériorité économique de certains sur d'autres. En outre, l'école exprime une volonté de combattre ces injustices pour que les élèves soient reconnus et se reconnaissent comme utiles à la société. Elle souhaite que les élèves acceptent que tous les métiers soient favorables au développement du pays. Elle défend l'idée d'une égalité et d'une solidarité entre tous, mais aussi elle revendique le métissage mexicain comme une richesse culturelle du pays.

Nous sommes tous Mexicains ; oui il y a eu une migration. Mais pour cette raison nous avons une autre culture que la leur. Le Mexique est un mélange. Mais de ce que j'ai pu voir ici, la différence est très présente. Ils ont voulu maintenir cette « culture française » qui est la leur. Les élèves s'en rendent compte. Les autres se sentent supérieurs, sont élitistes. Mais en réalité, les niveaux économiques existent partout dans le monde. Certains élèves n'acceptent pas d'appartenir à un niveau économique inférieur, et ils ont parfois honte. Ils n'osent pas dire où leurs parents travaillent. Il faut donc leur inculquer que nous travaillons tous, et que nous savons ce que représente la valeur de l'argent. Nous sommes au service de ces gens-là, les élitistes, mais eux aussi ont besoin de nous. Nous pouvons donc ensemble arriver à un niveau très haut, mais les élèves ne l'ont pas encore assimilé⁴⁷⁴.

Les écoles privées ou publiques, formant les futurs travailleurs de la nation, utilisent un langage de l'identité et de classe sociale qui génèrent consciemment ou inconsciemment des

474 Entretien avec N°59, Enseignant. Carnet de bord, travail de terrain avril 2010, San Rafael.

complexes de supériorité ou d'infériorité. Les élèves se construisent à travers des valeurs symboliques et des idées morales comme par exemple la réussite sociale, la fierté, le choix de son avenir, la reconnaissance, la quête de l'identité personnelle et collective, la lutte contre l'injustice et les discriminations etc. Les élèves vont s'identifier à une école en fonction de ces valeurs qu'ils auront reconnues comme leur appartenant et du discours pédagogique ou éducatif qui leur a été proposé, mais aussi par rapport à leur classe sociale, leur histoire, leur personnalité, leurs relations sociales (intimes et scolaires). Ils penseront être en adéquation avec celle où ils se sentiront le plus proche. Le problème surgit lorsque dans ces processus de reconnaissance et d'identification vont venir se greffer des associations de types école = classe sociale = capacité = apparence physique. Les discours culturels et en rapport avec l'identité, que les élèves usent et abusent pour cacher parfois de profondes inégalités sociales, sont également soutenus par l'éducation dans le milieu privé, celui de la famille, où la femme tient un rôle essentiel.

2- L'éducation des jeunes filles

L'image de la femme à San Rafael, et comme en général au Mexique, a été influencée par les sociétés occidentales. Celles-ci ont été représentées par des stéréotypes de femmes à travers la télévision et les revues féminines, comme par exemple des femmes aux cheveux lisses, aux yeux clairs, minces, et souvent de couleur de peau claire, utilisant certains produits et vêtements tels que des parfums ou des shampoings de marques ou des robes de la haute couture. Ces clichés ont évidemment des répercussions sur les femmes à San Rafael, car ces représentations de la féminité vont leur permettre de s'auto-identifier comme française, mais aussi de se différencier des autres femmes.

Je suis très fière de mon village, parce que nous sommes très travailleurs grâce à l'héritage français. C'était des gens qui venaient de la campagne française, ils étaient très travailleurs, et ça je l'ai hérité d'eux. J'ai des coutumes françaises, mais je suis mexicaine, et je vis dans un village où la majorité des gens sont blancs.

Les Français ont influencé la gastronomie d'ici ; par exemple mon père n'aimait pas les tortillas, et mon neveu n'aime pas les haricots rouges. Nous avons été influencés grâce à la relation que nous avons eue avec eux, et peu importe où nous allons, nous le transmettons. On mangeait du pain, de la crème et du beurre et les gens portaient des vêtements si élégants.

Les gens disent que je suis très *afrancesada* parce que j'utilise des parfums français comme Madame Rochard, Trésor et des crèmes de beauté françaises aussi⁴⁷⁵.

C'est pourquoi, il y a certains rituels et idées préconçues que les femmes ont incorporés à travers ces représentations. Par exemple si une personne n'aime pas ou ne cuisine pas les *tortillas* ou les haricots rouges, plats typiquement mexicains, ou si elle utilise des produits *made in France*, elle sera forcément perçue ou identifiée comme française.

De même, l'élégance et la blancheur sont des particularités utilisées pour décrire la francité. L'image de la féminité à San Rafael s'est construite autour de la couleur de peau claire, l'élégance, le raffinement, et la taille fine. Selon l'histoire orale, les habitants de San Rafael organisaient des carnivals⁴⁷⁶ spectaculaires dans les années 50 à 70, et des grandes fêtes faisant de San Rafael une localité reconnue. Les carnivals rendaient la zone intéressante et mettaient en avant les femmes « blanches » du village, comme des « bêtes de foire », ou « une marque de fabrique » des agriculteurs de San Rafael. Chaque année deux reines, d'origine française, aux yeux clairs, et choisies parmi les plus belles, s'affrontaient. Celle qui collectait le plus d'argent pour le carnaval devenait la reine. Cette utilisation de la femme, à consonance machiste, augmentait fortement la renommée de San Rafael et la venue de personnes extérieures au village. Les gens venaient pour faire du commerce ou régler des affaires mais également pour essayer de trouver une future épouse même si les femmes de San Rafael étaient très protégées par leur famille. En effet, ces relations de natures politiques, sociales, ou économiques permettaient aux plus riches, aux investisseurs de se faire connaître à San Rafael et en dehors. Aujourd'hui encore, les carnivals sont organisés. Les reines du carnaval sont de jeunes adolescentes, très souvent d'origine française et encore sélectionnées selon les mêmes traits phénotypiques mais elles n'ont plus besoin de récolter des fonds, car un comité se charge des cérémonies et des défilés.

475 Entretien avec N°119, Retraitée. Carnet de bord, travail de terrain février 2008, San Rafael.

476 1er carnaval organisé en 1951.

Photographie 20
Carnaval de San Rafael, sans date



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)

Photographie 21
Carnaval de San Rafael, 2010



Sources : © Noémie Pointeau, 2010

De plus, le développement des moyens de communication a favorisé les déplacements et les migrations vers les villes pour faire du commerce, étudier, ou trouver un emploi. Entre les années 50 et 70, le privilège d'étudier était réservé aux populations aisées. Dans la plupart des cas, le fils restait pour s'occuper des propriétés de la famille après avoir fait une scolarité basique, niveau primaire minimum ou équivalent du certificat d'études, mais qui avait une certaine valeur et renommée. Les jeunes femmes partaient avec des membres de leur famille à Teziutlán ou à Puebla, et parfois à Mexico. Très souvent, ces jeunes filles revenaient à San Rafael pour se marier. Ce privilège leur permettait de se cultiver, d'apprendre à être de bonnes épouses et de bonnes mères mais aussi d'acheter, dans les villes, des tissus précieux pour confectionner leur robe et découvrir les nouvelles modes citadines et autres produits de consommation.

C'était une époque très glamour pour les Français, ils allaient aux carnivals, ils dansaient beaucoup et chacun confectionnait son vêtement ou sa robe. Les parfums et les crèmes de beauté abondaient ici (...) j'ai toujours vu ma mère se mettre du parfum français⁴⁷⁷.

Quand j'étais jeune, les gens étaient très unis, ils célébraient le 14 juillet, ils défilaient avec le drapeau français et la nuit ils dansaient, il y avait de bons orchestres et ils profitaient des carnivals⁴⁷⁸.

Cependant, au fur et à mesure des années, le rôle, les activités et l'éducation de la femme, son statut socio-professionnel ont changé. Malgré ces avancées, les différenciations entre l'homme et la femme ou les inégalités sociales entre les femmes sont toujours présentes. Si avant les femmes s'occupaient de leur maison et de leurs enfants, aujourd'hui, elles ont plus d'opportunités pour travailler, mais selon les catégories sociales auxquelles elles appartiennent celles-ci sont différentes.

477 Entretien avec N°31, Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain février 2008, San Rafael.

478 Entretien avec N°57, Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain juillet 2010, San Rafael.

Pendant le travail de terrain, plusieurs situations familiales différentes se sont présentées, très souvent selon le statut social et assez souvent selon l'origine. Dans certaines familles, de descendants français, la femme continue d'être considérée comme une « reproductrice de bonne qualité » qui doit offrir la meilleure descendance possible, un lignage parfait, et éduquer ses enfants. Pour beaucoup d'entre elles, cela signifie se marier avec un descendant de français. Les stratégies d'unions, comme les mariages arrangés, ont toujours existé à San Rafael entre les familles descendantes. Cela a permis à plusieurs familles de s'enrichir ou de faire de très bonnes affaires. Il faut rappeler que l'endogamie entre les colons français a duré pendant toute la première moitié du XIX^e siècle⁴⁷⁹. Certaines familles ont souhaité conserver cette tradition qui consiste à se mélanger le moins possible. Si certains fils ou filles récalcitrants ne respectent pas ce choix, ils peuvent être rejetés ou devenir un déshonneur pour la famille. Malgré cette divergence, quelques familles sont obligées d'accepter à contre cœur cette situation. En revanche, elles n'hésitent pas à montrer leur mécontentement auprès du conjoint et associent très souvent « la mexicanité* » ou le non-français à la couleur de peau, à la petite taille et aux traditions différentes.

Je suis descendante de colons français, mais je suis la seule femme à peau mate de ma famille. Je me sens cent pour cent mexicaine. Mon mari et moi, habitons à San Rafael. Ses parents ne m'ont jamais aimé parce qu'ils voulaient une femme riche et une véritable française pour leur fils⁴⁸⁰.

Mes grands-parents ont toujours été très clairs par rapport à ça. Leurs enfants ne pouvaient se marier qu'avec des Français. Ils voulaient, non pas précisément inférioriser les Mexicains, mais ils se rendaient bien compte que leurs traditions et leurs coutumes, leur manière de penser étaient totalement différentes⁴⁸¹.

Avec la famille de mon père, nous nous réunissions que très peu, parce qu'ils sont descendants de colons français et ils se croient un peu supérieurs. D'ailleurs, la belle-mère de ma mère ne l'a jamais acceptée car elle n'était pas descendante⁴⁸².

479 Selon les recherches du chroniqueur et historien de San Rafael, Carlos Fernández, le premier enfant métis Juan Xóchitl Capitaine, serait né à la fin du XIX, vers 1874.

480 Entretien avec N°131, Employée. Carnet de bord, travail de terrain février 2008, San Rafael.

481 Entretien avec N°57 Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, novembre 2010. San Rafael.

482 Entretien avec N°73 Enseignante. Carnet de bord, travail de terrain, mars 2008. San Rafael.

Ils n'ont pas traité mon mari comme les autres membres de la famille parce qu'il était petit, et « bronzé » comme sa mère, qui était mexicaine, mais son père était français. Il travaillait très dur avec mes parents. Ils ne le rabaissaient pas mais ils ne l'ont jamais considéré comme un membre de la famille. Ma famille aurait tellement aimé que j'épouse un « vrai Français »⁴⁸³.

Le poids de la religion catholique et de la tradition ont également forcé la femme à rester à la maison comme femme au foyer. Dans plusieurs familles aisées, elle était et est toujours une femme qui doit s'occuper de son foyer mais elle s'identifie plus facilement à une dame de maison, celle qui donne les ordres à sa ou ses femmes de ménage et ses cuisinières. Finalement, devant son mari, elle est souvent réduite à un objet de décoration de la maison, qui doit se comporter selon des bonnes manières (savoir se comporter en société et en famille) et rester au soin de celui-ci et de ses enfants. Dans d'autres familles, elle apprend très jeune, que le mariage doit être pour toute la vie car le divorce et l'adultère sont très mal perçus. Le mari doit pouvoir subvenir aux besoins domestiques et verser un « salaire » à sa femme parfois chaque semaine ou toutes les deux semaines. Elles utilisent ces fonds pour satisfaire leurs dépenses et celles des enfants.

En outre, antérieurement, les filles étaient éduquées à l'ancienne, c'est-à-dire qu'elles devaient s'habiller correctement de manière non provoquante et obéir aux doigts et à l'œil aux parents. Par exemple, elles ne pouvaient pas participer aux conversations entre adultes et elles devaient apprendre les tâches ménagères et les activités agricoles moins physiques. En d'autres termes, tous les enfants devaient contribuer au foyer domestique.

Aujourd'hui, les mœurs sociales, les statuts socio-professionnels et les tenues vestimentaires ont évidemment changé. En revanche, d'une manière générale, il est possible de retrouver certains modes de fonctionnement que les familles descendantes utilisaient et d'autres qui ont complètement changé. Par exemple, de nombreuses jeunes femmes descendantes partent étudier dans des universités des grandes villes du pays, mais elles reviennent très souvent à San Rafael pour se marier. Cette situation a tendance à diminuer de plus en plus.

483 Entretien avec N°71 Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, février 2008. San Rafael.

Les jeunes hommes s'adonnent, eux aussi, toujours aux activités de leurs pères en récupérant les propriétés ou l'entreprise familiale. Soit, ils échouent et diminuent l'économie familiale, ce qui s'est produit dans plusieurs cas à cause des conflits de terres, des chutes des prix, soit au contraire, ils renforcent l'économie familiale, en achetant des usines, en dehors de San Rafael, qui transforment les produits agricoles bruts pour exporter. C'est-à-dire que non seulement, ils migrent vers les villes en laissant un homme de confiance pour s'occuper des propriétés familiales au côté du vieux père, mais également de plus en plus, ils se marient à l'extérieur avec des femmes aisées des grandes villes. Ces situations familiales nouvelles changent la configuration domestique que les descendants avaient toujours eu l'habitude de vivre.

C'est très rare ici de voir devenir les jeunes indépendants, ils vivent souvent de ce que leurs parents ont et ils continuent d'être des fils à papa. Cette mauvaise habitude a tendance à diminuer la situation économique de ces familles-là. Ils n'ont pas su profiter des études et ne terminent pas ou peu leur carrière⁴⁸⁴.

Ainsi, de nombreuses femmes à San Rafael n'ont d'autres activités que leur maison et leurs enfants, et ont l'habitude de se consacrer à fabriquer des choses ou à cuisiner des plats pour les vendre, à acheter de la marchandise pour la revendre, ou de participer à des œuvres caritatives ou à des missions associatives (associations pour la défense de la francité et de la langue française, association de parents d'élèves, enseignement de la gastronomie, de la peinture etc.). Ces activités leur permettent de se sentir utiles et d'avoir des relations sociales en dehors de leur foyer.

484 Entretien avec N°124 Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, février 2008. San Rafael.

3- La femme⁴⁸⁵ et son rôle dans la propagation de la francité

Les femmes non descendantes interviewées sont très souvent des journalières, des ouvrières, des femmes au foyer, des commerçantes dans des petites boutiques. Pour beaucoup d'entre elles, le travail journalier est devenu un besoin. Il est plus rentable de travailler en tant que journalière plutôt que comme employée domestique ou ouvrière de production. Tandis qu'une employée domestique peut gagner 70 pesos par jour et une ouvrière entre 80 et 90 pesos par jour, les journalières des grandes entreprises agricoles, elles, peuvent gagner jusqu'à 150 ou 300 pesos par jour selon les récoltes et les saisons. Le travail aux champs, comme journalières leur permet aussi d'arriver plus tôt chez elles pour faire le ménage et s'occuper de leurs enfants.

Ça fait 18 ans que je travaille comme journalière. C'est mieux que de travailler dans les maisons. On travaille deux ou trois fois par semaine, parfois toute la semaine. On nous paye en fonction de ce que l'on récolte ou selon le prix du produit sur le marché : entre 150 et 180 pesos lorsqu'ils vendent la caisse de citrons 2 ou 3 pesos. Il faut savoir se bouger et se diversifier. Les patrons viennent aussi nous chercher pour semer du piment ou de la pastèque, planter des pieds de tomates. Toute l'année je fais ça. Je fais aussi du ménage chez des gens et je suis femme au foyer⁴⁸⁶.

Pour ces femmes journalières, l'accès à l'éducation et à la santé est devenu de plus en plus difficile. Celles-ci n'ont pas de sécurité sociale ce qui les rend encore plus vulnérables en cas de maladie (cancer provoqué par les pesticides, diabètes dû à la malnutrition, accidents de travail) ou en cas de grossesse. Lorsqu'elles sont enceintes, elles sont condamnées à rester chez elles, sans salaire, et doivent attendre que l'enfant grandisse pour retourner travailler. Parfois, la grossesse est devenue une solution pour les jeunes filles, qui préfèrent se marier et avoir des enfants, afin de commencer une vie en dehors du foyer familial, surtout dans les familles où il n'y a pas d'argent pour étudier⁴⁸⁷ plus longtemps.

485 Cf. Annexe 5 : tableaux 1 et 2.

486 Entretien avec N°130 Journalière. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2008. San Rafael.

487 Entretien avec N° 122, Employée, carnet de bord, travail de terrain février 2008, San Rafael.

J'ai une fille qui va bientôt terminer l'école primaire. Si j'ai de l'argent je l'envoie au collège mais si j'en ai pas comment je vais faire. J'avais une autre fille au lycée mais j'ai été obligée de lui demander d'arrêter, à cause des cyclones je n'ai pas pu travailler, et je n'avais pas d'argent pour payer⁴⁸⁸.

Selon les enquêtes de terrain, aucune journalière rencontrée ne participe de loin ou de près à des actions associatives en rapport avec la francité ni dans les associations civiles. Cela ne signifie pas, comme le prouve le tableau ci-dessous, que toutes les femmes non descendantes ne participent dans aucune association civile pro-française.

Tableau 4

Titre : Comparaison hommes/femmes et descendants/non descendants de français interviewés : appartenant à une association civile, ayant récupéré la nationalité française et ayant des connaissances de la langue française

	Nombre total selon sexe	Membre d'une association civile	Nationalité Française	Connaissance de la langue française
NON DESCENDANTS	63	11	8	13
FEMMES	43	8	6	9
HOMMES	20	3	2	4
DESCENDANTS	98	54	52	25
FEMMES	49	35	25	17
HOMMES	49	19	27	8
Total général	161	65	60	38

Sources : travail de terrain 2007-2012 selon enquêtes et entretiens.

Cependant, les femmes descendantes sont les plus actives dans les associations civiles et peuvent ainsi défendre l'identité française et montrer une image positive d'elles-mêmes à leur famille et à leurs enfants. Selon les enquêtes de terrain, elles travaillent comme commerçantes, agricultrices, enseignantes ou femmes au foyer. Ces femmes relativement stables économiquement génèrent des discours sur les conditions de vie et le statut socio-économique en rapport à l'identité française. Très souvent, ces femmes descendantes opèrent une différenciation entre femmes descendantes et non descendantes en utilisant les thématiques de la santé, de l'éducation et de l'alimentation, ce qui justifie par la même occasion leur situation sociale de privilégiées. De ce fait, elles créaient un déséquilibre entre les femmes descendantes et non descendantes en critiquant la manière dont certaines femmes éduquent leurs enfants : mauvaises habitudes alimentaires, mauvaise scolarité, mauvaise hygiène, sexualité précoce, surpoids, tenues vestimentaires mal adaptées etc.

488 Entretien avec N°129 Journalière. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2008. San Rafael.

Les Mexicains dépensent beaucoup, les plus modestes sont habitués à mener un certain train de vie, celle des *sabritas* (chips) et de toutes ces cochonneries que l'on vend dans les petites boutiques qui affectent la santé. C'est très mauvais pour la santé. Nous n'achetons rien de tout ça, rien de ces choses-là. Ici, je vois bien les gens de familles modestes, revenir avec des sacs entiers de coca-cola. Que veux-tu, c'est ça la culture mexicaine et on ne peut pas la changer⁴⁸⁹ !

D'une manière générale, le descendant de français a une meilleure éducation, de meilleures manières, une meilleure attitude que le non descendant. Par exemple, il y a de nombreux enfants qui ne savent même pas manger avec des couverts ! Eux (les non descendants), ne sont pas intéressés d'obtenir une meilleure éducation. Nous avons toujours eu cette image positive, avoir une meilleure éducation pour essayer d'être meilleurs, car nous sommes des gens qui aimons le travail, parce que tout ce que nous avons, nous l'avons obtenu grâce au travail. (...) Je veux que mes enfants sachent se comporter et aient un bon travail, qu'ils gagnent bien leur vie. Combien gagnent ces enfants qui n'ont pas étudié ? 600 pesos à la semaine pour ceux qui travaillent dans les supermarchés. On ne peut pas vivre avec ça, alors qu'une personne bien éduquée et bien préparée c'est autre chose⁴⁹⁰ !

Ces discours reproduisent l'idée que la francité est meilleure que l'identité de l'Autre, car celle-ci permettrait à certaines familles de San Rafael de bénéficier d'une meilleure vie professionnelle et sociale. Ceux-là réaffirment l'idée d'une différenciation économique entre les individus par l'identité et provoquent des malentendus pouvant aller jusqu'aux conflits. En d'autres termes, ces situations socio-économiques mènent les femmes les plus privilégiées économiquement à penser que la différence s'opère au niveau culturel ou en fonction de l'identité, comme les enfants pouvaient le ressentir. C'est-à-dire que grâce à l'origine les individus auraient la chance d'étudier plus longtemps et dans de meilleures conditions, manger et travailler mieux. En réalité, il n'en est rien. La différence entre les femmes ne s'exerce pas au niveau de l'identité ou de la culture mais bien au niveau social et économique. La vie sociale et professionnelle et les conditions de vie de meilleures qualités se cachent seulement sous le masque de l'identité française. Les conditions économiques permettent donc à certaines femmes de jouir de certains privilèges, comme l'éducation, la santé, l'alimentation, le travail, non pas parce qu'elles sont descendantes ou pas, mais bien parce que certaines sont plus riches que d'autres ou tout simplement parce que les modes et les priorités de consommation et de vie entre les individus ne sont pas les mêmes.

489 Entretien avec N°31 Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2011 (*). San Rafael.

490 Entretien avec N°124 Femme au foyer. Carnet de bord, travail de terrain, février 2008. San Rafael.

Certaines femmes descendantes ont trouvé un moyen efficace pour diffuser et protéger l'identité de leurs progénitures : s'intéresser à la vie scolaire des enfants. Pour protéger et contribuer à l'éducation de leurs enfants, se sentir utiles, reproduire un modèle éducatif des bonnes manières et de la perfection qu'elles prônent, certaines femmes descendantes de San Rafael ont également pénétré la vie scolaire de leurs enfants. Elles se consacrent à trois plans d'attaques qui génèrent une relation entre la femme et l'enfant, d'abord, lutter pour la construction d'écoles, avec l'aide des finances de leurs maris, afin de reproduire les modèles éducatifs qu'elles prônent, ensuite, réintroduire la langue française et enfin, rapprocher les jeunes générations des relations France-Mexique.

Les Français de San Rafael ont toujours accordé une grande importance à leurs écoles. Après avoir fait état des lieux précédemment des projets éducatifs des différentes écoles, il est important de comprendre comment les parents et notamment les femmes ont largement occupé l'espace scolaire. Historiquement, les descendants de français ont construit plusieurs écoles, dont deux qui ont particulièrement retenu mon attention que je nommerai ici D et E pour ne pas les identifier, ni les confondre avec celles dont il a été question dans le premier point. Les descendants se sont fortement investis. Selon les enquêtes de terrain, les femmes descendantes de San Rafael, affirment s'être battues pour que leurs enfants aient accès à une meilleure éducation et ne partent pas de San Rafael. La fondation de ces écoles date des années 60-70 grâce à l'aide des descendants de français et de leurs relations avec le gouvernement de l'état de Veracruz. Comme d'habitude, elles ont été construites sur des terrains privés, offerts par les descendants de français. Elles fonctionnent à l'aide de coopérations des parents et sont dirigées par une administration et un représentant légal. En d'autres termes, les descendants les plus aisés financent ces écoles et sont responsables de la gestion. Cependant, il n'y a pas dans ces écoles l'enseignement du français comme cela a pu être le cas dans le passé.

En effet, le rôle des femmes dans la conservation de l'apprentissage de la langue a eu une place primordiale depuis le XIXe siècle. La femme était considérée comme le lien privilégié entre la langue et les enfants puisqu'elles s'occupaient en permanence d'eux. Après la Révolution Mexicaine, cette situation a été un peu différente car elles ne souhaitaient pas que les enfants le parlent par peur de représailles. L'histoire orale affirme même que les habitants n'osaient plus parler la langue française dans la rue. La langue française était donc considérée par ces enfants-là comme la langue des adultes, qui l'utilisaient pour ne pas les mettre au

courant d'affaires privées et familiales⁴⁹¹. Malgré tout, et surtout dans certaines familles métissées, il est fort de constater, encore aujourd'hui, que si la mère est d'origine française et a reçu quelques connaissances de la langue orale, les enfants les auront également et le goût pour l'apprentissage. Alors que lorsqu'il s'agit du père, il est moins évident que les enfants en aient. Il en va de même pour les connaissances culinaires ou autres détails historiques. Cette observation faite sur le terrain mériterait une étude sociolinguistique pour confirmer ses dires, mais la constatation tend à dire que les femmes diffusent une francité plus tangible.

En outre, en discutant avec les enseignants des écoles de San Rafael, ils expliquent que la langue française n'est pas une priorité du gouvernement de l'état de Veracruz, ni de celle du gouvernement fédéral, car cet investissement représenterait un coût important. Il ne s'agit pas non plus, selon eux, d'une volonté collective généralisée des habitants de San Rafael. Finalement, la Maison de la culture a permis de rendre accessible l'apprentissage du français malgré les coûts que celui-ci nécessite, et reste également la seule option pour les enfants de San Rafael. De ce fait, le projet scolaire des mamans d'élèves descendantes dans ces écoles D et E tourne autour de la récupération de l'enseignement de la langue française et du renforcement des relations France-Mexique, introduit non pas par un service public éducatif comme dans les écoles indigènes de certains états de la République, mais bien par un service à la base public mais payant en partie donc à moitié privé, la Maison de la Culture.

Plusieurs tentatives d'apprentissage du français au sein de ces deux écoles ont été effectuées, car le rêve le plus fou de voir revenir la langue française dans les écoles de San Rafael, pour tous les enfants et de tous niveaux, était redevenu presque réalité. Entre 2006 et 2009, la Haute-Saône en collaboration avec certains parents d'élèves proposent d'organiser un échange entre élèves mexicains et chanitois. Le projet a abouti en décembre 2008, lorsque les enfants chanitois sont arrivés à San Rafael.

Lorsque l'idée germe, en 2006, la commune de Champlitte, le Conseil Général et le Municipale de San Rafael préparent les festivités autour du 20^{ème} anniversaire du jumelage Haute-Saône-Mexique⁴⁹².

Le retour des enfants de San Rafael au pays était également prévu pour mai 2009, mais le projet échoua à cause des menaces de l'épidémie de grippe. Le voyage fut annulé puis reporté à deux ans. Les familles investies dans le projet ont été très déçues. Certaines ont eu

491 Plusieurs informateurs en parlent.

492 Articles de la Presse locale de Champlitte – 29 janvier 2009 – sans référence, consultés en octobre 2012 et prêtés par un habitant de Champlitte.

l'impression d'avoir été trompées, et les institutions se sont senties très embarrassées. En effet, un budget conséquent avait été mis en place. Par exemple, l'école française avait prévu un budget de 40 000 euros⁴⁹³. Elle comptait 500 euros par personne pour le voyage, et de nombreuses subventions : 14 000 euros du syndicat de fonctionnement du collège, 6000 euros du Conseil Général de la Haute-Saône, 6000 euros de la commune de Champplitte, 700 euros de la société Chanitoise Silac, 2000 euros de l'éducation nationale, 2700 euros récupérés par la collecte des élèves, 1500 euros de l'association Haute-Saône-Mexique et 7000 euros du Ministère de la Coopération.

Tout n'a pas été utilisé et une partie de la somme servira à soutenir la venue des Mexicains en mai. Par ailleurs, 2000 euros seront utilisés pour l'achat des équipements informatiques des écoles de San Rafael et de Jicaltepec⁴⁹⁴.

Selon des informateurs proches de l'organisation, l'échange aurait été proposé à des enfants descendants et non descendants, uniquement dans certaines écoles de San Rafael. 20 enfants auraient donc pu s'inscrire pour partir, avec la possibilité de suivre des cours de français pendant les activités extra-académiques au sein de l'école D. À ce groupe se seraient ajoutés 6 enfants intéressés par les cours de langue mais dans l'incapacité de payer le voyage⁴⁹⁵. Selon ces mêmes informateurs, ces 26 enfants auraient dû non seulement suivre des cours gratuits à l'école D mais aussi en parallèle s'inscrire à la Maison de la Culture et donc payer un cours. Il y aurait donc eu utilisation d'un service à moitié public et à moitié privé, puisque le professeur de la Maison est financé en partie par la Haute-Saône mais les enfants auraient payé le cours. De nombreux enfants auraient donc arrêté de suivre les cours de français à l'école D car ils ne pouvaient pas payer le voyage ou les cours à la Maison de la Culture. À partir de ces faits, deux hypothèses se dessinent, soit la Maison de la Culture manquait fortement d'élèves et a vu une opportunité avec ce voyage qui devenait une source de revenus supplémentaires, soit la Haute-Saône n'a pas approuvé l'utilisation qui a été faite de leur enseignant dans un cadre d'enseignement hors Maison de la Culture, pour lequel il avait été recruté (même si cette deuxième hypothèse est peu probable car la Haute-Saône était aussi organisatrice du voyage). Dans tous les cas, le budget pour les cours de français a continué d'être voté en 2009. « L'assemblée départementale vient de réinscrire les crédits

493 *Ibid.*

494 *Ibid.*

495 Environ 500 euros, pour cela des tombolas et des ventes de gâteaux avaient été organisées.

nécessaires (12 600 euros) à la poursuite de l'enseignement du français à San Rafael et Jicaltepec⁴⁹⁶ ».

Le projet avait donc pour objectifs de rapprocher et de rendre actifs les jeunes générations franco-mexicaines, de « tisser du lien, apprendre de l'autre et donc sur soi⁴⁹⁷ », de renforcer les relations franco-mexicaines et de pérenniser le jumelage.

L'éducation des enfants au sein de l'école et de la famille est une garantie assurée pour diffuser et protéger l'identité. Elle est également entendue comme un lien sacré entre les descendants de français et les différentes générations. La langue française est devenue une utilité sociale pour améliorer ces propres conditions de vie mais aussi pour maintenir la cohésion du projet de revendication de l'identité et du patrimoine linguistique. Pourtant, il existe d'autres voies de communication et modes d'éducation comme l'apprentissage de l'histoire par les livres, les documentaires et les conférences locales.

B-HISTORIENS ET ANTHROPOLOGUES AU SERVICE DE LA MÉMOIRE

Les descendants suscitent des projets culturels pour justifier leurs idées et concrétiser leur rêve de former une « petite France mexicaine ». En même temps, ils sont soutenus par les projets d'écriture ou d'investigation que certains historiens et anthropologues ont réalisés ou sont en train de promouvoir. Pour autant, ces recherches ne servent pas toujours d'une manière positive l'ancienne colonie française ou les descendants de français. Des moments précis et des découpages historiques sont générés pour exploiter et ne raconter que les bons moments afin de représenter une colonie parfaite et de préserver l'image des Français de San Rafael.

496 Articles de la Presse locale de Champlitte – 29 janvier 2009 – sans référence, consultés en octobre 2012 et prêtés par un habitant de Champlitte.

497 *Ibid.*

1- Façonner la mémoire et réinventer le passé

Les travaux réalisés depuis les années quatre-vingt ont renforcé cette identité, ont généralisé la mémoire collective et ont accentué l'imaginaire collectif sur la migration française et les colons français.

En 1959, un descendant de français, Paul Capitaine, voyage et revient en France à Champlitte et fait la rencontre d'Albert Demard, directeur du musée Arts et Traditions populaires du village. La famille Demard, originaire de la région, se révèle être parents d'une famille de migrants du Mexique. Par la suite, Jean Christophe⁴⁹⁸, le fils d'Albert et historien, publie son premier livre sur l'histoire chanitoise en 1986. Il explique l'histoire d'un village qui part et qui se reconstruit sur les terres mexicaines. Cette approche événementielle a certaines limites, elle a souvent oublié ou omis des faits qui ne semblaient devoir être consignés et elle découpe trop souvent l'Histoire entre les bons et les méchants. Par exemple, de nombreuses accusations sont faites autour de l'entrepreneur de la colonie, M. Guénot, bien qu'il s'appuie sur des archives diplomatiques recueillies à Nantes et à Paris. Son exposé décrit le directeur comme un menteur : « les colons déclaraient qu'ils étaient trompés », comme un lâche : « on lui reprochait d'avoir abandonné pendant la nuit le chef-lieu de la colonie » et comme un voleur : « on lui reprochait en plus d'avoir détourné des fonds de la compagnie ». Il décrit également le Général Santa Anna comme le sauveur des Français. En effet, malgré le décret d'expulsion des Français résidants au Mexique après la *Guerra de los Pasteles** en 1838, le Général avait donné l'autorisation aux colons de rester sur le territoire après les avoir reçus et leur avoir donné « un sauf-conduit ». J.C Demard défend l'idée d'un début d'intégration française à partir de ce moment qui se concrétisera par la suite lors de la révocation du dernier vice-consul en 1916.

Ensuite, en 1969, l'anthropologue F. Winfield Capitaine⁴⁹⁹, descendant de français, propose d'expliquer la vie des habitants de Mentidero (San Rafael) et les changements sociaux-culturels opérés à travers le temps par « l'intégration ». Celle-ci se serait faite difficilement au début, sous la contrainte, puis par la suite, elle aurait pris un caractère pacifique et naturel. Fortement influencé par les théories d'identité culturelle des années 50, il

498 Demard J.C., Une colonie française au Mexique (1833-1926). Ed Dominique Guéniot, 1999.

499 Winfield Capitaine F. R., *Mentidero: Una isla cultural en el estado de Veracruz*. Tesis, Universidad Veracruzana. Facultad de Pedagogía, Filosofía y Letras, Escuela de Antropología. Xalapa-Enríquez, Ver, 1969. + Cf. Index.

partage les différents rites et coutumes qu'il a pu déceler lors de son travail de terrain et les identifications qu'utilisent les descendants à leur égard telles que la solidarité, la couleur de peau ou des cheveux, la taille ou les noms de famille. Selon lui, les Français de San Rafael consomment plus de pain que de *tortillas* et préparent des repas à la française (œufs en neige, graisse de cochon pour remplacer le beurre par exemple), mais ils ont aussi adopté certaines coutumes culinaires mexicaines comme la couenne de porc soufflée⁵⁰⁰. Les habitants Français se distinguent par des qualités comme l'honnêteté, le travail et l'inexistence de vices, mais si cela n'est pas le cas, même si un descendant a un statut social aisé, il ne pourra pas être considéré comme quelqu'un d'important⁵⁰¹. Il explique qu'il est difficile voire impossible de savoir la nationalité d'une personne en la regardant mais plutôt à travers les vêtements, les habitudes et les comportements. Il termine en disant que les habitants d'aujourd'hui se sentent franco-mexicains, mais il rajoute à la fin un texte d'anthropologie physique qui décrit les différents traits physiologiques qui existeraient entre des descendants de colons, des indigènes, des métis et des créoles. Par exemple, il est mentionné que le bassin était plus large que les épaules chez les hommes français et italiens que chez les indigènes. L'auteur a fortement contribué donc à la création de l'identité française locale.

Dans les années 90, l'historien David Skerritt⁵⁰² Gardner propose d'expliquer le processus de formation de la colonie à partir d'une théorie plus multiculturelle. Selon l'auteur, les Français ont contribué à la construction de l'espace régional grâce à l'orientation de la production et de la commercialisation que les colons ont imposée, mais en même temps, « ils ont incorporé des aspects culturels indiens et créoles-métis⁵⁰³ », ce qui a généré la fabrication d'une « culture régionale spécifique⁵⁰⁴ ». La Révolution est venue modifier cette organisation mais ils avaient suffisamment de ressources économiques pour lutter et continuer à exercer un contrôle sur cette zone, aidés par leurs relations avec le pouvoir en place⁵⁰⁵. Il propose de la sorte une réconciliation franco-mexicaine et l'acceptation d'un métissage régionale, mais il insiste aussi sur la réussite des Français.

500 *Ibid.* p.64-65

501 *Ibid.* p.85

502 Skerritt Gardner D., *Colonos franceses y modernización en el Golfo de México*. Historias Veracruzanas Universidad Veracruzana Xalapa, Ver, México, 1995.

503 Skerritt, David. « Tres culturas: un nuevo espacio regional (el caso de la colonia francesa de Jicaltepec-San Rafael » dans *Las llanuras costeras de Veracruz. La lenta construcción de regiones* par Odile Hoffmann y Emilia Velázquez (coord.). ORSTOM, Xalapa, Veracruz, 1994. p.192.

504 *Ibid.*

505 Cf. Skerritt.

De la même manière, certaines recherches menées par J. Pérez Siller⁵⁰⁶ insistent fortement sur l'*afrancesamiento** du Mexique, c'est-à-dire les contributions que la France a apportées à la culture et l'identité mexicaine à travers l'histoire migratoire et les relations franco-mexicaines. Il partage l'idée que la communauté française installée au Mexique a participé au processus de modernisation du pays, tant sur le plan architectural⁵⁰⁷ en ville notamment que sur le plan social, et au développement de nouvelles idées ou pensées (politiques et économiques). Il insiste aussi sur l'importance de « la construction des sensibilités » qui doit être prise en compte dans l'analyse de l'histoire et de la mémoire ou prise comme un modèle d'analyse et d'observation pour comprendre l'identité mexicaine. « La présence de *l'autre*, de *l'étranger*, provoque un processus de modification, *altérité*, où les deux partis se transforment en modifiant leur sensibilité⁵⁰⁸ ». En 2009, il propose un projet documentaire sur la mémoire et l'identité où sont recueillis des témoignages de descendants de français du Mexique pour observer la mémoire des descendants de migrants français, récupérer des informations sur la vie des migrants, mais aussi comprendre les relations que les descendants entretiennent avec leur passé.

En 2000, le linguiste P. Lafarge et l'anthropologue J. Jiménez⁵⁰⁹ réalisent un documentaire sur l'architecture vernaculaire* afin de montrer l'influence française dans le Golfe du Mexique, mais aussi l'importance de la gastronomie française dans cette région (notamment le pain). Ce DVD est aussi un appel à récupérer et connaître les diversités de la langue française, puisqu'ils ont travaillé avec des témoins parlant le français de génération en génération, une langue française issue non pas de la Maison de la Culture, mais de la migration, c'est-à-dire un patois français.

Le chroniqueur Carlos Alberto Fernández⁵¹⁰ défend l'idée que les colons français n'étaient pas les seuls à vivre sur le territoire de Jicaltepec à leur arrivée. Selon C. Fernández, les territoires de Jicaltepec n'étaient pas totalement vierges, ils étaient occupés par des indigènes, des créoles et des métis *terratenientes* qui luttaient pour l'obtention des terres. En effet, les colons ne savaient pas que les terres de Jicaltepec étaient déjà peuplées par des indigènes

506 *Vol II México-Francia Memoria de una sensibilidad común Siglos XIX-XX*. (Javier Pérez Siller, coord.) BUAP, Colegio de San Luis, CEMCA, México, 1998.

507 Fernández Christlieb, Federico. Pérez Siller, Javier. Coudart, Laurence. *Babel ciudad de México: La Comunidad Francesa en la ciudad de México*. Instituto de cultura de la ciudad de México, 1999. p.30.

508 *Ibid.* p.29.

509 Lafarge P. et Jiménez J., DVD « *Bajo los techos de Jicaltepec* » Junio 2003. Producción CONACULTA Culturas populares e indígenas del estado de Veracruz Unidad Xalapa PACMYC 2000 Escuela de lenguas de la BUAP.

510 Diverses chroniques historiques.

totonaques et par d'autres provenant de Quiahuixtlan et de Cempoala qui avaient fui leur région à cause des maladies propagées par les espagnols. Il propose donc d'expliquer le processus de formation et d'intégration de la colonie par l'acculturation et opte pour une vision idyllique de la société du XIX^e siècle.

« Ici, en 1833, c'était quasi désert, en dehors de petits groupes d'indigènes qui avaient survécu au massacre des Espagnols. Les premiers colons qui sont arrivés et les quelques indigènes se sont aidés mutuellement⁵¹¹. »

Il prône une réconciliation entre Mexicains et Français à travers ses chroniques historiques et ses témoignages. Il participe également personnellement aux cérémonies commémoratives franco-mexicaines et mexicaines, éducatives et associatives. Cependant, il refuse les différenciations opérées entre les membres de la société de San Rafael.

« Beaucoup de gens le découvrent encore aujourd'hui (origine), mais ils ne se posent pas la question et ne s'y intéressent pas forcément. Si vous n'avez pas les yeux clairs et la peau blanche, vous n'êtes pas forcément pris au sérieux⁵¹². »

C'est pourquoi, il œuvre pour l'intégration et la participation des jeunes générations dans la défense du patrimoine et de l'histoire de San Rafael en organisant des mini-conférences⁵¹³, des visites touristiques⁵¹⁴ afin d'informer les populations.

Plus récemment en 2006, la réalisatrice Carole Ferrand⁵¹⁵, a proposé un documentaire, *Proa a la tierra prometida*, financé par le département de la Haute-Saône. Elle aborde à travers des témoignages et des documents d'archives la migration française à San Rafael-Jicaltepec (le départ avec Guénot, les problèmes des terres, la clémence du Général Santa Anna etc.). Elle fait aussi le lien avec le présent (les jeunes descendants en classe de français, les vignes de Champlitte et les projets de commercialisation, les relations franco-mexicaines, la mémoire des descendants et la relation qu'ils ont avec leurs racines). L'impact de ce

511 Articles de la Presse locale de Champlitte – 29 janvier 2009 – sans référence, consultés en octobre 2012 et prêtés par un habitant de Champlitte.

512 Ibid.

513 Images historiques de San Rafael, Veracruz. 15 avril 2010.

514 Visites des tombeaux anciens de San Rafael et de Mentidero, des Pyramides de Pital par exemple.

515 Ferrand C., DVD *Proa a la Tierra Prometida*. France 3 Bourgogne Franche-Comté - Ed Vie des Hauts productions - 2006.

documentaire a été très important au sein de la société de San Rafael puisque de nombreuses personnes en parlent car plusieurs descendants ont participé en tant que témoins.

Les travaux de Winfield Capitaine, de J.C Demard, les DVD réalisés par C. Ferrand ou par P. Lafarge et J. Jiménez⁵¹⁶, ont largement favorisé la divulgation du mythe fondateur des Français de San Rafael-Jicaltepec et à la création de symboles qui font référence à une histoire, des objets, un pays en commun et une identification. Ces discours d'identifications et d'attachements profonds à la France que nous proposent ces auteurs insufflent certains clichés sur les colons et leurs descendants, ainsi que sur les Mexicains. Toute cette réalité franco-mexicaine peut générer des problèmes identitaires, des incompréhensions, des rejets ou des blocages. C'est pourquoi, il est difficile de faire l'impasse sur ces travaux de recherche ou ces documentaires, car ils ont déteint, de manière volontaire ou non, sur les représentations sociales, les comportements, les idées des habitants. Les écrivains ont influencé la mémoire de San Rafael, mais ils ont aussi contribué à des projets culturels qui sont devenus déterminants pour l'avenir de San Rafael comme le jumelage ou la municipalisation.

Cependant, plus les recherches s'affinent sur la migration des Français à San Rafael, sur le racisme, sur les associations pro-françaises, sur la municipalisation, plus la mémoire qui a été diffusée se modifie. Des événements historiques apparaissent à la lumière du jour et ne font pas l'unanimité des descendants de français de San Rafael.

2- Des histoires qui dérangent...

La mémoire retient trop souvent ce qu'elle veut bien entendre et croire, ce qui est nécessaire pour le maintien d'une cohésion sociale, pour l'équilibre du pouvoir en place, et pour l'image de la société.

516 Lafarge P. et Jiménez J., DVD « Bajo los techos de Jicaltepec » Junio 2003. Producción CONACULTA *Culturas populares e indígenas del estado de Veracruz* Unidad Xalapa PACMYC 2000 Escuela de lenguas de la BUAP.

Même si le musée de San Rafael contient quelques pièces archéologiques de la congrégation, il est orienté vers l'histoire de la migration française. Les présupposés à sa création ont fortement accentué les conditions de vie dans lesquelles les premiers colons ont vécu en arrivant. C'est donc l'image que les descendants ont de leurs ancêtres et sont presque obligés d'avoir car c'est aussi l'image qu'on leur a vendue. Ils ont en mémoire que le voyage de leurs ancêtres a été long et pénible, les nombreux maux (maladies, chaleur, faim) endurés, le dur travail pour construire leurs maisons, la lutte des terres, la fabrication du pain avec du maïs etc. En revanche, les entretiens ont permis de mettre en évidence que peu de gens se souviennent par exemple de l'achat des *peones** et de l'exploitation des travailleurs. Il n'y a quasiment aucun souvenir des français révolutionnaires ou des migrants investisseurs venus avec de l'argent pour faire fortune. Or, plusieurs documents de l'époque nous le prouvent.

Avant l'arrivée au pouvoir de Francisco I. Madero⁵¹⁷, les premiers révolutionnaires madéristes circulaient dans le pays afin de recruter des volontaires pour s'unir à leur cause. Le 6 janvier 1911, « le chef du Bureau des Télégraphes de Jicaltepec, Josephat Marquez⁵¹⁸ décida de quitter son travail pour rejoindre les nouvelles forces révolutionnaires dans le village de Chignahuapan⁵¹⁹, Puebla⁵²⁰ » avec son frère, Estebán Marquez⁵²¹, colonel de l'armée insurrectionnelle madériste, « qui s'était présenté accompagné de 200 insurgés à la colonie de San Rafael⁵²² ». Marié à une française, Maria Levet Guiochin⁵²³, il entraîna avec lui plusieurs habitants de Jicaltepec dont des colons français, ce qui provoqua de nombreuses tensions entre San Rafael et Jicaltepec et des conséquences graves pour l'avenir des relations entre la France et ses migrants.

Autre exemple, l'élite sociale avait besoin d'une main d'œuvre importante pour effectuer de nouveaux travaux aux champs. En effet, les descendants avaient développé la production de la vanille pour améliorer leurs conditions sociales, et possédaient de vastes espaces pour la cultiver. Ils utilisaient donc pour cela des travailleurs des fermes voisines.

517 Cf. Index.

518 Cf. Index.

519 Cf. Index.

520 *Op. cit.*, Demard, 1999, p. 209.

521 Cf. Index.

522 MAE/DAD Nantes – México Consulat Série B. Réclamations 1910-1916. M.F. Chausson, Consul de France à Veracruz à Mr Lefèvre, Ministre de France à México. 19 Mai 1912.

523 Cf. Index.

Le livre de Bernot constitue une narration de faits et d'événements historiques et m'a été très utile pour dater, trouver des exemples, mais il s'agit très souvent de descriptions historiques. Il a été écrit en mémoire des migrants français, ce qui émeut évidemment la société de San Rafael et beaucoup en parlent ou le montrent en exemple. Il expose pourtant des faits importants, sans les expliquer, mais qui sont primordiaux pour comprendre l'implantation des colons français.

Il raconte qu'en 1894, Carlos Chatrenet⁵²⁴ sollicite son voisin Rafael Sainz de San Marcos pour lui parler de ses locataires (ouvriers agricoles) que Carlos connaissait. Finalement, Carlos Chatrenet remet la somme de 23.75 pesos à Monsieur Don Rafael Sainz pour payer le montant que lui devait son locataire Antonio Lara. C'est-à-dire que cette personne, Antonio Lara, était un *peón* qui travaillait dans la ferme de Rafael Sainz, mais ce travailleur était endetté avec son patron. Comme Carlos Chatrenet, descendant de français, avait besoin de main d'œuvre, il a payé la dette d'Antonio pour qu'il puisse travailler pour lui. Bernot relate que ce vieux Don Antonio et sa femme et ses deux fils « déménagèrent très contents à la ferme de Carlos Chatrenet. Tous les fils comme les pères travaillèrent toujours avec honnêteté, jusqu'au dernier jour de leur existence, dans les fermes de la famille Chatrenet-Bernot⁵²⁵ ». Ces travailleurs étaient en grande majorité analphabètes de langue espagnole et condamnés à travailler très dur. Dans les fermes, ils avaient pu obtenir de meilleures conditions de vie que dans les *haciendas* mais d'une certaine manière, ils appartenaient toujours à leur patron. Un rapport, trouvé aux archives de Nantes, décrit l'état des salaires, les métiers existants et critique les capacités des travailleurs.

On trouve difficilement des comptables mais on trouve facilement des correspondants (sic) et commis de magasin. Pour le commerce la nationalité espagnole. Pour les comptables de 50 à 60 pesos par mois argent mexicain. Pour les commis de 15 à 20 par mois avec la nourriture. Généralement ils sont logés et nourris chez leurs patrons. Domestiques passables oui. Les hommes reçoivent 0.50c/jour avec nourriture et 0.75c sans. Les *peones* travaillent de 6h du matin à midi et de 1h à 6h du soir pour 0.50c/jour, les *vaqueros* gagnent de 20 à 25 pesos/mois sans nourriture. Les *mayordomos** gagnent 1 peso/jour sans nourriture et les *capataces** gagnent 1.50/jour sans nourriture. Ils travaillent 6 jours sur 7.

524 Cf. Index. *Op. Cit.*, Demard, 1999, p.209.

525 Bernot C. E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*. p 37.

Les patrons donnent généralement aux gens de l'*hacienda* une parcelle de terrain (bois débout) qu'ils défrichent à leur frais pour semer maïs et haricots à la condition que quand la *hacienda* les réussites (sic) ils vont travailler moyennant 0.50c/jour sans nourriture. Généralement ils se compromettent à travailler 2 ou 3 jours par semaine. Les gens de métier font grand éléphant (sic) ici où on ne trouve ni bon forgeron, ni bon maçon, ni bon cordonnier...Ce qui font ces métiers sont une incapacité visible (sic) et effrayante. Ils gagnent 2 pesos/jour et des bons ouvriers gagnent par compte 3 pesos/jour (...)⁵²⁶.

Evelyne Sánchez révèle que les recettes à Jicaltepec ont diminué entre 1873 et 1878⁵²⁷, époque durant laquelle les Français passèrent de l'autre côté de la rive du fleuve Nautla. Cela démontre que non seulement les Français ont pu partir de Jicaltepec tranquillement mais également avec leurs capitaux, qu'ils ont ensuite investi à San Rafael. Ils ont ainsi bénéficié d'une accumulation de terres et ont pu se consacrer à la production agricole extensive. Les Français de San Rafael avaient besoin de beaucoup de bras⁵²⁸, tandis qu'à Jicaltepec la qualité de vie diminuait. Par exemple, pour féconder 80 hectares de vanille, il fallait 80 personnes et pour la récolter 8 personnes. C'est pourquoi, ils se prêtaient ou s'achetaient les travailleurs agricoles entre voisins⁵²⁹. Dans le cas des noyaux familiaux des sociétés pré-industrialisées, comme le Mexique, toute la famille participait à la production. L'économie familiale et l'organisation de la production domestique demandaient tous les bras pour travailler, hommes, femmes et enfants. La femme fécondait la vanille et coupait le café, alors que l'homme préparait la terre et gérant les bénéfices. Les descendants de français les plus aisés utilisaient la main d'œuvre⁵³⁰ pour aider et compléter le noyau familial afin d'obtenir un meilleur rendement, alors que les histoires « officielles » affirment que les femmes fécondaient la vanille pour ses qualités physiques, car elles avaient les mains de tailles fines et délicates.

526 MAE/DAD Nantes – Consulat Veracruz – 8 – Affaires consulaires et commerciales.

527 Sánchez E., "Chapitre 3: La colonia francesa de Jicaltepec – San Rafael: tierra, conflictos e identidad" dans *La colonización interna en México desde la independencia hasta los años 1920*. Colonias europeas en el Estado de Veracruz. 2011 - Document inédit. pp. 1-38. (p. 18)

528 Entretien avec N°14, agriculteur. Carnet de bord, travail de terrain février 2009, San Rafael.

529 Cf. exemple ci-dessus Bernot.

530 MAE/DAD Nantes – México – A 21. Lettre de S sur la situation de la colonie à Veracruz, le 2 février 1866.

C'est très difficile de produire la vanille. Le plus dur est au moment de la floraison. Il faut féconder fleur par fleur car c'est une fleur de vanille. Si vous avez la moitié d'un hectare c'est déjà difficile car vous avez besoin de beaucoup de monde tous les jours. Par exemple, si vous avez un carré de vanille et vous y mettez 20 personnes et si elles n'arrivent qu'à la moitié de ce carré ou 80%, de l'autre côté, je peux vous dire que tout est perdu. Le reste de la vanille ne pourra plus être fécondé. Le lendemain, vous devez recommencer au même endroit et repasser ainsi tous les jours. Auparavant, quasiment toute la population savait comment féconder. Moi, j'avais 12 ans quand j'ai commencé⁵³¹.

D'autres thématiques ne sont pas abordées ou le sont qu'à moitié comme par exemple, les vols de bétails, et les meurtres commis dans la région. Comme il a été précisé auparavant, l'origine indigène de Jicaltepec n'est pas acceptée par toutes les populations. Certains préfèrent croire que les Français ont tout construit en expliquant que le terrain était totalement vierge à leur arrivée, ce qui n'est pas totalement le cas puisque Jicaltepec était peuplé mais il n'existait pas de maison préparée pour les colons. Les thèmes des enfants conçus hors mariage ou les mariages entre Mexicains et Français restent très sensibles encore aujourd'hui. De même, l'éducation inégale entre les femmes et même dans les familles descendantes, où elles étaient condamnées à rester à la maison pour travailler sans pouvoir avoir l'opportunité de poursuivre des études, ni même terminer l'école primaire est un sujet que peu de personnes abordent. Il y a aussi le travail de certains descendants dont on ne parle pas car, il est impossible d'imaginer un descendant faisant le commis de ferme ou le marcheur, et encore moins pouvoir le penser illettré, car mieux vaut garder l'image du français travailleur et cultivé. En réalité, combien de familles de descendants de français ont vécu dans la misère et l'oubli du gouvernement français ? Combien de familles vivent dans le rejet des autres membres car il leur est impossible de démontrer leur descendance et encore moins de prouver leur nationalité ? Certains diront, c'est la faute du métissage, d'autres de la Révolution, de la guerre, toujours est-il que les inégalités ont toujours existé et que la mémoire s'est bien gardée de nous en parler.

De même, la thématique du blanchiment de la population mexicaine est très peu connue chez les populations descendantes et à Champlitte, Haute-Saône. Lors de mon intervention pendant la table ronde sur « Le Mexique précolombien et les liens San Rafael – Champlitte »,

531 Entretien avec N°7, agriculteur. Carnet de bord, travail de terrain mai 2011, San Rafael (').

organisée au château de Champlitte en octobre 2012, plusieurs participants sont venus me parler en réagissant à ma présentation : « jamais nous n'avions entendu parler de ça », « les colons ont vraiment été envoyés pour blanchir la « race mexicaine » ? ». Il est vrai que peu de littérature locale explique ce phénomène de colonisation et de blanchiment.

La grande préoccupation des descendants de San Rafael est de ne pas détériorer leur image. En revanche, il leur est difficile d'avouer que leurs ancêtres ont parfois bénéficié de privilèges de la part du gouvernement mexicain au XIX^e siècle. Ils ne reconnaissent pas non plus que plusieurs familles descendantes ont pu jouir d'une accumulation de richesse et d'un statut social, de la même manière que d'autres familles d'origine européenne au Mexique, au détriment des autres. Ces familles aisées peuvent donc marquer une différence socioéconomique. La plupart du temps, elles fondent ces différences par l'identité culturelle et la fomentent par l'éducation. En réalité, elle est bien plus le résultat de processus historiques complexes dus en partie à la colonisation, à la volonté de blanchir la population mexicaine pendant des siècles, et à l'exploitation des groupes sociaux les plus démunis comme les paysans sans terre. La mémoire collective permet donc à celui qui l'encourage dans son sens d'asseoir sa force et son pouvoir.

Ce pouvoir est devenu primordial pour réussir à conserver le contrôle sur cette zone. Les élites sociales mettent en place des stratégies, des relations, des discours afin de décrocher ce qu'elles désirent le plus, la nationalité française et garder un statut social au sein de la société. Le dernier chapitre de cette partie sera consacré aux raisons qui ont poussées les élites sociales à redécouvrir une « identité rêvée » ouvrant « le bal des rivalités ».

CHAPITRE VI :

MYTHE ET RÉALITÉ

D'UNE FRANCITÉ MEXICAINE

Nous souhaitons ici analyser les nouveaux enjeux politiques et économiques auxquels cette élite économique et politique est confrontée. Cette élite sociale, appartenant toujours au même noyau de descendants de français divisés en plusieurs fractions, n'est pas homogène, car il existe des conflits au sein de cette élite. Pour cela, elle s'associe ou se sépare d'autres groupes en gardant toujours les mêmes objectifs en commun, celui d'être reconnu comme appartenant à la France, défendre la francité et promouvoir l'identité française. En effet, cette relation franco-mexicaine va au-delà d'une simple amitié et d'un parti pris pour la défense de l'identité culturelle française. Elle est imbriquée dans des participations économiques et politiques nationales et internationales.

Le dernier mécanisme qui sera étudié concerne l'implication de cette promotion de l'identité pro-française dans des rapports plus économiques et politiques. Le renouveau de l'identité répond parfaitement à des demandes nationales, car il soutient le développement du troisième secteur, le tourisme. Il rentre aussi dans le cadre des demandes locales. Un des objectifs des descendants a été de lutter pour la récupération de la nationalité française. Celle-ci, est bien souvent un argument majeur dans les campagnes politiques des représentants des Français de l'étranger.

De plus, San Rafael possède de nombreuses richesses naturelles et est réputé pour être une terre agricole fertile. Celles-ci deviennent des sources intéressantes d'exploitation pour les descendants qui veulent démontrer leurs traditions et originalités. Elles sont également pertinentes pour la France qui souhaite développer les coopérations internationales en matière de commerce. En d'autres termes, tous les réseaux économiques et politiques sont mis à contribution pour articuler cette identité, réelle de par sa base historique et mythique de par la récupération, l'utilisation d'un passé et d'un savoir-faire. Les élites sociales doivent alors essayer de maintenir un consensus pour protéger l'identité française.

Les raisons du renouveau de l'identité sont multiples. Bien sûr, beaucoup de descendants diront que : il est important pour eux d'être reconnus par la France et être considérés par les Mexicains comme Français, car ils ont encore de la famille en France, ou parce qu'elle était

originaire de France ; Depuis leur enfance, ils ont baigné dans la culture française à travers la façon de vivre et de cuisiner de leurs parents, grâce aux histoires racontées et à l'écoute de certains mots en langue française dans leurs familles ; Ils font toutes ces démarches non pas pour eux mais pour leurs enfants ; Il s'agit pour eux de récupérer et de transmettre ce que leurs ancêtres n'ont pas pu conserver comme la langue française, mais également de compenser cet abandon que le gouvernement français a commis en 1916 après le renvoi du dernier Vice-Consul.

L'étude qui sera présentée, va s'intéresser aux raisons principales, issues de l'analyse des entretiens, du renouveau de l'identité. La défense de l'identité est devenue capitale pour les descendants et le bienfait du Municipi de San Rafael. Elles concernent le tourisme, la nationalité française et le développement du commerce ou la recherche d'une diversification économique et de la production agricole.

A-LE RENOUVEAU DE L'IDENTITÉ : UNE BÉNÉDICTION POUR SAN RAFAEL

Le Mexique est une des dix destinations les plus touristiques au monde et une des premières destinations touristiques des états du continent américain. En 2010, plus de 22 millions de touristes étrangers et plus de 51 millions de visiteurs frontaliers ont parcouru le territoire mexicain. En effet, le tourisme représente 9% du PIB mexicain et la troisième ressource du pays, générant 2.5 millions d'emplois directs⁵³². Le Mexique possède une grande richesse touristique et une situation géographique privilégiée. Les investissements privés et publics des infrastructures dans ce secteur sont considérables, comme par exemple en 2010 les circuits touristiques appelés *Rutas de México*. Les seuls inconvénients pour développer ce secteur restent encore et toujours les problèmes d'insécurité qui noircissent le tableau idyllique du paysage mexicain. Pour renforcer l'engouement des touristes, le gouvernement mexicain propose en 2001 de créer les *Pueblos Mágicos**.

532 SECTUR : Secretaría de Turismo (México).

Pour les descendants pro-français de San Rafael, le développement du tourisme et l'idée d'apparaître comme un des nombreux *Pueblos Mágicos* du pays, devient une opportunité pour justifier et renforcer les liens franco-mexicains, défendre son passé et ses traditions. Pour l'élite sociale, ce projet touristique devient également un moyen pour multiplier les demandes de ressources nécessaires à leur reproduction et leur développement. Celles-ci ne peuvent se faire sans risquer de perdre l'équilibre des pouvoirs ni sans conflit entre les groupes sociaux les plus arrivistes.

1- San Rafael : un *pueblo mágico* en devenir ?

Le projet des *Pueblos Mágicos* est développé par le Ministère du Tourisme⁵³³ et diverses instances gouvernementales. Le gouvernement souhaitait offrir une reconnaissance aux gens habitant ces villes nommées « magiques », pour avoir su protéger et conserver la richesse culturelle et historique qu'elles renferment. De même, il désirait revaloriser ces lieux pour structurer une offre touristique innovante et originale, et répondre à la demande croissante des touristes à la recherche de culture, tradition, aventure et sport extrême dans des espaces naturels quasiment vierges ou ruraux.

Un « *pueblo mágico* » est une localité qui a tous les atouts symboliques : légendes, histoire, faits transcendants, quotidienneté, en bref de la magie qui émane dans chacune de ses manifestations socio-culturelles et qui signifie aujourd'hui une grande opportunité pour le profit touristique. (...) Il est clair que ses retombées doivent être associées à des efforts pour les convertir en détonateurs de l'économie locale et régionale. Le tourisme et le flux des visiteurs produisent des résultats surprenants dans des communautés qui ont une grande force culturelle et un environnement urbain et naturel d'envergure⁵³⁴.

Les critères de sélection pour devenir *pueblo mágico* sont multiples. Le programme met l'accent sur huit points essentiels, qu'il est nécessaire de résumer pour comprendre la dynamique.

La localité émettrice du projet doit compter plus de 20 mille habitants et doit être située à une distance inférieure ou égale à 200km d'une destination touristique. Selon le règlement du Ministère du Tourisme, la société locale et les autorités municipales et des états ou fédérales

533 SECTUR : Secretaría de Turismo (México).

534 www.sectur.gob.mx/wb2/sectur/sect_Pueblos_Magicos

doivent s'engager et œuvrer pour la réussite du projet de façon morale et économique. En effet, le programme *pueblo mágico* est basé sur la participation communautaire. En parallèle, les autorités locales et de l'état ont pour objectifs de soutenir financièrement le projet pendant trois ans au début pour construire les infrastructures nécessaires, réaliser les actions, les projets et les travaux qui découlent du binôme communauté-autorité municipale. Le futur *pueblo mágico* doit avoir un programme d'actions touristiques locales pour développer l'intégralité du municipe. La localité doit prouver qu'elle a bien reçu des financements de diverses aides gouvernementales qui ont contribué à son activité touristique. Elle doit être capable d'offrir des activités touristiques diverses et variées, valoriser et maintenir son architecture, ses édifices principaux, ses fêtes et ses traditions, sa production artisanale, sa cuisine traditionnelle, ses attributs symboliques etc. Elle s'engage à accueillir et informer correctement les touristes. Elle doit être capable de démontrer son potentiel commercial à travers le tourisme, l'importance de son patrimoine et œuvrer pour le conserver. Pour cela, la localité doit construire des hôtels et des restaurants à proximité des lieux touristiques mais aussi les protéger et les rendre faciles d'accès. Le *pueblo mágico* a l'obligation de soutenir une thèse sur la magie de la localité et être protagoniste de faits transcendants et légendaires. Il doit être en mesure de créer ou de recréer une valeur singulière de lui-même. Il faut qu'il présente ou développe un produit touristique spécifique de la localité, qui deviendra le symbole du lieu, reconnu dans les autres contrées du pays et si possible à l'étranger.

Le dossier est étudié par le CIES*, en français, le Comité inter-institutionnel d'Évolution et de Sélection. Si ce comité considère que la localité remplit les conditions, elle a trois ans pour faire ses preuves. Elle doit se démarquer grâce à des investissements publics en équipements touristiques, améliorer l'image urbaine, intégrer des programmes de développement et des commerces. Si au bout de trois ans elle a réussi, elle reçoit la mention *pueblo mágico*. Tous les ans, la Commission réévalue la localité et peut être radiée des *pueblos mágicos*, si elle estime que celle-ci, ne remplit plus les 90% des compétences exigées. Les *pueblos mágicos* représentent donc une forte valeur ajoutée aux localités en termes de ressources, symboles et prestige. Pour autant, ils peuvent avoir quelques conséquences négatives sur celles-ci comme la hausse de prix de l'immobilier et des marchandises ou l'augmentation de la population pendant les périodes d'influence. Ces financements du patrimoine favorisent malheureusement trop souvent bien plus les investisseurs que les locaux, et privatisent les lieux touristiques ou réduisent l'accès à une partie de la population.

2- Les ressources gouvernementales : un besoin pour le développement des peuples

Après avoir fait cet aparté sur le règlement des *pueblos mágicos*, il est important de comprendre la relation entre l'identité française à San Rafael et ce programme gouvernemental. Pendant le travail de terrain, à plusieurs reprises la localité de San Rafael a postulé à ce programme. Les autorités locales ainsi que les membres associatifs souhaitaient déjà faire la demande depuis la municipalisation. Lorsque l'on regarde le règlement, il apparaît nettement que San Rafael et même Jicaltepec possèdent la majorité des critères requis. Pourtant, le CIES a rejeté la demande.

Il est donc important pour l'étude de se demander si la revitalisation de l'identité française à San Rafael n'a pas été aménagée pour répondre aux critères de sélection, car le tourisme est devenu au Mexique une option pour les populations. Elles voient dans ces programmes une manière de diversifier leur forme de reproduction sociale et se convainquent profondément d'appartenir à un groupe différent des autres et de l'importance culturelle que celui-ci renferme.

En effet, la crise économique⁵³⁵ des années quatre-vingts a contribué aux renforcements des revendications des identités culturelles des localités du pays. Les réformes structurelles néolibérales qui ont suivi cette crise, n'ont fait que renforcer les inégalités, creuser l'écart entre les populations et amorcer de nouveaux conflits. Ces hommes et ces femmes ont donc dû donner un sens à leur vie, être acteur de leur lutte sociale⁵³⁶, et réussir à s'autogérer soi-même tout en respectant les règles du jeu du système néolibéral.

Pour arriver à son but, l'état néolibéral mexicain « déploie stratégiquement des ressources, qui récompensent des organisations qui promeuvent des demandes de droits culturels acceptables, et punit les autres⁵³⁷ », moins rentables. Les groupes sociaux doivent donc lutter et négocier ces ressources économiques que les politiques et les réformes de l'État ont mis en avant comme par exemple : les programmes de développement durable⁵³⁸ ou

535 Cf. Chapitre I – Partie I : réformes structurelles néolibérales.

536 Cf. Hall S., « The local and the Global: Globalization and Ethnicity » Anthony D. King (dir.), *Culture Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Binghamton, University of New York at Binghamton, 1991, p. 19-39. Disponibilité et accès <http://www.cholonautas.edu.pe/biblioteca.php> [en ligne]. ET Hale Charles R., *Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights, and the Politics of Identity in Guatemala?*, United Kingdom, Cambridge University Press, 2002, p. 495

537 *Ibid.* Hale, 2002, p. 498

538 *Ibid.* Hale, 2002, p.498

gouvernementaux des *Pueblos Mágicos*. Ils sont donnés aux groupes sociaux comme récompense pour leur capacité d'organisation et de production de marchandises, biens et services de luxe destinées à l'exportation, à la commercialisation ou au tourisme. Le gouvernement y attache de l'importance car ces groupes génèrent des richesses, qui seront redistribuées aux mêmes groupes pour assurer leur reproduction, mais en laissent de côté d'autres moins rentables. C'est pourquoi, le gouvernement laisse les populations s'autogérer et développer le troisième secteur, les services.

Plus qu'une raison, la revitalisation est un moyen pour l'élite sociale de San Rafael. Les différents groupes tels que les associations culturelles, les associations d'aide à la personne ou au développement négocient et cherchent à récupérer des financements. Pour cela, ces groupes collaborent avec la classe dirigeante locale et le gouvernement régional de la Haute-Saône ainsi que les forces associatives et diplomatiques françaises. La classe dirigeante et politique de San Rafael négocie d'éventuelles aides gouvernementales mexicaines pour la localité. Puis, elle essaye de se faire reconnaître par les dirigeants diplomatiques français lors de visites organisées au Mexique ou pendant les commémorations. Elle négocie ainsi avec eux pour développer le tourisme et le commerce, protéger l'environnement et aménager le territoire. Enfin, les différentes ressources sont rediscutées et renégociées avec la société civile dont les groupes associatifs. Il est possible que ces négociations aient lieu pendant des réunions privées entre les membres dirigeants lors des commémorations mais il est très compliqué d'y assister. Seul, les discours politiques des dirigeants locaux affirmant qu'il faut créer des échanges entre la France et le Mexique, comme lors du 25^{ème} anniversaire du Jumelage, prouvent qu'une volonté au-delà des échanges culturels est préposée. « Il ne doit pas y avoir seulement des échanges culturels, mais aussi commerciaux ... l'échange commercial, culturel et social entre nos nations est opportun pour la prospérité de celles-ci. Notre legs c'est la culture, notre objectif la conserver !⁵³⁹ ». En d'autres termes, cela implique des négociations et des redistributions de ressources entre les membres actifs.

539 Carnet de bord, travail de terrain à San Rafael. Extrait d'un discours politique du 27 avril 2011.

3- La construction du *Pueblo Mágico* : utilisation de la francité

Même si San Rafael n'a pas été promis au rang de *Pueblo Mágico* et si l'accès au rapport du CIES n'a pas été réalisable, il est possible, par rapport aux critères de sélection, de déduire de cet échec plusieurs hypothèses.

D'abord, il est probable que San Rafael n'est pas été une priorité pour le CIES. Il semblerait également au vu des critères, que le binôme société-municipalité n'était pas non plus complètement soudé pour mener à bien le projet. Il n'y a donc pas eu non plus consensus entre la société civile et la classe politique. De plus, il est vraisemblable que l'ensemble de la société de San Rafael ne se reconnaît pas dans cette identité française. Cependant, l'élite sociale a malgré tout usé de cette opportunité en encourageant les liens via les réseaux économiques et politiques afin de défendre l'identité française. Sa mission, l'étendre sur toute la société, c'est-à-dire convaincre activement les autres, dans le but de récupérer des ressources nécessaires à son développement.

Dès 2006, le Secrétariat Général du gouvernement de l'état de Veracruz avait dédié à San Rafael⁵⁴⁰ un numéro dans son magazine mensuel sur les lieux touristiques de l'état. En le parcourant, il est possible d'observer que tout est fait pour attirer le touriste : où dormir, que faire (musée, fleuve et nature, pyramides), la gastronomie locale (pain, vin, plats à base de bananes), l'histoire de la localité et les échanges culturels entre la France et le Mexique, les fêtes et les traditions (14 juillet et carnaval), les personnages illustres, et même l'hymne de San Rafael est publié en entier.

Pour intégrer le programme activement, il faut compter sur une histoire magique de la localité. Cette magie a été mise en œuvre autour des Français installés dans un pays tropical, ayant réussi grâce à la force de leurs bras et la sueur de leur front. Les descendants associent toujours leur réussite sociale au travail, en opposition aux Mexicains, selon eux peu actifs et débrouillards pour espérer prospérer. La devise de Champlitte « Rien sans travail », inscrite au-dessous du blason bleu avec ces trois petites pioches, lisible à l'entrée de Jicaltepec, est devenue le symbole de tout un village. Ces trois petits mots ont transcendé les descendants de San Rafael. Ils font l'apologie de leurs ancêtres : « bien que ces migrants vaillants, forts et courageux aient laissé leurs familles, leurs vignes, leurs terres pour arriver sur des terres inconnues et dangereuses où ils endurèrent pénuries, souffrances et problèmes, ils nous ont

540 « *San Rafael* » - Veracruz de Ignacio de la Llave – Gobierno del Estado. SEGOB Año 2 número 3, octobre 2006. Magazine mensuel édité et publié par la Coordinación Estatal de Juntas de Mejoras, dépendante de la Secretaría de Gobierno del Estado de Veracruz, Xalapa, Ver.

légué cette vertu du travail et cette force de la nature⁵⁴¹ ». La troisième partie de la thèse sera consacrée à la mise en place d'un discours du Français honnête et travailleur, alors que les processus sociaux et historiques ont tendance à démontrer un tout autre personnage.

Les commerçants, avec l'appui de la Haute-Saône, ont très vite su mettre en avant la richesse de la gastronomie locale : les liqueurs de fruits locaux assimilées à du vin français, le pain appelé *pan de agua**, la crème représentant la cancoillotte bourguignonne et les fromages évoquant la France comme dans le reste du monde. Cette commercialisation autour des produits français montre la volonté de commercialiser avec la France et de développer une production « à la française ».

Une gérante d'un hôtel signale que San Rafael a une richesse gastronomique et un savoir-faire dans la préparation des vins et liqueurs. Il est donc, selon elle, urgent que la société en général s'unisse pour ne pas laisser disparaître ces coutumes⁵⁴².

Les entrepreneurs hôteliers, originaires de San Rafael, ont également su moderniser les hôtels et en construire de nouveaux. Par exemple, un descendant de français s'est efforcé de protéger et conserver l'architecture des anciennes maisons des colons, en les rénovant à l'identique, pour en faire des hôtels. Selon l'élite, ces propriétés seraient des espaces où se mêlent traditions et cultures. Cependant, elles ont également pour fonction de recevoir des clients aisés souvent d'origine européenne ou étasunienne et d'enrichir le propriétaire des lieux. Le prix d'une nuit dans ces hôtels et des repas sont inabordables pour une majorité de Mexicains, mais aussi pour la plupart des touristes de classe moyenne. Le propriétaire affirme pourtant,

...que cette région a beaucoup plus à offrir qu'un simple carnaval, que le spectacle de la Cumbre Tajín ou des plages pendant la Semaine Sainte. Elle possède une richesse incomparable en flore et en faune avec d'autres pays, ainsi qu'une zone montagneuse pleines de cascades dans les Municipios voisins⁵⁴³.

541 Carnet de bord, prise de notes à San Rafael, avril 2011.

542 http://www.noticieroveracruz.com/19800_san-rafael-lejos-ya-de-ser-pueblo-mgico.html

543 Ibid.

Ces professionnels du tourisme de luxe sont favorables au programme *Pueblo Mágico* car ils pourront en tirer de très bons bénéfices. Ils regrettent que San Rafael n'y soit pas encore parvenu et mettent en cause certains habitants, qui selon eux, ignorent leurs traditions et détruisent des édifices historiques au profit d'entrepôts modernes. Ils ne souhaitent pas non plus que l'image du tourisme à San Rafael soit souillée par les problèmes d'insécurité que le Mexique est en train de vivre. Pour eux, le tourisme doit prospérer à San Rafael.

La municipalité associée aux architectes de la localité et avec l'aide de la Haute-Saône ont pareillement développé la réutilisation des tuiles *escamas* en reconstruisant des arrêts de bus avec des toits en tuiles. Ils ont redonné une nouvelle vie aux lieux publics comme les parcs en y ajoutant des symboles de la francité ou de la localité. Par exemple, le buste de J.C Demard surplombe le parc de *Las Maravillas*. Le tracteur et la statue du planteur de bananes accompagné de son régime, symbole de modernité et d'effort, accueillent les passants à l'entrée de San Rafael. La place de l'horloge, dominant la ville et rythmant la vie des habitants, est le symbole de l'origine haut-saônoise par excellence. C'est à ces endroits que les gens se croisent et se donnent rendez-vous pour se reposer, trouver un coin d'ombre, bavarder et aller ensemble au travail.

Photographie 22

Le tracteur et la statue du planteur de bananes



Sources : © Noémie Pointeau, 2012.

Pour obtenir la mention, la localité doit pouvoir prouver qu'elle a reçu de la part d'une institution gouvernementale de l'état ou de la fédération une déclaration « zone de monuments historiques ». Elle a également l'obligation de créer une route touristique où elle pourrait commercialiser un produit touristique spécial de la localité. Pour mener à bien cet impératif, des descendants de français de la localité ont fait appel à l'INAH, en français l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire. Cette Institution est venue répertorier des pièces archéologiques du musée de San Rafael. Certains entrepreneurs vont encore plus loin, en exprimant leur souhait de voir cette même Institution récupérer des espaces culturels comme les sites de Pital ou de la Poza. Il est possible d'entrevoir dans ces anciennes cités des pyramides et d'y retrouver des morceaux de poteries anciennes. Evidemment, les sites n'ont pas encore été exploités et encore moins fouillés, en raison des coûts qu'une fouille archéologique représenterait, mais aussi parce qu'il s'agit d'une zone habitée. Les habitants cultivent sur les pyramides, enfouies par la terre et la végétation, du citron et des oranges ou laissent gambader autour de celles-ci leurs animaux d'élevage. C'est pourquoi, ils n'ont pas l'intention de céder leurs parcelles à quiconque.

Un autre exemple pour gagner l'appellation est celui du projet de la construction d'un pont suspendu, réservé aux piétons, qui relierait San Rafael à Jicaltepec. Le projet du *Pueblo Mágico* à San Rafael incluait aussi la visite de Jicaltepec. Il s'agit d'une visite obligatoire du fait de la proximité de cette zone tant sur le plan géographique qu'historique. Pour cela, le pont favoriserait les allers et venues entre les deux localités et cela à toutes heures du jour et de la nuit. Comme Jicaltepec ne possède ni hôtel, ni restaurant, les touristes doivent retourner se loger à San Rafael, ce qu'ils regrettent d'ailleurs souvent. Ils empruntent une barque, de la même manière que les habitants de Jicaltepec, pour traverser le fleuve et uniquement de jour, pour la somme de 2€ d'euros. Ce village est un peu enclavé et son accès peut devenir limité. Les voies de communications ne sont pas très développées et le village est un peu isolé surtout en cas de cyclone car l'eau du fleuve peut monter très vite et les courants peuvent être très violents. Les gens se déplacent à vélo dans le village, en barque pour rejoindre la rive de San Rafael, puis en minibus pour atteindre le village de San Rafael et en taxi ou en bus pour aller à Nautla ou à Misantla. Pour se rendre à Martínez de la Torre, ils doivent d'abord aller à Misantla ou à San Rafael. Ils peuvent également se rendre à San Rafael en passant par la route, s'ils ont un véhicule, mais ils doivent d'abord aller à Nautla et emprunter un pont, payant, qui coûte environ 2€. C'est pourquoi, les habitants de Jicaltepec ne se déplacent que très peu et lorsque c'est vraiment nécessaire. Malgré ces difficultés, la construction du pont a provoqué des conflits d'intérêts. En effet, la personne qui mène la barque ne voulait pas perdre son emploi. Le Municipipe de Nautla ne voulait pas perdre d'argent car certains habitants se déplacent pour faire leurs courses et empruntent le pont, payant, pour rejoindre San Rafael. De plus, cette construction aurait coûté très cher aux deux municipes et aurait demandé des travaux considérables.

Malgré cet échec⁵⁴⁴, San Rafael a également intégré un guide touristique⁵⁴⁵, publié entre 2008-2010 par le Secrétariat du Tourisme et de la Culture de l'état de Veracruz, en collaboration avec le Secrétariat de l'Education, de l'agriculture et du commerce, ainsi que l'INAH. La localité est désignée comme originaire des villages *totonacos*, qui appartiennent à ce que les professionnels du tourisme nomment *le chemin de la vanille*. Dans la partie sur San Rafael, l'histoire des colons français est retracée et le musée y est présenté, tout comme la gastronomie de la localité : le pain, les vins et les liqueurs, les œufs en neige, les beignets, la

544 Il s'agirait d'un échec provisoire, car le projet a revu le jour en avril 2014. Selon les dernières nouvelles, la construction du pont suspendu devrait finalement débuter prochainement.

545 Ruta de la vainilla, 1ra edición bilingüe. 2008-2010. Veracruz, Gobierno de estado.

potée etc. Enfin, les espaces naturels⁵⁴⁶ sont exposés tels que : l'estuaire de Tres Bocas, pour y pratiquer des sports aquatiques, ou visiter la mangrove, afin d'observer des espèces vivantes, découvrir la zone archéologique de Pital, et connaître les mystères sur les montagnes appelées Les Deux Frères. Amoureux d'une même femme, les deux frères se seraient disputés, l'un aurait tué l'autre et se seraient finalement transformés mutuellement en montagne. Évidemment, l'histoire agraire de la production de vanille et le lien avec les colons français sont également décrits.

De même, des habitants imaginent la reconstruction d'un embarcadère près du fleuve Nautla, utilisé autrefois pour le transport de la banane, afin de proposer aux touristes la découverte de la flore et la faune du fleuve Nautla et ses alentours, comme l'estuaire de Tres Bocas ou la mangrove. De même, l'idée de réaménager les chemins, appelés *Caminos Reales**, le long du fleuve, en voies écotouristes pour découvrir la nature ou y faire du vélo, a été suggérée.

Sincèrement, il est très difficile pour San Rafael de rivaliser avec la vanille de Papantla et les activités nautiques et de sport extrême de Tlapacoyan, deux beaux sites situés dans l'état de Veracruz. De plus, les problèmes liés aux conditions climatiques (inondations, cyclones, vents violents, moustiques) et à l'environnement (pollution du fleuve, pesticides) n'arrangent pas la situation. Pour autant, le jumelage San Rafael-Haute-Saône a permis de débloquent des fonds pour protéger les habitants des zones inondables en construisant des digues. Cela ne suffisant plus, en 2011, les entrepreneurs et professionnels du tourisme de quatre municipes de la région, dont San Rafael, ont apporté leur soutien au Secrétariat de l'Environnement de l'état de Veracruz. Chaque mairie avait l'obligation d'instaurer un Conseil de l'Environnement et du Développement Durable⁵⁴⁷, avec la participation des populations, dans le but de conserver la richesse de Veracruz (reforestation, protection et restauration des écosystèmes)⁵⁴⁸.

546 Les trois localités mentionnées, Tres Bocas, Pital et Puntilla Aldama appartiennent au Municipipe de San Rafael.

547 Ayant pour membres les conseillers municipaux spécialistes de l'environnement des 4 municipes et le secrétaire général de l'environnement de l'état de Veracruz. L'objectif était de répondre aux volontés des députés qui ont lancé une loi sur la protection de l'environnement.

548 *Ibid.*

La représentante du secteur patronal a mis en évidence l'importance d'agir dans ce secteur à travers le Conseil pour obtenir des résultats qui favorisent la protection et permettent de faire prendre conscience aux populations de l'importance de l'environnement. Elle a dit qu'à travers ce schéma, elle espère de grands résultats dans cette belle zone touristique, dans laquelle le développement économique doit aller de pair avec le développement durable et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles⁵⁴⁹.

Enfin, l'organisation de voyages touristiques par l'association française de Champlitte est déterminante pour espérer être reconnu comme *Pueblo Mágico*. Les prétextes des commémorations du jumelage ou de l'arrivée des colons, des cérémonies protocolaires ou diplomatiques servent à préparer des voyages touristiques organisés. Des touristes Français, principalement originaires de la Haute-Saône et de la Bourgogne, payent un séjour de 10 jours environ pour connaître le Mexique. Les deux derniers jours sont réservés à la visite de San Rafael-Jicaltepec pour célébrer l'amitié franco-mexicaine. Ces visiteurs ne savent pas toujours pourquoi ils sont emmenés à San Rafael mais savourent finalement l'accueil chaleureux qui leur est donné. À l'inverse, les descendants pensent qu'ils viennent exclusivement pour eux alors qu'en réalité, ils méconnaissent l'histoire migratoire et, payent surtout un voyage peu cher pour découvrir un nouveau pays, une nouvelle culture.

Pendant ces jours-là, les descendants de français accaparent les visiteurs et se les disputent. C'est comme s'il s'agissait d'un concours, de qui fera le mieux à manger pour les convives français, qui en aura le plus soin, qui aura passé le plus de temps avec eux etc. Les habitants de Jicaltepec, eux, s'organisent pour confectionner des figurines de vanille, des broderies, et autres objets pour les vendre aux touristes français de passage. De la liqueur et des vins sont également vendus dans les deux localités. Les touristes sont installés dans des hôtels modestes de San Rafael. Ils visitent aussi les musées, de la Peña et de San Rafael. Pour celui de San Rafael, les arrivées étrangères sont les bienvenues car contrairement à ce qu'on pourrait penser, la plupart des habitants de San Rafael ne sont quasiment jamais entrés dans ce musée. Pour certains le prix est trop élevé pour d'autres l'histoire française ne les intéresse pas. Petit à petit, ce commerce touristique devient lucratif pour les commerçants et les découvertes culturelles se privatisent encore plus. Pour autant, il n'existe pas vraiment un tourisme de masse à San Rafael, ce qui ne permet pas aux petits commerçants de rivaliser avec les grandes filiales installées depuis peu. À celles-ci s'ajoutent les nouvelles boutiques

549 <http://www.veracruz.gob.mx/medioambiente/noticia/veracruz-con-politicas-integrales-para-protoger-el-medio-ambiente/>

aux noms francisés ou restaurants « à la française » comme les crêperies qui sont susceptibles d'attirer les touristes plutôt nationaux ou étasuniens.

L'avantage de ces visites est double. D'un côté, l'action de l'association française peut être renforcée auprès de l'Ambassade et du Conseil Général de la Haute-Saône, car elle réaffirme ses promesses et justifie les ressources qu'elle perçoit. De l'autre, ces visites permettent de scinder des liens politiques et économiques entre les deux localités, de négocier des futurs accords culturels ou commerciaux, mais aussi et surtout, elles viennent soutenir la demande « *Pueblo Mágico* » de San Rafael.

San Rafael n'a pas l'attraction touristique que les entrepreneurs souhaiteraient, mais la mention est devenue un moyen de récupérer des ressources et de démontrer une francité. Pour cela, les relations entre les descendants aisés, entrepreneurs et professionnels du tourisme, les associations civiles, les autorités municipales et de l'état de Veracruz se sont multipliées. Elles sont capitales pour l'obtention de la mention *Pueblo Mágico*. Des liens se sont tissés entre eux, mais il n'y a pas eu consensus, car chacun souhaite obtenir un gain. Pour les associations civiles, il s'agit d'un moyen pour récupérer des fonds. Au contraire, pour les groupes économiquement forts, comme les entrepreneurs, certains agriculteurs, les professionnels du tourisme de luxe, les commerçants aisés, il s'agit de défendre le programme en invoquant une identité française, car ils vont pouvoir investir et s'enrichir. À San Rafael, comme ailleurs, le risque de privatisation des biens et services, de la culture et des traditions, sous le regard attendri des autorités municipales, est devenu monnaie courante. Effectivement, les autorités se déchargent le plus possible pour économiser sur les dépenses culturelles. Il y a derrière cette volonté de devenir ville magique, une utilisation de la francité pour l'enrichissement personnel et privé, mais également pour survivre, au regard des conditions économiques actuelles difficiles.

En d'autres termes, c'est comme si la revitalisation française avait été préparée pour devenir *Pueblo Mágico*. Naturellement, des actions avaient été faites bien avant, mais certaines ont été rajoutées par la suite pour probablement répondre au texte des critères de sélection. L'opportunité de récupérer des financements a échoué, mais c'est aussi celle d'être reconnue comme ville magique à la française qui échoue. C'est pourquoi, à partir de 2005, pour être reconnus comme Français, les demandes de nationalité sont devenues un passage obligé pour les descendants donnant un véritable sens à cette revitalisation.

B-LA DÉFENSE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE : RÊVE D'UN VOYAGE DANS LE TEMPS !

À plusieurs reprises, des demandes auprès des membres du Consulat de Xalapa et à l'Ambassade de France à Mexico pour consulter un registre sur les nationalités ont été faites mais ces requêtes n'ont pas donné suite.

Cependant, selon la Consule honoraire de l'état de Veracruz, Lygie de Schuyter, il y aurait eu environ 500 familles à migrer vers San Rafael entre 1833 et 1850. Elle estime donc que le nombre de descendants de français aujourd'hui installés dans les zones de migration représenterait environ 5000 habitants. Sur les 5000 personnes, un peu plus de 500 auraient déjà récupéré ou retrouvé la possession de l'état français mais au moins 3000 habitants l'auraient demandée⁵⁵⁰.

En ce qui concerne l'étude, les chiffres⁵⁵¹ qui en ressortent sont les suivants : sur les 161 entretiens réalisés, 98 sont descendants de français et 63 ne le sont pas. 52 sur 98 descendants ont pu récupérer la nationalité française, c'est-à-dire plus de la moitié sont considérés comme franco-mexicains par l'État français et mexicain. 8 sur 63 non descendants ont également récupéré la nationalité par affiliation. La quantification reste une chose très compliquée à faire car tous les descendants n'en ont pas exprimé le désir ou n'ont même pas connaissance de leur descendance. Malgré ces difficultés, il est important de se demander comment ont-ils perdu la nationalité, est-ce qu'ils l'avaient réellement perdue ? Pourquoi ont-ils entrepris ses démarches ? Existe-t-il des conflits autour de la thématique de la nationalité ?

550 Articles de la Presse locale de Champlitte – 29 janvier 2009 – sans référence, consultés en octobre 2012 et prêtés par un habitant de Champlitte. Entretien avec la Consule honoraire dans ce journal local.

551 Cf. Annexe 5.

1- Une nationalité à la dérive (1838-1916)

Les Français de San Rafael avaient reçu de la part du Général Santa Anna, un sauf-conduit pendant la « guerre des gâteaux » en 1838. Ce document leur garantissait une sécurité et une liberté de mouvements à l'intérieur et à travers les frontières de la juridiction de l'État. Il était naturel pour le Général de distribuer des privilèges et de faire fonctionner le modèle clientéliste, qui lui permettait d'accéder et de conserver le pouvoir. Cette volonté de Santa Anna, de défendre les colonies rurales à Veracruz, a provoqué des problèmes, car en réalité, la justification de l'expulsion avait un lien direct avec la nationalité française.

Selon E. Sánchez⁵⁵², le problème de nationalité au Mexique remonterait donc à cette période, et même depuis l'Indépendance du Mexique. Lors de la promulgation de décrets en 1828, sur la définition de la nationalité des colons immigrés et de leur statut légal dans le pays, l'un d'entre eux a été très controversé :

Article 5 : La demande de naturalisation, devra contenir une lettre qui exprime le renoncement à toutes formes de soumission et d'obéissance à n'importe quelle nation étrangère ou à n'importe quel gouvernement étranger, spécialement celui ou celle à laquelle ou lequel ils appartiennent.

Article 13 : Tout entrepreneur qui viendra dans le but de coloniser, et sera en accord avec la loi générale, et plus particulièrement dans le respect de l'État, ceci sera vérifié, aura le droit de demander une carte de naturalisation, qui lui sera accordée après avoir prêté le serment d'obéir à la Constitution et aux lois.

Article 14 : Les colons qui viendraient peupler les terres autorisées à être colonisées, seront naturalisés après avoir passé un an sur le territoire⁵⁵³.

En effet, non seulement, les colons auraient dû être naturalisés mexicains après avoir passé un an au sein de la colonie, mais en même temps ils auraient dû eux-mêmes en faire la demande⁵⁵⁴.

552 Sánchez E., « Identidad, tierra y conflicto en la colonia francesa de Jicaltepec (Veracruz, México), siglo XIX » dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* (en ligne), Debates, Mis en ligne depuis le 27 octobre 2012. Paragraphes 14 à 31.

553 Décret du 14 avril 1828. Código de colonización y terrenos baldíos de la República Mexicana, años de 1451 a 1892, Oficina Tip. De la Secretaría de Fomento, México, 1893. Cité dans Sánchez E., Ibid.

554 Cf. *Op. cit* Sánchez E., 2012.

À cette loi discutable, s'ajoutait les mauvaises gestions administratives de l'époque et le fonctionnement clientéliste dont usait le Général Santa Anna avec certains étrangers, comme avec les Français de la première vague migratoire de la colonie de Jicaltepec-San Rafael⁵⁵⁵. En effet, E. Sánchez observe que certains colons ne voulaient ni demander la *carta de seguridad**, obligatoire pour les résidents étrangers, ni payer les frais que celle-ci nécessitait et encore moins l'amende pour ceux qui ne la possédaient pas. Ce refus agaçait fortement les autorités locales mexicaines. Celles-ci dénonçaient le non-respect de la loi. Les colons ne respectaient pas le règlement du pays mais en plus, ils jouissaient des mêmes droits que les Mexicains sans renoncer à leur nationalité et occupaient des postes administratifs très convoités. Les colons se justifiaient en estimant qu'ils contribuaient suffisamment au développement du commerce et de l'agriculture du pays et, que de toute façon, ils avaient reçu du Président lui-même un sauf-conduit, les exemptant de cette loi. De plus, ils avaient le soutien des autorités françaises présentes sur le territoire et bénéficiaient de la protection de la France. Malgré cette réticence, certains colons ont renoncé à leur nationalité et optaient pour la *carta de seguridad* ou la naturalisation afin d'être en règle avec les autorités mexicaines.

Premièrement, l'étude d'E. Sánchez révèle donc que les colons arrivés après 1839 devaient se plier au règlement qu'imposait le Mexique aux étrangers et surtout à partir de 1855. Le Mexique souhaitait non seulement continuer les projets de colonisation, mais aussi réguler la migration et la réglementer car les terres dont bénéficiaient les colons étaient très prisées. Cependant, le système clientéliste bloquait la mise en place de certaines lois, et avait fini par diviser le groupe des colons, entre ceux arrivés avant et après 1839. Ces privilèges avaient aussi provoqué le rejet et la jalousie des voisins Mexicains.

Deuxièmement, elle démontre que les colons étaient attachés à leur nationalité pour des raisons évidentes, comme la protection de l'État français et la possibilité de négocier avec le gouvernement mexicain. Troisièmement, elle rejette l'argument qui consiste à dire que tous les colons ont perdu la nationalité française à partir de la première guerre mondiale, puisque certains l'avaient effectivement déclinée bien avant. Cependant, il est fort de constater que malgré la réglementation certains colons avaient encore la nationalité française en 1914 et cet événement mondial est venu perturber la colonie. Le gouvernement français appela donc ses hommes à venir rejoindre l'armée française.

555 En 1874, plusieurs colons ont décidé de quitter Jicaltepec pour rejoindre l'autre rive du fleuve Bobos, à San Rafael.

Mobilisation du contingent Français – Le Chargé d’Affaires de la République Française au Mexique vient de recevoir (le 7 août à 9h du matin) le télégramme dont la teneur suit, de Monsieur le Ministre des Affaires Étrangères, et auquel tous les Français intéressés devront se conformer. Paris, le 6 août 1914. Légation de France à México – N°76 – Tous les Français valides doivent rejoindre immédiatement leur corps d’affectation y compris ceux appartenant à la classe 1887. Les hommes dans les services auxiliaires ne rejoignent que sur un ordre spécial ; tous les indigents mobilisés sont rapatriés aux frais du Ministère de la Guerre. Ne rejoignent pas et par suite sont exclus du droit au rapatriement les réformés, les ajournés, les étrangers et les hommes qui ne sont pas encore ou ne sont plus soumis aux obligations militaires (signé DOUMERGUE)⁵⁵⁶.

Nombreux furent ceux à demander à ce moment la naturalisation et à délaisser les enregistrements des nouveau-nés sur le registre des Français vivants à l’étranger au Vice-Consulat de Jicaltepec. Nombreux furent ceux également à ne pas accepter de repartir en France pour combattre dans les tranchées. Les colons de Jicaltepec-San Rafael ont finalement réagi de la même manière que beaucoup de Français installés au Mexique⁵⁵⁷.

Pourtant, il semblerait que le gouvernement français n’ait pas apprécié ce manque de volonté de la part de ses compatriotes. Le Vice-consul, Alphonse Roussel, était commissionnaire. Il a dû régler les problèmes de nationalité, d’assassinats et de vols dont faisait face la colonie au début de la Révolution Mexicaine. En 1912, il ne comprenait pas pourquoi les colons français voulaient conserver leur nationalité, alors qu’ils refusaient le tirage au sort de l’armée et la carte militaire. En fait, Roussel n’arrivait pas à les convaincre de se rendre en France et craignait qu’on lui reproche un manque d’attachement envers la France. En 1913, le Consulat de Veracruz avait remarqué que de nombreux Français s’étaient nationalisés. Cette situation a été vécue par la France comme une trahison, qui provoqua le renvoi du Vice-consul en 1916, pour ne pas avoir su motiver ses troupes⁵⁵⁸.

556 MAE/DAD Nantes. Mexique. Légation de France à México. 6 août 1914.

557 Sánchez E., “Chapitre 3: La colonia francesa de Jicaltepec – San Rafael: tierra, conflictos e identidad” dans *La colonización interna en México desde la independencia hasta los años 1920. Colonias europeas en el Estado de Veracruz*. Document inédit, 2011, pp. 1-38. p. 36.

558 MAE/DAD Nantes Veracruz Jicaltepec – San Rafael Roussel (Alphonse) – Carta en La Veracruz. Carta para Brouzet Vice cónsul de Francia, La Veracruz, el 21 de noviembre de 1916 firmado por P.L.M (Jefe del C y del P). *Son attitude antifrançaise est critiquée à cause de la question des insoumis très nombreux dans sa circonscription*.

En réponse à votre lettre du 17 de ce mois j'ai l'honneur (...) que je vous approuve d'avoir relevé provisoirement Mr Roussel de ses fonctions d'agent consulaire de France à Jicaltepec et San Rafael. Je vous autorise d'ailleurs en raison de son attitude anti-française à révoquer Mr Roussel⁵⁵⁹.

Ce renvoi est aussi dû aux relations diplomatiques compliquées qu'entretenaient le Consulat de Veracruz et le Vice-Consulat de Jicaltepec. Ces petits conflits d'intérêts avaient tendance à isoler la colonie, à provoquer le désordre, et à mettre en péril le pouvoir local des Français. C'est ainsi que la France estimait que les autorités françaises installées au Mexique ne donnaient pas satisfaction aux demandes du gouvernement. Le Consulat de Veracruz et le Ministre de la France à Mexico renvoyèrent alors l'agent Alphonse Roussel, pour avoir fait preuve, selon eux, d'une attitude anti-française face au conflit armée (1914-1918). Cependant, quelques années avant, en 1913, Roussel s'était adressé au Chef d'une circonscription à laquelle il n'appartenait pas, en lui disant, selon les propos rapportés du Consulat de Veracruz, que « la colonie française de Jicaltepec ne recevait pas les aides du Consulat de Veracruz et que les représentants de Veracruz n'avaient pas l'énergie requise ». Ce message avait farouchement agacé le Consulat et s'en était plaint au Ministre de la France à Mexico, en argumentant qu'il avait outrepassé la hiérarchie⁵⁶⁰. En effet, plus qu'une attitude anti-française de la part du Vice-consul et des colons, il existait des conflits d'intérêts entre les dirigeants diplomates français.

La naturalisation des Français est également une conséquence du climat tendu⁵⁶¹ de l'époque révolutionnaire. Il était devenu presque dangereux et même impossible de laisser sa famille et ses terres.

⁵⁵⁹ *Ibid.*

⁵⁶⁰ MAE/DAD Nantes – Veracruz Consulat – Attentats contre des Français de Jicaltepec (1910-1913) – Chancellerie. Carta del señor Brouzet, Consulado en Veracruz al señor Paul Lefaivre, Ministro de Francia en México, el 7 de agosto de 1913.

⁵⁶¹ MAE/DAD Nantes – Veracruz Consulat – Attentats contre des Français de Jicaltepec (1910-1913) – Chancellerie. Carta de Brouzet al Ministro de Francia Paul Lefaivre, el 16 de junio de 1913.

Dans mon opinion il s'agit d'un mouvement anti-français dû, pour beaucoup, à l'envie: à nos compatriotes ont, en effet, réussi à créer des cultures très prospères dans la région, leurs fermes sont bien tenues, leurs terres en excellent état. Ils ont, par suite, excité la jalousie des autochtones qui se considèrent comme frustrés des gains réalisés par nos compatriotes grâce à leur esprit de travail et d'économie. D'autre part l'impunité dont ont joui jusqu'à ce jour les coupables ne peut qu'aggraver ce mouvement. Non seulement de nombreuses tentatives de vols ont été commis, non seulement plusieurs Français ont été tués et blessés, mais encore des menaces de mort ont été proférées contre plusieurs de nos compatriotes. Si des mesures radicales ne sont pas prises immédiatement, il est à craindre que ces menaces ne soient suivies d'effet et que nous n'ayons bientôt à déplorer d'autres attentats⁵⁶².

Dans cette situation, le combat pour la France, un pays devenu si lointain, n'avaient plus vraiment de sens pour eux au regard de la réalité quotidienne. En 1914, la deuxième génération, née au Mexique, vivait à Jicaltepec et à San Rafael. Il était donc compliqué pour eux de s'engager dans le combat de la première guerre mondiale, car « certains Français déclaraient s'être engagés dans la politique du Mexique et qu'ils ne pouvaient pas servir deux pays à la fois⁵⁶³. »

Les colons français ont donc donné une importance à la conservation de leur nationalité d'origine en négociant le plus longtemps possible. À partir de la Révolution, le chaos dont est victime le pays empêche toutes sortes d'arrangements et ils n'ont d'autres choix que de se plier au règlement. Les circonstances de la grande guerre ne sont pas non plus anodines, car aucun Homme n'est prédisposé à partir combattre dans un pays qu'il ne connaît pas ou peu. Dans le cas de cette analyse sur la nationalité, il est donc primordial de se demander pourquoi et comment les descendants des Français ont donc pu et souhaité récupérer ou retrouver une nationalité, qu'ils avaient abandonnée au siècle dernier.

562 MAE/DAD Nantes – Veracruz Consulat – Attentats contre des Français de Jicaltepec (1910-1913) – Chancellerie. Carta de A. Roussel para la Vera Cruz, 1913.

563 Demard J.C., *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Editorial Dominique Guéniot, 1999, p. 6.

2- La nouvelle loi du 20 mars 1998

Le Mexique agissait selon les lois des années 50 et 70, qui obligeaient les Mexicains et même ceux qui possédaient une autre nationalité à jurer fidélité au Mexique à partir de l'âge de 18 ans. Cela revenait à dire que les citoyens mexicains devaient s'abstenir d'une double nationalité, faute de quoi, ils auraient été obligés de renoncer à la nationalité mexicaine, et donc perdre certains droits ou tout simplement ils auraient été considérés comme étrangers sur le sol mexicain.

Depuis le 5 décembre 1996, la Chambre des sénateurs des États-Unis du Mexique ont approuvé par consensus, le décret des réformes aux articles 30, 32 et 37 de la Constitution Politique, afin de reconnaître la double nationalité au niveau constitutionnel, abrogeant ainsi la loi sur la nationalité mexicaine de 1993. Cette nouvelle loi constitutionnelle est actée dans l'article 37 de la Constitution par la mention suivante : « Aucun Mexicain de naissance ne pourra être privé de sa nationalité »⁵⁶⁴. Cette loi, entrée en vigueur seulement à compter du 20 mars 1998, a obligé le Mexique à actualiser tous les articles de la Constitution qui faisaient référence à la nationalité mexicaine, afin de réglementer les droits des citoyens possédant une autre nationalité. En d'autres termes, la double nationalité, synonyme d'un lien fort entre les citoyens et les États souverains, offre la garantie du respect des droits et des bénéfices et exige des obligations et des devoirs envers les nations correspondantes.

En vertu du principe de souveraineté, la France considère le double national comme titulaire de l'ensemble des droits et obligations attaché à la nationalité française, qu'il s'agisse d'un Français ayant acquis une autre nationalité ou d'un étranger devenu Français⁵⁶⁵.

En toute logique, un Mexicain sera traité comme un Mexicain au Mexique et dans le cas présent, un Français né au Mexique sera traité comme un Français en France. Cependant, la double nationalité ne signifie pas une double-citoyenneté.

564 Extrait de l'article 37 de la Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos.

565 vosdroits.service-public.fr

La double nationalité se définit par l'appartenance simultanée à la nationalité de deux états. Cette situation n'est pas expressément prévue par le droit français de la nationalité, peut s'acquérir à la naissance ou plus tard et n'est pas, en principe, définitive. Elle fait l'objet d'aménagements qui résultent le plus souvent d'accords internationaux⁵⁶⁶.

Les Français de San Rafael sont traités comme des Mexicains et leur autre citoyenneté (française) est considérée comme insignifiante. Chaque pays a le droit de décider qui peut ou ne pas être citoyen en se basant sur ses propres lois. C'est-à-dire que les Consulats français au Mexique n'ont pas accès à certaines données des citoyens franco-mexicains qui possèdent la nationalité mexicaine comme première nationalité, comme les Français de San Rafael.

Un Français binational ne peut cependant faire prévaloir sa nationalité française auprès des autorités de l'autre État dont il possède aussi la nationalité lorsqu'il réside sur son territoire. Ce binational est alors généralement considéré par cet État comme son ressortissant exclusif et il s'en suit que la protection diplomatique de la France ne peut s'exercer contre l'autre État dont dépend le binational, et réciproquement, pour l'État étranger qui ne peut faire bénéficier de sa protection le binational sur le territoire français⁵⁶⁷.

Cette réforme a donné lieu à des demandes de la part des descendants de français, mais il est curieux d'observer que la majorité d'entre eux ont entrepris la reconquête de leur nationalité seulement à partir de 2005, « pour récupérer ses racines et non pas pour vivre là-bas » – expliquent plusieurs descendants. En effet, les recherches de J.C Demard, puis les suivantes ont fait resurgir des actes de naissance à Nantes et à Paris. Les politiques comme les Représentants des Français de l'étranger se sont empressés de redonner à ces gens leurs droits. Cette entre-aide collective (constitution des dossiers, recherches des actes des ancêtres) n'a jamais été dépourvue de sens car, l'enjeu était éminemment politique et électoral.

566 vosdroits.service-public.fr

567 vosdroits.service-public.fr

En effet, en 2005, le Mexique a accordé le droit de vote à l'étranger, c'est-à-dire que les descendants Français de San Rafael ont actuellement la possibilité de voter pour les présidentielles et les législatives, pour les référendums et pour les Conseillers à l'Assemblée des Français de l'étranger*. Cette situation a donc renforcé les demandes. Pour autant, on ne peut pas dire que beaucoup s'intéresse à la politique et se déplacent pour voter. Cela les oblige à voyager à Puebla, à Mexico, ou à Xalapa. En 2012, un bus avait été mis à disposition pour ceux qui souhaitaient se rendre aux urnes.

« Les descendants le savent, mais ils ne s'y intéressent pas tellement. Les gens vont s'intéresser essentiellement à la personne qui les représente devant le sénat. Pour les présidentielles, il y en a qui sont inscrits mais très peu, en général ce sont plutôt des gens qui vivent à Mexico. On les informe mais c'est très compliqué, car on ne veut pas avoir l'air de les influencer. Ils connaissent certaines personnalités politiques à travers la télévision, mais ils ne savent pas si cela correspond à leur idéologie donc là, ce qu'on essaie de faire c'est de les inciter à s'informer mais on ne peut pas se substituer à une culture politique⁵⁶⁸. »

De plus, il y a eu un décalage entre l'autorisation en 1998 et le retour de ces nationalités. Les recherches des actes de naissance à Nantes et à Paris, puis la réalisation des démarches administratives en France et au Mexique ont été assez longues. Il faut également prendre en considération qu'un Mexicain reste Mexicain au Mexique et qu'un Français reste Français en France. Les descendants de français ne peuvent pas se prétendre Français au Mexique et en même temps Mexicains en France car il s'agit bien d'une loi constitutionnelle. Ils ne peuvent pas non plus utiliser comme bon leur semble un passeport français⁵⁶⁹, puis un passeport mexicain. À partir du moment où ils ont commencé à voyager avec l'un des deux passeports, ils doivent continuer à le faire.

568 Entretien avec N°24, Politique. Carnet de bord, travail de terrain mai 2011, San Rafael.

569 « Toutes les personnes détentrices d'un passeport français ont les mêmes droits liés à ce passeport (en principe) qu'elles soient nées en France ou à l'étranger. Mais il ne faut pas oublier qu'un passeport n'est pas une preuve de nationalité, mais un titre de voyage. Il faut donc bien distinguer dans le discours, une personne ayant la nationalité française et une personne détentrice d'un passeport français ». Propos recueillis auprès d'une personne ayant travaillé à l'Ambassade de France au Mexique – juin 2011.

Enfin, il existait auparavant⁵⁷⁰ dans le code de la nationalité française une mention, représentée pour certains dans l'article 95⁵⁷¹ et pour d'autres dans les articles 23-6, 30-3 et 30-2⁵⁷², où il était stipulé que les Français établis ou demeurant de façon permanente à l'étranger, depuis au moins la moitié d'un siècle, ne pouvaient plus bénéficier de la possession d'état de Français. Selon certaines sources⁵⁷³, ces textes de loi auraient été mal appliqués. Des inspecteurs du droit français et des spécialistes des lois auraient prouvé cette aberration. Il est donc probable que les descendants de français n'aient pas osé, du moins au début, réclamer une nationalité, qu'ils pensaient avoir perdue.

La loi n'exige pas qu'un étranger devenu Français renonce à sa nationalité d'origine ou qu'un Français ayant acquis une autre nationalité renonce à la nationalité française. (...) Pour le Français ayant acquis une autre nationalité, la nationalité française se perd par manifestation de volonté (déclaration auprès du Consulat français du pays de résidence)⁵⁷⁴.

En effet, selon le site officiel de l'administration française, il est bien mentionné que les Français ne peuvent en aucun cas perdre leur nationalité sauf par manifestation volontaire. Ce nouveau droit, implique pour les « nouveaux Français » des règles et des devoirs à respecter.

3- Devenir franco-mexicain : des droits et des devoirs

La démarche à suivre pour réintégrer la nationalité française peut paraître un peu compliquée. En effet, si l'on en croit la loi, les Français de San Rafael n'ont jamais perdu la nationalité, ils sont Français de droit. Cependant, dans les faits ce n'est pas si simple et cette effervescence pour la nationalité française a parfois été sources de tension.

Au début, le Consulat français reconstruisait des arbres généalogiques de familles grâce aux informations que celles-ci lui transmettaient. Ainsi, s'il y avait une famille qui apportait la preuve d'un acte de naissance français d'une personne vivante de cette même famille, elle venait réclamer la nationalité ensemble.

570 Je n'ai pas retrouvé de date exacte, mais il est probable que cette loi existait encore en 1993.

571 www.bibliojuridica.org/libros/7283131.pdf

572 Prise de notes avec N° 67, Politique. Carnet de bord, réunion publique, travail de terrain juillet 2010, San Rafael.

573 *Ibid.*

574 vosdroits.service-public.fr

Le Consulat pouvait monter un dossier pour celle-ci, et en principe tout le monde y avait le droit. Petit à petit, les choses ont changé. L'Ambassade de France a souhaité procéder par personne (acte de naissance et immatriculation pour chaque individu avant de passer à la génération suivante) et non plus par famille, ce qui a ralenti le processus de renationalisation. Selon des sources proches⁵⁷⁵, cette nouvelle procédure permettait de sécuriser le suivi des dossiers et de centraliser le travail à l'Ambassade.

Pour demander la nationalité, un Français doit donc présenter un acte de naissance français original du père ou de la mère⁵⁷⁶, s'il est marié son acte de mariage⁵⁷⁷ et s'il a des enfants les actes de naissance de ceux-là, pour qu'eux aussi puissent en faire la demande. Cependant, pour les descendants de français de San Rafael, l'Ambassade a également besoin de retrouver l'acte de naissance du Français qui est à même de donner la nationalité aux membres de sa famille, très souvent l'ancêtre, c'est-à-dire le dernier à avoir obtenu la nationalité. Il s'agissait des enfants des migrants de la Haute-Saône, nés au Mexique, et enregistrés au Vice-Consulat de Jicaltepec dont les actes se trouvaient aux archives diplomatiques de Nantes. C'est-à-dire que la plupart des personnes qui ont pu aujourd'hui récupérer la nationalité française seraient donc des descendants de ces Français nés au Mexique avant 1916 – après cette période la majorité des colons ont arrêté d'inscrire les nouveau-nés comme Français. Finalement, le plus important est donc de retrouver l'acte de l'ancêtre qui peut redonner la nationalité à toute une famille. Pour cela, comme dans ce cas la nationalité se transmet par filiation, présentation de l'acte de naissance du père ou de la mère. Il ne faut pas qu'un membre d'une génération soit décédé car sinon les suivantes ne pourront plus en faire la demande.

575 Entretien avec N°24, Politique. Carnet de bord, travail de terrain mai 2011, San Rafael.

576 « Pendant un moment, le Consulat a décidé que pour prétendre à la nationalité française, il fallait présenter un Certificat de nationalité française (CNF), ce qui est extrêmement compliqué à obtenir. Pour cela, il fallait prouver une filiation française sur deux ou trois générations, et apporter la preuve d'un acte de naissance des deux parents et de mariage de ceux-là. Or, l'article 14 du code de la nationalité française, exprime clairement que l'acte d'un des deux parents est suffisant. Pour ne pas qu'il y ait de controverse, le mieux reste d'apporter le maximum de preuves de la filiation ». Entretien avec N°24, Politique. Carnet de bord, travail de terrain mai 2011, San Rafael.

577 Avant 1973, la femme ou le mari recevait automatiquement la nationalité par filiation. Aujourd'hui, ils (homme ou femme) peuvent en faire la demande, mais le couple mixte doit être marié depuis au moins 5 ans, vivre sous le même toit, et le conjoint (demandeur) doit connaître la culture française (test à passer).

C'est malheureusement ce qui est arrivé à de nombreuses familles. Il ne suffit pas que les descendants de français aient un nom de famille français comme Belin, Capitaine, Couturier, Bernot, Irisson, Drouaillet, Collinot, et bien d'autres, pour qu'ils puissent récupérer la nationalité. Pour espérer obtenir la nationalité⁵⁷⁸, il faut pouvoir communiquer l'acte de naissance de l'ancêtre qui peut transmettre la nationalité à tous, arrière-grand-père ou grand-mère, l'acte de naissance et de mariage des grands-parents, et l'acte de naissance et de mariage des parents, et sans qu'aucun maillon de la chaîne familiale n'ait disparu avant d'avoir pu récupérer la nationalité.

Après l'élan des retrouvailles avec une nationalité, des questions sur les droits des Français sont venus se greffer, provoquant parfois entre les habitants des petites jalousies ou des conflits d'intérêts. Certains descendants ne comprenaient pas pourquoi ils n'avaient pas pu retrouver leur nationalité alors que d'autres pouvaient le faire. Lors d'une réunion publique à San Rafael sur l'annonce officielle des possibilités de récupérer la nationalité, car plusieurs actes avaient été retrouvés à Nantes, un descendant raconte :

« J'étais là en train d'attendre mon tour pour demander si je pouvais espérer l'obtenir. Et soudain un couple me regarde et me dit "ah ! vous êtes là vous aussi (d'un air étonné et supérieur envers moi), mais vous n'êtes pas Français ?". Je lui réponds que si, je le suis. Je suis de la famille X et que j'ai appris que plusieurs personnes avaient le droit de récupérer la nationalité française. Et bah, figure-toi que moi j'ai eu une réponse positive et pas eux. Ils étaient dégoutés, mais ils ne pouvaient pas prétendre à la nationalité car un membre de leur famille était décédé sans avoir la nationalité et lorsque la chaîne est cassée, on ne peut plus rien pour toi. Et je crois qu'en plus on n'avait rien retrouvé sur cette famille à Nantes. Je pense qu'ils étaient énervés contre moi car eux se disaient être des vrais Français des deux côtés et ils ne pouvaient pas obtenir la nationalité, ni le mari, ni la femme, et moi j'ai pu la récupérer et la transmettre à ma femme qui est mexicaine. Ils font ça car ils se sentent supérieurs car ils sont beaucoup plus riches que moi, mais la richesse n'apporte rien dans ce cas-là⁵⁷⁹ ».

578 Les documents obtenus par les descendants sont les suivants : acte de naissance, inscription au registre des français de l'étranger, obtention d'une carte consulaire, d'un numic, d'un livret de famille, fabrication des actes de naissance du conjoint et des enfants. Après avoir obtenu ceux-là, la personne pourra demander son passeport (au Consulat Général) et sa carte d'identité (à faire en France).

579 Prise de notes avec N°26 Sans emploi fixe et diplômé. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2011. San Rafael.

Le deuxième débat tournait autour des questions de migration vers les États-Unis, la sécurité sociale des Français ou les aides sociales, l'université en France et la journée d'appel à la défense⁵⁸⁰ (JAPD), dont tout jeune français est supposé faire entre la date de son recensement et ses 18 ans.

a- La migration vers les États-Unis

En ce qui concerne la migration vers les États-Unis, aucune étude n'a été réalisée pour savoir si celle-ci avait augmenté après la re-nationalisation. Pour voyager aux États-Unis, les Français de San Rafael doivent utiliser un seul et unique passeport et une fois qu'ils ont commencé à voyager avec celui-ci, ils doivent continuer à le faire. S'ils voyagent avec le passeport mexicain ils doivent demander un visa et s'ils voyagent avec le passeport français ils doivent demander un ESTA *travel authorization** comme tout Français. Parfois, certains pays comme les États-Unis peuvent exiger le passeport qui nécessite un visa donc le passeport mexicain. Il est vrai que pour certains commerçants le passeport français a pu être bénéfique car ils ont pu passer d'un territoire à un autre sans aucune difficulté.

« Il y avait déjà beaucoup de personnes qui avaient un visa pour voyager aux États-Unis. Il y en a quelques-uns pour qui cela a été utile, un peu par hasard, mais ce n'était pas le fond des choses, la majorité avait déjà un visa. Pour ceux qui allaient déjà régulièrement aux États-Unis, le passeport français ne les a pas aidés⁵⁸¹. »

b- La sécurité sociale et les aides

Pour la question de la sécurité sociale et des aides sociales, il est possible que les descendants de français se soient leurrés car lorsque l'on vit à l'étranger la situation du Français est nettement différente.

Si les Français vivants à l'étranger n'ont pas de domicile fiscal en France, ils n'ont aucune déclaration à faire car ils sont considérés comme non-résidents. Ils peuvent parfois avoir une maison secondaire en France et dans ce cas ils doivent payer des impôts locaux. Depuis 1976, les Français exerçant une activité salariée à l'étranger ont la possibilité d'adhérer à titre volontaire à la Sécurité sociale française pour les assurances maladie-maternité-invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles et vieillesse.

580 Les consulats et les ambassades se substituent aux CSN (Centre du Service National) pour réaliser les convocations.

581 Entretien avec N°24, Politique. Carnet de bord, travail de terrain mai 2011, San Rafael.

Ces assurances sont gérées par la Caisse des Français de l'étranger. Celles-ci sont généralement très coûteuses et personne à San Rafael n'a souhaité s'engager. Selon les mêmes informateurs⁵⁸², il existerait également pour les retraites des cotisations spéciales, mais les Français de San Rafael n'ont pas non plus envisagé cette option. Enfin, si les Français de San Rafael viennent en France, ils pourront bénéficier des prestations telles que chômage, aide au logement, bourses par exemple, en présentant les justificatifs nécessaires et en remplissant les conditions comme tout Français vivant en France.

c- Les études

Si beaucoup ont fait la demande de la nationalité c'était pour pouvoir la transmettre à leurs enfants et petits-enfants, afin que ces derniers puissent bénéficier des droits français comme l'accès à l'éducation publique en France. Ils espéraient bien plus qu'une simple reconnaissance du gouvernement français

Or, l'université publique est gratuite en France lorsque l'étudiant est boursier de l'État français. L'étudiant doit remplir les conditions, ses parents nécessitent respecter le seuil de revenus qu'imposent les échelons du CROUS*. Certains descendants se sont sentis délaissés et traités comme des étrangers car leurs enfants n'auraient eu accès à aucun financement pour étudier : « la nationalité française ne sert à rien. La France ne m'a rien donné, alors que je pensais que la nationalité française m'aiderait à obtenir quelque chose mais en réalité c'est le Mexique qui m'a tout offert⁵⁸³ ». D'autres, se sont alors retranchés sur les universités privées ce qui est avantageux tout particulièrement pour les intérêts de la France.

« Les parents envisagent d'envoyer leurs enfants pour étudier dans l'hexagone : payer une bonne fac, donc privée, au Mexique n'est pas plus cher qu'en France. Pour nous, c'est intéressant car mieux vaut que les futurs leaders se tournent vers la France que vers les États-Unis où le Mexique exporte 85% de sa production⁵⁸⁴. »

582 Prise de notes avec N° 67, Politique. Carnet de bord, réunion publique, travail de terrain juillet 2010, San Rafael.

583 Entretien avec N°62, Enseignant. Carnet de bord, travail de terrain mai 2011, San Rafael (').

584 Articles de la Presse locale de Champlitte – 29 janvier 2009 – sans référence, consultés en octobre 2012 et prêtés par un habitant de Champlitte. Entretien avec la Consule honoraire dans ce journal local.

d- La JAPD (ou JDC)

La dernière question ayant inquiété les descendants concernait la JAPD*, aujourd'hui appelée la JDC*, car plusieurs jeunes ont été invités à se présenter dans certaines villes de France. Comme de nombreux descendants ne parlent pas le français, ils devenaient inquiets devant ce courrier. Ils ne savaient pas en quoi consistait cette journée et s'ils devaient absolument envoyer leurs enfants en France. Dans les faits, pour un Français cette JAPD est obligatoire. À l'étranger, il est compliqué d'obliger une famille à envoyer un enfant mineur en France, et de payer un voyage, alors des réunions sont prévues à Mexico tous les ans.

Des sessions de Journée Défense et Citoyenneté sont organisées à l'étranger par les consulats sous la responsabilité du chef de poste. Des aménagements ont été prévus pour simplifier les procédures et tenir compte des spécificités locales. Ainsi, lorsque pour des raisons de géographie ou de contexte politique local, il n'est pas possible d'organiser une Journée Défense et Citoyenneté normale, elle peut être remplacée par l'envoi d'une information par courrier. Les jeunes recensés vivant à l'étranger ne sont donc pas pénalisés par leur situation. A l'étranger, une fois recensés, vous pouvez donc vous trouver dans deux cas : - si le consulat organise une Journée Défense et Citoyenneté normale : vous serez convoqué par le consulat. Il vous faudra donner suite à ce courrier et confirmer ou infirmer votre présence. - si le consulat ne peut organiser de Journée Défense et Citoyenneté normale et organise une Journée Défense et Citoyenneté « adaptée » : vous recevrez directement par courrier votre attestation de participation à la Journée Défense et Citoyenneté, accompagnée des liens utiles vers le site du ministère de la Défense⁵⁸⁵.

Selon des sources proches⁵⁸⁶, lors de la dernière session à Mexico, il y a eu 350 courriers envoyés et environ 180-200 jeunes se sont présentés. De San Rafael, il n'y avait presque personne. Ce qui est curieux, c'est que d'un côté, ils réclament de la France une meilleure reconnaissance, mais de l'autre, ils ne remplissent pas non plus leurs devoirs (votes, JAPD).

Pourtant, les Représentants des Français à l'étranger leur expliquent. La nationalité ne peut pas être considérée comme une demande sinon comme un droit. Certains accusent même les Français de France de vivre une crise identitaire, à cause de l'arrivée d'étrangers en France, justifiant selon eux, la non-réponse de l'Ambassade à certaines demandes de nationalité des descendants de français de San Rafael. Plusieurs d'entre eux se considèrent même plus légitimes d'être reconnus comme Français que des personnes d'origines étrangères

585 JAPD: http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-francais-etranger_1296/vos-droits-demarches_1395/service-national_5493/index.html

586 Entretien avec N°24, Politique. Carnet de bord, travail de terrain mai 2011, San Rafael.

vivant sur le territoire français depuis quatre ou cinq générations. Ces préjugés dont usent certains descendants démontrent à la fois, une méconnaissance de l'histoire de la France et une jalousie accrue envers les populations d'origine étrangère habitant en France. Les descendants se sont identifiés à travers une image d'une « veille France » ou d'une « France idyllique » avec ses champs de blés, ses potagers, ses villageois courtois et accueillants, sa tranquillité et ses beaux paysages etc. Ils n'acceptent pas de « passer » après ceux qu'ils considèrent comme « moins Français ». Nombreux sont ceux qui s'imaginent n'avoir jamais quittés la France et se demandent que ce serait-il passé s'ils étaient nés en France.

« Ils (les descendants) ne sont pas en train de demander la nationalité, ils l'ont déjà comme un droit. Maintenant, ils sont stoppés les demandes, parce qu'ils ne comprennent pas. Le consul a des ordres. Les Français résidents en France sont en train de vivre une crise très forte de l'identité à cause des Africains. Ils pensent que nous demandons la nationalité pour les avantages : sécurité sociale, retraite ou impôts. Ils ne comprennent pas que nous réclamons un droit, et que ce n'est pas une faveur qu'ils sont en train de nous faire. Si nous n'avons pas les actes de nos ancêtres, ils ne peuvent rien pour nous. Ils ont besoin de l'acte de l'arrière-grand-père pour l'enregistrement. Avec l'acte du père ou de la mère ce n'est pas suffisant, sauf si l'on démontre que l'on a des liens avec la France⁵⁸⁷ ».

La nationalité française et le passeport français sont devenus des sortes de trophées à forte valeur ajoutée au niveau local, car ils symbolisent tout ce que leurs ancêtres ont perdu au début du XXe siècle. On peut appeler cela le fétichisme de la France. Cela prouve à quel point l'identité française est perçue comme une revanche sur le passé, un espoir de réconciliation avec le pays qui les avait abandonnés. Cette situation a créé également toute une illusion autour de la nationalité, une sorte de mythe de la francité, qui permet de se différencier des autres. Ces situations provoquent des jalousies et des rancœurs entre ceux qui la possèdent et ceux qui ne pourront jamais récupérer la nationalité. Cependant, ils n'ont pas réussi à faire disparaître leurs origines mexicaines, ni aux yeux des voisins, ni aux yeux du gouvernement français, puisqu'ils sont et resteront indéfiniment Mexicains. Au-delà, de la renationalisation comme intérêt d'un renouveau de l'identité, il existe aussi des raisons économiques et des stratégies commerciales qui ont bercés d'illusion les descendants de français.

587 Prise de notes avec N° 67, Politique. Carnet de bord, réunion publique, travail de terrain juillet 2010, San Rafael.

C-LES ÉCHANGES COMMERCIAUX : UNE GARANTIE POUR LA FRANCITÉ ?

Après avoir insisté lourdement pendant plusieurs années sur les coopérations culturelles entre la France et le Mexique, le Conseil Général de Haute-Saône avec le soutien de l'Ambassade de France ont décidé de changer les priorités. L'agriculture, l'environnement, les coopérations économiques dont les échanges commerciaux ont gagné du terrain. Cette situation a provoqué quelques tensions entre les groupes élitistes, les pro-culturels et les défenseurs de l'économie locale. Toujours est-il que la culture n'est plus la priorité du moment, et cela n'est pas si favorable pour l'ancienne colonie française. Il n'existe pas non plus une gamme étendue de produits que les deux contrées pourraient vendre. La plupart des négociations se font lors des visites officielles et des commémorations au rythme de la Marseillaise.

1- Visites officielles et commémorations : plus de 25 ans d'amitié !

Les commémorations et les visites officielles sont aussi importantes que les célébrations du carnaval et du 14 juillet. Les visites des Français, Ambassadeur, associations, Ministres, Président de région sont des traditions auxquelles les descendants de français sont habitués. Jusqu'au début du XXe siècle, il existait déjà des visites organisées à San Rafael par les autorités diplomatiques françaises. Depuis, le jumelage cette coutume est devenue monnaie courante. Ainsi, les deux villages créent et renforcent leurs relations politiques, économiques et culturelles. Autant l'association française de Champlitte que les hommes politiques s'adonnent à participer à des visites et, espèrent par ce biais, aider les populations ou protéger les propres intérêts de la France. L'association a tendance à s'intéresser au culturel et aux conditions de vie des populations mais les dirigeants politiques ont plutôt porté leurs espoirs sur les échanges commerciaux et l'économie agricole.

Ces célébrations commémoratives servent de tremplin économique et sont politiquement importantes pour la classe dirigeante et la société civile car les ressources sont diplomatiquement négociées pendant ces réunions pour financer certains projets à San Rafael. La société civile a toute son importance car elle est connue à travers les associations par les représentants de la France qui financent les activités associatives. Les leaders économiques de San Rafael y sont présents également. Ces cérémonies servent de prétexte aux développements de projets culturels mais aussi économiques et cela se traduit par la

négociation politique. Il existe dans ces cérémonies deux niveaux, les commémorations visibles qui se traduisent par la représentation quasi théâtrale d'une scène d'amitié entre deux pays par le discours, et les négociations diplomatiques rendues semi-publique.

Par exemple, pendant la cérémonie du 25^e anniversaire du jumelage entre le département de la Haute-Saône et de San Rafael, les organisateurs de l'événement ont insisté sur l'histoire des migrants et des liens sacrés qui unissent la France et le Mexique. Face aux drapeaux français et mexicain liés l'un à l'autre, et réaffirmant les idéaux Liberté, Égalité, Fraternité de la Révolution Française, ils ont préparé un discours: « des vaillants migrants qui, en 1833, abandonnèrent leurs maisons, leurs familles, leurs terres, leurs vignes, pour arriver sur des terres inconnues et dangereuses où ils endurèrent tant de maux, tant de pénuries, tant de problèmes, tant de souffrances, tant de travail⁵⁸⁸ ». Ils installèrent une gerbe de fleur avec une banderole tricolore de la France et du Mexique, où il était possible de lire :

« L'aventure a commencé en 1833. Le premier groupe des divers groupes de colons a fondé Jicaltepec cette même année, et en 1874 sont nés San Rafael et Mentidero. En l'honneur à l'esprit de valeur, de ténacité, et de travail avec lequel ils ont combattu pour construire ce qu'aujourd'hui nous affichons avec orgueil. Cette légende s'inscrit afin de ne jamais oublier l'exemple de prospérité que nous devons conserver et transmettre à nos voisins et descendants. San Rafael, 21 novembre 1986⁵⁸⁹. »

Puis, le public, un groupe de Français de la Haute-Saône et les descendants de San Rafael, ont entonné les hymnes nationaux respectifs. Lors de la venue des Français de la Haute-Saône, un repas franco-mexicain est servi à San Rafael et à Jicaltepec par les différentes associations moyennant un coût très bas, des danses folkloriques mexicaines sont présentées, puis pour couvrir le son des voix, des chansons françaises (Alizée, Edith Piaf, Johnny Halliday, Charles Aznavour) sont projetées et enfin des cadeaux sont offerts aux enfants et adolescents mexicains et aux écoles de San Rafael.

Utilisant comme prétexte cette commémoration, les dirigeants locaux mettent l'accent sur le besoin de renforcer les relations commerciales.

588 Carnet de bord, travail de terrain, San Rafael, le 27 avril 2011.

589 *Ibid.* Plaque commémorative sur la place principale de San Rafael.

« Il ne devrait pas y avoir seulement des échanges culturels mais aussi commerciaux⁵⁹⁰ » lança l'un d'entre eux. Puis au moment de me présenter à ceux-là, un homme me demanda d'où je venais. Je lui répondis que j'étais originaire de la Bretagne. Puis, il me posa une deuxième question autour de la production agricole de ma région. Ces réactions, quelques peu suspectes, m'ont toujours laissé penser que les objectifs de cette amitié franco-mexicaine avaient changé au regard d'une nouvelle ère plus compliquée économiquement⁵⁹¹.

En regardant les articles de presse sur la célébration de cet événement, un recensement du nombre d'invités officiels présents ce jour-là a été fait : « l'ancien Gouverneur de Veracruz accompagné de sa femme, ainsi que l'Ambassadeur de la France, le Président de la société des membres de la Légion d'Honneur, la Consule honoraire de l'état de Veracruz, le Maire de San Rafael accompagné de sa femme⁵⁹² ». En effet, les discours prononcés ce jour-là tournaient autour du commerce. « Nous sommes fiers pour les deux cultures, française et mexicaine, de célébrer le jumelage et de l'avoir fait 25 ans auparavant. Cependant, il faut que l'échange culturel, commercial et social entre les deux nations soient efficaces pour la prospérité de celles-ci⁵⁹³ ».

Pour cette occasion, les dirigeants se sont réunis ensuite dans un des restaurants très célèbre de San Rafael, *Le Casino*, où un dîner est organisé⁵⁹⁴ pour honorer la venue des Français. Cette soirée, aux allures très privées et solennelles, constitue la manière la plus facile de renforcer les liens entre les dirigeants et les investisseurs, négocier et entreprendre des projets, sans que la population s'en rende compte. Ces dîners sont en quelques sortes réservés à l'élite sociale, aux investisseurs, aux autorités locales, aux représentants des associations, aux grands propriétaires terriens, car pour s'y rendre il faut pouvoir payer la somme de 15 euros. Cela démontre une fois de plus que l'élite sociale travaille de manière cloisonnée du reste de la population et confirme les limites d'une intégration de l'ensemble de la société à une identité commune. D'un côté, elle souhaite convaincre activement la société des bienfaits et de l'importance d'une identité collective, mais de l'autre, elle renonce à accepter des membres jugés « non conformes » pour intégrer l'identité « française rêvée ».

590 *Ibid* (').

591 Carnet de bord, travail de terrain, 2011.

592 Journal, *Gráfico de Martínez de la Torre*, lundi 2 mai 2011.

593 Carnet de bord, travail de terrain, San Rafael, le 28 avril 2011.

594 *Ibid*. Et Cf. Journal *Gráfico de Martínez de la Torre*, 29 avril 2011.

2- La commercialisation de produits « labellisés français » : un moyen d'alimenter l'identité française

Face à la situation de crise actuelle que tous les pays du monde sont en train de traverser, les enjeux commerciaux nationaux et internationaux sont primordiaux pour les localités qui vivent grâce à la quasi-totalité des ventes et des exportations vers les grands marchés nationaux et mondiaux. Dans ce contexte économique poreux, les descendants de français de San Rafael pensent trouver auprès de la France, un sauveur, mais à l'inverse les autorités françaises diplomatiques et autres députés pensent trouver auprès de San Rafael, un allié.

a- San Rafael : une terre agricole

San Rafael a toujours vécu principalement de l'agriculture. Les terrains destinés pour l'élevage à San Rafael occupe plus de 50% de la totalité des terres cultivables. Des 25 814 hectares, 14 000 (55%) sont occupées pour le pâturage des bêtes ; le reste est destiné à produire de la banane⁵⁹⁵ (3 variétés) (8-9%), des agrumes (citrons, mandarines, oranges, pamplemousses) (36%), de la vanille, de la canne à sucre (2%), et du litchi principalement⁵⁹⁶. Cependant, depuis plusieurs années, la banane est de moins en moins cultivée ; « 8000 hectares [de plantations de banane] voilà une décennie, elle ne peuple plus que 2500 hectares de terres⁵⁹⁷. » La banane a un coût de production élevé (main d'œuvre et insecticides, traitement hebdomadaire) et les régions productrices comme le Chiapas sont venues concurrencer San Rafael ; « Le kilo se vendait 1.20 pesos il n'y a pas si longtemps contre 0.80c peso aujourd'hui⁵⁹⁸. » La plantation de canne à sucre a quant à elle presque disparu ; « Sa surface cultivée a été divisée par dix en l'espace de quinze ans (de 10 000 à 1000 hectares)⁵⁹⁹. » Ce qui fonctionne plutôt bien sauf exception, et ce qui est devenu le plus rentable et économique est la culture des agrumes et plus particulièrement celle du citron vert ; « Le citron cultivé sur 14 hectares se récolte toute l'année et implique deux traitements

595 En 2006, San Rafael occupait la troisième place du plus gros producteur de banane enano gigante au niveau national. Toute sa production est réservée au marché national. « *San Rafael* » - Veracruz de Ignacio de la Llave – *Gobierno del Estado*. SEGOB Año 2 número 3, octobre 2006. Magazine mensuel édité et publié par la Coordinación Estatal de Juntas de Mejoras, dépendante de la Secretaría de Gobierno del Estado de Veracruz, Xalapa, Ver.

596 Informations recueillies auprès de la Mairie de San Rafael en 2009, puis en 2010.

597 Articles de la Presse locale de Champlitte – 29 janvier 2009 – sans référence, consultés en octobre 2012 et prêtés par un habitant de Champlitte. Dossier consacré à San Rafael.

598 *Ibid.*

599 *Ibid.*

annuels⁶⁰⁰ ». Les agrumes sont localement transformés puis exportés en jus vers les États-Unis, principal pays importateur.

Pour les autorités locales de San Rafael, une des réponses à la crise, aux problèmes agricoles et ceux liés aux retours migratoires des États-Unis – perte de nombreuses devises que les migrants envoyaient à leurs familles – seraient de développer avec la Haute-Saône des liens au niveau économique – agricole car « c'est le moteur de la ville⁶⁰¹ ». Pour elles, les développements économiques entre les autorités de la Haute-Saône et de San Rafael, en collaboration avec les producteurs et éleveurs, devraient se tourner autour de l'élevage. De plus, il faudrait, selon elles, que les gens arrivent à travailler ensemble afin d'éviter les intermédiaires qui font perdre beaucoup d'argent aux producteurs. En d'autres termes, elles souhaitent favoriser le développement des coopératives agricoles⁶⁰², ce qui est tout à fait en accord avec les projets de la France.

Dans un journal local de Champlitte, datant du 29 janvier 2009, un dossier sur San Rafael y est consacré. Une interview du Président du Conseil Général est introduite, où il explique sa vision favorable à un développement économique entre les deux contrées. Il indique que pour un meilleur suivi des projets et leurs financements, l'assemblée départementale « a décidé de transformer la subvention attribuée jusque-là à l'association Haute-Saône-Mexique (10 000 euros par an) en une aide gérée directement par le Conseil Général⁶⁰³ », tout en continuant d'allouer une petite subvention aux associations. Selon lui, après les liens tissés et la réussite de l'enseignement du français, il est nécessaire d'accélérer les relations. Les pistes qu'il privilégie, s'étendent sur le terrain économique. « Amplifier l'implantation d'embryons de montbéliardes sur des zébus⁶⁰⁴ », celles-ci augmenteraient sensiblement le rendement en lait ; « Travailler à l'implantation d'une fromagerie, d'une usine de tuiles⁶⁰⁵ », elles représentent l'image de paysage franco-mexicain mais plus personne ne peut les fabriquer ; « Créer une filière d'exportation pour les vins de Champlitte⁶⁰⁶ », ce que souhaiteraient également certains vignerons de Champlitte ; Favoriser les métiers du bâtiment et des travaux publics.

600 *Ibid.*

601 *Ibid.* Interview avec un membre des autorités locales de San Rafael.

602 *Ibid.*

603 *Ibid.* Interview avec le Président du Conseil Général de la Haute-Saône.

604 *Ibid.*

605 *Ibid.*

606 *Ibid.*

Ces propositions qui tournent autour de « la culture vivrière, l'artisanat local et l'environnement⁶⁰⁷ » sont ensuite proposées pour répondre à l'appel d'offres du Ministère et permettent ainsi de justifier une subvention.

Cette collaboration économique entre les deux pays, à travers le Conseil Général de la Haute-Saône et les autorités locales de San Rafael, a donc deux enjeux principaux : créer de l'emploi pour les Mexicains et favoriser le développement d'entreprises françaises au Mexique. Selon le Président de la Haute-Saône, pour l'instant, il existerait quelques entreprises françaises comme les Ciments Lafarge et d'autres spécialisées dans l'export de fruits et légumes. Le Mexique compterait selon lui, 4 à 500 entreprises françaises, générant 70 000 emplois directs et 5 milliards de dollars par an de chiffre d'affaires. Un dernier intérêt majeur pour la France pourrait être les ressources énergétiques car l'état de Veracruz est un état producteur de pétrole et le seul du pays à posséder une centrale nucléaire.

Quant aux associations présentes en France, qui voient leurs subventions diminuées, elles continuent de se battre pour la culture et la langue française à San Rafael. Cependant, elles et les porteurs principaux des projets culturels, depuis le jumelage, s'accordent à dire que San Rafael a besoin de nouvelles choses et sont même parfois les premiers à convaincre les autorités. Soit, ils ont compris que les subventions pour la culture vont continuer à diminuer, soit ils acceptent les règles du pouvoir.

Le changement culturel et la défense d'une identité que proposent les associations civiles, permettent en même temps un tournant économique. La société civile, ici représentée par les associations civiles, luttent pour obtenir d'éventuelles ressources. Elles défendent une cause et négocient en parallèle avec la classe politique, ici représentée par les autorités municipales et autres politiques, dirigeants ou pas, pour diminuer le pouvoir des classes dirigeantes. Pour illustrer les propos, seront présentés les membres associatifs présents en France, mentionnés ici par les lettres J, K, L. Ils expliquent leurs projets d'avenir pour San Rafael, ressemblant sensiblement à ceux des autorités municipales, des dirigeants et politiques. À l'inverse, ce qui est frappant, c'est que les membres associatifs présents au Mexique, mentionnés par les lettres M et N – membres des associations mentionnées dans le chapitre II et autres acteurs indépendants à Jicaltepec – ont plutôt tendance à subir ces projets que la France leur propose.

607 *Ibid.*

J prépare souvent les voyages d'affaires, entre les dirigeants français et les autorités locales de San Rafael⁶⁰⁸. Il essaye à chaque fois d'intéresser ceux-là en proposant des idées nouvelles pour relancer les échanges entre le Mexique et la Haute-Saône. Il s'occupe des dossiers qui ne peuvent pas être pris en charge par une association. Pour cela, J rencontre les autorités pour voir ce qui est possible ou pas de faire, ce qui ressemble vaguement à de la négociation politique. À la question de quoi traitent ces dossiers, il répond qu'au niveau économique, il est en train de voir comment faire pour aider une usine de textile à s'implanter à Jicaltepec. J explique aussi qu'il a appuyé le projet d'usine à tuiles, mais que c'était compliqué, car il fallait aussi restaurer les anciennes maisons au lieu d'en construire de nouvelles. J souhaite consolider les échanges agricoles, par exemple, envoyer du vin français à San Rafael, et développer l'élevage en renforçant les croisements d'animaux. Au niveau touristique, J pense pouvoir développer des visites autour du thème de la vanille. Au niveau culturel, J souhaite que la Maison de la Culture et le Musée soient des lieux pour tous sans exclusion possible et que les habitants dans son ensemble aient accès aux archives sur la colonie.

K et L ont très souvent voyagé au Mexique et sont en relations étroites avec les habitants et les associations pro-françaises de San Rafael. Pour eux, le projet d'usine à tuiles est parfaitement convenable ainsi que le développement de l'artisanat dans son ensemble, boulangerie, menuiserie, maçonnerie. Ce qu'ils ne souhaitent surtout pas c'est que la France s'implante comme le leader du savoir-faire et vienne tout commander et tout diriger. Ils partent du principe que les échanges commerciaux et artisanaux doivent être justement un partage de connaissances entre les deux nations⁶⁰⁹. À l'inverse, M et N attendent patiemment des nouvelles de leurs alliés en France. Ils affirment que lorsqu'ils reçoivent de l'argent de la Haute-Saône, ils achètent pour la communauté, principalement pour l'éducation et la santé, et justifient toutes les dépenses. M et N ont effectivement reçu le dossier des propositions de la Haute-Saône, construction d'une usine à tuiles, d'une fromagerie, d'une boulangerie, mais ils sont aussi prévenus des visites officielles ou des arrivées de touristes.

608 Entretien avec N°158. Carnet de bord, travail de terrain octobre 2012, Champlitte.

609 Entretien avec N° 69 et 70. Carnet de bord, travail de terrain mai 2010, San Rafael.

À chaque fois, ils doivent réunir l'ensemble des personnes susceptibles de participer au projet dans la localité : préparation d'un événement, réunions, fêtes etc. M et N servent d'une certaine manière de médiateurs entre la Haute-Saône et les habitants de San Rafael et de Jicaltepec. Ils n'ont que très peu de marge de manœuvre puisque les financeurs de ces projets ne sont évidemment pas les autorités locales⁶¹⁰. L'espoir de récupérer l'avantage sur les négociations politiques est très limité, ce qui tend à multiplier les petites jalousies et rancœurs entre San Rafael et Jicaltepec.

b- La gastronomie française

En attendant les subventions de la France, les descendants de français n'ont d'autres choix que de diversifier leur production et leur commercialisation. Trois exemples de la gastronomie française, pain, vin et fromage servent le mythe d'une francité mexicaine et vendent aux touristes l'image d'un San Rafael marqué au fer bleu, blanc, rouge.

En réalité, comme le dit C. Guillaumin même si « l'alimentation est un des espaces le plus irréfutable de l'appartenance culturelle⁶¹¹ », la cuisine française est « un objet impossible à trouver⁶¹² », car il s'agit bien plus d'un mélange culinaire de plats populaires issus de différentes régions. Les plats et boissons considérés français que proposent les habitants de San Rafael sont : des liqueurs de fruits de saisons (*capulín*⁶¹³, goyave, maracuja, pêche, mandarine, orange, pamplemousses, vanille), du vinaigre de banane, des crèmes et divers fromages, la charlotte aux fruits, le soufflet au citron, le cheesecake, du pain fait avec de la farine, du sel, de l'eau et de la levure, et cuit dans des moules rectangles ou ronds badigeonnés de graisse animal (porc), la brioche, les beignets et les gâteaux secs sucrés et salés (biscottes), le boudin, le lard fumé, l'andouillette, les œufs en neige, la soupe de pain, la cancoillotte fondue, la potée, les bananes farcis ou frits, les crêpes et les gaufres etc.

610 Entretien avec N°62 et 23. Carnet de bord, travail de terrain novembre 2010, San Rafael et Jicaltepec.

611 Guillaumin C., « Une société en ordre. De quelques-unes des formes de l'idéologie raciste » dans *Cuaderno de trabajo AFRODESC/EURESCL N°8 Estudiar el racismo*. Textos y herramientas, México, 2010. Publié en français dans *Sociologie et Sociétés*, 1992, XXIV, 2 pp.13-23. Version espagnole P. 42. Texte en français non trouvé.

612 *Ibid.*

613 Sorte de cerisier.

Photographie 23

Le « pan de agua » de San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

Photographie 24

Les biscottes de San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

Ces aliments se retrouvent parfois sur les étalages des commerces et mini-supermarchés, lors des fêtes traditionnelles (14 juillet) ou dans certains restaurants de la ville. La gastronomie française a aussi été mise en avant par un livre de recettes de cuisine préparées par des habitantes. Cependant, cette nourriture a été revisitée avec les saveurs du Mexique.

La cuisine de San Rafael nous parle d'un syncrétisme culturel par l'intégration d'éléments gastronomiques que la nature offrait aux descendants des colons, comme des éléments de la gastronomie indigène de la région, une fusion de traditions, d'histoire, de souvenirs et de nostalgie. Son âme est un riche mélange de plats francs-comtois, savoyards, barcelonnettes, et les saveurs de Veracruz, de Puebla et du nord du pays⁶¹⁴.

La cuisine française devient presque un objet inaccessible, un mythe car, elle ne ressemble plus tellement à de la cuisine française, si l'on prend comme principe de base que celle-ci existe.

Enfin, la réutilisation de la gastronomie française est aussi utile pour l'économie agricole. Des agriculteurs ont aussi diversifié leur production. Par exemple, certains planteurs de bananes ont réinvesti dans la vente de liqueurs de fruits, des éleveurs vendent et fabriquent des fromages. Ils disent parfois qu'ils s'adonnent à cela car leur famille le faisait aussi et ils ont souhaité garder les traditions. Pour autant, la vente « à la française » leur permet de rapporter un peu et de maintenir leur économie à flot. Tout est fait pour que le touriste oublie un tant soit peu le Mexique, et voyage au moins dans son assiette. Le commerce « à la française » peut alors être envisagé comme une option pour contrer la crise et diversifier l'économie de San Rafael.

614 « *San Rafael* » - Veracruz de Ignacio de la Llave – Gobierno del Estado. SEGOB Año 2 número 3, octubre 2006. Magazine mensuel édité et publié par la Coordinación Estatal de Juntas de Mejoras, dépendante de la Secretaría de Gobierno del Estado de Veracruz, Xalapa, Ver.

SYNTHÈSE PARTIE II

La reconstruction de l'identité française est promue par les élites sociales de San Rafael. Ces élites ont un statut social fondé par leur niveau de richesse et le pouvoir politique ou social qu'elles exercent au sein de la communauté. L'interaction existant entre le niveau de richesse et le statut social permet aux élites d'obtenir un pouvoir dans des institutions municipales, commerciales ou de productions. Ces groupes d'intérêts peuvent créer plusieurs alliances. De ce fait, certains membres des associations civiles sont aussi membres de l'élite militant pour la culture ou l'éducation. Ces mêmes groupes possèdent un pouvoir économique (dans le secteur du commerce). Ils sont en étroite relation avec les autorités municipales et celles de l'état de Veracruz, mais également avec le Consulat Français. Il s'agit donc d'un triangle relationnel entre le Consulat, les autorités municipales et les associations civiles. Il existe un rapport privilégié entre l'économie de San Rafael et le développement du commerce avec la France.

En plus de créer des alliances et de défendre la culture française, ces élites sociales utilisent des discours discriminatoires afin de sélectionner ceux et celles qui peuvent ou pas appartenir à cette identité française. Ces discours provoquent des rejets, des incompréhensions et des tensions au sein de la communauté. Pour appuyer ces dires, elles utilisent aussi les institutions éducatives et les travaux d'écriture réalisés sur la migration française pour diffuser et conserver l'identité française. Ces stratégies leur permettent également de se reproduire et convaincre activement les nouvelles générations. Pour concrétiser le projet culturel de la francité, elles luttent pour obtenir des ressources, développent le commerce et la production. En effet, les raisons et les moyens du renouveau de l'identité sont économiques et sociaux. Ces élites sociales utilisent les réseaux de l'économie locale (commerce et production) pour diffuser et articuler l'identité française. Cela leur permet de renforcer un pouvoir en invoquant les bénéfices que peuvent apporter à l'ensemble de la société les relations France-Mexique. Elles souhaitent également être reconnues comme Français en récupérant la nationalité française. L'annonce d'un renouveau de l'identité renforce le projet touristique qu'elles avaient pour San Rafael. Non seulement, l'identité française sert à consolider et à justifier le projet *Pueblo Mágico*, mais en plus, il est utile pour récupérer des financements. Le mythe de la francité partagée est donc bénéfique pour espérer un jour obtenir la mention *Pueblo Mágico*.

Ces élites sociales sont donc divisées en différents groupes, mais en réalité elles appartiennent toujours à un noyau dans les deux sphères : culturel-éducative et économico-

politique. Elles ont souhaité convaincre largement les autres du bienfait de l'identité française en imposant leur vision du monde, en la diffusant et en la généralisant. Elles ont joué à plusieurs reprises des discours de la francophonie, utilisé l'identité et la culture française pour obtenir satisfaction. Il existe donc des relations de pouvoir entre la classe dirigeante (classe politique locale), les associations pro-françaises (société civile) et l'état mexicain (dirigeants).

Il est important d'« étudier l'hégémonie non pas comme une formation idéologique terminée et compacte mais comme un processus politique de domination et de lutte problématique et rivale⁶¹⁵ ». C'est-à-dire que l'hégémonie est un processus social vécu et organisé qui articule les classes dominantes, capables de réussir un consensus avec d'autres classes, à travers un projet commun. Le projet hégémonique est sans cesse en mouvance. Chaque groupe essaie de conserver sa place de leader. Les différentes strates de la société et ses relations sont multiples. Il n'est pas rare de voir naître de nouveaux groupes afin de maintenir le consensus. Les élites sociales sont en luttes permanentes en créant des groupes, en décomposant ces groupes, en les reformant etc.

En somme, l'hégémonie agit lorsqu'une classe ou une alliance de classe a pu réunir ses propres intérêts mais aussi lorsqu'elle a introduit au moins une partie des intérêts des autres classes, ce qui lui permet d'obtenir une certaine légitimité sur les autres et sur la société en générale qu'elle domine. Son but est de convaincre activement les autres grâce à un discours commun qui va se construire par des référents culturels en opposition aux autres, afin que sa vision du monde soit diffusée et généralisée. Ainsi, ses intérêts deviennent ceux de tous. La propagation se fait par l'intermédiaire d'un consentement économique-politique mais aussi par un consentement culturel qui va être le terrain idéal pour les groupes dominants. C'est ainsi que l'hégémonie devient une lutte universelle. L'hégémonie qui est mise en place ici reste locale car la composition même du groupe est déficiente et le projet hégémonique local de San Rafael exclue beaucoup trop d'individus.

Pour comprendre cette situation actuelle, il est essentiel de connaître le contexte national mexicain et les problèmes liés aux conséquences de l'immersion de San Rafael dans un pays multiculturel. Pourquoi ces luttes existent entre les différentes élites sociales ? Pourquoi revendiquer une identité française au Mexique ? Cette identité a-t-elle une chance de perdurer ?

615 Roseberry W., « Hegemony and the language of contention » dans *Everyday forms of state formation. Revolution and the negotiation of rule in modern Mexico*, Edited by Gilbert M. Joseph and Daniel Nugent, Duke University Press, Durham and London, 1991, p. 217.

SYNTHÈSE PARTIE II

**TROISIÈME PARTIE :
LES CONSÉQUENCES DE
L'IMMERSION DE
SAN RAFAEL DANS
UN PAYS MULTICULTUREL :
LOGIQUES ET APPLICATIONS**

Les considérations qui précèdent, mettent en évidence les pratiques sociales et les structures qui visent à reconstruire l'identité française. Il s'agissait également d'identifier les relations sociales qui ont conduit à l'élaboration de la reconstruction d'une mémoire, à la conservation d'un patrimoine et au développement économique de la société de San Rafael. En revanche, cette mise en œuvre de l'attachement profond pour l'identité française est déficiente car « les groupes de pouvoir » excluent beaucoup trop d'individus et tous les habitants ne se reconnaissent pas dans ces revendications.

Nous analyserons ici les répercussions du contexte national sur la localité et les conséquences sur l'identité française. Il s'agira de corroborer si la défense de la francité ne cache pas des malaises et des conflits plus profonds, qui découleraient d'une autre réalité plus globale. San Rafael est-il un cas isolé du reste du Mexique ou au contraire, ces revendications identitaires, sont-elles des manifestations à consonance mexicaine, ou même latino-américaines ? Le mouvement de revitalisation à San Rafael, comme dans d'autres villages ayant subi la colonisation au XIX^e siècle ou comme ceux revendiquant leurs origines indigènes, est-il en parti dû à un changement politique radical ? Le passage qui annonce le changement d'un gouvernement de l'État post-révolutionnaire à un gouvernement de l'État néolibéral sera débattu pour comprendre l'implication de la revitalisation de l'identité dans un contexte plus large.

Cette ultime partie se déroulera en trois temps. Dans un premier chapitre, les articles 4 et 2 de la Constitution Mexicaine de 1992 et de 2001 seront analysés, en développant les effets provoqués sur les habitants de San Rafael. Ces dernières années, les descendants ont cherché entre autre « un référent non métis » pour s'assimiler à la nation multiculturelle. Ensuite, le thème de l'*ethnisation** de San Rafael et la hiérarchisation des « races » seront abordées – chapitre VIII. Comment cette structuration s'opère à tous les niveaux de la société, économique, politique, éducatif afin que l'élite sociale puisse mieux régner et contrôler les autres ? En effet, l'essence même du multiculturalisme est de reconnaître les différences entre les groupes sociaux. C'est pourquoi, ce sentiment du blanchiment, sous-entendu par les discours de supériorité ethnique dont usent certains pro-français, est à mettre en relation avec le modèle multiculturel.

Cependant, elle a conduit les populations au déchirement, à l'incompréhension et au rejet mutuel. Enfin dans un dernier chapitre, les nouveaux conflits et les problèmes sociaux seront traités, car ils mettent en péril la continuité d'une identité rêvée. Actuellement, une partie de la population ne supporte plus cette prépondérance des descendants, et cette idolâtrie pour la France. Des mouvements sociaux éclatent, accompagnés par des leaders politiques qui s'attaquent alors à fonder un nouveau San Rafael.

***LES CONSÉQUENCES DE L'IMMERSION DE SAN RAFAEL
DANS UN PAYS MULTICULTUREL : LOGIQUES ET APPLICATIONS***

CHAPITRE VII : L'INTÉGRATION DE SAN RAFAEL DANS LE SYSTÈME NÉOLIBÉRAL MONDIAL

Cette nouvelle ère d'amitié franco-mexicaine pose plusieurs interrogations dans un contexte où le Mexique tente, à travers des politiques multiculturalistes* et en se déclarant pluriculturel, d'intégrer les populations dans leur diversité à la nation mexicaine. Il est nécessaire de comprendre ce que représente le multiculturalisme et ce que signifie le « multiculturalisme néolibéral* » pour intégrer l'analyse sur l'identité française dans une étude plus globale. De plus, ces politiques culturelles représentent un intérêt pour les groupes sociaux revendiquant leurs origines, qu'ils soient majoritaires ou minoritaires dans le pays. Non seulement, celles-ci leur permettent de s'afficher en tant que différents du reste des citoyens, mais en plus, elles leur donnent la possibilité de négocier des financements et d'obtenir une certaine autonomie. Il s'agira donc de mettre en avant la façon dont les descendants de français se sont appropriés une décision de loi qui n'était pas au préalable faite, ni pensée pour eux.

A-DÉFINITIONS DU MULTICULTURALISME NÉOLIBÉRAL

Le multiculturalisme se base sur le principe de la reconnaissance des populations culturellement différentes. Son paradoxe est de vouloir à la fois reconnaître les différences et cloisonner les groupes sociaux selon leurs différences, en concevant et en classant des individus ou des groupes dans des cases hermétiquement fermées et uniques. Cette représentation tend à provoquer des hiérarchisations, qui peuvent elles-mêmes amener à une forme de racisme désavouée dans le discours mais présente dans la réalité et les faits. En créant des formes de particularités pour chaque groupe social, les revendications principales des individus ont changé et ont fini par les éloigner davantage.

1- Le multiculturalisme

Le multiculturalisme est perçu comme une remise en question des discours nationalistes ou ceux sur la mondialisation qui ont tendance à englober toute une population sous une même identité, effaçant peu à peu les diversités chez les peuples. En reprenant les idées de Christian Gros, l'état nation délimite des frontières qui supposent que les individus vivants à l'intérieur de celles-ci s'associent à une même culture⁶¹⁶. En se déclarant pluriculturel, le Mexique reconnaît finalement l'hétérogénéité de son territoire en parti dû à son histoire coloniale.

« Le multiculturalisme met l'accent sur l'analyse des processus de structuration des identités collectives, spécialement ce qui fait référence à la conformation du seuil d'attribution et de différence et, cherche un repositionnement profond de la condition des minorités dans la société et dans les cultures nationales⁶¹⁷ ».

616 Cf. Gros C., « Nationaliser l'Indien, ethniciser la nation. L'Amérique Latine face au multiculturalisme » dans *Être indien dans les Amériques*, Christian Gros et Marie Claude Stringler, Préface de Philippe Descola du Collège de France. Edition de l'IDA, 2006, p.31.

617 Valenzuela Arce J.M., « Introducción. Crónica y estudios culturales en México. Teorías de la cultura » dans *Los estudios culturales en México*, José Manuel Valenzuela Arce (Coord.). FCE, México, 2003. p.16.

2- Le multiculturalisme néolibéral

Au fur et à mesure des années, le Mexique a changé ses politiques culturelles et sa perception de la définition d'une nation triomphante et moderne. Si au XIX^e siècle l'image de « l'homme blanc » renvoyait à la perfection, l'époque postrévolutionnaire quant à elle, est liée à la tentative de faire disparaître les différences ethniques en prônant le métissage et l'union nationale. Or, ces années de réconciliation nationale n'ont pas réussi à évincer les problèmes liés aux inégalités sociales ni à résoudre les conflits ethniques. Le contexte de crise des années quatre-vingts, a mené l'état-nation mexicain à opter pour l'individualisation suprême des membres de la société, en les laissant maîtres de leurs décisions et gérer eux-mêmes leur destin. C'est effectivement tout l'intérêt de mettre en relation le modèle néolibéral prôné après la crise économique et les politiques culturelles des années quatre-vingt-dix, représentées par le multiculturalisme. Cette politique culturelle souhaitait incorporer toutes les différences des groupes sociaux à une même nation sans mettre en péril l'intégrité nationale.

De ce fait, les membres de groupes sociaux, pensant être des « résistants⁶¹⁸ » pour la conservation du passé de leur localité ou région, unis par les liens sacrés de leur origine commune linguistico-culturelle ou ethnique, capables de lutter ensemble, ont exhibé à nouveau leur attachement pour leur origine. Toutes les revendications s'imbriquent dans le processus multiculturel que le Mexique a entrepris. Elles manifestent une même dynamique, revendiquer ce que l'on veut sur ce que nous sommes ou pensons être, c'est-à-dire, le choix d'être une nation diverse et tolérante.

Pourtant, cette idéologie postmoderne possède deux facettes complètement opposées. Selon S. Žižek, l'individu aurait deux identifications, la première qu'il appelle primaire et concrète serait celle qui touche le moi profond, la forme particulière dans laquelle naît l'individu. La deuxième qu'il appelle secondaire et abstraite, serait nécessaire pour s'affirmer en tant qu'individu.

618 Cf. Žižek S., « Multiculturalisme, la Réalité d'une Illusion » (pp. 75-90) dans *Vivre la fin des temps*, Traduction française Flammarion, 2011, Titre original : *Living in the End Times*, Editions Verso, Londres/New York, 2010, p. 88. Et Cf. Hall S., « The local and the Global: Globalization and Ethnicity » Anthony D. King (dir.), *Culture Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Binghamton, University of New York at Binghamton, 1991, p. 19-39. Disponibilité et accès <http://www.cholonautas.edu.pe/biblioteca.php> [en ligne].

« La logique veut que l'individu doit renoncer à ses propres racines ethniques et doit faire partie d'un projet d'état-nation, pour surmonter la tension entre les deux identités, la primaire et la secondaire. Mais aujourd'hui, il a tendance à faire l'inverse, redécouvrir ses racines primaires⁶¹⁹. »

Cette première dimension nous amène à voir que lorsqu'une nation se déclare pluriculturelle ou multiculturelle, elle va tolérer toutes les différences. Les individus vont donc déterminer le « non nous » et le « nous » dans le comportement et dans les pratiques sociales à travers les relations sociales. En revanche, cette réalité conduit à un paradoxe bien particulier du multiculturalisme. Il œuvre pour la tolérance de toutes les différences et l'équité entre les peuples, mais il tend en même temps à provoquer du racisme car « le respect multiculturaliste par la spécificité de l'Autre est précisément une forme de réaffirmer sa propre supériorité⁶²⁰ ». Même si « le multiculturalisme n'est pas directement raciste, il n'oppose pas à l'Autre les valeurs particulières de sa propre culture », il tend vers :

« une forme de racisme niée, un racisme avec de la distance, qui respecte l'identité de l'Autre, en le concevant comme une communauté authentique fermée vers laquelle, le multiculturaliste maintient une distance qui devient possible grâce à sa position universelle de privilégié⁶²¹ ».

En d'autres termes, les discours multiculturalistes prônent « le politiquement correct⁶²² » et œuvrent pour la liberté et l'égalité des individus. C'est-à-dire « l'universalité d'un idéal *égaliberté*⁶²³ » où chaque individu aurait les mêmes chances et les mêmes opportunités pour choisir son destin, même s'il existe en réalité toujours des différences et des relations de domination évidentes. Pour obtenir cette équité, les revendications des groupes sociaux tournent souvent autour du culturel et des droits des minorités. Cette universalité a effacé les traits principaux des revendications (santé, droits sociaux, éducation) et a créé des particularités, des luttes par bribes qui ne s'uniront pas. Les individus cherchent sans cesse de nouveaux désirs, et tentent de les accomplir dans ces nouvelles identités culturelles. Ce grand projet idéologique d'universalité que représente le multiculturalisme est une invention, un désir d'unir les individus, une utopie.

619 Žižek S., *Multiculturalismo o la lógica cultural del capitalismo multinacional*. Paidós / Buenos Aires, Argentina, 1998, pp. 137-188. p.19.

620 *Ibid.* Žižek, 1998, p. 22.

621 *Ibid.* p.22.

622 *Op. cit.*, Žižek, 2010, p.81.

623 *Op. Cit.*, Žižek, 1998, p.17.

En somme, le multiculturalisme répond complètement au néolibéralisme à l'état pur. C'est pourquoi, il est possible de le nommer, comme le dit Charles Hale, le « multiculturalisme néolibéral ».

« Les acteurs puissants, politiques et économiques utilisent le multiculturalisme néolibéral pour affirmer la différence culturelle, en retenant son avantage, celui de distinguer entre les droits culturels ceux conformes à l'idée libérale et au pluralisme démocratique, et ceux hostiles à cet idéal. En faisant ça, ils avancent une universalité ethnique qui constitue une défense du néolibéral, l'ordre capitaliste lui-même⁶²⁴ ».

Les individus, se pensant différents, uniques, mais également membres d'une nation, défendent alors activement, un patrimoine, une histoire, une tradition qui deviennent des éléments vitaux qui doivent être conservés. La défense des ethnies* ou de groupes culturels spécifiques est devenue une manière de lutter et de négocier avec les différentes autorités.

Le multiculturalisme néolibéral cherche donc à accepter toutes les différences mais en même temps, il cache des discriminations et des inégalités profondes. À travers ces unions d'hommes et de femmes, de groupes différents, il continue de soutenir l'ère du néolibéralisme et de l'individualisme, et de creuser l'écart entre les différentes classes sociales au lieu de répondre aux vrais besoins des populations (santé, éducation, droits sociaux). Dans l'optique d'approfondir les causes de la revitalisation française à San Rafael, il est nécessaire d'expliquer en quoi consistent réellement ces politiques multiculturelles. Quels ont été leurs impacts sur les sociétés possédant des origines diverses et variées comme San Rafael ?

624 Hale Charles R., *Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights, and the Politics of Identity in Guatemala?*, United Kingdom, Cambridge University Press, 2002, p. 491.

B-SAN RAFAEL ET LES POLITIQUES CULTURELLES

Dans les années 70, le Mexique s'endette, s'ensuit une spéculation qui bouscule le pays. Les classes aisées décident de retirer leurs capitaux, ce qui remet de plus en plus en cause le protectionnisme. La situation sociale et financière s'alourdit et le *peso* est dévalué. Le gouvernement tente alors de se sauver grâce au pétrole en investissant dans ce secteur. En 1981, le pétrole représentait 75% des recettes et 77% des exportations⁶²⁵. En 1982, le pays se déclare en cessation de paiement et se retrouve avec une dette extérieure de 81 milliards de dollars⁶²⁶. Le pays est écrasé par la crise économique. Le gouvernement de Miguel de la Madrid Hurtado ouvre le bal des réformes néolibérales et des transformations structurelles. En 1992, le Président Constitutionnel des États-Unis du Mexique, Carlos Salinas de Gortari⁶²⁷, ordonne des réformes sur plusieurs articles de la Constitution Mexicaine comme l'article 27 et l'article 4.

1- La modification de l'article 4 en 1992

Comme l'avait souhaité les États-Nations d'Amérique Latine en signant la Convention 169 de l'OIT*, l'article 4 de la Constitution mexicaine annonce clairement une volonté de créer une nation pluriculturelle.

« La nation mexicaine a une composition pluriculturelle soutenue originellement par ses peuples indigènes. La loi protégera et promouvra le développement de leurs langues, cultures, us, coutumes, ressources et formes spécifiques d'organisation sociale, et garantira aux membres l'accès effectif à la juridiction de l'État. Dans les jugements et procédures agraires auxquels ils feront partis, sera pris en compte leurs pratiques et coutumes juridiques dans les termes établis par la loi⁶²⁸ ».

Les nations d'Amérique Latine vont ainsi sous-entendre que les groupes sociaux auraient le droit de cultiver, d'assumer, de réclamer et de défendre une identité culturelle ayant comme fondement l'ethnicité, l'appartenance à un groupe, la langue, l'origine, les traditions et les coutumes.

625 Cf. Covo-Maurice J., *La Révolution mexicaine. Son passé et son présent*, Ellipses/ édition marketing S.A., 1999, p.101.

626 Ibid.

627 Cf. Index.

628 Mardi 28 janvier 1992 dans Le – *Diario Oficial* – p 5.

L'État multiculturaliste, comme le Mexique, souhaite donc tolérer ces différences culturelles qui existent entre les groupes sociaux. Elles sont des marques profondes d'un attachement à un territoire.

Cette loi culturelle permet d'apaiser les tensions entre le gouvernement et les populations indigènes, les associations ou les groupes politiques qui défendent ces formes de revendications culturelles, mais ils la considèrent insatisfaisante. Pourtant, le Mexique entend s'occuper ainsi des populations les plus défavorisées, car les groupes revendiquant le droit à l'autochtonie* et à l'autonomie* sont souvent issus des milieux paysans, ruraux, plutôt isolés et délaissés par les politiques. Or, la modification de l'article 4 de la Constitution en 1992 fait partie du changement d'un projet économique et politique entre un État post-révolutionnaire et néolibéral. Elle s'intègre donc dans le même processus de transformations politiques et économiques basé sur le modèle néolibéral.

Ce Mexique pluriculturel des années quatre-vingt-dix, était, en somme, destiné aux populations d'origine indigène. De ce fait, au début, il n'était pas pensable que des groupes ayant une origine européenne puissent eux aussi revendiquer leurs droits car, ils ne portaient pas la mention qui pouvait faire d'eux des autochtones, sous-entendu des peuples originaires de Mésomérique. Ils n'étaient donc pas « suffisamment ethniques ».

En revanche, si l'on regarde les revendications des descendants de français de San Rafael, ils s'apparentent aux revendications des groupes appelés « autochtones » : la langue française, la défense d'un territoire et la construction du municipe, la conservation d'une culture, les traditions et fêtes, le patrimoine culturel et gastronomique, et parfois la couleur de peau symbolisée par la blancheur du français non métissé. Cette volonté de se concevoir différents et d'être reconnus comme membre à part entière de la société que compose la nation mexicaine est bien présente chez les descendants de colons français. Personne n'avait pensé que des descendants de colons français ou européens pourraient aussi être les bénéficiaires mais également les promoteurs de ce projet de nation pluriculturelle sachant que la majorité des migrations européennes datent du XIX^e siècle. Dans son ensemble, il s'agissait de populations bien intégrées à la société mexicaine, étant eux-mêmes avant tout Mexicains.

Cependant, même si des populations d'origine européenne souhaitent revendiquer leurs droits et leur culture le gouvernement mexicain décide d'aller encore plus loin. Il souhaite répondre aux revendications des populations indigènes, sans forcément prêter attention à celles des autres groupes, en dérogeant le premier paragraphe de l'article 4 et réforme l'intégralité de l'article 2, qui devient en réalité l'ancien article 4.

2- La modification de l'article 2 en 2001

En 2001, le Président Constitutionnel des Etats-Unis du Mexique, Vicente Fox Quezada⁶²⁹, annonce que la « nation est une et indivisible » mais elle possède une composition pluriculturelle. L'article 2 intègre une bonne partie des *Accords de San Andrés** et des propositions de la *COCOPA**, mais ne donne pas le droit à l'autonomie totale et ne résout en rien les problèmes des territoires indigènes sur l'utilisation collective de la terre.

« La nation est une et indivisible. La nation a une composition pluriculturelle fondée originellement sur les peuples indigènes qui sont les descendants des populations qui habitaient sur le territoire actuel du pays au début de la colonisation et qui conservent leurs propres institutions sociales, économiques et culturelles et politiques ou du moins partiellement [...].

Le droit des peuples à la libre détermination s'exercera dans un cadre constitutionnel d'autonomie qui assure l'unité nationale. La reconnaissance des peuples et communautés indigènes dans les Constitutions et les lois des États fédérés, celles-ci devront en plus prendre en compte les principes généraux établis dans les paragraphes antérieurs et les critères ethnolinguistiques et des situations des différents territoires [...].

Cette Constitution reconnaît et garantit le droit des peuples et des communautés indigènes à la libre détermination et, en conséquence, à l'autonomie pour :

Décider de leurs formes internes de vie commune et d'organisation sociale, économique, politique et culturelle.

Appliquer leurs propres systèmes normatifs dans le contrôle et la solution de leurs conflits internes, tout en se soumettant aux principes généraux de cette Constitution, en respectant les garanties individuelles, les droits humains et, de manière éminente, la dignité et l'intégrité des femmes [...].

Élire en accord avec les normes, les procédures et les pratiques traditionnelles, les autorités ou représentants pour l'exercice de leurs propres formes de gouvernement interne, en garantissant la participation des femmes dans des conditions d'équité face aux hommes [...].

Préserver et enrichir leurs langues, leurs connaissances et tous les éléments qui constituent leur culture et leur identité.

Conserver et améliorer leur habitat et préserver l'intégrité de leurs terres dans les termes établis par cette Constitution.

629 Cf. Index.

Accéder, en respectant les formes et modalités de propriété et de régime foncier établies dans cette Constitution et des lois en vigueur, ainsi que les droits acquis par des tiers ou par des membres de la communauté [...].

Élire dans les Municipales à population indigène, des représentants au conseil municipal [...].

Accéder pleinement à la juridiction de l'état pour garantir ce droit dans toutes les procédures dans lesquelles ils feront partis [...]»⁶³⁰.

Dans le premier paragraphe, le gouvernement réaffirme que l'état-nation mexicain est le seul souverain et que la population y demeurant est mexicaine. Il impose à nouveau par la phrase : « La Nation mexicaine est une et indivisible⁶³¹ », son unité nationale et sa posture intégrationniste des membres la composant en se refusant à toute sorte de ségrégation. L'état-nation mexicain ne donne pas le droit à l'autonomie complète mais cède aux communautés indigènes le gouvernement local. Il a ainsi pu les maintenir isolés et les laisser gérer seuls leurs problèmes, comme le prévoit l'idéologie néolibérale, en faisant d'eux des individus autonomes mais s'est refusé de laisser de côté l'unité nationale.

Pourtant, l'article 4 est bien réel et créé car le gouvernement n'a pas trouvé autre chose pour dialoguer avec les populations rurales, pour les contenter et résoudre les problèmes liés à la crise économique. Cette réforme n'a pas pour autant résolu les problèmes des inégalités sociales et les conflits liés à la terre, ni ceux de la crise économique, et n'a pas non plus réussi à satisfaire les populations indigènes.

En parallèle, autour de cette loi, naissent de nouvelles revendications. Il existe ces populations d'origine européenne comme les descendants de français de San Rafael, Veracruz ; les descendants d'italiens de Chipilo⁶³², Puebla ; les descendants d'italiens de la colonie Manuel González⁶³³, Huatusco⁶³⁴, Veracruz ; les Barcelonnettes de Mexico et de Veracruz ; ou d'autres populations comme les libanais ou les chinois par exemple, qui usent de ces lois avec force et succès. Ces descendants de migrants européens qui vivent là où s'implantèrent ces projets politiques agraires à caractère raciste et libéral entrepris par l'Etat mexicain au XIXe, ont tendance à prétendre à une reconnaissance de leurs « us et coutumes ».

630 <http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/3.htm?s>.

631 <http://www.diputados.gob.mx/leyesBiblio/pdf/1.pdf> et <http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/3.htm?s>. Réforme article 2, le 14 août 2001.

632 Cf. Index.

633 Cf. Index.

634 Córdova Santamaría S., *Café y sociedad en Huatusco, Veracruz. Formación de la cultura cafetalera (1870-1930)*. Primera edición en Regiones: 2005. pp. 169-177.

Leurs revendications sont surtout d'ordres culturelles (protection d'une langue, conservation ou réinvention d'une culture et des coutumes) et politiques (défense d'un territoire en référence à la municipalisation et demande d'une double nationalité). Comment ont-ils justement bénéficié positivement des apports de ces réformes de politiques culturelles ?

3- L'influence de ces réformes sur les *latino-européens*

En regardant ce que ces réformes offrent aux populations différentes culturellement et en constatant ce que les descendants de San Rafael réclament et ont obtenu depuis les années quatre-vingt-dix, nous sommes forcés de remarquer que les lois ont favorisé et répondu en partie aux revendications des descendants. Pourtant, les descendants de français ne peuvent pas redevenir des immigrants dans le pays où ils sont nés. Ils semblent dire que le fait d'être Mexicain ne leur suffit plus, mais en parallèle, il n'est pas question pour eux de renoncer à la citoyenneté mexicaine, ni à leurs droits en tant que Mexicains. Ils ne peuvent pas non plus utiliser l'idée d'autonomie qui invoque le droit à l'autochtonie puisque pour eux, cela n'existe pas dans la Constitution. En effet, les revendications des groupes ruraux européens n'ont jamais été planifiées dans l'article 4, même s'il existait une intention d'une nation pluriethnique, car personne ne pouvait laisser présager que ces groupes en seraient aussi les bénéficiaires. S'agit-il alors d'un groupe qui se comporte de la même manière que les Mexicains des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix ? Quelles sont les conjonctures politiques au niveau national et local qui ont permis cette mobilisation ? Le thème des identités multiples* peut-il avoir une place dans un débat sur l'identité liée à des conjonctures régionales et nationales ?

a- Le parti du PRI⁶³⁵ et ses relations au niveau local

Les références du travail de D. Recondo permettent de comprendre les mécanismes politiques de l'État-PRI⁶³⁶. Pourquoi le multiculturalisme fait partie d'un changement politique et qui en sont les bénéficiaires ? Depuis la période postrévolutionnaire et jusque dans les années quatre-vingt-dix, l'hégémonie du parti politique du PNR, PRM puis du PRI est très forte, surtout dans les zones rurales. Il est le principal arbitre sur la scène électorale du pays. Celui-ci garantit l'ordre social et maintient son monopole en utilisant des relations clientélares* basées sur des échanges mutuels et le corporatisme.

En paraphrasant D. Recondo, il existe une sorte de pacte entre les communautés et l'État-PRI⁶³⁷. Celles-ci doivent voter en faveur d'un candidat du parti et en échange celui-ci et le gouvernement respectent les processus internes liés aux désignations des autorités municipales. L'état-nation post-révolutionnaire s'est donc construit sur un double discours, d'un côté, une volonté d'être un État transparent, qui respecte les valeurs et principes fondamentaux d'une démocratie, et de l'autre, l'utilisation permanente d'institutions communautaires⁶³⁸.

(Les institutions communautaires) garantissaient la reproduction d'un mode de domination centralisé et homogène, mais étendaient le contrôle à l'ensemble du territoire national en infiltrant et en utilisant, à leurs avantages, les formes du gouvernement local héritées du passé⁶³⁹ (préhispaniques et coloniales).

Selon D. Recondo, ce système a fonctionné parfaitement jusque dans les années soixante-dix, puis est entré dans une crise profonde dans les années quatre-vingt-dix. L'auteur explique les raisons profondes de ce changement de fonctionnement dans la vie politique, à travers des exemples de municipes dans l'état d'Oaxaca. Il est important pour cette étude d'en souligner

635 En 1929, le Général Plutarco Elías Calles créa le Parti National Révolutionnaire (PNR), qui est devenu ensuite le Parti de la Révolution Mexicaine (PRM) en 1938 et le Parti Révolutionnaire Institutionnel (PRI) en 1946.

636 Expression utilisée très souvent par D. Recondo pour dire : le gouvernement de l'État mexicain aux mains du PRI. « Le PRI était le gouvernement et l'État en même temps », 2007, p.81.

637 Recondo D., *La política del Gatopardo. Multiculturalismo y Democracia en Oaxaca. México*, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, 2007. 488 p. Publicaciones de la Casa Chata. ; Traducción de Josefina Anaya. p. 29.

638 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 72-73

639 *Ibid.* Recondo, 2007. p. 82.

quelques-unes afin de mettre en relation les changements entrepris par l'État-nation et l'identité française des descendants de San Rafael.

Toutes ces situations : la crise économique des années quatre-vingt, les problèmes d'inégalités sociales et agraires, les répercussions du mouvement universitaire de 1968, les mouvements indigènes dispersés au niveau national mais soutenus depuis 1994⁶⁴⁰ par les rébellions indigènes zapatistes* au Chiapas, les pressions de certaines organisations régionales opposées au *PRI*, ont entravé l'équilibre des forces qui garantissaient à l'État-*PRI* le monopole du pouvoir. Pour contrecarrer ces problèmes, préserver l'équilibre du pouvoir et le monopole, l'État-*PRI* engage des réformes entre les années soixante-dix et quatre-vingt-dix qui vont finalement le conduire à sa perte. Celles-ci se consacrent à réformer principalement : le processus des élections et modifier les autorités électorales, à légaliser de nouveaux partis politiques, à transformer le rôle des municipes, à changer les politiques agricoles, à reconnaître la diversité des peuples et à décentraliser les ressources.

En 1977, le Président José López Portillo⁶⁴¹, par la Loi Fédérale des Organisations Politiques et des Processus Electoraux (LPOPPE) permet la légalisation de trois nouveaux partis⁶⁴². Cela accentue l'avancée des partis d'oppositions dans le débat politique, mais ne représentent pas à l'époque une quelconque menace⁶⁴³. En 1983, le Président Miguel de la Madrid Hurtado⁶⁴⁴ entreprend de réformer l'article 115 de la Constitution, donnant aux municipes une légère autonomie pour gérer ses services publics, son territoire et administrer ses ressources⁶⁴⁵. Cette loi permet alors aux municipes d'avoir une meilleure visibilité et représentation sur la scène politique, mais elle ouvre une brèche aux partis d'oppositions, leur permettant de s'attaquer au *PRI* au niveau local⁶⁴⁶. En 1994 et 1996, la réforme des institutions électorales autonomes permettent un meilleur contrôle sur les élections⁶⁴⁷. En 1992, le Président Carlos Salinas de Gortari réalise la réforme de l'article 27, appelée « réforme agraire » – analysée dans le chapitre I – qui implique le début de la privatisation des terres. La même année, il réforme aussi l'article 4 de la Constitution pour donner suite à la ratification du traité 169 de l'OIT.

640 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 185

641 Cf. Index.

642 *Op. cit* Recondo, 2007. p. 123

643 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 126

644 Cf. Index.

645 *Op. cit* Recondo, 2007. p. 127

646 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 128

647 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 129

Comme le dit D. Recondo, l'État-*PRI* répond aussi à une demande internationale en ratifiant le traité, et souhaite montrer au monde entier qu'il s'intéresse et agit pour son peuple indigène, lors des célébrations du 500^{ème} anniversaire de la « découverte du continent américain »⁶⁴⁸.

Toutes ces réformes bouleversent l'ordre établi et le pacte entre l'État-*PRI* et les communautés, car elles ont un double effet très contradictoire. D'un côté, elles sont créées pour éviter l'ascension des autres partis politiques, rétablir le contrôle dans les régions, et satisfaire une demande régionale mais, en même temps, ces changements politiques sont utilisés par des groupes d'oppositions, des organisations politiques et autres associations, eux-mêmes fauteurs de troubles et promoteurs d'un changement, pour entrer dans la course aux urnes⁶⁴⁹. Malgré ces efforts pour maintenir le contrôle, le *PRI* n'arrive pas à arrêter l'avancée des partis d'oppositions, ni à satisfaire les populations ou encore à diminuer les inégalités. Au niveau national, il y a une poussée des partis d'oppositions, le *PAN* et le *PRD*⁶⁵⁰. Toutes les réformes entreprises ont finalement consolidé une opposition et permis l'arrivée d'un nouveau parti au pouvoir, le *PAN*, grand gagnant des élections fédérales en 2000⁶⁵¹.

Finalement, D. Recondo mesure son point de vue. D'un côté, les politiques multiculturalistes sont utilisées par l'État-*PRI* pour préserver son hégémonie⁶⁵². Il cherche toujours de nouvelles alliances au niveau local pour garantir son pouvoir. Les réformes entreprises permettent de négocier avec les pouvoirs locaux. La défense des « us et coutumes » est bénéfique pour le changement politique et social mais sert aussi à conserver l'autoritarisme⁶⁵³. D'un autre côté, les demandes des communautés tendent à démontrer une transformation politique vers une démocratisation du jeu politique⁶⁵⁴ car de nouvelles alliances se créent au niveau local. Il y a une rupture dans le modèle centralisé de l'État-*PRI*. Cependant, derrière la défense des traditions et la légalisation des coutumes, ne se cachent pas uniquement des intérêts personnels et des alliances pour obtenir le pouvoir.

648 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 178-181

649 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 30

650 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 126 et 206

651 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 283.

652 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 337 et 347

653 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 372

654 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 447.

Selon lui, il s'agit aussi d'une « volonté de changement qui passe par la revendication d'une identité communautaire partiellement réinventée⁶⁵⁵ ». Ces changements politiques sont donc le résultat d'une évolution de la responsabilité citoyenne pour le bien collectif. Auparavant, les responsables locaux devaient rendre un service à la communauté par le biais de postes administratifs non rémunérés⁶⁵⁶. Maintenant, comme l'État néolibéral souhaite individualiser les membres d'une société, il s'agit d'un transfert d'un sentiment communautaire à un sentiment d'autonomie individuelle et démocratique, en faveur de la nation, tout en respectant les pratiques communautaires. En ce sens, pour l'auteur, le multiculturalisme est un service rendu à la démocratie⁶⁵⁷.

La défense des identités et de la reconnaissance fait partie d'un changement politique dans la vie mexicaine. Ces batailles ont pour objectifs de changer le panorama électoral et les relations de domination et d'exclusion⁶⁵⁸. Les communautés souhaitent être plus indépendantes sans avoir à se référer sans cesse au parti⁶⁵⁹, pouvoir diriger leur assemblée à leur guise et gérer plus facilement la distribution des ressources. Ces réformes visant à satisfaire les pouvoirs locaux tout en gardant le contrôle sur eux, ont également provoqué une fragmentation des groupes sociaux, excluant des membres. Une plus grande compétition pour le pouvoir et, une bataille pour les ressources⁶⁶⁰, notamment la gestion des finances locales et le salaire des représentants du pouvoir local, se sont installées. Les réformes multiculturelles et les « us et coutumes » n'ont pas répondu à la totalité des demandes des communautés et n'ont pas réussi à résoudre les problèmes d'inégalités quasi constants dans le pays. Un bouleversement de l'ordre établi, à travers une transformation politique, pour les communautés est apparu. Il s'agit seulement d'une reconnaissance et non pas d'une autonomie ni d'un droit à la libre détermination. L'État nation accepte les revendications des membres de la société tant que celles-ci ne mettent pas en péril l'intégrité de celui-ci.

655 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 384.

656 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 372

657 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 423-425

658 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 347

659 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p.185

660 *Ibid.* Cf. Recondo, 2007. p. 292 et 377

b- L'autonomie et la défense des « us et coutumes* » à San Rafael

Les élites locales de San Rafael ont toujours eu de bons rapports avec l'État-*PRI*. Le parti du *PRI* a toujours aidé les descendants dans leur projet d'ascension politique et surtout lors de la création du Municipio entre 2000 et 2003. Ce qui est intéressant ici, est d'observer les similitudes entre les communautés indigènes et le Municipio de San Rafael, dans la lutte pour l'autonomie et la défense des « us et coutumes ».

Au départ, la défense du municipio de San Rafael est faite par des pro-français, les membres du *Patronato pro municipalización*. Certains ont également participé au jumelage et aux événements culturels organisés par des associations, et ont reçu le soutien de nombreux habitants et de la France. En revanche, le premier parti d'opposition, plusieurs organisations politiques et certaines « congrégations » ont rejeté la municipalisation, se sentant exclus ou ne se reconnaissant pas dans ce projet d'autonomie politique, ni dans cette identité française. L'équilibre des pouvoirs à San Rafael est devenu instable puisqu'il y a en permanence des poussées des groupes d'oppositions, pour arriver en haut de l'échelle sociale, pour diriger le municipio, pour administrer le patrimoine. Il est difficile de négliger l'action des « acteurs du changement » qui souhaitent un nouveau municipio et défendre l'identité française mais, la conjoncture politique nationale et régionale est importante.

Le cas de San Rafael permet d'entrevoir les tentatives de conservation de l'autoritarisme du *PRI* car la victoire du *Patronato* occulte des alliances entre forces locales et partis politiques. La municipalisation de San Rafael est en partie due à une volonté du *PRI* de ne pas perdre son leadership dans cette région de Veracruz. En effet, l'état de Veracruz est considéré comme le bastion du *PRI* par excellence et Martínez de la Torre était un de ses bras droit⁶⁶¹ jusqu'en 2001. La défense de l'autonomie de la mairie de San Rafael fait également partie d'une rupture dans la vie politique mexicaine⁶⁶² depuis les élections de 2000. La création du municipio de San Rafael est la conséquence d'une lutte entre deux partis, entre deux modes de fonctionnement.

661 Déjà en 1995 un premier trouble avait éclaté, conséquence des réformes engagées par l'État-*PRI*, lorsque le *PRD** avait gagné les élections municipales à Martínez de la Torre.

662 Élection du Président Vicente Fox en 2000 (parti du *PAN*).

Le *PRI* cède le gouvernement local aux descendants de français, puisqu'il continue de participer au pouvoir à travers le parti, et reconnaît en contrepartie les différences des habitants. Il permet aux descendants d'être ce qu'ils veulent et de se définir comme ils l'entendent au même titre que les communautés indigènes, même si les descendants ne sont pas mentionnés directement dans les réformes des politiques culturelles. Le projet du *municipio* a permis de défendre l'autonomie face à Martínez, mais aussi de protéger une identité propre et respecter les « us et coutumes », ressemblant fortement aux actions des communautés indigènes.

L'objectif est de s'approprier la légalisation des pratiques politiques et des changements sociaux et politiques, qui passent notamment par la défense de l'identité, devenue essentielle. Avant la réforme d'Oaxaca⁶⁶³, qui consistait à « reconnaître le système électoral des « us et coutumes » »⁶⁶⁴, ceux-là étaient considérés comme une relique coloniale avant d'être conçue comme une tradition politique. Or, celles-ci sont devenues une catégorie d'activisme politique juridique, en dehors des partis politiques, pour s'approprier le *municipio*, devenant ainsi des *municipios* « d'us et coutumes⁶⁶⁵ ». En principe, les communautés avaient le choix d'élire leurs représentants soit par les urnes (système des partis politiques) ou soit par les « us et coutumes » (vote dans les assemblées à main levée)⁶⁶⁶. Les *municipios* « d'us et coutumes » étaient donc « réservés » aux populations dites autochtones, défendant une langue indigène, des traditions et des coutumes. Pourtant, en revendiquant leur langue et leurs traditions, en obtenant la création du *municipio* en 2003, les descendants de français agissent d'une certaine manière comme la majorité des autres *municipios* mexicains défendant les « us et coutumes ».

Néanmoins, les habitants du *municipio* de San Rafael désignent par le vote leurs représentants, mais leur candidature officielle à l'élection est gérée par les assemblées des partis politiques et est décidée en fonction de critères précis et des besoins locaux⁶⁶⁷, qui changent selon les années. Plusieurs raisons viennent appuyer la décision finale, être originaire de San Rafael, de descendance française, aimer et renforcer les relations France-Mexique, proche de l'élite mais aussi du peuple etc.

663 Ref. Recondo.

664 Réforme d'Oaxaca : Cf. Recondo, 2007 et Dehouve, Danièle. *La géopolitique des Indiens du Mexique. Du local au global*. CNRS éditions, Paris, 2003. p.9-11. « L'état d'Oaxaca a été le premier à légiférer sur la protection de la population indienne, en promulguant en 1986 la Loi organique de défense de l'indigène ». p.9.

665 Reconnaissance du système électoral coutumier.

666 *Op. cit* Dehouve, 2003, p.11.

667 En 2010, un candidat n'a fait campagne que pendant 2 ou 3 jours avant d'être remplacé. Cf. Chapitre IX.

Pour obtenir la gestion des ressources municipales, les leaders politiques locaux sont donc obligés de s'associer à un parti politique car ils ne peuvent pas agir seuls. Le plus proche des descendants, celui qui a œuvré à leurs côtés depuis longtemps, est le parti du *PRI*.

En effet, les maires ont toujours été depuis la municipalisation des hommes politiques d'origine française⁶⁶⁸, désignés comme candidat à l'élection par le *PRI*. Les maires participent aux réunions diplomatiques françaises lors de visites officielles, aux cérémonies commémoratives et à des réunions privés. Ce sont eux qui ont autorisé la fabrication de l'écusson de San Rafael indiquant l'origine française du village. Ils ont aussi permis la légalisation des célébrations du 14 juillet et des cérémonies culturelles populaires, malgré le fait qu'elles soient générées par des initiatives collectives ou par des associations civiles. Celles-ci collaborent avec la mairie pour effectuer des demandes de financement ou d'autorisation afin de préparer des rassemblements culturels ou éducatifs. Cette collaboration entre élites est le résultat d'alliances sur le plan local et régional.

Le cas de San Rafael reste un peu différent puisque l'État-*PRI* n'a jamais pu s'appuyer sur les mêmes agents locaux, comme par exemple le système des *mayordomías*⁶⁶⁹, car la hiérarchie gouvernementale locale ne ressemble pas à celle d'une communauté indigène. Les revendications qui se font au niveau du municipe ne peuvent pas non plus passer par le principe d'autonomie qui invoque celui d'autochtonie. Les habitants de descendance française ne peuvent évidemment pas être considérés comme autochtones.

Il n'y a jamais eu, certes de *mayordomos** à San Rafael, mais après le départ du Vice Consulat français et plus particulièrement dans les années postrévolutionnaires, un schéma à l'image des villages mexicains s'était installé à San Rafael. L'État-*PRI* a fait son travail dans le village agricole. Les descendants de français se sont toujours réunis en associations pour défendre des intérêts collectifs. Ils ont créé des assemblées locales pour gérer des fêtes comme le carnaval et des associations de producteurs et d'éleveurs pour gérer des affaires agricoles. Les agents municipaux n'étaient pas toujours de descendance française et étaient souvent non rémunérés et isolés, mais des conseillers municipaux de San Rafael travaillaient à Martínez de la Torre. Il y avait aussi des délégués des *manzanas*⁶⁷⁰ et un syndicat pour représenter la localité. Un mandataire des *ejidos* s'occupait des affaires agricoles. Des instituteurs liés à la

668 Jusqu'en 2013.

669 Système de service rendu à la collectivité, nécessaire pour accéder au gouvernement local.

670 Quartiers ou ensemble de maisons.

politique servaient d'interlocuteurs ou de médiateurs et des *caciques* travaillant plutôt en tant qu'éleveurs ou commerçants dirigeaient l'économie locale.

Cependant, les ressources municipales étaient gérées par le cœur de la municipalité à Martínez de la Torre et, n'étaient pas toujours bien réparties entre les localités et les « congrégations ».

Les leaders politiques locaux et les organisations pro françaises ont bien réussi à obtenir le pouvoir pour administrer les ressources. C'est ce caractère d'autonomie que prend San Rafael qui est important, car il rentre dans le cadre de la loi des réformes des « us et coutumes ». L'élite sociale défend une identité et une tradition, et en même temps elle obtient une certaine autonomie politique, lui permettant de créer une histoire propre en tant que municipe et le gérer. Cette identité, cette culture et cette histoire tourne autour de la francité, de la migration française, de la construction de San Rafael par les migrants. De ce fait, les leaders politiques, les organisations culturelles, les élites locales imposent leur interprétation de l'identité française. Ceux-là défendent une culture française depuis les années 80, avec une explosion de celle-ci dans les années 90, et encore plus entre 2000 et 2003 avec la municipalisation et les demandes de nationalité qui ont suivi.

Ces dernières années, les leaders politiques affirment de moins en moins leur francité et se montrent plus neutres. Ils ont besoin de maintenir un consensus avec les populations et respecter les identités et coutumes de toutes les populations s'ils veulent être élus. Ils doivent représenter l'intérêt général. Pour cela, ils multiplient les alliances et les accords avec des organisations politiques notamment à partir de 2010, car le seul groupe de descendants de français n'a plus suffi aux leaders politiques locaux pour se maintenir au pouvoir. Très souvent, les descendants de français ont soutenu les candidats du *PRI* d'origine française, membre de leur groupe, reconnaissant en eux les candidats légitimes, capables de défendre les intérêts des descendants et de s'entendre avec les représentants de la France. Ce basculement politique qui a commencé en 2010, où des turbulences sont venues modifier cette habitude, délaissant le candidat favori des descendants. Puis, lors des dernières élections en 2013, cette nouvelle dynamique qui s'était partiellement installée en 2010 se renforce, et le jeu du pouvoir tourne. Le *PRD* remporte les élections, ce qui met fin à ce que les opposants aux *PRI* et à l'élite pro française appellent « la fin de l'âge d'or des *francesitos* de San Rafael⁶⁷¹ ».

671 Analyse dans le dernier chapitre de la partie III.

Les descendants de français ont réussi à s'approprier du gouvernement local en créant le municipe de San Rafael, grâce aux négociations et débats avec le gouvernement fédéral et l'état de Veracruz, les gouvernements locaux de Tecolutla et de Martínez de la Torre, et à la formation d'une alliance avec le *PRI*. Ils ont profité des changements politiques comme toutes les autres communautés mexicaines. Elles récupèrent la gestion du gouvernement local, l'autonomie partielle, et revendiquent une identité en partie réinventée. En revanche, la rupture politique de 2000 n'a pas fondamentalement changé la vie des populations. Les inégalités et les discriminations persistent. Pour San Rafael, il s'agit d'une élite franco-mexicaine qui a réussi économiquement et politiquement au niveau local. Elle a su profiter d'un changement politique pour revendiquer une identité, utile pour le développement social du municipe. San Rafael est un cas qui permet de comprendre les structures de l'État mexicain et la création d'un nouvel État du Mexique, mais également d'observer que les lois et les réformes, spécialement conçues pour les communautés indigènes, ont également servi à des populations d'origine « latino-européennes ».

c- L'utilisation stratégique des identités multiples

Le développement agricole et touristique de San Rafael ainsi que la réputation de « travailleurs » des descendants ont pu largement aider la revitalisation de l'identité française. Il n'y avait aucun intérêt de la part de l'État mexicain à les déposséder de cette identité qui leur était si chère. Les politiques culturelles avaient un but largement politique et économique car elles ont généré un cadre spécifique pour les populations qui revendiquent leur origine, comme c'est le cas des descendants de français de San Rafael. La revitalisation pro-française est imbriquée dans un contexte particulier, mais elle cache de nombreuses stratégies et une responsabilité du multiculturalisme néolibéral.

L'État a lui-même provoqué des fragmentations sociales à cause des réformes néolibérales. Ce contexte a permis en même temps à des leaders politiques locaux de pénétrer le pouvoir tout en défendant une identité et une autonomie politique, devenues rentables. San Rafael est devenu municipe. Les leaders politiques locaux peuvent entrer dans une course aux urnes. La municipalité gère les services publics, les ressources et les subventions. Les associations obtiennent des financements pour organiser des événements au nom de la tradition et de la culture. Certains descendants ont récupéré la nationalité française, même si pour beaucoup son utilité reste minime et est surtout devenue importante sur le plan symbolique.

Pourtant, les descendants de français ne nient pas être Mexicains et ne sont pas prêts à délaisser leurs droits ni à renoncer à leurs privilèges de citoyens mexicains, vivant pour la plupart dans des conditions assez bonnes par rapport à d'autres populations du reste du pays. L'utilisation multiple de l'identité et de la tradition, le fait d'être Français, d'être Mexicain ou d'être Franco-mexicain, est utilisée comme un outil, que les descendants vont exhiber, selon leurs propres intérêts et objectifs à des moments et dans des contextes précis. Par exemple, le recours à l'identité française leur permet de négocier et d'établir de nouvelles relations sociales, comme ils ont pu le faire tout au long de leur histoire.

La plupart des descendants, défendent « l'ancien temps », comme s'ils ressentaient une nostalgie pour le passé, celle de la « tradition véritable ». Ce retour aux sources⁶⁷² est aussi une manière d'oublier la crise. Souvent en période de crise, les individus se sentent oubliés par leur nation, ils délaissent leur identité nationale contraints à trouver des alternatives, et préfèrent se retourner vers une identité régionale, ce qui peut donner un sens à leur vie. Ils reviennent aux sources pour continuer à exister en réclamant et en affirmant une expression culturelle, car ils sont séduits par leur identité ethnico-linguistique ou culturelle. Ces extraits sélectionnés dans des entretiens⁶⁷³ en sont des exemples. Les descendants parlent sans cesse du passé et se le représentent comme étant un paradis qu'il faut retrouver, car l'époque qu'ils vivent est trop difficile, trop différente, presque insupportable.

672 Hall appelle ces nouvelles tournures de revendications, de défenses de l'identité et de la culture « des nouvelles formes d'organisations socioéconomiques toujours plus décentralisées ». C'est-à-dire une forme d'incorporation et d'appropriation de la différence. Il existe en permanence dans ces nouvelles formes de représentations de soi une rivalité entre l'identité régionale et l'identité nationale, entre l'ancien et le moderne. Finalement, elles servent et appartiennent au discours hégémonique globalisant*, qui défend l'idée d'une nation une et indivisible, mais qui se doit de respecter les différences. Ref. *Op. cit* Hall, 1991.

673 Travail de terrain. Carnet de bord, 2010-2012.

« C'était mieux avant, on se réunissait entre membres d'une même famille pour prendre un café et des gâteaux.

On préparait à manger et on se répartissait la nourriture entre tous.

Si une famille tuait un animal comme un cochon, elle préparait la viande ensemble et la répartissait entre tous.

On mangeait plus sainement qu'aujourd'hui.

Les gens faisaient des crèmes et des fromages, du pain, et de la bonne nourriture, de très bons repas.

Aujourd'hui, on ne se voit plus, on sort moins, c'est chacun chez soi, c'est à peine si on se dit bonjour.

Les gens étaient beaux en dedans et en dehors.

Tout le monde devait s'habiller élégamment.

Les jeunes filles confectionnaient elles-mêmes de belles robes et de beaux habits.

On allait au bal et aux fêtes pour danser et s'amuser de manière raisonnable et élégante.

Maintenant, les gens s'habillent de manière vulgaire et déplacée.

La jeunesse a sombré dans la débauche, elle ne sait plus s'amuser sans alcool, on le voit bien lors des fêtes du carnaval.

Les gens travaillaient beaucoup plus avant, surtout pour le bien de tous et pour que le village progresse.

Les femmes travaillaient surtout à la maison. Elles allaient laver le linge près du fleuve. Les hommes s'occupaient des champs.

Nos ancêtres luttèrent pour la culture, pour les bonnes manières, pour les traditions. Ils ont grandi ensemble dans le but de vivre unis et dans l'entraide.

Le fait de penser à nos ancêtres et de ne jamais les oublier, c'est si beau. Ils ont toujours voulu conserver les traditions donc on doit continuer à le faire pour eux.

Ils étaient si vaillants, intègres avec une personnalité incroyable, préparés à toutes épreuves. Ils avaient une attention particulière pour leur famille et la culture. »

L'élite locale devient la gardienne ou la protectrice de l'identité et de la tradition. Les discours sur l'identité prônant l'unité des Français de San Rafael sont des stratégies pour protéger leurs intérêts personnels et leur pouvoir. Le discours d'union collective entre tous les descendants de français permet d'exclure tout ce qui ne représente pas, aux yeux de l'élite, la francité. L'intérêt collectif de revendiquer une identité locale, une histoire, une culture se transforme en intérêts personnels d'un groupe restreint.

Ces discours sont validés par les autorités municipales parce qu'elles ont besoin du groupes des descendants, les plus élitistes, les plus riches et les plus influents dans la région pour espérer être élues⁶⁷⁴. Le pouvoir local et le groupe dominant des descendants de français est en constante relation pour espérer maintenir le contrôle. Souvent les exclus réagissent en utilisant d'autres stratégies, en allant vers des organisations politiques ou en s'associant à d'autres leaders pour contrecarrer le pouvoir de l'élite. Mais, ceux- là, les opposants ou les habitants considérés anti-français, sont rapidement qualifiés comme des personnes « retardant l'évolution » et « empêchant l'unité sociale de San Rafael ».

Les descendants de français pensent être unis par des liens sacrés pour conserver le passé. Cependant, il est difficile de croire qu'il existe une homogénéité et une unanimité entre les membres des descendants comme le prétendent les discours unificateurs : « nous sommes unis par le sang de la noble et belle famille française ». Par exemple, si un descendant de français est diplômé de l'université et de famille modeste, mais ne trouve pas de travail stable et se débrouille en faisant des petits boulots, il pourra clamer haut et fort qu'il est Français et possède la nationalité, « je suis descendant et j'ai du sang français qui coule dans mes veines et j'en suis fier⁶⁷⁵ », mais il ne pourra pas accéder à de meilleures conditions de vie par le seul fait d'être Français, puisque malheureusement, sa situation sociale l'exclut des relations de pouvoir.

Ces personnes d'origine française ou de nationalité française ne seront pas reconnues par les autres membres comme faisant parties du groupe de Français et encore moins par l'élite sociale, car ils ne remplissent pas les critères sociaux leur permettant d'avoir accès aux réseaux de l'élite. Néanmoins, ils peuvent utiliser cette origine et leurs documents prouvant leur nationalité comme une marque de différenciation vis-à-vis des autres franco-mexicains n'ayant pas la possibilité de la réclamer ou face aux non-descendants, et même auprès des personnes issues de la même classe sociale qu'eux. En effet, l'origine et la nationalité sont des marques d'une hiérarchisation de la population, mais celles-ci ne pourront pas être utilisées de manière efficiente contre des gens d'une classe sociale plus aisée.

674 Fonctionnement valide jusqu'aux dernières élections.

675 Entretien avec N°26, intérimaire et diplômé. Carnet de bord, travail de terrain, mai 2011. San Rafael (').

En somme, l'idéologie néolibérale est pensée pour que les individus soient libres et puissent s'autodéterminer* et s'autogérer, mais elle génère de nombreuses inégalités. Les individus vont se différencier entre eux et en exclure certains, tout en défendant par le discours une unité, en tant que membres d'une nation ou d'une région, qui protège un patrimoine, une histoire, une tradition. Ces éléments deviendront essentiels à conserver car la défense des ethnies ou des groupes culturels spécifiques est devenue une manière de s'exprimer, de lutter et de négocier. L'idéologie multiculturaliste cherche donc à accepter toutes les différences mais en même temps, elle cache des discriminations et des exclusions. À travers ces unions d'hommes et de femmes, de groupes différents, cette « idéologie hégémonique⁶⁷⁶ » continue de soutenir le capitalisme et de creuser l'écart entre les différentes classes sociales⁶⁷⁷.

Si le multiculturalisme néolibéral a provoqué une plus grande fragmentation des classes sociales au niveau de la société, il est important de comprendre comment il a agi et divisé les groupes sociaux à San Rafael. Nous souhaitons analyser les comportements sociaux et les conséquences des discours sur l'identité dans les relations de travail, qui sont utilisés pour hiérarchiser les populations, et basés sur des différenciations physiques et économiques ou des jugements moraux.

676 *Op. cit.*, Žižek, 2010, p.77.

677 Ref. Macip R., 2008.

CHAPITRE VIII :

ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :

LA FACE CACHÉE

D'UNE COLONIE FRANÇAISE

Le chapitre précédent a mis en perspective les limites du multiculturalisme néolibéral. Nous avons voulu montrer qu'il ne s'agissait pas d'un traitement exclusivement réservé aux communautés autochtones. Les descendants de français, considérés comme une « minorité » au Mexique, ont bénéficié du même régime que les autres communautés sans n'avoir rien réclamé au préalable. Nous voulons à présent discuter comment les identités sont traversées par des discours ethniques et de classe sociale. Dans le chapitre V, nous avons mis en lumière la relation entre le racisme et la culture française où l'exclusion s'appuie sur des discours aux caractéristiques culturelles et raciales en opposition aux Mexicains. Il s'agira ici de mettre en relation la discrimination de classe et l'utilisation de l'identité dans les relations professionnelles. En effet, cette étude basée sur des méthodes ethnographiques et anthropologiques a souhaité démontrer comment s'établissait la relation entre le travail et l'identité. Pour les habitants de San Rafael, comme dans d'autres villages agricoles, le rapport à la terre a toujours été prépondérant tout au long de leur histoire. Cependant à San Rafael, les références culturelles vont être associées à une logique et à une division dans l'espace professionnel.

Ce chapitre sera traité selon deux points essentiels. Le premier considérera la hiérarchisation des groupes sociaux dans le monde du travail, exercée indirectement par les élites sociales en fonction des origines sociales et de filiations. Le deuxième concernera le discours « mytique » sur les travailleurs français favorisant la séparation des groupes sociaux et les préjugés. La thématique des subjectivités d'infériorité et de supériorité sera abordée pour comprendre comment les habitants se caractérisent et se différencient ethniquement. Les descendants de français ont cherché un « référent non métis » pour s'assimiler à la nation multiculturelle et d'une certaine manière pour se mobiliser ethniquement, si l'on considère possible l'existence d'une « ethnie française » dans un pays multiculturel comme le Mexique.

A-LA HIÉRARCHISATION DES GROUPES SOCIAUX

L'identité locale revendiquée par les descendants de français de San Rafael possède des caractéristiques culturelles spécifiques et un attachement profond pour la langue française. Ces particularités ont permis une réconciliation entre les descendants et la France, ainsi qu'un retour sur leur passé avec lequel ils avaient rompu le lien. Celle-ci leur a permis aussi de répondre en partie à la crise économique des années 80, même s'il existe toujours des désaccords et des inégalités au sein de la société. Ce qui est important de souligner ici résulte de l'identité « française » défendue par les descendants, car cet éloge à la France s'est également immiscé dans les relations de travail. Cela a provoqué la congestion de la société de San Rafael, allant même parfois jusqu'à une fracture de celle-ci, à travers l'amoncellement d'idées préconçues sur les Français et les Mexicains, nuisant au développement de la société et isolant certains groupes sociaux.

1- La division des rôles et des labours : une domination française ?

Au XIX^e siècle, la colonie française avait déjà été propulsée par une volonté politique de développer le pays et les projets migratoires avaient été soutenus par le gouvernement mexicain. Porfirio Díaz et son gouvernement étaient également déterminés à consolider un État-nation à travers les politiques coloniales.

Le désir de Porfirio Díaz de moderniser le monde paysan mexicain « arriéré » fut un motif pour donner des contrats à des immigrants afin qu'ils puissent venir vivre dans des zones rurales. Díaz réussit à réaliser ce rêve grâce à l'admission au Mexique de migrants européens avec des fonds agraires qui leur permettaient d'établir leurs propres entreprises agricoles orientées vers les relations de marchés capitalistes⁶⁷⁸.

Tout au long du XIX^e siècle, les Français ont donc développé la colonie autour de projets économiques agricoles et commerciaux, notamment par l'intermédiaire des vice-consuls, comme Camilo Castagné⁶⁷⁹, chargés de négocier avec les autorités mexicaines et d'assurer le développement commercial. Des événements historiques sont venus bouleverser l'équilibre de la colonie, comme par exemple l'Intervention française en 1863. Celle-ci a perturbé l'organisation du travail, car certains paysans utilisés comme main d'œuvres, ont été enrôlés dans l'armée mexicaine ou ont préféré fuir la contrée de Jicaltepec. Les colons français ont effectivement pu développer le commerce et l'agriculture dans la région et s'enrichir grâce à l'aide de la main d'œuvre mexicaine, très peu mentionnée dans les ouvrages historiques traitant de la migration française.

678 McDonald James. H., "Formación de la identidad étnica entre los inmigrantes italianos en México" dans *Relaciones. Estudios de Historia y sociedad*. Vol XVIII-N° 71-Verano 1997. pp. 159-199. p.164.

679 Cf. Chapitre I.

« ...les uns cultivateurs sont devenus des soldats et d'autres sacrifiant, pour se soustraire à l'enrôlement, leurs plantations et leurs récoltes, sont allés planter leur tente sur des rivages moins disgraciés. Cette émigration, en réduisant des 2/3 le nombre de Mexicains sur lesquels on pouvait compter pour l'exploitation du sol, a non seulement produit une diminution de la masse habituelle des récoltes, mais a provoqué en outre une atteinte sérieuse au commerce de Jicaltepec⁶⁸⁰. »

Même si les colons perdaient une main d'œuvre précieuse, l'Intervention française⁶⁸¹ leur a permis de redynamiser une identité collective basée sur l'amour de la France et le travail. Cette relance patriotique est fondée sur une critique des autorités mexicaines accusées de menacer les colons français et de créer une haine contre les étrangers, sur la grandeur de la France et sa capacité à développer San Rafael à travers la colonisation européenne. Même si, après la chute de Maximilien d'Autriche, certaines familles françaises en sont ressorties abattues, ruinées et mal vues par les habitants de la localité⁶⁸², parfois considérées comme des usurpateurs, d'autres ont continué à profiter de la main d'œuvre et s'enrichir. L'histoire des Français du Mexique n'a pas toujours bien mis en évidence l'utilisation de la main d'œuvre mexicaine et les critiques faites sur celle-ci. Le cas de la production de la vanille est un exemple flagrant d'exploitation et d'appropriation des ressources agricoles.

Pour générer une production plus importante et une impulsion du commerce de la vanille, les colons ont reçu des aides pour améliorer les chemins. Ils ont ainsi pu économiser du temps pour le transport de la marchandise et développer de nouvelles techniques comme la fécondation* artificielle⁶⁸³, et devenir des négociants. Ils ont également réussi à organiser une infrastructure pour assurer, réguler et contrôler la production et la commercialisation de la vanille afin d'obtenir le meilleur prix.

680 MAE/DAD Nantes México A21 - Sempé le 2 fév 1866.

681 Cf. Chapitre II.

682 Lettre de Joseph Prestot – document Famille Boirin – Jicaltepec – 30 mars 1867. p 122 DEMARD J.C, *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Ed. Dominique Guéniot.

683 Cf. Chapitre I-Partie I.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

Auparavant, ils produisaient plutôt des aliments agricoles destinés à la consommation et procédaient à une vente simple entre producteurs et consommateurs. Les colons français ont fortement développé le commerce de la vanille, malgré la concurrence des planteurs de Papantla, ce qui a formé une élite de planteurs. Celle-ci a permis le développement d'une économie plus libérale, la formation de propriétés individuelles gérées en famille⁶⁸⁴, chacun d'entre elles en concurrence sur le marché, et la diversification des activités agricoles.

Cette volonté de commercialiser a été renforcée par les projets de migration que les gouvernements français et mexicain prônaient, car le nombre de commerçants arrivés à la colonie entre 1856 et 1901 a augmenté. Dans la seconde moitié du XIXe siècle, ils ont eu plutôt tendance à favoriser les hommes célibataires et les commerçants, pour blanchir la population et développer le commerce avec l'étranger. Le gouvernement mexicain n'avait pas obtenu satisfaction de la part de la population migrante. Celle-ci voyageant en famille, ne s'était pas activement « mélangée » avec les Mexicains et les campagnes ne s'étaient pas développées autant que le prévoyaient les projets migratoires.

À partir de ce moment-là, l'agriculture à Jicaltepec et à San Rafael s'est prêtée à deux jeux économiques. Le premier a converti les populations en des producteurs dits « autochtones », installés à Jicaltepec bien avant l'arrivée des colons, lesquels considérés comme des « êtres arriérés », devaient moderniser leur agriculture grâce à l'arrivée d'Européens et améliorer leur « race » à travers le métissage. Le deuxième a usurpé aux travailleurs locaux leur source et leur force de travail, dans les zones dites de « modernisation » comme San Rafael, pour les initier au processus d'exploitation que prônait le libéralisme en réorganisant les espaces de production et d'autres liés à la vie sociale. Grâce à cette rupture, l'organisation du travail de la société locale s'est complètement transformée, parfois en excluant ou, du moins, en réduisant l'accès aux richesses à certains groupes sociaux ou à certains secteurs de la société.

684 Cf. Wolf Eric R., *Las luchas campesinas del siglo XX*. Première édition en espagnol 1972. Siglo XXI editores. Première édition en anglais 1969, 1969 by eric r. wolf, par harper and row publishers (New York). Titre: "Peasant wars of the twentieth century". pp. 13-76. p.37.

Au XXe siècle, malgré la traversée difficile de la Révolution Mexicaine, des cas similaires sont réapparus. Cette exaltation du travail « à la française » et de la réussite sociale sont mises en avant. En 1947, dans son récit, Bernot⁶⁸⁵ décrit les habitants de San Rafael comme travaillant « avec enthousiasme et honnêteté », « pleins de confiance » et « s'efforçant d'améliorer la situation ». Il ajoute que la majorité des habitants de San Rafael sont « persévérants » avec un « esprit progressiste », travaillant pour « le progrès » du village. Bernot laisse entendre qu'il existerait une minorité d'habitants moins travailleurs. Il insiste aussi sur l'héritage « des vertus paternelles » liées à la passion du travail. De nombreuses personnes auraient créé « un bon capital grâce à leur travail, leur intelligence et leurs propres efforts ». Enfin, il exalte la réussite des Français, en leur adressant ce message à la fin de son ouvrage :

à tous les descendants de ces hommes vaillants, entreprenants, qui ont fondé la colonie de Jicaltepec-San Rafael, nous devons conserver le souvenir de ceux qui ont pris part à cette grande œuvre ; continuer à travailler avec courage pour le progrès de San Rafael, et pour la croissance de ce pays, en suivant l'exemple que nous ont légué nos ancêtres⁶⁸⁶.

À cette époque, certains descendants de français ont effectivement largement constitué un capital et intensifié la production agricole. Par exemple, le 28 mars 1945, le Président de la République Ávila Camacho et le maire de Martínez de la Torre, descendant de français et vivant à San Rafael, inauguraient l'édifice de la Banque Nationale de Crédit *Ejidal*. Cette banque était destinée à créer des *ejidos* légalement et à les constituer en des sociétés locales. Un autre exemple démontre la prospérité des descendants de français. Au début des années 50, le gouvernement faisait campagne pour intensifier la production de maïs. Un membre de la famille Capitaine a obtenu en 1951, à l'Exposition Agricole et d'Élevage, à Tezuitlán, Puebla⁶⁸⁷, la première récompense pour la considérable et meilleure production de maïs.

685 Bernot C.E., *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*, Sans date, p. 67.

686 *Ibid.* p. 76.

687 *Ibid.* p. 67.

Or, ce qui n'est pas clairement affiché, c'est qu'ils ont eu besoin et ont utilisé une main d'œuvre⁶⁸⁸ pour produire et gagner plus. L'origine est présentée comme essentielle pour réussir dans les années d'après-guerre entre 1939-45, après le retour d'un personnage, Tío Foncho.

2- Vers un système plus compétitif : une production variable

De nos jours, et encore davantage depuis la crise des années quatre-vingts, la répartition des richesses reste inégale entre les travailleurs, ainsi que celle des emplois ou fonctions exercées dans la chaîne de production agricole. Celle-ci est hiérarchisée selon les ressources et les conditions de vie et les salaires sont complètement disparates. Contrairement au chapitre I⁶⁸⁹, il s'agira de comprendre la division des rôles dans la vie agricole qui contribue à différencier les classes sociales et d'expliquer l'implication de l'identité dans la vie professionnelle des habitants.

Parmi les nombreux agriculteurs propriétaires interviewés⁶⁹⁰, vingt ont ouvert la porte de leur domaine. Ils y emploient de nombreux journaliers/ières, eux-mêmes très souvent propriétaires d'une petite parcelle ne suffisant pas à leurs besoins, et anciens ouvriers/ères et employées de maison. Sur les vingt propriétaires, cinq n'étaient pas d'origine française. Aucun(e) des journaliers/ères ne descendait d'un Français. Les propriétaires vivant dans des lieux isolés utilisent une main d'œuvre familiale et ceux vivant à San Rafael-ville⁶⁹¹ utilisent une main d'œuvre locale. La majorité de ces propriétés se situent dans les « congrégations » du municipe de San Rafael. Elles sont situées entre 2 et 25 kilomètres de San Rafael-ville. La difficulté la plus grande a été de rentrer en contact avec les employé(e)s en dehors du temps de travail et de discuter avec les hommes. Ma condition de femme et ma nationalité française ont rendu le dialogue compliqué avec les employés surtout de sexe masculin, souvent trop méfiants (peur de perdre son travail, peur des « on dit ») et parfois intimidés. Les hommes ont toujours refusé les entretiens en dehors du temps de travail, contrairement aux femmes, plus accessibles.

688 Le dernier chapitre fera l'objet de l'installation difficile de cette main d'œuvre migrante qui a contribué à enrichir les grands propriétaires, décrite de façon péjorative ou mentionnée dans des conflits de terres

689 Le chapitre I a mis en évidence l'histoire agraire de San Rafael afin de comprendre comment les colons français ont obtenu et continué à exploiter les terres.

690 Cf. Annexe 4.

691 Chef-lieu.

a- La vanille

En 1898, il y avait environ une quinzaine de planteurs de vanille à San Rafael. Aujourd'hui pour rencontrer les quatre ou cinq producteurs actifs, il faut se déplacer aux alentours du chef-lieu de San Rafael : à Tres Bocas, Emiliano Zapata⁶⁹² et Puntilla Aldama, trois « congrégations » du municipe de San Rafael. Les producteurs expliquent que la vanille est une orchidée qui pousse dans l'état de Veracruz, dans la région du Totonocapan⁶⁹³. À San Rafael, certains producteurs possèdent la mention « issu de l'agriculture biologique », même si cela est très compliqué. La vanille est utilisée pour faire de la glace, du shampoing, des cosmétiques, des parfums, des bonbons, et pour cuisiner. Elle se plante au pied des arbres dans des lieux humides et chauds, protégés du soleil et de manière à ce que la tige se fixe au tronc. La liane doit grimper jusqu'à 4 mètres de haut. Le bouquet de fleurs pousse à la base des feuilles entre la branche la plus basse et la plus haute, sauf celles situées à l'extrémité de la tige qui sont trop délicates pour se reproduire. Après la fécondation, il est recommandé de couper l'extrémité qui n'a pas de fleur pour laisser place aux branches les plus hautes et touffues pour que les « fruits » croissent davantage. La suppression de ces tiges stériles condense les jus nutritifs dans le « fruit »⁶⁹⁴. La vanille pousse chaque année au bout de trois à quatre ans après l'avoir plantée. D'avril à mai, elle peut être plantée. De février à mai, elle doit être fécondée, car la floraison a lieu au mois de mars. De mai à janvier, elle doit être coupée. La fécondation est une étape délicate et doit se faire très tôt le matin, feuille par feuille, dans un même espace, tous les jours. La récolte se fait en novembre car sinon en décembre la qualité est moins bonne⁶⁹⁵. Il y a deux sortes de vanille qui peuvent se vendre, la verte (achetée entre 30 et 80 pesos le kilogramme aux producteurs) et celle arrivée à maturation, appelée *beneficiada* ou *madura* (vendue entre 700 et 800 pesos le kilogramme sur le marché par les intermédiaires). Le vrai problème est que les producteurs ne savent pas la commercialiser. La vanille souvent verte (il existe deux catégories en fonction de la taille) est livrée à Papantla et à Gutiérrez Zamora⁶⁹⁶, où les planteurs s'associent pour la vendre à des négociants. Elle s'en va ensuite aux États-Unis, au Canada et en Europe, car les Mexicains achètent très peu de vanille, souvent considérée comme un produit de luxe.

692 Cf. Index.

693 Cf. Index.

694 Entretien avec N°120, femme au foyer-agricultrice. Carnet de bord, février 2008, Nautla.

695 Entretien avec N°14, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

696 Cf. Index.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

Pour faire un kilogramme de vanille *madura*, il faut 5 kilogrammes de vanille verte, donc pour les producteurs il s'agit souvent d'une vente quasi nulle, car pour la produire ils dépensent de 80 à 100 pesos par hectare. Ils doivent également payer la main d'œuvre pendant la fécondation et la récolte, environ 120 ou 150 pesos par jour pour chaque employé. Pour féconder 10 hectares, ils ont besoin de 80 personnes, certains parlent même de 50 personnes pour un seul hectare, et pendant la récolte il leur faut environ une personne par hectare⁶⁹⁷.

De plus en plus, ces *ejidatarios* et petits producteurs de vanille, produisant un tiers de la vanille de l'état de Veracruz, souhaitent créer leur propre association de planteurs afin de contrôler un peu plus les prix du marché et être les bénéficiaires directs des aides gouvernementales, même si elles restent minimes⁶⁹⁸. Le produit est intéressant car il offre des alternatives comme la création de figurines ou objets de décoration, la production de liqueur, et huiles et arômes alimentaires, mais il n'est plus suffisamment rentable. La vanille a gardé une place importante à San Rafael car, l'idée que les Français ont découvert un savoir-faire enrichissant une partie de la population française, surtout les négociants, est restée très présente dans les mémoires.

Les descendants continuent de créer une image positive d'eux-mêmes. Ils seraient les gardiens des savoirs agricoles de leurs ancêtres. Cependant, ils ont besoin d'une main d'œuvre pour travailler la vanille. Des employés mexicains auraient eux aussi appris les techniques ancestrales, et donc créé leurs propres petites propriétés, copiant le modèle français. C'est pourquoi, d'un côté, à San Rafael, les anciens producteurs affirment que la vanille a disparu vers 1945 car « non rentable et possédant trop de maladies » et de l'autre, dans les « congrégations », les nouveaux producteurs réclament une reconnaissance de leur travail et de leur savoir-faire en tant que conservateurs des traditions. Cependant, produire de la vanille est devenu de plus en plus difficile, car cela nécessite beaucoup de travail et de moins en moins de personnes connaissent les techniques. Le futur de la vanille reste incertain car il n'y a pas d'intérêt national. À San Rafael, 90% de la production de la vanille a disparu et les pays importateurs s'approvisionnent ailleurs, à la recherche des prix les plus bas.

697 Entretien avec N°38, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael ('). Entretien avec N°7, agriculteur ejidatario, février 2009.

698 Entretien avec N°14, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

Photographie 25

Vanille séchée, Tres Bocas, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2008.

Photographie 26

Plantation de vanille, Tres Bocas, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau et Jesús Bautista 2008.

Photographie 27
Figurine de vanille, Jicaltepec



Sources : © Noémie Pointeau, 2007.

b- La banane

Jusque dans les années 40, les producteurs de bananes étaient dépendant des compagnies marchandes qui venaient récupérer la quantité de fruits qu'elles souhaitaient. Par exemple durant l'année 1938, la *Standard Fruit Co.* envoyait un bateau de 1000 tonnes chaque semaine. Chaque groupe de producteurs appartenait à une petite coopérative, à Pital, à San Rafael, appelé à cette époque Manuel Acuña, et à Paso Largo⁶⁹⁹ approvisionnant les compagnies.

De nombreuses personnes sont arrivées pour travailler ici, chez nous dans la zone, pour charger et décharger les bateaux, ils portaient des sacs de 100 kilos. On avait besoin de gens très expérimentés et résistants. Maintenant on ne trouve plus de personne comme ça pour travailler beaucoup et difficilement. Il y avait aussi beaucoup de tabac qui se faisait à Pital et à Paso Largo, du café d'ombre aussi, et du caoutchouc, tout cela était difficile⁷⁰⁰.

699 Cf. Index.

700 Entretien avec N°38, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

À partir de la construction de la route dans les années 1940, les producteurs ont utilisé des camions pour distribuer la marchandise vers les grandes villes du Mexique. Aujourd'hui, avec environ 2400 hectares destinés à la production de la banane, principalement l'*enano-gigante* (90%)⁷⁰¹, et environ 3200 hectares avec les producteurs affiliés de Vega de Alatorre⁷⁰², Martínez de la Torre, Nautla et Tecolutla, la région occupe la 3^{ème} place au niveau national⁷⁰³. Il existe à peu près 577 producteurs (*ejidatarios*, propriétaires ou locataires) et 15 sites pour le conditionnement du produit⁷⁰⁴. Le processus de production requiert une main d'œuvre assez nombreuse et régulière pour effectuer toutes les tâches.

La main d'œuvre doit préparer la terre pour les 2000 pieds par hectare, déblayer de la plantation les plantes trop vieilles ou stériles et les feuilles mortes, désherber, fertiliser, soigner les plantes malades. Ensuite, quand le gland du fruit sort, il faut l'attacher à deux fils reliés à un tuteur pour éviter que le vent ou le poids ne rompe la plante. Une fois que le régime entier est assez gros, il faut l'emballer avec un gros sac plastique qui crée un espace thermique. Cela lui donne une belle coloration, le protège du soleil et des produits chimiques. En été, le régime met environ 2 mois et demi pour arriver à maturation et 3 mois en hiver, mais généralement il est coupé avant. Tous les huit ou dix jours, il faut injecter dans la plantation des produits car une feuille de banane naît environ chaque semaine, donc il faut protéger l'ancienne et la nouvelle feuille. En été, les régimes sont coupés tous les huit ou dix jours et en hiver tous les quinze jours. Une fois coupé, les régimes sont suspendus à des crochets pour enlever les fleurs du fruit. Le régime est coupé en plusieurs morceaux, puis il est immergé dans un liquide pour rendre le fruit plus brillant. Les fruits sont ensuite mis dans des caisses, chargées directement sur place, afin d'être acheminées dans les grandes villes du Mexique, dans des chambres de mûrissement⁷⁰⁵.

À San Rafael, la production est réservée au marché national⁷⁰⁶ destinée aux villes de Puebla, de Tamaulipas⁷⁰⁷, de Mexico DF, de Monterrey⁷⁰⁸ ou aux états d'Hidalgo⁷⁰⁹ et de Guerrero⁷¹⁰.

701 Entretien avec N°13, ingénieur. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

702 Cf. Index.

703 Entretien avec N°13, ingénieur. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

704 Revue *Veracruz de Ignacio de Llave – Gobierno de Estado SEGOB, San Rafael*, año 2 – número 3, octobre 2006.

705 Notes. Travail de terrain, visites des plantations février 2009 et mai 2011 (').

706 Entretien avec N°13, ingénieur. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

707 Cf. Index.

708 Cf. Index.

709 Cf. Index.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

Pendant la période de froid, de novembre à février, le fruit prend une couleur café accompagné de tâches et, le marché international ne souhaite pas acheter un fruit considéré comme non commercialisable, même s'il est très sucré, et encore plus pendant cette période⁷¹¹.

Pour produire un hectare, il faut un journalier et demi. Les jours de conditionnement, la production requiert de 2 journaliers par hectare. Dans la zone de l'état de Veracruz, le travail de la banane représente 15 000 emplois par jour pour 13 000 hectares. À San Rafael, il faut entre 3600 et 4800 journaliers par jour⁷¹². Ils sont payés environ 120 pesos par jour, parfois 150 ou 180 pesos les jours de travail au conditionnement. C'est un produit peu cher, de 0.80 centimes de pesos à 1.20 pesos le kilogramme, très consommé au Mexique pour ses valeurs nutritives.

Cependant, la banane est assez fragile. Elle nécessite sans cesse des produits fertilisant la plante et des produits chimiques pour lutter contre les maladies. Les producteurs acceptent difficilement l'agriculture biologique car elle demande de nombreuses autorisations. Ces plantes résistent peu en cas de cyclone, de pluies ou de vents extrêmes. En 1972, un groupe de 35 planteurs de banane dont 25 descendants de français, de San Rafael et des congrégations alentours, de Jicaltepec et de la Peña, municipale de Nautla, décident de s'unir pour former l'Association Agricole locale de San Rafael. Cette association est la maison-mère de 7 associations dans l'état de Veracruz, de Tlapacoyan jusqu'au sud⁷¹³. Elle a été créée car une maladie a attaqué les plantations de toute la région. Pour lutter contre celle-ci, ils ont été obligés d'utiliser un produit appelé *citrolina*, une huile émanant du pétrole. Pour cela, ils ont dû obtenir une autorisation, passant éminemment par une association. Le groupe fondateur est resté pendant vingt-cinq ans à la tête de cette association, créant ainsi un distributeur de produits destinés à l'agriculture (engrais et produits chimiques) moins chers que dans le commerce, tout en collaborant avec les laboratoires (quinze au total). Plusieurs maladies successives sont venues toucher les plantations en 1984, puis en 1996, ce qui explique aussi les changements de cycle agricole, d'une variété à une autre, ou d'un produit à un autre⁷¹⁴. Actuellement, l'association compte 500 membres et depuis 2006⁷¹⁵, se sont associés les producteurs d'agrumes, de fleurs et de fruits (principalement orange, citron, pamplemousse,

710 Cf. Index.

711 Entretien avec N°13, ingénieur. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

712 *Ibid.*

713 *Ibid.*

714 *Ibid.*

715 *Ibid.*

haricots verts, tomates, pastèque). L'association souhaite améliorer les conditions de vie et de production de ce groupe de producteurs.

Les membres fondateurs pensaient réaliser des ventes en commun, créer un fonds social, promouvoir l'organisation des sociétés de crédit, obtenir des créances, établir des entrepôts de vente, mais aussi gérer des bourses d'études pour les enfants des producteurs, promouvoir la construction de travaux publics telles que des écoles, des jardins, des salles de sport et coopérer pour la recherche agricole. Actuellement, l'association gère la documentation auprès du Ministère de l'agriculture et négocie les éventuelles aides gouvernementales pour augmenter le rendement ou en cas de sinistre. La plupart des plantations ne sont pas assurées car le coût des assurances est très élevé, mais ils reçoivent une petite rétribution en cas de sinistre. Par exemple, en 2007, lors du passage d'un ouragan, ils ont reçu 3600 pesos par hectare, mais il faut savoir que pour produire un hectare il faut 45000 pesos⁷¹⁶. Ce processus productif permet de comprendre les particularités socio-économiques des journaliers et des propriétaires producteurs.

Le groupe de descendants de français bien intégrés dans la région a réussi à réunir de nombreux producteurs et à créer un commerce de la banane en utilisant les nouvelles technologies comme les nouveaux transports et les produits chimiques. Ils ont aussi pu développer cette production grâce à la main d'œuvre. Les journaliers ont un travail précaire car ils dépendent de la production et du climat. Leur activité leur permet seulement d'acheter des produits alimentaires et de consommation nécessaires à leur survie. Ils n'arrivent pas toujours à payer des études à leurs enfants au-delà du collège. Pour contrecarrer ce manque, les journaliers/ères cumulent plusieurs emplois, comme employé(e), domestique, nourrice, jardinier, *ejidatario* et comptent aussi sur leurs enfants adolescents pour aider au foyer. Les patrons producteurs sélectionnent les journaliers chaque matin sur une place en fonction des besoins, quantité de bananes à couper et à charger. Plus ils choisiront de journaliers, plus le salaire sera maigre pour eux. Ils n'offrent aucune sécurité sociale ni rémunération supplémentaire liée aux dangers des produits chimiques ou aux accidents de travail.

⁷¹⁶ *Ibid.*

Photographie 28

Plantation de bananes, El Ojite, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2008.

Photographie 29

Régime de bananes, El Ojite, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2008.

c- Les agrumes

Dans les plantations d'agrumes, l'exploitation des journaliers est double : soit ils travaillent pour 120 pesos par jour, soit ils travaillent un peu plus pour espérer gagner plus mais doivent récolter davantage. Ils travaillent généralement de 8h à 15h. La récolte d'agrumes est non mécanisée. Dans la région de Martínez, il existe environ 5000 hectares de citrons verts⁷¹⁷. Chaque journalier récolte 30 caisses de citrons de 15 kilogrammes par jour. Les quantités varient selon les saisons et le nombre de journaliers disponible. Pour travailler un demi hectare de citron, il faut environ un journalier à temps complet pour effectuer diverses tâches, récolter et trier les citrons selon quatre catégories⁷¹⁸, traiter tous les 15-20 jours (12 fois à l'année), fertiliser, couper les vieilles branches, retirer les feuilles sèches, désherber etc. et, un journalier et demi pendant les récoltes abondantes⁷¹⁹. Le citron est récolté toute l'année, tous les 15 jours, un peu moins entre mai et juillet.

Les citrons de petite taille sont vendus et consommés au Mexique et ceux de gros calibres sont exportés vers l'Europe et le Japon principalement, ainsi que vers les États-Unis⁷²⁰. Les producteurs se réunissent sur une place et vendent à l'intermédiaire le plus offrant. Ensuite, les fruits sont acheminés vers les entreprises de conditionnement, plus de 100 à Martínez de la Torre, dont l'une appartient à un descendant de français, numéro un des ventes du pays, surnommé « le roi des agrumes »⁷²¹. Les petits producteurs, souvent locataires ou *ejidatarios*, n'ayant pas de quantité suffisante pour vendre aux intermédiaires, apportent leurs fruits aux gros producteurs, ce qui leur vaudra de passer par deux intermédiaires, et perdent donc de l'argent sur la vente. À l'inverse, les gros producteurs peuvent ainsi compléter leur chargement en achetant aux petits producteurs. Les prix changent chaque jour selon la récolte. Moins il y a de citrons, plus les prix montent. Les intermédiaires appelés *coyotes*, évaluent la marchandise et proposent un prix par caisse, environ 3 pesos par kilogramme pour le citron, c'est-à-dire 50 pesos par caisse. Selon la quantité, un producteur de citron peut gagner entre 1500 et 3000 pesos par jour, mais il doit aussi payer ses journaliers alors qu'un intermédiaire peut en gagner le double.

717 Entretien avec N°13, ingénieur. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

718 Quatre catégories : empaque, verde, segunda et tercera.

719 Entretien avec N°29, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

720 *Ibid.*

721 *Ibid.* Ce producteur a réussi à obtenir un contrat avec une entreprise de bière mexicaine qui rajoute du citron dans celle-ci et l'exporte au Japon.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

En effet, ceux-là achètent pour revendre plus cher aux entreprises de conditionnement, qui revendront encore plus chers aux usines, marchés et supermarchés du pays ou aux acheteurs internationaux. Une conséquence de ces nombreux intermédiaires est évidemment la montée du prix, par exemple en France, le prix du citron atteindra les 5 euros par kilogramme.

Les journaliers récoltent 40 à 50 paniers d'oranges par jour qui pèsent de 80 à 100 kilogrammes. L'orange est un fruit de saison qui se cueille une à deux fois par an. Chaque hectare peut produire jusqu'à 30 tonnes d'oranges. Les journaliers chargent les oranges dans des petites camionnettes des producteurs afin d'acheminer la production vers de gros camions ou les acheteurs envoient eux-mêmes leurs camions. Lorsqu'elle est vendue à des intermédiaires pour être revendue aux marchés et supermarchés, le prix offert aux producteurs est nettement inférieur et le coût de production est plus élevé. De ce fait, de nombreux producteurs préfèrent destinés les oranges aux usines. Elles sont généralement vendues environ 2 pesos et demi le kilogramme à la principale usine de jus de fruit. Pour la production de l'orange, le fruit vendu à l'usine n'est pas sélectionné car, la quantité est plus importante que la qualité. C'est d'ailleurs pour cette raison que de nombreux producteurs envoient leurs oranges à l'usine (80% de la production) mais aussi parce qu'ils reçoivent une aide gouvernementale, 200 à 400 pesos par tonne d'agrumes s'ils vendent leurs fruits à l'usine via l'association agricole⁷²².

À Martínez, il existe deux usines de jus de fruits dont l'une est la plus importante d'Amérique Latine. Le Mexique consomme très peu d'oranges mais énormément de jus, de sodas. C'est pourquoi, il exporte le produit brut liquide aux États-Unis puis le réimporte en jus reconstitué très sucré en bouteilles ou en briques (sodas, eaux gazeuses, jus de fruits industriels). Dans ces usines, trois services⁷²³ principaux permettent de récupérer l'ensemble du produit sans rien perdre de celui-ci : sélection des fruits, extraction du jus, récupération de la peau du fruit et de la pulpe. Les extracteurs divisent en quatre le produit, le jus (destiné aux firmes internationales de sodas), la peau (utiliser dans les pâturages), l'huile (pour fabriquer des parfums) et la pulpe (pour faire des confitures et des yaourts). Ces machines sont équipées de filtres qui séparent à l'aide de couteaux et de tubes les composants du produit. Enfin, un dernier service est réservé à la pesée (caisse de 20 kilogrammes) et à l'étiquetage des produits.

Chaque semaine, les employés doivent laver l'usine et en cas de pénurie de fruits, ils sont sollicités pour s'occuper du rangement, de la peinture et du nettoyage des salles de travail. Les

722 Entretien avec N°13, ingénieur. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

723 Entretien avec N°75, ouvrière de production. Carnet de bord, mai 2008, San Rafael.

ouvriers travaillent 8 heures par jour et l'entreprise fonctionne 6 jours sur 7, parfois même le dimanche, car il y a trois équipes de travail. En mai, l'usine récupère beaucoup de pamplemousses et d'oranges, puis en été l'ananas. L'utilisation du citron est plus régulière car ce n'est pas un fruit de saison.

Chaque jour, les ouvriers gagnent environ 170 pesos. Avec les jours « extra », cela leur fait un salaire de 800 ou 900 pesos par semaine. Il y aurait environ 700 employés (ouvriers, comptables, vigiles, chefs de ligne, agents de maintenance) qui travaillent dans ces usines et environ 2000 tonnes de fruits qui arrivent chaque jour⁷²⁴. Toutes les 5 minutes, ils déchargent 10 tonnes contre 40 minutes pour la mandarine. Ils utilisent des casques de sécurité et sont vêtus d'une blouse, d'un tablier, d'une charlotte pour couvrir les cheveux et des bottes. Il n'existe pas de comité d'entreprise mais des syndicats organisés par service défendent leurs groupes. Le manque de solidarité diminue leur efficacité pour défendre les droits des salariés. Ils n'ont pas de congés payés, ni de rémunération en cas d'accident de travail, d'arrêt maladie ou de congés maternité, ni de sécurité sociale.

Encore aujourd'hui, la controverse autour de l'usine de jus de fruit persiste. Ses défenseurs argumentent que les prix de l'usine sont très bons, 650-700 pesos la tonne d'orange et 320 pesos la tonne de mandarine. Sur le marché, l'intermédiaire offrirait un prix nettement inférieur : environ 180 pesos la tonne en période de récolte, parfois beaucoup moins 80 pesos – sachant que pour produire un hectare d'orange, il faut environ 6000 ou 7000 pesos par an⁷²⁵. L'intermédiaire peut gagner cette quantité assez rapidement sans rien dépenser. Ses opposants affirment que l'usine pollue beaucoup trop et qu'elle est en train d'exterminer les petits producteurs, mais les défenseurs de l'usine rétorquent : « il est possible que ce soit nous qui polluons plus, mais tu sais, ici, il y a des gens ignorants ! C'est ça les indiens !⁷²⁶ »

724 Entretien avec N°29, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

725 Entretien avec N°14, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, février 2009, San Rafael.

726 Entretien informel, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, 2008, San Rafael.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

Les intermédiaires et acheteurs d'agrumes sont aussi des agriculteurs propriétaires mais de très bons négociants car ils peuvent contrôler les prix de la production des petits producteurs et compléter leur production en faisant ces achats. De ce fait, il existe des hiérarchies entre producteur, producteur-vendeur et producteur-acheteur. Pour pallier à ces problèmes économiques et ces inégalités entre producteurs, ils participent aussi à l'Association Agricole locale de San Rafael et espèrent une régulation des prix ainsi que des aides gouvernementales. Les producteurs doivent aussi faire face à la concurrence des nouveaux pays exportateurs de citrons comme le Brésil et les États-Unis (Floride). Selon eux, pour l'instant, le citron mexicain resterait de meilleure qualité.

Ce processus productif permet également de comprendre les conditions des journaliers et des ouvriers. Chaque jour, ils doivent lutter contre les produits chimiques et les douleurs liés au travail. Ils dépendent encore du climat, des récoltes et des besoins des patrons, ainsi que du marché national et international. Ils sont pour la plupart originaires de l'état de Veracruz, de Puebla, de Querétaro et d'Hidalgo. La majorité des journaliers/ères rencontré(e)s ont seulement pu terminer le collège, certain(e)s n'ont même pas terminé l'école primaire et ne savent ni lire, ni écrire. Ils travaillent plus de 8 heures par jour sous un soleil brûlant et dans une atmosphère humide. Ils reçoivent de temps à autre des aides gouvernementales, 300 pesos tous les deux mois pour acheter des produits alimentaires et 100 pesos pour payer l'électricité⁷²⁷. En 2007, beaucoup de femmes journalières rencontrées étaient mères célibataires, car leurs conjoints étaient partis aux États-Unis ou simplement car elles souhaitaient partir de chez leurs parents. Aujourd'hui (en 2012), de nombreux hommes sont rentrés et ont récupéré les emplois de ces femmes en tant que journaliers, les obligeant à reprendre le travail comme employées de maison, nourrices ou femmes au foyer.

727 Entretien avec N°127, journalière. Carnet de bord, avril 2008, San Rafael.

Photographie 30
Variétés de citrons, Tres Bocas, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau et Jesús Bautista, 2008.

d- L'élevage

Les principaux éleveurs de la région sont descendants de français. Des familles d'éleveurs ont introduit différentes races pour améliorer la qualité des animaux, notamment du Brésil puis plus récemment de la France. L'élevage comme d'autres productions a connu son âge d'or dans les années 1940-50, où des acheteurs de tout le pays, venus du Chiapas⁷²⁸, de Jalisco⁷²⁹, de Tabasco⁷³⁰, venaient récupérer des taureaux⁷³¹. Les éleveurs achetaient, élevaient et commercialisaient le bétail. Ils emmenaient les bêtes à Tezuitlán, Puebla, et México DF, par voies ferrées⁷³², puis partaient vers les États-Unis.

728 Cf. Index.

729 Cf. Index.

730 Cf. Index.

731 Entretien avec N°38, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

732 *Ibid.*

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

Ce commerce était rentable car il ne nécessitait pas ou peu de main d'œuvre. Comme ce marché fonctionnait bien, les habitants qui travaillaient de l'agriculture ont commencé à vouloir être éleveurs « en un an on pouvait devenir un super éleveur⁷³³ ».

Cependant, l'élevage s'est modernisé grâce à l'insémination, ce qui a provoqué une baisse des ventes de bétail à San Rafael et la saturation des marchés au profit des grandes villes du pays. Dans les années 1960, le marché du bétail d'Amérique Centrale a mené une rude concurrence au Mexique. Les éleveurs ont donc tenté de vendre à la place la semence à l'étranger à partir des années 1980⁷³⁴. Les réformes agraires ont endommagé les propriétés. Ceux qui accumulaient des terres agricoles destinées à l'élevage et aux fruits et légumes devaient déjouer les réformes en léguant aux enfants. Certains n'ont pas eu l'audace ou le temps de le faire et ont perdu beaucoup, de 600 hectares ils passaient à 60 hectares (en considérant que sur 300 hectares, il est possible de mettre 500 animaux)⁷³⁵. Pour contrecarrer les crises commerciales, réglementer les prix du marché et du transport de bétail, éviter les vols d'animaux, obtenir des médicaments moins chers, les éleveurs de San Rafael ont aussi fondé une association d'éleveurs autour des années 1960. Les fondateurs étaient des descendants de français, très reconnus dans la région et assez influents. Aucune information supplémentaire sur cette association n'a pu être obtenue, mais il est possible que celle-ci ait aujourd'hui plus de 360 membres dont plus du tiers sont des éleveurs de la région de San Rafael. Plusieurs types d'élevage ont été répertoriés et les éleveurs expérimentent de nouvelles technologies, en collaborant avec la Haute-Saône dans ce domaine.

⁷³³ *Ibid.*

⁷³⁴ Entretien avec N°27, agricultrice propriétaire. Carnet de bord, avril 2011, San Rafael.

⁷³⁵ Entretien avec N°32, agriculteur propriétaire. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

Photographie 31
Élevage San Rafael, 2012



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Carlos A. Fernández Callejas.

Les agriculteurs de San Rafael sont pour la plupart des producteurs agriculteurs propriétaires moyens même s'il existe encore certains grands propriétaires. Comme l'ont révélé les statistiques, il existe plus d'agriculteurs-propriétaires descendants que non descendants. Le graphique⁷³⁶ de la ventilation des catégories professionnelles montre que les non descendants sont majoritairement des journaliers-propriétaires. La différenciation économique entre les habitants est visible mais elle a diminué au cours de ces années de crise. Pour conserver leur leadership, les agriculteurs-propriétaires les plus aisés alimentent alors les projets agricoles et commerciaux. Par exemple, ils s'associent entre producteurs, ils s'adonnent à faire des compétitions entre meilleurs producteurs, ils souhaitent commercialiser avec la France, ils utilisent et s'échangent de la main d'œuvre, ils diminuent le coût des salaires, ils réduisent les emplois etc.

736 Cf. Annexe 5.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

Ces fonctionnements leur permettent de maintenir un discours de domination et d'exploitation, même s'il s'agit moins d'une domination économique qu'auparavant, comme on le voyait dans les années 1940 et 1950, à cause des crises économiques et de la concurrence.

Pourtant, au regard du travail de terrain, la domination tient aussi aux idées véhiculées sur « le français travailleur » et « le mexicain fainéant ». Les descendants de français avancent ces mêmes idées, celles qui affirment que le Français est et reste plus travailleur et honnête que le Mexicain. Les descendants ont donc recours aux discours sur l'origine et la culture pour conserver une supériorité.

L'exploitation de la main d'œuvre, les différences entre gens riches et pauvres, la crise économique et les réformes agraires ont touché de nombreux foyers et ont fragmenté la société de San Rafael et parfois provoqué la rotation des richesses de certaines familles vers d'autres. Afin de contrecarrer cette réalité, il est pertinent pour les sinistrés économiques autant que pour la classe aisée de marquer une différence par l'identité, pour ne pas être assimilés à la classe moyenne ou moins aisée ou pire encore à la classe en déclin.

En d'autres termes, il s'agit d'une guerre du discours, même si, ces discriminations sont bien réelles dans la vie quotidienne et au travail. Les descendants insistent sur une réussite sociale parfaitement accomplie hier et présente aujourd'hui. Cette domination au fil du temps a permis de créer un mythe de la réussite sociale, même si en réalité, elle est due à des conjonctures historiques et économiques complexes. Ce mythe est pourtant ancré dans les mémoires de tous les habitants.

B-DU CULTUREL AU POLITIQUE : LE PRINCIPE DES SUBJECTIVITÉS

L'idéologie multiculturelle a généré des subjectivités et forgé des « identités politiques⁷³⁷ » chez les individus car

« à être des conséquences directes du processus de formation de l'État, la « race » et l'ethnicité, ne doivent pas être comprises comme des identités biologiques ou culturelles mais comme des identités politiques qui génèrent une relation spécifique avec le gouvernement et deviennent un point de départ pour les luttes et les négociations⁷³⁸ ».

En ce sens, l'ethnicité est donc un dispositif politique de l'État car elle a besoin pour exister d'une idéologie et d'une représentation culturelle⁷³⁹. Les descendants de français revendiquent, au même titre que les populations dites « autochtones », une identité essentielle basée sur des formes culturelles comme l'origine, la communauté, la langue etc. Est-il alors possible de considérer la francité défendue par les descendants de français comme étant une revendication ethnique ?

737 Mamdani M., « Beyond settler and native as political identities: overcoming the political legacy of colonialism » dans *Comparative studies in society and history*, oct., 2001, vol. 43, N°. 4, publié par Cambridge University Press, p. 651-664. [Consulté le 23/09/2010]. Disponibilité et accès <http://www.jstor.org/stable/2696665> [en ligne].

738 *Ibid.* Mamdani, 2001 p. 22-23.

739 Cf. Hall S., « The local and the Global: Globalization and Ethnicity » Anthony D. King (dir.), *Culture Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Binghamton, University of New York at Binghamton, 1991, p. 19-39. Disponibilité et accès <http://www.cholonautas.edu.pe/biblioteca.php> [en ligne].

1- « Rien sans travail » : le proverbe français de la réussite sociale

Historiquement, la société de San Rafael a accordé une importance toute particulière à la fonction professionnelle qu'occupe un individu en l'associant avec une origine et parfois même à une physionomie précise. Elle a également mis en exergue une histoire magique⁷⁴⁰ sur l'origine des Français, en rapport avec la réussite sociale et l'accumulation de richesses. Ce mythe, raconté par les descendants, est naturalisé par la différence ethnico-phénotypique racialisée. Les Français auraient davantage réussi socialement et professionnellement car ils seraient intègres, courageux, travailleurs et prévoyants, alors que les Mexicains n'auraient pas progressé dans l'échelle sociale à cause de leurs dépenses démesurées, leurs vices onéreux et leur fainéantise. Le mythe s'est installé progressivement dans les discours et de manière symbolique. Les descendants ont construit un discours à partir de l'histoire migratoire et de la mémoire des migrants. Ils sont vus comme des héros qui ont quitté leurs terres et leur famille, mais grâce à leur courage, ils ont réussi. Ces discours sont renforcés symboliquement par la phrase « rien sans travail » inscrite sur l'écusson de Champlitte à l'entrée de Jicaltepec (en haut à droite de la photographie ci-dessous), répétée en boucle lors des cérémonies du 14 juillet et autres festivités.

740 Cf. Chapitre VI.

Photographie 32
Entrée de Jicaltepec



Sources : © Noémie Pointeau, 2015.

Les descendants affirment que ce sont leurs valeurs personnelles et leur culture qui ont provoqué la réussite des Français, car celles-ci se transmettent comme un héritage mais par les liens de consanguinité. Par conséquent, il serait plus facile pour eux de réussir socialement grâce à leur origine comme l'illustrent ces trois commentaires pris en exemple :

Si les Français n'étaient pas arrivés à San Rafael, le village n'aurait jamais connu un tel développement et ressemblerait aux villages alentours, lieux où les gens ne réussissent pas parce qu'ils ne travaillent pas et sont fainéants. (...) Les valeurs françaises, je les ai apprises de mon grand-père, « pour pouvoir réussir il faut travailler », si tu ne le fais pas et bien, il n'y a pas de progrès, les valeurs sont un héritage, un héritage culturel⁷⁴¹.

Je suis très fière de mon village, parce que nous sommes très travailleurs, grâce à l'héritage français ; ces gens sont arrivés de la campagne française et se sont consacrés aux champs ici aussi, ils étaient si travailleurs, j'ai hérité cela d'eux⁷⁴².

Ils (les Mexicains) ne sont pas intéressés d'avoir une meilleure éducation pour essayer d'être meilleurs, nous (les Français) sommes des personnes qui travaillons. Le peu que nous avons, nous l'obtenons grâce au travail⁷⁴³.

741 Entretien avec N°26, ouvrier. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

742 Entretien avec N°119, retraitée. Carnet de bord, février 2008, San Rafael.

Parfois, certains descendants de français se disent être plus travailleurs, pensent avoir une alimentation plus saine que les Mexicains⁷⁴⁴ et affirment que ces derniers sont restés pauvres parce qu'ils ne travaillent pas assez ou car ils n'ont pas suffisamment d'ambition. Les propos véhiculés autour des différences sociales, culturelles, ethniques et raciales sont les résultats de processus historiques complexes et de disparités matérielles, c'est-à-dire de problèmes socio-économiques⁷⁴⁵.

Les observations ethnographiques ont démontré que les journalier/ère travaillant dans la production de fruits et agrumes de la région n'étaient pas d'origine française. Les seuls descendants payés à la journée rencontrés lors du travail de terrain étaient plutôt des maçons ou des ouvriers de production. Ces travailleurs journaliers ne possédaient pas ou peut-être plus une couleur de peau blanche à cause de l'exposition prolongée au soleil. Ils étaient dans tous les cas exténués par le travail (conditions climatiques, utilisation de produits chimiques, difficultés des tâches à accomplir). Des hommes et des femmes journaliers faisant un travail difficile, comme peut l'être la récolte de bananes ou d'agrumes peuvent gagner chaque jour environ 8 euros. Les journaliers sont effectivement pour la plupart, des descendants de migrants originaires de l'état de Veracruz, de la montagne nord de l'état de Puebla et de Mexico⁷⁴⁶. Ils sont arrivés pendant le boom commercial de la banane dans les années 1930 et, pendant la construction de la route entre 1941 et 1945, permettant une meilleure mobilité interne⁷⁴⁷. Ces migrants sont majoritairement des journaliers, des domestiques, des femmes au foyer, des agriculteurs-*ejidatarios* et des ouvriers qui se sont implantés dans les quartiers de San Rafael, à l'écart du centre-ville et dans les « congrégations » voisines.

743 Entretien avec N°124, femme au foyer. Carnet de bord, février 2008, San Rafael.

744 Par exemple, les Mexicains aiment faire de l'eau de fruits. Il s'agit d'un mélange d'un fruit avec du sucre, de l'eau et des glaçons pour s'hydrater, permettant d'enlever le goût un peu calcaire de l'eau pure. Lorsque l'on a conscience que le kilo de citrons, dans les mauvaises périodes, peut atteindre les 80 pesos, alors qu'une bouteille de coca-cola de 2 litres coûtant 15 ou 20 pesos peut couper la faim et donner de l'énergie, on comprend qu'une famille nombreuse aura tendance à choisir la deuxième option.

745 Cf. Mamdani, 2001, p. 29. Ainsi, faire partie d'un groupe ethnique implique non seulement des différences culturelles mais cela se traduit aussi par des disparités matérialisées.

746 Les enquêtes réalisées avec les journaliers démontrent que la majorité est issue de familles originaires de Veracruz, Puebla, Querétaro et Hidalgo. Pendant le conflit agraire dans les années 90, la presse (AGEV, *Diario Xalapa*, 14 décembre 1990) révèle que les paysans réclamant les terres sont originaires de l'état de Puebla et d'Oaxaca.

747 Cf. Chapitre I.

D'un côté, lors des visites des plantations⁷⁴⁸, il était possible d'écouter en permanence que les Français étaient plus travailleurs que les Mexicains. Des phrases courtes répétées sans cesse alimentant cette idée : « Ils sont pauvres parce qu'ils le veulent bien ! Ils ont ça dans les gènes ! », « Ils sont pauvres mais ils sont heureux avec ce qu'ils ont ! », « Ils sont habitués à mener cette vie-là ! », « C'est ça la culture mexicaine, on ne peut pas la changer ! ». Pour les descendants de français, la culture des « vrais Français » serait différente de celle des Mexicains et ferait partie d'eux-mêmes. Leur culture leur permettrait de prospérer. D'un autre côté, ces phrases laissent à penser que ces travailleurs sont plus résistants à la douleur et au soleil car ils posséderaient une peau très mate contrairement aux Français. En réalité, le mythe du « français travailleur » justifie l'exploitation de la main d'œuvre. Certains groupes sociaux se retrouvent enfermés dans des cases selon leurs origines, leur statut et leur profession, ce qui alimente les conflits et les rejets. Ces discours normalisent les inégalités sociales entre différents groupes sociaux, car ils expriment ouvertement l'idée d'une suprématie de certains individus sur d'autres, tout en cachant la vraie nature des disparités économiques et sociales.

La vie professionnelle à San Rafael s'est construite autour de ces discours, selon lesquels il vaut mieux être français car cela signifierait être plus travailleurs, avoir de meilleures manières etc. Par conséquent, les descendants de français bénéficieraient d'une meilleure vie et d'une éducation de qualité. La population a intériorisé la définition même d'être Français. Les discours les plus récurrents dans les enquêtes de terrain autour de la définition du Français ont été marqués par des expressions comme, être riche, manger à la « française », être très travailleur, avoir un nom français ou obtenir la nationalité, parler le français et avoir une couleur de peau blanche ou « moins colorée » que les Mexicains. Des commentaires pris en exemple démontrent les formes de hiérarchisation entre les « vrais français » (population vivant en France), les « Français d'ici » (les descendants de migrants français), « les Mexicains » (considérés comme autre) et, de différenciation entre le « nous », les Français et le « non nous », les Mexicains.

748 Travail de terrain, visites des plantations février 2009 et mai 2011 (').

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

1^{er} commentaire : la richesse.

Il y a une grande différence entre les Français de là-bas (en France), les vrais Français, parce que ces gens-là sont très travailleurs, l'éducation est très différente de celle d'ici. Ils font plus de choses, ils travaillent beaucoup, la famille est ensemble, unie. Ici il est très rare que tous les gens travaillent, très souvent toute la famille ne travaille pas. Les Français d'ici, sont différents des Mexicains. Il y a une différence de classe sociale car les Français descendants sont plus riches que les Mexicains. Il y a aussi différents cercles de relations sociales entre celui qui a de l'argent et celui qui n'en a pas. Parfois, les non descendants nous appellent « güeritos » (blancs). Il s'agit d'une sorte d'insulte pour nous. On ressent d'une certaine manière une forme d'agression de leur part⁷⁴⁹.

2^{ème} commentaire : les achats – l'alimentation.

Ici nous n'achetons rien, rien de toutes ces choses. Nous mangeons sainement. Moi je vois passer tous ces gens ici, des gens simples, qui reviennent avec des sacs et du coca-cola. C'est ça, la culture mexicaine⁷⁵⁰.

3^{ème} commentaire : le travail.

Cette héritage nous remplit d'orgueil parce qu'il nous montre le travail et la ténacité que nous avons hérités de nos ancêtres⁷⁵¹.

San Rafael est composé de différentes classes sociales, qui établissent entre elles des relations sociales leur permettant d'exister dans un contexte précis, qui est celui de la production de marchandises⁷⁵². Il est important de comprendre que même si chaque groupe de personnes (ou chaque personne) appartiennent à des classes différentes avec des besoins et des plaisirs différents, elles doivent coopérer au quotidien⁷⁵³.

749 Entretien avec N°124, femme au foyer. Carnet de bord, février 2008, San Rafael.

750 Entretien avec N°57, mère au foyer. Carnet de bord, septembre 2010, San Rafael.

751 Prise de notes, Discussion avec habitant. Carnet de bord, avril 2010, San Rafael.

752 Macip Rios R., "Clase y discriminación", en *Ciencia, revista de la academia mexicana de ciencias*, vol. 59 No. 2: 23-31, abril-junio 2008. Consulté le 17/11/09. URL :

http://revistaciencia.amc.edu.mx/images/revista/59_2/PDF/05-614-p23-31.pdf. p.24.

753 *Ibid.* Macip, 2008, p.25.

C'est cela que R. Macip appelle la « lutte des classes », un antagonisme entre différentes classes devant cohabiter, mais ne se réduisant pas à deux classes (ou groupes) opposées, mais en une multitude de fractions de classe. En effet, « les classes sociales se construisent historiquement par leur antagonisme dans le processus de production⁷⁵⁴. » Il est impossible de dire que les descendants exploitent les non descendants ou qu'ils se différencient tous socialement et économiquement des non descendants. Ils ne représentent pas à eux seuls une classe. En effet, il existe aussi des producteurs non descendants qui utilisent une main d'œuvre journalière et des petits producteurs descendants obligés de multiplier leurs activités professionnelles pour vivre et se soigner. C'est pourquoi, la profonde crise que San Rafael est en train de vivre est également liée à une question de classe sociale et ethnique, parfois maquillée sous une forme culturelle.

Cette hiérarchisation et cette différenciation, s'apparentent à une diversification de classe sociale dans un régime d'exploitation⁷⁵⁵, lié au contexte économique néolibéral, qui est dissimulé dans les discours sur l'identité et la culture. Les identités sont donc traversées par des discours de type raciste, ethnique et de classe sociale. Comme l'explique R. Macip, « la discrimination de classe ne peut pas disparaître dans le capitalisme à cause du simple fait que le fondement de celui-ci est marqué par le pillage et l'exploitation de certaines classes sur d'autres⁷⁵⁶. » Il est important de rappeler qu'une société ne fonctionne jamais de manière bipolaire mais bien de façon multi-dimensionnelle⁷⁵⁷. L'idée qui mènerait à voir uniquement des bons et des méchants, des riches et des pauvres, des dominants et des dominés, des Français et des Mexicains doit être rejetée. La différenciation et la hiérarchisation prennent leur source dans l'histoire du Mexique et dans le contexte politico-économique. Toutefois, pour les habitants de San Rafael, c'est comme si la différenciation et la hiérarchisation de la vie professionnelle et sociale avaient divisé la société en deux pôles complètement opposés, avec d'un côté les descendants et de l'autre les Mexicains, alors que les premiers sont aussi Mexicains.

754 *Ibid.* Macip, 2008, p.26.

755 Cf. Macip Rios R., « Clase y discriminación », en *Ciencia, revista de la academia mexicana de ciencias*, vol. 59 No. 2: 23-31, abril-junio 2008. Consulté le 17/11/09. URL :

http://revistaciencia.amc.edu.mx/images/revista/59_2/PDF/05-614-p23-31.pdf.

756 *Ibid.* Macip, 2008, p.31.

757 Cf. Roseberry.

2- Être ou ne pas être Français

À travers les entretiens et les enquêtes réalisés avec les membres des associations, être français à San Rafael tient au fait d'avoir hérité du sang français, « j'ai du sang français qui coule dans mes veines ». D'un point de vue de la représentation sociale, cela signifie avoir hérité du courage des Français, « je suis très travailleur car je suis français ». D'un point de vue juridico-politique, cela leur permet de demander ou de récupérer la nationalité française et d'obtenir un passeport français, « j'ai la nationalité française et un passeport ». Pourquoi les descendants de français ont tenté de reconstruire cette image du français courageux, travailleur, honnête, fort et droit, en opposition aux Mexicains, alors qu'ils sont eux-mêmes de nationalité mexicaine, nés et vivant au Mexique ?

a- Les subjectivités* de l'infériorité

Pour répondre à la question, nous nous appuyons sur un texte de Ricardo Macip, intitulé « Racisme et Super exploitation ... ». Celui-ci traite le sujet des politiques de formation de l'identité « indienne ».

Selon lui, elles se forment dans les « processus de discipline au travail et de différenciation ethnique ». Dans son étude, les producteurs de café (centre de Veracruz) sont identifiés comme des « non-indiens » et les journaliers sont généralement des personnes parlant la langue nahuatl*, mais il ne réduit pas cette société à deux mondes bipolaires. Il affirme dans son étude que le recrutement des journaliers et le contrôle exercés sur eux, s'apparentent au fonctionnement de la vie au travail à l'époque coloniale, à la différence près, qu'ils rémunèrent de nos jours, sous forme d'un forfait : soit selon la récolte ou soit selon la tâche accomplie. Il décrit et explique les formes de violence et d'exploitation infligées aux salariés dans les campagnes qui sont finalement devenues normales et courantes. Il explique que ces travailleurs sont bien des « employés d'entreprises capitalistes, qui produisent des marchandises pour le marché mondial⁷⁵⁸ », et très souvent exploités. Ceci n'a rien d'anormal dans notre ère néolibérale. Cependant, il explicite un point essentiel. Le statut « d'indien » venant s'ajouter à celui de travailleur, reconnu par les producteurs et les employés, provoque une plus grande exploitation. Par conséquent, ils deviennent des travailleurs super-exploités, car « comme ils sont indiens », ils sont supposés supporter le dur labeur et les bas salaires.

758 Macip Rios, Ricardo Francisco. « Racismo y superexplotación : los jornaleros indígenas en el ejército industrial de reserva » dans *Bajo el Volcán*, vol. 7, Núm. 11, sin mes, 2007, pp. 45-60 BUAP, México, 2007. p. 49.

Idéologiquement, ce sont des travailleurs qui vivent pendant la récolte⁷⁵⁹ et nécessitent donc une certaine discipline pour bien travailler⁷⁶⁰. Ils sont constamment mis sous pression : menace de renvoi alors que pour eux le travail est le seul moyen de survie. De ce fait, ils acceptent d'être mal payés et les travaux pénibles⁷⁶¹.

Le langage de l'ethnicité imprègne donc « la rationalité de l'exploitation de la force du travail⁷⁶² » car la notion de supériorité ethnique et de domination se révèle sous plusieurs formes notamment dans les relations de travail. La vie professionnelle est donc structurée économiquement entre ceux qui ont des conditions de vie plus agréables que d'autres mais aussi ethniquement, par la réutilisation d'un vocabulaire archaïque, persuadant ainsi les employés, mal payés pour stimuler la faim et la nécessité⁷⁶³, qu'ils sont « indiens »⁷⁶⁴. R. Macip insiste sur le fait que « l'indien » est pratique dans notre ère néolibérale. Il parle de « nécessité structurelle » car sans lui, le coût du travail serait probablement plus élevé. Bien plus que cela, il s'agirait d'une « construction idéologique » parfaitement réussie⁷⁶⁵.

b- Les subjectivités de la supériorité

À San Rafael, le terme « indien » est moins utilisé que dans les zones où les gens parlent des langues indigènes. Pour autant, il désigne parfois les journaliers et les domestiques. Celui-ci est utilisé aussi pour exprimer des situations négatives ou mauvaises, comme par exemple « Jamais l'indien est parti ! Nous sommes en retard !⁷⁶⁶ ». C'est aussi une façon de signifier de façon péjorative à une personne qu'elle n'est pas française, en faisant référence aux plumes utilisés par les « Indiens » autrefois : « Ah ! Bah, lui au moins on sait qu'il n'est pas français ! Il lui manque seulement sur la tête son aigrette. Où l'as-tu cachée⁷⁶⁷ ? ». En revanche, les personnes ne s'identifiant pas aux groupes des descendants de français vont plutôt utiliser le terme « indigène » comme par exemple, « je suis fière d'être de sang pur indigène⁷⁶⁸ ».

759 « Ce sont des travailleurs qui constituent des segments « flottants » (travailleurs salariés et alternativement au chômage) « latents » (producteurs indépendants) de l'armée industrielle de réserve jetable, dépendant des cycles économiques et de la production ». Macip, 2007, p.54.

760 *Ibid.* Macip, 2007, p. 49-50.

761 *Ibid.* Macip, 2007, p.56.

762 McDonald James H., « Formación de la identidad étnica entre los inmigrantes italianos en México » dans *Relaciones. Estudios de Historia y sociedad*. Vol XVIII-N° 71-Verano 1997. pp. 159-199. p. 185.

763 Violence économique : peur de perdre leur travail, d'être remplacé, et de ne pas réussir à obtenir le minimum pour leur subsistance.

764 *Op. cit* Macip, 2007, p.56.

765 *Ibid.* Macip, 2007, p.58.

766 Carnet de bord. Travail de terrain juillet 2010.

767 Carnet de bord. Travail de terrain mai 2010.

768 Carnet de bord. Travail de terrain juillet 2010.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

Ces situations se sont fondées à partir de deux réalités qui sont liées à la construction et aux changements de l'État mexicain. La première (de nature structurelle) est le résultat de la construction historique du Mexique liée au colonialisme⁷⁶⁹, et la deuxième (de nature conjoncturelle) est la conséquence des politiques néolibérales qui ont appauvri la classe moyenne et favorisé l'exploitation de la main d'œuvre. Comme cela a été expliqué, l'affirmation qui consiste à dire que les Français sont plus travailleurs que les Mexicains permet de signaler une différence mais aussi d'associer ceux-là à des êtres du passé, comme les « Indiens ». Ceux-là maintiendraient le pays en retard ou dans l'ignorance. Ils sont également identifiés comme des êtres utiles malgré tout pour le travail physique, tels des animaux, « ils sont comme ça eux (employés), résistants, ils ont la peau épaisse et foncée pour tenir plus longtemps au soleil et dans les champs⁷⁷⁰ ! »

Cependant, les journaliers acceptent les règles du jeu économique et ses conditions comme s'il s'agissait d'une norme. « C'est un avantage pour les patrons d'avoir des gens qui travaillent bien. Nous avons besoin l'un de l'autre⁷⁷¹. » Les descendants, particulièrement ceux qui possèdent ou louent de grands terrains, ceux qui ont pu se relever malgré les crises et les réformes agraires, ceux qui sont compétitifs sur le marché national et international, réaffirment l'idée que c'étaient eux qui offraient et ce sont eux qui offrent encore à la population une vie professionnelle pour subvenir aux besoins des populations.

La discrimination existe mais elle a été bien plus virulente avant, mais donc... grâce aux gens de sang français qui ont amassé de l'argent, ça donne du travail aux gens modestes, c'est la vérité. Tous ceux qui ont des plantations de bananes et des grandes maisons donnent du travail aux gens qui n'en n'ont pas⁷⁷².

769 *Le colonialisme moderne fait partie du capitalisme sans pour autant être réduit à ce dernier*. Macip, 2007, p. 55.

770 Travail de terrain, visites des plantations février 2009 et mai 2011 (').

771 Entretien avec N° 130, journalière. Carnet de bord, mai 2008, San Rafael.

772 Entretien avec N° 31, femme au foyer. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

L'allusion autour du Mexicain comme étant un être résistant pour le dur travail s'apparente aux discours colonialistes faits sur les « Indiens ». Historiquement, la figure de l'« Indien », surtout entre la période coloniale et la Révolution mexicaine, est perçue comme une personne qui n'a que la force de ses bras pour gagner sa vie. C'est toujours celui qui est identifié comme l'autre, « celui qui est apte pour des travaux domestiques ou un emploi temporaire mal payé⁷⁷³ », mais qui ne se contente de presque rien et qui est heureux comme ça. De plus, la deuxième remarque sur le Mexicain, incapable de générer une source de travail par lui-même, sans l'aide des Français, rejoint aussi des idées colonialistes du XIXe siècle. Il convient de se rappeler les rapports effectués sur les Mexicains⁷⁷⁴, la main d'œuvre et la production agricole, pour évaluer le pays et envoyer des colons français qui mentionnaient les critères suivants : « manque d'ambition et de bras », « lenteur », « paresse », « indifférence » des indigènes », « incapacité des ouvriers », « ivrognes violents » etc. En résumé, le mot « mexicain » et ses adjectifs qui le qualifient sont associés et connotés à des symboles du passé et ne font pas toujours référence à la citoyenneté mexicaine. C'est-à-dire que le mot « mexicain » dans ce contexte et à travers ces discours est utilisé comme « indien » pendant l'époque coloniale.

Ces distinctions à partir de mots issus de l'époque coloniale et du XIXe siècle, sont le résultat d'une supériorité d'une classe sur une autre. Elle est exprimée à travers l'ethnicité, l'exploitation (bas salaire et travail pénible intensif), mais tolérée par les travailleurs n'ayant d'autres choix. Le racisme mexicain s'exerce en partie dans les relations de travail où se fondent des différenciations sociales et raciales.

773 Ref. Macip, 2002, p. 296 en Reyes Kipp A., *Un arroz negro entre los blancos. Etnicidad, tierra y poder en Chipilo*, Puebla. Tesis inédita. Cholula, Puebla, México a 23 de septiembre de 2005. Universidad de las Américas Puebla. P. 104.

774 Cf. Chapitre IV.

3- L'éternel retour aux sources

Les descendants de français ont cherché un référent non-métis, « blanc », « européen », « non autochtone », pour s'assimiler à la nation et de cette manière pour se mobiliser ethniquement. La francité défendue par les descendants de français peut donc être considérée en ce sens comme ethnique. Ils participent à la création et à la régénération de l'État mexicain en tant que nation pluriculturelle, car le gouvernement mexicain a renoué avec l'ethnicité⁷⁷⁵ sous une forme multiculturelle. La construction historique et socio-culturelle de l'indien, du *peón*, du journalier, du Mexicain, de l'Indigène, du Français permet aux individus de s'identifier ethniquement. L'ethnicité repose finalement sur des principes de fragmentation et de la différenciation des groupes sociaux, selon leurs classes, leurs origines, leurs couleurs de peau, leurs habitudes alimentaires, leurs modes de vie etc., à l'intérieur d'un code culturel⁷⁷⁶. Elle est soutenue par des discours de supériorité et d'infériorité, permettant aux classes aisées de conserver la première place dans le secteur agricole et d'exploiter la main d'œuvre, dans le seul but de faire plus de profits. En parallèle, elle permet aussi aux descendants de français de défendre la réussite de leurs ancêtres et de leur peuple, ravivant ainsi l'âme patriotique.

L'ère néolibérale a fragilisé l'économie à San Rafael et a provoqué la fragmentation du groupe des descendants de français. L'hétérogénéité de ce groupe démontrerait qu'en réalité cette identité « mythique » serait basée sur l'exclusion, le clientélisme, la différence de classe ou d'ethnie et serait donc réservée à une certaine élite. De plus, dans les relations de travail, où différents liens et relations secondaires se tissent, où plus-value et exploitation sont maîtres-mots des relations sociales, l'ethnie et la classe sociale font partie intégrante des identifications et donc indubitablement des subjectivités politiques⁷⁷⁷.

L'identité se construit différemment selon les époques, les crises économiques ou politiques. De temps à autre, l'individu a tendance à retourner aux sources, en se repliant sur lui-même, en cherchant une identité « d'origine » plus nationaliste, patriotique et plus fermée ou centrée sur lui. D'autres fois, il rejette les formes de différenciation en s'incorporant dans un semblant d'identité globale, pour essayer de ressembler aux autres.

775 *L'ethnicité se trouve dans un lieu, dans une histoire spécifique. Pour qu'il y ait ethnicité, elle a besoin d'une « idéologie » et d'« une représentation culturelle »*. Hall, 1991, p.19-39.

776 Cf. Reyes Kipp A., *Un arroz negro entre los blancos. Etnicidad, tierra y poder en Chipilo, Puebla*, Mémoire inédit, Cholula, Puebla, Universidad de las Américas Puebla, 2005, p. 19.

777 Cf. *Op. cit* Macip, 2007, p.55.

Enfin, il peut aussi utiliser ces différences pour en faire des particularités, se différenciant des autres pour ainsi se sentir unique. Toutes ces identités respectées dans le multiculturalisme néolibéral promeuvent des mouvements sociaux.

En effet, de plus en plus à San Rafael, de nouvelles envies et expressions d'être apparaissent, comme par exemple l'idée du Franco-Mexicain, un être métis, un *sanrrafaelense* issu des deux pays. En même temps, des groupes de résistance et de nouvelles revendications et modes de vie se développent en opposition aux Français, troublant ainsi l'image d'une paisible « communauté » française.

**ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » :
LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE**

CHAPITRE IX :

LES CHANGEMENTS SOCIAUX :

VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

Dans ce dernier chapitre, il s'agira de mettre en lumière les différentes facettes du San Rafael d'aujourd'hui et du devenir de l'identité française. L'idée essentielle de cette analyse est d'interroger et de comprendre les nouveaux groupes sociaux et politiques qui se sont formés, appelés ici « de résistance » et « émergents », proposant une alternative à l'identité culturelle de la localité, basée non plus uniquement sur l'histoire migratoire, la gastronomie, la langue, les traditions et coutumes françaises ou des descendants mais également sur le métissage et l'arrivée de nouveaux habitants.

Il sera question d'abord des groupes de résistance. Les associations politiques opérant dans la région surtout depuis les années quatre-vingt-dix ainsi que la venue de travailleurs entre les années quarante et quatre-vingt-dix ont permis la création de nouveaux quartiers, modifiant les relations sociales et véhiculant de nouveaux apports culturels. Des idées, méthodes et fonctionnements nouveaux ont parfois poussé certains acteurs locaux à prôner le rejet d'un San Rafael simplement français. Pour contrecarrer ces agissements, d'autres acteurs émergents avancent alors l'idée d'une réconciliation en invoquant la création d'un village franco-mexicain, un métissage idéal, rappelant des notions post-révolutionnaires⁷⁷⁸.

Dans un deuxième temps, il s'agira de comprendre comment San Rafael est piégé par la globalisation et les crises économiques successives. Le chômage s'installant peu à peu, oblige les jeunes à quitter la campagne pour trouver du travail et met en péril la francité, car les nouvelles générations reprennent de moins en moins le flambeau d'un passé dont les habitants sont si fiers. La misère humaine et la pauvreté laisse également place à la violence et à la criminalité.

778 Cf. Chapitre IV – b/ La Révolution Mexicaine : le tournant idéologique.

Pendant la dernière période de travail de terrain (été 2012), l'état de Veracruz était en alerte. Le danger et les tensions étaient palpables, couvre-feu, recommandations de ne pas se promener seul ni dans des lieux isolés, militaires à chaque coin de rue, homicides, enlèvements etc., en quelques mots, une image bien triste d'un pays dévoré par la violence.

A-LES GROUPES ÉMERGENTS ET DE LA RESISTANCE

Ces groupes que j'ai nommés volontairement « émergents » et « de résistance » sont souvent issus de familles métissées, autrement dit des noyaux familiaux qui ont connu le métissage très tôt et évolué selon des coutumes et des traditions différentes des familles métissées tardivement, ou bien, de familles migrantes provenant des états voisins ou du reste du Mexique, installées progressivement à San Rafael pour le travail. En effet, même si les Français de San Rafael ne sont plus un groupe endogamique depuis très longtemps, certaines familles, surtout aisées, appréciaient et apprécient encore les mariages entre personnes d'origine française. En parallèle, les nouveaux arrivants tentent également de revendiquer leurs origines en apportant avec eux des traditions, notamment liées à la religion catholique. Des tensions peuvent parfois apparaître entre ces migrants et les habitants installés depuis plusieurs générations, chacun aspirant à une vie meilleure et tranquille. Enfin, ils peuvent aussi provenir de familles très modestes, descendantes de français ou non. Se sentant parfois discriminé à un moment de leur vie, ils souhaitent alors rétablir une justice en menant un combat pour la tolérance et l'entente cordiale entre tous, désir partagé par la France et les associations culturelles de Champlitte.

1- Nouveaux arrivants, nouvelles configurations

San Rafael se compose de douze quartiers appelés *colonias*: Centro, Las Maravillas, Pica Mosco, La Jungla, San Rafael, Gustavo del Valle, Deportiva, Escolar, Magisterial, Nueva, 13 de Diciembre et El Pireo. Selon un informateur⁷⁷⁹, les terres de ces colonies appartenaient à différentes familles de San Rafael, des propriétaires pour la plupart agriculteurs et éleveurs. Les terres de la colonie Gustavo del Valle auraient appartenu à la famille Thomas. Elle aurait donné ses terres pour la construction d'une partie de celle-ci dans les années 70. Les terres de la colonie El Pireo auraient appartenu à des propriétés de la famille Capitaine, réparties et vendues dans les années 60.

⁷⁷⁹ Entretien avec N° 49, commerçant. Carnet de bord, juin 2010, San Rafael.

LES CHANGEMENTS SOCIAUX : VERS DE NOUVEAUX HORIZONS

La colonie Nueva aurait été construite dans les années 60, mais ne se serait pas agrandie car les propriétaires auraient contenu les problèmes liés aux répartitions agraires. La colonie Pica Mosco – La Palma aurait appartenu à la famille Arellano et se serait fondée dans les années 60. La colonie La Jungla aurait fait partie des propriétés de la famille Meunier et se serait fondée dans les années 60. La colonie Centro serait très ancienne, construite par les Français après avoir fui Jicaltepec. Elle représente donc la partie située au cœur de San Rafael et près du fleuve. Les terres de la colonie 13 de Diciembre auraient appartenu à quatre familles françaises dont la famille Guichard et Capitaine. La construction de cette colonie a posé de nombreux conflits entre les habitants dans les années 90 et il est très important d'en faire une étude plus approfondie par la suite, car elle représente une place importante dans l'économie, la politique et le développement culturel de San Rafael. Il est donc possible de dire que San Rafael était dans les années 60-70, une petite congrégation avec quelques maisons de propriétaires terriens, ayant autour de chez eux des propriétés agraires pour cultiver des produits agricoles et élever leurs bétails.

Photographie 33
Centre de San Rafael, (sans date)



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)

Cependant, le besoin de main d'œuvre a permis l'arrivée de migrants. Ceux-là, dont la recherche n'a pas calculé le nombre, sont arrivés entre les années quarante et quatre-vingt-dix principalement de la montagne nord de l'état de Puebla⁷⁸⁰, de Teteles⁷⁸¹, Teziutlán⁷⁸² et Zacatlán⁷⁸³ par exemple. D'autres provenaient de l'état de Veracruz, notamment de Papantla⁷⁸⁴ et de Cardel⁷⁸⁵, lieux relativement proche de San Rafael. Plusieurs étaient également originaires des états de Querétaro⁷⁸⁶, Hidalgo⁷⁸⁷ et Oaxaca⁷⁸⁸.

D'après les entretiens réalisés avec plusieurs familles de migrants, ils affirment qu'ils n'avaient pas le choix, ils devaient venir chercher du travail sur la côte ou ils devaient fuir vers les États-Unis, car leurs villages n'avaient pas de ressources suffisantes. Certains avaient d'abord essayé de se rendre en ville à Xalapa, à Puebla ou à Veracruz mais se sont finalement retranchés vers des petites contrées agraires comme San Rafael. Ces personnes vivent principalement dans les congrégations du municipe comme Potrero Nuevo⁷⁸⁹, Puntilla Aldama⁷⁹⁰ et Paso de Telaya mais aussi dans les quartiers de San Rafael-ville, comme la colonie 13 de Diciembre, El Pireo, La Jungla ou Gustavo del Valle. Ces habitants exercent principalement une profession de journalier(ière), femme au foyer, employé(e) de maison, commerçants (petite boutique de fruits et légumes ou épicerie), ouvrier(ière) ou agriculteur-*ejidatario* (possédant une petite parcelle). Enfin, il existe aussi une migration volontaire de professionnels, comme des médecins ou des enseignants, en provenance d'autres états, venus après s'être marié avec un habitant ou après en avoir reçu l'ordre par un ministère, notamment celui de l'éducation.

Cette diversité a donné lieu à des changements culturels importants lors de fêtes ou de cérémonies locales. Il serait intéressant de faire une étude sur les similitudes des rites culturels

780 Cf. Index.

781 Cf. Index.

782 Cf. Index.

783 Cf. Index.

784 Cf. Index.

785 Cf. Index.

786 Cf. Index.

787 Cf. Index.

788 Cf. Index.

789 Cf. Index.

790 Cf. Index.

et religieux que les habitants de ces quartiers et congrégations de San Rafael ont avec ceux des villages de la montagne nord de Puebla⁷⁹¹.

Par exemple, à Puntilla Aldama, il est possible de voir un défilé de type carnavalesque où les habitants portaient des masques, ce qui peut nous faire penser aux villages nord de l'état de Puebla pendant la Toussaint, où les hommes s'habillent en femme mais ne peuvent pas être reconnus grâce à leurs masques hideux. Pourtant, la fête des morts à San Rafael n'est pas célébrée de la même manière que dans le reste du Mexique. Les descendants de français ne font pas d'offrandes à leurs défunts sur un autel dans leur maison. Ils déposent seulement des fleurs sur les tombes dans les cimetières contrairement aux habitants non descendants. Depuis quelques années, certaines familles commencent à le faire surtout pour les enfants afin qu'ils comprennent ce que représente la mort et soient en accord avec les mœurs mexicaines.

L'autre exemple curieux en relation avec la religion catholique est celui de la fête en l'honneur de la vierge de *Guadalupe**.

Photographie 34

Vierge de *Guadalupe*, festivités San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

791 Cf. Index.

Cette vierge est aimée et choyée par tous les Mexicains toute l'année mais, particulièrement le 12 décembre. À San Rafael, comme ailleurs, on lui dédie des cérémonies et des chants. L'église organise une messe où les habitants se rendent avec leurs jeunes enfants, habillés en costumes traditionnels indigènes, pour remercier la vierge de leur avoir permis de vivre et d'être en bonne santé. Les vêtements font référence à l'indigène qui aurait vu la vierge pendant l'époque coloniale. Ce jour-là, en allant à l'église accompagnée d'une famille, il était possible de voir des gens entrer et sortir de celle-ci, venus de tout le municipe, faisaient la queue pour prendre une photographie avec la vierge et leur enfant « déguisé » en indigène. Lors des entretiens, aucun descendant de français n'a abordé cette cérémonie catholique si traditionnelle. Le soir même, en continuant le travail d'observation avec un informateur dans le quartier El Pireo, la vierge était à nouveau vénérée par une messe, des chants, des applaudissements, des danses, et un feu d'artifice couronnant la soirée d'où jaillit un dessin pyrotechnique de la vierge. Tout cela était organisé par les habitants de cette colonie, telle une organisation de type communautaire ou tel un système de *mayordomía** qui n'existe pas à San Rafael-Centro.

Une autre situation particulière est celle du carnaval de juillet, où la reine est choisie parmi les jeunes filles de San Rafael et doit incarner la beauté. Ces dernières années, certains descendants de français estiment que l'arrivée d'une population extérieure à San Rafael a également modifié l'organisation et la fête du carnaval. Ils considèrent que le carnaval, après le défilé, est devenu une soirée « beuverie » et de débauche qui n'a plus rien à voir avec le bal de fin de soirée que les Français avaient l'habitude de voir, où s'entremêlait, selon eux, glamour, beauté et solidarité. Cette partie de la population s'isole alors et ne souhaite plus se rendre au carnaval, ni se mélanger à la population, mais découvre le défilé depuis un balcon ou une terrasse d'un café du centre-ville.

Enfin, les cérémonies, en hommage à la Révolution Mexicaine ou à l'Indépendance du Mexique et les défilés en l'honneur du drapeau mexicain à l'école ou lors de fêtes, où l'hymne national mexicain est chanté par tous, petits et grands, sont une particularité commune à tous les habitants, les écoliers de San Rafael, les Mexicains. Tous chantent, défilent, marchent et prônent un respect extraordinaire pour la patrie. Dès leur plus jeune âge, on leur enseigne ce que représente la nation, l'hymne national, le drapeau et à devenir un bon citoyen patriote.

Photographie 35

Défilé des écoles de San Rafael, célébration de l'Indépendance du Mexique



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

Photographie 36

Honneur au drapeau mexicain
Festivités Indépendance et Révolution Mexicaine



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

Pour autant, cet enseignement de l'amour à la nation n'a pas et n'empêche pas les conflits d'intérêts entre citoyens. En effet, la venue de nouvelles personnes venant chercher du travail et essayer de vivre une vie plus digne, a bouleversé l'urbanisation de San Rafael ainsi que l'organisation des propriétés terriennes.

2- Le conflit avec Antorcha Campesina* : un frein au développement de la francité ?

Les différentes réformes agraires ont permis une distribution des terres, parfois injuste pour les propriétaires ou insuffisante pour les *ejidatarios*. Pour autant, les répartitions agraires ont été mêlées à des stratégies politiques et économiques appartenant à la plus haute sphère de l'État.

Selon M.A Vite Pérez, le clientélisme politique mexicain est le résultat d'un ensemble de causes telles que l'exclusion sociale, la pauvreté et la crise du pacte corporatif survenues après la crise économique de 1982. Malgré cela, le clientélisme politique* a continué de fonctionner en raison de la faiblesse des institutions politiques incapables de répondre aux vrais besoins des populations (santé, éducation), ni de garantir les droits des individus. Cette situation d'inégalité sociale a donc été favorisée par le manque d'institutions constructives, par les politiques néolibérales et la crise du pacte corporatif⁷⁹². M.A Vite P. décrit un clientélisme de type « instrumental⁷⁹³ », développé par les partis politiques, cherchant pendant les campagnes électorales des votes en leur faveur en échange de services rendus. Son étude s'appuie sur des événements survenus dans les années 80 à México DF⁷⁹⁴. Des problèmes économiques ont endommagé les secteurs de l'industrie, du commerce et des services obligeant les populations à se déplacer. Ces mouvements de populations ont eu des impacts sur l'organisation territoriale et l'accès à la propriété des terres. Ces migrants se retrouvent souvent dans des situations administratives et juridiques irrégulières par rapport à leurs terres cultivables. Ils deviennent des cibles faciles des leaders politiques, ayant souvent une relation avec le parti du *PRI*⁷⁹⁵. Ils s'autoproclament gestionnaires de leurs biens et s'adonnent à résoudre la crise juridiquement en échange de votes pour le parti. Cependant, le déclin progressif de l'État-*PRI* – mentionné dans le chapitre VII-Partie III, lié aux différentes réformes structurelles, a

792 Vite Pérez Miguel Á., « Clientelismo y exclusión social: el caso de Cuauhtémoc » dans *Sociología*, año 16, n°47, 2001, pp. 199-238. p. 201.

793 *Ibid.* Vite, 2001, p. 203.

794 *Ibid.* Vite, 2001, p. 207-209.

795 *Ibid.* Vite, 2001, p. 209.

provoqué l'éclatement du système corporatif. De ce fait, la médiation entre ces leaders, les organisations et le *PRI* est devenue de plus en plus difficile, bien plus encore avec la création d'organisations urbaines indépendantes⁷⁹⁶ réclamant le droit au suffrage mais également le droit à gouverner et bénéficier de celui-ci⁷⁹⁷. Ces organisations de masses ont donc pris en charge ces populations migrantes, pauvres et délaissées, provoquant la continuation d'un système de type clientéliste, bénéficiant des leaders soutenus par l'opinion publique défavorisée.

À San Rafael une des organisations politiques ayant joué un rôle essentiel dans les affaires agraires a été *Antorcha Campesina*. La formation de cette organisation à San Rafael reste encore un peu mystérieuse car celle-ci est assez discrète et le sujet des conflits agraires un peu sacré.

Selon certains informateurs⁷⁹⁸, elle aurait été créée entre les années 70-80, par le frère du président Carlos Salinas de Gortari, en collaboration étroite avec le parti du *PRI*. Elle s'en serait détachée petit à petit, soit pour se rapprocher d'un nouveau parti, soit pour devenir plus indépendante tout en soutenant un candidat par le suffrage et non pendant la campagne électorale. Elle agirait aujourd'hui dans 32 états du Mexique. D'autres informateurs⁷⁹⁹ expliquent qu'elle aurait été fondée par des paysans très pauvres dans le but de donner une continuité aux mouvements révolutionnaires. Son idée principale serait de former une société plus juste et de résoudre les injustices en aidant les plus démunis, notamment lors de conflits agraires. Son combat contre l'injustice l'aurait mené à vouloir éduquer les plus jeunes en créant des écoles, en offrant des bourses d'études ou en développant des activités artistiques et sportives pour tous.

⁷⁹⁶ *Ibid.* Vite, 2001, p. 209.

⁷⁹⁷ *Ibid.* Vite, 2001, p. 209.

⁷⁹⁸ Entretien avec N° 49, commerçant. Carnet de bord, juin 2010, San Rafael. Entretien avec N°33, ouvrier. Carnet de bord, mai 2011, San Rafael (').

⁷⁹⁹ Entretien avec N°59, enseignant. Carnet de bord, juillet 2010, San Rafael. Entretien avec N°84 et 85, journalières. Carnet de bord, mai 2008, San Rafael.

Photographie 37

Construction d'une école dans la colonie *13 de diciembre*, sans date



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)

Les défenseurs d'*Antorcha* reconnaissent pourtant l'origine politique du mouvement, en tant qu'organisation politique. Les partis politiques la prendraient donc en compte par alliance pour soutenir un dès leur, non pas comme dit précédemment pendant la campagne mais bien par le vote. En revanche, plusieurs informateurs refusent de se voir associés au parti du *PRI* en tant que *priista* mais plutôt comme des membres indépendants, luttant pour le bien-être collectif et exigeant les promesses de campagne. Ses informations se recoupent fortement avec les organisations dont parlait Vite, liées aux partis politiques.

Son action s'est intensifiée entre la fin des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix sur des terrains de Jicaltepec et de San Rafael. En regardant la presse du *Diario Xalapa* du 19 septembre 1990 au 4 février 1991, n'ayant pu avoir accès aux anciens numéros du *Diario Martinense*, le conflit agraire opposant des propriétaires descendants de français et des *ejidatarios* a duré entre six mois et un an.

Les faits remontent au 19 septembre 1990 lorsque des investigations sont réalisées dans des exploitations agricoles de la région de Nautla et de Martínez de la Torre par la *Secretaría de la Reforma Agraria** (SRA) après avoir reçu des plaintes de *latifundios* dissimulés. Le 22 septembre 1990, la police déloge des individus installés depuis plus de 4 mois sur des terres de San Rafael car l'invasion territoriale serait considérée comme un acte anticonstitutionnel, violent et puni par la loi. Cependant, la Cour Suprême doit statuer sur les propriétés concernées. Le 30 septembre 1990, une affaire éclate autour de la propriété de la famille Maitret, l'exploitation agricole appelée Santa Elena, près de la congrégation de Tres Bocas⁸⁰⁰, San Rafael. Environ 500 policiers sont postés devant le *ranch* pour éviter une nouvelle invasion. Cependant, ces terres auraient été « gagnées⁸⁰¹ » légalement et juridiquement par des organisations paysannes. « L'heure des propriétaires terriens est terminée, maintenant, c'est l'heure des paysans⁸⁰² » s'est exclamée le dirigeant de l'organisation. Les paysans exigent la livraison de « 398 hectares car le mandat présidentiel ordonne la remise de 504 hectares et seulement 106 hectares ont été livrés. La décision présidentielle que les paysans de Tres Bocas réclament date du 5 février 1936, publiée dans le *Diario Oficial* de la Fédération le 23 février 1938, dans lequel le Général Lázaro Cárdenas a doté 504 hectares⁸⁰³. »

Cette décision n'aurait donc jamais été effectuée depuis plus de 50 ans, raison pour laquelle les paysans se seraient installés près de l'*ejido* Tres Bocas. Le 5 octobre 1990, l'organisation *Antorcha Campesina* réclame l'application de la loi en faveur des paysans. Le dirigeant explique que les paysans de Jicaltepec seraient les vrais propriétaires des terres de San Rafael car ils auraient avec eux un arbitrage de la Cour Suprême de Justice de la Nation reconnaissant les droits des paysans. Il refuse l'idée que les paysans ont envahi San Rafael et demande au Gouverneur de résoudre cette situation par la justice en accord avec les droits des paysans. Le 14 décembre 1990, des éleveurs de San Rafael maintiennent un blocage pour montrer leur désaccord face à la mise en place de la décision présidentielle que des personnels de la SRA ont accomplie.

800 Cf. Index.

801 AGEV, *Diario Xalapa*, 30 septembre 1990.

802 *Ibid.*

803 *Ibid.*

À Jicaltepec, une tension vive entre des groupes de paysans a éclaté pour l'obtention des terres. La décision présidentielle ordonnée par la Cour Suprême compterait une extension de 685 hectares devant être remises aux paysans. « Nous ne permettrons pas que les terres passent aux mains des militants de l'organisation *Antorcha Campesina*, car ces paysans proviennent de l'état de Puebla⁸⁰⁴, d'Oaxaca⁸⁰⁵ et sont des personnes complètement inconnues⁸⁰⁶ ». Les propriétaires tentent alors une suspension de la décision mais finalement les paysans ont été reconnus bénéficiaires des terres. Les *ejidatarios* argumentent qu'ils possèdent des terres depuis 1975, et la livraison des terres complémentaires de la décision présidentielle de Jicaltepec enfin résolue. De ce fait, « 76 paysans ont été désignés pour recevoir les terres⁸⁰⁷ ». Le personnel de la SRA participe à la médiation des terrains compris sur le bord du fleuve afin de concéder des titres de propriétés.

Pourtant, les éleveurs de San Rafael, environ 40 propriétaires affectés, choisissent de ne pas remettre les terres : « seulement après notre mort, ils pourront nous dépouiller de nos terres⁸⁰⁸ ». Pour eux, la décision présidentielle aurait été exécutée depuis bien longtemps et tous les petits propriétaires auraient des certificats de terres non aliénables. La Cour Suprême ne ferait que provoquer des affrontements en prenant cette décision. Le 16 décembre 1990, les paysans souhaitent obtenir leurs terres pour commencer à travailler. Ils dénoncent des cas de violence et de manipulation de l'opinion publique de la part des propriétaires et exigent que ceux-là « respectent la loi⁸⁰⁹. » « Les propriétaires d'origine française doivent se soumettre aux ordres dictés par la Cour Suprême de Justice de la Nation⁸¹⁰. » Les dirigeants de l'organisation récusent le fait que ces paysans soient originaires d'autres états mais bien de la région de Martínez de la Torre. Le 18 décembre 1990, les propriétaires se défendent.

804 Cf. Index.

805 Cf. Index.

806 AGEV, *Diario Xalapa*, 14 décembre 1990.

807 *Ibid.*

808 *Ibid.*

809 AGEV, *Diario Xalapa*, 16 décembre 1990.

810 *Ibid.*

« C'est incroyable que des soit disant paysans de l'état de Tlaxcala, Guerrero⁸¹¹, Oaxaca prétendent obtenir des propriétés où de la banane, de l'orange, du maïs et de l'herbe pour les bêtes ont été plantés. C'est encore plus incroyable que des leaders démagogues conduisent des gens qui n'ont même pas une idée de comment s'ensemencer une terre. Comment est-il possible que le gouvernement permette l'octroi de terres en pleine production, obtenue avec la sueur propre, où des agriculteurs travaillent la terre pour donner des aliments au peuple mexicain « quel sacrifice de récolter sans travailler⁸¹² ! »

Le 22 décembre 1990, la SRA redoute des affrontements entre propriétaires et paysans. Elle certifie qu'il est impossible de revenir sur la décision devant remettre les 680 hectares. Un propriétaire témoigne : « les terres sont de très bonnes qualités, un hectare de banane permet de garantir un million de pesos par semaine. De même, il a indiqué que les terrains des éleveurs (380 hectares) ont la capacité de nourrir deux têtes de bétails par hectare⁸¹³. » Le 1^{er} janvier 1991, les paysans attestent que les propriétaires ont posté des gens armés sur les terres qui doivent être remises le 13 du mois. L'organisation affirme que quoiqu'il arrive les paysans de Jicaltepec maintiennent un campement près des terres pour manifester de façon pacifique et qu'ils devront recevoir les terres rapidement. Le 3 janvier 1991, des tensions apparaissent à nouveau et des signes de désaccords. Les journalistes espèrent que la remise des terres se passera normalement : « ...espérons qu'il en soit ainsi pour le bien de tous et que cette région se tranquillise, une zone si importante comme l'est Jicaltepec et San Rafael, qui a toujours été la scène d'intense labeur et de récoltes de la part des gens comme ceux-là, et aussi des éleveurs de toute la région⁸¹⁴. » Le 15 janvier 1991, la SRA remet les 501 hectares aux militants de l'organisation *Antorcha Campesina*. Les propriétaires affectés soutiennent leur désaccord et rejettent la notification tardive assurant que leurs terres étaient inaliénables. Le représentant des propriétaires estime que ces terres ne seront peut-être pas utilisées profitablement comme le faisaient les éleveurs de San Rafael. Les 185 hectares restant sont négociés dans les bureaux de la SRA car, ces parcelles sont hautement productives en bananes et en agrumes et comprennent une importante zone urbanisée de San Rafael.

811 Cf. Index.

812 AGEV, *Diario Xalapa*, 18 décembre 1990.

813 AGEV, *Diario Xalapa*, 22 décembre 1990.

814 AGEV, *Diario Xalapa*, 3 janvier 1991.

Pourtant, plus de 200 militants se sont rendus sur place portant des bâtons et des machettes. Les paysans sont d'accord pour négocier les 185 hectares situés près des habitations de San Rafael, mais pour cela ils doivent remettre aux paysans des terres de la même qualité et près du Nouveau Centre de Population Jicaltepec. Les propriétaires éleveurs affectés par la décision sont mentionnés comme suit dans le journal :

« Angélica Piñera (70 hc); Hipólito Guichard (30 hc); Rogelio Capitaine (50 hc); Ana Xochitl Capitaine (50 hc); Eduardo Guichard (25 hc); Cecilia Soyoso de Segura (12.5 hc); Nicolasa Segura (37 hc); Jorge Neme David (120 hc); avec sept autres personnes⁸¹⁵. »

Ces sept propriétaires n'ont surement pas voulu être mentionnés dans le journal et ils ne seront pas non plus nommés ici afin de respecter leur anonymat. Une autre remise de terrain a eu lieu le 28 janvier, appartenant à des propriétaires travaillant dans la plantation agricole de fruits et légumes. Le 22 janvier 1991, les paysans exigent les 160 hectares manquants. Les propriétaires se sont associés pour les acheter et les donner à l'organisation. Elle ne souhaite pas les accepter, car elle estime que les propriétaires ne ressemblent pas à des « petits propriétaires⁸¹⁶ ». Ces terres n'auraient pas non plus la qualité équivalente à celles promises auparavant. Ils pensent que les propriétaires ont participé à un stratagème contre l'organisation. Le 3 février 1991, les négociations continuent sans avancer. Le 4 février 1991, les journalistes concluent l'affaire sans que de solutions aient été trouvées. L'auteur critique simplement la politique agraire mexicaine « le problème est maintenant bloqué, c'est seulement une preuve que le Mexique traite les problèmes agraires avec une telle lenteur et de manière bureaucratique⁸¹⁷. »

Plusieurs informateurs racontent cette lutte acharnée entre les deux clans. Le conflit agraire aurait d'abord éclaté à Jicaltepec. Certains affirment que les terres ont été réparties entre 1970 et 1975, et d'autres estiment le début du conflit en 1989. Ceux qui les sollicitaient, seraient donc des paysans de Jicaltepec, originaires des environs souhaitant demander l'amplification du village de Jicaltepec en tant que Centre de Population. Selon les propriétaires de San Rafael, il ne s'agissait pas au préalable des terres de San Rafael mais de celles situées de l'autre côté du fleuve, en face de Paso de Telaya, où des conflits entre propriétaires et *ejidatarios* ont également éclaté.

815 AGEV, *Diario Xalapa*, 15 janvier 1991.

816 AGEV, *Diario Xalapa*, 22 janvier 1991.

817 AGEV, *Diario Xalapa*, 4 février 1991.

Face à cette situation, les leaders politiques d'*Antorcha Campesina* seraient venus réclamer des terres à San Rafael, celles situées entre Paso de Telaya et San Rafael.

Finalement, les bénéficiaires de cette décision présidentielle auraient été des personnes originaires d'autres états comme México, Tlaxcala⁸¹⁸, Puebla, arrivés⁸¹⁹ par le biais de leaders politiques, à la place des paysans de Jicaltepec. Du côté de San Rafael, ces derniers n'auraient rien obtenu. Les propriétaires affirment qu'ils ont été trompés car avant même qu'une demande ait été faite, ils estiment que la décision de récupérer ces terres avait déjà été prise à Mexico. Ils n'ont rien pu faire par la suite malgré leur volonté de protéger leurs terres. Selon les propriétaires, le Gouverneur de l'époque savait qu'il s'agissait de propriété d'origine, datant de la colonie française, et familiale, et non pas de propriétés aliénables, mais il aurait négocié avec *Antorcha Campesina*. Ce dernier aurait pourtant promis de dédommager⁸²⁰ les propriétaires, ce qui n'a à priori jamais été fait. Les propriétaires se sentent alors délaissés par les habitants, trahis et pris en otage par le gouvernement de Veracruz et fédéral. Certains parlent même d'un mouvement anti-français.

« Ils ont pris nos terres, indubitablement, parce qu'il s'agissait d'une propriété d'origine française, des temps de la colonie française, mais politiquement parlant, ils nous ont dépossédés, non pas parce qu'on dépassait le taux d'hectare acceptable, mais bon la politique... elle s'est prêtée à beaucoup de choses tu sais. Maintenant, les gens peuvent avoir autant de terres qu'ils le souhaitent, donc c'est difficile de comprendre comment on a pu t'enlever ta propre terre pour la donner à quelqu'un d'autre alors que c'était un ranch très bien travaillé. Il n'était pas abandonné, j'avais planté des bananes et des agrumes, mais bon tout ça a été une affaire de politique⁸²¹ ! »

Selon les personnes affectées, il s'agissait de petits propriétaires qui ne possédaient pas de grandes extensions et plusieurs d'entre eux n'ont jamais réussi à se relever économiquement, contraints de s'adonner à diverses activités. Les demandeurs des terres estiment que les papiers des propriétaires n'étaient pas en règle, et qu'ils dissimulaient des hectares utilisés et travaillés, et donc non déclarés.

818 Cf. Index.

819 *À la sortie du village de San Rafael et de Jicaltepec, il y avait des gens, une centaine de personnes mangeant du maïs, n'avaient pas mangé depuis 5 jours, ils demandaient les terres.* Propos rapportés.

820 *Une propriété agricole vaut très cher surtout quand elle est bien travaillée, et que les fruits ont bien poussés. À l'époque, un hectare valait 100 000 pesos, et aujourd'hui encore plus.* Propos rapportés.

821 Entretien avec N°59, enseignant. Carnet de bord, juillet 2010, San Rafael.

Effectivement, il est possible de questionner les faits, lorsque les 185 hectares jugés hautement productifs seraient passés dans les oubliettes des rouages administratifs. Cela signifierait-il que les terres affectées étaient considérées comme non rentables ? Les redistributions avaient-elles pour objectifs d'évincer les petits propriétaires pour privilégier la grande production ? S'agissait-il réellement de rompre avec le système des grandes propriétés et de réparer les injustices ?

Les intéressés démentent les accusations des propriétaires. Le quartier 13 de diciembre se serait construit à partir de la division des ejidos, d'un côté du fleuve, Jicaltepec, et de l'autre, la colonie 13 *de diciembre*. Les deux espaces où la lutte des terres a été entreprise seraient donc liés et ne formerait qu'un seul *ejido* coupé en deux par le fleuve, l'un appartenant au municipe de Nautla, l'autre au municipe de San Rafael. De chaque côté, il y a un commissaire *ejidal* et l'*ejido* s'appelle 13 de diciembre, que certains nomment indistinctement comme le Nouveau Centre de Population Jicaltepec, en référence à la date de création. La lutte des terres aurait donné lieu à une scission en deux groupes avec des leaders politiques différents. Du côté de Jicaltepec, la résolution du conflit aurait été réglée par la Commission Agraire Mixte*, donnant satisfaction aux gens de Jicaltepec. Du côté de San Rafael, un groupe se serait détaché de Jicaltepec, n'ayant pas obtenu gain de cause, pour continuer la lutte des terres au côté d'*Antorcha Campesina* et aurait négocié avec tous les *ejidatarios* pour effectuer la répartition des lots de terre. « Après la fondation du Nouveau Centre de Population Jicaltepec, les plus riches ont fondé l'*ejido* en disant que les terres avaient déjà été remises, mais l'organisation *Antorcha* nous a aidée à lutter et on a pu obtenir satisfaction et fonder la colonie 13 *de diciembre*⁸²². »

Contrairement aux propriétaires, les bénéficiaires jugent la décision comme étant légale et juste, « nous avons obtenu une reconnaissance de nos droits⁸²³. » Les réformes agraires n'ont jamais, selon eux, réellement aidé les paysans, mais plutôt facilité ceux qui possédaient de nombreuses terres. D'ailleurs, ils estiment que certains propriétaires en ont encore beaucoup trop. Pour eux, *Antorcha Campesina* est un vrai sauveur, une organisation luttant pour ceux qui en ont le moins et offrant à chacun une terre, 7 hectares par paysans. À leurs yeux, la colonie 13 *de diciembre* représente un modèle de réussite et s'affiche comme le berceau de l'organisation dans la région.

822 Entretien avec N°48, agriculteur-ejidatario. Carnet de bord, avril 2010, San Rafael.

823 *Ibid.*

Ils reconnaissent avoir infiltré peu à peu les institutions de l'état et du municipe, pour le bien du peuple, pour revendiquer leurs droits et obtenir satisfaction, mais refusent d'être considérés comme des voleurs de terres.

« Quand j'entends « les antorchistas nous ont volé nos terres », chacun peut penser ce qu'il veut ou avoir sa propre conception. Cela signifierait que l'organisation a des extensions de terres. Elle aurait été un voleur ? Antorcha a aidé les gens qui avaient été dépouillés dans le passé de leurs biens ou simplement parce qu'ils n'avaient pas de terres. Il n'y a pas eu de vol car le gouvernement lui-même a autorisé des titres de propriété. Evidemment, les gens qui ont été affectés ne vont pas dire ça, mais ils ont encore beaucoup de terres. Les extensions de terres sont encore dans les mains des mêmes gens. En revanche, ici, la répartition s'est faite de façon équitable. Chaque personne qui a demandé un lopin en a obtenu un. Si vous faites un sondage de ce qu'a fait Antorcha pour la population, vous verrez bien les réponses ! Ce sont deux mentalités. Les descendants de français sont bien économiquement parlant, mais ils sont là-bas et nous ici. Nous avons quand même appris à vivre ensemble. Nous avons besoin l'un de l'autre, mais eux, parfois, ne le reconnaissent pas...⁸²⁴ »

Ils évaluent les terres de l'*ejido* à environ 1500 hectares. Chacun a reçu des titres de propriétés, appartient à l'*ejido* et coopère entre tous les membres. Ils admettent volontiers que les tensions ont été présentes entre eux et les descendants de français. Certains expliquent que les Français n'ont jamais voulu reconnaître qu'ils avaient perdu car ils ne voulaient pas s'avouer vaincus. Cependant, le gouvernement aurait autorisé les titres de propriétés et donné raison aux *ejidatarios*. Aujourd'hui, les temps ont changé. Certains diront qu'il n'y a pas de rancœur car les Français passent régulièrement dans la colonie 13 de diciembre pour recruter des employés et des journaliers. Les besoins entre les agriculteurs-propriétaires et les agriculteurs-*ejidatarios* seraient multilatéraux. D'autres diront que les discriminations persistent et que cette situation est difficile pour les jeunes.

824 Entretien avec N°51, agriculteur-*ejidatario*. Carnet de bord, avril 2010, San Rafael.

« Nous sommes tous Mexicains même s'il y a eu beaucoup de migration. Pour cette raison, nous avons une culture et eux une autre. Il y a toujours un mélange, mais du peu que j'ai pu voir, la différence est très présente. Ils ont voulu maintenir cette « culture française » qu'ils ont. Les jeunes d'ici s'en rendent compte. Les autres se sentent supérieurs, ça se sent ici. Ils sont élitistes, sans parler des niveaux de richesse car les différences économiques existent dans le monde entier. Ici, les jeunes n'acceptent pas d'être de la classe moyenne ou moyenne-basse car ils ont honte. Ils sont gênés de dire qu'ils travaillent avec leurs parents. Il faut leur dire que nous connaissons le travail et savons valoriser l'argent. Nous sommes au service de ces gens-là, les élitistes, mais eux ont besoin de nous aussi. On peut arriver à améliorer notre situation⁸²⁵. »

D'un point de vue économique, il est difficile de croire que la répartition agraire a amené un bien-être collectif lorsque celle-ci offrait 7 hectares par *ejidatario*. Comment pouvaient-ils alors entrer en compétition avec les agriculteurs plus productifs ? Comment pouvaient-ils moderniser leur agriculture ? Les propriétaires affirment que l'espace agricole dont ils ont bénéficié s'est transformé en zone urbaine. Leurs terres ont dû parfois être vendues. Dans une logique néolibérale, ces agriculteurs-*ejidatarios* n'ont pas réellement eu l'opportunité de se développer. Il est alors possible que certains aient vendu, fui, ou diversifié leurs activités professionnelles. « En périodes préélectorales, Salinas faisait sa tournée des villes de la République dans lesquelles il distribuait des milliers de titres de propriétés à des *colons*⁸²⁶ pauvres⁸²⁷. » À partir de son mandat, le président a fait de la régularisation des terres le maître-mot de sa présidence en multipliant les réformes. Comme déjà mentionné dans le chapitre I, la mise en place de la loi agraire en 1992 et le Programme de Certification des Droits de Terres *ejidales* (PROCEDE⁸²⁸), a fait de la terre un bien potentiellement commercialisable, appauvrissant les uns et enrichissant les autres. De ce fait, il n'est pas étonnant de voir que des *ejidatarios* aient vendu leurs parcelles, générant cependant la colère et l'incompréhension de ceux qui en avaient été dépossédés et augmentant les rancœurs et les discriminations dont il a été question dans les chapitres IV et VIII.

825 Entretien avec N°59, enseignant. Carnet de bord, juillet 2010, San Rafael.

826 Habitant des colonies (quartiers) du chef-lieu, San Rafael.

827 Cf. Azuela, 1995 : 45, cité dans Vite, 2001, p.208.

828 Del Rey A. et Quesnel A., *Les lois agraires de 1917 et de 1992 au Mexique : leurs implications intrafamiliales, intergénérationnelles et migratoires au Sud de l'état du Veracruz*. Colloque International « Les frontières de la question foncière », 2006, Montpellier.

On peut se demander si le Municipio a été créé pour faire face à cette organisation. Son avancée dans les années quatre-vingt-dix menaçait-elle les intérêts des leaders locaux ? Voyant son pouvoir diminuer par la perte de ces terres, les aficionados du *Patronato Pro-municipalización* auraient eu l'envie de créer un gouvernement local pour évincer leur concurrence. L'autorisation de la création du municipio par les autorités de l'état de Veracruz peut-elle être considérée comme un dédommagement des pertes liées aux terres ?

Une chose est sûre, *Antorcha Campesina* n'a réussi à négocier avec le gouvernement local par le biais d'alliances, puis en pénétrant le pouvoir exécutif très récemment. Lors de la création du municipio, elle n'avait que très peu de marge de manœuvre contrairement à aujourd'hui. En 2010, le parti du *PRI* avait brutalement décidé de changer son candidat au début de la campagne, laissant un goût amer aux descendants. Avant ce revirement, les candidats aux élections municipales devaient avoir un lien avec le *PRI* mais également un rapport privilégié avec l'élite sociale, à forte majorité descendante de français, car elle devait conserver son pouvoir mais aussi défendre sa culture. Rappelons que les maires de San Rafael ont toujours été des descendants de français sauf aux dernières élections. Le premier candidat avait soi-disant moins d'expérience au sein du *PRI* que le deuxième mais il est possible de formuler une autre hypothèse autour de cette décision. L'organisation politique, influente auprès des électeurs, ne souhaitait peut-être pas voir ce candidat au pouvoir et aurait donc pu négocier. Le *PRI* aurait été obligé de positionner un candidat « au goût de tous », un descendant de français mais proche de l'organisation. Pour cause, ce candidat élu a été le premier à mettre dans son gouvernement des membres de l'organisation. De plus, les dernières élections de 2014 laissent à penser que cette organisation politique a décidé de soutenir un autre parti que celui du *PRI*. Le dernier candidat du *PRI* n'était a priori pas apprécié de tous les habitants, jugé « trop français » par certains, « trop riche » par d'autres, ou « trop éloigné du peuple ». Il serait intéressant de pousser l'étude politique plus loin car il s'agissait du premier candidat évincé en 2010 et c'est finalement le parti du *PRD* qui a gagné. Certains habitants parlent alors aujourd'hui de la fin d'un « règne français », mais également de celui du *PRI*. Est-il alors possible d'envisager un réel changement de fond de la vie politique mexicaine ces dernières années ? La réalité démontre que le fonctionnement reste globalement le même. Ce sont toujours ces relations de type clientéliste qui façonnent le pouvoir et les décisions, en usant du peuple et de la misère des gens. Les nouvelles alliances et configurations locales peuvent-elles mettre en péril les initiatives pro-françaises opérées depuis le jumelage dans un futur proche ou éloigné ?

Le travail de terrain s'est arrêté en 2012 et, il est difficile de répondre à toutes ces questions, mais la pression des partis d'opposition et d'une partie de l'opinion publique étaient déjà palpables avant la fin de cette recherche.

Cette rivalité entre propriétaires et *Antorcha Campesina*, pour l'obtention des terres, s'est transformée en une bataille sociale et basée sur l'identité. Le déploiement d'une argumentation sur l'origine des individus impliqués dans ce conflit et sur la manière dont les terres sont travaillées a été largement utilisé par les deux partis. Cela a ainsi justifié facilement l'ampleur des dégâts et des préjudices causés à tous, aux premiers pour leur avoir pris leurs terres et aux deuxièmes pour leur avoir fait croire qu'ils allaient obtenir des propriétés. Dans le discours des individus ou dans la presse, cette dichotomie entre « Français » et « Mexicains » est palpable. Cependant, comme expliqué dans le chapitre antérieur, la différenciation se conçoit aussi entre « travailleurs au service de » et « patrons » ou encore entre « travailler avec la sueur du front » et « voleurs de terres ». Ces situations de crise amplifient les rejets et alimentent les discriminations sociales et raciales.

Or, la cause principale de ce conflit est liée à la mauvaise gestion des Institutions de l'État, au système appelé clientélisme politique qui a résisté, à l'exclusion sociale due aux réformes néolibérales, générant de ce fait, de plus grandes inégalités sociales, des ségrégations spatiales, des rancœurs et des discriminations. L'une des conséquences de ce conflit est donc de croire que les problèmes entre les deux partis sont seulement d'ordre identitaire ou que la nature des rapports entre eux est antagonique pour des raisons ethniques. Et c'est malheureusement ce que les leaders politiques locaux ont réussi à faire croire aux gens, pour détourner le vrai problème et alimente ainsi l'exclusion sociale et les rejets. De ce fait, naissent des revendications culturelles et identitaires* de la part des habitants du quartier dit d'*Antorcha Campesina*, où la majorité des descendants de français ne s'intéressent pas à leurs traditions et fêtes et vice-versa.

Photographie 38

XX Anniversaire de la fondation de l'*ejido* 13 de diciembre

Ballet *Nuestras Raíces*



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

Des espaces agricoles ont donc été privilégiés pour coordonner les problèmes agraires, ils sont notamment dus à des arrangements politiques et économiques. Le système du clientélisme politique a surtout provoqué du favoritisme, parfois envers ceux qui produisaient plus et assuraient une économie rentable ou envers ceux qui garantissaient des votes pour les élections. Pour autant, il a aussi protégé et a dû répondre à des demandes de certains groupes sociaux, soit devenus menaçant pour l'ordre social, soit venus réclamer des promesses de campagnes politiques dont les leaders politiques raffolent. Les populations dites exclues socialement et les propriétaires terriens ont donc été pris en otage par ces stratégies politico-économiques, intensifiant les antagonismes de classes sociales perçus facilement aujourd'hui – expliqué dans les chapitres antérieurs-Partie III. Cependant, ces classes cohabitent pour commercialiser, se côtoient dans les relations publiques et politiques dans le but d'obtenir des bénéfices personnels et collectifs. Malgré leur besoin mutuel pour travailler, les blessures liées à ces problèmes de terres sont encore palpables. Afin de cicatriser cette plaie entre propriétaires et habitants de la colonie, des projets culturels « mixtes » voient le jour dans un espoir d'une réconciliation totale.

3- Vers une acceptation de l'autre: les projets culturels de la diversité

À plusieurs reprises, il a été nécessaire de se rendre à des animations culturelles telles que : des expositions de photographies, des fêtes populaires comme la « Fête des morts » au cimetière de San Rafael en se prêtant au jeu du déguisement de mort-vivant, des cérémonies et fêtes familiales, des bals et des spectacles de danse organisés dans les « congrégations » du municipale, des défilés pendant les célébrations de l'Indépendance et de la Révolution mexicaine ou celui du carnaval. Les manifestations les plus intéressantes pour l'étude, ont été celles ayant pour objectif de rapprocher et d'éduquer les gens, d'informer les populations sur l'histoire, la culture, l'environnement, et de faire connaître la musique et la danse. Celles-ci partent toujours du même postulat : tous les habitants de San Rafael sont Mexicains. Elles insistent toujours sur l'idée du métissage en faisant apparaître d'une part l'image d'un nouveau *sanrafaelense**, « le franco-mexicain » et, d'autre part en défendant l'origine indigène des Mexicains, notamment une origine Totonaque. Cette phrase prononcée lors du 14 juillet 2010, résume parfaitement cette situation :

« Avec cet acte (14 juillet), se réaffirmera l'intégration entre Français et Mexicains (...). Être Mexicain ou Français c'est plus qu'une couleur de peau ou une couleur des yeux, c'est une attitude de respect, d'égalité et d'amitié entre deux cultures qui partagent un même espace⁸²⁹. »

Cette refondation de l'histoire vers un San Rafael métissé provient de projets culturels novateurs, proposés notamment par le chroniqueur historique de San Rafael, Carlos Alberto Fernández Callejas, soutenus par la mairie de San Rafael et par le Conseil Général de la Haute-Saône. Carlos, historien de formation et enseignant, œuvre également pour la conservation du patrimoine archivistique. Il espère créer le premier fond d'archives à San Rafael en collaboration avec le Conseil Général de la Haute-Saône. Son combat pour le développement de la culture et de l'identité locale lui a valu le soutien des maires depuis maintenant trois mandats.

829 Extrait du discours du chroniqueur historique de San Rafael le 14 juillet 2010.

Le chroniqueur historique met en place, de manière ludique, des activités culturelles lui permettant de raconter l'histoire. Il parcourt les « congrégations » en organisant des expositions de photographies anciennes du municipe ou des conférences sur une thématique précise, à Pital ou à Jicaltepec par exemple, mais aussi à la mairie de San Rafael. Ces photographies et ses interventions racontent l'histoire de San Rafael-Jicaltepec mais il œuvre en même temps pour un apprentissage de l'histoire par la participation. Il laisse les gens commenter les photographies, en leur donnant la possibilité de reconnaître des personnes ou des lieux utiles, selon lui, pour la mémoire et la réaffirmation de l'identité locale. Il propose aussi des rencontres entre descendants de français assez âgés pouvant raconter des anecdotes historiques à des jeunes élèves de San Rafael. Il espère ainsi renouer le dialogue entre les différentes générations et les gens de diverses origines. En parallèle, il s'intéresse également à l'histoire préhispanique et coloniale de San Rafael et de Jicaltepec, donnant une place importante aux indigènes et à leurs langues. Il fait régulièrement des visites guidées des sites archéologiques de Pital et il accompagne ses élèves lors de sorties culturelles à l'intérieur et à l'extérieur de San Rafael.

En 2010, il créait le « Festival de Muertos ». Il s'agit d'une visite guidée et commentée du cimetière de la ville à la tombée de la nuit. Le chroniqueur raconte l'histoire d'hommes et de femmes connus, parle de l'architecture des tombes anciennes, et fait prendre conscience aux visiteurs de l'importance des morts et des tombes. Des volontaires, étudiants, professeurs, étrangers, viennent déguisés en morts-vivants, jouant le rôle des défunts. Le but est de renouer avec les morts et les ancêtres pendant une petite visite nocturne.

Photographie 39

Festival de Muertos, San Rafael, ballet Nuestras raíces, Danse des vieux



Sources : © Noémie Pointeau, 2010.

En effet, la Toussaint ou « fête des morts (*Día de Muertos**) » est particulièrement importante au Mexique. Normalement, les Mexicains préparent un autel avec des offrandes dans leur maison et dans les écoles, et célèbrent le retour des morts lors de processions. À San Rafael, cette fête était célébrée, avant l'arrivée du festival, avec plus de pudeur ou de retenue. En effet, les descendants de français ont une relation différente avec leurs ancêtres, car ils considèrent la mort non pas comme un événement qui doit être célébré mais plutôt comme un moment de recueillement solennel. Pour autant, ce festival reconduit en 2011 a eu beaucoup plus de succès que lors de sa première édition auprès des habitants. À la fin de la visite, un spectacle du ballet « Nuestras raíces » d'*Antorcha Campesina* est présenté. Ils s'adonnent à représenter la mort par des danses, notamment avec la célèbre danse des vieux (= *Los viejitos*) ou celle du « Xantolo ». La mort est presque tournée en ridicule par les cris de la *Llorona*, une sorte de Dame Blanche, et les farces burlesques du Diable et de la Mort. Ce groupe intervient souvent dans la région lors de fêtes et lors de visites officielles de la délégation française ou pendant les voyages des touristes français.

De plus, dans un article du *Diario Martinense* datant du 12 juillet 2010, qui s'intitule « San Rafael : un processus de revalorisation de son identité », Carlos aborde le thème de la discrimination dans le passé et dans le présent. Selon lui, la refondation de l'identité *sanrafaelense* serait en partie due à l'éducation, à la diffusion de connaissances et de l'histoire aux nouvelles générations, aux nouvelles recherches menées ainsi qu'à la venue de plusieurs chercheurs à San Rafael. Ces éléments auraient changé les mentalités et permis une meilleure tolérance et généré des relations plus sereines entre les différentes ethnies, afin de ne pas répéter les erreurs du passé. Il existerait quand même des cas isolés de discrimination provoqués délibérément ou non par certains habitants. Les nouvelles générations seraient donc plus hétérogènes, même si elles n'auraient pas a priori le même style de vie et la même façon de penser ou de voir la vie. Ces jeunes s'intégreraient dans la société de San Rafael mais ils s'identifieraient toujours par groupe. Il y aurait eu une augmentation volontaire ou non de la part de ces groupes de se rapprocher de leur passé, de leur histoire, afin de mieux se connaître pour pouvoir entreprendre des actions collectives. Celles-ci seraient donc profitables pour tous car elles proviendraient de groupes divers et non plus d'un certain nombre restreint de la population.

L'idée de créer une égalité entre les individus et de concevoir une entente cordiale entre tous proviendrait alors de la volonté même de réunir deux peuples lors du jumelage et du désir de former une amitié franco-mexicaine, une connivence entre Français et Mexicains, une intégration de tous les membres de la « communauté » franco-mexicaine.

Cependant, comme il a été question à plusieurs reprises tout au long de cette recherche, la relation France-Mexique à San Rafael va bien au-delà d'un simple désir d'unir deux peuples. Il ne s'agit pas seulement d'une amitié franco-mexicaine, mais également d'enjeux sociaux, politiques et économiques, que certains groupes sociaux ont su manier parfaitement pour en tirer les meilleurs avantages. Pour autant, les effets de la mondialisation, les avancées technologiques, la récente crise économique mondiale, ainsi que la montée en puissance de la violence au Mexique ont bouleversé le quotidien des habitants.

B-LES EFFETS DE LA GLOBALISATION ET DE LA VIOLENCE SUR LA FRANCITÉ : L'IDENTITÉ AUX DEUX VISAGES

Il semblerait que les préoccupations actuelles des *sanrafaelenses* ont eu tendance à changer de direction. La globalisation, la crise et les violences ont eu des effets divers et variés sur les habitants. C'est comme si tout un mode de vie était en train de s'essouffler : les jeunes prennent la fuite à la recherche d'un travail décent, les travailleurs migrent pour améliorer leurs conditions de vie et s'éloigner de la criminalité ou des actes de violence⁸³⁰ quotidiens.

Peu à peu, à San Rafael et à Jicaltepec, les personnes âgées disparaissent laissant alors un vide mémoriel. Ils ne sont plus là pour raconter aux jeunes générations certaines anecdotes du passé ou de la vie d'antan. Ces jeunes habitants se voient également influencés par le phénomène de la globalisation et par la société de consommation (musique *reggaeton**, *fast-food*, téléphone portable et smartphone, influence de la langue anglaise) diffusée largement dans les publicités et sur internet. Cette nouvelle jeunesse est souvent attirée par le style de vie « à l'américaine » et rêve de voyager au-delà des frontières mexicaines. Après avoir terminé leurs études à San Rafael, les plus chanceux et les plus aisés partent souvent vers les grandes villes à la recherche d'une vie meilleure et d'un travail plus décent. C'est alors que ces petites villes de campagne comme San Rafael deviennent des lieux de rencontres entre anciens amis du lycée et/ou cousins éloignés, et avec la famille lors de visites brèves durant les weekends, les vacances scolaires ou les fêtes.

Un autre phénomène plus ancien, celui des migrations vers les États-Unis ou le Canada, engendre un déracinement profond et des ruptures familiales fortes. La pauvreté liée aux différentes réformes agraires et aux crises économiques a provoqué une fuite de la main d'œuvre journalière et paysanne, notamment à Jicaltepec et dans les « congrégations » du municipe de San Rafael. Ces allers-retours entre les États-Unis et le Mexique ont également contribué à une modification des coutumes, des modes de fonctionnement familiaux et de la vie paysanne (rapports entre hommes-femmes, entre parents-enfants, entre journaliers-patrons).

830 Martínez de la Torre est classé en zone rouge par la sécurité de l'Ambassade de France au Mexique.

En effet, dans certains cas, lorsque « l'homme migrant » quitte le foyer familial, la femme doit prendre en charge toute la famille et les décisions importantes et attend l'argent que son mari souhaitera lui envoyer. Il peut y avoir un éloignement entre parents et enfants lors d'un abandon. Très souvent, « la femme-célibataire migrante » ayant des enfants les confie à sa mère, sa sœur ou sa tante, dans l'espoir de pouvoir les emmener avec elle un jour. Il y a enfin une nouvelle relation entre patrons et journaliers. Les patrons restés au Mexique doivent prévoir les éventuels départs. Chaque année des petits producteurs, paysans, journaliers et ouvriers partent pendant 6 mois après avoir obtenu un contrat avec une entreprise étrangère, principalement au Canada. À leur retour, ils doivent s'assurer qu'ils pourront récupérer leur travail à San Rafael ou à Nautla. Ces dernières années, les retours se sont multipliés augmentant alors la réserve de main d'œuvre dans le milieu rural et par conséquent la montée du chômage car ils ne peuvent pas tous obtenir un travail et le retour des femmes au foyer laissant le travail à leurs maris.

Enfin, les conditions de vie au Mexique ont changé depuis les élections de 2007. Une montée en puissance de la violence et de la criminalité s'est abattue sur le pays : trafic de drogue et d'humains, meurtres et crimes en bandes organisées, enlèvements, blanchiment d'argent etc. Cette situation a largement contribué à l'accroissement de la diffusion de la culture et de l'identité à San Rafael et ailleurs car la défense de l'identité permet d'oublier ces situations dramatiques. En effet, le pays rongé par la violence se raccroche à ce qu'il peut considérer parfois comme étant l'essence même de sa raison d'être. C'est comme si les habitants avaient besoin de donner un sens à leur vie. Cela passe par la revendication culturelle et identitaire. Cependant, les actes de violence ont également provoqué des migrations internes dans tout le pays, ce qui remet en question les identifications des individus obligés à se délocaliser et se déraciner pour se protéger. Tous ses facteurs culturels, économiques, sociaux et politiques modifient considérablement les rapports sociaux, les coutumes, les relations de travail, la culture, l'identité etc. au fil du temps. Parfois, ils semblent éloigner les individus de leur attachement à leur univers d'origine et d'autres fois, ils offrent des ouvertures pour un rapprochement profond avec leurs racines.

SYNTHÈSE PARTIE III

Cette partie a permis de mettre en avant les répercussions du contexte national sur la localité et de mesurer les conséquences sur l'identité française à San Rafael. La défense de la francité cache des malaises et des conflits plus profonds, tels que la discrimination, la différenciation et la hiérarchisation* entre les groupes sociaux. Cette revitalisation n'est pas un phénomène isolé mais bien un cas mexicain, lié à son histoire et à ses processus sociaux-économiques.

Le chapitre sur l'intégration de San Rafael dans le système néolibéral mondial a démontré clairement que les descendants de français se sont appropriés, au même titre que les populations « autochtones », les nouvelles réformes issues de l'idéologie multiculturelle néolibérale. La création des articles 2 et 4 signe le tournant des revendications identitaires et culturelles entre les années 1990 et 2000. L'élite sociale de San Rafael composée principalement de descendants de français a pu ainsi défendre une identité et une tradition tout en obtenant une certaine autonomie politique. La francité leur a servi de tremplin pour développer le municipale car la crise économique et le modèle néolibéral ont obligé les populations à trouver des alternatives de développement social. En ce sens, les descendants agissent comme les autres Mexicains. Ils souhaitent conserver le passé et défendre leur origine commune linguistico-culturelle ou ethnique*, action devenue fondamentale pour la survie des populations. Se rapprocher de leur identité commune est rentable mais aussi nécessaire pour continuer à exister. Cependant, ces identités sont parfois marquées par des actes d'exclusion ou de rejet. Ces conflits apparaissent entre les membres revendiquant leur même origine ou entre ceux qui ne peuvent pas appartenir à celles-ci, jugés non-acceptables. En revanche, tous ne veulent pas ou ne peuvent pas dépendre de la même identité culturelle et préfèrent alors constituer leurs propres repères culturels. L'analyse de l'identité à San Rafael permet de comprendre le multiculturalisme néolibéral et de soulever ses limites. Le fait d'insérer l'étude dans un phénomène plus global nous mène à saisir les changements politiques, économiques et sociaux profonds que le Mexique a subis au cours de ces dernières années.

Le chapitre VIII consacré à la face cachée d'une colonie française s'est adonné à démontrer la hiérarchisation des groupes sociaux. Cela ne signifie pas qu'il existe une différence entre descendants et non descendants mais bien une marque de différenciation à partir des différentes « ethnies » et classes sociales liée au processus historiques et sociaux et créée par les discours de supériorité. Cette division est encore plus visible lorsque l'on analyse

les relations sociales au sein des activités professionnelles notamment celles liées à l'agriculture. L'origine n'a en réalité aucune importance sur l'antagonisme des classes sociales ou des fractions de classe. Cependant, l'élite sociale, ici les propriétaires, marquent une différence entre le fait d'être ou ne pas être Français. La réussite sociale est liée à leur statut social mais elle est aussi marquée par le sang et l'origine, comme si le fait d'être Français avait permis le succès. Or, il s'agit bien plus de la réaffirmation d'une supériorité morale de certains groupes sur d'autres. Les descendants de français sont donc Français grâce au processus politique auquel ils sont liés, c'est-à-dire le multiculturalisme néolibéral. Ils ont donc voulu se différencier des populations indigènes et des autres groupes descendants d'européens au Mexique mais, ils sont bien des sujets politiques qui créent des stratégies et des identités. En ce sens, il s'agit d'une identité politique marquée par des subjectivités d'infériorité et de supériorité, créant des catégories nouvelles et séparant les citoyens.

Le chapitre IX a voulu exposer l'arrivée de nouveaux groupes « émergents » et « de la résistance ». Ceux-là sont en partie issus des migrations des années 1940 et plus récentes, mais aussi liés aux conflits agraires qui ont opposé les membres actifs d'*Antorcha Campesina*, les *ejidatarios* et les propriétaires descendants de français. Ces nouveaux habitants ont également amené avec eux leurs traditions et leur identité. Toutes ces situations ont provoqué des changements à San Rafael, notamment au niveau culturel mais aussi au niveau social et politique. Ces habitants, pour la plupart originaires de la montagne nord de Puebla et du nord de Veracruz se sont associés à *Antorcha Campesina*. Ils ont créé leur propre quartier et bouleversé l'équilibre des pouvoirs au sein du municipale. En devenant une force politique par le vote et une réserve de main d'œuvre, les propriétaires ont dû accepter leur arrivée et négocier avec eux. D'une part, les problèmes agraires ont renforcé la disparité entre ces nouveaux migrants et les descendants de français, s'accusant mutuellement, les uns de voleurs et les autres de *terratenientes*, ce qui a renforcé les discriminations et les rejets. Pour autant, plusieurs acteurs locaux ont essayé de réconcilier les deux groupes en écrivant une histoire locale plus générale. La volonté d'inclure d'autres phénomènes historiques que ceux liés à la migration française, s'adressant ainsi à tous les membres de la société, ont dans un premier temps été mal acceptés. Contraints de se rendre à l'évidence, les descendants de français tolèrent les nouvelles mœurs et traditions, mais n'y participent que très peu. D'autre part, les problèmes actuels que le Mexique est en train de vivre sont également apparus à Veracruz, comme la violence, la pauvreté, le chômage, n'arrangeant guère les conflits au sein d'une société déjà fragilisée par la crise économique et par les complications que son identité mixte implique.

CONCLUSION

Partant des limites de l'histoire événementielle sur la migration française à San Rafael, le processus de construction identitaire qui s'achève à présent s'est voulu un éclaircissement de la revitalisation de l'identité française à travers les discours et les actions des acteurs sociaux depuis la création du jumelage entre les deux communes de 1986/88 à nos jours. Il a été question ici de proposer une vision d'ensemble du phénomène de renouveau de l'identité française à San Rafael, et de fournir une approche inévitablement personnelle mais la plus innovante possible, grâce à l'aide de sources écrites et orales pour la plupart inédites.

Le premier défi à relever concernait la partie historique de cette thèse. Il a fallu retracer l'histoire migratoire depuis l'arrivée des colons français à Jicaltepec en 1833 jusqu'en 1916, date à laquelle le dernier Vice-Consul fut révoqué. Cette phase initiale a été capitale pour mieux saisir l'importance des relations que les colons entretenaient entre eux, avec la France et avec les autorités mexicaines et pourquoi celles-ci avaient cessées soudainement. De même, cette recherche a permis de comprendre l'installation des colons dans la région de Nautla afin d'entrevoir les mécanismes sociaux et les conflits liés à la possession des propriétés terriennes. Le groupe de colons français a toujours eu un rapport privilégié avec la terre et défendu le droit à la propriété. Cette situation n'a pas été bien acceptée par la population locale comme le cas de certains caciques. La reconstruction de l'histoire migratoire a également montré que les colons, en tant que groupe, avaient tendance à préparer un espace essentiel pour eux et leur bien-être afin de reproduire un modèle et assurer une stabilité coloniale. Pour cela, il a été nécessaire de recouper des archives situées en France et au Mexique, principalement les archives diplomatiques à Nantes et les archives générales de l'état de Veracruz, afin d'éviter de tomber dans une histoire unilatérale de la France vers le Mexique.

Une des difficultés a été de déterminer la date à laquelle les descendants de français ont recouvré une identité française. La date du jumelage a été prise comme un point de référence et comme étant le détonateur de la résurgence de l'identité française à San Rafael. Cette recherche a essayé de ne pas évincer les relations qui ont pu exister entre l'ancienne colonie et la France, entre la fin de ce qui s'appelle « colonie française » en 1916 et la date du jumelage en 1986/88.

En effet, des événements majeurs ont marqué les Français de San Rafael comme la première et deuxième guerre mondiale, ce qui a permis de redynamiser de manière ponctuelle les relations entre les descendants et la France. Il a été question de la volonté de former un municipe dans les années 30, d'une action brève en faveur des alliées pendant la grande guerre, de l'engouement pour le 14 juillet et de la création des cours de français dans les années d'après-guerre. Même s'il a été difficile de ne pas prendre en compte ces faits historiques, la revitalisation de l'identité a été marquée par le jumelage et le retour des relations institutionnelles et personnelles entre les deux contrées, Champlitte et San Rafael-Jicaltepec.

Le deuxième défi tournait autour de la partie plus anthropologique de cette recherche. Les entretiens, les enquêtes de terrain, l'observation participante et les statistiques réalisées autour de ce travail de terrain ont permis de comprendre et d'analyser cette revitalisation. Il a fallu à plusieurs reprises repartir sur le lieu de la recherche pour interviewer des informateurs clefs, qui avaient été très souvent utilisés par d'autres chercheurs comme sources primaires. Il a été nécessaire d'amplifier la zone de recherche vers des informateurs moins identifiés, tout autant utiles pour la compréhension des phénomènes sociaux et historiques. En d'autres termes, il a été important d'élargir les interviews afin de percevoir la mémoire collective d'une plus vaste partie de la population et d'avoir un panorama plus représentatif des habitants de San Rafael. Les enquêtes de terrain, notamment dans les écoles, ont été d'une aide précieuse à la compréhension des idées et des discours que tiennent les jeunes générations et de l'éducation donnée aux enfants. L'observation participante a permis de vivre au quotidien les conditions de vie, de partager des moments et de discuter avec les habitants lors de conversations informelles, dans le but d'enrichir les sources. Les statistiques n'ont pas toujours été concluantes dans la mesure où il a été difficile de calculer réellement le nombre de descendants actuels. Elles ont permis de déterminer seulement le profil socio-économique d'une partie des habitants et donc des descendants de français.

Les trois thématiques abordées dans cette thèse ont tourné autour du constat général du phénomène étudié qui était celui de la revitalisation de l'identité, les mécanismes du processus de reviviscence de l'identité française et enfin les répercussions du contexte national sur l'identification des acteurs sociaux. Elles ont permis de réfléchir autour de certaines hypothèses proposées initialement et de discuter la problématique, c'est-à-dire connaître les raisons profondes et expliquer le fonctionnement de cette revitalisation, puis en appréhender les enjeux majeurs ainsi que les conséquences sur la localité.

CONCLUSION

Les hypothèses formulées au début insistaient sur le fait que ce mouvement de revitalisation n'était en aucun cas homogène. L'identité perçue et souhaitée avait tendance à évincer une partie de la population. D'autre part, il était question, dès le départ, de mettre en relation le global et le local. Il a fallu appréhender ce phénomène non pas comme une manifestation isolée, mais bien comme un cas imbriqué dans un contexte politique et économique-social national, à travers notamment le multiculturalisme et les diverses problématiques politiques et sociales du Mexique. Le cheminement, pour répondre à cette problématique et ces hypothèses, a été long et il me faut d'abord le retracer.

La première partie de cette thèse s'adonne directement à exposer la construction du renouveau de l'identité des descendants de français et leurs parcours pour y parvenir. Il a fallu faire resurgir les éléments tangibles et immatériels qui ont servi à la reconstruction de l'identité française. Trois constats ont été présentés liés à l'économie, la culture et la politique : l'histoire et la fondation économique de San Rafael, la création des associations culturelles, la création du municipe de San Rafael.

Le Chapitre I questionne la fondation de San Rafael et l'histoire de l'identité des descendants de français à travers l'histoire de la colonie et l'économie agricole. Les migrants français ont fondé leur économie sur l'agriculture. L'ascension économique de certains colons a rapidement éveillé les conflits entre les chefs locaux et les migrants. L'identité française que défendaient les colons français s'est ensuite vue ruinée par les conséquences de la Révolution Mexicaine, de l'éloignement de la France pendant la 1^{ère} guerre mondiale et la perte des relations diplomatiques et économiques entre celle-ci et les migrants. La contrainte des difficultés locales dues en partie aux réformes agraires et aux crises économiques successives a provoqué des césures notables au sein du groupe des descendants. De plus, la substitution du meilleur client potentiel, la France, par le voisin étasunien a permis une ascension sociale de nombreux descendants et le développement économique et sociale de San Rafael pendant l'âge d'or de la banane. Cette réussite sociale a éloigné les descendants français de leur identité, n'étant plus considérée comme un moyen d'apporter une solution à leur vie mexicaine.

Cependant, la crise économique de 1982 a relancé le besoin d'un attachement profond aux origines. Les descendants ont alors eu recours au passé des migrants et au mythe du « français travailleur, intègre, et courageux ». Partant de cette image pour défendre leur identité, ils l'ont ensuite alimentée par des éléments culturels et linguistiques, en renouvelant les contacts avec la France, en créant des associations utiles au développement de leur revitalisation.

La culture française et le patrimoine architectural, linguistique et gastronomique, la revalorisation des héros locaux défendus par les Français de San Rafael ainsi que la création des associations à la suite du jumelage en 1986-1988 – Chapitre II – marquent le début du renouveau de l'identité. Les différents groupes d'intérêts comme les associations civiles s'organisent pour récupérer des financements en jouant du discours de la francophonie. Pour négocier les ressources, elles collaborent avec les pouvoirs diplomatiques et régionaux français. Elles s'appuient sur la grandeur du passé de San Rafael et invoquent les héros locaux afin de recréer des symboles historiques et culturels. Cependant, même si les associations véhiculent un discours commun sur l'identité et la culture française, elles n'empruntent pas un chemin identique. Chacune utilisent des relations particulières pour devenir le gardien des valeurs perdues. En parallèle, les pouvoirs français ont des intérêts en jeu autour de ses relations, tant sur le plan économique que politique.

L'économie agricole, vecteur de conflits et d'appauvrissement de la société, a ouvert un terrain propice aux résurgences des identités. Une des conséquences de cette dernière a été la création des associations et la mise en place de symboles auditifs et visuels. Celles-ci ont contribué à l'élargissement des relations franco-mexicaines, mais ont aussi provoqué des luttes personnelles. Cependant, cette société civile a pour objectif de réactiver le moteur productif de la collectivité et de sauver les valeurs et les coutumes pour le bien-être collectif. Elle lutte pour opérer un changement dans l'espoir de voir ses conditions s'améliorer. Cela étant, elle évince facilement les autres groupes souhaitant eux aussi affirmer leur identité culturelle. C'est pourquoi, l'élite de San Rafael, défendant la culture et les racines, interprète ce qui doit être ou ne pas être culture en s'appropriant l'histoire migratoire, les héros historiques et les marques culturelles qui doivent être connus du grand public. Pourquoi vouloir comprendre ce phénomène uniquement depuis la culture ? Cette recherche a voulu aborder plusieurs angles afin non seulement de mettre en relation le local et le global mais aussi pour comprendre l'ampleur du phénomène. L'identité a pu être analysée depuis les relations politiques. Il est fascinant de voir le parallèle entre les groupes de pouvoirs locaux politiques et culturels et les différents jeux auxquels les acteurs sociaux ont joué depuis la création du jumelage. Le projet de municipalisation a été pour les élites locales une manière de revaloriser les échanges entre la France et San Rafael, de seller des liens officiels au niveau politique avec l'état de Veracruz et la France et de défendre un territoire perdu depuis si longtemps.

CONCLUSION

La fondation du Municipipe de San Rafael et les relations politiques des Français de San Rafael – Chapitre III – permettent de comprendre la configuration et la prise du pouvoir des élites económico-politiques. Elles ont su amener un discours d'unité locale à travers la lutte pour un territoire en réaffirmant leur identité. Celle-ci a pu être utilisée de manière stratégique dans ces processus de développement et d'autonomie territoriale. Cette reconnaissance des coutumes et de l'autonomie partielle permet à San Rafael d'être plus présent dans la vie politique de l'état de Veracruz et d'avoir un poids sur l'extérieur notamment avec les représentants et diplomates français afin de développer la revitalisation française. Il y a donc un double enjeu. L'identité française a pu servir pour obtenir une autonomie partielle mais cette dernière peut également soutenir le renouveau de l'identité dans le but de le consolider à travers les nouvelles relations politiques. Le triangle relationnel, pouvoir politique local, associations et dirigeants français confortent cette identité culturelle pro-française. Pour maintenir un consentement et convaincre activement les autres, les élites sociales créent des discours et utilisent les Institutions et les moyens de communication.

Cette première partie a permis de comprendre la dynamique mise en place autour de l'identité française sur trois plans différents. Elle confirme une hégémonie française car les élites sociales, défendant l'identité française, se retrouvent sur plusieurs champs (économique, social ou culturel et politique) nécessaires au développement d'une société.

La deuxième partie a pris en considération les mécanismes du processus de reconstruction de l'identité française et les raisons de celles-ci. Il a été question de reprendre les instruments et discours utilisés par les élites sociales pour diffuser largement leur vision du monde, propager l'identification française mais aussi pour conserver le patrimoine commun et la mémoire liée à la migration française.

Le chapitre IV a révélé que les élites sociales construisent une identité ethnique et culturelle et produisent des relations de pouvoirs à l'intérieur des formes d'inégalités sociales et culturelles. Elles invoquent des images et des discours négatifs de l'autre, réservent un espace culturel pour elles et contrôlent les institutions culturelles, comme la Maison de la Culture, pour maintenir la diffusion et la continuité d'une identité rêvée. Dans un élan de patriotisme, ces élites proposent des soirées comme la fête du 14 juillet. De la même manière que pour les cours de français, ces activités culturelles sont réservées à une partie seulement de la population car elles sont trop souvent sélectives alors qu'elles se veulent populaires. Pour certains habitants, ces événements font souvent référence à un « vide mémoriel » et pour d'autres, ils n'arrivent pas à y participer pour des raisons financières.

Ces distinctions, au premier abord, perçues de manière superficielle, se révèlent être des conséquences d'un passé colonial, mais elles sont ressenties comme un profond traumatisme et une injustice. Les élites sociales utilisent la blancheur comme une arme de pouvoir redoutable et des discours d'exclusion pour se différencier. Le discours sur la « race française » utilisé, en privé, par certains descendants justifie en partie leur identité, car la couleur de peau représente pour eux une marque de distinction sociale et raciale. Lors d'événements publics, le terme « culture » est repris afin d'invoquer la différenciation entre Français et Mexicains même si paradoxalement, certains descendants revendiquent aussi une moitié mexicaine en faisant apparaître le spectre du franco-mexicain. Ils conçoivent alors porter en eux les caractéristiques culturelles et raciales opposées à celles que portent les Mexicains et sont marqués d'une identité particulière par le sang français. Cette situation provoque des conflits et des rejets au sein de la communauté, entre les descendants eux-mêmes mais aussi entre descendants et non descendants. Les habitants de San Rafael ne sont pas tous considérés de la même façon ce qui crée une segmentation et une hiérarchisation.

Celles-ci compromettent particulièrement l'hégémonie grandissante de cette identité rêvée car elle exclue beaucoup trop d'individus. Pour pallier à ces problèmes, les élites sociales utilisent également les institutions éducatives car elles doivent conquérir les jeunes mentalités et reproduire une descendance égale à elles-mêmes. L'étude sur les écoles de San Rafael – chapitre V – a démontré clairement que les projets éducatifs ont réussi à enclencher et favoriser le développement des identités. Même si ces écoles sont différentes et ne revendiquent pas la même identité, elles ont su protéger un enseignement spécifique et ont fait en sorte que les discours tournant autour de l'identité se reproduisent chez les jeunes générations.

Le rôle de la jeune fille descendante que les familles françaises lui ont imparti est intéressant car cela démontre comment l'identité française repose en grande partie sur la femme. Elle doit se comporter de manière irréprochable en société et étudier à l'école. Elle représente non seulement la féminité, la pureté et la beauté utiles à la reproduction des descendants mais elle doit aussi avoir des qualités intellectuelles pour savoir éduquer ses enfants. La plupart du temps, elle reste à la maison pour s'occuper de sa famille en présence d'une domestique. Devant son mari, elle est souvent réduite à « un objet de décoration de la maison », qui doit se comporter selon des bonnes manières, rester au soin de celui-ci et de ses enfants.

CONCLUSION

Non seulement, les descendants ont usé des Institutions éducatives et des femmes pour protéger l'identité française et enseigner aux jeunes générations ce que doit être un bon Français, mais aussi de l'enseignement de l'histoire à travers les livres. Les descendants de français ont tout fait pour ne pas détériorer leur image. Les écrivains ayant travaillé sur San Rafael ont influencé la mémoire collective, mais ils ont aussi contribué à des projets culturels, devenus déterminants pour l'avenir de San Rafael, comme le jumelage ou la municipalisation. Pendant plusieurs années, des anecdotes, des histoires, des récits ont été complètement évincés tels que la vente des peones, la volonté de blanchiment du gouvernement mexicain au XIXe siècle, l'origine préhispanique de Jicaltepec entre autres. La mémoire collective permet donc à celui qui l'encourage dans son sens d'asseoir sa force, éléments primordiaux pour réussir à obtenir satisfaction dans la course au pouvoir. Les élites sociales mettent en place des stratégies, des relations, des discours afin de décrocher ce qu'elles désirent le plus, la nationalité française et garder un statut social au sein de la société.

L'étude a démontré que les raisons profondes de la résurgence de l'identité étaient liées au tourisme, à la récupération de la nationalité française et au développement commercial – chapitre VI. La volonté de créer un Pueblo Mágico n'est pas neutre dans un pays où la crise a affecté de nombreux secteurs, sauf le tourisme considéré comme la troisième ressource du pays. Le tourisme est devenu au Mexique une option pour les populations. Elles voient dans ces programmes une manière de diversifier leur forme de reproduction sociale et se persuadent intérieurement de leur particularité face aux autres et de leur richesse culturelle. En effet, ces programmes culturels permettent aux associations culturelles, d'aide à la personne et au développement, d'obtenir des ressources financières. Celles-ci deviennent un moyen pour continuer à exister et négocier avec la classe dirigeante locale et le gouvernement régional de la Haute-Saône ainsi que les forces associatives et diplomatiques françaises. En parallèle, la classe dirigeante et politique de San Rafael négocie d'éventuelles aides gouvernementales mexicaines pour la localité. Puis, elle essaye de se faire reconnaître par les dirigeants diplomatiques français lors de visites organisées au Mexique ou pendant les commémorations. Tous négocient pour développer le tourisme et le commerce, protéger l'environnement et aménager le territoire. Ces ressources sont rediscutées lors de réunions privées mais elles provoquent aussi des conflits entre les élites sociales. La mention Pueblo Mágico a échoué, mais elle n'a pas empêché les Français de San Rafael de revendiquer leurs droits et leur nationalité.

La recherche n'a pas pu démontrer combien de descendants de français ont récupéré leur nationalité, mais il y en aurait environ 5000 dont au moins 3000 à l'avoir réclamée. Si les Français de San Rafael ont dû abandonner leur nationalité pendant de nombreuses années pendant la Révolution Mexicaine et la première guerre mondiale, ils ont aujourd'hui initié un long processus administratif grâce à la loi de mars 1998, puis celle de 2005. Le fait de redevenir Français leur a donné des droits mais les oblige aussi à des devoirs que tous ne comprennent pas toujours comme la JAPD. Si certains pensaient obtenir plus qu'une reconnaissance de la part de la France, leur condition de Français de l'étranger ne leur permet pas d'exiger plus. La nationalité française est toujours perçue comme « un plus » pour les futurs enfants ou petits-enfants et symbolise une revanche sur le passé. Pourtant, elle n'a pas satisfait toute la société de manière équitable, certains se disent déçus, d'autres désabusés de ne pas avoir pu la récupérer, provoquant également des distinctions entre les descendants de français. Ils sont donc considérés avant tout comme Mexicains. La nationalité n'a pas été le seul intérêt des descendants surtout pour les agriculteurs qui souhaitent aussi obtenir « leur part du gâteau ».

D'un côté, les commémorations sont primordiales pour la société civile car les ressources sont diplomatiquement négociées pendant ces réunions pour financer certains projets culturels à San Rafael. D'un autre côté, elles servent de tremplin économique et sont politiquement importantes pour la classe dirigeante car les invités français, les politiques locaux et les acteurs économiques discutent de l'économie agricole et des possibles échanges commerciaux. Les descendants de français et les politiques locaux pensent pouvoir développer le commerce avec la France et voir en elle un client potentiel comme elle a pu l'être au XIX^e siècle. Or, le double enjeu pour la France est de créer de l'emploi pour les Mexicains et favoriser le développement d'entreprises françaises au Mexique. En d'autres termes, la France voit en son allié le Mexique une source de revenus et des futurs bénéfices alors que San Rafael envisage le commerce « à la française » comme une option pour contrer la crise et diversifier son économie.

Cette deuxième partie a permis de comprendre comment les élites sociales, politiques et culturelles ont obtenu la mainmise sur les secteurs privilégiés tels que la culture, le commerce, l'éducation ou le tourisme. Malgré la crise économique, elles souhaitent conserver un certain statut social. En même temps, elles utilisent un discours d'exclusion pour évincer les autres des cercles de pouvoirs et conserver le leadership. Elles luttent entre elles pour obtenir des ressources, la nationalité, développer le tourisme et l'agriculture.

CONCLUSION

Cependant, l'hégémonie française perçue dans la première partie doit être relativisée. En effet, même si l'élite sociale défendant la francité apparaît dans presque tous les secteurs de la société, le fait d'exclure et de diviser la population ne peut amener l'ensemble de celle-ci à une harmonie complète. Ces divergences sont également des conséquences du contexte national.

La dernière partie a souhaité s'intéresser aux répercussions du contexte national sur la localité et mesurer les conséquences sur l'identité française. Les contextes de crise économique des années 80 et du multiculturalisme des années 90 ont conduit cette recherche à penser San Rafael dans sa globalité en tant que village mexicain. Les problèmes implicites qu'implique le multiculturalisme, comme la séparation des groupes sociaux selon leurs différences, ont provoqué des hiérarchisations. En effet, la particularisation des groupes a fini par les éloigner davantage et leurs revendications ont complètement changé. Ces différenciations entre les individus se sont particulièrement révélées à San Rafael au niveau des relations professionnelles et du travail agricole. Cette situation conflictuelle a fait apparaître de nouveaux leaders, de nouvelles manières d'être et de paraître en opposition à celles que représente la francité et pour contrecarrer l'avancée des élites sociales.

Le chapitre VII a souhaité discuter autour du multiculturalisme à travers l'étude de San Rafael. L'élément le plus intéressant est que les descendants de français revendiquent au même titre que les populations indigènes une culture, un territoire, une langue, des traditions. Ils ne peuvent pas redevenir des immigrants dans leur propre pays, mais il semblerait que la « mexicanité » ne leur suffit plus. Pourtant, il n'est pas question pour eux d'oublier leur citoyenneté mexicaine et ils ne peuvent pas non plus invoquer leur droit à l'autonomie qui présuppose l'idée d'autochtonie, puisqu'ils ne sont pas descendants de Mésoamérique. En d'autres termes, ils ressemblent aux Mexicains car ils agissent comme les Mexicains et sont Mexicains. Le deuxième élément pertinent tient au fait que les politiques multiculturelles sont une stratégie de l'État-PRI pour préserver son hégémonie en s'alliant et en négociant avec les communautés rurales voyant son pouvoir diminuer. C'est pourquoi, en revendiquant leur langue et leurs traditions, en obtenant la création du municipe en 2003, les descendants de français agissent comme la majorité des autres municipes mexicains défendant les « us et coutumes ».

La recherche a également démontré, à travers le travail de D. Recondo, que ces revendications identitaires font également partis d'un changement dans la vie politique et sociale du Mexique. Les communautés récupèrent le gouvernement local, l'autonomie partielle ou la gestion de celui-ci et revendiquent une identité en partie réinventée. Les défenses des identités et des traditions sont devenues une stratégie pour les populations dans cette ère néolibérale. L'État-nation tolère toutes les revendications possibles tant qu'elles ne mettent pas en péril son intégrité. En somme, d'un côté, le multiculturalisme accepte les différences mais d'un autre côté, ces revendications n'ont pas permis de résoudre les inégalités sociales et les discriminations raciales. En effet, à San Rafael, l'origine sociale et ethnique est une marque de hiérarchisation de la population. De ces faits, il est alors possible de penser l'identité revendiquée par les descendants de français comme une identité politique créée par le multiculturalisme néolibéral.

Dans le chapitre VIII, la francité défendue par les descendants de français a été questionnée, en essayant de considérer celle-ci comme étant ethnique. En effet, les descendants de français participent à la création et à la régénération de l'État mexicain en tant que nation pluriculturelle, car le gouvernement mexicain a renoué avec l'ethnicité sous une forme multiculturelle. L'idéologie a donc forgé des subjectivités qui prévalent la supériorité morale et économique de certains individus sur d'autres. L'étude sur la vie professionnelle des individus et leurs relations permet de saisir comment les groupes sociaux se hiérarchisent à travers la classe sociale et l'ethnicité. Ces catégories se créent à partir d'une origine et d'un mythe qui affirment : qu'être Français vaudrait mieux car ils seraient plus travailleurs, intègres et économes que les Mexicains. Ce mythe s'est installé progressivement indiquant que les Français auraient mieux réussi que les Mexicains grâce à leurs valeurs culturelles qui s'hériteraient par les liens de filiation. L'ethnicité que prône le multiculturalisme n'a fait que révéler des supériorités ethniques et de domination.

En effet, à San Rafael, les catégories qui sont faites entre les individus s'imprègnent des origines ethniques. Même si le mot « indien » est moins utilisé que dans des zones où les gens parlent des langues indigènes, l'utilisation reste toujours connotée négativement et représente l'autre, ici le non-français. Historiquement « l'Indien », faisant souvent référence à la couleur de peau d'un individu et au passé colonial, a toujours été considéré comme l'être qui retarde le développement social et n'a que la seule force de ses bras pour travailler. À San Rafael, cet être, l'Autre, ne peut-être reconnu comme étant descendant de français car il ne représente pas, pour ceux qui décident, les caractéristiques physiques, sociales et culturelles que doit

CONCLUSION

posséder un Français. Les descendants de français ont cherché un référent non-métis, « blanc », « européen », « non autochtone », pour s'assimiler à la nation et de cette manière pour se mobiliser ethniquement, mais sans être identifiés comme les autres Mexicains. C'est tout le paradoxe de San Rafael, d'un côté, ils fonctionnent, agissent et revendiquent les mêmes choses que les Mexicains – référence aux communautés indigènes ou aux villages demandant leur autonomie – mais d'un autre côté, ils ne veulent pas être assimilés à eux, ni aux ascendants de Mésoamérique. C'est pourquoi, il est possible de dire que cette identité française est inventée, elle ressemble à un rêve, et elle devient une utopie collective. De même, cette situation contradictoire provoque alors de nouvelles envies et de nouvelles expressions d'être et de paraître, comme par exemple l'idée du Franco-Mexicain, un être métis, un sanrafaelense issu des deux pays.

Le chapitre IX s'est attaché aux nouvelles formes de revendications, aux nouveaux groupes émergents ainsi qu'à la continuité de cette identité rêvée dans un futur plus ou moins proche. L'arrivée de migrants travailleurs originaires principalement de la région nord de l'état de Veracruz et de la montagne nord de Puebla a reconfiguré les espaces sociaux et modifié les relations sociales entre les habitants. En effet, ces hommes et ces femmes, venus d'ailleurs, à la recherche d'un travail dans l'espoir d'améliorer leurs conditions de vie, ont amené avec eux leurs traditions et cultures, mais ils ont également dû chercher à s'insérer socialement et se trouver un territoire où vivre. L'une des dernières migrations parvenues dans les années 90 est à mettre en relation avec les rebondissements qui ont opposé certains propriétaires descendants de français et l'organisation politique d'Antorcha Campesina.

L'action de cette dernière s'est intensifiée entre la fin des années quatre-vingts et le début des années quatre-vingt-dix sur des terrains de Jicaltepec et de San Rafael. La partie intéressante de cette étude est marquée par le fait que la dispute entre les deux aurait pu rester au rang de problèmes agraires, mais elle a complètement déviée de son sens premier en infligeant aux uns le sceau de terratenientes d'origine étrangère et en accusant les autres de « voleurs de terres ». Le conflit s'est transformé en une question ethnique et d'identité, même sociale ou du moins liées aux origines alors qu'en réalité il s'agissait d'un problème de terre lié à la mauvaise gestion des Institutions de l'État. Cette situation a été une des conséquences du système appelé « clientélisme politique » qui a persisté et des réformes néolibérales qui ont provoqué plus d'inégalités sociales et de ségrégations spatiales entre quartiers riches et quartiers pauvres.

Pour pallier à ces rivalités, certains acteurs sociaux, comme le chroniqueur historique, ont essayé de mettre en place une réconciliation à travers la culture et les traditions, mais cela

prendra assurément du temps. Enfin, les effets de la mondialisation, les avancées technologiques, la récente crise économique mondiale de 2007-2009, ainsi que la montée en puissance de la violence au Mexique, ont bouleversé le quotidien des habitants. Tous ses facteurs culturels, économiques, sociaux et politiques modifient considérablement les rapports sociaux, les coutumes, les relations de travail, la culture, l'identité etc. au fil du temps. Parfois, ils semblent éloigner les individus de leur attachement à leur univers d'origine et d'autres fois, ils offrent des ouvertures pour un rapprochement profond avec leurs racines.

Les conclusions à l'issu de cette thèse s'avèrent donc être de plusieurs ordres. Premièrement, l'identité ne peut être considérée homogène, ni revendiquée par l'ensemble de la société car l'exclusion, les rancœurs et les conflits sont présents au niveau social et ethnique, ce qui affecte le développement social du village et l'entente entre tous. Il ne s'agit pas non plus d'un cas typiquement français mais bien mexicain, puisque les descendants de français ont milité entre 1992 et 1994 au même titre que les autres groupes mexicains et agissent comme des Mexicains. De ce fait, le processus de revitalisation de l'identité que San Rafael a entrepris peut se mesurer en trois phases, la crise de 1980 à 1990, l'apogée de 1991 à 2010 et le déclin ou la chute progressive de 2011 à 2013. La première se base sur la crise économique et le problème liés aux réformes néolibérales comme détonateur de la relance de l'identité, oubliée depuis de nombreuses années. En parallèle, l'aide précieuse du travail intellectuel des écrivains tels que J.C Demard et W.Capitaine permet de raviver la flamme bleue, blanche, rouge, de recréer une histoire migratoire française et d'invoquer la mémoire collective. La deuxième phase qui concerne l'apogée de la revitalisation de l'identité comprend le tournant multiculturel, article 2 et 4 que les descendants revendiquent au même titre que les populations indigènes. Cette situation, considérée comme l'épopée française, permet la réhabilitation de la langue, la création de nombreuses associations civiles défendant la culture française et de musées, la célébration des cérémonies, la demande de la nationalité (lois de 1998 et de 2005). De plus, cette époque correspond à l'apogée de l'État-PRI (jusqu'en 2000) permettant non seulement la récupération du municipe en 2003 mais aussi la défense des « us et coutumes ».

CONCLUSION

Le déclin porte sur ces dernières années avec la montée en puissance du groupe d'Antorcha Campesina, force politique nationale ayant intégrée petit à petit la politique locale, et la perte de la mairie de San Rafael en 2013-2014 par les descendants de français due à des conjonctures politiques. La crise économique mondiale de 2007 a également provoqué une plus grande segmentation de la population. Le retour de plusieurs migrants des États-Unis a changé le panorama de la main d'œuvre, devenue trop importante pour être toute active. L'arrivée de la violence au Mexique a aussi transformé le caractère tranquille des villages mexicains comme San Rafael. Cependant, il s'agit d'une chute progressive puisque l'identité française est encore bien présente dans les esprits des habitants de San Rafael. Les descendants de français les plus aisés tentent de conserver un leadership au moins sur le plan économique et culturel. L'exclusion sociale, la discrimination ethnique et l'exploitation de la main d'œuvre journalière sont toujours des signes de distinction et de hiérarchisation de la population sanrafaelense.

Deuxièmement, les identités sont des formes de revendication culturelle mais elles cachent des choses plus profondes. Il a donc fallu traiter le sujet non pas uniquement comme un problème d'identité mais également ethnique et de classe sociale lié à l'histoire du Mexique. En effet, il ne s'agit pas d'un cas isolé, ni d'un groupe homogène, ni non plus d'une hégémonie locale totale puisque cette identité n'inclue pas l'ensemble de la population et la totalité de celle-ci ne se reconnaît pas dans ces revendications identitaires françaises. En créant, le mythe du « français travailleur » et en reconstruisant un idéal français, les élites sociales ont laissé derrière elles une partie de la population ne correspondant pas à leurs critères de « vrais Français ». Cela a provoqué des conflits, des rancœurs, des tensions, des discriminations et des contradictions entre descendants et non descendants, entre les descendants eux-mêmes. Il n'existe pas de dichotomie entre Français et Mexicains mais bien une société qui fonctionne de manière complexe selon différentes relations sociales existantes et possède une culture en mouvement permanent.

Troisièmement, des stratégies liées aux identités sont déployées par les élites sociales, comme l'utilisation de la francophonie pour négocier, récupérer des ressources, développer le tourisme, le commerce, diriger un territoire et défendre les « us et coutumes ». L'identité est également bénéfique pour les dirigeants français, les représentants des Français de l'étranger et le Conseil Général de la Haute-Saône. Ils y voient un élément important pour développer le commerce, offrir du travail aux Mexicains, importer des usines françaises (investissements français), pour trouver un futur électorat et obtenir une visibilité sur le plan international.

Enfin, pour les groupes sociaux, les ethnies et les identités sont devenues des réponses à la crise économique ou plutôt aux crises économiques. C'est aussi une manière pour eux de se faire entendre et de participer politiquement, économiquement et socialement dans la vie de l'État. Cette hiérarchisation et cette différenciation sociale et ethnique, s'apparentent à une diversification de classe sociale dans un régime d'exploitation, lié au contexte économique néolibéral, qui est dissimulée dans les discours culturels revendiquant une identité. Les identités sont donc traversées par des discours de type raciste, ethnique et de classe sociale, car les individus vont intérioriser leur identité à partir de leur expérience de vie, de leur classe sociale, et de leurs relations.

Néanmoins, consciente du travail qui reste encore à mener, il faudrait accentuer les recherches vers une étude plus approfondie de ces populations migrantes vivant dans les localités du municpe, comme le cas de Puntilla Aldama et Pital ou les quartiers de San Rafael. L'objectif pourrait être de détailler encore plus les relations sociales et les groupes d'intérêts qui existent au sein du municpe. Il serait judicieux d'approfondir les chiffres concernant la population « réelle » française, même si cela est difficile à faire, car il faudrait choisir des paramètres qui permettent d'identifier et de classifier la population française et non française. Il serait bien également d'élargir les questions sur l'identité, d'enrichir le travail sur les problèmes ethniques et de classe sociale et de réfléchir sur le multiculturalisme en englobant différentes ex-colonies européennes dans l'espoir de fournir un travail comparatif et de ne pas rester seulement sur une étude de cas. En effet, les autres recherches possibles seraient donc de penser une étude comparée sur une échelle plus grande, soit au niveau national, en utilisant par exemple le cas de la colonie italienne de Chipilo (Puebla, Mexique), ou soit au niveau du continent des Amériques, en comparant les différentes colonies françaises qui ont existé ou existent encore comme par exemple en Argentine, au Paraguay ou au Brésil.

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

1- Identités et Mémoire

a- Ouvrages monographiques

Anath Ariel de Vidas (Coord.). *Pour une histoire souterraine des Amériques, jeux de mémoires enjeux d'identité*. Parsi, L'Harmattan, 2008.

Bertrand, Michel. De Roux, Rodolfo (dir.). *De l'un au multiple. Dynamiques identitaires en Amérique Latine*. Presses Universitaires du Mirail, 2008. Université de Toulouse-Le Mirail.

Bonniol, Jean-Luc. Crivello, Maryline. *Façonner le passé. Représentations et cultures de l'histoire XVIe-XXIe siècle*. Publications de l'Université de Provence, 2004.

Castells, Manuel. *Le pouvoir de l'identité*. Fayard. 1999.

Giménez, Gilberto. *Estudios sobre la cultura y las identidades sociales*. Consejo Nacional para la Cultura y las Artes ITESO, Universidad Jesuita de Guadalajara, México, 2007.

Le Goff, Jacques. *Histoire et Mémoire*. Editions Gallimard. 1988, pour la présente édition.

Lévi Strauss, Claude. *L'identité*. 1977. Editions Grasset et Fasquelle.

Mucchielli, Alex. *L'Identité. Que sais-je?* PUF, 1986.

Rolland, Denis. *Mémoire et Imaginaire de la France en Amérique Latine*. L'Harmattan, 2000.

Thiesse, Anne-Marie. *La création des identités nationales Europe XVIIIe-XXe siècle*. Editions du seuil, mars 1999, octobre 2007.

b- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Cuche, Denys. Chapitre 6 « Cultura e Identidad » dans *La noción de cultura en las ciencias sociales*. Edición Nueva Visión. Buenos Aires, 1999, pp 107-123.

Friedman, Jonathan. Chapitre 5 « Cultura, identidad y proceso mundial » dans *Identidad cultural y proceso global*, Argentina, Amorrortu, 2001.

Giménez, Gilberto. « Materiales para una teoría de las identidades sociales » dans *Decadencia y auge de las identidades*. José Manuel Valenzuela Arce (Coord.). El Colegio de la Frontera Norte/ Plaza y Valdés. México, 2004, pp. 47-75.

Hall, Stuart. « Who needs identity? » dans *Questions of Cultural Identity*. Editorial selection and matter edited by Stuart Hall and Paul du Gay. 1ère publication 1996, 13ème publication, Grande Bretagne, 2003.

León López, Arturo. Cortez Ruiz, Carlos. Guzmán Gómez, Elsa. Diego Quintana, Roberto (coord.). *Cultura e identidad en el campo latinoamericano*. Volumen I. ALASRU. México, 1999. pp. 5-18, pp. 71-110, pp. 138-159, pp. 210-225, pp. 283-307, pp. 339-359 y pp. 379-402.

Möller, Horst. « Mémoire historique et identité nationale » dans *Identité et Mémoire*. Collection penser l'Europe, mars 2007, pp. 35-47.

Ricoeur, Paul. *Temps et récit*. Paris, Seuil, 3 vol., 1983, 1984, 1985, 2000, L'histoire, la mémoire et l'oubli, Seuil. pp. 3-163, pp. 167-230 et pp. 536-589.

c- Articles revue papier et/ou en ligne

Brubaker, Rogers. Au-delà de l' « identité ». Le seuil - *Actes de la recherche en sciences sociales* 2001/3, 139, p.66-85. [en ligne, CAIRN].

Elbaz, Mickhaël. « Les héritiers. Générations et identités chez les juifs sépharades à Montréal » dans *Revue Européenne de migrations internationales* vol 9 N°3, pp. 13-34.

Isla, Alejandro. « Estado y Comunidad. Políticas de identidad » dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*, Debates, 2005, [En ligne], Mise en ligne le 27 janvier 2005. URL : <http://nuevomundo.revues.org/index33.html>. Consulté le 02 novembre 2009.

Mahmood, Mamdani. « Beyond Settler and Native as Political Identities: Overcoming the Political Legacy of Colonialism » dans *Comparative Studies in Society and History*, Vol. 43, No. 4, pp. 651-664 published by Cambridge University Press, 2001. Accessed 23/09/2010.

McDonald, James. H. « Formación de la identidad étnica entre los inmigrantes italianos en México » dans *Relaciones. Estudios de Historia y sociedad*. Vol XVIII-N° 71-Verano 1997, pp. 159-199.

Taylor, Mary N. « Crítica « folk »: antiliberalismo y el discurso del cambio de régimen robado en la Hungría contemporánea » dans *Revue Bajo el volcán* du Posgrado de Sociología del Instituto de Ciencias Social y Humanidades de la BUAP 17, 2010.

2- Migrations et Réseaux sociaux

a- Ouvrages monographiques

Cramaussel, Chantal. González, Delia (editoras). *Viajeros y migrantes franceses en la América española y portuguesa durante el siglo XIX*. Volumen I y II. El Colegio de Michoacán 2007, México. pp. 265-287 et pp. 291-337.

González Navarro, Moisés. *La colonización en México (1877-1910)*. México, 1960.

Gouy, Patrice. *Pérégrinations des Barcelonnettes au Mexique*. Grenoble, Presses Universitaires de Grenoble, 1980.

Maison, Hippolite. Debouchet, Charles. *La colonización francesa en Coatzacoalcas*. Colección UV Rescate, UV, sans date.

Meyer, Rosa María. Salazar, Delia (coord.). *Los inmigrantes en el mundo de los negocios*. Plaza y Valdés. Primera edición 2003, México. pp. 67-75 et pp. 235-271.

Rosental, Paul-André. *Les sentiers invisibles. Espace, familles et migrations dans la France du 19e siècle*. Écoles des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1999.

Thomson, Guy P. C. *La colonización en el departamento de Acayucan : 1824-1834*. Hertford College, Oxford. pp. 253-299, 1974.

b- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Cien viajeros en Veracruz. Crónicas y relatos tomo VII – 1874-1896. 1992, Gobierno del Estado de Veracruz. Traducción del francés, que la imprenta de Paul Dupont, publicó en París en 1892. « Ludovic Chambon: Un gascon en México », pp. 227-248.

Córdova Santamaría, Susana. « Inmigrantes italianos en el grupo hegemónico de Huatusco » dans *Café y sociedad en Huatusco, Veracruz. Formación de la cultura cafetalera (1870-1930)*. Primera edición en Regiones, 2005, pp. 169-177.

González A. de Reufels, Delia. « La Découverte du Sonora par les Français (Mexique, 1848-1854) » dans *À la redécouverte des Amériques. Les voyageurs européens au siècle des indépendances*. Bertrand, Michel. Vidal, Laurent (dir.). Presses Universitaires du Mirail, 2002. Université de Toulouse-Le Mirail. pp. 125-137.

Huerta, Mona. « Le voyage aux Amériques et les revues savantes françaises au XIXe siècle » dans *À la redécouverte des Amériques. Les voyageurs européens au siècle des indépendances*. Bertrand, Michel. Vidal, Laurent (dir.). Presses Universitaires du Mirail, 2002. Université de Toulouse-Le Mirail. pp. 73-93.

Juárez Matrínez, Abel. «Un proyecto fallecido de colonización en la intendencia de Veracruz, 1800-1810» dans Blázquez Domínguez, Carmen. Contreros Cruz, Carlos. Pérez Toledo, Sonio (coord). *Población y estructura urbana en México, siglos XVII y XIX*, México, UNAM, 1996, pp. 223-238.

Mongne, Pascal. « Imaginaire et réalité : L'Imagerie du Mexique durant la première moitié du XIXe siècle » dans *À la redécouverte des Amériques. Les voyageurs européens au siècle des indépendances*. Bertrand, Michel. Vidal, Laurent (dir.). Presses Universitaires du Mirail, 2002. Université de Toulouse-Le Mirail, pp. 97-124.

Sánchez, Evelyne. « L'industrie mexicaine vue par les voyageurs européens du XIXe siècle » dans *À la redécouverte des Amériques. Les voyageurs européens au siècle des indépendances*. Bertrand, Michel. Vidal, Laurent (dir.). Presses Universitaires du Mirail, 2002. Université de Toulouse - Le Mirail, pp. 207-222.

c- Articles revue papier et/ou en ligne

Cramaussel, Chantal. « El Perfil del migrante francés a mediados del siglo XIX » dans México-Francia <http://www.mexicofrancia.org/articulos/p8.pdf>. Version antérieure dans *Cahiers des Amériques Latines* 47, IHEAL, 2006, pp.133-159.

Bertrand, Michel. « De la familia a la red de sociabilidad » dans *Revista Mexicana de sociología*, N°2, Vol 61, abril-junio de 1999, pp. 107-135.

Cahiers des Amériques Latines. Dossier 45. *Migrations, Territoires et Multiculturalisme*. IHEAL Éditions, 2005.

Collomp, Catherine. « Histoire de l'immigration aux États-Unis un bref état de la question » dans *Les chantiers de l'histoire*. N°1255, 2005.

Fernández Christlieb, Federico. Pérez Siller, Javier. Coudart, Laurence. *Babel ciudad de México: La Comunidad Francesa en la ciudad de México*. Instituto de cultura de la ciudad de México, 1999.

Meyer, Jean. « Les Français au Mexique au XIXe siècle » dans *Cahiers des Amériques Latines*, Paris, IHEAL, n°9-10, 1974, pp. 44-71. (trad. esp. Relaciones, n°2, El Colegio de Michoacan, 1980).

Olveda, Jaime. « Proyectos de colonización en la primera mitad del siglo XIX » dans *Relaciones. Estudios de Historia y Sociedad*. Vol XI-N° 42-Primavera 1990, pp. 23-47.

Sánchez, Evelyne. « Les enjeux territoriaux des politiques migratoires et de colonisation intérieure dans le Mexique postcolonial (1823-1880). Les colonies européennes dans l'Etat de Veracruz », (p 97-118) dans *Etat et Nation I (19ème siècle)* numéro coordonné par Enrique Fernández Domingo, Cahiers ALHIM, numéro 15, 2008.

Sánchez, Evelyne. « Crear al hombre nuevo. Una visión crítica de los experimentos de europeización en Veracruz en el siglo XIX » dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. 2004-N° 4, mis en ligne le 8 février 2005. URL: <http://nuevomundo.revues.org/document447.html>.

3- Culture et Multiculturalisme

a- Ouvrages monographiques

Adler Lomnitz, Larissa. *Redes sociales, Cultura y Poder*. Ensayos d'Antropología Latinoamericana. Primera edición 1994. Miguel Ángel Porrúa, librero-editor, México, 2001.

Hale, Charles R. *Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights, and the Politics of Identity in Guatemala?* Cambridge University Press. Printed in the United Kingdom, 2002.

BIBLIOGRAPHIE

Recondo, David. *La política del Gatopardo. Multiculturalismo y Democracia en Oaxaca*. México, Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social, Centro de Estudios Mexicanos y Centroamericanos, 2007. 488 p. Publicaciones de la Casa Chata.

b- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Dehouve, Danièle. « Prologue et introduction » dans *La géopolitique des Indiens du Mexique. Du local au global*. CNRS éditions, Paris, 2003. p. 1-29.

Gros, Christian. « Nationaliser l'Indien, ethniciser la nation. L'Amérique Latine face au multiculturalisme » dans *Être indien dans les Amériques*. Christian Gros et Marie Claude Stringler. Préface de Philippe Descola du Collège de France. Edition de l'IDA, 2006, pp. 263-271.

Valenzuela Arce, José Manuel. « Introducción. Crónica y estudios culturales en México. Teorías de la cultura » dans *Los estudios culturales en México*. José Manuel Valenzuela Arce (Coord.). FCE, México, 2003, pp. 15-33.

Williams, Raymond. « Teoría cultural » dans *Marxismo y literatura*. Volume 265 de Historia, Ciencia y Sociedad. Península, 1997, pp. 93-164.

Žižek, Slavoj. « Multiculturalisme, la Réalité d'une Illusion » (pp. 75-90) dans *Vivre la fin des temps* Traduction française Flammarion, 2011. Titre original : *Living in the End Times* Editions Verso, Londres/New York, 2010.

c- Articles revue papier et/ou en ligne

Adonon, Akuavi. « Le droit étatique mexicain et les populations indigènes : fonction de reconnaissance ou fonction d'intégration », *Droit et cultures* [En ligne], 56 | 2008-2, mis en ligne le 03 février 2009, consulté le 28 novembre 2011. URL : <http://droitcultures.revues.org/187>.

Monnet, Jérôme. *La ville et son double. Images et usages du centre : la parabole de Mexico*. Paris, Nathan, 1993, 224p. Réf : Lepetit B., « Compte rendus de Jérôme Monnet La ville et son double. Images et usages du centre : la parabole de Mexico ». *Annales. Histoire, Sciences sociales*, Année 1995, Volume 50, Numéro 6 p.1380-1381. <http://www.persee.fr>

Žižek, Slavoj. *Multiculturalismo o la lógica cultural del capitalismo multinacional*. Paidós / Buenos Aires, Argentina, 1998, pp. 137-188

d- Documents internet

« Pueblos Mágicos » - Reglas de Operación, *SECTUR México*, 2001.

4- Classe sociale et Néolibéralisme

a- Ouvrages monographiques

Harvey, David. *A brief history of neoliberalism*. Oxford University Press, N.Y, 2005.

Macip Rios, Ricardo Francisco. *Somos un país de peones. Café, Crisis y el estado neoliberal en el centro de Veracruz*. BUAP, México, 2005.

Romero Redondo, Iván Abraham. Acosta Barradas, Rey. Morales Carreto, Miriel. « El nuevo orden económico internacional a partir del modelo neoliberal y perspectivas de la sociedad mexicana (1982-2005) » dans *Estructura socioeconómica de México*. Secretaría de Educación de Veracruz, Xalapa, 2009.

b- Articles revue papier et/ou en ligne

Macip Rios, Ricardo Francisco. « Clase y discriminación » dans *Ciencia, revista de la academia mexicana de ciencias*, vol. 59 No. 2: 23-31. Consulté le 17/11/09. URL : http://revistaciencia.amc.edu.mx/images/revista/59_2/PDF/05-614-p23-31.pdf. 2008.

5- Ethnicité et Racisme

a- Ouvrages monographiques

Fanon, Frantz. *Escucha Blanco*, primera edición en 1952 by Editions du seuil, Paris. Titre original: *Peau Noire, Masques Blancs*, edición de 1966 by Editorial Nova Terra, Barcelona.

Gómez Izquierdo, José Jorge (Coord.). *Los caminos del racismo en México*. BUAP, México, 2005.

Memmi, Albert. *Le Racisme*. Éditions Gallimard, 1982.

Taguieff, Pierre André. *La couleur et le sang. Doctrines racistes à la française*. Mille et une nuits, département Arthème Fayard, janvier 1998-février 2002.

Warman, Arturo. « Indigenist Thought » dans *Multi-Ethnic Societies : The latin American Case*, 1982.

Wieviorka, Michel. *El Espacio del Racismo*. Ediciones Paidós Barcelona – Buenos Aires – México, 1992. Titre original: *L'espace du Racisme*. Editions du seuil, 1991.

b- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Gómez Izquierdo, José Jorge. « Problemas del racismo y del nacionalismo durante la Revolución Mexicana. Capítulo III: Proyecto de Nación: xenofilia y mimetismo. La política de colonización y la inmigración china (1871-1882) » dans *El movimiento antichino en México (1871-1934)*. Edición Eduardo Méndez Olmedo, primera edición 1991, Instituto Nacional de Antropología e Historia, México, pp. 41-53.

Knight, Alan. « Racismo, Revolución e Indigenismo México, 1910-1940 » dans *Cuadernos del Seminario de Estudios sobre el Racismo en/desde México*, Número I, José Jorge Gómez Izquierdo (coord. Y editor de la serie). Instituto de Ciencias Sociales y Humanidades Puebla, México, 2004.

Zermeño, Guillermo. « Du mestizo au métissage : archéologie d'un archétype de la mexicanité » dans *De l'un au multiple. Dynamiques identitaires en Amérique Latine*. Bertrand M. et De Roux R. (dir.) Presses Universitaires du Mirail, 2008. Université de Toulouse-Le Mirail.

c- Articles revue papier et/ou en ligne

Castellanos Guerra, Alicia. « Antropología y Racismo en México » dans *Racismos*. Desacatos Revista de antropología social, número 4. Ciesas, México, 2000.

Hall, Stuart. « The local and the Global: Globalization and Ethnicity » dans King, Anthony D. (ed.), *Culture Globalization and the World-System. Contemporary Conditions for the Representation of Identity*, Binghamton, University of New York at Binghamton, pp. 19-39. <http://www.cholonautas.edu.pe/biblioteca.php>, (en ligne), 1991, pp. 1-24.

Macip Rios, Ricardo Francisco. « Racismo y superexplotación : los jornaleros indígenas en el ejército industrial de reserva » dans *Bajo el Volcán*, vol. 7, Núm. 11, sin mes, 2007, pp. 45-60 BUAP, México, 2007.

Paredes, Armando. « L'intégration des étrangers dans la « république métissée » : le Mexique », *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 12 | 2006, [En ligne], En ligne depuis le 21 septembre 2007. URL : <http://alhim.revues.org/index1292.html>. Consulté le 04 février 2010.

Sánchez, Evelyne. « Nacionalismo y racismo en el México decimonónico. Nuevos enfoques, nuevos resultados » dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos*. 2007-N° 7, mis en ligne le 30 janvier 2007. URL: <http://nuevomundo.revues.org/document3528.html>.

d- Thèses, travaux universitaires, projets de recherche

Guillaumin Colette. « Una sociedad en orden. Sobre de las formas de la ideología racista ». Publié en français dans *Sociologie et Sociétés*, 1992, XXIV, 2 pp.13-23. Version espagnole pp. 42, dans Hoffmann, Odile. Quintero, Oscar (coord.). *Estudiar el Racismo : textos y herramientas*. Document de travail N°8, México: Proyectos AFRODESC/EURESCL, 2010.

Reyes Kipp, Anaid. « *Un arroz negro entre los blancos* ». *Etnicidad, tierra y poder en Chipilo, Puebla*. Thèse inédite. Cholula, Puebla, México a 23 de septiembre de 2005. Universidad de las Américas Puebla.

Taguieff, Pierre André. « Introduccion al libro « El color y la sangre. Doctrinas racistas ‘a la francesa » dans Hoffmann, Odile. Quintero, Oscar (coord.). *Estudiar el Racismo : textos y herramientas*. Document de travail N°8, México: Proyectos AFRODESC/EURESCL, 2010.

6- Histoire agraire

a- Ouvrages monographiques

Gómez Carpinteiro, Francisco Javier. *Tanto que costó. Clase, cultura y nueva ley agraria en un ejido*. INAH, México, 1998.

Gómez Carpinteiro, Francisco Javier. *Gente de azúcar y agua Modernidad y posrevolución en el suroeste de Puebla*. El Colegio de Michoacán, 2003.

Gutelman, Michel. *Capitalismo y reforma agraria en México*. Première édition en français en 1971. Titre original : *Réforme et mystification agraires en Amérique Latine. Le cas du Mexique*. François Maspero, Paris. 1974 pour la présente édition, ERA, S. A. Colección Problemas de México, pp. 3-290.

Mintz, Sidney W. *Dulzura y poder: el lugar del azúcar en la historia moderna*. 1996 en español siglo veintiuno editores, 1985.

Skerritt, David. *Una dinámica rural. Movilidad, cultura y región de Veracruz*. Universidad Veracruzana, Xalapa, Ver., México, 2008.

Wolf, Eric R. *Las luchas campesinas del siglo XX*. Première édition en espagnol 1972. Siglo XXI editores. Première édition en anglais 1969, 1969 by eric r. wolf, par harper and row publishers (New York). Titre original: *Peasant wars of the twentieth century*. pp. 13-76.

b- Chapitre d'ouvrage monographique ou collectif

Moguel, Julio. Robles, Rosario. Rubio, Blanca. « Historia de la cuestión agraria mexicana: Tomo 7 » dans *La época de oro y el principio de la crisis de la agricultura mexicana: 1950-1970*. Coordinateur du tome Julio Moguel. Siglo veintiuno editores, primera edición 1988, México.

c- Articles revue papier et/ou en ligne

Knowlton, Robert J. « El ejido mexicano en el siglo XIX » dans *Historia mexicana*, COLMEX, vol. XLVIII. Julio-septiembre de 1998, No. I, tomo 198.

d- Actes de colloque

Del Rey, Alberto et Quesnel, André. *Les lois agraires de 1917 et de 1992 au Mexique : leurs implications intrafamiliales, intergénérationnelles et migratoires au Sud de l'état du Veracruz*. Colloque International « Les frontières de la question foncière », Montpellier, 2006.

e- Documents, guides touristiques, publicité

Ruta de la vainilla, 1ra edición bilingüe. 2008-2010. Veracruz, Gobierno de estado.

7- Hégémonie, Pouvoir et Nation

a- Ouvrages monographiques

Anderson, Benedict. *L'imaginaire national, Réflexions sur l'origine et l'essor du nationalisme*. La Découverte/Poche, Paris 2002. Première édition en 1983 Benedict Anderson.

Beasley-Murray, Jon. *Posthegemony. Political Theory and Latin America*. University of Minnesota Press. Minneapolis, London, 2010.

González Navarro, Moisés. *Anatomía del poder en México, 1848-1853*. El Colegio de México, 1983, pp. 78-87.

Hobsbawm, Eric. *Nations et nationalisme depuis 1780. Programme, mythe et réalité*. Editions Gallimard, 1992 pour édition française. "Première édition 1990 EJ. Hobsbawm.

Macip Bazán, Ricardo. *Autonomía y Descentralización de los servicios públicos. Los juegos del desarrollo en Tlaxcala en la remunicipalización de 1995*. Universidad Autónoma de Tlaxcala, 2002.

Macip Bazán, Ricardo. *La remunicipalización en el contexto global. Santa Apolonia Teacalco, México Centennial EU*. Universidad Autónoma de Tlaxcala, 2003.

Macip Bazán, Ricardo. *Autonomía y federalismo horizontal. La remunicipalización en el estado de Tlaxcala como estrategia de desarrollo regional*. Universidad Autónoma de Tlaxcala, 2004.

Wolf, Eric R. *Figurar el poder. Ideologías de dominación y crisis*. Edición Antropologías CIESAS, 2001, México. Titre original: *Envisioning Power. Ideologies of Dominance and Crisis*. 1998, Regents of the University of California Press, pp. 15-95.

b- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Macip Bazán, Ricardo. "La teoría de los juegos y el cambio social" dans *Aplicaciones del Neoinstitucionalismo a problemas públicos locales en México*. (Fabio Rodríguez Korn y Sylvia B. Guillermo Peon coord.). BUAP, 2006.

Roseberry, William. « Hegemony and the language of contention » dans *Everyday forms of state formation. Revolution and the negotiation of rule in modern Mexico*. Edited by Gilbert M. Joseph and Daniel Nugent. Duke University Press, Durham and London, 1994, pp. 355-366.

c- Article revue papier et/ou en ligne

Bataillon, Claude. Prévôt-Schapira, Marie-France. « Elisée Reclus : lecture(s) du territoire de l'État-nation mexicain » dans *Hérodote*, n°117, La Découverte, 2^o trimestre 2005, pp. 105-122.

Langue, Frédérique. « Las élites en América española, actitudes y mentalidades » dans *Nuevos Mundos, Mundos Nuevos* (en ligne), BAC – Biblioteca de Autores del Centro, Langue, Frédérique, Mise en ligne le 12 novembre 2005, consulté le 10 février 2013. [URL://nuevomundo.revues.org/1178](http://nuevomundo.revues.org/1178).

Rubin, Jeffrey W. « Descentrando el régimen: Cultura y Política regional en México » dans *Relaciones*, Automne 2003/vol. XXIV, número 096. Colegio de Michoacán, Zamora, México.

Sánchez, Evelyne. « Santa Apolonia Teacalco (Tlaxcala, México): un pueblo a la conquista de su cabecera en tiempo de revolución » dans *Naveg@merica*, revista electrónica de la Asociación Española de Americanistas (en línea). 2012, n. 8. Disponible en: <http://revistas.um.es/navegamerica>.

Vite Pérez, Miguel Ángel. « Clientelismo y exclusión social: el caso de Cuauhtémoc » dans *Sociología*, año 16, n°47, 2001, pp. 199-238.

8- Théories anthropologiques, sociologiques et historiques

a- Ouvrages monographiques

Affergan, Francis. *Critiques anthropologiques*. Paris : Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 1991.

Althusser, Louis. *Ideología y aparatos ideológicos de estado*. Edición Pepe Medellín Colombia. Titre en français: *Idéologie et appareils idéologiques d'État*, La pensée, n° 151, Paris, 1970.

Crehan, Kate. *Gramsci, cultura y antropología*. Ediciones Bellaterra, Barcelona, 2004, pp. 91-148.

BIBLIOGRAPHIE

Crozier, Michel. Friedberg, Erhard. *El actor y el sistema. Las restricciones de la acción colectiva*. Titre original: *L'acteur et le système. Les contraintes de l'action collective*. Éditions du seuil en 1977. 1990 pour la présente édition, Alianza editorial mexicana, pp. 7-391.

Dosse, François. *Paul Ricoeur et Michel de Certeau l'Histoire: entre le dire et le faire*. Éditions de l'Herne, 2006.

Elias, Norbert. *Sociología Fundamental*. Editorial Gedisa, España, 1999, 1970, pp. 85-122.

Harvey, David. *Diecisiete contradicciones y el fin del capitalismo*. Juan Mari Madariaga (Traductor) 1^o edición, Quito: Editorial IAEN, 2014 296p. (Titre en anglais : *Seventeen Contradictions and the End of Capitalism*).

Rojas Soriano, Raúl. *Guía para realizar investigaciones sociales*. Plaza y Valdés Editores, primera edición 1976.

Roseberry, William. *Antropología e historias: Ensayos sobre cultura, historia y economía política*. El colegio de Michoacán, 2014, México Traduction d'Atenea Acevedo. 345p (Colección Investigaciones).

Touraine, Alain. *Le retour de l'acteur*. Fayard, 1984.

Wolf, Eric R. *Europa y la gente sin historia*. Fondo de cultura económica, México. Título original: *Europe and the People Without History*. 1982 The Regents of the University of California, Berkeley Publicado por acuerdo con la University of California Press, 2005.

b- Ouvrages collectifs

Francese, Joseph (edited by). *Perspectives on Gramsci. Politics, culture and social theory*. First Published, 2009, by Routledge, USA/Canada.

c- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Bourdieu, Pierre. « La dinámica de los campos » dans *La distinción. Criterios y bases sociales del gusto*. Versión española de M del Carmen Ruiz de Elvira. Taurus Humanidades, España, 1988, pp. 223-253.

Gramsci, Antonio. *Cahiers de prison*. Cahiers 13 et 25. Écrit en 1932 et 1935. Traduit de l'italien par P. Fulchignoni, G. Granel et N. Negri. Editions Gallimard, 1978, pour la traduction française.

Roseberry, William. « Cuestiones agrarias y campos sociales » dans *Las disputas por el México rural: transformaciones de prácticas, identidades y proyectos*. Volumen I: Actores y Campos sociales. El Colegio de Michoacán, 1998, pp. 73-97.

Salazar Pérez, Robinson. « El concepto de la sociedad civil: Una visión histórica-filosófica. Ambrosio Velasco Gómez » dans *Comportamiento de la Sociedad Civil Latinoamericana*. Facultad de Filosofía y Letras de la UNAM, sans date.

d- Articles revue papier et/ou en ligne

Andrieu, Bernard. « La fin de la biopolitique chez Michel Foucault: le troisième déplacement » dans *Le Portique* (en ligne), 13-14, mis en ligne le 15 juin 2007. URL : <http://leportique.revues.org/index627.html>, 2004.

Bajoit, Guy. « Grand résumé de Socio-analyse des raisons d'agir. Études sur la liberté du sujet et de l'acteur, Québec, Presses de l'Université de Laval, 2010 » dans *SociologieS* (en ligne), Grands résumés, Socio-analyse des raisons d'agir, mis en ligne le 20 décembre 2010, consulté le 27 novembre 2011. URL : <http://sociologies.revues.org/index3227.html>.

Gayatri Chakravorty, Spivak. « Les Subalternes peuvent-elles parler? » Traduit de l'anglais par Jérôme Vidal. Éditions Amsterdam, Paris 2009 pour la présente traduction. 1ère édition en 1988.

Gómez Carpinteiro, Francisco Javier. « Trabajo de campo. Notas sobre cánones y reorientaciones en la antropología contemporánea » dans *Alteridades*, 14 (27), 2004, pp. 149-157.

Imízcoz, José María. « Actores, redes, procesos: reflexiones para una historia más global » dans *Revista da Faculdade de Letras. História*; III Série, Volume 5, Porto (Portugal), 2004 (en prensa).

Maesschalck, Marc. « L'anti-science de Foucault face à la critique d'Habermas » dans *Raison et pouvoir*. Publications des Facultés de Saint-Louis, Bruxelles, 1992, chapitre 3.

Martuccelli, Danilo. « La socio-analyse, un avatar de la sociologie de l'individu » dans *SociologieS* (en ligne), Grands résumés, Socio-analyse des raisons d'agir, mis en ligne le 20 décembre 2010, Consulté le 27 novembre 2011. <http://sociologies.revues.org/index3228.html>.

Migliore, Joaquín. « Reflexiones en torno al concepto de sociedad civil » dans *Revista Valores en la Sociedad Industrial*, año XXIII, n° 62, 2005.

Narotzky, Susana. « Una historia necesaria, política y responsabilidad en la práctica antropológica ». *Revista Relaciones* 98, vol. XXV, 2004.

Pavón Cuéllar, David. Sabucedo Cameselle, José Manuel. « El concepto de « sociedad civil »: breve historia de su elaboración teórica » dans *Araucaria Revista Iberoamericana de Filosofía, Política y Humanidades*, N° 21, 2009, pp. 63-92.

Pérez Siller, Javier. « Historia e historiografía » dans *Amérique Latine Histoire et Mémoire. Les Cahiers ALHIM*, 17 | 2009, [En ligne], depuis le 25 février 2010. URL : <http://alhim.revues.org/index3138.html>. Consulté le 31 mai 2010.

Pouchepadass, Jacques. « Les Subaltern Studies ou la critique postcoloniale de la Modernité » dans *l'Homme*, n°156, oct. –déc. 2000, pp. 161-185.

Rhéaume, Jacques. « De l'individu sujet à l'acteur social: un passage difficile » dans *SociologieS* (en ligne), Grands résumés, Socio-analyse des raisons d'agir, mis en ligne le 20 décembre 2010, consulté le 27 novembre 2011. <http://sociologies.revues.org/index3229.html>.

9- Histoire du Mexique et de la France

a- Ouvrages monographiques

Covo-Maurice, Jacqueline. *La Révolution mexicaine. Son passé et son présent*. Ellipses/édition marketing S.A., 1999.

Guerra, François-Xavier. *Le Mexique, De l'ancien Régime à la Révolution*. L'Harmattan, Publications de la Sorbonne, 1985. TOME I.

Guerra, François-Xavier. *Le Mexique, De l'ancien Régime à la Révolution*. L'Harmattan, Publications de la Sorbonne, 1985. TOME II.

Knight, Alan. *La Revolución Mexicana. Del porfiriato al nuevo régimen constitucional*. Volumen II. Contrarrevolución y reconstrucción. Titre original: The Mexican Revolution (traducción Luis Cortez Bargalló de la edición de Cambridge University Press, Gran Bretaña, 1986). Editorial Grijalbo, México, 1986.

Pervillé, Guy. *De l'Empire français à la décolonisation*. Hachette, Paris, 1991.

Py, Pierre. *Francia y la Revolución mexicana, 1910-1920*. México, Fondo de Cultura Económica, 1991.

b- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Hernández Elizondo, Roberto C. « Visión Francesa del Porfiriato y la Revolución Mexicana » dans *Viajeros y migrantes franceses en la América española y portuguesa durante el siglo XIX*. Chantal Cramaussel y Delia González Editorias. Volumen I y II. El Colegio de Michoacán, México, 2007.

10- Histoire de San Rafael et de Jicaltepec

a- Ouvrages monographiques

Bernot, Carlos Ernesto. *Datos sobre la colonización de Jicaltepec-San Rafael*. Sans date.

Blanco Moheno, Roberto. *Jicaltepec*. Première édition, février 1973, editorial Diana, México.

Demard, Jean Christophe. *Une colonie française au Mexique (1833-1926)*. Editorial Dominique Guéniot, 1999.

Demard, Jean Christophe. *Río Nautla, Mexique: Étapes d'une intégration française au Mexique 1833-1925*. Dominique Guéniot, Éditeur, Langres – Saint Geosmes, 2002.

Moheno Blanco, Roberto. *Jicaltepec*. Ed. Diana, 1973.

Perales Fernández, Emelina. *Monografía de San Rafael, Veracruz*. Editora del Gobierno del Estado de Veracruz, 1992.

Skerritt, David. *Colonos franceses y modernización en el Golfo de México*. Historias Veracruzanas Universidad Veracruzana Xalapa, Ver, México, 1995.

b- Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif

Pérez Siller, Javier. Skerritt David. « Los Colonos de Jicaltepec ¿un grupo étnico? » dans *Vol II México-Francia Memoria de una sensibilidad común Siglos XIX-XX*. (Javier Pérez Siller, coord.) BUAP, Colegio de San Luis, CEMCA, México, 1998.

Skerritt, David. « Tres culturas: un nuevo espacio regional (el caso de la colonia francesa de Jicaltepec-San Rafael » dans *Las llanuras costeras de Veracruz. La lenta construcción de regiones* par Odile Hoffmann y Emilia Velázquez (coord.). ORSTOM, Xalapa, Veracruz, 1994.

Skerritt, David. « Colonización francesa en el golfo de México: siglo XIX » dans *Congreso de historia económica : Las migraciones a América*. Zaragoza, 2001.

c- Article revue papier et/ou en ligne

Auvinet, Gabriel. « Crónica de la Comunidad Francesa de Jicaltepec - San Rafael ». *Los Cuadernos de RFM (Racines françaises au Mexique)*. N° 4, diciembre de 2007.

Campario, Jean-François. « Jicaltepec, l'aventure mexicaine des Couturier », *Revue annuelle proposée par les Amis du Val de Thônes*, N° 16, sans date.

Campario, Jean-François. « Savoyard et Bas-Alpins à Jicaltepec » dans *Revue Chronique de Haute-Provence*, n° 360, sans date.

Fernández Callejas, Carlos Alberto. *Evidencia de población indígena en Jicaltepec a la llegada de los colonos franceses*. Crónica de San Rafael, Ver, 2007.

Fernandez Callejas, Carlos Alberto. « El ancestral Río Bobos » dans la revue *Cuartilla.Com* Année 0 N°2, abril-mai 2008, Martínez de la Torre, Ver.

Fernández Callejas, Carlos Alberto. *La Hacienda de El Pital: Una joya desaparecida en la cuenca baja del río Bobos*. Crónica de San Rafael, Ver, 2008.

Fernández Callejas, Carlos Alberto. *La Ocupación del puerto de Nautla en el movimiento de independencia*. Crónica de San Rafael, Ver, 2010.

Fernández Callejas, Carlos Alberto. *La gastronomía en San Rafael*. Crónica de San Rafael, Ver, 2011.

Fernández Callejas, Carlos Alberto. *Presencia de las compañías plataneras en los municipios de Otatitlán y San Rafael*. Crónica de San Rafael, Ver, 2011.

Gache, Simone. « Une colonie française au Mexique (San Rafaël Jicaltepec) » dans *Populations*, 1949, Vol 4 – n°3, pp. 553-554.

Lafarge, Patrick. Jiménez, José. « Riberas del río Nautla » dans *México Desconocido* de Junio 1999, numéro 268/año XXIII et « Bajo los techos » dans *México Desconocido* de Junio 2001, numéro 292/año XXV.

Pointeau, Noémie. *La transmisión de saberes: la producción de vainilla en la colonia francesa de San Rafael, Veracruz (1874-1891)*. (En ligne hal.archives-ouvertes.fr/, référence: halshs-00672268, version 1), 2012.

Sánchez, Evelyne. « Identidad, tierra y conflicto en la colonia francesa de Jicaltepec (Veracruz, México), siglo XIX » dans *Nuevo Mundo Mundos Nuevos* [en ligne], Debates, Mis en ligne depuis le 27 octobre 2012. <http://nuevomundo.revues.org/64269>.

Skerritt, David. « A negotiated ethnic: San Rafael, a French community on the Mexican Gulf Coast (1833-1930) » dans *Can Sci. Hum.* 30 (3), 1994, pp. 455-474.

d- Thèses, travaux universitaires, projets de recherche

Bautista Cid, Jesús Israel. *Racismo e Identidad. El proceso de reivindicación de la identidad francesa en la localidad de San Rafael Veracruz*. (Mémoire de licence inédit). Puebla BUAP, Mai 2012.

Campario, Jean-François. *Charles Couturier, l'impossible retour – Thônes/Jicaltepec (1888-1913-1922)*. Texte Inédit, sans date.

Contreras Velázquez, Verónica. *La colonización francesa de San Rafael, Veracruz*. Mémoire de licence inédit. Universidad Veracruzana. Facultad de historia, Xalapa (Ver.). Mars 1993, pp. 1-79.

Pointeau, Noémie. *Una colonia francesa en los márgenes del Río Bobo (México 1867-1910). Proyecto nacional y actores sociales*. Mémoire inédit soutenu en Juin 2009 à l'Université de Rennes 2.

Sánchez, Evelyne. « Chapitre 3: La colonia francesa de Jicaltepec – San Rafael: tierra, conflictos e identidad » dans *La colonización interna en México desde la independencia hasta los años 1920. Colonias europeas en el Estado de Veracruz*. 2011, Document inédit/titre provisoire. pp. 1-38.

Vargas González, Saúl. *Identidad, diseño y comunicación visual: Jicaltepec y San Rafael, un pedazo de Francia en México*. México D.F, UNAM, avril 2011 (Mémoire inédit).

Winfield Capitaine, Fernando Ricardo. *Mentidero: Una isla cultural en el estado de Veracruz*. Universidad Veracruzana. Facultad de Pedagogía, Filosofía y Letras, Escuela de Antropología. Xalapa-Enríquez, Ver, 1969 (Mémoire inédit).

e- Documentations

Díaz Barriga, Rafael B. *Martínez de la Torre « Joven en su historia, grande por su gente » a 125 años como municipio* México 2006, Puebla, Mexique, L'Anxaneta Ediciones S.A, 2006.

Estrada García, Manuel. *Monografía del Municipio de Martínez de la Torre, Veracruz*. Gobierno del Estado – H. Ayuntamiento Constitucional, 1982.

Jicaltepec y San Rafael, dos comunidades francesas en Veracruz. Racines Françaises au Mexique. Gaceta R.F.M N°3, novembre 2007, Mexico.

Mexique/Haute-Saône 10 ans d'amitié. Marc Paygnard et Olivier Hézard. Vesoul septembre 1996.

Mexique, le grand Voyage. Catalogue achevé d'imprimer sur les presses de Selecta - France en juin 2006.

« San Rafael » - Veracruz de Ignacio de la Llave – Gobierno del Estado. SEGOB Año 2 número 3, octobre 2006. Magazine mensuel édité et publié par la Coordinación Estatal de Juntas de Mejoras, dépendante de la Secretaria de Gobierno del Estado de Veracruz, Xalapa, Ver.

11- Pour Lexique, Index et Chronologie

Définitions, dates et explications venues soutenir mes propos : par :

Entretiens/Sources de terrain. Archives.

Dictionnaires et encyclopédies en ligne : <http://www.larousse.fr>, <http://www.universalis.fr/>, wikipédia encyclopédie, <http://www.wordreference.com/fr/>.

Dictionnaire des synonymes Hachette, 2003.

Dictionnaire Le Robert, 2002.

Delamarre-Sallard, Catherine. *Manuel de civilisation espagnole et latino-américaine*. 2è édition, Bréal, 2001.

Dictionnaire Larousse-Bordas *bilingue français-espagnol*, 1998.

María Moliner *Diccionario de uso del español*, Gredos, 2004, Madrid.

Covo, Jacqueline. *Introduction aux civilisations latino-américaines*. 3è édition, Nathan, 2003.

BIBLIOGRAPHIE

INDEX

Noms propres et lieux importants

Acosta Celso :

Cacique local, parent du chef-politique de Misantla, Manuel Ortega, il contrôlait les terres du village de Jicaltepec. Conseiller municipal à Misantla, il exerçait également son pouvoir sur plusieurs autorités locales (juge de paix de Nautla etc.). Présumé instigateur de l'assassinat de Jean Bourrillon en 1881, il a toujours agi à l'encontre des intérêts de la colonie française de Jicaltepec et surtout contre ceux du Vice-consul. Il a finalement été détenu puis emprisonné avec Serio Dominguez à Misantla en 1882, puis à San Juan de Ulúa à Veracruz en 1883.

Aguillón Guzmán Miguel :

Gouverneur de l'état de Veracruz en 1932, il a signé un décret daté du 5 novembre, afin de changer les noms de différents villages et municipes de l'état de Veracruz.

Alemán Valdés Miguel :

(1900-1983). Politique et avocat, membre du parti du *PRI*. Il a été Président de la République des États unis mexicains entre 1946-1952 et Gouverneur de l'état de Veracruz entre 1936-1939.

Alemán Velasco Miguel :

Né le 18 mars 1932, fils de l'ex-Président de la République et Gouverneur Miguel Alemán Valdés. Politique et avocat, membre du parti du *PRI*, il a été Gouverneur de l'état de Veracruz entre 1998-2004.

Argous Henri :

Professeur de l'Institut français de Mexico, en 1947. Il était présent lors de la cérémonie du 14 juillet de cette même année.

Ávila Camacho Manuel :

(1897-1955). Politique et militaire, membre du parti du *PRM* qu'il transforme en parti politique *PRI* (Partido Revolucionario Institucional en espagnol). Il a été Président de la République des États unis mexicains entre 1940-1946.

Barcelonnette :

Commune française de la région Provence-Alpes Côte d'Azur. Forte émigration de Barcelonnètes vers le Mexique entre 1850 et 1950. Ils travaillaient surtout comme commerçants et se sont enrichis grâce à l'industrie textile.

Bergelin Christian :

Sénateur de la Haute-Saône et Ministre des sports en 1986.

Bernot François :

Colon français arrivé en 1858 à Veracruz, originaire de la Haute-Saône, cultivé, ami de l'avocat R. Martínez de la Torre, il a aidé les colons à obtenir des lots de terre à San Rafael. Il achetait les terrains avec son nom pour les autres colons, puis il est devenu le responsable des paiements par la suite afin de faciliter les acquisitions.

Blanco Pedro :

Agent municipal de San Rafael, Ver en 1986, il a été le trésorier de la *Junta de Mejoramiento Moral, Cívico y Material* en 1953 et a lutté pour la création du jumelage entre les deux contrées.

Bordeaux :

Port de France d'où embarquaient les migrants.

Bour(r)illon Jean :

Colon français, avocat, professeur de français de l'école primaire de Jicaltepec, *mandataire général des actionnaires et des propriétaires des terrains de la colonie française* (1875) s'était installé à Jicaltepec. Il avait formé une nouvelle commission des terres, reconnue par le Gouverneur de Veracruz et bénéficiait *de sa haute protection*. Il fut assassiné en 1881 dans sa maison, événement dû aux problèmes des terres entre Mexicains et les colons français.

Capitaine Juan B. :

Colon français, il a offert un terrain en 1883 pour la construction du cimetière de San Rafael.

Capitaine Paul :

Premier descendant de français de San Rafael à revenir sur les terres de sa famille à Champlitte en 1959.

Cardel :

Ville mexicaine de l'état de Veracruz, située dans la région centre de l'état de Veracruz, à 29 kilomètres du port de Veracruz.

Cárdenas Del Río Lázaro :

(1895-1970). Politique et militaire, membre du parti du *PNR*, qu'il transforme en 1938 en parti politique *PRM* (Partido de la Revolución Mexicana en espagnol) (devient en 1946 le parti du *PRI*). Il a été Président de la République des États unis mexicains entre 1934-1940 et Gouverneur de l'état de Michoacán entre 1928-1932. Fidèle ami de Plutarco Elías Calles (qui créait le *PNR* en 1929), pendant son mandat, Cárdenas a poursuivi la répartition agraire. Il avait la volonté de moderniser l'industrie, et il a nationalisé les entreprises pétrolières en créant PEMEX. Il a également réformé le système éducatif mexicain.

Caroline du Nord :

C'est un état du sud des États-Unis. Cette région est peuplée par des tribus amérindiennes depuis de nombreuses années, puis à partir de 1512 jusqu'au XVII^e siècle, les Espagnols, les Français et les Anglais se disputent le territoire. Des immigrants écossais sont ensuite venus s'y installer. En 1789, elle s'associe au pays devenant le 12^{ème} état de l'Union.

Casitas :

Ville mexicaine de l'état de Veracruz, située dans le municipe de Tecolutla, près de San Rafael. Elle fait partie des villes de la côte appelée *Costa Esmeralda Veracruz*.

Castagné Camilo :

Il fut Vice-consul de Jicaltepec entre 1850-1865. Originaire du Tarn, commerçant, il est arrivé à Jicaltepec le 2 octobre 1840. Il a toujours eu des projets ambitieux pour la colonie, tant sur le plan commercial que colonial, dans le but de faire de Jicaltepec un des points stratégiques et centraux du commerce mexicain (tabac et vanille principalement, mais aussi piment, café et canne à sucre). Pour cela, il souhaitait développer le commerce par voie terrestre en construisant une route directe de México à Nautla, et par voie fluviale en augmentant le commerce grâce au fleuve Bobos.

Castillo Apolinar :

Gouverneur de l'état de Veracruz en 1882. Il a fait plusieurs voyages à la colonie française dont un très important en 1882. Sa visite prit l'allure d'une dénonciation des problèmes sociaux que les colons pouvaient avoir, ce qui donna lieu à la légalisation des terres de San Rafael, en faveur des colons, en 1884, par le Président Manuel González.

Chambon Ludovic :

Voyageur Français ayant écrit des notes pendant son séjour au Mexique. Ces récits de voyages étaient utilisés par le gouvernement français pour planifier les nouvelles vagues de colonisation.

Champlitte :

Village français situé dans le département de la Haute-Saône. Habitants les chanitois(es).

Chatrenet Carlos :

Colon français, originaire de Champlitte (Haute-Saône) arrivé à la colonie en 1843 avec ses parents et sa petite sœur.

Chiapas :

Est un état du Mexique, situé au sud du pays. Sa capitale est Tuxtla Gutiérrez.

Chignahuapan (Puebla) :

Ville mexicaine située dans le nord de l'état de Puebla (montagne nord de l'état de Puebla).

Chipilo (Puebla) :

Ville mexicaine située à 12km au sud-est de la ville de Puebla. Cette ville a été construite par des italiens originaires de Vénétie (région du nord-est de l'Italie) au XIXe siècle. La majorité des migrants italiens ont été recrutés pendant le mandat du Général Manuel González au début des années 1880. La première colonie s'est fondée à côté de Puebla (Chipilo) en 1882 et la deuxième dans l'état de Guanajuato en 1963.

Côte d'Or :

Est un département de la France situé dans la région de la Bourgogne.

Couhins de Jancigny Elizabeth :

Chargée de la section San Rafael et les alentours de l'Alliance française, nommée par le gouvernement français, elle était présente lors de la cérémonie du 14 juillet 1947.

Couturier Bernot Alfonso :

Considéré comme un des personnages illustres de San Rafael par les descendants de français, il aurait participé aux deux grandes guerres mondiales. En 1945, de retour au pays, il a contribué à la protection, à la diffusion de la langue française et à l'organisation des festivités, telles que le 14 juillet ou les carnivals entre 1950 et 1970. Il a reçu « Las Palmas Académicas » en 1970 par l'Ambassadeur de France.

Del Valle Gustavo :

Gustavo del Valle est un quartier de San Rafael, en honneur au professeur originaire de Xalapa, Gustavo del Valle. Il a œuvré pour l'agrandissement et le développement de San Rafael, notamment du quartier qui porte son nom. Il fut assassiné avec un des membres du comité auquel il appartenait sans que l'on sache les raisons exactes de ce meurtre.

Demard Albert :

Directeur du musée Arts et Traditions populaires du village de Champlitte dans les années 50.

Demard Jean-Christophe :

Fils d'Albert Demard et historien, publie son premier livre sur l'histoire chanitoise en 1986, ce qui conclut au jumelage Champlitte-San Rafael.

Désosche Juan :

Colon français, cousin de la famille Couturier, originaire de la Vallée de Thônes (Savoie) est arrivé au Mexique en 1875. Il a commencé à travailler comme employé dans une fabrique de canne à sucre et il a ensuite créé sa propre distillerie moderne en 1879 avec le savoyard Georges Galley. Il a invité ses cousins Couturier à venir travailler avec lui et ils ont réussi à développer l'entreprise. En 1889, les deux frères Couturier Simon et Charles, puis Théophile et les deux plus jeunes Léontine et Louis sont arrivés. Il fut également le trésorier et le premier régisseur de San Rafael (village appartenant à Martínez de la Torre), membre de la *Junta Directiva* vers 1882. Un attentat fut commis contre les Désosche, père et fils, le 6 janvier 1913 et contre T. Couturier le 26 mai 1913 pendant la Révolution Mexicaine.

Díaz Porfirio :

(Né en 1830 et décédé en 1915). Politique et militaire mexicain, originaire de l'état d'Oaxaca, il dirigea le pays entre 1876-1911 en laissant quatre années le pouvoir à Manuel González entre 1880-1884. Cette époque du gouvernement de Díaz est connue sous le nom de *Porfiriato*. Il participa à la bataille de Puebla contre l'armée française, fervent défenseur de la Constitution de 1857, puis il s'opposa à Juárez, et se fit réélire. Pendant 36 ans, Díaz resta au pouvoir en utilisant la figure présidentielle du culte de la personnalité. Son gouvernement fut en apparence démocratique puisque certains Mexicains votaient mais il était le seul candidat. Pendant son « règne », le climat social était paisible puisqu'il contrôlait les gens, offrait des concessions de terres, des privilèges, des postes administratifs ou politiques et faisait des pactes et des alliances, ce qui lui permettait d'asseoir son pouvoir. Cependant, en matière d'économie il utilisa le protectionnisme et développa l'industrie du pays, les voies ferrées et le commerce, c'est pourquoi cette période est marquée par une croissance économique et une stabilité politique. Il maintint des relations cordiales avec les populations indigènes, les *caciques* et l'Église, afin de ne pas créer des forces supérieures. Il sut habilement garder le contrôle du pouvoir en créant les postes de gouverneur et en ajoutant entre le pouvoir de l'état et municipal, la fonction de chef politique afin de surveiller les gouvernements municipaux. Díaz fut également un amoureux de l'art et de la culture française. Il continua de promouvoir la migration européenne au Mexique. Il défendit le courant « positivisme » de H. Spencer et d'A. Comte et s'était entouré d'une véritable bureaucratie nommée les *Científicos*, hommes d'affaires et intellectuels de l'époque. Ceux-là participaient à la gestion de l'économie et des finances du pays. Díaz était également aidé par les nouveaux libéraux comme Justo Sierra qui organisait la politique migratoire. J. Sierra défendait les idées d'A. Comte et souhaitait éduquer les « indiens », uniformiser et centraliser le pouvoir, et promouvait un exécutif interventionniste. Il était en faveur des colonies mixtes, du métissage et de la propriété privée mais il rejetait l'idée d'un racisme biologique. De ce fait, Díaz a toujours soutenu les colonies agricoles étrangères dans le but de développer le pays et de métisser les Mexicains. Il prôna le blanchiment, basé sur des critères moraux et intellectuels européens fortement enracinés par les idéaux français du XVIII^e siècle et issu des théories raciales du XIX^e siècle. En 1911, il partit en exil en Europe et il mourut à Paris quelques années plus tard.

El Ojite :

Village mexicain situé dans le municipe de San Rafael, Veracruz.

El Pital :

Village mexicain situé dans le municipe de San Rafael, Veracruz.

Emiliano Zapata:

Village mexicain situé dans le municipe de San Rafael, Veracruz.

Fernández Callejas Carlos Alberto :

Historien et Chroniqueur de la ville et du municipe de San Rafael, Veracruz. Il a été une personne très importante pour cette recherche, témoin clef qui a permis plusieurs rencontres avec des habitants des localités du municipe de San Rafael.

Ferrand Carole :

Réalisatrice. Auteure du DVD « Proa a la Tierra Prometida », 2006. Documentaire sur la migration chanitoise au Mexique et sur les descendants de français de San Rafael-Jicaltepec, Veracruz.

Fleuve Bobos ou Nautla :

Situé dans la partie côtière centrale de l'état de Veracruz, il traverse la ville de San Rafael et sépare Jicaltepec (considéré comme la rive droite) de San Rafael (considéré comme la rive gauche). Le bassin du fleuve Nautla a une superficie de 2,376 km² et un écoulement de 2,571Mm³, alimenté par des ruissèlements d'affluents provenant de l'état de Veracruz et de Puebla. Ref. <http://www.veracruz.gob.mx/proteccioncivil/atlas-municipales/>

Fox Quezada Vicente :

(1942-) Politique mexicain, originaire de Guanajuato, membre du parti du *PAN*, il est élu gouverneur de l'état de Guanajuato en 1995, puis Président des États unis mexicains en 2000.

Garduño Nemesio :

Représentant du Président Miguel Alemán lors de la fête du 14 juillet 1947 à San Rafael.

González Flores Manuel :

(1833-1893) Général mexicain, il est nommé Ministre de la guerre en 1878 par Díaz. Il remplaça Porfirio Díaz pendant quatre années de 1880-1884 à la tête du gouvernement. Défenseur des colonies agricoles, il a largement contribué au développement de celles de Jicaltepec et de San Rafael : autorisations spéciales pour conserver la nationalité française, concessions de terres par exemple.

Guénot Stéphane B. :

Ex-Militaire de l'Armée Impériale, haut-saônois, né à Autrey-Les-Gray en 1792, il paraît s'être expatrié assez tôt de la France, d'abord vers les États-Unis, puis au Mexique en 1826. Il commença comme professeur de français et voulut fonder une école en 1826 à México et tenta de créer une colonie agricole et industrielle en 1828, un peu avant celle de Jicaltepec. Il acheta finalement par l'intermédiaire de plusieurs créanciers à A. Montoya les terrains situés le long du fleuve Nautla. En voulant s'insérer dans le mouvement commercial de l'époque, il comptait fonder un établissement rural et industriel à Jicaltepec, Ver. Il fonda une société civile sous le nom de Compagnie franco-mexicaine avec l'aide de plusieurs fonctionnaires publics et propriétaires. Le 19 septembre 1833, il embarqua dans le le Trois Mats « Aigle Mexicain » depuis le port du Havre avec 98 colons. Il abandonna la colonie en 1835 pour aller faire du commerce à México. Il tenta à nouveau de former une colonie dans le Michoacán puis réapparait finalement à Jicaltepec en 1842 pour s'enfuir une fois de plus. Sa dernière tentative de fonder une colonie fut en 1859 à México puis termina comme professeur agrégé de français au Colegio de San Juan Letrán en 1863. Il était alors âgé à cette époque de 71 ans. (Informations recueillies auprès de V. Meunier, San Rafael, terrain été 2012).

Guerrero :

Est un état du Mexique, situé au sud-ouest du pays. Sa capitale est Chilpancingo.

Gutiérrez Zamora :

Est un municipe situé dans l'état de Veracruz dans la région du Totonacapan.

Guzmán Daniel :

Avocat mexicain qui s'est emparé des terres de Jicaltepec en profitant des querelles entre les colons français et les Mexicains en 1887.

Haute-Marne :

Est un département de la France situé dans la région de Champagne-Ardenne.

Haute-Saône :

Est un département de la France situé dans la région de France-Comté.

Hidalgo :

Est un état de Mexique situé au centre du pays. Sa capitale est Pachuca.

Humboldt Alexander Von :

(1769-1859) Naturaliste, géographe et explorateur allemand, il était le Président de la Société de géographie de Paris. Il consacra sa vie à faire des expéditions notamment en Amérique. Il voyagea au Mexique en 1803.

Hurtado Miguel de la Madrid :

(1934-2012) Politique mexicain, originaire de Colima, il a été le Président des États unis mexicains entre 1982 et 1988. Il a réformé l'article 115 de la Constitution en 1983, donnant aux municipes une légère autonomie pour gérer ses services publics, son territoire et administrer ses ressources. Ce fut pendant son mandat que le pays adhéra au GATT en 1986.

Jalacingo :

Est un municipe de l'état de Veracruz, situé dans la région centre nommée Capital. San Rafael a appartenu au canton de Jalacingo avant 1882.

Jalisco :

Est un état du Mexique, situé à l'ouest de Mexico, en bordure de l'océan Pacifique. Sa capitale est Guadalajara.

Jicaltepec :

Est un village mexicain, situé dans l'état de Veracruz, dans le Municipe de Nautla. Les colons français, originaires de la Haute-Saône, y sont arrivés en 1833 en passant par le fleuve Bobos. Jicaltepec a appartenu pendant plusieurs années au XIXe siècle au canton de Misantla.

La Peña :

Est un village mexicain, situé dans l'état de Veracruz, dans le municipe de Nautla.

La Poza :

Village mexicain situé dans le municipe de San Rafael, Veracruz.

(Le) Consul Brouzet :

Consul de France à la Veracruz en 1913, il révoque le dernier Vice consul de Jicaltepec A. Roussel, pour son « attitude antifranaise » et à cause « des insoumis très nombreux dans sa circonscription ».

(Le) General Pacheco :

(1839-1891) Politique et militaire mexicain, il a notamment été secrétaire de 1881 à 1891 du Ministère du Développement, Colonisation et de l'Industrie, en espagnol *Secretario de Fomento, Colonizacion e Industrias*, ministère qui avait en charge la gestion des colonies agricoles sous le gouvernement de M. González et de P. Díaz. Grâce à son travail et à ses négociations, Porfirio Díaz autorisa les concessions des terres de la colonie française Jicaltepec et San Rafael entre 1884 et 1887.

(Le) General Santa Anna López Antonio :

(1794-1876) Militaire et politique mexicain, il a été plusieurs fois Président du Mexique. En 1833, le Marquis de Lafayette recommanda au Président Santa Anna d'analyser les plans de colonisation élaborés par un certain Guénou (Ref. Olveda, 1990 : 31). Il est connu à San Rafael pour avoir offert aux Français, un sauf-conduit (document garantissant une sécurité et une liberté de mouvements à l'intérieur et à travers les frontières de la juridiction de l'État) malgré le décret d'expulsion des citoyens Français suite au conflit qui opposa la France et le Mexique connu sous le nom de la « Guerre des Gâteaux » en 1838. En 1854, il créa la première loi sur l'immigration.

Le Havre :

Port de France d'où embarquèrent les migrants.

Levet Guiochin María :

Femme, d'origine française, d'un révolutionnaire de Jicaltepec.

Limantour Jean Yves :

(1854-1935) Homme politique, ministre des finances sous le gouvernement de Porfirio Díaz.

López Portillo José :

(1920-2004) Politique et avocat mexicain, originaire de la ville de Mexico, membre du parti du *PRI*, il fut Président des États unis mexicains entre 1976 et 1982. Par la Loi Fédérale des Organisations Politiques et des Processus Electoraux (LPOPPE), il permit la légalisation de trois nouveaux partis. Cela accentua l'avancée des partis d'oppositions dans le débat politique, mais ils ne représentaient pas à l'époque une quelconque menace.

Louisiane :

Est un état du sud des États-Unis. Sa capitale est Bâton-Rouge. Il porte ce nom en l'honneur du roi de France Louis XIV. Napoléon I^{er} vendit le territoire aux États-Unis en 1803. À cette époque le territoire était peuplé de colons d'origine française mais le flux migratoire continua même après la vente. De nombreux colons venus de France, Allemagne et d'Irlande ainsi que des colons français installés dans les îles continuèrent à arriver.

Madero I. Francisco :

(1873-1913) Homme politique, originaire de Coahuila, il fut Président du Mexique entre 1911 et 1913. Il lutta contre le gouvernement de Porfirio Díaz. Il créa le parti National Anti-réélectionniste en 1909 mais fut arrêté. Il s'échappa de la prison et se réfugia aux États-Unis pour y proclamant son *Plan de San Luis*, ce qui encouragea le début de la Révolution Mexicaine, puis il lança un appel à l'insurrection le 20 mars 1910, peu écouté par les Mexicains. Il gagna ensuite l'élection de 1911 grâce au soutien des États-Unis, mais les différents problèmes et désaccords entre les révolutionnaires provoquèrent une instabilité politique. Dans la lutte pour le pouvoir entre les révolutionnaires, il fut assassiné en 1913.

Magnani Christiane :

Épouse du gouverneur de Veracruz, Miguel Alemán. Elle est venue inaugurer à San Rafael une rue portant son nom en 2010.

Manuel Acuña :

Nom donné à San Rafael de 1932 à 1942.

Manuel González (Huatusco, Veracruz) :

La colonie Manuel González s'est fondée en 1882 en honneur au Président sur le municipe de Zentla, située dans la région De las Montañas de l'état de Veracruz. Des italiens s'y étaient installés originaires de Trentino pour cultiver la canna à sucre et la café principalement. Cette colonie italienne fait partie des projets de colonisation que le gouvernement mexicain avait entrepris au XIXe siècle.

Marquez Estebán :

Révolutionnaire originaire de Jicaltepec.

Marquez Josephat :

Révolutionnaire originaire de Jicaltepec.

Martínez de la Torre :

Est un municipe de l'état de Veracruz situé dans la région de Nautla. San Rafael a appartenu au municipe de Martínez de la Torre à partir de 1882 jusqu'en 1930, puis l'a réincorporé en 1933 jusqu'en 2003, se séparant à nouveau de Martínez pour devenir municipe libre.

Martínez de la Torre Rafael :

Avocat mexicain, il acheta les terres de la rive gauche en 1874 pour les vendre aux colons français installés à Jicaltepec depuis 1833 et aux nouveaux venus. Il a également défendu Maximilien d'Autriche.

Maximilien d'Autriche:

(1832-1867) Prince impérial et archiduc d'Autriche, prince royal de Hongrie et de Bohême, il fut Empereur du Mexique, appelé Maximilien I^{er}, entre 1864 et 1867. Napoléon III l'avait placé sur le trône du Mexique suite à l'Intervention française au Mexique due en partie à des dettes que le gouvernement de Benito Juárez avait contractées envers la France. Condamné à mort, il fut exécuté en 1867.

Mentidero :

Est un village mexicain situé dans l'état de Veracruz dans le municipe de San Rafael.

Meunier Vicente et Luis :

Vincent Meunier est un colon français arrivé à Jicaltepec en 1835 avec ses parents et ses frères et sœurs, originaires de Collonges, Côte d'Or, il était âgé de 21 ans. Il faisait partie de la commission qui réunissait tous les propriétaires des terres dirigé par Camilo Castagné. Puis, il acheta un terrain à San Rafael lors de la vente à partir de 1874 par l'avocat R. Martínez de la Torre. Il fut le Président de la *Junta Directiva*, chargée de développer et de construire le village de San Rafael.

Luis Meunier est issu de la génération de colons nés à Jicaltepec. Il faisait également partie de la *Junta Directiva* et en 1887, il offrit un terrain pour y construire une école.

Mexico :

Référence à la capitale du Mexique, México DF.

Misantla :

Est un municipe de l'état de Veracruz, situé dans la région de Nautla. Jicaltepec a appartenu au canton de Misantla pendant le XIXe siècle. À cette époque, les autorités de Misantla étaient souvent en désaccord avec les colons français de Jicaltepec.

Monterrey :

Ville du Mexique situé dans le nord-est du pays. Capitale de l'état du Nuevo-León, elle est la troisième plus grande et importante ville du pays.

Mothelet Louis :

(1869-1889) Vice consul de Jicaltepec et négociant, sa famille était arrivée à la colonie en 1845, originaire de Nancy. Il fut nommé représentant du gouvernement mexicain de 1884 à 1886 par le régime de Porfirio Díaz. Il avait de nombreux projets de colonisation et a défendu la légalisation des terres de la colonie. C'est lui qui a changé l'Agence consulaire de Jicaltepec en vice consulat par l'intermédiaire de la Délégation de la France à Mexico et le soutien du Ministre Coutouly. Mothelet avait l'habitude de se mettre en relation avec différentes autorités françaises et mexicaines. Pendant son mandat, il a voulu augmenter la vente de tabac pour améliorer les conditions économiques de la colonie et a été en permanence en conflit avec les autorités de Misantla et les *caciques* locaux tels qu'Acosta.

Mutin Paul :

Professeur de français envoyé à la colonie, il était encore enseignant en 1910.

Nautla :

Est un village situé dans l'état de Veracruz, région de Nautla et est le chef-lieu du Municipio de Nautla.

Oaxaca :

Est un état du Mexique situé au sud-ouest de l'isthme de Tehuantepec. Sa capitale est Oaxaca de Juárez.

Oueilhé Arnaud :

Colon français, il offrit un terrain pour y construire l'église de San Rafael en 1899.

Papantla :

Ville mexicaine située dans l'état de Veracruz, région du Totonacapan et est le chef-lieu du municipio de Papantla.

Paso Largo:

Est un village mexicain situé dans l'état de Veracruz dans le municipio de San Rafael.

Paso de Telaya :

Est un village mexicain situé dans l'état de Veracruz dans le municipio de San Rafael.

Potrero Nuevo :

Est un village mexicain situé dans l'état de Veracruz dans le municipio de San Rafael.

Puebla :

Est une ville mexicaine, capitale de l'état de Puebla, situé au centre du Mexique.

Puntilla Aldama :

Est un village mexicain situé dans l'état de Veracruz dans le municipio de San Rafael.

Querétaro :

Est un état du Mexique situé au nord-ouest de Mexico. Sa capitale est Querétaro.

Salinas de Gortari Carlos :

(1948-) Politique mexicain, originaire de la ville de Mexico, membre du parti du *PRI*, il fut Président des États unis mexicains entre 1988 et 1994. Il autorisa plusieurs réformes notamment l'article 27 et 4 de la Constitution mexicaine en 1992.

San Marcos :

Est un village mexicain situé dans l'état de Veracruz dans le municipe de San Rafael.

San Rafael :

Localisé dans la partie nord de l'état de Veracruz de Ignacio de la Llave, c'est le chef-lieu du nouveau Municipe 211 (San Rafael) qui appartient au VIII District électoral local et au VII District électoral fédéral de Martínez de la Torre. Le Municipe de San Rafael fondé en 2003 compte 29 277 habitants (2010) et est contigu au nord avec le Municipe de Tecolutla, à l'est avec le Municipe de Nautla et le Golfe du Mexique, au sud avec le Municipe de Misantla et à l'ouest avec le Municipe de Martínez de la Torre. Dans la région de Nautla, San Rafael qui compte 6515 habitants (2010) est situé sur la rive gauche du fleuve Bobos ou Nautla, à une altitude de 20° 11 et à une longitude de 92° 52, à 20 ms nm et occupe 0.41% de la superficie de l'état, dont 61% est utilisé pour l'agriculture et 2% pour la zone urbaine. Son climat est tropical humide avec une température moyenne annuelle de 24.4°C, une moyenne mensuelle maximale de 37°C et une moyenne mensuelle minimale de 7°C. San Rafael reçoit aussi d'abondantes précipitations l'été (de 1400 à 1600 mm) et pendant les mois d'août, de septembre, octobre, janvier et février, d'importants risques de vents violents (*los nortes*) et de cyclones se présentent faisant la plupart du temps déborder le fleuve.

Des migrants français y sont arrivés à partir de 1874, lui donnant le nom de San Rafael en l'honneur à l'avocat Rafael Martínez de la Torre. San Rafael a eu au cours de son histoire plusieurs noms, Zopilote(s), Manuel Acuña et Santiago de la Hoz en tant que municipe, puis se stabilisa à partir de 1942. En 2003, San Rafael devient municipe libre et se compose de douze quartiers appelés *colonias* (nommées colonies dans la thèse): Centro, Las Maravillas, Pica Mosco, La Jungla, San Rafael, Gustavo del Valle, Deportiva, Escolar, Magisterial, Nueva, 13 de Diciembre et El Pireo.

Santiago de la Hoz :

Ancien nom donné au municipe de San Rafael, entre 1930 et 1933.

Région du Totonacapan :

Région située dans le nord de l'état de Veracruz. Elle va du fleuve Cazonas au nord jusqu'au municipe de Tecolutla au sud.

Roussel Alphonse :

(1908-1916) Colon français et Vice consul de Jicaltepec, intermédiaire dans le commerce de la vanille, il a dû régler de nombreux problèmes dans la colonie : nationalité, assassinats commis au début de la Révolution mexicaine en 1912, cambriolages. La famille Roussel est originaire de Champlitte et de Margilley, Haute-Saône. Il ne comprenait pas pourquoi les colons ne voulaient pas renoncer à leur nationalité alors qu'ils refusaient la carte militaire et le tirage au sort. Il n'a jamais réussi à convaincre ses compatriotes de se rendre en France pendant la 1^{ère} Guerre mondiale, il fut donc révoqué en 1916.

Tabasco :

Est un état du Mexique situé au sud-est du pays, sur le Golfe du Mexique. Sa capitale est Villahermosa.

Tamaulipas :

Est un état du Mexique situé dans le nord du pays à la frontière avec les États-Unis. Sa capitale est Ciudad Victoria.

Tecolutla :

Est un municipio situé dans l'état de Veracruz, dans la région du Totonacapan. Certains villages du municipio avaient souhaité intégrer le municipio de San Rafael, tels que Casitas et Monte Gordo, mais la mairie de Tecolutla a refusé et ces villages ne l'ont pas intégré.

Tehuantepec :

L'isthme de Tehuantepec est une région comprise entre les états d'Oaxaca, de Chiapas, de Tabasco et de Veracruz. Il s'agit de la zone la plus étroite entre l'océan Atlantique et l'océan Pacifique. Au XIX^e siècle, Tadeo Ortiz avait demandé à créer un projet de colonisation pour la région du Coatzacoalcos et un plan de l'Isthme. Il fut un des promoteurs de la colonisation française dans cette région entre 1828 et 1834. En effet, peupler cette région était une priorité pour des raisons de développement et de sécurité. Ref. Hippolite Maison y Charles Debouchet, *La colonización francesa en Coatzacoalcos*, Colección UV Rescate, UV.

Teteles :

Village situé dans la partie nord de l'état de Puebla.

Teziutlán :

Ville située au nord de l'état de Puebla.

Thomas Amado et Guillermo:

La famille Thomas est arrivée à la colonie en 1858, originaire de la Haute-Saône. Amado Thomas et Guillermo Thomas étaient frères, nés du même père Amado Thomas. Ils sont dans les années 1940-1950 très actifs au sein de San Rafael. Ils furent membres de la *Junta de Mejoramiento Moral, Cívico y Material* en 1945, puis en 1953. Ils développèrent l'élevage à San Rafael.

Tlapacoyan :

Municipio situé dans la région de Nautla, état de Veracruz. Son chef-lieu est Tlapacoyan.

Tlaxcala :

Est un état du Mexique situé au centre du pays au nord de Puebla. Sa capitale est Tlaxcala.

Tres Bocas :

Est un village mexicain situé dans l'état de Veracruz dans le municipio de San Rafael.

Valet Michel :

Il fut le maire de Champlitte entre 1985 et 1999. Il a participé activement au Jumelage entre San Rafael et Champlitte. Ancien membre de l'association Haute-Saône Martínez de la Torre, il a contribué à la création de la Maison de la Culture à San Rafael. René Henriot, maire de Champlitte entre 1973 et 1985 a également collaboré avec son successeur pour la création du jumelage et a contribué aux relations franco-mexicaines.

Vasconcelos José :

(1882-1959) Écrivain, éducateur, politique et philosophe mexicain, originaire d'Oaxaca. Il défendit la notion de « race cosmique » et celle du métissage, il a également beaucoup

réfléchit sur l'indigénisme. Il travailla en faveur de l'éducation des masses et prôna l'enseignement pour tous et milita surtout pour une éducation des indigènes.

Vega de Alatorre:

Est un municipe de l'état de Veracruz, situé dans la région de Totonaca. Son chef-lieu est Vega de Alatorre.

Veracruz :

Est un état du Mexique situé en bordure de l'océan Atlantique. Sa capitale est Xalapa.

Winfield Capitaine F. :

Anthropologue, descendant de français de San Rafael, Veracruz.

Wittenez Enrique et Gustavo del Valle :

Ils avaient fondé un comité, qui avait pour but de développer le village, notamment les quartiers excentrés. Ils souhaitaient construire des routes en récupérant des terrains. Pour ce faire, ils demandèrent au gouverneur de Veracruz, qui les dirigea directement vers le Président de la République, Lázaro Cárdenas, qui leur donna son accord. Ils furent assassinés peu de temps après cette décision.

Xalapa :

Capitale de l'état de Veracruz.

Zacatlán :

Ville située dans la partie nord de l'état de Puebla.

INDEX bis

Noms propres

A

Acosta Celso

p.42, p.43, p.405, p.414

Aguillón Guzmán Miguel

p.114, p.405

Alemán Valdés Miguel

p.64, p.77, p.405

Alemán Velasco Miguel

p.125, p.134, p.405

Argous Henri

p.77, p.164, p.405

Ávila Camacho Manuel

p.47, p.59, p.60, p.77, p.116,
p.165, p.192, p.306, p.405, p.459

B

Bergelin Christian

p.79, p.405, p.461

Bernot François

p.40, p.41, p.45, p.191,
p.406

Blanco Pedro

p.47, p.48, p.406

Bour(r)illon Jean

p.41, p.42, p.43, p.44, p.45,
p.190, p.405, p.406, p.457

C

Capitaine Juan B.

p.46, p.406

Capitaine Paul

p.19, p.213, p.406

Cárdenas Del Río Lázaro

p.67, p.118, p.349, p.406,
p.417

Castagné Camilo

p.26, p.38, p.43, p.53,
p.55, p.303, p.407, p.413,
p.456

Castillo Apolinar

p.40, p.407, p.457

Chambon Ludovic

p.174, p.389, p.407

Chatrenet Carlos

p.219, p.407

Couhins de Jancigny Elizabeth

p.77, p.164, p.407

Couturier Bernot Alfonso

p.47, p.48, p.78, p.103, p.165,
p.193, p.408, p.459, p.460

D

Del Valle Gustavo

p.118, p.340, p.342, p.408,
p.415, p.417

Demard Albert

p.19, p.48, p.213, p.408,
p.460

Demard Jean-Christophe

p.44, p.48, p.52, p.79, p.90,
p.95, p.96, p.97, p.150, p.159,
p.175, p.177, p.213, p.217,
p.233, p.246, p.382, p.399,
p.408, p.460, p.461

Désoche Juan

p.45, p.112, p.408, p.427,
p.457, p.498

Díaz Porfirio

p.39, p.45, p.54, p.172, p.178,
p.303, p.409, p.410, p.411,
p.412, p.414, p.426, p.433,
p.457

F

Fernández Callejas Carlos Alberto

p.11, p.122, p.322, p.360,
p.400, p.409, p.445

Ferrand Carole

p.150, p.216, p.217, p.409,
p.445

Fox Quezada Vicente

p.128, p.137, p.284, p.291,
p.410, p.427, p.464

G

Garduño Nemesio

p.164, p.410

González Flores Manuel

p.40, p.285, p.407, p.409,
p.410, p.411, p.459

Guénot Stéphane B.

p.11, p.15, p.16, p.36,
p.37, p.38, p.41, p.90,
p.98, p.110, p.213, p.216,
p.410, p.412, p.428, p.457

Guzmán Daniel

p.39, p.114, p.410, p.459

H

Humboldt Alexander Von

p.150, p.172, p.411

Hurtado Miguel de la Madrid

p.282, p.288, p.411

L

(Le) Consul Brouzet

p.76, p.411, p.460

(Le) General Pacheco

p.39, p.411, p.459

(Le) General Santa Anna López Antonio

p.99, p.100, p.213, p.216, p.240, p.241,
p.412, p.426, p.457

Levet Guiochin María

p.218, p.412

Limantour Jean Yves

p.172, p.412

López Portillo José

p.288, p.412, p.462

M

Madero I. Francisco

p.218, p.412

Magnani Christiane

p.135, p.412

Marquez Estebán

p.218, p.413, p.460

Marquez Josephat

p.218, p.413, p.460

Martínez de la Torre Rafael

p.17, p.40, p.47, p.102, p.103,
p.193, p.415, p.452, p.458,
p.459, p.462

Maximilien d'Autriche

p.103, p.304, p.413

Meunier Vicente et Luis

p.45, p.192, p.413

Mothelet Louis

p.38, p.39, p.41, p.42

p.76, p.101, p.414, p.458,
p.459

Mutin Paul

p.46, p.192, p.414

O

Oueilhé Arnaud

p.41, p.46, p.414

S

Salinas de Gortari Carlos

p.282, p.288, p.347, p.415,
p.463

R

Roussel Alphonse

p.76, p.177, p.242, p.243,
p.411, p.415, p.460

T

Thomas Amado et Guillermo

p.47, p.59, p.64, p.416

V

Valet Michel

p.85, p.416, p.463

Vasconcelos José

p.178, p.179, p.416, p.437

W

Winfield Capitaine F.

p.213, p.217, p.401, p.417

Wittenez Enrique

p.118, p.417

LEXIQUE

Vocabulaire technique et mots en langue étrangère

Les mots définis sont marqués par un * dans le texte

Accords de San Andrés sur les Droits et la Culture Indigène :

Ils sont signés entre le gouvernement mexicain et l'EZLN, l'Armée Zapatiste de Libération National (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional*), le 16 février 1996. Le gouvernement mexicain s'engageait alors à modifier la Constitution Mexicaine pour autoriser des droits, incluant l'autonomie des peuples indigènes du Mexique et pour accorder plus de justice et d'égalité aux peuples indigènes et aux plus démunis.

Afrancesamiento :

Francisation, qui imite les Français. *Afrancesado*, celui qui suit les Français, soit dans des attitudes banales telles que la mode ou des habitudes, soit dans des idées plus importantes en politique ou en sciences naturelles ou sociales. Par exemple, pendant la Guerre d'Indépendance certains espagnols ont suivi le parti de Napoléon, considérés alors comme des *afrancesados*. Le terme a ensuite changé au XXe siècle, en *francófilo*, peut-être moins connoté que l'ancien signifiant quelqu'un qui apprécie, qui a de la sympathie pour la France et pour les Français. Dans la thèse, il s'agit aussi de l'idée que les Français ou les idées françaises en référence au XVIIIe siècle, la culture et même la politique française auraient influencé le Mexique et les Mexicains et auraient apporté positivement à ce pays. De ce fait, la France aurait contribué à la création d'une identité culturelle mexicaine et des Mexicains mais aussi à la construction de la nation. Il y aurait eu des répercussions et des impacts importants dans le pays surtout aux XIXe et XXe siècles. Le Mexique serait d'une certaine manière *afrancesado* d'une part à cause de son étroite relation avec la France historiquement parlant et d'autre part en raison de la venue d'immigrants français qui auraient contribué au processus de « formation des sensibilités » et à la culture mexicaine.

Agent et sous agent municipal :

C'est la représentation politique et administrative d'un village, d'une « congrégation » (*junta auxiliar*) appartenant à un municipio (à une commune). Il est nommé constitutionnellement, soit par votation ou par consentement entre les membres d'un village pendant une période où le Congrès de l'état a décidé de mener à bien ces élections. Celles-ci sont conjointement organisées avec la mairie de la commune qui préside la juridiction que ces agents municipaux vont intégrer. Une fois élus, la mairie doit émettre une autorisation où elle nomme l'agent élu et un suppléant. Ils seront les bras droits de la mairie et les intermédiaires entre le village (la congrégation) et la mairie (le maire du municipio).

Agriculteur (éleveur):

Est une personne qui, avec des outils motorisés ou non, travaille la terre à des fins de productions et/ou se consacre à l'élevage d'animaux pour les vendre.

Alliance Française :

Organisation française dont l'objectif est de promouvoir la culture française à l'extérieur de la France.

Antorcha Campesina :

Organisation politique ayant joué un rôle essentiel dans des affaires agraires au Mexique. Son objectif principal serait de former une société plus juste et de résoudre les injustices en aidant les plus démunis, notamment lors de conflits agraires. Son combat contre l'injustice l'aurait mené à vouloir éduquer les plus jeunes en créant des écoles, en offrant des bourses d'études ou en développant des activités artistiques et sportives pour tous.

Architecture vernaculaire :

Définie comme étant l'architecture des gens d'un pays, d'une région, d'une localité, c'est-à-dire une architecture sans architecte, utilisant des matériaux disponibles sur place et en construisant selon des méthodes et des techniques traditionnelles. À San Rafael, il s'agit principalement des maisons à tuiles.

Assemblée des Français de l'étranger (AFE) :

C'est une instance politique consultative qui représente les Français établis hors de France et qui est chargée de défendre les intérêts et les droits des Français auprès du gouvernement français. Avant la réforme de l'AFE du 22 juillet 2013, les Français établis hors de France élaient en majeure partie directement les membres de l'Assemblée. Aujourd'hui, l'AFE est constituée de 90 conseillers élus pour 6 ans au suffrage universel indirect dans 15 circonscriptions couvrant le monde entier. Son Président est élu par et parmi ses membres. Réf. <http://www.assemblee-afe.fr/>

Association civile :

Organisation à but non lucratif et à caractère (pas le cas de toutes) non gouvernemental. Il s'agit souvent d'un regroupement d'au moins deux personnes, plus souvent d'un groupe d'individus, qui mettent au service des autres une activité, un savoir-faire, des connaissances sans percevoir de revenu. L'objectif de l'association peut être commercial mais l'argent perçu devra servir au développement de l'activité. Chaque membre peut également payer une cotisation qui servira de base au fonctionnement de l'association. Une association doit normalement pouvoir s'autogérer en dehors de tout cadre institutionnel, c'est-à-dire que ces organisations ne peuvent pas être créées par des institutions gouvernementales. Cependant, les associations dont il a été question dans la thèse ont le droit de demander des aides financières pour développer leurs activités qui serviront à la collectivité et au bien-être de la population. Ces associations luttent entre elles pour récupérer des ressources que les États français et mexicain mettent à leur disposition, ce qui explique le rapprochement entre institutions et associations. D'un côté, les associations se sentent utiles et comme des résistants du local pour la conservation du passé, d'un autre, les États se contentent de l'action de ces associations car elles œuvrent pour la collectivité, ainsi ils peuvent se détacher davantage de leurs responsabilités.

Autodétermination (s'autodéterminer) :

Droit des habitants d'un territoire de décider de son indépendance et de sa politique sans recevoir de pressions venues de l'extérieur.

Autochtone/nie :

Personne qui est d'origine ou né dans le même pays ou lieu où il vit/se trouve.

Autonomie (territoriale/politique) :

Condition et état d'un individu, d'une commune ou d'un village avec une indépendance et une capacité à s'autogouverner.

Blanchiment :

Les projets de colonisation au XIXe siècle avaient pour but de métisser les populations mexicaines avec des européens « blancs » dans le but d'améliorer la « race », de les rendre meilleurs et plus intelligents, de développer, de moderniser et de peupler le pays. Ce blanchiment était basé sur des critères moraux et intellectuels européens fortement enracinés par les idéaux français du XVIIIe siècle et issu des théories raciales du XIXe siècle.

Cacique :

Personne qui dans un village ou sur un territoire exerce une très grande influence.

Camino reales :

Chemins construits par l'État, un peu plus large que les autres qui unissaient des villes. Aujourd'hui, ces chemins de traverse entre les villages peuvent servir de voies écotouristes.

Campesino :

En français, paysan. Personne qui vit en campagne et travaille la terre. Ce terme est chargé de valeur historique et symbolique car il représente celui qui lutte pour obtenir une terre et la travailler mais aussi celui qui a cherché à se libérer des formes d'organisation du travail serviles.

Cantinas:

Bar très souvent réservé aux hommes où l'on boit de l'alcool.

Capataz :

Contremaître.

Carrancista :

Hommes armés qui défendaient la cause de Venustiano Carranza pendant la Révolution Mexicaine.

Carta de seguridad :

Titre de séjour obligatoire pour les résidents étrangers au Mexique au XIXe siècle notamment à l'époque de Santa Anna. Les colons arrivés après 1839 devaient se plier au règlement qu'imposait le Mexique aux étrangers et surtout à partir de 1855.

Chefs de quartiers :

(Jefes de manzanas) En Amérique Latine, le terme *manzana* signifie un espace de terrain carré, avec au sans maison, délimité par quatre rues de chaque côté. Ce sont des petits quartiers en damier appartenant à des quartiers plus grands appelés *colonias* (colonies). Les chefs de quartiers représentent donc les habitants des *manzanas* auprès de la mairie (du gouvernement municipal). Ils peuvent former un comité composé d'un secrétaire et de trois conseillers, mais le chef est souvent désigné par le gouvernement municipal (commune).

Chef-lieu :

Capital d'un municipe (d'une commune).

(Los) Científicos :

Intellectuels réunis autour de Porfirio Díaz.

CIES :

Le Comité inter-institutionnel d'Évolution et de Sélection. Ce comité autorise la mention *Pueblo Magico* aux villes ou villages qui la demandent après une étude du lieu et des conditions.

Clientélisme politique :

Faveur injustifiée accordée à une personne, souvent en charge de son vote. Développé par les partis politiques, cherchant pendant les campagnes électorales des votes en leur faveur en échange de services rendus.

COCOPA :

Commission d'Entente et de Pacification (*Comisión de Concordia y Pacificación*). C'est une commission législative créée en mars 1995 par la Chambre des députés du Mexique et des sénateurs pour assurer l'aide aux *Zapatistas* dans le processus de négociation avec le gouvernement. La COCOPA était chargée de rédiger une proposition de réforme constitutionnelle qui devait inclure les principales revendications établies lors des *Accords de San Andrés*. Les propositions sont présentées en novembre 1996 et sont acceptées par l'EZLN. Cependant, le gouvernement mexicain n'a pas complètement intégré les propositions de la COCOPA et le dialogue avec les *Zapatistas* s'est donc rapidement rompu. Pendant sa campagne présidentielle, Vicente Fox avait proposé de renouer le dialogue avec l'EZLN. La réforme constitutionnelle de 2001 n'a pourtant pas été à la hauteur des propositions faites par la COCOPA et il n'y a pas eu d'accord entre le gouvernement et les *Zapatistas* pour répondre à leur demande.

Commission Agraire Mixte :

Est une autorité agraire qui s'occupe des affaires en lien avec la terre et le monde agricole (agrandissement, dotation de terres, bois ou forêts, eaux, création de nouveaux centres de population, restitution, reconnaissance et titres de propriétés et biens communaux). Cette fonction lui a été confiée par l'article 27 de la Constitution. Il existe une commission dans chaque état de la République fédérale. Elle travaille en collaboration avec la SRA, en espagnol la *Secretaría de Reforma Agraria* et les administrations consultatives agraires.

Communauté agricole :

Une communauté est un ensemble de personnes ou une collectivité locale qui a des intérêts, des propriétés ou des objectifs en commun. La communauté agricole fait référence à la propriété communale, c'est-à-dire un groupe de personnes ayant une propriété en commun ou plusieurs parcelles sur un même terrain qui peuvent être travaillées individuellement ou collectivement.

Compagnies (bananes) :

Entreprises qui achetaient la banane en grande quantité.

Compagnie franco-mexicaine de Dijon :

Société civile fondée en 1832 par S. Guénot et plusieurs fonctionnaires publics et propriétaires dont l'activité principale avait pour vocation la création d'une colonie agricole destinée à l'exploitation des terres de Jicaltepec. Réf. MAE/DAD Nantes México Fond B 1822-1922 Consulat et légation n°143 Compagnie Franco-mexicaine de Jicaltepec 1833-1834, 1842, 1845.

Congrégation :

Repris volontairement dans la thèse de l'espagnol *congregación*, terme utilisé au Mexique. Représente un groupe d'habitants, une collectivité qui habite un territoire défini. Un Municipio (une municipalité composée de plusieurs communes, villages, lieux-dits, hameaux) est formé d'un chef-lieu et de plusieurs « congrégations » (=localités), c'est-à-dire de plusieurs villages, hameaux, lieux-dits. Une localité peut parfois avoir un régisseur originaire de ce même village au sein de la municipalité d'où il dépend (exemple de Juan Désoche, chapitre III) et a toujours un représentant légal nommé appelé agent municipal. Contrairement au municipio (commune), la congrégation (localité) n'a pas sa propre mairie, mais elle appartient à une municipalité voisine.

Congrès de l'état de Veracruz ou Congrès législatif de Xalapa :

Il s'agit d'une chambre des députés représentant chaque circonscription (district) de l'état de Veracruz, élus par les citoyens pour trois ans. Chaque parti politique est représenté par un coordinateur de parti, lui-même député désigné par et parmi ses membres. Le gouvernement de l'état est organisé en trois pouvoirs l'exécutif (Gouverneur), le législatif (Congrès de l'état), la justice (Tribunal Supérieur de Justice). Le Congrès de l'état est une seule assemblée représentée par 50 députés qui doivent débattre et voter les lois faisant référence à l'état de Veracruz.

Conseil Général de la Haute-Saône :

En France, un Conseil Général est une « assemblée délibérante » d'un département. Elle décide et exécute les décisions et les accords concernant le département.

Conseil municipal :

Assemblée délibérant sur les affaires politiques et sociales d'une commune.

Constitution Fédérale (≠ Constitution Politique de l'état libre et Constitution Politique Locale) :

La Constitution Fédérale est la Constitution mexicaine publiée le 5 février 1917 dans le *Diario Oficial de la Federación*. La Constitution Politique locale ou de l'état libre est la norme juridique suprême qui régit l'organisation d'un état.

Controverse Constitutionnelle :

Est un jugement qui se produit en dernière instance devant la Suprême Cour de la Justice de la Nation lorsqu'il y a des conflits non résolus par les autres institutions juridiques.

Convention 169 de l'OIT :

Convention relative aux peuples indigènes et tribaux adoptée par l'Organisation Internationale du travail en 1989.

Coutumes :

Ensemble d'us et d'habitudes acquis par la pratique fréquente qui font partis intégrantes des caractères d'un individu ou d'une nation.

CROUS :

Centres Régionaux des Œuvres Universitaires et Scolaires, établissements publics à caractère administratif chargés d'aider les étudiants (bourses, logement, restauration, accueil des étudiants internationaux etc.)

Delahuertista :

Hommes armés qui défendaient la cause de Victoriano Huerta pendant la Révolution Mexicaine.

Día de Muertos :

En français, la Toussaint.

Différenciation :

Processus par lesquelles deux personnes ou deux choses sont différentes.

Discours hégémonique globalisant :

Discours prônant la prééminence d'une idée, d'un concept, d'une idéologie qui vaudrait pour tous.

Ejidatario :

C'est une figure créée par le gouvernement mexicain, par la réforme agraire après la Révolution Mexicaine. Il s'agit de la transition entre *peón* et *ejidatario*, c'est-à-dire paysan au sens de posséder la terre. Réf. Gómez Carpintero.

Ejido ou propriété ejidal :

Parcelles des *ejidatarios*. Environ 7 hectares pour chacun. Celles-ci forment l'*ejido*.

Endogamie :

Relatif à l'endogamie, au mariage au sein de sa famille, le même clan ou le même groupe social.

ESTA travel authorization :

Electronic System for Travel Authorization. Les ressortissants faisant partis du Programme d'Exemption de Visa (22 pays) doivent demander ce document en ligne et le payer, environ 14\$, pour pouvoir voyager sur le territoire des États-Unis.

État néolibéral :

Qui a adopté l'idéologie du néolibéralisme.

État postrévolutionnaire :

Les gouvernements de l'état postrévolutionnaire correspondent à la période qui va de 1917 à 1992. Le Mexique rompt ainsi avec l'époque postrévolutionnaire et s'ouvre au capital privé, à l'exportation et au libre marché.

Ethnie/ethnicité :

Communauté d'Hommes qui présentent certaines affinités et ressemblances *raciales*, linguistiques, religieuses ou culturelles.

Ethnicisation :

Le fait de rendre ethnique une communauté d'Hommes. Les Français de San Rafael ont reproduit en même temps la position de l'État mexicain quant à sa composition pluriculturelle, car le gouvernement mexicain a renoué avec l'ethnicité sous une forme multicuturelle. Les descendants de français ont cherché un référent non-métis, « blanc », « européen », « non autochtone », pour s'assimiler à la nation et de cette manière pour se mobiliser ethniquement.

Fécondation de la vanille :

Nouvelle technique utilisée par les colons français pour produire la vanille.

Finanzas :

Ministères des Finances et des Impôts.

FLE/FLAM :

Programme gérée par l'Ambassade de France au Mexique pour l'enseignant du français aux enfants.

Folklore :

Ensemble de traditions et de coutumes d'un village, d'une ville, d'une région ou d'un pays.

Fragmentation des groupes sociaux/classes sociales :

Division des classes sociales dans une société.

Francité :

Caractère propre de la culture française, tous les éléments ayant attrait à la culture française.

GATT :

Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce ratifié par le Mexique en 1986.

Guerra de los Pasteles :

Conflit entre la France et le Mexique connu sous le nom de la « *Guerra de los Pasteles* » = « Guerre des Gâteaux » en 1838.

Hacienda :

Propriété agricole ou d'élevage de grande dimension, importée par les espagnols en Amérique Latine pendant la colonisation.

Hégémonie :

Suprématie d'un groupe social, d'une catégorie ou d'une classe sociale sur un/e autre. Concept gramscien qui signifie que l'État maintient sa domination grâce au consentement des dominés. Réf. Jon Beasley-Murray.

Hiérarchisation :

Structuration des groupes sociaux.

Identification :

Ce terme est parfois utilisé à la place d'identité car il permet de laisser entendre le changement, la transformation de l'individu. En effet, l'identité d'une personne ne peut pas être toujours figée, ce qui donne au concept un caractère flexible. L'identité est « un sentiment d'appartenance à ou une identification à une collectivité plus ou moins imaginaire » ou « la/les représentations que se font les individus de la réalité et des segmentations entre elles ». L'identification implique une différenciation. C'est-à-dire qu'un individu peut s'identifier à d'autres mais également s'opposer, se reconnaître différents à/de certains individus. L'identité est donc un jeu dans les luttes sociales car chaque groupe aura sa part de « pouvoir d'identification ». L'identité se construit dans les stratégies des acteurs sociaux. Cependant, elle aussi politique. En effet, les États-nations modernes ont utilisé l'identité pour fonder une nation créant ainsi des lois et un règlement. À force de centraliser le pouvoir et l'identité, les populations ont commencé à revendiquer leur identité régionale, ce qui peut parfois créer une exclusivité. Au cours de son histoire, le Mexique a fondé son État-nation sur plusieurs identités, au XIX^e siècle il s'agissait du blanchiment, après la Révolution Mexicaine il fallait créer une nation métisse, et aujourd'hui il faut être multiculturel. Le Mexique a souvent utilisé l'ethnie pour créer ou reconstruire la nation mexicaine, pour se définir à nouveau, ce qui a influencé les populations. Cf. Bibliographie sur Identité.

Identité (identités multiples) :

Le fait d'avoir plusieurs identités.

INAH :

Institut National d'Anthropologie et d'Histoire est organisme fédéral des États unis mexicains créé en 1939 pour protéger et assurer la promotion du patrimoine archéologique et anthropologique du pays.

Indio (el) :

Terme connoté péjorativement aujourd'hui notamment au Mexique, mais pendant l'époque coloniale il faisait référence aux indigènes. Il est possible de considérer que « l'indien » tombe en 1521 avec la disparition de la société politique indienne. Voir débat entre « indianisme » et « indigénisme ». Anthropologie et histoire de l'indigénisme au Mexique.

INEGI :

Instituto Nacional de Estadística y Geografía. Institut qui recense les populations au Mexique.

Institutions Françaises

Référence à Ambassade et Consulat en relation avec les Représentants des Français à l'étranger, et le Conseil Général de la Haute-Saône (Sénateur et Association française).

JAPD :

Journée d'appel de préparation à la défense jusqu'en 2011, aujourd'hui elle s'appelle la journée défense et citoyenneté (JDC). Elle est créée en 1998 en France dans le cadre de la Réforme du service national.

Jornalero (journalier):

Journalier, comme son nom l'indique personne qui travaille à la journée. Au Mexique, il s'agit notamment des travailleurs agricoles partant à la journée pour travailler sur une terre agricole d'un propriétaire.

Jumelage :

Est l'action d'associer deux objets ou éléments identiques ou complémentaires. Le terme est aussi utilisé pour définir l'alliance entre deux communes.

Junta :

Junte. C'est une commission ou un comité de personnes.

Labrador :

Personne qui vit et travaille en campagne. Cultivateur.

Langue Nahuatl :

Langue parlée au Mexique, d'origine préhispanique, principalement dans les états de Puebla, Hidalgo, Veracruz, San Luis Potosí et Guerrero mais elle est aussi utilisée dans d'autres états.

Latifundista (latifundios):

Grand propriétaire terrien. Ceux qui possédaient les *Haciendas* pendant l'époque coloniale.

Loi organique du Municipale libre :

Loi faisant référence à la création d'un municipio.

Maison de la Culture :

Institution culturelle créée en 1993-1997 à San Rafael par l'association franco-mexicaine afin de promouvoir la culture en général et la langue française. Lieux où les habitants de San Rafael viennent suivre des cours de français.

Mayordomos :

Celui qui est notamment chargé dans les villages des dépenses par exemple celles des festivités.

Autre signification : Majordome.

Mémoire collective :

« Pour les anthropologues, les représentations collectives de la mémoire constituent des sites d'interactions entre des textes, des contextes et les sujets qui les interprètent, les mettent en action ou les subissent (White 2001 : 495⁸³¹). Pour les historiens, la mémoire est le foyer où puise l'histoire qui l'alimente à son tour (Le Goff : 1988 : 177⁸³²). Or l'histoire, tout comme sa contrepartie subjective qui est la mémoire, est toujours médiatisée par des pratiques de représentation (White 2001 : 506), d'où la relation étroite entre l'anthropologie et l'histoire. (...) les constructions collectives de l'histoire, l'élaboration des mémoires sociales sont des discours d'identité. Comme le souligne Le Goff, « ce sont les sociétés dont la mémoire sociale est surtout orale ou qui sont en train de se constituer une mémoire collective écrite qui permettent le mieux de saisir cette lutte pour la domination du souvenir et de la tradition, cette manipulation de la mémoire » (1988 : 175) ». Anath Ariel De Vidas, 2008 : introduction.

« Mémoire, propriété de conservation de certaines informations, renvoie d'abord à un ensemble de fonctions psychiques grâce auxquelles l'homme peut actualiser des impressions ou des informations passées qu'il se représente comme passées ». Le Goff, 1988 : 105. La mémoire individuelle est psychologique et la mémoire collective renvoie surtout au social.

831 White Geoffrey M., « Histories and Subjectivities », *Ethos* 28 (4), 2001, pp. 493-510.

832 Le Goff, Jacques, *Histoire et Mémoire*, Gallimard, Paris, 1988.

Mésoamérique :

Aire culturelle de l'Amérique préhispanique.

Mexicanité :

Relatif à la culture et à l'identité mexicaine.

Multiculturalisme néolibéral :

Le multiculturalisme se base sur le principe de la reconnaissance des populations culturellement différentes (d'où le nom de nation multiculturelle ou pluriculturelle). Cependant, les revendications des peuples « minoritaires » s'imbriquent dans le processus multiculturel que le Mexique a entrepris puisqu'il souhaitait fonder une nation pluriethnique. L'état néolibéral entend donc profiter de tous les éléments culturels ou de toutes les revendications possibles du moment qu'aucun individu n'agit à l'encontre de l'intégrité nationale. C'est pour cela qu'il est possible de le nommer le multiculturalisme néolibéral. Cf. Hale Charles R., *Does Multiculturalism Menace? Governance, Cultural Rights, and the Politics of Identity in Guatemala?*, United Kingdom, Cambridge University Press, 2002, p. 491.

Municipio :

Le terme provient du mot en espagnol *municipio*, il a été laissé ainsi volontairement dans la thèse pour ne pas déformer le concept. Signifie en français commune. Il s'agit d'une entité administrative qui peut regrouper une ou plusieurs localités faisant référence à une ville, un village ou un petit village. Il est composé d'un territoire clairement défini et est régi par un représentant collectif politique appelé mairie ou municipalité. Il représente la division administrative la plus petite d'un État ayant ses propres dirigeants représentatifs élus démocratiquement par les citoyens.

Municipalisation :

Le fait de devenir municipio libre.

Néolibéralisme/Idéologie néolibérale :

Le néolibéralisme est un concept qui fait allusion au « libéralisme », lequel originellement s'établit comme un courant politique et philosophique – avec une portée économique et sociale – stimulé avec plus de force à la fin du XVIII^e siècle et au début du XX^e siècle en Europe, comme réaction au régime féodal et aristocratique qui limitait autant les libertés sociales que politiques et économiques des personnes. (...) Le néolibéralisme reprend et obéit aux mêmes notions que le libéralisme, même s'il les actualise et les radicalise à l'extrême en supposant que les dynamiques et les exigences des relations commerciales et de travail doivent être celles qui finalement régulent le fonctionnement de la société, sans que l'État intervienne ou procure quelque chose venant de lui, sinon cela impliquerait une limitation de l'initiative privée, et avec cela, la liberté intrinsèque de l'individu. (p. 81) Romero Redondo I. Abraham; Acosta Barradas R., et Morales Carreto M., « El nuevo orden económico internacional a partir del modelo neoliberal y perspectivas de la sociedad mexicana (1982-2005) » dans *Estructura socioeconómica de México*. Secretaría de Educación de Veracruz, Xalapa, 2009. Traduction personnelle.

Obregonista :

Hommes armés qui défendaient la cause de Álvaro Obregón pendant la Révolution Mexicaine.

Observation participante:

L'observation participante appelée aussi méthode de « l'observateur participant », est utilisée en anthropologie pour comprendre l'autre en partageant ses conditions de vie.

Palmas académicas :

Récompense française pour une personne ayant accomplis des œuvres dans le champ de l'éducation ou de la culture. En français, Ordre des Palmes Académiques.

PAN:

En 1939, le *PAN* (Parti d'Action National) est un parti politique mexicain fondé afin de s'opposer aux réformes cardénistes, et devient parti d'opposition en 1973. C'est un parti situé « plus à droite », plus libéral, et assez conservateur.

Pan de agua :

En français, du pain avec de l'eau et du sel. À San Rafael, les boulangers dorent les boules de pain avec de la graisse de porc.

Pan de gato :

Gâteau au yaourt.

Patronato Pro-Municipalización :

Fondation qui œuvrait pour la création du municipe libre.

Peón :

Les *peones* étaient des travailleurs (maçon, paysan, journalier) dans les Haciendas pendant l'époque coloniale. Aujourd'hui, le terme est resté dans les villages ruraux, il peut signifier parfois un journalier ou un ouvrier maçon travaillant pour un patron.

Politiques multiculturalistes :

Faisant référence aux articles 4 et 2 de la Constitution mexicaine.

Porfiriato :

Le Porfiriato (1876-1880 et 1884-1911) désigne la longue période du gouvernement autoritaire du Général Porfirio Díaz mais aussi celle marquée par un développement économique important en favorisant les capitaux et l'effort personnel des étrangers.

PRD :

Est un parti politique mexicain, appelé le Parti de la Révolution Démocratique (Partido de la Revolución Democrática), fondé en 1989 à la suite d'une division entre les membres du *PRI*.

PRI (État-PRI) :

Depuis la période postrévolutionnaire et jusqu'en dans les années quatre-vingt-dix, le Mexique est dirigé par le parti politique du Parti National de la Révolution *PNR*, fondé en 1929, puis par le *PRM*, transformé ensuite en Parti Révolutionnaire Institutionnel, le *PRI*. Depuis la période postrévolutionnaire et jusque dans les années quatre-vingt-dix, l'hégémonie du parti politique du *PNR*, *PRM* puis du *PRI* est très forte, surtout dans les zones rurales. Il est le principal arbitre sur la scène électorale du pays. Celui-ci garantit l'ordre social et maintient son monopole en utilisant des relations clientélares basées sur des échanges mutuels et le corporatisme.

PROCEDE :

Programme de Certification des Droits de Terres *ejidales*.

L'objectif est de faciliter la mise en circulation des terres et la certification des droits agraires par les *ejidatarios* et les communautés agraires et de favoriser la privatisation de la gestion des parcelles. Le système du PROCEDE a ensuite été mis en place dans les zones urbaines quand l'assemblée *ejidal* l'accepte. L'assemblée doit reconnaître un terrain occupé avec une maison et donner un titre de propriété à des *ejidatarios* (peuvent être des descendants ou apparentés des *ejidatarios*) ou à des simples résidents (venus d'ailleurs pour vivre dans la partie urbaine de l'*ejido* avec le consentement de l'assemblée *ejidal*). Ceci a permis la création de trois types de propriétés : terre pour travailler, la terre d'habitation et la maison paternelle. Cf. Del Rey A et Quesnel A., 2006 : 1-17. Gómez Carpinteiro, 1998 : 13-36.

Propriété aliénable :

Terres d'une propriété qui peuvent être vendues légalement, cédées ou transmises.

Propriété communale :

Terres qu'une population vivant sur un même territoire peuvent partager.

Propriété privée :

Terres appartenant au milieu familial ou personnel.

Pueblos :

En français, Villages. Ensemble de personnes d'un lieu, d'une région ou d'un pays. Ensemble de personnes qui partagent une même origine ou culture.

Pueblos Mágicos :

Le gouvernement mexicain souhaitait offrir une reconnaissance aux gens habitant ces villes nommées « magiques », pour avoir su protéger et conserver la richesse culturelle et historique qu'elles renferment

« Race » :

Provient des doctrines fondées sur l'idée de la « race », que Taguieff nomme « racistes », XIX^e siècle. Les intellectuels de l'époque, souhaitaient réellement au nom de la « science de l'Homme » classer les humains en « races humaines » mais aussi les différencier selon leurs traits phénotypiques et physiologiques, leurs capacités et leurs coutumes. La théorie « raciste », dont parle Taguieff, qui semble la plus proche des discours analysés dans notre étude, est la suivante : il parle d'une théorie de races, fondée sur le principe du « déterminisme biológico-racial ("telle race, telle culture" ou "telle race/tel ensemble d'aptitudes). Il n'est pas rare d'entendre certains descendants de français faire l'éloge de leur « race » et de se qualifier de « race française ». En espagnol le mot *raza* est utilisé pour différencier des origines différentes. De cette manière, de nombreux descendants de français se hiérarchisent eux-mêmes en termes de « race ». Ils se pensent « blancs ». Ils conçoivent porter en eux les caractéristiques culturelles et raciales opposées à celles que portent les mexicains. Ils justifient en partie leur identité autour de la couleur de peau en opposition aux « non blancs ». Cf. Débat entre « race » et « ethnie ».

« Race cosmique » :

Vasconcelos dans son travail appelé « La Raza Cósmica », tente de réfuter toutes les théories raciales et idéologies issues du darwinisme et offre une théorie optimiste du développement d'une futur « race », « la race cosmique ».

***Ranchos* :**

Généralement, une ferme où l'on élève des animaux.

Rébellions indigènes zapatistes :

Révoltes indigènes dans le Chiapas en 1994 menées par l'Armée Zapatiste de Libération National (*Ejército Zapatista de Liberación Nacional*).

Réformes agraires :

La dernière réforme et modification de l'article 27 de la Constitution a lieu en 1992.

Réformes structurelles (néolibérales) :

Les réformes structurelles proposées au Mexique ont annoncé le changement d'un projet économique et politique dans les années 90. Cf. Chapitre I.

***Reggeatón* :**

Genre musical d'Amérique Latine et du Caraïbe.

Relation clientélaire :

Relation basée sur des échanges mutuels et le corporatisme.

Représentants des Français de l'étranger :

Personnes représentant les intérêts des Français de l'étranger.

Revendication de l'identité (identitaire) :

Le fait de revendiquer son identité.

Revitalisation (renouveau) :

Terme utilisé par Mary N. Taylor. Cf. Bibliographie.

Révolution Mexicaine :

1910-1917, époque violente et armée au Mexique.

***Sanrafaelense* :**

Nom donné aux habitants de San Rafael, Ver.

***Secretaría de la Reforma Agraria (SRA)* :**

Ministère s'occupant des affaires agricoles au Mexique.

« Société civile » :

« La société civile de Gramsci est constituée par deux dimensions : un ensemble d'institutions non étatiques (églises, écoles, universités, journaux, associations culturelles, partis politiques d'oppositions) et des expressions artistiques, scientifiques, philosophiques, religieuses, morales, en résumé par des conceptions du monde, ou des idéologies qui se battent pour établir dans la société une direction intellectuelle ou morale déterminée, une hégémonie déterminée. Elle a donc pour but d'influencer et éventuellement de diriger l'état ou la société politique. Seulement si l'hégémonie de la société civile précède et oriente l'exercice de la société politique, l'état pourra jouir de la légitimité ». Cf. Salazar-Pérez R., sans date : 26 ; traduction personnelle.

Subjectivités :

Désigne le caractère de ce qui est personnel.

Système corporatif (corporatisme) :

Utilisation des tous les pouvoirs, économiques, politiques et sociales pour satisfaire les intérêts particuliers d'un groupe de personnes, qui devient puissant et influent grâce à ces pouvoirs.

Système des *mayordomías* :

Organisation de type communautaire.

***Sub-regidor* :**

Administrateur appartenant au Conseil municipal représentant les intérêts d'une localité.

Suprême Cour de Justice (de la nation) (de l'état de Veracruz) :

Cour de Justice délibérant sur les affaires non résolues dans les états de la fédération.

***Tejas escamas* :**

Tuiles utilisées par les colons pour construire leurs maisons.

Terres communales :

Groupement de terres gérées habituellement par le municipe.

***Tortillas* :**

Galette de maïs très consommée au Mexique.

Totonaque :

Peuple amérindien qui vivait au Mexique avant l'arrivée des espagnols en 1519.

Us et coutumes :

Usos y costumbres : catégorie d'activisme politique juridique, en dehors des partis politiques, pour s'approprier le municipe, devenant ainsi des municipes « d'us et coutumes ».

Vanille :

Planteurs ou producteurs de vanille.

***Veracruzano* :**

Nom donné aux habitants de l'état de Veracruz.

Vide mémoriel :

Ne fait référence à aucun souvenir, aucun renvoi particulier, aucunes histoires, aucunes anecdotes, aucune mémoire, aucuns sentiments etc. C'est comme si c'était le néant, ne représentant rien.

Vierge de *Guadalupe* :

Notre Dame de Guadalupe. Nom donné à la vierge qui serait apparue à un indigène en 1531 au Mexique.

Village-sujet :

En espagnol, *puebla-sujeto*. Exprime la dépendance du village à son chef-lieu, par exemple lorsque San Rafael appartenait à Martínez de la Torre, il était un village-sujet.

***Zapatista* :**

Hommes armés qui défendaient la cause d'Emiliano Zapata pendant la Révolution mexicaine.

***Zócalo* :**

Place centrale d'une ville ou d'un village.

***Zopilote* :**

Urubu, vautour. Qui abondait dans la région à l'arrivée des colons au XIXe siècle, d'où le nom donné à ce village Zopilote(s), l'ancien nom de San Rafael. Certains habitants le confondent avec l'arbre appelé le sapotier (il en existe plusieurs variétés) (en espagnol *zapote*), très présent dans la région un peu moins de nos jours.

ANNEXES

Annexe 1 : Sources primaires et autres documents

1- Archives de l'État de Veracruz, Xalapa (Mexique) (AGEV)

Gobernación y Justicia. Serie Tierras. Subserie : Repartos, Municipio de Nautla. N° Caja 1 y 2. (1877).

H. Congreso del Estado libre y Soberano de Veracruz de Ignacio de la Llave /LIX Legislatura 2000-2004 *Diario de Debates* Primer periodo de Sesiones Año 4 Volumen I Tomo 2.

Gaceta Oficial du 29 de novembre 1932.

Diario Oficial, año 1992, 28 de enero (artículo 4) y 6 de enero (artículo 27).

Gaceta Oficial, 29 décembre 2003, dossier 1373.

Presse: *Diario Xalapa*, año 1990 y 1991.

2- Archives du Ministère des Affaires Étrangères. Direction des Archives et de la Documentation de Nantes (MAE/DAD-CADN) (France)

CADN Consulat Veracruz 1852-1933:

Questions commerciales: 8, 10.

Correspondance: 1 (1881-1913).

Chancellerie: 23, 17.

Documentation: 31.

Questions maritimes: 16.

Réclamations pertes causées par Révolution de A à G : 24.

CADN Actes notariés: Veracruz 1848-1863: Veracruz 1 :

Archives du fonds "personnel" et agences consulaires fin du 19e siècle à 1935: 21 (Mexique).

Actes civils Veracruz : Mai-Juin 1849 et Mai 1855-1862.

CADN Fonds « A » 1827-1890 México Consulat et Légation :

Correspondance avec le ministère des affaires étrangères : 1.

Correspondance avec le ministère de la marine : 8.

Correspondance avec les agents diplomatiques et consulaires : 9.

Affaires diverses : 33.

CADN Fonds « B » 1822-1922 México Consulat et Légation :

64 ; 111 ; Politique Agraire 31 ; Réclamations pour pertes causées par Révolution 1902-1914.

96 ; Réclamations 1910-1916. 107.

CADN Fonds « C » México Consulat et Légation :

Diffusion du français, écoles, cours... 123 bis ; Troubles Révolutionnaires 1913-1915. 208 ;

Troubles Révolutionnaires 1913-1920. 209 ; Troubles Révolutionnaires 1912-1928. 210 ;

Documentation générale. 56.

CADN Fonds « C » Chancellerie, Consulaire, Registres 1834-1908 :
Liasses 10, 28, 41.

3- Archives Générales de la Nation à México (Mexique)

AGN, **Gobernación**: 175, expediente 14, fol 17-19v. 1838 Nautla.
AGN, **Gobernación**: sin sección, vol 175, expediente 14, 4f, 1838 Jicaltepec.
AGN, **Cartas de seguridad**: vol 161, fol 107-108 v, 1855 Jicaltepec.
AGN, **Pasaportes y cartas de seguridad**: vol 161, expediente 107, fol 129-139, 1855 Jicaltepec.
AGN, **Cartas de seguridad**: vol 160, expediente 129, fol 262-271, 1855 Jicaltepec.
AGN, **Cartas de seguridad**, vol 161, fol 129-141 v, 1855 Jicaltepec.
AGN, **Cartas de seguridad**, 119, vol 161, fol 119-122 v, 1855 Jicaltepec.

4- Archives Municipales de Jalacingo, Veracruz (Mexique) (AMJ)

Sección **Tesorería**: año 1894-1895, caja 15.
Sección **Registro civil**: año 1873-1889, caja 29; año 1891-1898, caja 30.
Sección **administración**: año 1849-1875, caja 8; año 1898-1902, caja 11.
Sección **gobernación**: año 1901-1904, caja 6; año 1839-1869, caja 2.

5- Registre Agraire National, Xalapa, Veracruz (Mexique) (RAN)

Expediente 5359 GENERAL, Santiago de la Hoz, Martínez de la Torre, Veracruz.
Expediente 5359, documentación para solución. Población de Santiago de la Hoz, Martínez de la Torre, acc Ampliación.
Expediente 5359. Investigación de predios. Población de Santiago de la Hoz, Martínez de la torre, acc Ampliación. 29 hojas.
Expediente 16515. Replanteo de linderos, ejido San Rafael, 1969.
Expediente 16515. Parcelamiento. 1980.
Expediente 5359 Investigación de Predios, Población Santiago de la Hoz, Mtz de la Torre, Veracruz, Acc, Ampl.
Expediente 5359 Dictamen – Población Santiago de la Hoz, Mcp Mtz de la Torre, Ver, Acc, Ampl.
Expediente 16515 (726.1) Departamento Agrario – Archivo General – Expediente n°23 16515. Ejidos dotaciones. Santiago de la Hoz, Mtz de la Torre, Ver.
Serie documental PROCEDE. Poblado S. Rafael, Mtz de la Torre, Ver. Asunto documentación de trámite RAN, N° 42176, Secretaria de la Reforma Agraria.

6- Registre civil de Martínez de la Torre et de San Rafael, Veracruz (Mexique)

Registre Civil: Mariage – San Rafael – 2004/2010
Registre Civil: Mariage – Mtz de la Torre – 1883/1910

7- Archives Municipales de Martínez de la Torre, Veracruz (Mexique) (ARMTZV)

Cabildo: Controversia Constitucional 11/2004

Annexe 1

Controversia Constitucional 11/2004, Oficio 2066, 5552 Consejo Municipal de San Rafael, Estado de Veracruz. Subsecretaría General de Acuerdos de la Suprema Corte de Justicia de la Nación.

8- Archives historiques de la ville de Xalapa, Veracruz (Mexique) (AHX)

Presse : *Diario Xalapa*, año 2002, 2003, 2004.

9- Mairie de San Rafael, Veracruz (Mexique)

Patronato Pro Municipalización, 2000. Relaciones de adhesiones al proyecto del Municipio de San Rafael, 3 volúmenes, noviembre del 2000.

Cartes et Plan du Municipe et du chef-lieu de San Rafael

Documents historiques sur San Rafael et photographies qui seront prochainement intégrés aux Archives Municipales de San Rafael, Veracruz. Compilation par le Chroniqueur de la ville de San Rafael, Veracruz, Carlos Alberto Fernández Callejas.

10-La Presse

Revue de Presse de septembre 1988. *Journées de Jumelage*. Département de la Haute Saône et Martínez de la Torre (Mexique).

Diario Martinense. Élections municipales en 2010. Festivités, évènements culturels 2010-2011.

Journal *Gráfico de Martínez de la Torre*, 2 mai 2011. Journal *Gráfico de Martínez de la Torre*, 29 avril 2011.

Journal *Diario Martinense*. 15 juillet 2010. San Rafael, Veracruz « *Festegan la Toma de la Bastilla* ».

Articles de la Presse locale de Champlitte – 29 janvier 2009 – sans référence, consultés en octobre 2012 et prêtés par un habitant de Champlitte.

11-Les Documents Audio

Ferrand, Carole. *DVD Proa a la Tierra Prometida*. France 3 Bourgogne Franche-Comté - Ed Vie des Hauts productions - 2006.

Lafarge, Patrick. Jiménez, José. DVD « *Bajo los techos de Jicaltepec* » Junio 2003. Producción CONACULTA Culturas populares e indígenas del estado de Veracruz Unidad Xalapa PACMYC 2000 Escuela de lenguas de la BUAP.

Pérez Siller, Janvier. Proyecto Documental *Entre Memoria e Identidad. Testimonios de descendientes de inmigrantes franceses en México*. 2009, Instituto de Ciencias Sociales y Humanidades “Alfonso Vélaz Pliego” de la BUAP y El Colegio de San Luis, A.C.

12- Internet

<http://www.cg70.fr/découvertes/jumelage.htmHauteSaône//Mexique>.
<http://www.cfe.fr>
<http://www.rfm.fr>
http://www.lemonde.fr/voyage/article/2010/10/08/pigue-les-aveyronnais-de-la-pampa_1420174_3546.html
<http://www.oit.or.cr/mdtsanjo/indig/bronste.htm>
catarina.udlap.mx/u_dl_a/tales/documentos/Iri/.../capitulo3.pdf
http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/bdd-projet.asp?projet_id=63516
http://cncd.diplomatie.gouv.fr/frontoffice/bdd-projet.asp?projet_id=55927
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_120_6ene92_ima.pdf
(artículo 27 de la Constitución Mexicana)
http://www.diputados.gob.mx/LeyesBiblio/ref/dof/CPEUM_ref_122_28ene92_ima.pdf
(artículo 4 de la Constitución Mexicana)
www.rfm.org.mx/fr/.../gacetas/boletin3rfm.pdf Jicaltepec y San Rafael, dos comunidades francesas en Veracruz. Gaceta R.F.M, N° 3.
<http://www.veracruz.gob.mx/medioambiente/noticia/veracruz-con-políticas-integrales-para-proteger-el-medio-ambiente/>
http://www.noticieroveracruz.com/19800_san-rafael-lejos-ya-de-ser-pueblo-mgico.html
SECTUR Programas Pueblos Mágicos
www.sectur.gob.mx/wb2/sectur/sect_Pueblos_Magicos
Constitución Política de los Estados Unidos Mexicanos – Artículo 37
Artículo 2 (2001) de la Constitución Mexicana
www.cedem.ver.gob.mx
www.e-local.gob.mx/work/templates/enciclo/veracruz/
vosdroits.service-public.fr
http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/les-francais-etranger_1296/vos-droits-demarches_1395/service-national_5493/index.html
www.bibliojuridica.orglibros7283131.pdf
<http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/3.htm?s>
<http://www.diputados.gob.mx/leyesBiblio/pdf/1.pdf>
<http://info4.juridicas.unam.mx/ijure/fed/9/3.htm?s>

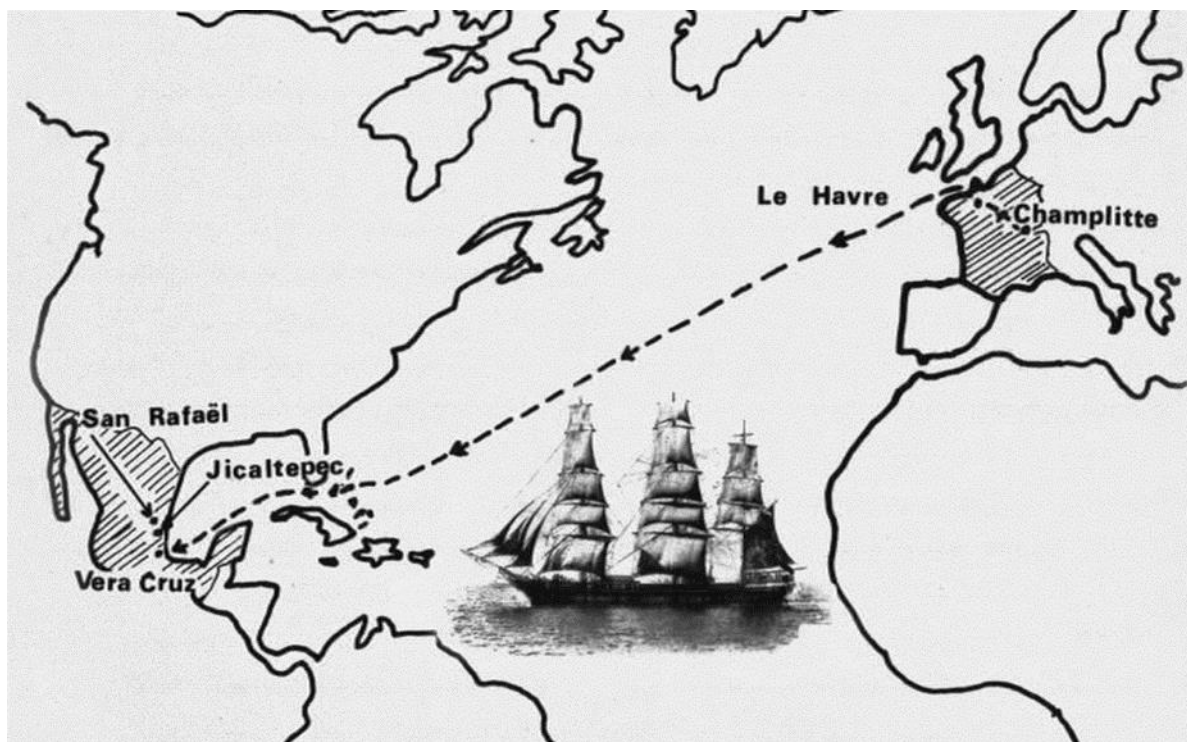
13- Documents fournis par des habitants de San Rafael/Jicaltepec

Documents de famille.
Documents sur De Gaulle, résistance, l'entre-deux guerres, actes, journaux du jumelage.
Photographies.
Documents pour la nationalité française.

Annexe 1

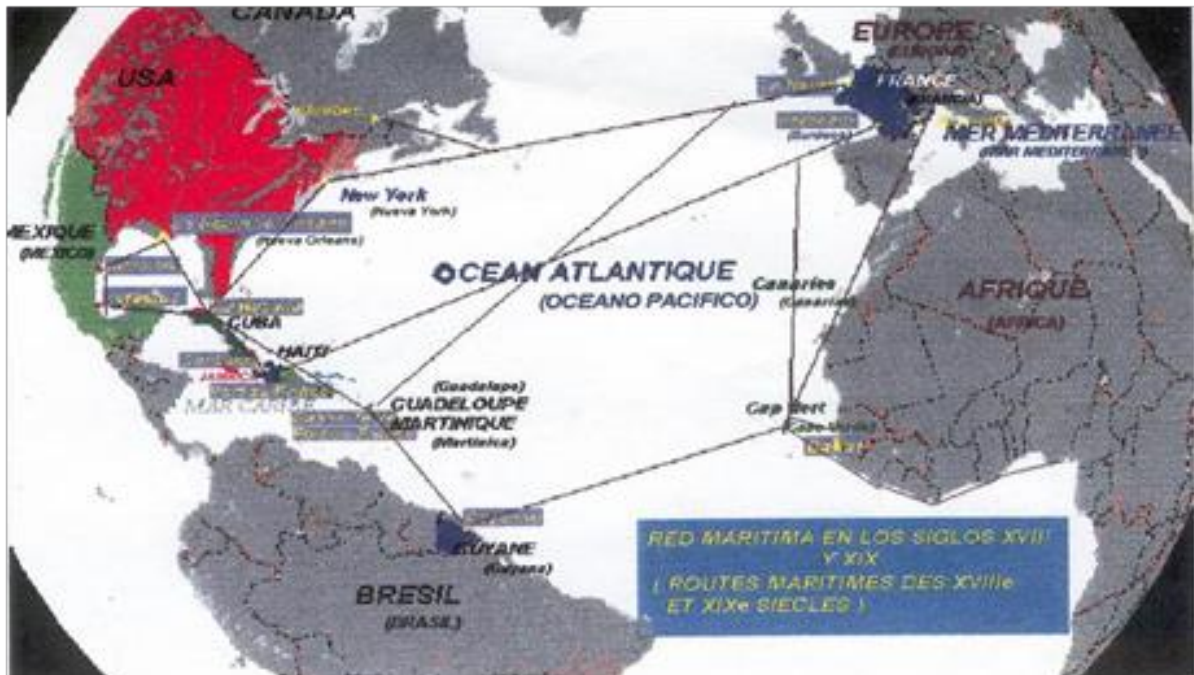
Annexe 2 : Cartographie détaillée

Le départ des migrants en 1833



Sources : Ferrand, Carole. *DVD Proa a la Tierra Prometida*. France 3 Bourgogne Franche-Comté - Ed Vie des Hauts productions - 2006.

L'arrivée des migrants à Veracruz



Sources : Lafarge, Patrick. Jiménez, José. DVD « *Bajo los techos de Jicaltepec* » Junio 2003. Producción CONACULTA Culturas populares e indígenas del estado de Veracruz Unidad Xalapa PACMYC 2000 Escuela de lenguas de la BUAP.

Localisation de l'état de Veracruz (Mexique)



Sources : www.cedem.ver.gob.mx et www.e-local.gob.mx/work/templates/enciclo/veracruz/

La région de Nautla



Sources : www.cedem.ver.gob.mx y www.e-local.gob.mx/work/templates/enciclo/veracruz/

Légende : Principaux Municipales

102: Martínez de la Torre : Le territoire du Municipio de San Rafael appartenait avant 2003 à Martínez de la Torre.

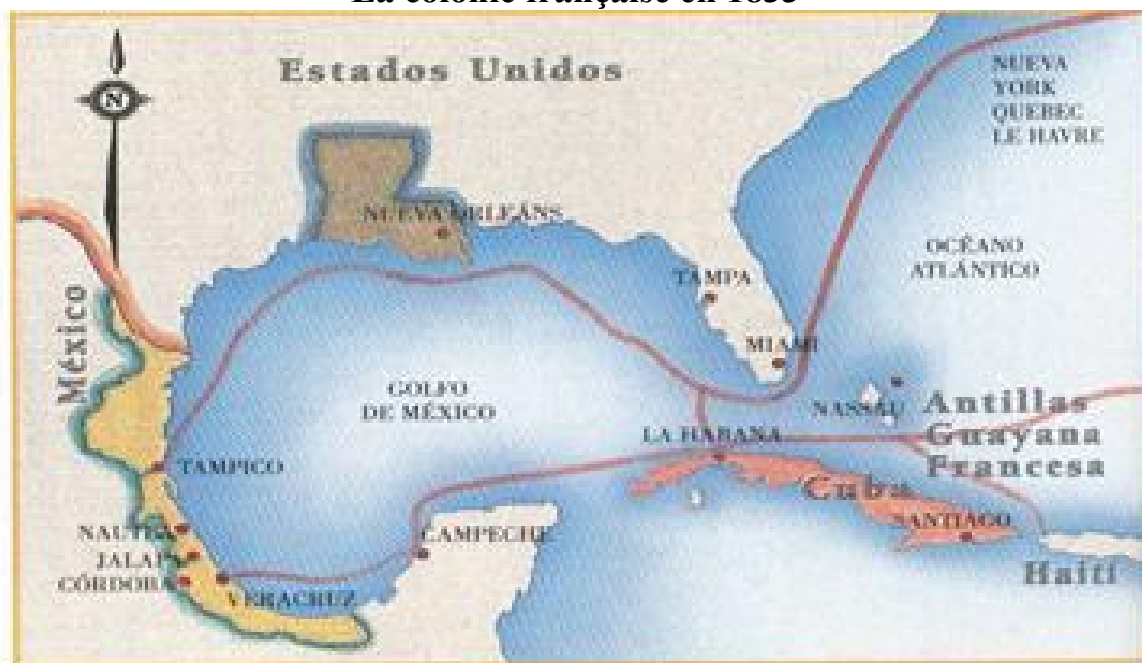
211: San Rafael : Localisé dans la partie nord de l'état de Veracruz de Ignacio de la Llave, c'est le chef-lieu du nouveau Municipio 211 qui appartient au VIII District électoral local et au VII District électoral fédéral de Martínez de la Torre. Le Municipio de San Rafael fondé en 2003 compte 29 277 habitants (2010) et est contigu au nord avec le Municipio de Tecolutla, à l'est avec le Municipio de Nautla et le Golfe du Mexique, au sud avec le Municipio de Misantla et à l'ouest avec le Municipio de Martínez de la Torre. Dans la région de Nautla, San Rafael qui compte 6515 habitants (2010) est situé sur la rive gauche du fleuve Bobos ou Nautla, à une altitude de 20° 11 et à une longitude de 92° 52, à 20 ms nm et occupe 0.41% de la superficie de l'état, dont 61% est utilisé pour l'agriculture et 2% pour la zone urbaine. Son climat est tropical humide avec une température moyenne annuelle de 24.4°C, une moyenne mensuelle maximale de 37°C et une moyenne mensuelle minimale de 7°C. San Rafael reçoit

aussi d'abondantes précipitations l'été (de 1400 à 1600 mm) et pendant les mois d'août, de septembre, octobre, janvier et février, d'importants risques de vents violents (*los nortes*) et de cyclones se présentent faisant la plupart du temps déborder le fleuve.

Le nouveau chef-lieu a porté au cours de son histoire plusieurs noms. D'abord Zopilote, qui faisait référence à un arbre qui abondait dans la région, puis Manuel Acuña ou encore San Rafael, qui rend hommage à l'avocat Rafael Martínez de la Torre, qui acheta les terres de la rive gauche en 1874 pour les vendre aux colons français installés à Jicaltepec depuis 1833 et aux nouveaux venus.

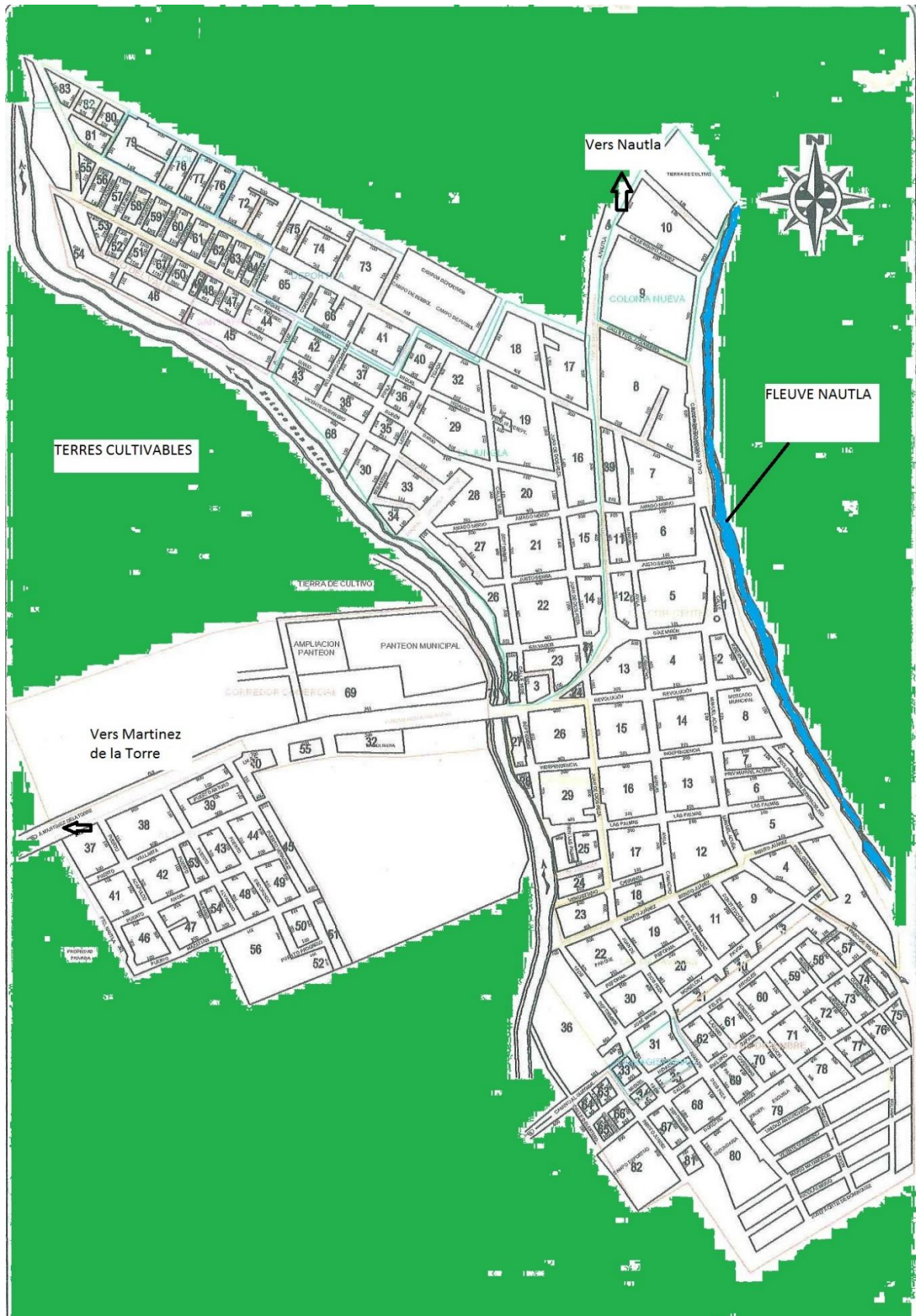
114: Nautla : Jicaltepec est situé dans le Municipio de Nautla.

La colonie française en 1833



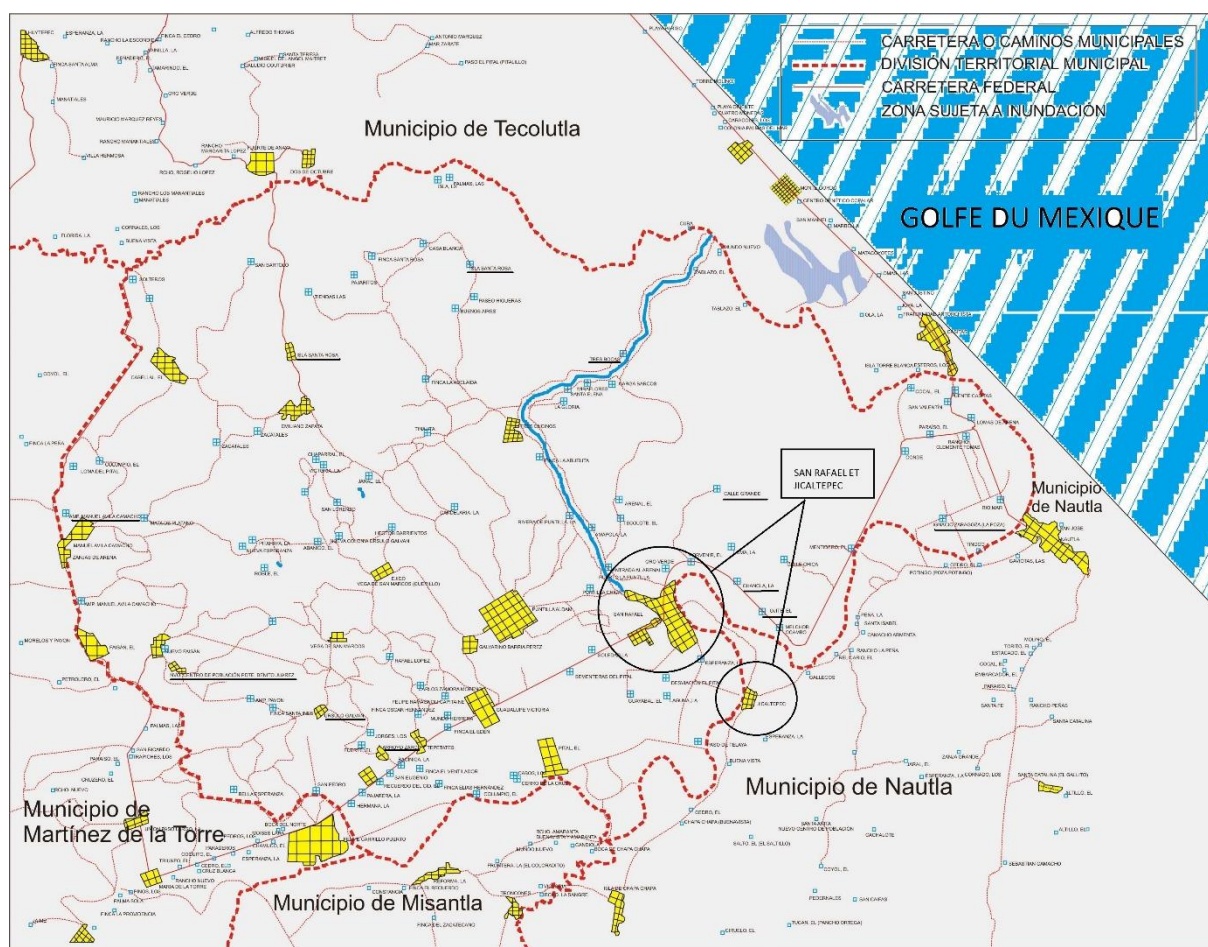
Sources : Lafarge, Patrick. Jiménez, José. DVD « *Bajo los techos de Jicaltepec* » Junio 2003. Producción CONACULTA Culturas populares e indígenas del estado de Veracruz Unidad Xalapa PACMYC 2000 Escuela de lenguas de la BUAP.

Le cadastre du chef-lieu de San Rafael, de nos jours



Sources : Élaboration de l'auteur à partir de : Document donné par la Mairie de San Rafael, 2008 (service chargé des cadastres).

Le Municipio de San Rafael, de nos jours



Sources : Élaboration de l'auteur à partir de : Document donné par la Mairie de San Rafael, 2008 (service chargé des cadastres).

Annexe 3 :

Chronologie historique de la colonie française de 1833 à 1916 et des événements majeurs survenus à San Rafael de 1914 à nos jours

DATES	Événements historiques
1828	Promulgation de décrets sur la définition de la nationalité des colons immigrés et de leur statut légal au Mexique
19 septembre 1833	Départ des migrants du Havre vers Jicaltepec (1 ^{er} bateau)
6 juin 1835	Départ d'un deuxième bateau du Havre
1836	S. Guénot quitte la colonie. Problèmes entre les créanciers et la Compagnie franco-mexicaine de Dijon au sujet des terres de Jicaltepec
1838	Conflit entre la France et le Mexique connu sous le nom de la « <i>Guerra de los Pasteles</i> » = « Guerre des Gâteaux »
1838	Les Français de San Rafael reçoivent de la part du Général Santa Anna, un sauf-conduit (document garantissant une sécurité et une liberté de mouvements à l'intérieur et à travers les frontières de la juridiction de l'État)
1839-1855	Volonté de réguler la migration et de réglementer l'accès aux terres dont bénéficiaient les colons
13 mars et 2 octobre 1840	Départ d'un troisième et quatrième bateau du Havre
20 septembre 1841	Départ d'un cinquième bateau du Havre
Mars 1842 et décembre 1855	Les étrangers ne pouvaient pas être propriétaires sur le sol mexicain à moins de s'établir à cinq lieues de la mer
8 février et 25 août 1843	Départ d'un sixième et septième bateau du Havre
20 août et 13 septembre 1844	Départ d'un huitième et neuvième bateau du Havre
1845	Deux départs, (10 ^{ème} et 11 ^{ème}) depuis le Havre et Bordeaux
1845	Les premiers migrants de Jicaltepec partent dans la zone de Chapachapa, près de Jicaltepec
14 juillet 1846	Départ d'un douzième bateau du Havre

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

1850-1864	Vice-Consul Camilo Castagné
1860-1891	Les hommes de la colonie établis à San Rafael commencent à cultiver la vanille. Il y avait 127 planteurs pour une population totale de 536 Français
1852	La compagnie franco-mexicaine de Dijon est nommée propriétaire des terres et la Commission des Terres légale
Juillet, août et octobre 1853	Trois départs, (13 ^{ème} , 14 ^{ème} et 15 ^{ème}) depuis le Havre et Bordeaux
1854-1855	Départ d'un seizième bateau depuis Bordeaux
19 décembre 1855	Départ d'un dix-septième bateau du Havre
1856	Deux départs, (18 ^{ème} et 19 ^{ème}) depuis le Havre et Bordeaux
31 mars, 27 juin, 21 août, 9 septembre et durant 1857	Cinq départs, (20 ^{ème} , 21 ^{ème} , 22 ^{ème} , 23 ^{ème} et 24 ^{ème}) depuis le Havre et Bordeaux
27 juin, 28 août, 25 et 27 septembre 1858	Quatre départs, (25 ^{ème} , 26 ^{ème} , 27 ^{ème} et 28 ^{ème}) depuis le Havre
3 mars, 28 mai, 31 août et 15 septembre 1859	Quatre départs (29 ^{ème} , 30 ^{ème} , 31 ^{ème} , 32 ^{ème}) depuis le Havre
29 mars 1860	Départ d'un trente-troisième bateau du Havre
1862-1863	Intervention française. Débarquement des troupes napoléoniennes au Mexique. Les colons devaient payer un impôt, pour le commerce car les Mexicains contrôlaient le port de Veracruz
1866	Les colons français refusent de former un Municipio à Jicaltepec et souhaitent garder le village en tant que congrégation sous la tutelle du Municipio de Nautla ou de Misantla
1869-1889	Vice-Consul Louis Mothelet
1870	Rafael Martínez de la Torre achète les terres situées entre l' <i>hacienda</i> de Pital et les plages du Golfe du Mexique, rive gauche du fleuve Nautla (Paso de Telaya, Zopilote, el Ojite, Mentidero). L'avocat vendait 7 hectares pour dix pesos, et les terrains qu'il possédait, pouvaient mesurer jusqu'à 188 hectares
1873	L'enseignement du français devient une autre source de conflit avec les Mexicains car une école leur avait été proposée à Nautla
1873-	Diminution des recettes à Jicaltepec

Annexe 3

1878	
1874	Plusieurs colons français installés à Jicaltepec achètent des parcelles situées sur la rive gauche du fleuve Nautla
1874-1877	Un colon voyage en France pour rendre visite à sa famille et se rend au jardin botanique de Paris, où il observe comment féconder la vanille de manière artificielle. En France, cette technique avait été découverte en 1840 pour obtenir des récoltes plus abondantes
1876	Les Français nomment le village de Zopilote, San Rafael en hommage à l'avocat Rafael Martínez de la Torre
1876-1880 et 1884-1911	Époque du <i>Porfiriato</i> : mandat de Porfirio Díaz. Détermination de consolider un état-nation aux travers des politiques coloniales
12 avril 1877	Jean Bourrillon reçoit avec le consentement de Mothelet et de la <i>Junta administradora</i> (la commission des propriétaires), autant de pouvoir nécessaire pour exposer au gouvernement mexicain la situation sur les terres de Jicaltepec dans le but de régler les conflits. Il était devenu <i>le mandataire général des actionnaires et des propriétaires des terrains où était située la colonie française</i> . Il avait formé une nouvelle commission des terres, reconnue par le Gouverneur de Veracruz et bénéficiait <i>de sa haute protection</i>
6 mai 1877	Le nouveau gouverneur reprend l'étude du dossier sur la légalisation des terres. Il demande aux colons, la traduction de l'acte de la société de la Compagnie franco-mexicaine de Dijon
1880	Le 14 juillet devient une fête où les habitants de San Rafael peuvent se réunir pour célébrer l'union des Français. Chute du prix de la vanille à cause de la concurrence des pays d'outre-mer et développement d'autres cultures
1881	Il existe plusieurs congrégations de colons français. Elle occupe une extension d'environ 24 km sur les bords du fleuve Nautla. Elles représentent plus ou moins 200 maisons.
19 août 1881	Le français Jean Bourrillon est retrouvé assassiné dans sa maison situé sur les bords du fleuve Nautla
1882	Les colons font appel au gouverneur de Veracruz, Apolinar Castillo. Sa visite cordiale prit l'allure d'une réunion de dénonciations des problèmes dont souffrait la colonie
1882	Les colons construisent une école afin de reproduire un modèle et d'assurer une stabilité coloniale, deuxième école construite en 1887
1882	Jicaltepec faisait partie de la juridiction du Municipio de Nautla y du canton de Misantla tandis que San Rafael faisait partie de la juridiction du canton de Jalacingo puis à partir de 1882, du Municipio de Martínez de la Torre
1883	Construction du cimetière
1884	Un accord est signé entre la France et le Mexique pour légaliser les propriétés de San Rafael. Le gouvernement fédéral de Manuel González souscrit aux nouveaux propriétaires une autorisation spéciale afin qu'ils puissent conserver leur nationalité française
1884	Juan Desoche est nommé comme le <i>sub-regidor</i> de la Congrégation
9 février 1887	L'avocat Daniel Guzmán s'empare des terres, profitant des querelles
1887-1889	Le gouvernement fédéral avec l'aide du Général Pacheco autorisent les concessions des terres de Jicaltepec et des accords sont signés. Porfirio Díaz en attente d'être réélu, déclarait être le « protecteur officiel » des colonies

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

	françaises de Jicaltepec et de San Rafael
1890-1905	Vice-consul Pierre Naude
1891	139 hommes (pour une population totale de 470 colons) se manifestent en tant qu'agriculteurs à cause de la chute du prix de la vanille entre 1873 et 1884. La France avait trouvé un autre pays producteur, les Iles Bourbon, aujourd'hui la Réunion, et avait abandonné la quasi-totalité de leurs achats au Mexique
1891	La majorité des colons français sont des cultivateurs (<i>labradores</i>)
1894	Échange de <i>peones</i> entre propriétaires français
1896	Les colons forment « la Société Française de Secours Mutuel »
1896	Les colons forment une association de planteurs de vanille. En 1898, il y avait environ une quinzaine de planteurs de vanille à San Rafael
1899	Des vents froids détruisent les plantations de vanille. À cela s'ajoute une grande sécheresse qui dure jusqu'en 1900
1899	Construction d'une église
1908-1916	Vice-Consul Alphonse Roussel
1910	Les révolutionnaires sont obligés de contrôler le port de Nautla comme lieu stratégique. Le général Carlos Arellano, originaire de Pital est nommé chef principal des opérations militaires <i>zapatistas</i> dans la région
6 janvier 1911	Le chef du Bureau des Télégraphes de Jicaltepec, Josephat Marquez décide de quitter son travail pour rejoindre les nouvelles forces révolutionnaires dans le village de Chignahuapan, Puebla
1912	Les colons voulaient conserver leur nationalité alors qu'ils rejetaient le tirage au sort pour se rendre en France pendant la première guerre mondiale et la carte militaire
1912-1915	Quatre cas d'attentats ou d'agressions commis envers la population française dans un village à quelques kilomètres de San Rafael, Paso de Telaya
1913	Le Consul, Brouzet rend compte dans un rapport que de nombreux colons avaient accepté la nationalité mexicaine
6 août 1914	Le gouvernement français appelle ses hommes à venir rejoindre l'armée française. Tous les Français valides doivent rejoindre immédiatement leur corps d'affectation y compris ceux appartenant à la classe 1887
1916	Le gouvernement français destitue le dernier Vice-Consul en 1916 pour haute trahison et pour n'avoir pas su motivé ses troupes pendant la guerre
1917	Le gouvernement révolutionnaire entend rétablir la justice sociale afin que tout les paysans non propriétaires, appelés <i>ejidatarios</i> , aient le droit de cultiver une parcelle de 8 à 10 hectares. La Constitution de 1917, s'appuyant sur la loi du 6 janvier, tente de résoudre intégralement le problème agraire dans l'article 27. L'article 27 ordonne le fractionnement de grandes propriétés et le respect de la petite propriété. Les propriétés affectées pour construire les <i>ejidos</i> devaient être comprises entre 150 et 300 hectares selon l'utilisation qu'en faisait le propriétaire
1923	Les principaux agriculteurs de San Rafael et de Jicaltepec se consacrent à la plantation de bananes, et forment un groupe appelé « Union des Planteurs de Bananes »
1923	Certains descendants de français fondent un Comité de Défense Sociale, destiné à repousser les groupes armés

Annexe 3

1924	Baisse successifs du prix de la vanille. Diminution progressive jusqu'en 1945
1929	De nombreux assassinats et délits de vols sont commis et un nouveau mouvement révolutionnaire éclate dans la région
1930	Le décret numéro 298 du 8 juillet crée le Municipio de Santiago de la Hoz
1932-1942	San Rafael devient Manuel Acuña
1933	En 1933, San Rafael reincorpore le Municipio de Martínez de la Torre
1935	La plantation de banane s'intensifie dans la région, en signant des contrats pour la vente du fruit avec la Compañía Weimberger Banana Co.
1935	Les étrangers n'ont plus le droit de devenir propriétaires sur le sol mexicain. Afin d'obtenir des terres, eaux, actions, concessions d'exploitations des mines etc., ils doivent s'enregistrer en tant que nationaux Mexicains à la SRA (Art 2)
1937	La compagnie Weimberger, ruinée, ne peut plus effectuer les chargements. Les producteurs réussissent à obtenir un nouveau contrat avec une nouvelle compagnie la Standard Fruit Co qui avait été créée en 1889 par un promoteur nord-américain qui développait les chemins de fer pour transporter les marchandises. La <i>Standard Fruit Co.</i> envoyait un bateau de 1000 tonnes chaque semaine (1938)
1938	Quelques descendants de français, commencent à introduire des orangers <i>agrios</i> .
1938	À cette époque le village ne possède qu'une seule rue
1939	Fondation du PAN (Parti d'Action National). Oppositions aux réformes cardénistes. Il devient parti d'opposition en 1973
1941	La compagnie Standard Fruit Co. se retire, car le gouvernement des États-Unis réquisitionne leurs bateaux pour la guerre
1941-1950	Développement de l'élevage. Achat du bétail de race Cebú, provenant du continent africain à Veracruz, dans l'espoir d'obtenir un meilleur bétail en croisant les races. Achat de nouvelles races provenant du Brésil
1941-1945	Construction de la route Puebla-Nautla
1942-1946	Les Français de San Rafael comme dans d'autres villes au Mexique, adhèrent au mouvement de la « France Libre »
1942	Le gouvernement d'Ávila Camacho entre dans le conflit de la deuxième guerre mondiale aux côtés des Alliés en déclarant la guerre à l'Allemagne
28 mars 1945	Le Président de la République Ávila Camacho et le Président Municipal de Martínez de la Torre, descendant de français et vivant à San Rafael, inaugurent l'édifice de la Banque Nationale de Crédit <i>Ejidal</i>
1945	Création de la <i>Junta de Mejoramiento Moral, Cívico y Material</i>
1947	Construction de l'école « Ávila Camacho » avec l'aide du gouvernement fédéral et construction de la nouvelle église
14 juillet 1947	Célébration du 14 juillet à San Rafael
1950-1970	Alfonso Couturier a protégé et diffusé la langue française et organisait les festivités, telles que le 14 juillet ou les carnavals
1951	La « Productora Nacional de Semillas » est inaugurée. L'élevage progresse avec la race Cebú et la charolaise importés d'Europe et introduite au Mexique par Ernesto Pugibet et à San Rafael par Henri Gilly. Implantation d'une nouvelle variété de bananes le <i>Ron-Bao</i>
1951	Un membre de la famille Capitaine obtient à l'Exposition Agricole et d'Elevage, à Tezuatlán, Pue, la première récompense pour la haute et meilleure production de maïs

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

1953	Construction d'un marché appelé « Marco Antonio Muñoz », d'un Parque central, d'un Monument en l'honneur des drapeaux, d'un réseau de drainage et d'eau potable, du revêtement des rues, et renforcement des bords du fleuve
1954	Les maladies prolifèrent dans les plantations de bananes, menaçant la production et cyclone dévaste 80% de la production
1955	Un violent ouragan, Janet, s'abat sur San Rafael, détruisant toutes les récoltes et faisant d'importants dégâts matériels
1959	Pablo Capitaine voyage à Champlitte à la recherche de son histoire familiale où il rencontre Albert Demard, le père de J.C Demard
Vers 1960	Pour contrecarrer les crises commerciales, régler les prix du marché et du transport de bétails, éviter les vols de bétails, obtenir des médicaments moins chers, les éleveurs de San Rafael ont aussi fondé une association d'éleveurs. Il est possible que celle-ci ait aujourd'hui plus de 360 membres dont plus du tiers sont des éleveurs de la région de San Rafael
Entre 1960 et 1970	Croissance majeure du village de San Rafael
1964	La <i>Junta</i> renforce la construction de la clôture qui entourait tout le cimetière
18 mars 1964	Hommage de la colonie française de Jicaltepec-San Rafael, état de Veracruz au Président français Charles de Gaulle
1965	L'école « Rafael Martínez de la Torre » est inaugurée avec la coopération du gouvernement de l'état de Veracruz
1965	Implantation d'usines de jus de fruits
1968	Mouvement universitaire au Mexique
1969	Construction du lycée de San Rafael
Juin 1970	L'Ambassadeur de France organise un voyage à San Rafael, dans le but de remettre « Las Palmas Académicas » à Alphonse Couturier
1972	Un groupe de 35 planteurs de banane dont 25 descendants de français, de San Rafael et des congrégations alentours, de Jicaltepec et de la Peña, Municipale de Nautla, décident de s'unir pour former l'Association Agricole locale de San Rafael. Actuellement, l'association compte 500 membres et depuis 2006 se sont associés les producteurs d'agrumes, de fleurs et de fruits principalement
Avant 1973	La femme ou le mari recevait automatiquement la nationalité par filiation. Aujourd'hui, ils (homme ou femme) peuvent en faire la demande, mais le couple mixte doit être marié depuis au moins 5 ans, vivre sous le même toit, et le conjoint (demandeur) doit connaître la culture française (test à passer)
Depuis 1976	Les Français exerçant une activité salariée à l'étranger ont la possibilité d'adhérer à titre volontaire à la Sécurité sociale française pour les assurances maladie-maternité-invalidité, accidents du travail et maladies professionnelles et vieillesse
1977	Le Président mexicain José López Portillo, par la Loi Fédérale des Organisations Politiques et des Processus Electoraux (LPOPPE) permet la légalisation de trois nouveaux partis
1981	Au Mexique, le pétrole représente 75% des recettes et 77% des exportations
1982	Le Mexique se déclare en cessation de paiement et se retrouve avec une dette extérieure de 81 milliards de dollars. Crise économique
1983	Le Président mexicain Miguel de la Madrid entreprend de réformer l'article 115 de la Constitution, donnant aux municipes une légère autonomie pour gérer ses services publics, son territoire et administrer ses ressources
1984	Plusieurs maladies successives sont venues touchées les plantations de

Annexe 3

	bananes, jusqu'en 1996
1986	Christian Bergelin, sénateur de la Haute-Saône et ministre des sports, demande à J.C Demard de partir avec lui au Mexique
1986-1988	Jumelage entre Martínez de la Torre-San Rafael-Jicaltepec et Champlitte. Le Président du Conseil Général de la Haute-Saône déclare formellement ce jumelage, matérialisé par l'Association Haute-Saône-Martínez de la Torre
1986	Le Mexique adhère au GATT
1986	Le premier professeur de français envoyé par la Haute-Saône arrive à San Rafael, mais les cours à la Maison de la Culture commencent en 1991
19 septembre 1990	Des investigations sont réalisées dans des exploitations agricoles de la région de Nautla et de Martínez de la Torre par la <i>Secretaría de la Reforma Agraria</i> (SRA) après avoir reçu des plaintes de <i>latifundios</i> dissimulés
22 septembre 1990	La police déloge des individus installés depuis plus de 4 mois sur des terres de San Rafael
30 septembre 1990	Une affaire éclate autour de la propriété de la famille Maitret, l'exploitation agricole appelée Santa Elena, près de la congrégation de Tres Bocas, San Rafael
5 octobre 1990	L'organisation <i>Antorcha Campesina</i> réclame l'application de la loi en faveur des paysans
13 décembre 1990	Création du quartier <i>13 de diciembre</i> de San Rafael en référence au 13 décembre 1990 (date retenue) Le quartier 13 de diciembre se serait construit à partir de la division des <i>ejidos</i> , d'un côté du fleuve, Jicaltepec, et de l'autre, la <i>colonia 13 de diciembre</i>
14 décembre 1990	Des éleveurs de San Rafael maintiennent un blocage pour montrer leur désaccord contre la résolution présidentielle
16 décembre 1990	Les paysans souhaitent obtenir leurs terres pour commencer à travailler. Ils dénoncent des cas de violence et de manipulation de l'opinion publique de la part des propriétaires et exigent que ceux-là « respectent la loi »
18 et 22 décembre 1990	Les propriétaires se défendent. La SRA redoute des affrontements entre propriétaires et paysans. Elle affirme qu'il est impossible de revenir sur la décision et que les propriétaires doivent remettre les 680 hectares
1 ^{er} janvier 1991	Les paysans affirment que les propriétaires ont posté des gens armés sur les terres qui doivent être remises le 13 du mois
15 janvier 1991	La SRA remet les 501 hectares aux militants de l'organisation <i>Antorcha Campesina</i> . Les propriétaires affectés soutiennent leur désaccord et rejettent la notification tardive et, ils affirment que leurs terres sont inaliénables
22 janvier 1991	Les paysans exigent les 160 hectares manquants. Les propriétaires se sont associés pour acheter ceux-là et les donner à l'organisation
3 février 1991	Les négociations continuent entre l'organisation et les propriétaires. Les journalistes concluent l'affaire sans que de solutions aient été trouvées
1992	Le Président mexicain Carlos Salinas de Gortari entreprend la dernière réforme et modification de l'article 27 de la Constitution Mexicaine, puis le Programme de Certification des Droits de Terres <i>ejidales</i> (PROCEDE)
28 janvier 1992	Le Président mexicain Carlos Salinas de Gortari entreprend la réforme de l'article 4 de la Constitution Mexicaine
1993-1997	Construction de la Maison de la Culture sous la direction de Michel Valet et de Patrick Ontani et grâce à l'aide d'artisans Français et Mexicains
1994	Le Mexique signe le Traité de libre commerce (TLC)
1994-	La réforme des institutions électorales autonomes permettent un meilleur

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

1996	contrôle sur les élections
Depuis 1994	Mouvements indigènes dispersés au niveau national mais soutenus par les rébellions indigènes zapatistes au Chiapas. Pressions de certaines organisations régionales opposées au <i>PRI</i>
Mars 1995	Création de la Commission <i>COCOPA</i> (Mexique)
1995	L'association en France débloque des fonds pour aider les plus défavorisés
1996	10 ^{ème} anniversaire du Jumelage
Février 1996	Accords de <i>San Andrés</i> (Mexique)
5 décembre 1996	La Chambre des sénateurs des États-Unis du Mexique approuvent par consensus, le décret des réformes aux articles 30, 32 et 37 de la Constitution Politique, afin de reconnaître la double nationalité au niveau constitutionnel, abrogeant ainsi la loi sur la nationalité mexicaine de 1993. Loi, entrée en vigueur seulement à compter du 20 mars 1998, oblige le Mexique à actualiser tous les articles de la Constitution faisant référence à la nationalité mexicaine, afin de réglementer les droits des citoyens possédant une autre nationalité.
2000	Fondation du <i>Patronato pro municipalización</i> . Ils sollicitent la création du Municipio libre de San Rafael, état de Veracruz au Congrès législatif de Xalapa, capitale de Veracruz
2000	Élection de Vicente Fox, 1 ^{er} Président mexicain <i>panista</i>
2001	Le Président mexicain Vicente Fox entreprend la réforme de l'article 2 de la Constitution Mexicaine
2001	Création des <i>Pueblos Mágicos</i> (Mexique)
2001	Victoire du <i>PAN</i> aux élections municipales de Martínez de la Torre (En 1995, le <i>PRD</i> remporte les élections municipales de Martínez de la Torre, évoquant donc déjà un premier trouble, une première conséquence des réformes engagées par l'État- <i>PRI</i>)
14 octobre 2003	Manifestation contre la création du Municipio à San Rafael
8 décembre 2003	Création du municipio libre San Rafael, n°211. San Rafael, Veracruz se sépare du Municipio de Martínez de la Torre
Novembre 2004	Controverse constitutionnelle sur le Municipio de San Rafael
2005	La Suprême Cour de Justice réaffirme la véracité du Décret 598 du 15 décembre 2003 qui créait le Municipio libre de San Rafael
2005	Demandes de la (récupération de la) nationalité française à San Rafael-Jicaltepec. Le Mexique accorde le droit de vote « à l'étranger »
2006	20 ^{ème} anniversaire du Jumelage
2006	Le Secrétariat Général du gouvernement de l'état de Veracruz avait dédié à San Rafael un numéro dans son magazine mensuel sur les lieux touristiques de l'état
2007	Création du musée de San Rafael (ouverture au public)
2008	Volonté d'élargir la coopération franco-mexicaine (économique et culturelle)
2008	Échange entre élèves mexicains et français, San Rafael et Champlitte
2008	Changement de direction à la Maison de la Culture
2008-2010	Intégration de San Rafael dans un Guide touristique publié par le Secrétariat du Tourisme et de la Culture de l'état de Veracruz, en collaboration avec le

Annexe 3

	Secrétariat de l'Education, celui de l'agriculture et du commerce, ainsi que l'INAH
2009	Retour de la fête du 14 juillet à San Rafael
29 janvier 2009	Vision de plus en plus favorable à un développement économique entre les deux contrées
2010	1 ^{er} Festival « Día de Muertos » célébré à San Rafael
2010	Plus de 22 millions de touristes étrangers et plus de 51 millions de visiteurs frontaliers ont parcouru le territoire mexicain
2011	San Rafael souhaite devenir <i>Pueblo Mágico</i>
2011	25 ^{ème} anniversaire du Jumelage
2011	Les entrepreneurs et professionnels du tourisme de quatre municipes de la région, dont San Rafael, apportent leur soutien au Secrétariat de l'Environnement de l'état de Veracruz
2013	Changement de parti politique à la tête de la mairie et élection du 1 ^{er} Président municipal non descendant de français

Annexe 4 : Travail de terrain de 2007 à 2012

1- Lieux :

- San Rafael (ville)
- Municipipe de San Rafael: Paso de Telaya, Mentidero, El Ojite, La Poza, Pital, Puntilla Aldama, Tres Bocas, El Guayabal, Vega de San Marcos, Tepetates, Tres Encinos, Zanja de Arenas, El Tablazo, El Porvenir, La Chancla, Calle Chica, Calle Grande, El Cocal, El Faisán, Potrero Nuevo o Guadalupe Victoria
- Municipipe de Nautla: Jicaltepec, La Peña, Nautla, Barra de Palmas
- Municipipe de Misantla: Misantla, Isla de Chapachapa
- Martínez de la Torre (ville)
- Municipipe de Tecolutla: Casitas
- Xalapa (ville): rdv pour entretien
- Dijon, Bourgogne (France)
- Champlitte, Haute-Saône (France)

2- Dates:

- Au Mexique :

Master I 2007/2008 :

5 sessions :

19/09/2007 au 21/09/2007, 01/12/2007 au 04/12/2007, 21/02/2008 au 25/02/2008, 16/03/2008 au 21/03/2008, 21/05/2008 au 29/05/2008

Master II 2009 :

1 session :

Janvier et février 2009

Doctorat 2009/2012 :

5 sessions courtes : février à décembre 2010

06/04/2010 au 19/04/2010, 30/04/2010 au 05/05/2010, 27/06/2010 au 05/08/2010, 12/09/2010 au 17/09/2010, 25/10/2010 au 03/11/2010

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

2 sessions longues :

01/01/2011 au 30/06/2011 (en immersion pendant 6 mois) et juillet-août 2012 (2 mois)

- En France :

Master II 2008 et Doctorat 2012:

2 sessions :

01/12/2008 au 04/12/2008 et 19/10/2012 au 21/10/2012.

3- Réalisation de 169 entretiens :

N° (réf. thèse)	Domaine professionnel	Sexe (H et F)	Lieu de l'entretien (Région, ville ou Municipale)	Date (Année)
1	Restauration/Commerce	F	Tecolutla	2010
2	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
3	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
4	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2009
5	Cadre	H	San Rafael	2011
6	Commerce	H	San Rafael	2010 et 2011
7	Agriculture/Ejidatario	H	San Rafael	2009 et 2011
8	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2009 et 2011
9	Agriculture/Ejidatario	H	San Rafael	2011
10	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2008 et 2011
11	Agriculture/Journalier	H	San Rafael	2011
12	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2007, 2008 et 2009
13	Cadre	H	San Rafael	2009
14	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2009
15	Commerce/Artisanat	H	San Rafael	2010
16	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2008
17	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2009
18	Commerce	H	Nautla	2009
19	Commerce	F	San Rafael	2010
20	Femme au foyer	F	San Rafael	2009
21	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
22	Enseignement	F	Nautla	2010
23	Commerce	F	Nautla	2010
24	Politique	F	San Rafael	2009
25	Santé	H	San Rafael	2010
26	Ouvrier	H	San Rafael	2010 et 2011
27	Santé	F	San Rafael	2011
28	Agriculture/Propriétaire	F	Nautla	2007, 2008, 2009 et 2010
29	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2008 et 2011
30	Commerce	F	San Rafael	2010 et 2011
31	Femme au foyer	F	San Rafael	2008 et 2011

Annexe 4

32	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2011 et 2012
33	Ouvrier	H	San Rafael	2008, 2009, 2010 et 2011
34	Femme au foyer	F	San Rafael	2008, 2009, 2010 et 2011
35	Femme au foyer	F	San Rafael	2011
36	Enseignement	F	San Rafael	2011
37	Enseignement	F	San Rafael	2011
38	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2011
39	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
40	Enseignement	H	Xalapa	2010
41	Ouvrier	H	San Rafael	2010
42	Enseignement	H	San Rafael	2010
43	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
44	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
45	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
46	Retraité	H	Nautla	2009 et 2010
47	Enseignement	H	Nautla	2010
48	Agriculture/ <i>Ejidatario</i>	H	San Rafael	2010
49	Restauration/Commerce	F	San Rafael	2008, 2009, 2010 et 2012
50	Enseignement	H	San Rafael	2007, 2008, 2009, 2010, 2011 et 2012
51	Agriculture/ <i>Ejidatario</i>	H	San Rafael	2010
52	Agriculture/Propriétaire	H	Nautla	2010
53	Agriculteur/Propriétaire	H	Misantla	2010
54	Agriculteur/Propriétaire	H	Misantla	2010
55	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
56	Enseignement	F	San Rafael	2010
57	Femme au foyer	F	San Rafael	2010, 2011 et 2012
58	Enseignement	F	San Rafael	2010
59	Enseignement	H	San Rafael	2010
60	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
61	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
62	Enseignement	F	San Rafael	2010 et 2011
63	Commerce	H	San Rafael	2010
64	Art du spectacle et culture	H	San Rafael	2010
65	Enseignement	F	San Rafael	2010
66	Agriculture/Propriétaire	H	Nautla	2010
67	Politique	F	San Rafael	2010
68	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
69	Ouvrier	H	San Rafael	2010
70	Secrétariat	F	San Rafael	2010
71	Femme au foyer	F	Nautla	2008
72	Femme au foyer	F	San Rafael	2008
73	Enseignement	F	San Rafael	2007, 2008, 2009, 2010 et 2012

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

74	Femme au foyer	F	San Rafael	2007, 2008, 2010 et 2012
75	Ouvrier	F	Nautla	2008 et 2011
76	Retraité	H	San Rafael	2010
77	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
78	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
79	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
80	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
81	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
82	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
83	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
84	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2008 et 2009
85	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2008 et 2009
86	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
87	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
88	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
89	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2011
90	Cadre	H	San Rafael	2010
91	Cadre	H	San Rafael	2010
92	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
93	Santé	H	San Rafael	2010
94	Art du spectacle et culture	F	San Rafael	2010
95	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
96	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
97	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
98	Santé	F	San Rafael	2010
99	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
100	Agriculteur/Propriétaire	F	San Rafael	2009 et 2010
101	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
102	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
103	Secrétariat	F	San Rafael	2010
104	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
105	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
106	Ouvrier	H	San Rafael	2010
107	Femme au foyer	F	San Rafael	2011
108	Commerce	H	San Rafael	2011
109	Commerce	F	San Rafael	2010
110	Santé	H	San Rafael	2011
111	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
112	Commerce	F	San Rafael	2011
113	Retraîtée	F	San Rafael	2010
114	Femme au foyer	F	San Rafael	2011
115	Enseignement	F	San Rafael	2010
116	Santé	H	San Rafael	2010
117	Ouvrier	H	Nautla	2010
118	Agriculture/Ejidatario	H	San Rafael	2011
119	Retraîtée	F	San Rafael	2008
120	Femme au foyer	F	Nautla	2008
121	Employée de maison	F	Nautla	2008

Annexe 4

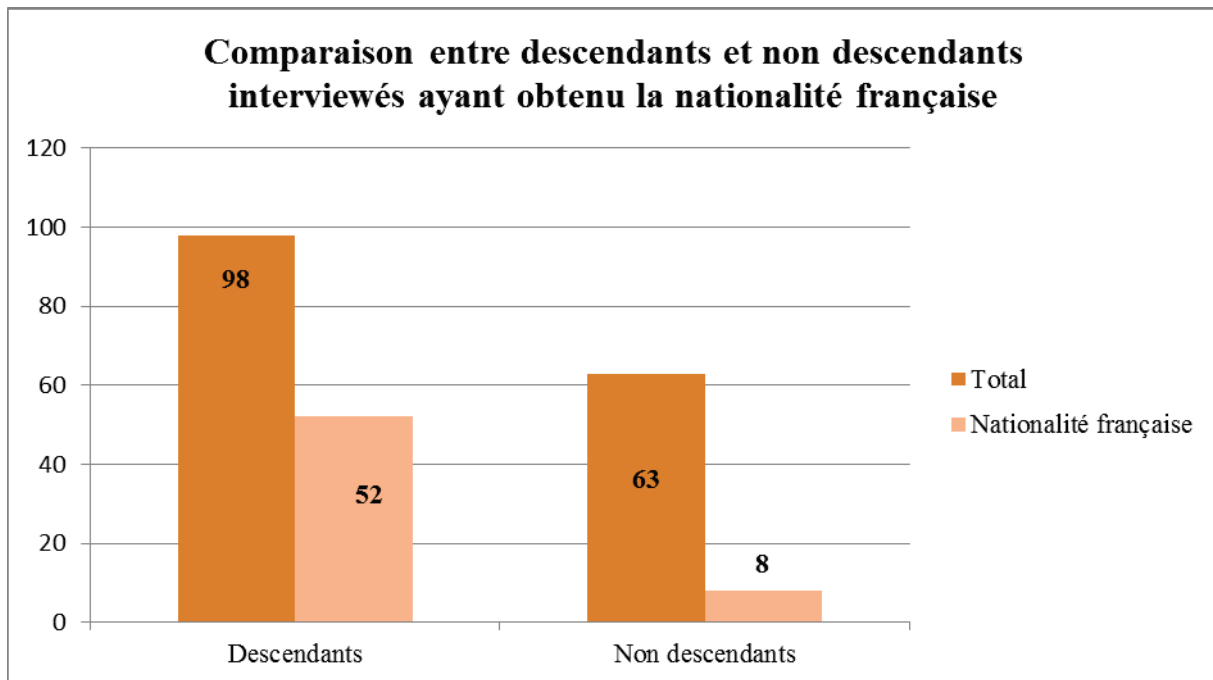
122	Employée de maison	F	Nautla	2008
123	Retraitée	F	San Rafael	2008
124	Femme au foyer	F	San Rafael	2008
125	Femme au foyer	F	San Rafael	2008
126	Employée de maison	F	San Rafael	2007
127	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2008
128	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2008
129	Agriculture/Journalière	F	Nautla	2008
130	Agriculture/Journalière	F	San Rafael	2008
131	Employée de maison	F	San Rafael	2008
132	Ouvrier	H	San Rafael	2007
133	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
134	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
135	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
136	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
137	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
138	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
139	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
140	Agriculture/Propriétaire	F	San Rafael	2010
141	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
142	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
143	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
144	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
145	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
146	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
147	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2011
148	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2010
149	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
150	Employée de maison	F	San Rafael	2011
151	Agriculture/ <i>Ejidatario</i>	H	San Rafael	2007, 2008 et 2009
152	Femme au foyer	F	San Rafael	2010
153	Enseignement	H	San Rafael	2010
154	Santé	F	San Rafael	2010
155	Politique	H	San Rafael	2012
156	Restauration/Commerce	H	San Rafael	2012
157	Politique	H	San Rafael	2012
158	Enseignement	H	Champlitte	2012
159	Enseignement	H	San Rafael	2012
160	Retraité	H	San Rafael	2012
161	Agriculture/Propriétaire	H	San Rafael	2012
162	Santé	H	San Rafael	2012
163	Cultivateur	H	Champlitte	2008
164	Sans emploi	F	Champlitte	2008
165	Ouvrier	H	Champlitte	2008
166	Retraité	H	Champlitte	2008
167	Retraitée	F	Champlitte	2008
168	Artisan	H	Champlitte	2008
169	Femme au foyer	F	Champlitte	2008

Annexe 5⁸³³ : **Statistiques des enquêtes de terrain**

- 1- 161 entretiens au total au Mexique et 8 en France (Récapitulatif des graphiques et tableaux)
- 2- Questionnaire avec les associations : 90 enquêtes dans les associations sur un total de 267 individus soit 1/3
- 3- Questionnaire dans 3 établissements scolaires : école A (29 questionnaires), école B (27 questionnaires) et école C (22 questionnaires) à des adolescents entre 16 et 18 ans
- 4- Questionnaire à la Maison de la Culture : 14 élèves adultes entre 30 et 60 ans

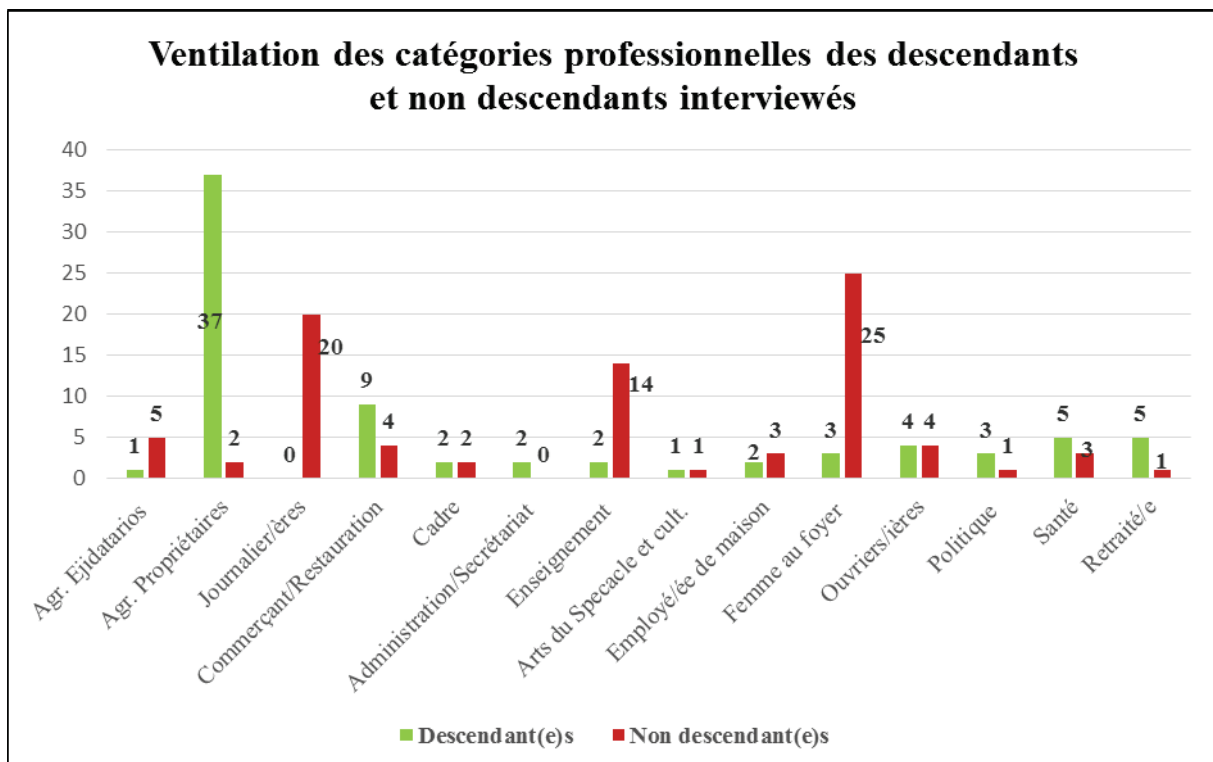
833 Tous les graphiques, tableaux, schémas, diagrammes de l'annexe 5 et intégrés dans le texte sont des créations personnelles sauf le tableau 1 chapitre III.

1- Récapitulatif des graphiques et des tableaux



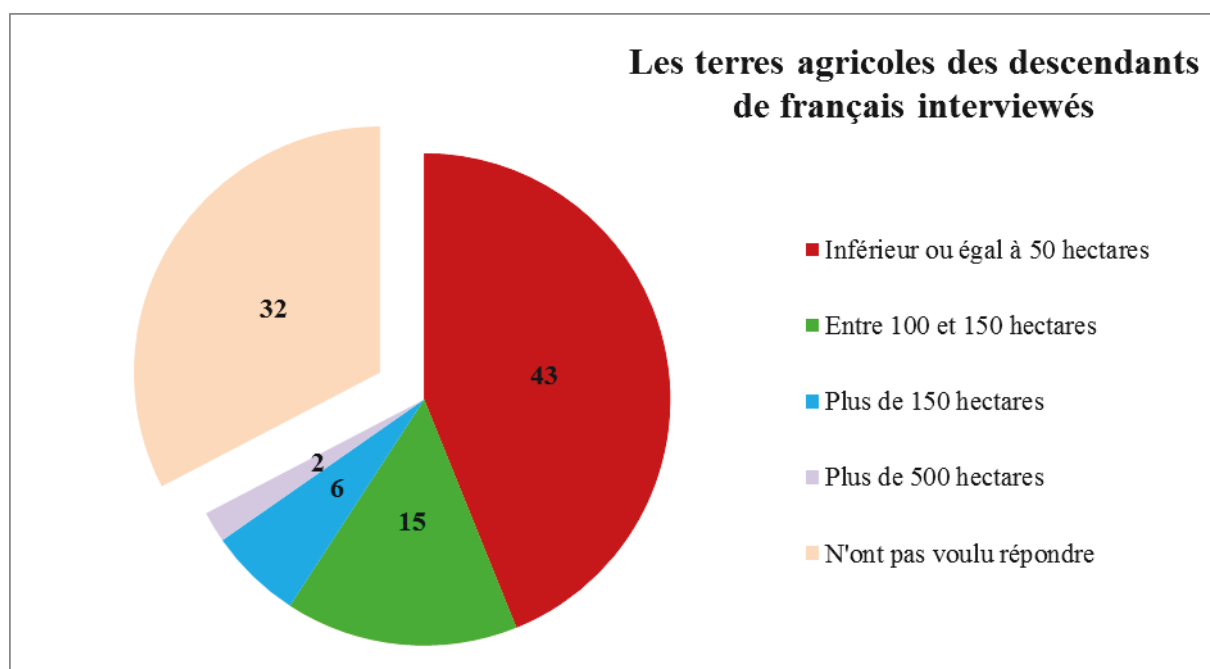
Légende : Graphique 1

Sources : travail de terrain 2007-2012, selon enquêtes et entretiens.



Légende : Graphique 2

Sources : travail de terrain 2007-2012, selon enquêtes et entretiens.



Légende : diagramme circulaire 1

Sources : travail de terrain 2007-2012, selon enquêtes et entretiens.

Titre : Études des descendants et non descendants français interviewés

Études réalisées	NON DESCENDANTS	DESCENDANTS
PRIMAIRE INCOMPLETE	9	18
PRIMAIRE	4	30
COLLEGE	11	1
BACCALAUREAT	7	10
BEP	0	1
BTS	2	5
LICENCE	19	16
MASTER	2	1
DOCTORAT	1	0
SANS ETUDE	3	2
SANS REPONSE	5	14
Total	63	98

Légende : tableau 1

Sources : travail de terrain 2007-2012, selon enquêtes et entretiens.

Titre : Comparaison hommes/femmes et descendants/non descendants de français interviewés : appartenant à une association civile, ayant récupéré la nationalité française et ayant des connaissances de la langue française

	Nombre total selon sexe	Membre d'une association civile	Nationalité Française	Connaissance de la langue française
NON DESCENDANTS	63	11	8	13
FEMMES	43	8	6	9
HOMMES	20	3	2	4
DESCENDANTS	98	54	52	25
FEMMES	49	35	25	17
HOMMES	49	19	27	8
Total général	161	65	60	38

Légende : tableau 2

Sources : travail de terrain 2007-2012, selon enquêtes et entretiens.

2- Encuestas para los miembros de las asociaciones

Sexo: Femenino Masculino

Edad:

Lugar de nacimiento y lugares dónde ha vivido:

.....

Profesión:

.....

Estado civil en su caso:

.....

Estudios y ¿dónde estudió?:

.....

Números de hijos en su caso:

.....

¿Dónde están estudiando sus hijos o dónde estudiaron? (En San Rafael y/o fuera):

.....

¿Es de descendencia francesa?: Sí No

¿Tiene nacionalidad francesa y/o pasaporte francés?: Sí No

¿Ha viajado a Francia?: Sí No

¿Tiene familia en Francia?: Sí No

¿Forma parte de una asociación en San Rafael y/o en Jicaltepec?: Sí No

¿Forma parte de la hermandad Francia México?: Sí No

¿Desde cuánto tiempo?:

.....

¿Es miembro activo de la asociación? (función, papel):

.....

¿Por qué le nació entonces este gusto por rescatar la historia, la cultura francesa, su origen etc.?:

.....

.....
.....
.....
.....

¿Habla francés?: Sí No
¿Desde cuándo? ¿Cómo y dónde lo estudió?

.....
.....
.....

¿En algunas palabras cómo se podría definir?:

.....
.....
.....

¿Tiene tierras?: Sí No

¿Cuántas hectáreas?:.....

¿Tipo de cultivo?:.....

¿Ejidatarios o propietarios?:.....

¿Desde cuándo?

¿Forma parte de una sociedad agrícola o algún miembro de su familia? ¿Cuál?:

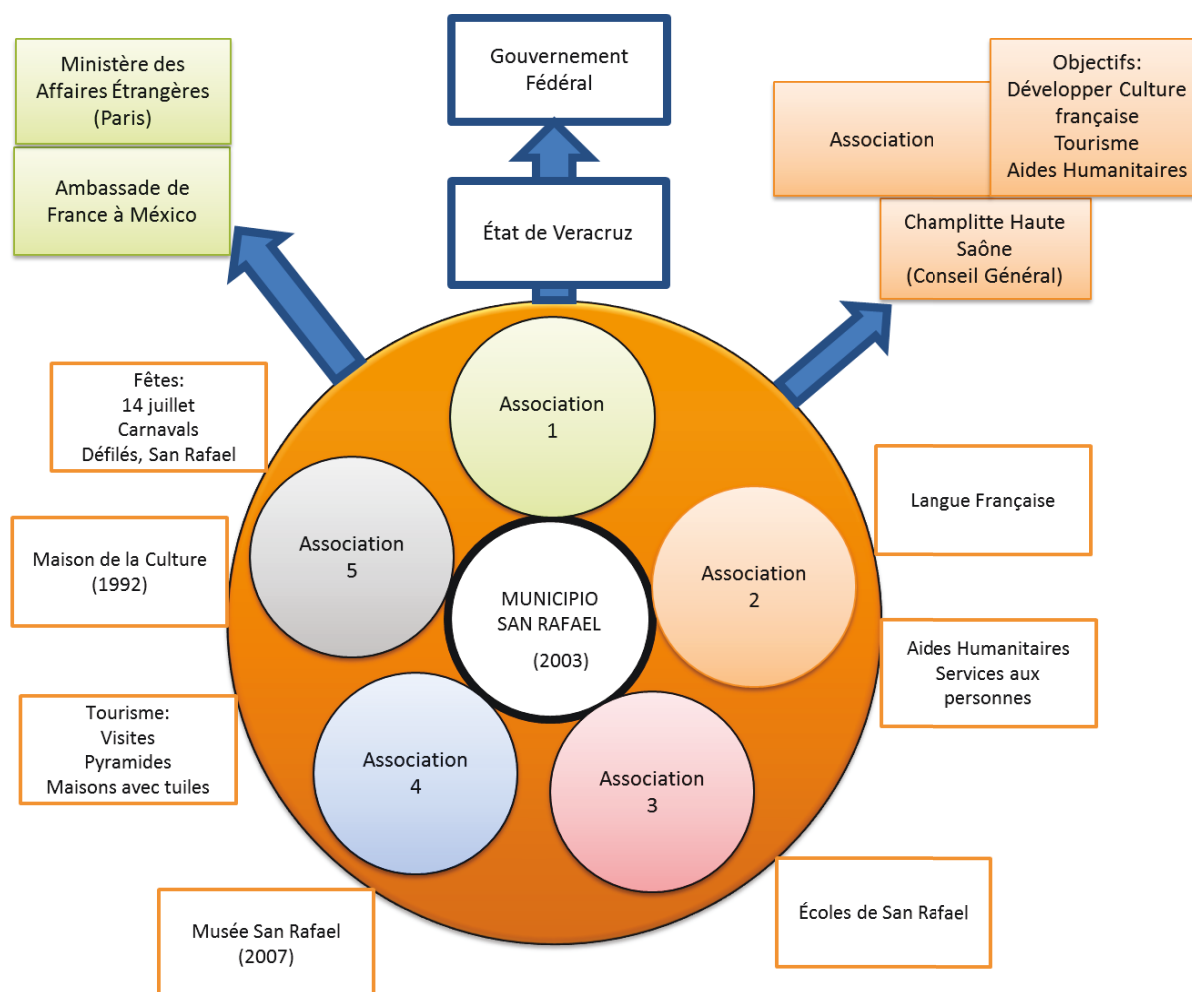
.....
.....

¿Se dedica a otros tipos de actividades?: Sí No

¿Cuáles?:

.....
.....
.....
.....

Titre : Schéma des Associations de San Rafael, Ver.



Légende : schéma 1

Sources : travail de terrain 2007-2012, selon enquêtes et entretiens.

3- Encuestas para alumnos jóvenes

FECHA:.....

SEXO:.....

EDAD:.....

LUGAR DE NACIMIENTO:

LUGAR DE RESIDENCIA Y LUGARES EN LOS CUALES VIVIÓ:
.....

OCUPACIÓN:

ESTUDIOS:.....

LUGAR DE NACIMIENTO DE SUS PADRES/ NOMBRE Y OCUPACIÓN DEL PADRE
Y DE LA MADRE:
.....
.....
.....

NÚMEROS DE HERMANOS:

ESTADO CIVIL EN SU CASO:.....

NÚMEROS DE HIJOS EN SU CASO:

1- En cuanto a su identidad personal, ¿Cómo se identifica? ¿Cómo ve a su pueblo?

2- ¿Supo que aquí llegaron colonos franceses en 1833? ¿Qué puede contar al respecto?

3- ¿Si su familia es de descendencia francesa, puede hablar de ella? ¿Por qué llegó? ¿De dónde era? ¿A qué se dedicaba?

4- ¿Si su familia no es de descendencia francesa, puede hablar de ella? ¿Su familia es originaria de San Rafael? ¿A qué se dedicaba?

Annexe 5

- 5- ¿Recuerda una anécdota, un evento sobre la historia del pueblo que alguien le pudo haber contado?

- 6- ¿Habla otro idioma que el español? ¿Dónde lo aprendió y por qué?

- 7- ¿Le gustaría ir al extranjero? ¿Dónde y por qué?

- 8- ¿Le hubiera gustado vivir en la época de sus antepasados? ¿Por qué?

- 9- ¿Se dedica a otros tipos de actividades fuera de la escuela? (deporte, música, trabajo...)

- 10- ¿Qué piensa hacer cuando termine la escuela?

4- Encuestas para adultos (trabajo de campo)

FECHA:.....

SEXO:.....

EDAD:.....

LUGAR DE NACIMIENTO:

LUGAR DE RESIDENCIA Y LUGARES EN LOS CUALES VIVIÓ:.....
.....

OCUPACIÓN:

ESTUDIOS:.....

LUGAR DE NACIMIENTO DE SUS PADRES/ NOMBRE Y OCUPACIÓN DEL PADRE
Y DE LA MADRE:
.....
.....
.....

NÚMEROS DE HERMANOS:

ESTADO CIVIL EN SU CASO:.....

NÚMEROS DE HIJOS EN SU CASO:

1- En cuanto a su identidad personal, ¿Cómo se identifica? ¿Cómo ve a su pueblo?

2- ¿Supo que aquí llegaron colonos franceses en 1833? ¿Qué puede contar al respecto?

3- ¿Si su familia es de descendencia francesa, puede hablar de ella? ¿Por qué llegó? ¿De dónde era? ¿A qué se dedicaba?

4- ¿Si su familia no es de descendencia francesa, puede hablar de ella? ¿Su familia es originaria de San Rafael? ¿A qué se dedicaba?

Annexe 5

- 5- ¿Recuerda una anécdota, un evento sobre la historia del pueblo que alguien le pudo haber contado?
- 6- ¿Habla otro idioma que el español? ¿Dónde lo aprendió y por qué?
- 7- ¿Qué tipo de alimentación o productos comen, consumen, compran?
- 8- ¿Quién ingresa el dinero en su familia (marido o mujer)? ¿Quién lo gasta? ¿En qué?
- 9- ¿Me podría decir cómo era el pueblo antiguamente?
- 10- ¿Se dedica a otros tipos de actividades?
- 11- ¿Ve un cambio entre la época de sus antepasados y ahora? (Vestidos, costumbres, modos de vivir, comida, consumo...)
- 12- ¿Si tiene tierra, qué cultiva, cuántas hectáreas tiene, fue herencia o compró terrenos?

Annexe 6 : Photographies Voyage de Champlitte à San Rafael

Le château de Champlitte, Haute Saône



Sources : © Noémie Pointeau, 2012

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

Fontaine de Champlitte et Maison bourgeoise du XVI^e siècle, Haute-Saône



Sources : © Noémie Pointeau, 2008

Petite hutte chanitoise utilisée pour cuire du pain



Sources : © Noémie Pointeau, 2008

Annexe 6

Place de l'église, Champlitte



Sources : © Noémie Pointeau, 2008

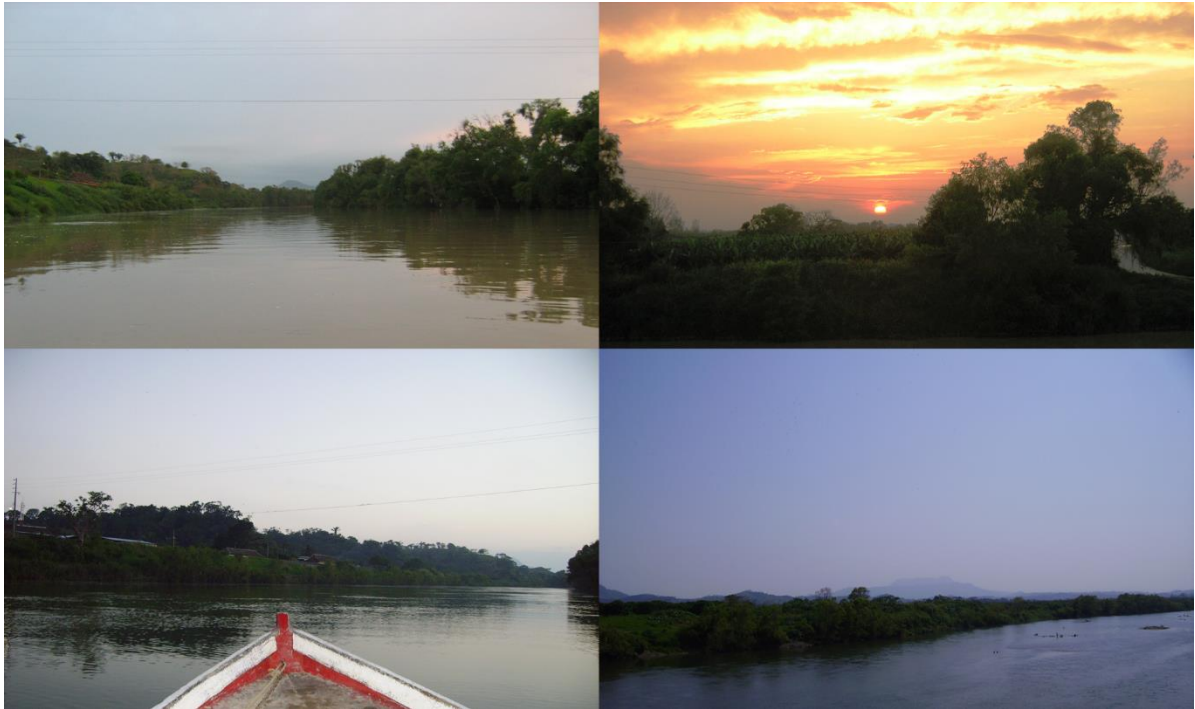
Ruelle de Champlitte



Sources : © Noémie Pointeau, 2012

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

Vues du fleuve Bobos, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, travail de terrain 2007-2012

Maison de la famille Proal, Paso de Telaya, 1900



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Virginia Meunier Proal.

Annexe 6

Colons français, sans date



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Sofia Artezán Piñera.

Révolutionnaires San Rafael-Jicaltepec, date approx. 1910



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Montcouquiol.

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

Kermesse à Jicaltepec, 1920



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Sofia Artezán Piñera.

Membres de la coopérative de bananes, San Rafael, années 30



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Alejandro Delón Gas.

Membres de la coopérative de bananes, San Rafael, 1938



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Mario Capitaine.

Maison de San Rafael, 1943



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Alejandro Delón Gas.

Bar de Tío Foncho, 1946, San Rafael



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Gómez Belin.

Annexe 6

Inondations à Jicaltepec-San Rafael, années 50-60



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Sofia Artezán Piñera.

Passage du cyclone Janet en 1955, San Rafael



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Gómez Belin.

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

Jeunes filles à Paso de Telaya, sans date



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Nava García.

Vue sur l'hôtel Colonial, San Rafael, années 60



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Gómez Belin.

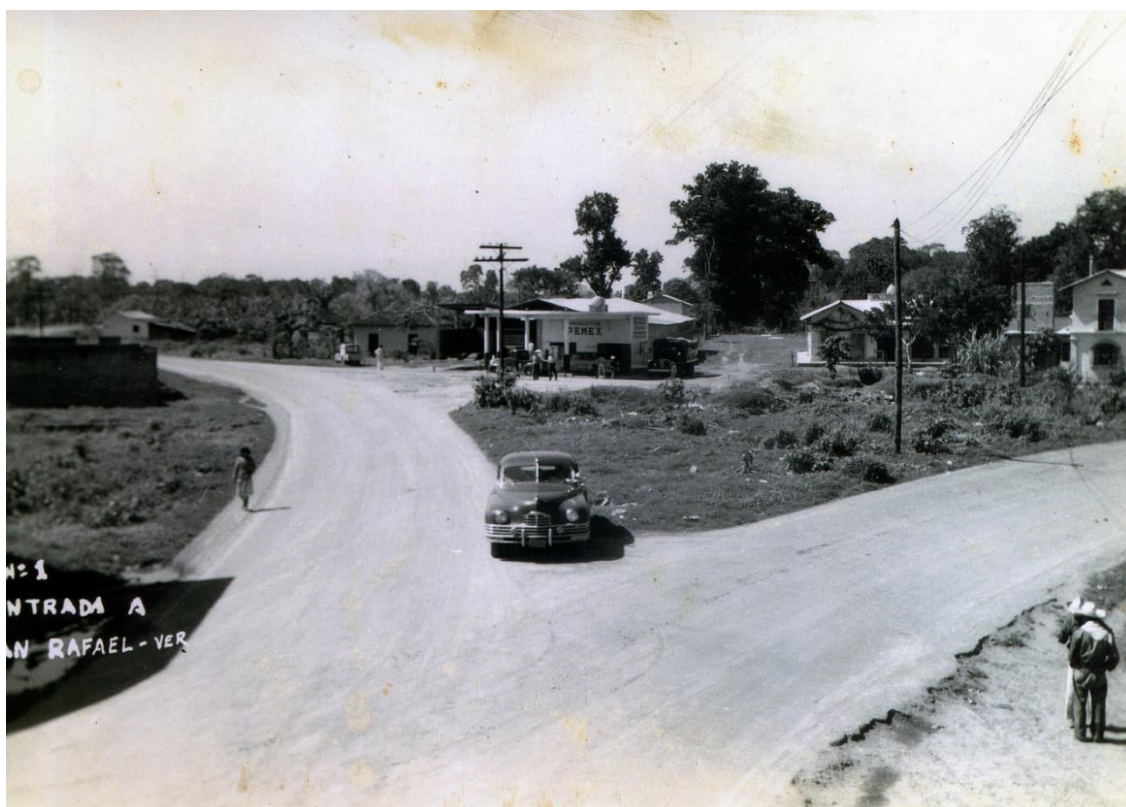
Annexe 6

Visite des plantations, San Rafael, années 60



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Alejandro Delón Gas.

Entrée de San Rafael, années 60



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Virginia Meunier Proal.

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

Carnavals de San Rafael, années 60



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Gómez Belin.

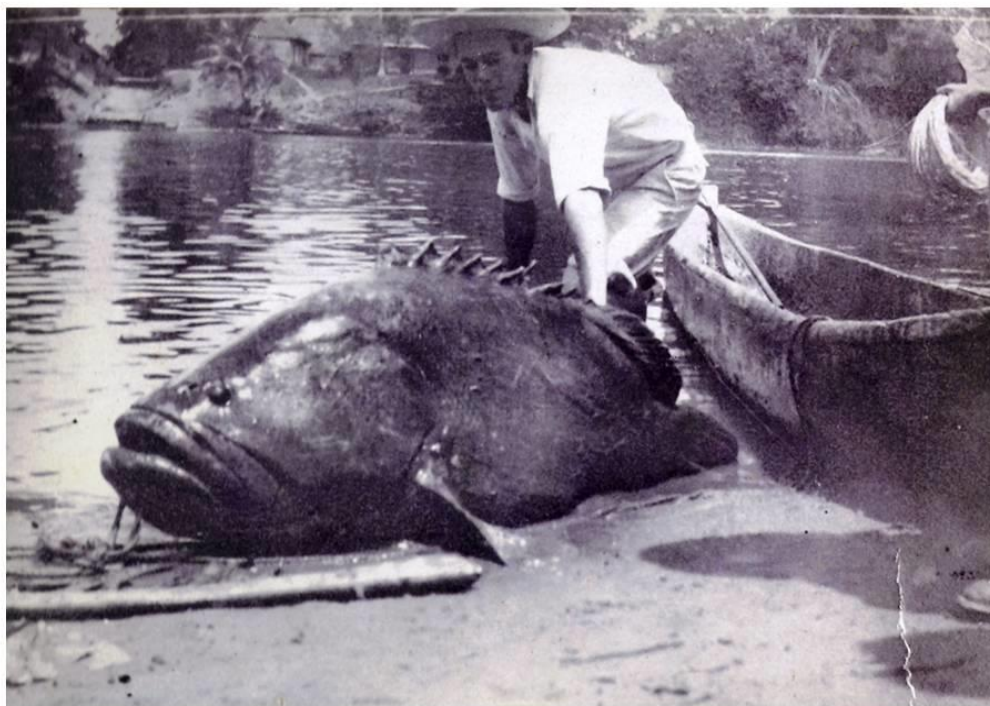
Bus ADO, San Rafael, années 60



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Gómez Belin.

Annexe 6

Un jour de pêche sur le fleuve Bobos, années 60



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Famille Gómez Belin.

Inondations à San Rafael, 1999



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Francisco Coya.

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

Anciennes maisons de colons français, Mentidero, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2010

Annexe 6

Maison de la famille Proal, Paso de Telaya, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2010



Sources : © Noémie Pointeau, 2015. Cette maison a été construite en 1900.

Église de Paso de Telaya, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2011

Agence municipale de Paso de Telaya



Sources : © Noémie Pointeau, 2015. Cette maison ressemble à celle où J. Désosche a été victime d'un attentat en 1913.

Annexe 6

Vue panoramique sur Jicaltepec



Sources : © Noémie Pointeau, 2010

Musée de la Peña, Nautla



Sources : © Noémie Pointeau, 2008

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

Inondations à San Rafael, 2012



Sources : © Noémie Pointeau, 2012

Images de San Rafael (école et église)



Sources : © Noémie Pointeau, 2008

Annexe 6

Images de San Rafael (entrée de la ville, restaurant, cinéma) et de Jicaltepec (maison du paysan, en bas à droite)



Sources : © Noémie Pointeau, 2008

Journaliers travaillant dans les plantations de bananes



Sources : © Noémie Pointeau, 2008

Journaliers travaillant dans les plantations de mandarines



Sources : Archive historique Municipal de San Rafael/Chroniqueur historique de San Rafael (Comp.)
Photographie Juan Antonio Delón.

Plage de Raudal, embouchure du fleuve Bobos



Sources : © Noémie Pointeau, 2010

Annexe 6

Tracteur d'Arturo Theurel, exposition place de l'horloge, San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2015

Drapeaux des deux nations, Musée de la Peña, Nautla



Sources : © Noémie Pointeau, 2015

Kiosque de Jicaltepec, Nautla



Sources : © Noémie Pointeau, 2015

Place « Las Maravillas », San Rafael



Sources : © Noémie Pointeau, 2015

Annexe 6

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	7
SOMMAIRE	9
INTRODUCTION	11
PREMIÈRE PARTIE SAN RAFAEL : UN VILLAGE FRANÇAIS ?	31
CHAPITRE I : PRÉSENTATION DE L'ANCIENNE COLONIE RURALE FRANÇAISE	35
<i>A- SAN RAFAEL : ESPACE ET SOCIÉTÉ</i>	36
1- Une lutte pour un territoire	36
2- L'organisation et la croissance de la société franco-mexicaine d'hier à aujourd'hui	44
<i>B- TRAVAIL ET MODES DE VIE</i>	49
1- La terre : un outil de travail	49
2- Le développement de San Rafael	50
a- Les catégories socio-professionnelles	50
b- <i>De la vanille à l'élevage</i>	52
3- Fragmentation du groupe des descendants de français : la conséquence tragique des réformes agraires	62
CHAPITRE II : L'ÉPOPÉE FRANÇAISE	73
<i>A- LE JUMELAGE ET LA CRÉATION DES ASSOCIATIONS</i>	74
1- Antécédents	76
2- La fondation du jumelage : l'éruption des projets culturels mis en sommeil	79
3- Les associations civiles : leurs relations diplomatiques et amicales	81
4- Établissement d'un pouvoir local	84
<i>B- LES REPRÉSENTATIONS CULTURELLES ET LE PATRIMOINE FRANÇAIS</i>	89
1- Le musée et les monuments	90
2- Les personnages historiques et leurs légendes	99

CHAPITRE III : LA CRÉATION DU MUNICIPE* DE SAN RAFAEL : VERS UNE AUTONOMIE POLITIQUE	109
<i>A- LA RÉCUPÉRATION DE L'ANCIENNE COLONIE FRANÇAISE</i>	<i>110</i>
1- De la victoire à l'échec	110
a- <i>Impôts et dépenses publiques au XIXe siècle</i>	<i>112</i>
2- Le Municipe de Santiago de la Hoz	114
a- <i>Configuration des groupes de pouvoir locaux : San Rafael en développement</i>	<i>115</i>
b- <i>Les problèmes de violence</i>	<i>118</i>
<i>B- SAN RAFAEL ET SES RELATIONS POLITIQUES : CONFLITS POUR LE POUVOIR</i>	<i>120</i>
1- Le Patronato pro-municipalización et la victoire	120
2- « Le caprice de la bande de Français de San Rafael » ?	127
a- <i>Le conflit local avec les autorités de Martínez de la Torre</i>	<i>128</i>
b- <i>La réponse de la Cour Suprême de Justice</i>	<i>132</i>
c- <i>Le conflit au niveau régional entre les partis politiques</i>	<i>134</i>
d- <i>Le conflit au niveau national : autonomie et réformes structurelles</i>	<i>137</i>
SYNTHÈSE PARTIE I	143
DEUXIÈME PARTIE : LES MÉCANISMES DE RECONSTRUCTION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL	147
CHAPITRE IV : LE PRINCIPE DE SÉLECTION	153
<i>A-LA CULTURE RÉSERVÉE AUX ÉLITES</i>	<i>153</i>
1- Le contrôle des structures dites culturelles	154
2- Le 14 juillet : fête populaire ou privée ?	162
a- <i>Le 14 juillet : d'hier à aujourd'hui</i>	<i>164</i>
b- <i>L'impact de la construction identitaire sur la population</i>	<i>169</i>
<i>B-RACISME ET EXCLUSION SOCIALE</i>	<i>170</i>
1- Les origines des discriminations à San Rafael	171
a- <i>Au XIXe siècle</i>	<i>171</i>
b- <i>La Révolution Mexicaine* : le tournant idéologique</i>	<i>175</i>
2- Peur et rejet de l'Autre	180
a- <i>L'exaltation du « blanchiment »</i>	<i>181</i>
b- <i>Se décrire soi-même et décrire l'autre</i>	<i>184</i>

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE V : L'ÉDUCATION ET LA TRANSMISSION DE LA FRANCITÉ	189
A- L'ÉDUCATION DES « NOUVEAUX » FRANÇAIS DE SAN RAFAEL	189
1- L'école à San Rafael	190
a- Une volonté profonde de conserver la langue	190
b- La divergence des discours sur l'identité et la culture dans les écoles de San Rafael	194
2- L'éducation des jeunes filles	199
3- La femme et son rôle dans la propagation de la francité	206
B- HISTORIENS ET ANTHROPOLOGUES AU SERVICE DE LA MÉMOIRE	212
1- Façonner la mémoire et réinventer le passé	213
2- Des histoires qui dérangent...	217
CHAPITRE VI : MYTHE ET RÉALITÉ D'UNE FRANCITÉ MEXICAINE	225
A- LE RENOUVEAU DE L'IDENTITÉ : UNE BÉNÉDICTION POUR SAN RAFAEL	226
1- San Rafael : un <i>pueblo mágico</i> en devenir ?	227
2- Les ressources gouvernementales : un besoin pour le développement des peuples	229
3- La construction du <i>Pueblo Mágico</i> : utilisation de la francité	231
B- LA DÉFENSE DE LA NATIONALITÉ FRANÇAISE : RÊVE D'UN VOYAGE DANS LE TEMPS !	239
1- Une nationalité à la dérive (1838-1916)	240
2- La nouvelle loi du 20 mars 1998	245
3- Devenir franco-mexicain : des droits et des devoirs	248
a- La migration vers les États-Unis	251
b- La sécurité sociale et les aides	251
c- Les études	252
d- La JAPD (ou JDC)	253
C- LES ÉCHANGES COMMERCIAUX : UNE GARANTIE POUR LA FRANCITÉ ?	255
1- Visites officielles et commémorations : plus de 25 ans d'amitié !	255
2- La commercialisation de produits « labellisés français » : un moyen d'alimenter l'identité française	258
a- San Rafael : une terre agricole	258
b- La gastronomie française	262
SYNTHÈSE PARTIE II	267

TROISIÈME PARTIE : LES CONSÉQUENCES DE L'IMMERSION DE SAN RAFAEL DANS UN PAYS MULTICULTUREL : LOGIQUES ET APPLICATIONS	271
CHAPITRE VII : L'INTÉGRATION DE SAN RAFAEL DANS LE SYSTÈME NÉOLIBÉRAL MONDIAL	277
A- <i>DÉFINITIONS DU MULTICULTURALISME NÉOLIBÉRAL</i>	278
1- Le multiculturalisme	278
2- Le multiculturalisme néolibéral	279
B- <i>SAN RAFAEL ET LES POLITIQUES CULTURELLES</i>	282
1- La modification de l'article 4 en 1992	282
2- La modification de l'article 2 en 2001	284
3- L'influence de ces réformes sur les <i>latino-européens</i>	286
a- <i>Le parti du PRI et ses relations au niveau local</i>	287
b- <i>L'autonomie et la défense des « us et coutumes* » à San Rafael</i>	291
c- <i>L'utilisation stratégique des identités multiples</i>	295
CHAPITRE VIII : ENTRE « CLASSE » ET « ETHNIE » : LA FACE CACHÉE D'UNE COLONIE FRANÇAISE	301
A- <i>LA HIÉRARCHISATION DES GROUPES SOCIAUX</i>	302
1- La division des rôles et des labours : une domination française ?	303
2- Vers un système plus compétitif : une production variable	307
a- <i>La vanille</i>	308
b- <i>La banane</i>	311
c- <i>Les agrumes</i>	316
d- <i>L'élevage</i>	320
B- <i>DU CULTUREL AU POLITIQUE : LE PRINCIPE DES SUBJECTIVITÉS</i>	324
1- « Rien sans travail » : le proverbe français de la réussite sociale	325
2- Être ou ne pas être Français	331
a- <i>Les subjectivités* de l'infériorité</i>	331
b- <i>Les subjectivités de la supériorité</i>	332
3- L'éternel retour aux sources	335

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE IX : LES CHANGEMENTS SOCIAUX : VERS DE NOUVEAUX HORIZONS	339
A- LES GROUPES ÉMERGENTS ET DE LA RESISTANCE	340
1- Nouveaux arrivants, nouvelles configurations	340
2- Le conflit avec Antorcha Campesina* : un frein au développement de la francité ?	346
3- Vers une acceptation de l'autre: les projets culturels de la diversité	360
B- LES EFFETS DE LA GLOBALISATION ET DE LA VIOLENCE SUR LA FRANCITÉ : L'IDENTITÉ AUX DEUX VISAGES	364
SYNTHÈSE PARTIE III	367
CONCLUSION	371
BIBLIOGRAPHIE	387
1- Identités et Mémoire	387
a- <i>Ouvrages monographiques</i>	387
b- <i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	387
c- <i>Articles revue papier et/ou en ligne</i>	388
2- Migrations et Réseaux sociaux	388
a- <i>Ouvrages monographiques</i>	388
b- <i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	389
c- <i>Articles revue papier et/ou en ligne</i>	390
3- Culture et Multiculturalisme	390
a- <i>Ouvrages monographiques</i>	390
b- <i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	391
c- <i>Articles revue papier et/ou en ligne</i>	391
d- <i>Documents internet</i>	391
4- Classe sociale et Néolibéralisme	392
a- <i>Ouvrages monographiques</i>	392
b- <i>Articles revue papier et/ou en ligne</i>	392
5- Ethnicité et Racisme	392
a- <i>Ouvrages monographiques</i>	392
b- <i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	393
c- <i>Articles revue papier et/ou en ligne</i>	393
d- <i>Thèses, travaux universitaires, projets de recherche</i>	394
6- Histoire agraire	394
a- <i>Ouvrages monographiques</i>	394
b- <i>Chapitre d'ouvrage monographique ou collectif</i>	394
c- <i>Articles revue papier et/ou en ligne</i>	395
d- <i>Actes de colloque</i>	395
e- <i>Documents, guides touristiques, publicité</i>	395

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL

7-	Hégémonie, Pouvoir et Nation	395
a-	<i>Ouvrages monographiques</i>	395
b-	<i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	396
c-	<i>Article revue papier et/ou en ligne</i>	396
8-	Théories anthropologiques, sociologiques et historiques	396
a-	<i>Ouvrages monographiques</i>	396
b-	<i>Ouvrages collectifs</i>	397
c-	<i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	397
d-	<i>Articles revue papier et/ou en ligne</i>	398
9-	Histoire du Mexique et de la France	399
a-	<i>Ouvrages monographiques</i>	399
b-	<i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	399
10-	Histoire de San Rafael et de Jicaltepec	399
a-	<i>Ouvrages monographiques</i>	399
b-	<i>Chapitres d'ouvrage monographique ou collectif</i>	400
c-	<i>Article revue papier et/ou en ligne</i>	400
d-	<i>Thèses, travaux universitaires, projets de recherche</i>	401
e-	<i>Documentations</i>	402
11-	Pour Lexique, Index et Chronologie	402
INDEX		405
INDEX BIS		419
LEXIQUE		423
ANNEXES		439
ANNEXE 1 : SOURCES PRIMAIRES ET AUTRES DOCUMENTS		441
ANNEXE 2 : CARTOGRAPHIE DÉTAILLÉE		447
ANNEXE 3 : CHRONOLOGIE HISTORIQUE DE LA COLONIE FRANÇAISE DE 1833 À 1916 ET DES ÉVÉNEMENTS MAJEURS SURVENUS À SAN RAFAEL DE 1914 À NOS JOURS		455
ANNEXE 4 : TRAVAIL DE TERRAIN DE 2007 À 2012		465
ANNEXE 5 : STATISTIQUES DES ENQUÊTES DE TERRAIN		471
ANNEXE 6 : PHOTOGRAPHIES VOYAGE DE CHAMPLITTE À SAN RAFAEL		483
TABLE DES MATIÈRES		507

TABLE DES MATIÈRES

LA REVITALISATION DE L'IDENTITÉ FRANÇAISE À SAN RAFAEL, ÉTAT DE VERACRUZ, MEXIQUE (1986-2012)

Résumé

Le travail de recherche se focalise sur le renouveau de l'identité française à San Rafael, Veracruz au Mexique depuis les années quatre-vingts à nos jours. Cette période actuelle voit en effet culminer dans cette ancienne colonie agricole un mouvement que l'on peut désigner comme étant une revitalisation de l'identité française.

Cette étude se focalise sur les raisons profondes de ce renouveau et le fonctionnement de celui-ci, mais elle appréhende aussi les enjeux majeurs et les conséquences sur la localité. Pour cela, et considérant la complexité des contextes dans lesquels la migration française au XIXe siècle, l'abandon progressif de l'identité française au début du XXe siècle puis la revitalisation se sont passés, cette recherche s'inscrit pleinement dans la section CNU-14 (espagnol) mais s'inspire des outils et des méthodes de l'anthropologie historique.

Trois thématiques principales sont abordées, basées sur le constat général du phénomène étudié, les mécanismes du processus de revitalisation de l'identité française et les répercussions du contexte national sur l'identité des acteurs sociaux de la localité.

Mots clefs : Revitalisation / Identité / Mémoire collective / Patrimoine culturel / Migrations / France-Mexique / Multiculturalisme / Pouvoir / Education / Racisme / Agriculture

REVITALIZATION OF FRENCH IDENTITY IN SAN RAFAEL, STATE OF VERACRUZ, MEXICO (1986-2012)

Abstract

This research focuses on the revival of the French identity in San Rafael, Veracruz in Mexico since the eighties to present. This current period saw indeed a peak in this ancient farm settlement movement that can be designated as French identity revitalization.

This study focuses on the underlying reasons for this revival and operation of it, but it also captures the major issues and the impact on the locality. For this, and considering the complexity of the contexts in which the French migration in the nineteenth century, the gradual abandonment of French identity in the early twentieth century and the revitalization happened, this research is in the field of the fourteenth section of National Council of Universities (spanish speciality), but is inspired by the historical anthropology's tools and methods.

Three main themes are addressed, based on the general observation of the studied phenomenon, the mechanisms of the revitalization process of French identity and the impact of the national context on the identification of local social actors.

Keywords : Revitalization / Identity / Collective memory / Cultural Heritage / Migrations / France to Mexico / Multiculturalism / Power / Education / Racism / Agriculture



Université Rennes 2
Campus Villejean Rennes
Place du Recteur Henri Le Moal
CS 24307 35043 RENNES Cedex
Tél : +33(0)2 99 14 10 00